Հ. Բ. Ը. Մ. ԱԼԵՔ ՄԱՆՈՒԿԵԱՆ ՄՇԱԿՈՒԹԱՅԻՍ ՀԻՄՆԱԴՐԱՄ

A.G.B.U. ALEX MANOOGIAN CULTURAL FUND

21001 VAN BORN ROAD, TAYLOR, MICHIGAN 48180 U.S.A.

TELEPHONE (313) 274-7400 TELEX 810-221-5120

Artem Ohandjanian

K. u. K. – DOKUMENTE

A R M E N I E N

IN

ÖSTERREICHISCHEN ARCHIVEN

(FOTOKOPIEN)

Band II

1915–1917

Mag. Artem Ohandjanian ——— *Filmproduktion*

Rainergasse 26 Stg. 3 Tür 14
1042 Wien – Austria.
Tel : (0222) 6509095

Alle Rechte vorbehalten

57745
44973 58550
ԵՊՀ Գրադարան
ТОМСК ГГУ
ЕՊՀ Գրադարան
SU0197795

I n h a l t

1. Dokumente 8o9

2. Archive 1631

3. Index 1633

19. Jan. 1915

K. und k. österr.-ungar. Botschaft
Konstantinopel

INDIZIERT
26 JAN. 1915

Ga. Ga. kir. osztrák-magyar Követség
Konstantinápoly

Konstantinopel, am 14. Jänner 1915.

Z. 4 P.

Armenisch-katholische Patriarchatskrise.

zum Berichte Nr. 70/E, vom 1. Dezember 1914.

An Seine Exzellenz den Herrn Minister des k.und k. Hauses und des Aeussern,
GRAFEN B E R C H T O L D !

Zu Beginn dieser Woche traf hier der neugewählte Locum tenens des armenisch-katholischen Patriarchates, Mgr. Sayeghian, ein und besuchte mich kurz nach seiner Ankunft um sich vorzustellen. Bei dieser Gelegenheit dankte mir der Herr Locum tenens für die Unterstützung, die ich dem Patriarchate in schweren Zeiten angedeihen liess und ersuchte mich, meine Hilfe demselben auch in Zukunft zu gewähren, wobei er andeutete, dass dieselbe für das Patriarchat schon in der Frage der Anerkennung von sechs Bischöfen höchst wertvoll wäre.

./.

DURCH KURIER

436

Nach den diesbezüglichen Auslassungen Mgr. Sayeghian's zu urteilen, handelt es sich hiebei um die Erwirkung der Anerkennung der sechs Bischöfe, die Mgr. Terzian anläßlich seines Aufenthaltes in Rom mit Umgehung der armenisch-katholischen Notablenversammlung consacriert habe.

Ich erwiderte dem Herrn Locum tenens, dass von einer offiziellen Intervention meinerseits in Patriarchatsangelegenheiten mangels einer Rechtsbasis überhaupt nicht die Rede sein könne und ein Versuch meinerseits, gewissermassen als Protektor aufzutreten, nur der Sache selbst schaden würde, dass ich aber stets gerne bereit sei, dem Patriarchat in rein kirchlichen Angelegenheiten durch meinen privaten Einfluss bei der Regierung sowie speziell auch bei Talaat Bey jed wede Unterstützung angedeihen zu lassen.

Der k.und k.Botschafter:

Pallavicini

K. und k. österr.-ungar. Botschaft
Konstantinopel
Cs. és. kir. osztrák-magyar nagykövetség
Konstantinápoly

Geheim XIII/11

Constantinopel, am 16. Jänner 1915.

Streng geheim.

No.6/P

Deutsch-türkischer Geheim-Vertrag.

Zu Euer Excellenz Telegramm
No.38 v.15.d.M.
3 Beilagen.

An Seine Excellenz den Herrn Minister des k.u.k. Hauses und des Aussern, Baron Burián !

1./ Ich unterbreite im Anbuge den Text des deutsch-türkischen Geheim-Vertrages, welcher am 11.d.M. vom Grossvezir und vom deutschen Botschafter unterzeichnet worden ist, sowie den Text der note
2./ explicative, welche von Baron Wangenheim am gleichen Tage dem Grossvezir übergeben wurde.

Said Halim Pascha hat am 12.d.M. vom Inhalte der note explicative mit einem Briefe, von welchem
3./ eine Abschrift gleichfalls beiliegt, Akt genommen.

Der k.u.k. Botschafter:

Pallavicini

1. Beilage zu Bericht No. 6 P ddo. Cos-pol 16.I.1915

Sa Majesté l'Empereur d'Allemagne,Roi de Prusse, d'une part,et

Sa Majesté l'Empereur des Ottomans,d'autre part, inspirés par le désir de raffermir les liens d'amitié qui unissent leurs deux Empires et décidés, à cet effet,à conclure une alliance défensive,

ont nommé leurs plénipotentiaires

---

lesquels après avoir trouvé leurs pleins pouvoirs en bonne et due forme,sont convenus de ce qui suit:

1.-Les deux Hautes Parties Contractantes s'engagent à se porter mutuellement secours,au besoin avec toutes leurs forces armées,dans le cas où l'une d'entre elles serait l'objet d'une attaque de la part soit de la Russie,de la France ou de l'Angleterre,soit d'une coalition composée d'au moins deux Etats balkaniques.

2.-Pour ce qui concerne l'Angleterre,l'engagement assumé par l'Allemagne n'exercera ses effets que dans le cas où la Turquie se trouverait engagée dans un conflit simultanément avec l'Angleterre et un deuxième Etat Européen,qu'il s'agisse soit d'une action concertée entre ces deux Etats,soit d'une action armée de la part d'un Etat Européen contre la Turquie pendant que celle-ci se trouve en guerre

avec l'Angleterre.

3.-Le présent accord entrera en vigueur dès la date de la signature et restera valable jusqu'au 8 Juillet 1920 conformément aux stipulations du traité conclu par l'Allemagne et l'Autriche-Hongrie le 5 Décembre 1912.

4.-A moins qu'il ne soit dénoncé,par une des Hautes Parties Contractantes,un an avant la date ci-haut fixée,le présent accord continuera à être en vigueur pour une nouvelle période de six ans, soit jusqu'au8Juillet 1926.

Au cas où l'Allemagne et l'Autriche-Hongrie tomberaient d'accord à prolonger le traité susmentionné existant entre elles,au delà de la date indiquée à l'article 3,l'Allemagne s'engage,d'ores et déjà,à ne pas faire usage de son droit de dénoncer la présente convention.

5.- Les deux Hautes Parties Contractantes se réservent de conclure,aussitot que la paix sera rétablie,une convention militaire spéciale ayant pour objet de régler les limites et les conditions dans lesquelles s'effectuera la coopération de leurs armées de terre et de mer.

6.- Le présent acte sera ratifié par Sa Majesté l'Empereur d'Allemagne,Roi de Prusse,et par Sa Majesté l'Empereur des Ottomans et les ratifications seront échangées dans le délai de deux mois à partir de la

date de la signature.

7.- Le présent accord restera secret et ne pourra être rendu public qu'à la suite d'une entente ultérieure entre les deux Hautes Parties Contractantes.

En foi de quoi ----------

2. Beilage zu Bericht No. 6 P ddo. Cos-pel 16.I 1915

Péra, le 11 Janvier 1915.

Altesse,

Au moment de signer le traité d'alliance daté d'aujourd'hui, j'ai l'honneur de faire à Votre Altesse, au nom de mon Gouvernement, la déclaration suivante:

Il est bien entendu que le casus foederis ne pourra être invoqué par la Turquie contre l'Italie ou la Roumanie tant que ces Etats sont les alliés de l'Allemagne.

Veuillez agréer Altesse l'assurance de ma très haute considération.

Wangenheim
m.p.

A.S.A.

Le Prince Said Halim Pascha

Grandvezir et Ministre des Affaires Etrangères

Constantinople

3. Beilage zu Bericht No. 6 P ddo. Cos-pol 16.I 1915

Sublime Porte. Constantinople, le 12 Janvier 1915.

Excellence,

En réponse à Votre lettre en date de hier et par laquelle Votre Excellence me communique la déclaration de Son Gouvernement, je m'empresse de Lui dire, que je prends acte de cette déclaration et qu'il est bien entendu que le „casus foederis" ne pourra être invoqué par la Turquie contre l'Italie ou la Roumanie tant que ces Etats sont les alliés de l'Allemagne.

Je saisis cette occasion pour réitérer à Votre Excellence les assurances de ma très haute considération

Said Halim
m.p.

A S.E.

Le Baron Wangenheim
Ambassadeur d'Allemagne

En ville.

No.38. Konstantinopel,18/I.1915.

Aus Armenien.

Aus verschiedenen armenischen Vilayets sind Meldungen an das Patriarchat eingelangt,wonach der alte Antagonismus zwischen dem türkischen und dem armenischen Elemente sich in allerlei Untaten gegen das letztere Luft gemacht habe.Zu großen Massakres ist es nirgends gekommen,wohl aber sind an verschiedenen Orten wohlhabende Armenier ermordet und ihre Häuser geplündert worden.Das Bedenklichste an diesen Vorgängen ist,daß die Behörden diesen Untaten mit gekreuzten Armen zugesehen haben.

Die Armenier hofften,daß Envers Erscheinen im Kaukasus diesem Treiben ein Ende machen werde,aber sie sind in dieser Erwartung getäuscht worden,obwohl Enver der letzte ist,der die Angriffe auf die Armenier billigt und der nicht die Gefahr erkennt,die diesen Vorfällen innewohnt.Die Türkei ist heute mehr als je auf ein loyales Verhalten der Armenier angewiesen, und sie stellt dieses auf eine harte Probe,wenn sie den Armeniern nicht Schutz vor Angriffen auf ihr Leben und ihr Eigentum gewährt,umsomehr,als die Armenier sich in dem Kampfe zwischen der Türkei und Russland ehrlich auf die Seite der ersteren gestellt haben.Es ist auch zu berücksichtigen,daß sich in der türkischen Kaukasusarmee verhältnismäßig viele Armenier befinden.

xxxxxxxx

No.46. Konstantinopel,22/I.1915.

Armenische und griechische Agitation.

Dans le Caucase,la situation des Turcs n'est plus favorable; mais on n'a pas encore des données précises.Les Arméniens toutefois agissent très hostilement contre les Turcs et il y a crainte,qu'on ne voit de nouveau un massacre d'Arméniens.Talaat Bey,le Ministre de l'Intérieur,a en personne,et Wangenheim par l'intermédiaire de son premier dragoman,fait des représentations très énergiques auprès du Patriarche arménien. En outre,Arméniens et Grecs ici mènent une propagande des plus hostiles non seulement contre la Turquie,mais aussi contre l'Autriche-Hongrie et l'Allemagne.Et pour appuyer leurs sales nouvelles,ils indiquent systématiquement comme source l'Ambassade d'Italie.

Die Aktion gegen Egypten.

Djémal Pacha,le commandant en chef des troupes contre l'Egypte,a transféré son quartier général de Damas à Jérusalem.Il a télégraphié demandant l'envoi de 800 officiers de marine pour surveiller la voie ferrée qui se construit jusqu'aux confins de l'Egypte.Il a demandé en même temps l'envoi de quelques ingénieurs pour examiner certaines montagnes qu'on espère avoir des veines de charbon.Sinon le chemin de fer ne pourrait pas fonctionner.

xxxxx

Dep.5.

No.50. Konstantinopel,26/I.1915.

Die Türkei und Armenien.

Un bruit qui sort de la maison même du Ministre de l'Intérieur,Talaat Bey,dit que ce dernier se rendrait prochainement à Erzeroum.Sa mission serait en connexité avec l'attitude hostile des Arméniens.

On met souvent les soldats arméniens à la première ligne de combat afin de les faire tuer.Les Kurdes ont recommencé à massacrer des villageois arméniens,mais d'une façon isolée afin de ne pas faire croire à un massacre en masse des Arméniens.

xxxxxxxx

Dep.5.

8 Feb. 1915
K. und k. österr.-ung. Botschaft
Konstantinopel
Da. de. kk. österr.-ungar. Konsulatsamt
Konstantinopel

No. 9 A-K.
P

Konstantinopel, 28. Jänner 1915.

EINGELANGT
15. FEB. 1915

Im Pol. I erlangt:
8 FEB 1915

Z u r L a g e.

An Seine Exzellenz den Herrn Minister des k.u.k.Hauses und des Aeussern, Baron Burián !

Wiewohl es der türkischen Regierung gelang die breite Oeffentlichkeit über die Lage im Kaukasus zu täuschen, so vermochte sie scheinbar doch nicht zu verhindern, dass ihren Gegnern Einzelnes über die erlittene Schlappe bekannt, und von denselben zu ihrer Wühlarbeit ausgenützt werde. Dies gilt nach den mir vorliegenden konfidentiellen Meldungen speciell von der Entente freundlichen Fraktion des Comités, Djavid Bey und Consorten, sowie gewissen armenischen Milieux die zwar stets mehr weniger russenfreundlich waren, insbesondere aber seitdem vor zwei Jahren die Frage der Reformen in den ostanatolischen Vilajets aufs Tapet gebracht wurde, absolut im russischen, Comité feindlichen Fahrwasser segeln. Beide Gegner taten ihr möglichstes um Alarmnachrichten zu verbreiten und die Partei Djavid Bey's soll sogar eine

./.

DURCH KURIER

Intrigue gegen Talaat Bey,die zweite Stütze der deutschfreundlichen Komité-Partei,eingefädelt haben,bei der auch der Vali von Smyrna,Rahmi Bey, ein absoluter Anhänger Djavid's,eine Rolle gespielt haben soll.Nach derselben Quelle wäre Talaat Bey im Komité nur mit Mühe davon aufzuhalten gewesen, gegen Rahmi Bey vorzugehen. - Die Demissions-Komödie,welche Konsul Radinsky in seinem Bericht No.7/P v.2.d.M. behandelt,scheint mir für die Stichhältigkeit dieser Meldung zu sprechen.

Von anderer,ebenfalls konfidentieller Seite erfahre ich,dass die Regierung Verdacht gegen die Armenier hegt,und dass Talaat Bey jüngst die Aufmerksamkeit des armenischen Patriarchen auf die Folgen einer etwaigen regierungsfeindlichen Agitation der Armenier gelenkt habe.

Bemerkenswert scheint mir in diesem Zusammenhange,dass der bisherige Mutessarif von Pera, Kiani Bey,angeblich ein weitschichtiger Verwandter Djavid Bey's,kürzlich seiner Funktionen enthoben und durch den bisherigen Chef der Abteilung für Polizeiwesen im Ministerium des Innern,Ismail Djambolat Bey,ersetzt wurde,der allgemein als überaus tatkräftig und Talaat Bey absolut

ergeben gilt.

Der k.u.k. Botschafter:

Pallavicini

No.56. Konstantinopel,2/II.1915.

Militärisches.

Der „Rote Halbmond" hat am Bosporus eine vorsorgliche Tätigkeit begonnen.In mehreren Ortschaften am Bosporus,zum Beispiel in Beschiktasch,sind geräumige Lokale am Meere hergerichtet worden,wo bei einem eventuellen Bombardement der Hauptstadt durch die englisch-französische Flotte die Verwundeten den ersten Verband erhalten,bevor sie in die Lazarette weitergeschafft werden.

Nauman Pascha,der deutsche Chefarzt in der Türkei,wurde vom Kriegsminister Enver Pascha nach Erzerum berufen,um dort die Einrichtung von Kasernen und Staatsgebäuden in Hospitäler vorzunehmen. Eine große Anzahl türkischer Militärärzte ist wegen Unfähigkeit entlassen worden.Enver Pascha hat eine scharfe Disziplin in Erzerum eingeführt.Eine große Anzahl Soldaten ist wegen schwerer Disziplinarvergehen erschossen worden.-Anderseits ist aber unverständlich,daß Banditen aus den Bergen Anatoliens eingezogen und Verbrecher aus den Gefängnissen entlassen,eingekleidet und bewaffnet zur Armee nach Erzerum abgeschickt worden sind.-Daß diesen Leuten keine Disziplin beizubringen sein wird,wie ihnen auch alle besseren Gefühle des Soldaten fehlen müssen,wurde offenbar nicht in Betracht gezogen.

xxxxx

No.69. Konstantinopel, 7/II.1915.

Friedensaktion der armenischen Patriarchen.

Wie in armenischen Kreisen verlautet, beabsichtigt der Katholikos in Etschmiadzine, das geistliche Oberhaupt aller Armenier, an armenische Notabilitäten in London, Paris und anderen europäischen Hauptstädten ein Sendschreiben zu erlassen, in welchem sie aufgefordert werden, alle Anstrengungen für eine Propaganda zur Wiederherstellung des Friedens zu machen.

Ebenso hat der ökumenische Patriarch eine Kommission eingesetzt, welche den Entwurf einer Enzyklika an alle orthodoxen autokephalen Kirchen redigieren soll, die ebenfalls die Wiederherstellung des Friedens zum Ziele hat.

Diese Initiative des Patriarchats ist zweifellos auf die russische Regierung zurückzuführen, welche zu diesem Zwecke auf die griechische Regierung einwirkte, die ihren Einfluss bei dem Patriarchen geltend gemacht hat.

Keinesfalls ist die Aktion der beiden Patriarchen eine spontane, wie die des Papstes.

xxxxxxxxx

Dsp.5.

112.15

Ambassade
d'Autriche-Hongrie
Constantinople

VP 1

EINGELANGT
20. FEB. 1915

Konstantinopel, 11. Februar 1915.

S t r e n g v e r t r a u l i c h!

A G
44

Hochgeborener Baron!

Im Verfolge meines Privatschreibens vom 4.d.M. will ich heute kurz die Fehler beleuchten, welche meiner Ansicht nach bei der Durchführung der von Deutschland während des gegenwärtigen grossen Krieges eingeschlagenen Politik mit Bezug auf die Türkei begangen wurden, und welche einerseits auf vorher nicht genügend überlegte Entschlüsse, anderseits auf den gerade momentan stärkeren Einfluss des einen oder des anderen der so zahlreichen, nicht immer übereinstimmenden Berliner Machtfaktoren zurückzuführen sind.

Schon vor dem aktiven Eintritt der Türkei in den Krieg beschäftigte sich Marschall Liman mit dem Gedanken einer Landung türkischer Truppen bei

Seiner Exzellenz

Herrn Stephan Baron Burián
etc. etc. etc.

W I E N

./.

Odessa.Er stiess hiebei auf den Widerstand des Admiral Souchon und des deutschen Botschafters.Vorbedingung für die Durchführbarkeit eines solchen Unternehmens wäre ein Zusammenwirken der Landstreitkräfte und der Flotte gewesen,zu welchem sich der Admiral aber nicht verstehen wollte,solange die türkische Flotte nicht die Herrin im Schwarzen Meere wäre.Ich muss darin Admiral Souchon vollständig recht geben,dass nach seiner Meinung an eine militärische Aktion im Gebiete des Schwarzen-Meeres nicht zu denken war,bevor nicht wenigstens ein Teil der russischen Flotte vernichtet gewesen wäre.Der Admiral hatte daher den Plan,man sollt
- wenn die Türkei aktiv in den Krieg eingreifen solle
- eine günstige Gelegenheit abwarten,die es ihm ermöglichen würde,durch einen Ueberfall auf die russische Flotte dieselbe wenigstens zum Teile unschädlich zu machen.- In Berlin jedoch war,nach meiner Ansicht ohne genügende Ueberlegung der Folgen dieses Schrittes,der Entschluss gefasst worden,die Türkei zum sofortigen Losschlagen zu veranlassen,und so erhielt der Admiral den Befehl,den Kriegszustand je eher herzustellen.
Er konnte nun seinen woldurchdachten Plan nicht ausführen,und es kam zu der bekannten Beschiessung von

Sebastopol und einiger anderer russischer Häfen, welche wohl den Kriegszustand herstellte aber weiter ohne tatsächlichen Effekt blieb. An die Erringung der Herrschaft im Schwarzen-Meere war nicht mehr zu denken; im Gegenteile, heute ist eher die russische Flotte die Herrin im Schwarzen-Meere. Damit waren aber auch alle Pläne einer Landung bei Odessa zunichte geworden, und dass die heute nicht zu leugnende Absperrung des Seeweges nach Trapezunt für die Operation im Kaukasus ein sehr empfindliches Erschwernis ist, liegt auf der Hand.

Die Expedition im Kaukasus wurde gleichfalls auf Wunsch Deutschlands in Angriff genommen. Man wollte vor allem mit derselben den sehr berechtigten Zweck erreichen, russische Truppen in jenen Gebieten zu binden.- Es wurde einerseits unter speciell deutscher Führung eine Aktion eingeleitet, welche mehr den Character eines Bandenkrieges haben sollte, die aber nicht genügend vorbereitet war und so mislang, anderseits wurde eine regelrechte militärische Campagne organisirt, welche wenn sie schliesslich auch unter dem Commando Enver Pascha's stand, doch unter der Leitung deutscher Offiziere vor sich ging.

Ueber die Durchführung des Kriegsplanes kam es dann noch zu ziemlichen Differenzen zwischen

./.

Marschall Liman und General Bronsart,und es wurde schliesslich der Plan des letzteren gegen den Willen des ersteren durchgeführt,der bei der unvollendeten Ausrüstung der Truppe,bei den Schwierigkeiten im Nachschube und bei den dortigen klimatischen Verhältnissen als fast undurchführbar bezeichnet werden muss und zu den bekannten Resultaten führte.

Diese ganze Aktion hatte viel grössere Dimensionen angenommen,als es anfangs beabsichtigt gewesen war;infolgedessen waren auch die Verluste sehr bedeutende,und bekam das Misslingen eine weit höhere politische Bedeutung.

Eine völlig unreife Idee war der Plan der Gründung eines unabhängigen georgischen Staates, der gleichsam einen Pufferstaat zwischen der Türkei und Russland bilden soll.Deutsche Offiziere wurden mit der Bildung von Banden betraut,welche neben der Bekämpfung der Russen auch dem Zwecke einer georgischen Aufstandsbewegung dienen sollten.Eifersüchteleien unter den Offizieren und das begreifliche Misstrauen der Türken gegen diese deutsche Aktion brachten dieselbe zum Scheitern.

Die wichtigste Expedition,welche die Türkei über Anregung Deutschlands in diesem Kriege

2.

Ambassade
d'Autriche-Hongrie
Constantinople

unternimmt, ist aber jene gegen Egypten. Ausserhalb der Regierung stehende Persönlichkeiten in Berlin scheinen die Idee propagirt zu haben, den englischen Einfluss in Egypten zu vernichten, und den deutschen an dessen Stelle zu setzen. Man hörte auch das Wort fallen, der Kanal von Suez werde in deutsche Hände übergehen. Zu diesem Zwecke wurden die Türken auf die Idee gebracht, Egypten zu erobern und es dem türkischen Reiche wieder völlig einzuverleiben. Unter Mithilfe zahlreicher deutscher Offiziere wurde das Expeditions-Corps, das zuerst 30.000 Mann stark sein sollte, in Damaskus organisirt. Infolge der bedeutenden Truppen-Concentration welche aber England in Egypten vorgenommen hat, musste auch die türkische Armee immer mehr verstärkt werden. Sie soll heute circa 100.000 Mann zählen. Die türkische Aktion gegen Egypten ist auf diese Art zu einer sehr grossen und ernsten geworden, welche ihr im Falle des Gelingens wol einen grossen moralischen Erfolg aber schwerlich einen tatsächlichen Gewinn bringen kann, weil die Türkei wol kaum imstande sein dürfte, ein erobertes Egypten auf die Dauer unter ihrer Herrschaft zu erhalten.

./.

Sollte aber die egyptische Expedition mit einem Misserfolge enden, so wären für die Türkei die Folgen weit ernstere, als jene der Misserfolge im Kaukasus, weil dadurch die Stellung der heute am Ruder befindlichen Staatsmänner schwer erschüttert würde. Ich sollte meinen, dass die deutschfeindlichen Elemente, wie Djavid Bey und seine Anhänger nur auf diesen Moment warten, um einen entschiedenen Vorstoss gegen das jetzige Regime und dessen deutschfreundliche Politik zu machen.

Durch die erwähnten militärischen Operationen welche die Türkei auf Grund deutscher Initiative unternimmt, und durch die weiteren Aktionen auf persischem Gebiete und in Mesopotamien ist ein grösser Teil der türkischen Kräfte verzettelt worden, so dass die heute der Türkei in Europa zur Verfügung stehende Armee verhältnismässig sehr reducirt worden ist. Eine in Europa möglichst starke Türkei als alliirte Macht wäre jedoch im Hinblicke auf mögliche Eventualitäten am Balkan für die Centralmächte von grösstem Interesse gewesen.

Was die deutsche Finanz- und Wirtschafts politik in der Türkei anbelangt, so kann man diese schwerlich als eine von Anfang an zielbewusste und

realistische bezeichnen.Man versprach sich von dem aktiven Eingreifen der Türkei und der dadurch bewirkten Herabminderung des französischen Einflusses eine Art unbeschränkte Monopolstellung Deutschlands, der sich die Türkei willig fügen werde.Herr v.Wassermann wurde gleich zu Anfang des türkischen Krieges nach Konstantinopel entsendet,um als Berater der deutschen Botschaft im Sinne der damals in deutschen Finanz- und Regierungskreisen herrschenden Anschauung und weitgehenden Absichten tätig zu sein.- Der Genannte musste aber im Laufe seiner hiesigen Tätigkeit einsehen, dass die in Berlin gesteckten Ziele unerreichbar seien, und dass man sich nicht einbilden dürfe,es könnte Deutschland bei dem einmal wachgerufenen Mistrauen der Türkei gelingen,in wirtschaftlicher Beziehung eine Art Alleinherrschaft zu erringen.Ich glaube,dass diese bessere Einsicht in letzter Zeit auch dadurch in deutschen Kreisen an Boden gewinnt,dass die Deutschfreundlichkeit,durch die Misserfolge im Kaukasus - welche vielfach der Leitung der deutschen Offiziere zugeschrieben werden- eine merkliche Einbusse erlitten hat. Sollte es nun gar noch zu Miserfolgen in Egypten kommen,so wäre die Stellung der Deutschen stark compromittirt.Dies gibt so manchen deutschen Financiers

./.

zu denken,und flösst ihnen mit Bezug auf die zukünftige wirtschaftliche Stellung Deutschlands in der Türkei ernste Besorgnisse ein.

Bei aller Bewunderung für die deutsche Kraft und Energie kann man es nicht leugnen,dass deutscherseits hier sehr bedeutende taktische Fehler in der Verfolgung der an sich richtigen Politik begangen worden sind.Sie liegen meiner Ansicht nach teilweise in momentanen Einflüssen so mancher nicht immer competenten Stellen,zum grossen Teile aber auch darin, dass Entschlüsse gefasst werden,ohne die Folgen und Rückwirkungen vorher gehörig zu überdenken;die Deutschen stecken sich dadurch in mancher Richtung Ziele,die sie in der Folge nicht erreichen können.Die zahlreichen persönlichen Differenzen unter den hiesigen deutschen Factoren selbst sind aber in sehr bedeutendem Masse daran schuld,dass die Popularität der Deutschen in der Türkei - welche übrigens gerade vor Ausbruch des jetzigen Krieges keine sehr grosse war - trotz der momentanen ausserordentlich günstigen Situation nicht im Zunehmen begriffen ist.Sie haben es eben nicht verstanden,durch zielbewusstes,logisches Vorgehen und einmütige Arbeit aller in Betracht kommenden Factoren das den Türken angeborene Mistrauen gegen jeden Fremden schwinden zu

3.

Ambassade
d'Autriche-Hongrie
Constantinople

machen,und geben dadurch denjenigen Elementen eine Waffe in die Hand,welche es sich für die Zukunft auch mit den jetzigen momentanen Feinden nicht verderben wollen.

In politischer Beziehung aber haben die Deutschen durch ihr zu wenig überdachtes,und manchmal rein persönlichen Ambitionen entspringendes Vorgehen eine Situation geschaffen,in welcher der Türkei Aufgaben gestellt sind,die in militärischer und finanzieller Beziehung ihre Kräfte übersteigen könnten.Es könnte dies zu Enttäuschungen führen,für welche bei der schliesslichen Abrechnung die Türkei die Centralmächte verantwortlich machen würde.

Genehmigen Euer Exzellenz den Ausdruck meiner Verehrung.

Pallavicini

No.80. Konstantinopel,23/II.1915.

Vom kaukasischen Kriegsschauplatze.

Jusqu'ici 75.000 Arméniens d'Asie ont passé en Russie et combattent contre les Turcs avec l'armée russe.Le Gouvernement confisque tous leurs biens,meubles et immeubles.

C'est le lieutenant-colonel Remzi Bey,qui vient d'être nommé à la place de feu Ismail Hakki Pacha,~~commdant~~ commandant en chef des bandes opérant contre les Russes.

xxxxxxx

Dep.5.

Berlin, den 28. Februar 1916
Budapesterstrasse 14

Seiner Eminenz
Herrn Kardinal P i f f l
W i e n

Euer Eminenz

gestatte ich mir in der Anlage die Berichte, die ich über meine jüngste Orientreise für die Regierung und für die Herren Kardinäle erstattet habe mit der Bitte zu unterbreiten, von denselben Kenntnis nehmen zu wollen.

1) Aktionen der deutschen Katholiken
2) Die Armenierfrage,
3) Union mit Bulgarien.

Ich fahre heute noch nach München, um mit dem hochwürdigsten Herrn Kardinal Frühwirth, Pro-Nuntius, die vorbereitenden Schritte näher zu besprechen. Auf Grund der Verhandlungen mit München werde ich das Conzept für die Denkschrift, die der türkischen Regierung überreicht werden soll, feststellen, und Euer Eminenz diese Denkschrift zusenden mit der Bitte, dass auch die österreichische Diplomatie diese Aktion unterstützen wolle.

Von Bulgarien abgesehen, das eine Stellung für sich einnimmt

dürfte folgendes in Betracht kommen:

1) Aufrechterhaltung der bisherigen deutschen und österreichischen Niederlassungen

2) Eröffnung von Priesterseminaren für Heranbildung des einheimischen Klerus

3) Eröffnung von Lehrerseminaren für Heranbildung eines einheimischen Lehrerstandes. (Dies beschränkt sich auf Katholiken)

4) Mädchen-Pensionate , die nicht unter das Volksschulgesetz fallen, nicht von Congregationen erhalten, sondern auf den Namen einer einzelnen Persönlichkeit lauten sollen.

5) Charitative Anstalten.

Mit dem Ausdruck vorzüglichster Hochachtung habe ich die Ehre zu sein

Euer Eminenz ergebener

Mitglied des Reichstags

No.93. Konstantinopel,3/III.1915.

Zur Lage.

Die ursprünglich große Begeisterung für Deutschland ist entschieden abgeflaut.Die Zahl derer,die den Krieg für ein großes Unglück halten, wächst.Unbedingt zuverlässig sind nur Enver und Talaat. Enver weiß,daß sein Schicksal an diesen Krieg und an das Bündnis mit Deutschland und Oesterreich-Ungarn geknüpft ist und daß es für ihn kein Schwanken mehr gibt.Er weiß aber auch,daß sein Leben ernstlich bedroht ist,weshalb er große Sicherheitsmaßnahmen für seine Person getroffen hat.Vertrauen hat er nur zu den sogenannten Kanun,der Militärpolizei,der allein seine Ueberwachung übertragen ist.

xxxxxxx

1. März 1915

Geheim XLVII

K. und k. österr.-ungar. Botschaft
Konstantinopel

Cs. és. kir. osztrák-magyar Nagykövetség
Konstantinápoly

Constantinopel, am 25. März 1915.

Streng geheim.

No. 25 P A B.

Beitritt Oesterreich-Ungarn's zum deutsch-türkischen Vertrage vom 11. Jänner 1915. ddo. 21. März 15

Zu meinem Telegramm No. 265 v. 21. d.M.

3 Beilagen.

An Seine Excellenz den Herrn Minister des k.u.k. Hauses und des Aeussern, Baron Burián

Ich unterbreite im Anbuge die Note des Grossveziers und Minister des Aeussern, Said Halim Pascha vom 21. d.M. laut welcher die ottomanische Regierung von der mit meiner Note vom gleichen Tage gemachten Erklärung über den Beitritt Oesterreich-Ungarn's zum geheimen deutsch-türkischen Vertrage vom 11. Jänner d.J. Akt nimmt, sowie die note explicative betreffs Italiens und Rumäniens

Als dritte Beilage bringe ich meine Note vom 5. August v.J. in Rückvorlage, mit welcher ich den Beitritt Oesterreich-Ungarn's zum deutsch-türkischen Vertrage

vom 2.August v.J.erklärt hatte.

Die gegenständliche Note Said Halim Paschas vom 5.August v.J.habe ich gelegentlich des jetzigen Notenaustausches dem Grossvezier zurückgegeben.

Der k.u.k.Botschafter:

Le Gouvernement Impérial
Ottoman ayant pris connaissance
de l'acte d'accession du Gouvernement
I.R. et R.L. d'Autriche-Hongrie au
traité d'alliance défensive conclu le
11 Janvier dernier entre la Turquie et
l'Allemagne, acte notifié par la
note de Son Excellence l'Ambassadeur
d'Autriche-Hongrie en date d'aujourd'hui,
le soussigné Ministre Impérial des
Affaires Etrangères est autorisé par le
Gouvernement Impérial Ottoman
de déclarer que la Sublime Porte
prend envers le Gouvernement I.R. et R.L.

et l'Autriche Hongrie les mêmes engagements auxquels la Turquie s'est obligée envers l'Allemagne par les stipulations du dit Traité secret.

Saïd Halim

Constantinople le 21 Mars

1915

Excellence,

En réponse à Votre lettre en date d'aujourd'hui et par laquelle Votre Excellence me communique la déclaration de Son Gouvernement, je m'empresse de Lui dire, que je prends acte de cette déclaration et qu'il est bien entendu que le casus foederis ne pourra être invoqué par la Turquie contre l'Italie ou la Roumanie tant que ces

Son Excellence

le Marquis Pallavicini

Ambassadeur d'Autriche-Hongrie.

Etats sont les alliés de l'Autriche-Hongrie

Je saisis cette occasion pour réitérer à Votre Excellence les assurances de ma très haute considération.

Said Halim -

Constantinople le 5 août 1914.

Le Gouvernement Impérial et Royal d'Autriche-Hongrie ayant pris connaissance du traité conclu le 2 août 1914 entre la Turquie et l'Allemagne a chargé le soussigné Ambassadeur Extraordinaire et Plénipotentiaire de Sa Majesté Impériale et Royale Apostolique auprès de Sa Majesté Impériale le Sultan de déclarer au Gouvernement Impérial Ottoman ce qui suit:

Le Gouvernement Impérial et Royal adhère formellement aux stipulations contenues dans le traité susmentionné.

En vertu de cet acte d'accession le Gouvernement Impérial et Royal prend envers le Gouvernement Impérial Ottoman les mêmes engagements

auxquels les Hautes Parties contractantes se sont obligées par les stipulations du dit traité.

31. März 1915

K. und k. österr.-ungar. Botschaft
Konstantinopel

Cs. és. kir. osztrák-magyar Nagykövetség
Konstantinápoly

Constantinopel, am 25. März 1915.

Streng geheim.

No. 25/P. B.

Said Halim Pascha,
Anschluss der Centralmächte
an die Türkei.

Zu Bericht No. 25/P A-B, 25. März 1915.

An Seine Excellenz den Herrn Minister des k.u.k.
Hauses und des Aeussern, Baron Burián !

Anlässlich des Notenaustausches über den Beitritt Oesterreich-Ungarn's zum geheimen deutsch-türkischen Vertrage vom 11. Jänner d.J. sagte mir Said Halim Pascha, dass er immer und zwar auch schon in der Zeit als er noch nicht Grossvezier sondern nur Minister des Aeussern war, die Ueberzeugung gehabt habe, die Türkei müsse sich den Centralmächten anschliessen, weil nur diese ihre wahren Freunde sein könnten, während die Mächtegruppe der Entente es auf die Zertrümmerung und Aufteilung des türkischen Reiches abgesehen habe.-Er betrachte das

Factum des Zustandekommens des jetzigen Vertragsverhältnisses für ein Glück für die Türkei und glaube, dass für sein Vaterland hiemit eine neue Aera begonnen habe,welche sicherlich lange anhalten und die besten Früchte tragen werde.Er sei stolz darauf,dass es ihm vergönnt gewesen sei,diese seine Politik zu inaugurieren und zu verwirklichen.

Said Halim Pascha ist oft verdächtigt worden, dass er die Politik eines engeren Anschlusses der Türkei an die Centralmächte nicht sehr aufrichtig unterstützt hätte und es wäre also auch nicht ausgeschlossen,dass er absichtlich mir gegenüber mit solcher Emphase seiner Befriedigung über den Abschluss der Verhandlungen durch unseren Beitritt Ausdruck gab und gewissermassen soulignierte,dass dieser Erfolg ihm zu verdanken sei.

Ich glaube aber,dass der Grossvezier hierin aufrichtig war,und dass er tatsächlich davon überzeugt ist,dass der Anschluss der Türkei an die Centralmächte für erstere ein Glück sei.Wenn er auch seinerzeit un-

leugbar nicht für ein actives Eingreifen der Türkei in den Weltkrieg war und es lieber gesehen hätte,dass die Türkei ihre wohlwollende Neutralität bewahre,so möchte ich doch nicht glauben,dass der Verdacht der Anglophilie in dem er steht,tatsächlich berechtigt ist.Said Halim hat vielleicht speziell einen Krieg mit England nicht herbeiführen wollen,er sieht aber anderseits klar die Vorteile,welche der Türkei ein Anschluss an die Centralmächte bringen muss.Man darf auch nicht vergessen,dass bei einem jeden türkischen Politiker die Furcht vor Russland eine grosse Rolle spielt.Die Türkei kann sich einer Mächtegruppe nicht anschliessen,der Russland angehört,da dieses seit jeher der gefährlichste Feind der Türkei war.

Ich gebe zu,dass wie die Dinge heute stehen und bei der Ungewissheit,was die nächste Zukunft bringt, der Moment nicht gerade der beste ist,um mit der Türkei ein Vertragsverhältnis einzugehen.

Die Türkei steht an einem Wendepunkte.Sie

kann vielleicht aufhören ein selbständiger Staat zu sein.In diesem Falle wäre aber auch der Vertrag von selbst hinfällig.

Kann sie sich aber mit Erfolg wehren,dann wird sie in Zukunft ein Factor sein,der für uns von grosser Wichtigkeit wäre,und der Vertrag wird meiner Ansicht nach für uns und für die Türkei von höchster Bedeutung sein,weil er nicht nur auf dem Papiere stehen wird , sondern in den Interessen beider Staaten begründet ist.

Es liegt eben im Interesse der Monarchie die Türkei als Machtfactor bestehend zu erhalten und ich habe es aus diesem Grunde immer bedauert,dass wir die auf die Erhaltung der Türkei zielende Politik gerade in den letzten Jahren teilweise aufgegeben hatten.

Der k.u.k.Botschafter·

No.131. Konstantinopel, 4/IV.1915.

Die Lage in der Türkei.

Seit dem 18.März hat die verbündete englisch-französische Flotte keinen weiteren Angriff auf die Dardanellen unternommen. Über die Ursache dieses Stillstandes in den Operationen sind zwei Versionen im Umlaufe: Nach der einen sei der russische Finanzminister bei seinem Aufenthalte in London an Stelle der verlangten Milliarden auf die englische Hilfe zur Oeffnung der Dardanellen verwiesen worden, die Russland den Besitz von Konstantinopel und den Ausgang ins Aegäische und Mittelmeer verheisse. Dass England dabei in den Kelch der russischen Freude Wermut durch die Besitznahme der Insel Lemnos und ihres vortrefflichen Hafens von Mudros geträufelt hat, ist ebenso englisch wie die gleichzeitige Lektion an Griechenland wegen unterlassener Abgabe von Landungstruppen. Ob England glaubt, Russland durch den abgeschlagenen Angriff auf die türkischen Batterien vor den Engen genug getan zu haben oder ob es sich nur um eine erste Abzahlung handelt, ist noch ungewiss.

Nach der zweiten Version hätte England durch die Besetzung der Insel Lemnos den Haupttrumph gegen Russland ausgespielt und durch die Besitznahme von Lemnos seinem Verbündeten gezeigt, dass der Eintritt der russischen Flotte in das Aegäische, bezghsw. das Mittelmeer der englischen Kontrolle unterliege, Russland hier England später als Gegner antreffen werde.-

Seitens der türkischen Heeresverwaltung ist auch dem Plane einer russischen Landung bei Kerpe im Schwarzen Meere und einem Vordringen nach Ismid alle Aufmerksamkeit geschenkt worden. Ganz abgesehen davon, dass die Russen die gewaltige Zahl von Transport-

./.

schiffen zur Landung einer starken Armee von wenigstens 250.000 Mann im Schwarzen Meere nicht besitzen, ebensowenig wie das erforderliche Material an Maschinen zum Landen der Geschütze, Flösse und so weiter, würde die türkische Armee in einigen Tagen, bevor eine russische Landung ausgeführt sein könnte, die erforderlichen Truppen zur Hand haben, um die Landung zu verhindern oder die gelandeten Truppen zu vernichten.

xxxxx

5. Mai 1915

K. und k. österr.-ungar. Botschaft
Konstantinopel

Cs. és kir. osztrák-magyar Nagykövetség
Konstantinápoly

Constantinopel, am 29. April 1915.

ERHALTEN
5. MAI 1915

No.32/P. D.

Ins Ref. I gehörig
29 MAI 1915

Armenische Unruhen.

An Seine Excellenz den Herrn Minister des k.u.k. Hauses und des Aeussern, Baron Burián !

Bereits seit mehreren Wochen werden aus den armenischen Centren Kleinasiens, wie Van, Erzerum, Erzinghian etc. Unruhen gemeldet. Die Bewegung wurde zuerst mit der Einziehung der Armenier unter die Fahnen in Verbindung gebracht, bei welcher Gelegenheit es zu Ausschreitungen armenischer Banden gegen die türkische Bevölkerung und anderseits zu Gewalttaten der Kurden gegen die Armenier gekommen wäre. Fremdes Geld scheint bei dieser armenischen Bewegung eine Rolle zu spielen. Die Regierung, welche ernstere Unruhen in der gegenwärtigen Zeit vermeiden wollte, beschränkte sich auf die Verhaftung einzelner Rädelsführer und trachtete

DURCH KURIER

P. Z. 10, 109

181

dadurch,dass sie keine energischen Massnahmen ergriff, die Bewegung in den Grenzen lokaler Incidenzfälle zu halten.

Im Laufe der vergangenen Woche sowie in den letzten Tagen ist man in Constantinopel zu zahlreichen Verhaftungen geschritten.Die Unruhen in den armenischen Centren Kleinasiens scheinen grössere Dimensionen angenommen zu haben und es ist unstreitig stellenweise auch zu Massacres gekommen.In der Hauptstadt soll man festgestellt haben,dass die ja immer existierenden armenischen Revolutions-Comités eine intensivere Thätigkeit entfalteten,man spricht auch von Auffindung versteckter Waffen und Munition.Um ein Umsichgreifen der Bewegung hintanzuhalten,wurden in erster Linie Armenier aus den Kreisen der Intelligenz,wie Advokaten Aerzte etc.verhaftet.Sie sollen vor ein Kriegsgericht gestellt werden.Da aber die Regierung auch in Constantinopel es vorzieht, gegenwärtig nicht zu energisch vorzugehen,und man glaubt, der Situation vollkommen

Herr zu sein,so werden voraussichtlich ein grosser Teil der in Constantinopel Verhafteten nach Konia gebracht und dort entweder freigelassen oder interniert werden.

Der amerikanische Botschafter sprach mir neulich über die armenischen Unruhen und über die in Kleinasien vorgekommenen Massacres und meinte,dass es einen sehr schlechten Eindruck machen würde,wenn es in der Türkei, die jetzt mit Oesterreich-Ungarn und Deutschland gemeinsame Sache mache,zu Unruhen und eventuell zu armenischen Massacres kommen sollte.Herr Morgenthau suggerierte mir auch gewissermassen,mich beim Grossvezier dafür einzusetzen,dass nicht durch Anwedung zu scharfer Massnahmen es zu Provokationen und ernsten Folgen komme.

Ich habe keinesfalls die Absicht, dies zu tun. Denn abgesehen davon,dass solche Ratschläge kaum viel Gehör finden,würde meiner Ansicht nach die Türkei sie als eine Einmischung in ihre inneren Angelegenheiten

empfinden, die ihr gerade von Seite der verbündeten Mächte am unangenehmsten wäre.

Der k.u.k.Botschafter:

Pallavicini

No.165. Konstantinopel, 29/IV.1915.

Verhaftungen von Armeniern.

Schon seit längerer Zeit fanden Verhaftungen von Armeniern statt, aber sporadisch, während sie jetzt grösseren Umfang und einen bestimmten Charakter annehmen. Dass dabei auch über das Ziel geschossen wird, ist hier nichts Neues.-Englisches Geld in Gemeinschaft mit russischen Agenten hat an der armenischen Bewegung gearbeitet.

Der Georgier Hassan Bey, Sohn Ahmed Paschas, hat bei Batum eine mohamedanisch-armenische Legion gebildet und sie gegen die Türken geführt. Auch der bekannte Kurde Reszak Bey, aus der Familie Bederkhan, ist an der Bewegung beteiligt. Sein Einfluss erstreckt sich hauptsächlich auf die persisch-türkischen Grenzdistrikte von Bajaret bis in die Höhe von Wan.- In Persien findet jetzt eine lebhafte Arbeit seitens der Jungtürken statt, die eine grosse Zahl tüchtiger Stabs- und Subalternoffiziere dorthin geschickt haben, die in persische Dienste getreten sind und der Tätigkeit Reszak's einen starken Damm entgegensetzen.-Um Erzerum wurden schon vor Monaten einige hundert Armenier verhaftet und verbannt.-In Brussa hat man vor 20 Tagen die armenischen Jahrgänge bis zu 45 Jahren einberufen und die Einberufenen in entfernte Provinzen verschickt. Wie gross die Zahl ist, ist nicht genau festzustellen, sie beläuft sich aber auf einige Tausende.

Bombenfunde sind in Konstantinopel und an verschiedenen anderen Orten gemacht worden.-In Konstantinopel wird mit verdächtigen Armeniern tüchtig aufgeräumt.

Jedenfalls wurden seitens Englands den Armeniern grosse Versprechungen gemacht, um sie zur Erhebung gegen die Türkei zu veranlassen.

xxxxxx

Konstantinopel, am 29 April 1915

№ 36 I N F O R M A T I V E R B E R I C H T

Massenverhaftungen von Armeniern.—Vermutung eines armenischen Komplotts

Am Anfang dieser Woche hat die Polizei zahlreiche Verhaftungen von Armeniern, namentlich aus den besseren Ständen vorgenommen. Die genaue Zahl der verhafteten ist nicht bekannt und wird vorläufig hierüber jede offizielle Auskunft verweigert; nach gewissen amtlichen Angaben sollen nur 180 Personen verhaftet worden sein, jedoch wird es allgemein angenommen, dass die Zahl der präventiv verhafteten Armenier viel grösser ist. Verhaftet wurden insbesondere intellektuelle Leute und zwar Aerzte, Apotheker, Journalisten, darunter der Chefredakteur des türkischen Blattes "Sabah" und Professor für politische Geschichte an der türkischen Universität Diran Kelekian Effendi, jedenfalls aber Leute, die den verschiedenen armenischen politischen Parteien angehören, in erster Linie der Partei der Hintschakisten (Sozial-Demokraten) und dann derjenigen der Taschnak (Radikalen) und der Ramgawar (Demokraten)— die Armenier haben sich in solchen politischen Schattierungen schon längst und vor jeder Existenz einer autonomen politischen Betätigung verteilt—und in Verbindung mit armenischen politischen Vereinen oder Komites des Auslandes befinden. Ein Teil der Vehafteten wurden bereits in der Provinz (Angora, Koniah) verschickt, andre werden wahrscheinlich freigelassen und diejenigen, gegen die Beweise existieren, viele hievon in contumaciam sollen kriegsgerichtlich abgeurteilt werden. So wurden bereits der Präsident und der Vizepräsident des Pariser Komites der Hintschak kriegsgerichtlich vorgeladen.

Die Gründe der Massenverhaftungen wurden bisher offiziell nicht angegeben, wowie übrigens dieser ganze Vorfall bis jetzt in der Presse nicht gemeldet wurde. Die Vorladung der beiden obgenannten Führer enthält jedoch die Andeutung, dass dieselben "denjenigen Personen angehören, welche [illegible] des Versuches einer Störung der inneren Ruhe des Landes angeklagt sind". Es würde also als höchstwahrscheinlich angenommen werden—und hierüber soll die Regierung, vertraulichen Informationen zu folge, schon

2

längst durch Konfidenten-Meldungen Kenntniss gehabt haben—
sich
dass die Armenier in Verbindung mit den im Auslande lebenden
türkischen Oppositionsführern im Dienste der Tripel-Entente zum
Zwecke der Unterstützung deren Pläne durch innere Unruhen hier und
in der Provinz gestellt hatten. Vermöge ihrer revolutionären Orga-
nisationen, welche im Auslande(England, Frankreich, die Schweiz,
Egypten, Amerika) verbreitet sind und die sich nach anarchistischem
Vorbilde der Waffe und des Dynamits bedienen, hatten sich die Arme-
nier zur Zeit des hamidischen Regimes im Dienste der Jungtürken
gestellt. Nach den vergeblichen Versuchen einer nationalen arme-
nischen Revolution, welche nach der Erlangung der politischen Auto-
nomie der sogenannten armenischen Provinzen abgesehen hatte, waren
es die Armenier, die auf Grund eines regelrechten Abkommens mit
dem jungtürkischen Komite, das gescheiterte Attentat gegen den
Ex-Sultan Abdul Hamid für Rechnung der Jungtürken unternahmen. Es
wäre daher nicht unmöglich, dass auch jetzt die armenischen Komites
im Dienste der türkischen Opposition seien, damit sie im geeigneten
Moment für Rechnung der Tripel-Entente eine innere Revolution in
Konstantinopel und in der Provinz (russische Grenze) provozieren.
Nicht nur wurden die leitenden Kreise der armenischen Komites früher
durch England und jetzt namentlich durch Russland materiell unter-
stützt , vielleicht reichlich subventioniert, sondern ist es eine
Tatsache, dass die Armenier , die früher in Russland arg verfolgt
waren, nunmehr Russland politisch zugetan sind. Dies seit der vor-
jährigen Regelung der armenischen Reform-Frage

Bei dieser Frage der administrativen oder politischen Refor-
men der armenischen Provinzen, welche, früher durch England geleitet,
in ihrer letzten Phase durch Deutschland(damals wurde in Berlin
ein Deutsch-armenischer Verein gebildet und Deutschland wollte
die Armenier Cilicians gewinnen) und insbesondere durch Russland
die
gehandhabt wurden, konnte Russland, gegen ~~xxxx~~ Zusage seiner Ein-
willigung zur 4 %zentigen Zollerhöhung, der Einführung der Staats-
monopole etc. alle seine Bedingungen durchsetzen, namentlich auch
die Ausdehnung der Reformen auch auf das Vilajet Trapezunt und die
Zuziehung des armenischen Elementes zur Hälfte in der Polizei und
Gendarmerie und in allen öffentlichen Funktionen, und zwar in Ochle-

8

ten wo sie nur 10—30 % der ganzen Bevölkerung bilden.Die Erlangung solcher Reformen, dank welcher die Armenier die armenisierung von sieben anatolischen Vilajets hofften,machte aus den Armeniern die politischen Kunden Russlands in der Türkei und dies erklärt warum seit Anfang des Krieges die Armenier so viel für Russland schwärmen. Der europäische Krieg hat die armenischen Reformen umgestossen. Also wünschen die Armenier, dass Russland den Krieg gewinnt, damit es auch ihnen die heiss ersehnten Reformen, welche eine so schreiende Ungerechtigkeit gegen die Türken und die anderen Bevölkerungselemente waren, dann ruhig eingeführt oder ausgedehnt werden konnten.

Daher konnte man bemerken, dass bei Ausbruch des türkischen Krieges zahlreiche Freiwilligen nicht nur aus russisch-sondern auch aus türkisch-Armenien in der russischen Armee kämpften.Eine Vorrückung der russischen Armee durch den Tal von Alaschkerd in das Vilajet Wan dürfte höchstwahrscheinlich das Signal eines armenischen Aufstandes sein. Dies wussten die Türken,daher hatten sie sehr strenge Massregeln getroffen.

Was in der letzten Zeit in Wan geschehen ist und in welchem Masse die umlaufenden Gerüchte über Unruhen in diesem Vilajet wahr sind ist schwer zu erfahren. Näheres wurde über einen Aufstandsversuch /in/ der Berggegend von Zeitun , in Cilicien,einem Herde von häufigen armenischen Revolten, bekannt. Dort haben die Armenier den Militärdienst verweigert und sich tätig gegen die hingesandte Gendarmerie aufgelehnt, wobei der Gendarmeriekommandant, ein Major getötet wurde. Truppen wurden in genügender Zahl nach diesel Gebiete entsendet und der Versuch dürfte in seinem Keime erstickt worden sein. Diese Ereignisse in Verbindung vielleicht mit anderen Informationen der Polizei über politische, dreiverbandfreundliche Umtriebe der Armenier dürften bei der Massenverhaftungen der Armenier massgebend gewesen sein

№ 1416

Telegramm

Markgraf Pallavicini,

Pera, 1. Mai 1915.

№ 347

aufg. 2 U. 30 M. p.m.
eingel. 9 " -- " a.m.
5./5.

Chiffre.

Vertraulich.

Armenier.

Russischer Botschafter in Washington hat die amerikanische Regierung ersucht, Herrn Morgenthau zu beauftragen, bei der türkischen Regierung bezüglich der kürzlich in Armenien stattgefundenen Massacres ernste Vorstellungen zu erheben. Russischer Vertreter hat hinzugefügt, Russland habe mehr mohammedanische Untertanen als die Türkei Christen; es behandle seine mohammedanischen Untertanen gut, es erwarte von der Türkei, daß sie bezüglich ihrer Christen das Gleiche tue.

Die amerikanische Regierung hat infolgedessen Herrn Morgenthau beauftragt, bei den hiesigen maßgebenden Stellen die Angelegenheit, welche, wie mir amerikanischer Botschafter sagt, amerikanische öffentliche Meinung im höchsten Grade aufregt, zur Sprache zu bringen.

Nach Berichten, die Herrn Morgenthau zugekommen, sind in der Gegend von Van mehrere tausend Armenier ermordet worden.

Außerdem wurden Bewohner armenischer Dörfer vertrieben, Frauen und Kinder vertrieben und von ihren Männern getrennt.

In meinem Berichte von gestern No.32/D habe ich diesen Gegenstand behandelt und mich dahin ausgesprochen, daß ich mich

einer jeden Einmischung enthalten möchte. Bei der politischen Bedeutung, welche die Frage aber jetzt angenommen, glaube ich bei nächster Gelegenheit die türkischen Staatsmänner in freundschaftlichster Weise auf die Rückwirkung aufmerksam machen zu sollen, welche ein unmenschliches Vorgehen gegen Christen in der Türkei auf die allgemeine Lage haben könnte, da unseren Gegnern ein neuer Vorwand gegeben wird, mit aller Macht gegen die Türkei vorzugehen.

No.169. Konstantinopel,2/V.1915.

Aus der Türkei.

La sécurité est en danger entre Médine et la Mecque.Des bandes de Bédouins ont intercepté toutes les routes.La caravane sacréequi rentrait a pu à grande peine se sauver.Le bataillon qui l'accompagnait a perdu plusieurs hommes dans les engagements avec les bandits.

Les Kurdes ont fait un grand massacre d'Arméniens à Bitlis,Van,Diarbékir et Erzeroum.Le Patriarche était allé faire des représentations auprès du Ministre de l'intérieur,mais il a été mis à la porte.

xxxxx

№ 1080

Telegramm

[illegible]

[illegible]

4 - MAI 1915

Marigraf Pallavicini,

Pera, 2. Mai 1915.

ddto.

6 05 I.E.
aufg. U. M. E.
eingel. 3./5. 15

№ 358

Chiffre.

Armenische Unruhen.

Zu meinem Telegramm No.347 von gestern.

Ich habe gestern Gelegenheit gehabt, Talaat Bey darauf aufmerksam zu machen, daß man - wie ich höre - von russischer Seite bemüht ist, die armenischen Unruhen zu benützen, um die öffentliche Meinung in Amerika gegen die Türkei und die Zentralmächte aufzuhetzen.

Ich sagte ihm, es schiene mir ratsam, in der Sache Vorsicht walten zu lassen, um nicht etwa unnötiger Weise, namentlich durch Verfolgung von Frauen und Kindern, den Gegnern der Türkei die Hetzarbeit zu erleichtern.

Talaat gab mir zu, daß einige tausend, aber nicht nur Armenier, sondern auch Türken, bei den Unruhen zu Grunde gegangen sind, er leugnet aber, daß auch gegen Frauen und Kinder Gewalttaten vorkommen seien.

Im Übrigen dankte er mir für meine Warnung und sagte, türkische Regierung werde sich darauf beschränken, nur gegen die Schuldigen vorzugehen.

K. U. K. OESTERR. UNGAR. GENERAL-KONSULAT
CS. ÉS. KIR. OSZTRÁK MAGYAR FŐKONZULÁTUS.
18. Mai 1915
Nr.25/P

Smyrna, den 3.Mai 1915.-

INDIZIERT
13. JUN. 1915

Hausdurchsuchungen bei Armeniern.-

Seiner Exzellenz
dem Herrn Minister des k.u.k.Hauses und des Aeussern
Stephan Baron B u r i á n ,

W i e n .

I.

In der Nacht von Samstag auf Sonntag (2.bis 3.Mai) hat die Polizei in allen hiesigen ihr in politischer Hinsicht verdächtig erscheinenden armenischen Häusern nach Waffen und Munition gefahndet.-

Diese, wie ich höre, über Anregung der Behörden von Konstantinopel (wo angeblich kompromittierendes Material bei Armeniern gefunden worden ist) vorgenommenen Hausdurchsuchungen haben zu eine Anzahl Verhaftungen geführt. Der grösste Teil der Arretierten wurde jedoch bereits gestern freigelassen und nur einige Personen die mit dem Comité Hintschak (dessen Pariser Mitglied Sabaghulian und Verstad vom Konstantinopler Kriegsgericht gesucht werden) in Verbindung stehen sollen, bleiben bis auf weiteres in Haft. In Tilkillik (Stadtviertel) wurde in einem armenischen Hause eine Bombe (nebst einer englischen Fahne) entdeckt.-

Die vorstehende Massnahme hat hier sehr viel Aufsehen erregt, da die hiesigen Armenier seit

./.

Durch die Post.

Jahren politisch nicht aufgetreten sind und stets bestrebt waren mit der Lokalregierung das beste Einvernehmen zu pflegen.

Gleichlautend berichte ich heute sub Zahl 25/P nach Konstantinopel.

Der k.u.k.Konsul & Gerent:

No.174. Konstantinopel,5/V.1915.

Die armenische Bewegung.

Bisher wurden zirka 500 Verhaftungen unter der armenischen Intelligenz vorgenommen.Unter den Verhafteten befindet sich auch der Chefredakteur des „Sabah" und turkische Hochschulprofessor Kelekian,der 1895-1900 Sekretär des Revolutions-Patriarchen Izmirlian war,dann amnestiert wurde und in den letzten Jahren sich unter den Türken eine angesehene Stellung errungen.Trotzdem gilt er als der hervorragendste und gefährlichste geistige Führer der Armenier.

Türkischerseits wird behauptet,daß die Armenier hier und in der Provinz gegen englisches Gold Unruhen am Thronbesteigungsfeste des Sultans provozieren sollten,um nach Konstantinopel und in die Provinz Viele Truppen von der Bosporus- und Dardanellenarmee abzulenken und auf diese Weise die Landungsoperationen gelingen zu lassen.

Der frühere erste englische Botschaftsdragoman Fitzmaurice,der gegenwärtig in Sofia weilt,soll an diesen Plänen mitgearbeitet haben.- Es dürften in diesen Anklagen Uebertreibungen stecken,wohl um die angeblichen armenischen Revolten,welche in Erzerum,Van und anderen Orten in Cilizien stattgefunden und von türkischen Massacres begleitet waren,zu begründen.

xxxx

Dep.5.

K. u. k. österr.-ungar. Generalkonsulat
Ca. és kir. osztrák-magyar Főkonzulátus
Trapezunt.

Druck Z. 23
P

INDIZIERT
JUN 15

Trapezunt, am 5. Mai 1915.

Gegenstand: Armenische Bewegung.

An Seine Exzellenz
den Herrn k. u. k. Minister des Äußern
und Königl. Hauses und des Äußern, Ritter
Baron Burián
in
Wien.

Laut Mitteilungen aus türkischer Quelle wurde eine ausgebreitete armenische Erhebung, die auf russische Einflüsse zurückgeführt wird, durch Gewalttaten armenischerseits gegen die türkischen Behörden in Van eingeleitet, jedoch daselbst, wie es scheint durch kurdische Hilfstruppen blutig unterdrückt. Die Bewegung machte sich auch in einigen Städten im Innern: Erzerum, Bitlis, Sivas u. s. w. fühlbar und führte überall zu Feindseligkeiten der türkischen Behörden.

Auch hier wurde, namentlich über Weisung aus Konstantinopel, in der armenisch-gregorianischen Kirche, in der armenisch-katholischen Kapelle, im armenischen Klub und in einer Anzahl von Privathäusern mit Haussuchungen Durchsuchungen vorgenommen, einige Funde

/.

1 Anl.
2 C 6 8
201

(Waffen, Munition, Pferde etc.) gemacht und wenige Verhaftungen durchgeführt. Dieselben Erhebungen erstrecken sich auch auf die armenischen Dörfer der Umgebung.

Die Stimmung ist hier ruhig, Aufwiegelungen sind kaum zu befürchten, obwohl sich die Türken zurückhaltender, infolge der Parteinahme der Armenier für Russland, gegenüber Fremden zeigt.

Inwieweit bei den Nachrichten aus dem Innern die landesübliche Uebertreibung beteiligt ist, entzieht sich vorläufig der sicheren Beurteilung.

Gleichlautend berichte ich nach Konstantinopel.

Der K. u. K. Konsul:

Gniewkowski.

P. S.

Von anderer Seite erfahre ich jedoch, dass die Erbitterung über den drückenden Militärdienst und die abenteuerlichen Requisitionen die armenischen Aufwiegelungen veranlasst hätten.

Gniewkowski

ad 253.1915

XII.

Bo. 284 P u b l i c i s t i s c h e s.

Deutsches. Ich (und Niemand natuerlich) bin ueber die deutschen Subventionierungen der hiesigen Presse nicht genau informiert. Aber nach diversen Informationen und Anzeichen kann man mit ziemlich grosser Sicherheit vermuten und sagen, dass die Deutschen kein tuerkisches Blatt unzufrieden lassen. Die Subventionierungen scheinen sehr zu schwanken : fuer groessere Blaetter wie z.B. "Tanin" 100 Pfund, vielleicht noch mehr, bis 30 Pfund per Quartal. Sogar Zeitschriften und Witzblaetter (so z.B. "Karagoes") werden subventioniert. Manche dieser Blaetter oder Blaettchen wurden nur zu dem Zweck gegruendet, um eine deutsche Subvention zu erhalten, sodass diese Blaetter-Gruenderei zu einer Bettelei oder sogar Chantage entar tete. - Ausserdem werden von den Deutschen auch einzelne Redakteure subventioniert.

Osmanische Lloyd. Dieses deutsche Organ, wenn es auch vielleicht eine Kleinigkeit von uns erhaelt, ist uns teil-und zeitweise nicht gut gesinnt. Als einen groben faux pas betrachte ich den Leitartikel von vorgestern "Galiziens Befreiung"(siehe Beilage VIII). Wer der Dr. Br. (wahrscheinlich ein Jude) weiss ich nicht; derselbe hat schon verschiedenes ueber Galizien im Osmanischen Lloyd veroeffentlicht, scheint ein Galizianer zu sein. -- Oesterreicher und Ungarn (auch der Vertreter des k.k.Telegraphen-Correspondenz-Bureau) beklagen sich, dass der Osmanische Lloyd sich immer weigert, auch Kleinigkeiten von uns anzunehmen. Oefters duerfte vielleicht nur Raummangel daran Schuld sein. Der neue Chefredakteur Mueller-Poeritz wurde nach kurzer Herrschaft kuerzlich abgesaegt, sein vorlaeufiger Vertreter ist das Redaktionsmitglied , der Orientalist Dr. Schrader, definitiver Nachfolger soll der hiesige Wolffbureau-Vertreter Schwedler werden,

Oesterreichisch-Ungarisches. Wenn uns die hiesige Presse in letzter Zeit besser honoriert, so ist dies unser und deutsches Verdienst, nachmlich: 1. Unsere militaerischen Erfolge in den letzten Monaten; 2. wegen den tuerkischen Stimmungen gegen die Deutschen, ueber welche wiederholt berichtete und die ich auch heute beruehre; uns respektiert man weniger, hat uns aber lieber. -- Ich kenne unser jetziges Botschaftspersonal gar nicht, habe auch keine Zeit zu irgend einem Verkehr, nur bei S.E. dem Herrn Botschafter spreche ich beilaeufig jede zweite Woche zu einer "Privataudienz" vor und in der mir gewaehrten Stunde will ich nicht Zeit mit "kleiner Munze" vergeuden. Ich weiss also nicht, welche Blaetter wir subventionieren. Anscheinend gegenwaertig (nachdem die "Tuerquie" und "Jeune Turc""gestorben") nur den alten "Ikdam", das kleine tuerkische Blaettchen "Dscheride - i - Havadiss", den franzoesischen "Hilal" (Schwesterblatt des jungtuerkischen offizioesen "Tanin") und "Defense" und das Griechenblatt "Chronos".-- Ich persoenlich bewerte den Nutzen subventionierter Presse ziemlich gering -- aber wenn wir jetzt wegen des Krieges nicht sehr an Mitteln beschraenkt sind, dann sollten wir doch etwas mehr fuer die hiesige Presse opfern. (Notabene bin ich zu diesbezueglicher Vermittelung vollkommen unfaehig.) Denn es kann doch manchmal nuetzen. Z.B. Konnte der Vertreter des K.K. Telegrafen Correspondenz Bureau, der allen Blaettern unser Rotbuch uebergeben oder geschickt, nur beim "Hilal" und "Chronos" Wiedergabe und Besprechung erreichen. -- Nachdem an den Presseausgaben der hiesigen Deutschen Botschaft Krupp, Deutsche Bank, Bagdadbahn participieren, so koennten wir vielleicht zu Gleichem (d.h. zu kleineren Beitraegen) auch Skoda, Wiener Bankverein, Orientalische Bahn veranlassen. --

K. und k. österr.-ungar. Botschaft
Konstantinopel
Ca. és kir. osztrák-magyar Nagykövetség
Konstantinápoly

Konstantinopel, am 20. Mai 1915.

Druck

Nr. 37-P.

Armenische Unruhen.

zum Berichte Nr. 32-D vom 29. April 1915. P

An Seine Exzellenz den Herrn Minister des k. und k. Hauses und des Aeussern
STEPHAN BARON B U R I Á N !

Aus sicherer Quelle erfahre ich, dass die Lage in den von Armeniern bewohnten Gegenden eine recht ungünstige ist. Speziell im Gebiete von Van soll eine richtige Revolution ausgebrochen sein, welche man türkischerseits blutig zu unterdrücken im Begriffe steht. Ob dies in vollem Umfange gelingt, steht noch dahin.

In Konstantinopel selbst scheint man die seinerzeit eingeleitete Verhaftung von armenischen Notabeln vorläufig eingestellt zu haben, doch herrscht hier noch immer ein lebhaftes Misstrauen gegen die

./.

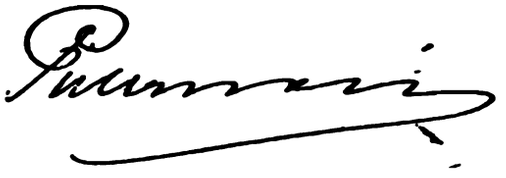
Durch Kurier.

3490

Armenier vor, das von denselben in vollem Masse erwidert wird.

Mein amerikanischer Kollege hat jüngst neuerlich versucht, mich für die Armenier zu interessieren, doch erklärte ich ihm,dass ich jetzt nicht in der Lage wäre, diesfalls etwas zu tun.

Der k.und k.Botschafter:



K. U. K. OESTERR. UNGAR. GENERAL-KONSULAT
CS. ÉS. KIR. OSZTRÁK MAGYAR FŐKONZULÁTUS.

Nr.30/P

Perquisitionen in armenischen Häusern.-

EINLIEFERT 13. JUN. 1915

Smyrna, den 21.Mai 1915.-

Seiner Exzellenz

dem Herrn Minister des k.u.k.Hauses und des Aeussern

Stephan Baron B u r i á n ,

W i e n .

Die vor drei Wochen gemeldeten Perquisitionen in armenischen Häusern (Zl.25/P) werden eifrig fortgesetzt. Von den zahlreichen Arretierten wurden bisher ca 50 Personen in Haft belassen, darunter die bekannten hiesigen Mitglieder des » Hintschak » sowie » Taschnakzutiun »: Thomas Boyadjan (Schuldirektor), Bahabarnian Vahan (Kaufmann), Arznian und Setrak Tokadjian.-

Ausser einer in Tilkilik gefundenen Bombe wurden im Souterrain eines vom Advokaten Parsek Gulbenkian bewohnten Hauses 6 Handgranaten entdeckt. Nachdem dieser, wie die Untersuchung ergab, von der Existenz der Höllenmaschinen nichts wusste, fällt der Verdacht auf den vor Jahren in jenem Hause untergebrachten armenischen Club.-

Armenischerseits wird behauptet, dass ihre im Gefängnisse befindlichen grösstenteils unschuldigen Correligionäre misshandelt werden, damit sie wenn auch vielfach unrichtige Geständnisse abgeben.- Einige der Internierten haben im Laufe des Verhöres erklärt, dass der hiesige armenische Club die fraglichen Bomben s.z. (1909) gelegentlich der Revolution vom Comité Union

./.

Durch die Post.

et Progrès erhalten hätte. Diese Angaben dürften jedoch der Wahrheit nicht entsprechen, nachdem der Generalgouverneur, der vor einiger Zeit von Konstantinopel aus beauftragt worden war die hies.Armenier genauer zu beobachten, vor zk 1 Monat alle bekannteren Comitémitglieder zu sich berufen und ihnen eine Woche zur Vernichtung sämtlicher ev. zurzeit noch in ihren Händen befindlichen Bomben u.dgl. gewährt hatte. Die genannten armenischen Comitadjis gaben auch nach Ablauf der Frist die feierliche Erklärung ab, dass alle im Besitze der Vereinigung befindlichen Sprengmittel und Munizionen vernichtet wurden.

Die Ziele und das Wesen der armenischen Comités » Hintschak », » Taschnakzutiun », dann der Separatisten » Veragasmial Hintschakian » dürften,ebensowie ihre Stellung im heutigen ottomanischen Reiche genügend bekannt sein. In Smyrna haben dieselben, wenigstens in den letzten Jahren, keine grosse Rolle gespielt.

Laut Angabe eines gut informierten hies.armenischen Advokaten gibt es derzeit in Smyrna und Umgebung zk 30 »Hintschakisten » und etwa 600 Mitglieder der » Taschnakzutiun » Gesellschaft, was bei einer Zahl von 18.000 Armeniern im Vilajet Aidin, wie der Genannte meinte, einen sehr kleinen Prozentsatz ausmacht. Der grösste Teil dieser Comitémitglieder wohnt in Smyrna (in der Provinz kaum 40 - 50 Taschnakzutiuns) und rekrutiert sich meistens aus dem Milieu der ungebildeten Handelsgehilfen,Kleinen Kaufleute u.dgl.

Gleichlautend berichte ich heute sub gleicher Zahl nach Konstantinopel.

Der k.u.k.Konsul & Gerent:

1. Juni 1915

K. u. k. österr.-ungar. Generalkonsulat
Cs. és kir. osztrák-magyar Főkonzulátus
Trapezunt.

25 JUN. 1915

Zl. 30
P.

Trapezunt, am 31. Mai 1915.

Gegenstand: Armenische Bewegung in Samsun.

An Seine Exzellenz

den Herrn k. und k. Minister des kaiserl.
und königl. Hauses und des Aeussern, Stephan Baron Burián

in

W i e n

Von den in Samsun verhafteten (beiläufig 40) Armeniern starb einer bald nach der Einlieferung - angeblich infolge von Misshandlungen - im Gefängnisse. Die Leiche wurde nachts beerdigt, die von der Familie geforderte Leichenöffnung behördlich verweigert. Das Grab wird polizeilich bewacht und von Zeit zu Zeit mit Kalkwasser begossen.

Bei den Hausdurchsuchungen wurden Waffen und Handgranaten, sowie angeblich auch ein Geschütz (?) gefunden.

Die Verhafteten wurden vorläufig nach Baffra gebracht.

Gleichlautend berichte ich nach Konstantinopel.

Der k.u.k. Konsul:

DURCH die POST.
(an die k.u.k. Botschaft).

K. u. k. österr.-ungar. Generalkonsulat 1915
Cs. és kir. osztrák-magyar Főkonzulátus
Trapezunt.

Druck

Zl. 31
P.

Trapezunt, am 9. Juni 1915.

Gegenstand: Armenische Bewegung. Berlin Bukarest Sofia Dresden Haag

(Vgl. H° 23 u. 30/P)

An Seine Exzellenz

den Herrn k. und k. Minister des kaiserl. und königl. Hauses und des Aeussern, Stephan Baron Burián

in

W i e n.

Im Hinblicke auf die letzten armenischen Kundgebungen und die mögliche Aufrollung der armenischen Frage gelegentlich der künftigen Friedensverhandlungen scheint mir eine Aeusserung des hiesigen armenisch-gregorianischen Prälaten einiges Interesse zu verdienen.

Im Zusammenhange mit den kürzlich gegen die Armenier getroffenen Massregeln sagte mir der Prälat, die Armenier wären schon mit der Verwirklichung der im Vorjahre angekündigten Reform (Generalinspektoren u. A.) zufrieden und habe das Patriarchat seine diesbezügliche Unterstützung zugesichert, die Armenier zögen die türkische, der russischen Herrschaft vor, da sie in der Türkei ihre Religion und Sprache erhalten konnten, während in Russland ihr Volkstum bedroht sei.

Nach meinen hier, und im Vorjahre auch in Erzerum gemachten Wahrnehmungen, glaube ich, dass der Prälat mit seinen Anschauungen vereinzelt steht, - oder nicht die Wahrheit sprach. Der Grossteil der Armenier erwartet von der Türkei nach den vielen Versprechungen und Enttäuschungen nichts mehr. Aller-

./.

-

dings entspricht auch die russische Herrschaft nicht ihrem Ideal, bezüglich dessen das religiös und politisch gespaltene armenische Volk sich nicht einigen kann. Allein es findet bei Russland, abgesehen von der nahen Glaubensverwandtschaft, immerhin einigen Schutz und wirtschaftliche Förderung. Darum auch seine, seit Kriegsbeginn noch verstärkte Hinneigung zu Russland und dessen Verbündeten, darum auch das Eintreten der russischen Politik für die Armenier; Beweis dessen: das Einvernehmen mit der Türkei hinsichtlich der Armenier (Jänner 1914) und die diesbezügliche Erklärung Ssasonoffs in der letzten Duma-Tagung, die im Orangebuch behauptete Durchkreuzung der russischen Bemühungen für die Armenier durch deutsche Ränke und die Verknüpfung der armenischen Frage mit der Sehnsucht nach Konstantinopel und den Dardanellen in der russischen Presse.

Brachte es die russische Politik zustande, die Armenier ihren Zwecken dienstbar zu machen, so gelang es ihr auch deren Todfeinde, die Kurden, teilweise auf Russlands Seite zu ziehen. Der russische Einfluss wuchs seit Verkündigung der Verfassung namentlich unter den Kurden des Vilayets Bitlis, geschickt wurde ihre Unzufriedenheit genährt, Waffen ihnen zugewendet, der Aufstand von Bitlis (Anfang April 1914) versteckt gefördert und einige Verschwörer im dortigen russischen Konsulate geborgen. Selbst das Organ des General-Statthalters in Tiflis trat bei diesem Anlasse offen für die Kurden ein, so dass sich die türkische Regierung zu strengen Abwehrmassregeln (18 Hinrichtungen, bei 100 Verbannungen) veranlasst sah.

Strebt Russland auf diese Weise auch über Armenien seinem Ziele entgegen, so gewinnt anlässlich der nunmehr frei

./.

einbekannten russischen Bemühungen; die beabsichtigte Bildung eines Georgischen Staates, beziehungsweise eines kaukasischen Staatenbundes, erhöhte Bedeutung, da sich der neue Staat nicht bloss der russischen Bestrebungen entgegenstellen würde, sondern auch berufen sein könnte, das Erbe der Türkei in Ost-Anatolien anzutreten. Diese Gefahr wird die Türkei in demselben Masse bannen, als sie aufrichtig, rasch und kräftig die angekündigte Reform in Angriff nimmt, mit der bisherigen Gleichgiltigkeit gegenüber den Bedürfnissen der Bevölkerung und mit der biher geübten Willkür und Bedrückung bricht. Bei der bekannten Unzulänglichkeit ihrer Beamtenschaft wird die Türkei zur Durchführung der Reform der europäischen Mitarbeit bedürfen, und da mag unter veränderten politischen Verhältnissen auch unserer Monarchie auf manchen Gebieten Gelegenheit zu wirksamer Betätigung geboten sein.

Gleichlautend berichte ich nach Konstantinopel:

Der k.u.k. Konsul:

Zmirowski

DURCH die POST an die
k.u.k. Botschaft in Konstantinopel.

10

No.216. Konstantinopel, 10/VI.1915.

Aus der Türkei. In letzter Zeit wurden in Siwas, Bitlis und anderen Plätzen, in denen Armenier in grosser Zahl ansässig sind, aber auch in Konstantinopel erhebliche Bombenfunde gemacht. Die Zeitungen sprachen nicht darüber, doch sollten die bekannten Enthüllungen des "Tannin" die Aufdeckung neuerer Umsturzbestrebungen vorbereiten. - Einzelne bekannte armenische Persönlichkeiten verschwanden über Nacht aus der Hauptstadt und wurden nach Adana u.a. Plätzen geschafft. Wenn auch einige Unschuldige getroffen wurden, so muss man doch einräumen, dass englische und russische Agitation viel Zündstoff aufgehäuft hat.

Vor der italienischen Kriegserklärung an Oesterr.-Ungarn wurde ferner eine aus Pera stammende Korrespondenz an das feindliche Flottenkommando vor den Dardanellen entdeckt, die mit unsichtbarer Tinte geschrieben war. - Der Feind wurde aufgefordert, in Konstantinopel binnen 5 Tagen einzuziehen und die christliche Fahne wieder auf der heiligen Sophie aufzupflanzen. Als die Antwort eintraf, dass dies wohl erst in 10 Tagen möglich sein werde, wurde die Versicherung vor die Dardanellen geschickt, dass die Christen zu den Befreiern auch gegen die türkischen Bajonette stehen würden. - Die Schriftzüge wurden entwickelt und gegen 40 katholische Geistliche und Brüder sowie 20 Schwestern französischer und italienischer Nationalität ins Gefängnis abgeführt, wo sie die Korrespondenz als von ihnen herrührend und unterschriftlich vollzogen anerkannten. Der italienische Botschafter, Marquis Garroni, hatte 4-5 der Schuldigen noch kurz vor der Festnahme heimlich weggeschafft. - In der türkischen Armee ist infolge dieser verschiedenen Ereignisse eine grosse Bereinigung vorgenommen worden, indem die Armenier und Griechen entwaffnet und nur mehr zu Arbeiten an Wegen, Verschanzungen und ähnlichen Verrichtungen herangezogen werden. Die Gewehre u. Munitionen der christlichen Soldaten wurden an die Mohammedaner verteilt.

JUIL 1915

K. u. k. österr.-ungar. Generalkonsulat
Cs. és kir. osztrák-magyar Főkonzulátus
Trapezunt.

Zl. 32
P.

Trapezunt, am 12. Juni 1915

Gegenstand: Ereignisse in Erzerum.

An Seine Exzellenz

den Herrn k. und k. Minister des kaiserl. und königl. Hauses und des Aeussern, Stephan Baron Burián

in

Wien.

Umstehend fasse ich die Mitteilungen eines Kapuziners und eines Beamten der Dette Publique, die kürzlich aus Erzerum hier eintrafen, über dortige Vorkommnisse der letzten Monate zusammen. - Gleichlautend berichte ich nach Konstantinopel.

Der k.u.k. Konsul:

Durch die k.u.k. Botschaft
in Konstantinopel.

I. Der V a l i Tachsin Bey, früherin Van, seit November 1914 in Erzerum, ist nur scheinbar europäerfreundlich; er leitet die Verwaltung, wälzt aber nach Bedarf die Verantwortlichkeit ab. Für die durch Epidemien und Nahrungsmangel schwer heimgesuchte Stadt tat er nur wenig und wandte seine Aufmerksamkeit hauptsächlich der Unterkunft und Verpflegung der Truppen zu. - Die Mörder des auf offener Strasse im Februar getödeten Vizedirektors der Ottoman-Bank in Erzerum, eines Armeniers, sind noch nicht verhaftet. Immerhin verhinderte Tachsin Bey im März über Verwendung einflussreicher Türken ein drohendes Armenier-Gemetzel und beschränkte im Mai die Ausweisung der Armenier auf die Dörfer um Erzerum.

II. D e u t s c h l a n d . Nach den schweren türkischen Verlusten im Jänner dieses Jahres machten sich namentlich in Offizierskreisen Erzerums Stimmen gegen Deutschland geltend, das beschuldigt wurde, die ungenügend vorbereitete Türkei zum Kriege getrieben zu haben. " Wir sind die Gendarmen Deutschlands " (auch hier vereinzelt).

Gegen die auch in Konstantinopler Blättern angekündigte Eröffnung einer deutschen Schule in Erzerum wurde u. a. im dortigen "Bairak" Stimmung gemacht, die Errichtung der Schule unterblieb. (16.Februar 1915).

III. B e h a n d l u n g der A r m e n i e r . Im Jänner - Februar 1915 wurden in mehreren armenisch-katholischen Dörfern des Tortum Gewalt-Taten begangen. - Zwei armenisch-katholische Priester wurden verhaftet und erst nach einigen Wochen freigelassen. -

Im Zusammenhange mit den Ereignissen in Van erfolgten

./.

in Erzerum bei zahlreichen Armeniern Durchsuchungen, über 100 Verhaftungen, die aber nicht aufrecht erhalten wurden, in der Folge 15 Ausweisungen (Verbannungen). -

Während der ganzen Zeit litten die Armenier besonders unter den militärischen Leistungen.

Das Verhältnis zwischen Türken und Armeniern ist gründlich vergiftet. -

IV. B e h a n d l u n g der fremden K o n s u l a t e und ihrer Angehörigen. Der russische Generalkonsul wurde am 1. November 1914 nachts mit seiner leidenden Frau und dem Vizekonsul zur schleunigen Abreise, vorerst nach Konia, veranlasst, der englische Konsul hingegen fand rücksichtsvolle Behandlung; der französische Vizekonsul war schon vor Kriegsbeginn abgereist. -

Die Dragomane des französischen und englischen Konsulates wurden , nachdem sie durch zwei Tage im Konak bei ungenügender Nahrung im kalten Zimmer gefangen gehalten waren, Ende November 1914 nach Kaisarieh gebracht; die Kawassen und Diener dieser Aemter mussten die Reise dorthin unter Eskorte zu Fuss zurücklegen. Drei Diener des dem Russischen Generalkonsulate in Erzerum zugeteilten Offiziers wurden hingerichtet.

Die Konsulate der feindlichen Mächte werden zu Spitalszwecken verwendet. -

V. B e g l e i t e r s c h e i n u n g e n des K r i e g e s . Da auch das militärärztliche Personal schwere Verluste erlitt, musste auf verschiedene Weise Ersatz geschaffen werden; so betätigte sich ein Zahnarzt als Internist und Chirurg in Erzerum, ein andrer Zahnarst in der Quarantäne in Kadrak.

Alle geräumigen Häuser, die Schulen, das armenisch-

./.

V.Z.15732

katholische Bistum dienen als Kasernen und Spitäler. -

Der Bedarf der Truppen, Verwundeten und Kranken wuchs mit der Strenge des Winters; während hier heute noch ansehnliche Vorräte lagern, mussten in Erzerum drückende Leistungen, namentlich an Brot, Mehl, Bekleidung, erhoben werden. -

Dem empfindlichen Holzmangel fielen u.a. die Bänke und sonstigen Holzwerk des Collège français, das Gebälk zweier grosser Han's und hölzerne Wagen zum Opfer. -

INDIZIERT
14.JUL 1915

23 Juni 1915

K.u.k. [illegible]
Konsulat
Ca. da. kir. ottomán-magyar [illegible]
Konstantinápoly

Constantinopel, am 18.Juni 1915.

Druck

No.47/P.

Hinrichtung zahlreicher Armenier.

An Seine Excellenz den Herrn Minister des k.u.k. Hauses und des Aeussern, Baron Burián !

In letzter Zeit sind in Constantinopel selbst und in den Provinzen zahlreiche Armenier von Kriegsgerichte zum Tode durch den Strang verurteilt und hingerichtet worden. An 20 Armeniern wurden solche Todesurteile vor zwei Tagen im hiesigen Kriegsministerium vollzogen. Die Regierung hat ein Communiqué veröffentlicht, welches besagt, dass sich die Hingerichteten der Teilnahme an Umsturzbewegungen und der Verbreitung falscher Nachrichten schuldig gemacht hatten.

Diese scharfen Massnahmen gegen die Armenier

DURCH KURIER
4153 24 XII. 915

stehen offenbar auch mit den revolutionären Vorgängen in Armenien und speziell mit dem Vordringen der Russen auf Van in Zusammenhang. Es sollen noch weitere zahlreiche Verhaftungen in Kleinasien bevorstehen.

In der christlichen Bevölkerung hat dieses strenge Vorgehen der türkischen Regierung selbstverständlich einen sehr schlechten Eindruck gemacht, aber selbst in jungtürkischen Kreisen werden diese Massenverhaftungen und Hinrichtungen, welche auf die Initiative Talaat Beys zurückgeführt werden, als eine verfehlte Politik bezeichnet.

Der amerikanische Botschafter ist kürzlich über Ersuchen der Regierungen der drei Ententemächte beauftragt worden, der Pforte mitzuteilen, dass England, Frankreich und Russland die türkischen Machthaber für die gegen die Armenier ergriffenen Massnahmen persönlich verantwortlich machen. Der Grossvezier war, wie ich erfahre, über diese Mitteilung Herrn Morgenthaus auf das Höchste entrüstet und soll ihm gegenüber daraus auch gar kein Hehl gemacht haben.

Pallavicini

III 1916

K. u. K. Österr.-Ungar. Konsulat
Cs. es Kir. Osztrák-Magyar Konzulátus
ALEPPO.

INDIZIERT
11. AUG. 1915

Z.7/P. Aleppo, am 24. Juni 1915.

Streng vertraulich.

Agitation gegen
die Regierung.

Pol. I

An Seine Exzellenz den Herrn Minister des k.und k.Hauses
und des Aeussern Stephan Baron Burián !

Mit einem Aufwande von enormen Geldsummen ist seitens der Entente in den letzten zwei Monaten ein verzweifelter Versuch gemacht worden, sämtliche Gegner der Regierung zu mobilisieren und im Lande die seit Kriegsanfang angestrebten Unordnungen, beziehungsweise Massacres zu provocieren. Die Erfolge der Entente stehen in keinem Verhältnisse zu den Anstrengungen. Wohl sind blutige Ausschreitungen der Armenier in den Grenzprovinzen zu verzeichnen, sowie eine gewisse Unruhe in den übrigen führenden christlichen und auch libralen arabischen Kreisen zu konstatieren, doch auch der neue Versuch kann als gänzlich gescheitert angesehen werden. Bei der letzten Aktion haben der Entente, meinem Eindrucke nach, die italienischen und amerikanischen Konsularfunktionäre desgleichen Staatsangehörige der genannten Länder kräftigst Vor-

/

Durch die Post.

schub geleistet. Weiters hat sich um die Sache der Entente die hier blühende Freimaurerei besondere Verdienste erworben. Man kann sagen,dass von ihr aus die regierungsfeindliche und ententefreundliche Opposition geleitet wird.In ihren Reihen befinden sich alle diejenigen vereinigt,welche auf nicht ehrlichen Wegen zu Ehren und Geld gelangen wollen.

Die Deutschen,welche hier ihre auf Gewinnung der Sympathien der Christen gerichtete Politik fortsetzen,haben ahnungslos der Wühlarbeit der Entente manchen Dienst geleistet,da einige ihrer christlichen Vertrauensmänner unter deutscher Aegide tatsächlich die Zwecke der Entente fördern.

Gegenwärtig befinden sich in Aleppo zirka 6.000 Armenier, welche aus Dertiol und anderen Städten des Hinterlandes aus Gründen der öffentlichen Ordnung hieher abgeschafft worden sind.

Gleichlautend berichte ich sub Z.10/P.nach Konstantinopel.

Der k.und k.Konsul:

Pandini

9.Q. Juni 1915

K. und k. österr.-ung. Botschaft
Konstantinopel
Os. és kir. osztrák-magyar Nagykövetség
Konstantinápoly

Constantinopel, am 24. Juni 1915.

Druck

No.49/P. E

Armenier-Hinrichtungen.

Zu Bericht No.47/P.-E v.18.Juni 1915.

An Seine Excellenz den Herrn Minister des k.u.k.
Hauses und des Aeussern, Baron Burián !

In meinem einschlägigen Berichte erwähnte ich, dass dem Vernehmen nach hier noch weitere Hinrichtungen von Armeniern wegen Hochverrath erfolgen soliten. Wie ich von meinem amerikanischen Collegen erfahre, hat sich nun Enver Pascha demselben gegenüber jüngst dahin geäussert, dass dies nicht der Fall sei. Er habe gleichzeitig hervorgehoben, dass die Regierung, gegen die armenische Nation als solche garnichts habe, sondern durch die erfolgten Executionen bloss die armenischen Geheim-Comités

DURCH KURIER
24 IX. 1915

155

treffen und jenen Armeniern,die mit Russland pactieren, ein abschreckendes Beispiel geben wollte.Von anderer Seite höre ich,dass die Hinrichtungen von Armeniern in der Provinz fortdauern,und dass die Regierung in den bezüglichen Prozessen mit äusserster Strenge vorgeht.

Meiner Ansicht nach geschieht dies zum Teile auch deshalb,weil die am Ruder befindlichen türkischen Staatsmänner seitens der Armenier Attentate gegen ihre Person befürchten.Hiefür liegen verschiedene Anzeichen vor.Bezeichnend ist diesfalls nachstehender Fall.Gestern suchten zwei Offiziere den Militärbevollmächtigten, General Pomiankowski,auf,um ihn im Auftrage Enver Paschas anzuzeigen,dass der Hilfs-Dragoman,A.Lazar (armenischer Nationalität) im Amte für die Armenier Waffen verborgen habe und baten zugleich,ihnen die Erlaubnis meinerseits zu erwirken, im Amts- Lokale Nachforschungen pflegen zu dürfen.Ich habe diese Erlaubnis natürlich rundweg verweigert,den Offizieren aber den Sachverhalt erklären lassen,worauf sich dieselben entschuldigten und entfernten.Die Sache ist nämlich die,dass Lazar über Auftrag

Luxuswaffen von Angehörigen der Kolonie in amtliche Verwahrung übernommen hat.Durch diese Massnahme wurde eine hieramtliche Stellungnahme zu den ergangenen polzeilichen Verfügungen betreffend den Besitz von Waffen durch Private vermieden,überdies auch Unannehmlichkeiten für Koloniemitglieder vorgebeugt.

Ich erwähne diesen Vorfall bloss,weil derselbe ein Zeichen dafür ist,wie hier zur Zeit die Spionage floriert und welche Furcht die hiesigen leitenden Personen vor Attentaten haben.

Es kann keinem Zweifel unterliegen,dass das Vorgehen der Regierung den Armeniern gegenüber ein falsches war.Letztere sind den Türken allerdings von jeher feindlich gesinnt,sie waren aber auch nicht die Freunde der Russen,weil sie vermöge ihrer sehr freisinnigen Tendenzen für Russland wenig Vorliebe haben konnten.Durch die ungeschickte türkische Politik wurden aber die Armenier, genötigt zwischen zwei Uebeln das geringere zu wählen, direct in die Arme der Russen getrieben.Ich bin überzeugt, dass der hiesige armenisch-gregorianische Patriarch stets

mit Russland Fühlung besass,und dass er nun,nach den letzten Ereignissen,samt seinem ganzen Clerus mehr denn je mit Russland sympatisiert.Durch das Vorgehen der hiesigen Regierung scheint die armenische Frage jedenfalls in ein Stadium getreten zu sein,das den Türken recht gefährlich werden kann,besonders wenn die Russen in Armenien weiter vordringen,in welchem Falle sich die Armenier denselben dort wohl rückhaltlos anschliessen dürften.Es scheint mir überhaupt nicht ausgeschlossen, dass wenn die Situation sich aus irgendeinem Grunde hiefür günstig gestalten sollte,in der Hauptstadt selbst plötzlich ein Armenieraufstand ausbrechen könnte.

Der k.u.k.Botschafter:

Pallavicini

30. Juni 1915 K.u.k. österr.-ungar. Botschaft Konstantinopel
Ca. és kir. osztrák-magyar Nagykövetség Konstantinápoly

7 JUL. 1915

Konstantinopel, am 24. Juni 1915.

Druck Nr. 49 F.

Armenische Bewegung in Trapezunt.

An Seine Exzellenz den Herrn Minister des k.und k. Hauses und des Aeussern
STEPHAN BARON B U R I Á N !

Wie Euer Exzellenz aus der einschlägigen Berichterstattung des k.und k.Generalkonsulates in Trapezunt bekannt ist, hat die armenische Bewegung auch dort sehr stark um sich ~~herum~~gegriffen und zu scharfen Repressivmassnahmen der türkischen Behörden Anlass gegeben. In Ergänzung seiner diesbezüglichen Berichte sind in den letzten Tagen auch kurze telegraphische Meldungen Konsul von Kwiatkowski's hier eingetroffen, die besagen, dass die behördliche Räumung von mehreren Ortschaften im Inneren von Armeniern fortdauert. So sollen die Armenier aus Erzindjian und Baiburt ausge-

./.

Durch Kurier.

wiesen worden sein und dasselbe Los stehe ihnen auch in Trapezunt bevor, wo in der Stadt allein an 300 armenische Familien wohnen. Konfiskationen von Zigarettenpapier mit armenischen Zeichen und Verhaftungen der Verkäufer wurden bereits vorgenommen.

Der dortige armenisch-gregorianische Praelat wurde ferner wegen angeblicher Urkundenfälschung militärgerichtlich verfolgt und musste behufs Vornahme der Untersuchung am 18.Juni von Trapezunt nach Erzerum abreisen.

Auch scheint der armenisch-katholische bischöfliche Vikar, der ein Greis ist, bedroht zu sein, ebenso wie die dortigen Mechitaristen, die unter keinem Schutze stehen.

Unter diesen Umständen hat sich Herr von Kwiatkowski anher mit der Anfrage gewendet, welche Haltung er bezüglich der katholischen Armenier einnehmen soll. Ich habe ihm geantwortet, er möchte sich

bis auf weiteres in dieser Frage ganz passiv verhalten.

Meine Antwort ist durch die heutige politische Lage begründet, die unsere Stellung den Türken gegenüber in allen Angelegenheiten, in welchen ihre Unabhängigkeit von jedem europäischen Einfluss in Frage kommen könnte, zu einer sehr heiklen gestaltet und - um nicht die türkischen Susceptibilitäten zu verletzen - es mir sehr erschwert, mit eventuellen Vorstellungen an die Pforte zu Gunsten der katholischen Armenier heranzutreten.

Der k.und k.Botschafter:

Pallavicini

K. u. K. Österr.-Ungar. Konsulat
Cs. és Kir. Osztrák-Magyar Konzulátus
ALEPPO.

INDIZIERT
11. AUG. 1915

Z.8/P.

Aleppo, am 25. Juni 1915.

Streng vertraulich.

Versetzung des Vali
Djelal Bey.

An Seine Exzellenz den Herrn Minister des k.und k.Hauses
und des Aeussern Stephan Baron Burian !

Nach einer beinahe zweijährigen Tätigkeit in Aleppo ist der Vali Exzellenz Djelal Bey dieser Tage in gleicher Eigenschaft nach Angora versetzt worden. Die Nachricht seiner Versetzung ist in den hiesigen jungtürkischen Kreisen, sowie von der Masse der muselmanischen Bevölkerung mit Genugtuung aufgenommen worden. Dagegen zeigen sich die arabischen Notabeln, ferner die christlichen Kreise über die Versetzung des ihnen speziell in den letzten Monaten äusserst entgegenkommenden Vali sehr bestürzt. Diese Gruppe hat mehrere Telegramme nach Konstantinopel abgeschickt, worin um Rückgängigmachung dieser Verfügung gebeten wird. Die fremden Kolonien bedauern gleichfalls auf das aufrichtigste das Scheiden Seiner Exzellenz Djelal Beys.

Durch die Post.

Die Vorgeschichte der Versetzung ist in Kurzem folgende:

Augenscheinlich hatte sich Exzellenz Djelal Bey während seiner Amtsführung als Minister in Konstantinopel mit seinen jungtürkischen Kollegen schlecht gestellt und seine seinerzeitige Ernennung als Vali von Aleppo ist zwecks dessen Entfernung von der Zentralleitung erfolgt.Exzellenz Djelal Bey empfand bei seinem ungewöhnlichen Ehrgeize die Ernennung in Aleppo als eine offene Zurücksetzung.Seine Erbitterung wusste er zwar zu verbergen, doch liess er keinen Anlass vorübergehen,um seinen früheren Freunden der Zentralleitung zu opponieren.Bei dieser Richtung gelangte er allmählich in das Lager der hier bestehenden oppositionellen Gruppe,der er heute ganz und gar verfallen ist.Die Regierung hat daher die Konsequenzziehen müssen und hat sicherlich durch die Versetzung Djelal Beys nach Angora grosse Nachsicht walten lassen,wohl mit Rücksicht auf die grossen Verdienste,welche sich Djelal Bey in früheren Jahren um sein Vaterland erworben hat.

Wie ich höre,soll der hiesige deutsche Konsul die Vermittlung seines Botschafters ansprechen,um die Belassung Seiner

/

Exzellenz Djelal Beys in Aleppo von der türkischen Regierung zu erwirken. Der Zweck dieser Demarche geht darauf hinaus, durch Unterstützung der auf dasselbe Ziel gerichteten Bestrebungen der Anhänger des Vali die Sympathien der Christen für Deutschland zu gewinnen.

Wie aus dem Vorhergesagten hervorgeht, wäre ein solcher Schritt seitens der deutschen Regierung schlecht angebracht.

Gleichlautend berichte ich sub Z.II/P. nach Konstantinopel.

Der k.und k.Konsul:

Pan dini

K. und k. österr.-ungar. Botschaft
Konstantinopel
Ca. és kir. osztrák-magyar Nagykövetség
Konstantinápoly

Konstantinopel, am 27. Juni 1915.

Druck Nr. 50 P.

Armenische Ausweisungen aus Trapezunt.

zum Bericht Nr. 49 P, vom 24. Juni 1915.

2 Beilagen.

An Seine Exzellenz den Herrn Minister des k.und k. Hauses und des Aeussern
STEPHAN BARON B U R I Á N !

Aus Trapezunt sind soeben die abschriftlich angeschlossenen zwei Telegramme eingelaufen, die das Schicksal der dortigen Armenier in einem sehr traurigen Lichte erscheinen lassen. Aber auch von anderer Seite höre ich, dass die aus ihrer Heimat vertriebene armenische Bevölkerung nicht nur dem grössten Elend preisgegeben wird, sondern auch einer gänzlichen Ausrottung durch die auf sie lauernden kurdischen Banden entgegengeht.

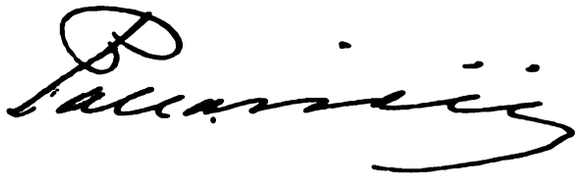
Unter solchen Umständen werde ich trotz der

./.

Durch Kurier.

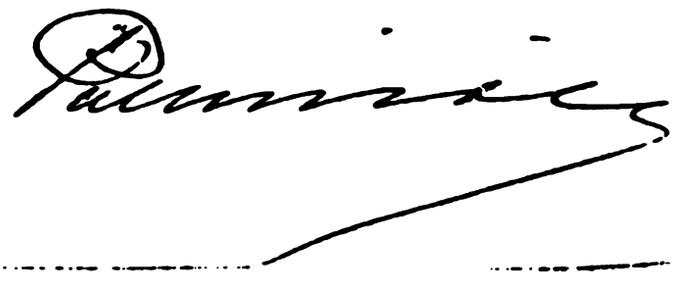
von mir einberichteten Bedenken versuchen, in freundschaftlicher Weise auf Talaat Bey einzuwirken und ihm vor Augen zu führen, dass die Türkei durch ein solches Vorgehen nur sich selbst schadet und die von ihren Feinden vorgebrachten Anschuldigungen rechtfertigt.

Der k.und k.Botschafter:



P.S. Nach Fertigstellung dieses Berichtes sah ich Baron Wangenheim, der mir sagte, dass er heute Gelegenheit hatte,mit dem Grossvezir im obigen Sinne zu reden und dass derselbe die von meinem deutschen Kollegen vorgebrachten Argumente als richtig erkannte.

Der k.und k.Botschafter:



I.

ruck

Beilage zum Bericht de dato Konstantinopel, am 27. Juni 1915, Nr. 50 P.

Abschrift des vom k.und k.Generalkonsulate in Trapezunt unterm 26.Juni 1915 an die k.und k.Botschaft gerichteten Telegrammes.

Armenisch-katholischer Vikar bat mich weinend, nochmals um Intervention für seine Gemeinde. Laut heutiger Verordnung haben alle Armenier, kranke ausgenommen, das Vilajet binnen fünf Tagen zu verlassen und werden im Innern an behördlich bestimmten Orten angesiedelt; Eindruck herzzerreissend.

Im Innern Sodraker Hissar sollen Armeniermassaker stattfinden.

****

Druck

II.

Beilage zum Bericht de dato Konstantinopel, am 27.Juni 1915, Nr. 50 C P

Abschrift des vom k.und k.Generalkonsulate in Trapezunt unterm 26.Juni 1915 an die k.und k.Botschaft gerichteten Telegrammes.

Hiesige Armenier sollen nach Mossul gebracht werden. Angesichts dieser verhängnisvollen, in keinem Verhältnis zur Schuld der hiesigen Armenier stehenden Massregeln, halte ich es für meine Pflicht, auf die schweren politischen und auch uns treffenden wirtschaftlichen Folgen dieses Vorgehens, das offensichtlich den Tod des grössten Teiles der Ausgewiesenen, - darunter viele Frauen und Kinder, - bezweckt, hinzuweisen. Vielleicht ist es doch möglich, in letzter Stunde eine Milderung durchzusetzen und die harten Massregeln nur auf Männer zu beschränken; vielleicht wäre die Internierung der Armenier im Innern des Vilajets möglich. Die Verbannung nach Mossul kommt bei der grossen Entfernung mangels Unterkunft und Verpflegung an der verseuchten Strecke einer Verurteilung zum Tode gleich. (:Kollegen teilen meine Ansicht:).

Die Gerüchte betreffs des Todes des armenischen Prälaten auf der Reise nach Erzerum und die Verunglückung der vorgestern abends mittelst Segler abtransportierten Armenier verzeichne ich unter Reserve.

.....

No.239. Konstantinopel,28/VI.1915.

Der Aufstand der Kurden.

Der kurdische Aufstand hat an Ausdehnung zugenommen.Die Bezirke Wan,Bitlis,Dersim und Musch sind von ihm ergriffen.Man schenkt ihm auch seitens der türkischen Regierung nunmehr volle Beachtung.Seitens des Komitees wurden zwei türkische Beys,einer aus Erzingan, der andere aus Kamach,westlich Erzingan,abgeschickt,um mit den Aufständischen zu verhandeln.Armenier und Kurden vereint,waren unter russischer Anleitung und mit russischer Unterstützung mit der Bildung eines eigenen Staatswesens mit Selbstverwaltung vorgegangen.

Enver Pascha hatte bereits vor einiger Zeit seinen Schwager Djevdet Bey,Generalgouverneur von Wan,und den Kommandanten in Erzerum,Halil Bey,nach Urmia,der Hauptstadt der persischen Provinz Aserbeidschan,abgeschickt,um den Herd der kurdischen Erhebung aufzufinden.Diese Mission,gelegentlich welcher Djevdet Bey an der persischen Grenze verwundet wurde,hatte Fiasko gemacht.

xxxxxx

15. Juli 1915

K. u. K. Österr.-Ungar. Konsulat
Ca. és Kir. Osztrák-Magyar Konzulátus
ALEPPO.

INDIZIERT
11. AUG. 1915

Z.9/P.

Aleppo, am 28. Juni 1915.

Ankunft Djemal Paschas.

An Seine Exzellenz den Herrn Minister des k.und k.Hauses
und des Aeussern Stephan Baron Burián !

Am 24.dieses Monates ist Exzellenz Djemal Pascha, Kommandant der IV.Armee, in Aleppo zu einem zehntägigen Aufenthalte eingetroffen. Ueber den Zweck seines Erscheinens in Aleppo bin ich auf Vermutungen angewiesen, möglicherweise steht seine Anwesenheit mit der erfolgten Versetzung des Vali Exzellenz Djelal Bey in Verbindung.

Gestern gab die hiesige Stadtverwaltung zu Ehren des Gastes ein glänzend organisiertes Festessen, welchem die Spitzen der Zivil-und Militärbehörden, die Vorsteher der Kultusgemeinden, eine Reihe von einheimischen Notablen aller Konfessionen, der kaiserlich Minister Baron Oppenheim, ferner der deutsche Konsul und ich beiwohnten. Eine Reihe von Reden wurden gehalten. Es sprachen der Deputierte von Aleppo Nafi Pascha, der vorübergehend hier weilende

/

Durch die Post.

in Sis residierende armenisch-orthodoxe Patriarch,der Oberrabbiner, der Vali Exzellenz Djelal Bey,ein Hodja,ein christlicher Notable, ferner ein Journalist,schliesslich Minister Baron Oppenheim.

Baron Oppenheim hat ganz gut gesprochen.

Djemal Pascha antwortete in einer längeren Rede in türkischer Sprache,welche Ideenreichtum,feinen politischen Takt und Sicherheit des Ausdruckes bekundete. Er hob die Gründe,welche die Teilnahme der Türkei an diesem Kriege erheischt haben,hervor,drang auf Einigkeit sämtlicher Ottomanen ohne Rücksicht auf Religion und Rasse,zollte grosse Anerkennung den Verbündeten und sprach sich mit voller Zuversicht über den Ausgang des Krieges aus.Am Schlusse liess er die Begeisterung für eine mächtige,gefürchtete Türkei aufflammen.Das Fest wies keinen Missston auf.

Gleichlautend berichte ich sub Z.13/P nach Konstantinopel.

Der k.und k.Konsul:

Pardun

7. Juli 1915
K. und k. österr.-ung. Botschaft
Konstantinopel
Ca. és kir. oszt.-ak-magyar Nagykövetség
Konstantinápoly

INDIZIERT
14. JUL 1915

Konstantinopel, am 1. Juli 1915.

Druck

Nr. 51 C
P

Internierung von Armeniern in's Innere Anatoliens.

zum Berichte Nr. 50 C. vom 27. Juni 1915.
P

2 Beilagen.

An Seine Exzellenz den Herrn Minister des k.und k. Hauses und des Aeussern
STEPHAN BARON B U R I Á N !

Wie ich in meinem obbezogenen Berichte zu melden in dem Falle war, beabsichtigte ich mich bei den massgebenden Faktoren freundschaftlicherweise dafür zu verwenden, dass bei der Internierung armenischer Familien aus dem Gebiete des Schwarzen Meerbeckens in das Innere des Landes unnütze Härten vermieden werden. Ich war seither in der Lage, den Grossvezier diesbezüglich zu sprechen. Ich hob bei dieser Gelegenheit hervor, dass wenn auch so manche Armenier staatsfeindlicher Umtriebe schuldig oder dringend verdächtig sein mögen, dies jedenfalls nicht bei

./.

Durch Kurier.

allen, welche dieses Gebiet bewohnen, zutreffen dürfte, so dass die gegen dieselben unterschiedslos,auch gegen deren Frauen und Kinder angeordnete Massnahme der gewaltsamen Internierung in das Gebiet von Mossul innerhalb einer überaus kurzen Frist,kaum gerechtfertigt erscheine. Der Umstand, dass bei der Art und Weise, wie diese Massnahme durchgeführt werden soll, dieselbe nahezu einem Todesurteil gegen die von derselben Betroffenen gleichkomme, dies aber massgebendenortes nicht unbekannt sein könne, lasse überdies die fragliche Internierung vor der Oeffentlichkeit in einem eigenen, für die Türkei recht inopportunem Lichte erscheinen, welches Moment nur Wasser auf die Mühle der Feinde sein könne.

Said Halim Pascha wandte zunächst ein,dass man die Armenier - nach den gemachten Erfahrungen - ja doch nicht im Küstengebiet des Schwarzen Meeres belassen könne, gab mir aber schliesslich zu ver-

stehen, dass die Leute jedenfalls nicht so weit wie dies in Aussicht genommen war, interniert werden sollten.

Baron Wangenheim hat gelegentlich seiner Demarche in diesem Gegenstande - wie er mir sagte - im selben Sinne argumentiert.

Der k.und k.Botschafter:

Pallavicini

P.S. Im Anbuge unterbreite ich Abschriften zweier mir heute über die Zustände in Trapezunt und im Sandjak Samsun vom Generalkonsulate Trapezunt zugekommenen Telegramme.

21.

Der k.und k.Botschafter:

Pallavicini

I.

Beilage zum Bericht de dato Konstantinopel 1.Juli 1915,
Nr.51 P.

Abschrift des vom k.und k.Generalkonsulate in Trapezunt an die k.und k.Botschaft gerichteten Telegramms vom 29.Juni 1915, Nr.100.

Vertraulich.

Von verlässlicher Seite erfahre ich, dass das jungtürkische Komité vor einigen Tagen unter den Georgiern wegen armenischen Massakers werben liess; unterblieben über Einsprache des georgischen Komités; heute schreckliche Szenen auf der Strasse, in Kirchen, Konsulat. Abtransport soll Donnerstag beginnen!

••••••••••••••••••

II.

Beilage zum Bericht de dato Konstantinopel 1.Juli 1915, Nr.51 C/P.

Abschrift des vom k.und k. General-Konsulate in Trapezunt an die Botschaft gerichteten Telegramms vom 29.Juni 1915, Nr.101.

Angesichts der heutigen Schreckenszenen, der Todesangst Tausender unschuldiger Frauen, Kinder, Greise, bitte ich Euer Exzellenz im Einvernehmen mit allen Kollegen über warme Bitte des hiesigen griechischen Metropoliten und seiner Gemeinde in letzter Stunde nochmals inständig an entscheidender Stelle auf ausgiebige Milderung der gegen die Armenier des Vilajets Trapezunt und Sandjak Samsun getroffenen Massregeln hinwirken zu wollen; schon der Aufschub der Donnerstag beginnenden Ausweisung würde die Möglichkeit weiterer Verhandlungen ergeben. Genug der zahllosen Opfer im Innern, "retten Sie mir wenigstens ein Kind!" sagte mir heute eine reiche armenische Frau.

••••••••••••••••••••••••

14. Juli 1915. Österr.-ungar. Botschaft
Konstantinopel
Ca. és kir. osztrák-magyar Nagykövetség
Konstantinápoly

Konstantinopel, am 8. Juli 1915.

INDIZIERT
V. AUG. 1915

Nr. 54 P.

Verschickung der Armenier.

zum Berichte Nr. 51 P, vom 27. Juni 1915.

An Seine Exzellenz den Herrn Minister des k. und k. Hauses und des Aeussern
STEPHAN BARON B U R I Á N !

Als ich mich kürzlich beim Grossvezier in freundschaftlicher Weise zu Gunsten der Armenier verwendete, gab er mir zu verstehen, dass unnütze Härten bei deren Abschiebung und Internierung vermieden werden würden. Seither höre ich indess, dass dies nicht nur nicht der Fall ist, sondern dass gegen die Armenier in direkt grausamer Weise vorgegangen wird, indem sie vielfach geradezu einer hochnotpeinlichen Behandlung unterworfen werden, um ihnen Geständnisse über geheime Verbindungen, Bombenlager, etc. zu erpressen. Mein amerikanischer Kollege sagte mir, es seien ihm

./.

Durch Kurier.

diesbezüglich haarsträubende Dinge bekannt geworden. Die Leute sollen geradezu wie zu Abdul Hamid's Zeiten torturiert werden. Er habe daher verschiedentlich versucht, auf die hiesigen Staatsmänner einzuwirken und die massgebenden Faktoren auf den schlechten Eindruck aufmerksam zu machen, den diese Dinge sowohl in Amerika, als in Europa machen müssten, doch sei dies vergebens gewesen. Talaat Bey lasse sich heute auf diesen Gegenstand überhaupt nicht mehr ein, so dass Herr Morgenthau auf einschlägige Besprechungen ganz verzichten will.

Die türkischerseits gegen die Armenier begangenen Grausamkeiten lassen sich auf die Dauer nicht verhehlen und werden - u.zw.zum Schaden der türkischen Sache - auch ausserlandes bekannt. Tatsächlich hat die bulgarische und rumänische Presse dieses Thema bereits aufgegriffen und in armenischfreundlichem Sinne behandelt. Leider sind die hiesi-

gen Machthaber von der Unrichtigkeit ihres Vorgehens gegen die Armenier nicht zu überzeugen und liegt die Gefahr nahe, dass diesbezügliche, eindringlichere Vorstellungen bei denselben die Sache bloss verschlimmern. Man hat es hier eben augenscheinlich darauf abgesehen, das nun einmal verdächtig gewordene armenische Element ein für alle male unschädlich zu machen.

Der k.und k.Botschafter:

no.249. Konstantinopel, 10/7.1915.

Die Verfolgung der Armenier.

Als Rache dafür, dass zahlreiche osmanische Armenier in der russischen Kaukasus-Armee dienen, welche gleichzeitig mit der russischen Besetzung des Vangebietes eine aufständische Bewegung, angeblich auch die Bildung einer provisorischen armenischen Regierung unter dem früheren türkisch-armenischen Deputierten Pastirmadschain, hervorgerufen haben, beginnen jetzt die Türken mit der Entfernung der Armenier aus den meisten in der übrigen Türkei von denselben bewohnten Gebieten. Mehrere tausend Armenier, auch die ruhige Bevölkerung, wurden bereits aus den Orten der Schwarzenmeerküste nach dem Innern Anatoliens, meistens nach Mossul, verschickt, wobei die Frauen und Kinder von ihren Männern und Eltern getrennt werden. -Auch die hiesigen Armenier werden weiter strengstens überwacht und die Polizei soll fortwährend nach versteckten Waffen oder Dynamit fahnden, womit die Armenier durch Unruhen im gegebenen Momente der Triple-Entente behilflich sein sollen. Zu den bisherigen Verfolgungen gesellt sich nunmehr angeblich auch die Konversion zum Islam. Wie verlautet, sollen einige der hiesigen Kaufleute von ihren Angehörigen im Innern Anatoliens Depeschen erhalten haben, worin die Betreffenden die Mitteilung machen, dass sie den wahren Glauben Gottes (Islam) angenommen haben und ihren Angehörigen anempfehlen, dasselbe zu tun.

Das geschilderte Vorgehen der Türken hat auch eine sehr nachteilige Rückwirkung auf die Deutschen, indem es eine starke deutschfeindliche Stimmung unter den Armeniern schafft, die sich sagen, dass alles dies unter der Duldung der Deutschen geschieht, die doch die ganze Regierung in der Hand haben sollen.

Unbeglaubigten Gerüchten zufolge soll auch unter den Griechen Anatoliens eine Konvertierungsbewegung im Gange begriffen sein.

xxxxx

Dep.5.

- 8. Aug. 1915

K. u. k. österr.-ungar. Generalkonsulat
Cs. és kir. osztrák-magyar Főkonzulátus
Trapezunt.

N° 42
P.

Trapezunt, am 20. Juli 1915.

Gegenstand: Verbannung der Armenier aus Trapezunt.

An Seine Exzellenz

den Herrn k. und k. Minister des kaiserl.
und königl. Hauses und des Aeussern, Stephan Baron Burián
in
WIEN.

Nachdem schon Gerüchte betreffend die Verbannung der Armenier im Vilayet Erzerum und die Veröffentlichung des Gesetzes über die Zwangsansiedlung aufrührerischer Volksteile in andere Gegenden den kommenden Ereignissen vorausgeeilt waren, verlautbarte die Vilayet-Regierung am 26. vorigen Monats eine Verordnung, derzufolge alle Armenier behufs Ansiedlung im Innern das Vilayet binnen 5 Tagen zu verlassen hätten. Lähmender Schrecken bemächtigte sich der Bedrohten und erschütternde Vorfälle spielten sich in den folgenden Tagen bei den Behörden und Konsulaten, beim griechischen Metropoliten, in der katholischen und amerikanischen Mission ab. Der Vali, kaum ein Europäer- und Christenfreund, der aber in der Behandlung der (Kriegs-) Fremden vornehme Gesinnung bekundet hatte, schien weicheren Regungen nicht unzugänglich und stellte unter dem Drucke verschiedener Einflüsse Schonung der Katholiken, der Kranken, der Greise und Kinder, für welch letztere er Erziehungs-Anstalten unter christlicher Leitung zu errichten sich bereit erklärte, in Aus-

./.

XXIII/36

sicht, selbst das Jungtürkische Comité versprach scheinbar, unter der Bedingung der Waffenablieferung, Verwendung in Konstantinopel. -

Unter grossen militärischen Vorkehrungen vollzog sich am 1. Juli ruhig der Auszug der Armenier und bald war es klar, dass die gemachten Versprechungen nicht ernsthaft gemeint waren, denn am 4. Juli (Sonntag) wurden plötzlich die Katholiken, nachdem man sie in Sicherheit gewiegt, ohne dass man ihnen Zeit zu Vorbereitungen gelassen, in aller Hast ausgewiesen; selbst der 73-jährige Bischöfliche Vikar, die Schwestern und die Venetianer Mechitaristen, die verdienstlich für die Jugend-Erziehung gewirkt hatten, mussten die Stätte vieljähriger Tätigkeit verlassen. Auch die übrigen Zusagen wurden nicht eingehalten, so dass heute, ausser einer Anzahl von Kindern, die aber nur an mohammedanische Familien hier und an der Küste verteilt wurden, einigen Begünstigten, Schwerkranken und wenigen Beamten, die Armenier die Stadt und das Vilayet verlassen haben. Die Meisten sollen auf dem Landwege nach dem Vilayet Mossul geschafft werden, ein geringer Teil zur See in der Richtung nach Samsun, mit unbekannter weiterer Bestimmung.

Bei der Beschwerlichkeit des Weges, den höchst mangelhaften Vorkehrungen, den vielen, namentlich in den kurdischen Gebieten drohenden Gefahren, werden nur wenige das Ziel erreichen und soll offenbar auf diese Weise nach einem früheren russischen Rezepte: " L' Armenie sans Armeniens " die Lösung der armenischen Frage erfolgen.

Es darf allerdings nicht übersehen werden, dass die Armenier den Türken im Hasse nicht nachstanden, dass ihre

./.

Gräueltaten und hochverräterische Parteinahme in Wan zugunsten Russlands, sowie die Haltung der Armenier seit Kriegsbeginn die Türken schwer reizen und Gegenmassregeln hervorrufen musste; trotz alledem lässt sich das gekennzeichnete Vorgehen, das übrigens auch unter den Türken vielfach Anfechtung findet, vom menschlichen, politischen und wirtschaftlichen Standpunkte nicht rechtfertigen, da viele Tausende Unschuldiger dem sicheren Tode verfallen und die an materiellen, wie intellektuellen Kräften so arme Türkei neuerlich schwer getroffen wird.

Auch hätte sich eine verschiedene Behandlung der einzelnen Gebiete empfohlen. Waren auch die dichteren Mengen der Armenier in den ost-annatolischen Vilayets für die Türkei eine politische Verlegenheit, hier am Pontus war das armenische Element nicht von Belang, da auf das Vilayet Trapezunt mit 1,000.000 Einwohnern, nur 25.000 bis 30.000 Armenier, auf Samsun (Stadt) mit 35.000 Einwohnern, nur 5.000 bis 6.000 Armenier entfielen. -

Man muss tief in der Geschichte zurückgreifen, um so gewaltsamen Versuchen zur Vernichtung eines Volkes zu begegnen.

Gleichlautend berichte ich nach Konstantinopel.

Der k.u.k. Konsul:

Hmisowski.

Durch die k.u.k. Botschaft in
Konstantinopel.

9. Aug. 1915

K. u. k. österr.-ungar. Generalkonsulat
Ca. és kir. osztrák-magyar Főkonzulátus
Trapezunt.

INDEXIERT
18. AUG. 15

N° 43
P.

Trapezunt, am 20. Juli 1915.

Gegenstand: Verbannung der Armenier aus Samsun.

An Seine Exzellenz

den Herrn k. und k. Minister des kaiserl.
und königl. Hauses und des Aeussern, Stephan Baron Burián

in

Wien.

Laut Mitteilung unseres dortigen Konsularamtes wurden die Armenier von Samsun bis auf wenige Ausnahmen, zu Beginn dieses Monats nach Mesopotamien verbannt.

Einige Hundert, darunter wenige Katholiken, suchen sich durch Uebertritt zum Islam zu retten.

Hier wurde der Religionswechsel zurückgewiesen.

Gleichlautend berichte ich nach Konstantinopel.

Der k.u.k. Konsul:

Durch die k.u.k. Botschaft in
Konstantinopel.

24. AUG. 1915
BERLIN
KONSTANTINOPEL
DRESDEN
HAAG
KOPENHAGEN
MÜNCHEN
STOCKHOLM
STUTTGART
BUKAREST
SOFIA
BERN

K. u. k. österr.-ungar. Generalkonsulat
Cs. és kir. osztrák-magyar Főkonzulátus
Trapezunt.

Druck

N° 44
P.

Trapezunt, am 28. Juli 1915.

Gegenstand: Stimmung unter den Türken in Trapezunt.

An Seine Exzellenz

den Herrn k. und k. Minister des kaiserl.
und königl. Hauses und des Aeussern, Stephan Baron Burián
in
Wien.

Während noch im Frühjahre 1914 unter der Nachwirkung des Balkankrieges und des lähmenden Geldmangels gedrückte Stimmung herrschte, zeigte sich bald nach Ausbruch des europäischen Krieges - bei wachsender Neigung zu den Zentralmächten - mehr Zuversicht.

Die Aufhebung der Kapitulationen im September wurde als grosse nationale und jungtürkische Errungenschaft gewertet und stärkte das türkische Selbstgefühl, das nach den ersten Erfolgen der Flotte bei Kriegsausbruch, namentlich aber seit der auf türkische Rechnung gebuchten glücklichen Verteidigung der Dardanellen und der ungestörten Unschädlichmachung der Armenier eine mächtige Steigerung erfuhr.

Trotz der Misserfolge gegenüber Russland und des Stillstandes der Unternehmungen gegen Egypten, gilt der günstige Ausgang des Krieges als sicher und werden bei selbstverständlichem Erwerb des Kaukasus, einiger Gebiete am Schwarzen Meere, der Inseln und Egyptens, im Geiste bereits einträgliche Stellen verteilt. Eine starke Türkei mit tunlichstem

./.

Ausschlusse fremden Einflusses soll erstehen ..!

Dies der Gedankengang der leitenden Oberschichte; die grosse Menge jedoch duldet weiter, nach den schweren Opfern der letzten Jahre endlich Ruhe und einige Pflege der Volksbedürfnisse ersehnend.

Gleichlautend berichte ich nach Konstantinopel.

Der k.u.k. Konsul:

Zwiedinek

K. U. K. OESTERR. UNGAR. GENERAL-KONSULAT
CS. ÉS. KIR. OSZTRÁK MAGYAR FŐKONZULÁTUS.

Nr.50/P

Smyrna, den 29.Juli 1915.-

Ad Telegramm Nr. 19

6 hies.Armenier zum Tode verurteilt.-

1 Blg

INDIZIERT
21.AUG. 1915

Seiner Exzellenz
dem Herrn Minister des k.u.k.Hauses und des Aeussern
Stephan Baron B u r i á n ,
W i e n .

In der beiliegenden von verschiedenen hiesigen armenischen Notabeln unterschriebenen Eingabe werden Vorgänge geschildert, die wie sub Zl.25/P und 30/P berichtet im April l.J. ihren Anfang genommen haben.-

Ich bin nicht in der Lage die, wahrscheinlich im armenischen Lichte vorgebrachten Tatsachen zu verifizieren, auch sind mir die Gründe unbekannt, welche die türkische Regierung bewogen haben, gegen die hiesigen Armenier derart streng vorzugehen.

Zwei Punkte des Bittgesuches springen besonders in die Augen:

1.) dass für Bomben, die vor 6 Jahren, angeblich im Einverständnis mit dem Komité Union et Progrès angefertigt waren, seither vergessen, gänzlich wirkungslos geworden sind - die Todesstrafe verhängt wird;

2.) dass ein im Mai l.J. promulgiertes Gesetz retroaktiv d.h. auf Verbrechen die einen Monat vorher begangen worden sind angewendet werden kann.

Es fragt sich, ob die türkische Regierung nicht besser täte, wenn sie durch Milde und gewisses Entge-

./.

Durch die Post.

genkommen die Sympathien der Armenier zu gewinnen trachtete anstatt durch rücksichtsloses Vorgehen etc. ihren Hass auf sich zu laden.

Das im obigen Prozesse gefällte Urteil hat die hies.armenische Bevölkerung in g r o s s e A u f r e g u n g versetzt; alle sehen mit Spannung der Erledigung eines gestern von der Ephorie nach Konstantinopel (wegen Strafumwandlung) gerichteten telegrafischen Majestätsgesuches entgegen.-

Gleichlautend berichte ich heute sub gleicher Zahl nach Konstantinopel.

Der k.u.k.Konsul a. Gerent:

Smyrne le 29 Juillet 1915

Monsieur le Consul-Général,

Convaincus, par des preuves multiples, que le Gouvernement Impérial et Royal que vous représentez si dignement a comme tradition historique de défendre à toute circonstance la cause de l'humanité et de la justice, nous avons l'honneur de vous exposer ce qui suit

Pendant la perquisition faite aux premiers jours du mois d'Avril dernier dans le quartier Arménien, la Police avait trouvé dans une librairie une lettre datée de 1909, signée de la part d'un jeune homme arménien, nommé Badros Derbedrossian dans laquelle le susdit Badros qui faisait partie, avant cette date, du Comité Tachnakzoutioun, donnait à l'un des chefs du Comité le compte de certaines sommes dépensées par son entremise. Parlant aussi de certaines matières explosives dont la garde lui aurait été confiée, il déclarait que, sur l'ordre qui lui avait été donné de les anéantir, il les avait enterrées dans un endroit qu'il signalait d'un X. S'il avait enterré ces matières c'est, disait-il, parcequ'il était convaincu que c'était là le meilleur moyen de les anéantir. D'ailleurs, ajoutait-il, sur les Vingt Personnalités, dressés arrogants, Vahan Ohandjian, Sdepan Aghanian, membres du Comité étaient courant

/.

A l'Honorable

Monsieur le Consul Général I. & R.

d'Autriche-Hongrie

de ce fait .

La Police, après arrestation d'une trentaine d'Armeniens, y compris ces derniers, en avait relâché après une première enquête une dizaine. Après quoi la Police avait remis le dossier à la Cour Martiale siégeant à Smyrne .

Les prisonniers ont repeté à la Cour Martiale ce qu'ils avaient déjà declaré à l'enquête policière, savoir, qu'en effet, lors du mouvement réactionnaire du 31 Mars 1909 qui avait pris une mauvaise tournure, le Comité turc "Union et Progrès" s'était mis d'accord avec leur Comité pour prendre toutes les mesures nécessaires en vue de défendre la Constitution contre tout mouvement réactionnaire, dans le cas où ce mouvement se faisait jour à Smyrne. C'est alors que ces matières explosives ont été préparées et à l'appui de leurs assertions ils avançaient que cet accord avait été fait par acte écrit, échangé entre-les deux Comités. L'un de ces actes, remis au Comité Arménien avait été expedié à leur siège Central à Genève.

La Cour Martiale a laissé s'écouler deux longs mois, pendant lesquels elle a, de temps en temps, relâché quelques unes des personnes arrêtées, ne gardant que onze personnes.

Mais le bruit de plus en plus persistant avait commencé à courir que cinq à six des accusés avaient été condamnés à la peine capitale . La Communauté Arménienne ne pouvait que s'alarmer de cette nouvelle malheureuse et son chef religieux, l'Archevêque, s'est adressé à Son Excellence Rahmy Bey, Gouverneur Général du Vilayet, pour solliciter son intervention. Son Excellence a bien voulu assurer notre Archevêque qu'il était parfaitement convaincu de l'attachement et du

Ottomane et que, prenant en considération que ces matières explosives dataient de six à sept ans et avaient par l'humidité perdu toute force ; il ferait tout son possible afin que la peine capitale ne fut pas exécutée. Il a déclaré avoir déjà telegraphié au Gouvernement Central pour le prier de faire échanger cette peine en un exil .

Malheureusement, pendant que nous attendion avec assurance le résultat de la démarche faite par S. E. le Vali, de qui les sentiments de générosité et de magnanimité sont au dessus de tout soupçon, voilà que la Communauté Arménienne reçoit, en coup de foudre la nouvelle que l'ordre formel était donné par le Gouvernement de Constantinople au Général Pertew Pacha, Commendant en Chef du 4me Corps d'Armée pour l'exécution immédiate de la sentence de la Cour Martiale .

C'est avec le plus grand desespoir et la mort dans l'âme que les Chefs de la Communauté ont entendu de la bouche même de Son Excellence Rahmy Bey auprès de qui ils étaient accourus pour demander conseil que en démarche auprès du Gouvernement Central avait échoué , à son grand désappointement et qu'il ne restait rien d'autre à faire que de nous adresser à la Clémence Impériale et que la remise de l'execution, même pour quelques jours , ne dépendait que de Son Excellence Pertew Pacha . Il promettait en outre d'user de toute son influence auprès de Pertew Pacha pour remettre l'exécution pour quelques jours. En effet, à la suite de cette intervention, le Commandant Militaire a donné sa parole de soldat qu'il prolongerait pour l'exécution cinq à six jours.

./.

Hier, l'Archevêque et les Representants de la Communauté ont imploré par dépêche la Clémence Impériale pour ces malheureux pères de familles qui avaient préparé ces matières explosives avant sept ans dans l'intention de défendre la Constitution.

Quoique Son Excellence nous ait assurés que la Censure à Smyrne laisserait passer librement cette dépêche, il nous a declaré qu'il n'était pas sûr que la Censure à Constantinople agirait de même.

Parmi ces condamnés se trouverait aussi un jeune homme de Constantinople qui n'a aucune relation ni avec le Comité Arménien ni avec la question des matières découvertes et qui n'est condamné à la peine capitale que parcequ'il avait un revolver dans sa poche .

Tels sont, Monsieur le Consul Général, les faits matériels de cette triste histoire qui répand le plus profond desespoir sur toute la Communauté. Celle-ci ne prendrait pas la défense de leurs interêts si elle ne les connaissait de près et n'était sûre de leur honnêteté et de leur attachement au pays.

La Cour Martiale n'a pu les condamner qu'en vertu de la dernière Loi obligeant tous les citoyens à déposer toutes leurs armes et les matières explosives. D'abord cette Loi n'a été promulguée qu'après l'arrestation de ces malheureux et ne peut donc avoir aucun effet retroactif et ensuite ces matières enterrées depuis si longtemps, préparées dans la meilleure intention possible, ne pouvaient être considérées comme matières explosives .

Nous sommes convaincus que si la défense était admise devant la Cour Martiale la vérité se ferait facilement et les vies de ces malheureux ne seraient pas en jeu.

Devant cette situation, nous faisons appel à vos sentiments de pitié et de générosité afin que par une intervention de l'Empire puissant que vous representez auprès de son amie et alliée , la toujours généreuse Turquie, ce malheur ne soit pas perpetré.

Dans cet espoir et avec nos remercîments chaleureux, nous nous disons, les larmes aux yeux, de Votre Excellence, les très humbles et très devoués serviteurs.

H. Shahouni

M. Boubli

Haïdar

COUVENT
DES P.P. MECHITHARISTES
SMYRNE

P. Joseph Kéri
Mechithariste de Vienne

15

INDIZIERT
24. AUG. 1915

K.u.k.österr.-ungar. Generalkonsulat

Trapezunt.

No.46
P.

Trapezunt, den 31.Juli 1915.

Seiner Exzellenz

Herrn Stephan Baron Burián,

Minister des kaiserl.und königl.Hauses und des Aeußern

in W i e n .

Chiffre.

Gegenstand: Verbannung der Armenier.

Offenbar behufs Beschönigung der Behandlung der Armenier erklärte der hiesige Vali mehreren Personen, die Deutschen hätten in Belgien 50.000 Menschen hingerichtet; der Defterdar behauptet bezüglich unserer Truppen dasselbe Vorgehen in Bosnien. Andere Aeußerungen beschuldigen die Verbündeten der Türkei des Einverständnisses.

Auf Grund übereinstimmender Mitteilungen kann kein Zweifel bestehen, daß eine größere Anzahl der hiesigen Armenier auf der Strecke getötet, andere (Frauen, Kinder) auf Barken in das Meer hinausgeführt und dort versenkt wurden.

Gleichen Bericht richte ich nach Konstantinopel.

Der k.u.k.Konsul:

Kwiatkowski m.p.

Copia pro actis

zu Einsichtsstück der k.u.k. Marine-Sektion vom 2. VIII. 1915, Nr. 5583.

++

K.u.k. Marineevidenzbureau.
Res. Nr. 274/KD.

K o n f i d e n t e n - N a c h r i c h t .

Konstantinopel, am 16. Juli 1915.

Die amtlichen Berichte besagen:

15. Juli. Am 14. Juli hat im Teile von Ari Burnu und von Sed-ul-Bahr außer einem schwachen gegenseitigen Infanteriefeuer nichts Erwähnenswertes stattgefunden. Ein Transportdampfer und ein TB, die sich bei Ari Burnu der Küste zu nähern versuchten, wurden durch Artilleriefeuer zur Umkehr gezwungen. Außerdem wurden zwei Leichter, die dort trieben, angeschossen, der eine zum Sinken gebracht und der andere in Brand gesteckt. M e s o p o t a m i e n In der Nacht vom 13. Juli haben die Streifpatrouillen, die von der Hauptgruppe des linken Flügels bei Mundefik vorgeschickt worden waren, ihre Aufgabe erfolgreich gelöst. Der durch eine Ueberrumpelung herbeigeführte Zusammenstoß entwickelte sich zu einem größeren Gefechte, das von Mitternacht bis zum Nachmittage des näch-

sten Tages dauerte. Trotz des heftigen Feuers Artillerie seiner Kanonenboote,wurde der Feind auf der ganzen Linie mit blutigen Verlusten zurückgeworfen.Es wurden in der Gegend der Dattelbäume 500 Leichen gezählt,darunter auch Offiziere,welche die Engländer nicht wegschaffen konnten. Außerdem verlud der Feind seine Toten und Verwundeten auf zwei Schiffe,welche entkommen konnten.Die türkischen Verluste betrugen einen Leutnant und fünf Soldaten,sowie 21 Verwundete. Es verdient erwähnt zu werden, daß die feindlichen Artillerie,die auf einen einzigen Punkt der osmanischen Stellungen 300 Schüsse abgab,nur einen Soldaten leicht zu verwunden im Stande war.

16.Juli. D a r d a n e l l e n :am 15.Juli konnte der Feind bei Ari Burnu nur mit Mühe des Feuers Herr werden,das die geworfenen Bomben in seinen Schützengräben hervorgerufen hatten. Nachmittags erschien ein englischer Kreuzer mit 4 Schloten unter dem Schutze von TB und Minenlegern vor Kaba Tepe, zog sich aber wieder zurück,nachdem er eine Zeit lang aus großer Entfernung die türkischen Stellungen beschossen hatte. Er bediente sich hiebei der Beobachtungen eines Ballons, den er von einem besonders eingerichteten Schiffe aufsteigen ließ. In der Gegend von Sed-ul-Bahr beschoß die feindliche Artillerie fast eine Stunde lang ohne Erfolg den rechten Flügel.Seit zwei Tagen schaffte der Feind beständig seine Verwundeten in Leichtern und Dampfbooten zu drei großen und zwei kleinen Lazarettschiffen,die gegen Westen abdampften. In der Nacht vom 14.auf den 15.Juli ~~wurde Hier a-m~~.wurde [illegible],

die feindlichen TBZ,die bis nach Kirèvis-Teré herangekommen waren,durch das Feuer der Küstenbatterien vertrieben.Am 15.Juli um 11 Uhr a.m.wurde festgestellt,daß vom Feinde Schiffe mit dem Erkennungszeichen von Lazarettschiffen zum Transport von Truppen benützt wurden,um Soldaten zu landen.

M e s o p o t a m i e n ;Der Feind,der am 13.Juli mit Erfolg aus der Gegend von Kalat ek Nejm im Westen von Korna zurückgeschlagen worden war,hat neue Verstärkungen erhalten und in der Nacht auf den 14.Juli um 10Uhr die Stellungen auf beiden Seiten des Euphrat anzugreifen begonnen.Der Kampf dauerte mit größter Heftigkeit bis zum nächsten Tage,den 14.Juli 2 Uhr p.m.fort und endete mit der Niederlage des Gegners,der am rechten Flügel starke Verluste erlitt und sich in Unordnung zurükzog. Der Feind schiffte Soldaten,Kanonen und Maschinengewehre in zahlreiche Barken ein,die auf den Kanälen des Euphrat(Hur genannt) verkehren können und westlich von Kalat ek Nejm liegen. Er näherte sich dem rechten türkischen Flügel von rückwärts und versuchte ihn hier zu umgehen. Die Truppen jedoch und die Freiwilligen, die diesen Flügel bildeten,brachen durch ihren Widerstand vollständig den Angriff dieser Kolonnen und warfen sie in voller Unordnung in den Hur zurück.Die Engländer,denen es nicht gelang,sich in ihre Boote einzuschiffen,flohen,indem sie ihre Waffen und zwei Maschinengewehre ins Wasser warfen. Bei diesem Kampfe hatte der Feind über 1000 Tote und Verwundete.Unter den Gefallenen befand sich ein englischer Major und zwei Offiziere. 32 Barken,200 Gewehre,Säbel,Bajonette,eine

Menge Munition,Geniegeräte,Feldstecher wurden erbeutet. Die hiesige Flotte liegt wie vorgestern beschrieben.Seit einigen Tagen erhalten die Mannschaften von Goeben und Breslau keinen Landgang. Letzteres Schiff erhielt Befehl sich für heute Abends oder Morgen früh zum Auslaufen klar zu halten. Es handelt sich wahrscheinlich um eine Rekognoszierung der Route von Constanza,da Munitions- und Petroleumtransporte erwartet werden. Unterdessen wurden solche,wie bekannt wurde,von der russischen Flotte versenkt. Ueber die Unterseeboote weiteres Geheimnis, hinter dem Verschlage im goldenen Horn soll ein großes und drei kleine liegen,von welchen mir berichtet wird,daß sie auch bereit seien, mit Breslau und der Flotille auszulaufen. Die Russen haben neue Minen unweit des Bosporus gelegt und ist man jetzt bemüht,dieselben zu fischen und diese neue Lieferung nach den Dardanellen zu bringen.Feindliche U Boote.Gestern Nachmittag waren am Umlegeplatz in Tophané Munitionskisten aufgestappelt,welche in den Zollmagazinen von Galata hergestellt worden waren. Um 3 Uhr p.m.wurde begonnen dieselben auf einen Leichter einzuschiffen,als derselbe um 3 Uhr 12' antorpediert wurde. Der Torpedo ging aber fehl und stieß an die Quaimauer,welche aufgerissen und mit einer hohen Wassersäule in die Luft flog.Munition kam keine zur Explosion und das aufgerissene Stück Quaimauer wurde gleich abgesperrt und eingezäunt.Vom feindlichen U Boot wurde gar nichts bemerkt und man nimmt an,daß es sich auf große Distanz gehalten habe. In der Nacht zwischen ½11 und 11 Uhr wollte ein patrouillierender TBZ ein U Boot bemerkt haben und gab circa

ein Dutzend Schüsse ab. Dem Gerüchte nach wäre dieses U Boot ein russisches gewesen und hätte die Absicht gehabt,unter der Brücke ins goldene Horn zu dringen: woher die Leute aber dies wissen sollen, ist ein Rätsel. Weitere Nachrichten sind:Meldungen aus Marseille:Hier viel Transportdampfer teils von Indien und Australien kommend,teils für Alexandrien und Dardanellen ladend. In Port Said sollen angeblich 16 Dampfer mit Munition für Rußland liegen und die Oeffnung der Dardanellen abwarten. Meldung aus Athen: Die Verbündeten arbeiten fieberhaft an der Vorbereitung von neuem großen kombinierten Angriff auf die Dardanellen. Von Malta Kriegsschiffe zurückgekehrt,von Engländern und Franzosen Verstärkungen eingetroffen,auch Transporte von großen englischen Geschützen und sehr viel Munition.Der Angriff wird noch vor Ende Juli stattfinden.

Meldung aus Sofia: Wegen Versenkung durch russische Schwarze Meerflotte in bulgarischen Gewässern von 4 bulgarischen Schiffen mit Petroleum aus Rumänien für bulgarische Kaufleute hat die bulgarische Regierung energischen Protest nach Petersburg gesandt und Entschädigungen gefordert.Obzwar das Thema etwas fernliegt,so ist es doch interessant, über Armenien und die Armenier-Verfolgungen über welche jetzt aus dem Innern mehr Nachrichten kommen, etwas zu erfahren. Es ist unläugbar,daß die Türken es dort mit einer organisierten Revolution zu tun hatten und das genannte Volk nicht in der Hand haben.In Van,wo die Türken eine Art Bartolomäusnacht durchmachten und nachts geschlachtet wurden, herrschte eine aufgestellte armenische Nationalregierung, Gegen 10.000 Ue-

berläufer sollen in den russischen Reihen die Kaukasusarmee verstärkt und ganze armenische Regimenter gebildet haben. Im Innern im Rücken der türkischen Armee wird dieselbe durch Bildung armenischer Banden molestiert und ist es erklärlich,daß die Türkei die schärfsten Repressivmaßregeln anwendet,um der Bewegung Herr zu werden. Die Bilder,welche aus jenen Gegenden Ankommende entwerfen(sie werden auch teilweise von der öster. Skiläufer-Mission des Dr.Pietschmann,welche zurückkam, bestätigt) sehen sehr düster aus, wenn man auch von der bei solchen Anlässen üblichen Uebertreibung absieht.Armenische Männer werden herdenweise zusammengetrieben und niedergeschossen,Weiber und Kinder,welche das Land verlassen müßen,sollen am Marsche in Schluchten gestoßen und ertränkt u.dgl.werden. Die Leiter der armenisch-nationalen Bewegung bemühen sich die Details hierüber den Regierungen der Zentralmächte,der Vereinigten Staaten und der Entente bekannt werden zu lassen.Wie die Leute ihre Sache sehen,kann aus den Protest-Unterredungen, die der armenischen Patriarch Ende voriger Woche mit dem Großvezier und dem Minister des Innern Talâat Bey hatte, durchgeblickt werden:die ganze armenische Bevölkerung von 9 Vilajets(Provinzen uzw.Trapezunt,Erzerum, Van,Bitlis,Masmuretulasis,Djarbakir,Sivas,Adana,Aleppo und drei Sandschaks(Samsun,Cesarea und Urfa)wird aus ihren Wohnsitzen vertrieben und weit ins Innere von Kleinasien,in die von Kurden und Arabern bewohnten Teile von Mesopotamien und das südliche Kurdisten,also in der Wüste von Gor und von Viranschahir und zwischen Mosul u. Bagdad zwangsweise verschickt. Infolge der allgemeinen

Mobilisierung sind alle wehrfähigen Männer unter den Waffen und der Rest,die Jungen von 15 bis 20 und die Männer von 45 bis 60 Jahren werden von der Regierung für Frohndienste verwendet. Vertrieben wurden also nur die Frauen,die Greise und die kleinen Kinder.Der lange Weg ins Innere müße zu Fuß zurückgelegt werden, da wegen der Requierierungen keine Wagen vorhanden sind. Die Strapazen seien am Marsche ungeheuer und die wenige Habe die mitgenommen werden könne,fällt den kurdischen Räuber banden in die Hand. Die kleine Anzahl der Eintreffenden sei überdies auch dem Tode geweiht,da sie in der Wüste ohne Mittel und ohne Ackerbaugeräte verhungern müßen. Die Worte des Patriarchen fanden nach seiner Aussage kein Gehör und auch sein Vorschlag,die armenische Bevölkerung auswandern zu lassen,wurde nicht angenommen, da die türkische Regierung auf dieses Volk noch nicht verzichtet habe. Nach seiner Erzählung übersteigt die Zahl der massakrierten Armenier 4000. Nicht die Armenier hätten die Türken,sondern diese die Armenier geschlachtet, weil vor dem Rückzuge der Russen aus der Grenzgegend des Vilajets Erzerum,die Armenier die russischen Truppen gut aufgenommen hätten. Als dann die Türken einen Teil des von ihnen wiedereroberten Gebietes nochmals räumen mußten,fielen die Armenier über die Bewohner der türkischen Dörfer her, um sich zu rächen. Nicht nur in Konstantinopel,sondern auch in Adona,Djarbekir und anderen Orten wurden Armenier hingerichtet. Alle armenischen bischöflichen Vikare und sogar Bischöfe seien im Gefängnis. Der Bischof von Djarbakir wurde tötlich geschlagen. Ebenso eine sehr große Anzahl von Armeniern

dort und in anderen Orten,dieselben werden überhaupt überall mißhandelt. Das El-End unter dem armenischen Volke sei so ungeheuer,daß Mütter ihre Kinder zu je 5 Piaster verkaufen.

Auch gegen die Israeliten in Palästina scheint etwas im Zuge zu sein. Die Regierung beschloß 5000 jüdische Familien von dort nach dem Sandschak Urfa(im östlichen Teile des Vilajets Aleppo) zwangsweise zu verlegen. Ueber Vorstellungen der hiesigen einflußreichen Kultusgemeinde beim Großvezier wurde es erlangt,daß die vertreibenen Familien sich in Syrien niederlassen dürfen. K o n s t a n t i n o p e l :am 19.Juli.Am 16.Juli l.J. wurde bei Ari Burnu von beiden Seiten Feuer gewechselt und am rechten Flügel wurden von Zeit zu Zeit ziemlich andauernd Bomben geworfen.In der Gegend von Sed-ul-Bahr gegenüber dem rechten türk.Flügel hat der Feind bis zum Morgen mit Benützung von Leuchtpistolen ein endloses Infanterie-und Maschinengewehrfeuer unterhalten.In der Nacht vom 15.auf den 16.Juli haben die Batterien der asiatischen Küste Teke Burnu,Sad-ul-Bahr und das Lager des Feindes in der Gegend der Bucht von Morto überraschend mit ihrem Feuer angegriffen.Der Brand,den die Schüsse bei Teke Burnu hervorriefen,dauerte bis zum Morgen. Von Zeit zu Zeit waren Explosionen vernehmbar. Dieselben Batterien haben am 16.Juli von neuem das Lager des Feindes in der Gegend von Sad-ul-Bahr beschossen und dort solche Verwirrung hervorgerufen,daß Teke-Burnu eine zeitlang von allen menschlichen Wesen verlassen war. Am 17.Juli wurde nur gemeldet,daß sich nichts Er-

wähnenswertes erreignet habe.

Am 18.Juli bei Ari Burnu auch nichts Wichtiges.Bei Sad-ul -Bahr versuchte der Feind im Morgengrauen mit einem Teile seiner Kräfte einige türkische Schützengräben des linken Flügels anzugreifen. Er wurde in die Schützengräben gelockt und hier mit dem Bajonett niedergemacht; die wenigen Franzosen, die dem Tode entrinnen konten,wurden gefangen genommen. Die türkischen Küstenbatterien haben energisch die Lager des Feindes bei Teke Burnu und seine Landungsstelle beschossen. Diese Beschießung rief in der Ungebung des Lagers einen Brand hervor,der eine halbe Stunde lang nicht bewältigt worden konnte und von Zeit zu Zeit von Explosionen begleitet war.

M e s o p o t a m i e n .Am 14.Juli. Drei Stunden nach der Beendigung des Gefechtes bei Kalat el Nejm,versuchte der Feind mit den geringen Kräften,die ihm noch blieben,Sturmangriffe gegen die Gruppen am linken Flügel zu unternehmen. Diese Versuche wurden erfolgreich abgeschlagen.Aus nachträglichen Meldungen geht hervor, daß im Kampfe vom 5.Juli ein Artillerie-Oberstleutnant gefallen ist und am 14.Juli vier Boote mit Munition und Lebensmitteln zum Sinken gebracht wurden.Am linken Flügel hat der Feind am Fuße eines durch eine einzige türk.Kompagnie eroberten Hügels 200 Leichen von Gefallenen zurückgelassen.

In den nächsten Tagen hat der bei Kalat el Nejm geschlagene Feind nichts Neues unternommen. Verwundetentransporte wurden mit Schiffen in südlicher Richtung abbefördert.

W a s d i e h i e s i g e F l o t t e abbelangt, so kam Breslau mit der Flotille vier Kohlendampfer (etwa 12.000 Tonnen bringend)begleitet gestern abends herein und legte sich nach Stenia. Bei der Hinaus-ahrt war der Dampfer Skyros der Deutschen Lev.Linie nach Zongonldak konvogiert worden.Von der russischen Flotte wurde nichts bemerkt.

Um 11 Uhr p.m.ging Hamidie aus dem goldenen Horne heraus und begleitete mit 2 T.B.und einem kleinen Uboote einen Munitions und Provianttransport nach Gallipoli. Die anderen Schiffe liegen unlängst beschrieben.

Die feindlichen U Boote waren in den letzten Tagen wieder tätig. Am 17.Juli umd 4Uhr Früh erschien eines bei Dil Eskelesi auf der asiatischen Seite und gab einige Schüsse ab, worauf es 5-6 Mann landete,welche das Eisenbahngeleise sprengten und eine Telegrafenstange umwarfen. Zwei mit Getreide beladene Waggons,welche bei der Station standen,wurden in Brand geschossen.Am selben Tage beschoß auch ein Uboot unweit hievon Deringie und ein anderes die Pulverfabrik von Zeitin-Burnu (bei Mekrikjoi)es wurde aber nur eine leer stehende Baracke getroffen,

Ein kleiner Dampfer der Tabakregie(zur Ueberwachung des Schmuggels)ist im Marmarameer verschwunden,man nimmt an, daß er einem Uboote zum Opfer fiel.

Gestern Abends um 9½Uhr wollte man von Tophane aus ein Uboot gesichtet haben und gab die dortige Batterie einige Schüsse ab, ~~dasselbe wiederholte sich bei der Batterie einige Schüsse ab~~,dasselbe wiederholte sich

bei der Batterie an der Serailspitze heute bei Morgengrauen und Nachmittag um 2 Uhr 45 Min. Es scheint aber nichts getroffen worden zu sein. Der Verdacht, daß Griechen im Einverständnis mit den feindlichen Ubooten sind und dieselben verproviantieren, besteht weiter und werden desshalb alle Griechen und Armenier aus den Orten des Marmarabeckens ausgewiesen.

Die armenische Frage, die von der hiesigen amerikanischen Botschaft aufs Tapet und ventiliert wird, scheint unter diesen „In Schutz-Nahme" schärfere Formen anzunehmen. Der Botschafter Mr. Morgenthan erklärt, daß die Vereinigten Staaten so viel Missionen, Schulen und Interessen in den armenischen Nilajets hätten und sich für das armenische Volk einsetzen müßten, so daß es selbst zum Bruche mit der Türkei kommen könnte. (Was freilich platonisch bleiben würde!).

Wie ich aus verläßlicher Quelle hörte, riet Morgenthan den amerikanischen Familien an, sich bereit zu halten, um gegebenen-falls Konstantinopel zu verlassen.

Nach den Dardanellen gingen in letzter Zeit größere Truppenmassen (mehrere Divisionen) und Munition. Es wird angenommen, daß Marschall Liman v. Sanders sich zu einem entscheidenden Schlage rüstet. Nachdem auch die Nachrichten vom Feinde vom Herbeiführen vieler gegnerischer Truppen und Waffen sprechen, können heftige Kämpfe in den kommenden Wochen in Aussicht

./.

sein gestellt werden, welche vielleicht eine Entscheidung bringen werden, denn gelänge es dem Feinde nicht zu siegen, so dürfte er nach abermaligen starken Verlusten und eventuell ins Meer geworfen zu werden, kaum diese Entreprise auf der Halbinsel Gallipoli fortsetzen, da er seine Truppen auf anderen Kriegsschauplätzen notwendig haben wird.
Freilich wie seit Monaten ist auch eine dritte Lösung möglich, daß sich die beiden Armeen wie seit Monaten, auch des Weiteren in den Schützengräben gegenüber liegen werden. Bezüglich des „Ins Meer Werfen des Feindes", welches hier für die nächste Zeit von einigen vorausgesagt wird, so würde dies bei Ari Burnu wohl möglich sein, nicht aber bei Sed-ul-Bahr, wo die Engländer schon mehr vorgedrungen sind und Zeit sowie Gelegenheit hatten, sich stark zu befestigen und selbst die schwersten Schiffsgeschütze am Lande haben sollen. Selbst auf der Halbinsel Gallipoli geschlagen, werden sie diese Art von Gibraltar-Stellung bei Sed-ul-Bahr, welche die Einfahrt beherrscht, nie aufgeben wollen.
Es wurde ein Telegramm des Korv.Kapt.Grancy aus Bern bekannt: „Erfahre aus italienischer zuverlässiger Quelle, daß augenblicklich keineswegs Absicht besteht, Land oder Seestreitkräfte nach den Dardanellen zu senden."
<u>Andere Nachrichten sind:</u> D a r d a n e l l e n . Ein türkischer Kriegsberichterstatter, der das provisorische Lager der Kriegsgefangenen besucht hat, berichtet daß, soweit nach den Aussagen der Kriegsgefangenen der verschiedenen Rassen zu beurteilen ist, eine tiefe Zer-

./.

würfnis zwischen den verschiedenen Truppen der Alliierten herrschte. Die Franzosen beklagen sich,daß die Engländer nichts machten und sich sorgfältig hüten; alle wichtigen Angriffe werden den Franzosen und Indiern überlassen,jedoch der kleinste Erfolg sich selbst angeeignet. Dagegen behaupten die Engländer,daß die Franzosen viel Lärm machen, viel patriotische Lieder singen,jedoch beim Angriff der Türken die Flucht ergreifen.

Ein indischer Kriegsgefangener sagte, daß die ganze Last des Feldzuges auf den indischen Truppen liege, die überdies fortwährend unter Drohung der hinter ihnen aufgestellten Maschinengewehre stehen,so daß sie als einzige Rettung die Gefangenschaft betrachten.

S a l o n i c h ,14.Juli.Nachrichten aus Lemnos besagen daß unter bombensicheren Zelten dort 50.-60.000 Mann liegen(?).Transportdampfer „Afrika"kam vor 5 Tagen mit indisch-muselmanischen Soldaten an. Zahl der bei Lemnos befindlichen großen und kleinen Kriegsschiffe und Transportdampfer 140.

Zu beiden Seiten des Einganges des Hafens von Mudros sind 2 Kanonen aufgestellt. Ferners ist der Eingang durch Drahtnetze und Ketten verschlossen. Nachts bewachen je 12 T.B.die Einfahrt. In den letzten Tagen soll ein deutsches Uboot in die Bucht eingedrungen sein,bei Verfolgung sei es dann untergetaucht und verschwunden.Der frühere türkische Admiral Limpus(engl.Mission)ist bei der Flotte als Kommandant eines Panzerkreuzers von etwa 20.000 Tonnen,der in Konstantinopel wohlbekannte Korv.Kapt.Thomsen ist auch an Bord. Am 12.Juli wurden

400-Verwundete von Dardanellen nach Lemnos gebracht. Ozeandampfer„Mauretania"wird hergerichtet für große Verwundetentransporte nach Malta oder Alexandrien. 3000 Mann werden vorbereitet von Lemnos nach Dardanellen zu gehen. Auf Tenedos ankamen vorgestern zwei französische Transportdampfer mit Lebensmitteln und Kriegsmateriale. Zwei deutsche Aeroplane warfen gestern früh 4 Bomben auf das englische Lager. 5Mann verwundet,1 tot, Flugzeuge wegen Beschießung umgekehrt.

M y t i l e n e 14.Juli. Zeitungsmeldung.In Malta englishhe Truppensammlungen. Einige Transporte bereits in Mudros angekommen.Nach Eintreffen sämtlicher Truppen, angeblich 45.000 Mann,Landung in der Bucht von Saros beabsichtigt. In Canea geht das Gerücht,daß die Engländer in der Bucht von Suda Lazarette für die an den Dardanellen Verwundeten anlegen wollen.

S a l o n i c h .16.Juli. In Lemnos nahe bei Castro ist unter den Truppen Cholera und Typhus ausgebrochen. Englische Kriegsschiffe absuchen die ganze griechische Küste nach deutschen Ubooten.

Holländischer Dampfer „Bengalen"bei Syrakus von englischen Kriegsschiffe angehalten und nach Malta gebracht. Ladung Benzin und Naphta angeblich für deutsche Uboote.

S a l o n i c h , 19.Juli.Englische Kriegsschiffe absuchen nachts mit abgeblendeten Lichtern ganze Küste Chalkidika,die gegenüberliegende griechische Küste von Enboca und Küste bis Dedeagach nach Ubooten.

Deutscher Militärattaché versucht griechische Reserveoffiziere für Dardanellen anzuwerben,verspreiht 600 francs Monatsgehalt und nächsthöheren Dienstgrad wie

in der griechischen Armee. Beeinflußung bisher erfolglos.

D e d e a g a c h, 17.Juli. Ein englischer Torpedobootzerstörer beschlagnahmte hier in der Nähe einen italienischen Dampfer,welcher einem Konstantinopler Rheder gehört(wahrscheinlich Guglielmo Rossi & Co.,die einen Dampfer außerhalb der Dardanellen haben)und führte ihn nach Mudros,um seine Ladung zu untersuchen.

Die Mannschaft des United Stater Panzerkreuzer„Tennessee" erzählte in Barcelona,in Alexandrien seien die zurückgehaltenen deutschen Dampfer als Truppentransportschiffe in Verwendung.Zwei oder drei große englische Kreuzer würden in Alexandrien schwer havariert gesehen. Ein englisches Linienschiff abgerüstet und als Lazarettschiff eingerichtet.

G i b r a l t a r Bei Europa Pont beobachtet nachts ein Fesselballon mit Scheinwerfern in der Höhe von etwa 700 m.

Der griechische Dampfer „Giulia",der von der hiesigen Regierung nach Constanza gesandt worden war, um Petroleum abzuholen, zog es nach vollendeter Ladung vor, nach Sevastopol zu fahren und dort Petroleum und Schiff zu verkaufen.

Pola,am 30.Juli 1915.

---

28. Aug. 1915

K. u. K. Österr.-Ungar. Konsulat
Ca. és Kir. Osztrák-Magyar Konzulátus
ALEPPO.

Z.10/P. Aleppo, am 8.August 1915.

Evakuierung der armenischen Bevölkerung.

An Seine Exzellenz den Herrn Minister des k.und k.Hauses und des Aeussern Stephan Baron Burián !

Nach beinahe zehn monatigen fruchtlosen Bemühungen zwecks Herbeiführung einer Aenderung in der Haltung der Armenier in den östlichen Vilajets, hat sich die Regierung zu einschneidenden Massregeln entschlossen und die Evakuierung einer grossen Anzahl von Städten und Dörfern angeordnet. Meines Wissens sind von diesen Massregeln die Armenier in Dertiol, Hassan Bekli, Aintab, Killis, Marasch, Zeitun, Osmanie, Rasna, Kadi Jemen, Hadschin, Adana, Sis, Tarsus, Diarbekir und Kharput betroffen worden. Die Zahl der Evakuierten wird gegenwärtig schätzungsweise mit 140.000 angegeben.

Gerüchte über blutige Massacres sind im Umlaufe, verdienen

Durch die Post.

jedoch wenig Glauben,dagegen kann mit grosser Wahrscheinlichkeit angenommen werden,dass summarische Hinrichtungen gefährlicher armenischer Elemente in grösserer Anzahl im Innern des Landes stattgefunden haben.Die Regierung hat gegenüber dem Treiben der Armenier eine ungewöhnliche Langmut und eine grosse Nachsicht an den Tag gelegt.Noch heute wird mit den Evakuierten ohne Härte vorgegangen. Vereinzelte Uebergriffe der staatlichen Organe dagegen mögen vorkommen.

Ich habe den Eindruck,dass in absehbarer Zeit auch die übrigen christlichen Gemeinden zu leiden haben werden,da deren Haltung während des Krieges keineswegs den Beifall der Regierung gefunden haben kann.

Die Evakuierten werden nach Der El Zor,sowie in die östlichen Teile des Vilajets Aleppo dirigiert.

Die wirtschaftlichen Folgen dieser Massregel lassen sich gegenwärtig nicht absehen.

Schuld an diesen Vorgängen trägt,meiner Ansicht nach,in erster Reihe die Entente,welche aus rein selbstsüchtigen Motiven bestrebt

war,durch jahrelange bis heute fortgesetzte Wühlereien die Christen in diesen Gegenden zu aussichtslosen Ausschreitungen gegen die Regierung anzustiften.

Gleichlautend berichte ich sub Z.17/P.nach Konstantinopel.

Der k.und k.Konsul:

Dandini

No.290. Konstantinopel,9/8.1915.

Armenierverfolgungen.

Sous le prétexte qu'il y a des Arméniens en Bulgarie,le Gouvernement bulgare a commencé à son tour à intervenir auprès de la Porte à propos des affaires arméniennes soi-disant de façon amicale.Le Gouvernement américain continue ses démarches dans la même question et j'apprends que même les Légations de Roumanie et de Grèce auraient attiré verbalement l'attention de la Porte sur les poursuites injustes contre les Arméniens et conseillé amicalement leur cessation.- D'autre part,les Turcs continuent à persécuter les Arméniens.Les Députés arméniens Zohrab et Vartkis ont été tués à Alep; on prétend quandmême que le premier serait ~~mot~~ mort de mort naturelle. A Ada-Bazar,Sandjak,d'Ismidt,à ~~hour~~ 12 heures de Constantinople,tous les Arméniens se sont réfugiés dans les montagnes avec armes à la suite de persécutions par les Turcs.Des troupes ont été envoyées d'ici à leur poursuite.-Les villageois grecs,qu'on expulse de leurs villages du Vilayet de Brousse,incendient leurs villages intentionellement avant de les quitter.

xxxxx

Dep.5.

18. Aug. 1915

ruck K. und k. österr.-ungar. Botschaft
Konstantinopel
Ca. és kir. osztrák-magyar Nagykövetség
Konstantinápoly

Yeniköj, am 13.August 1915

[illegible] 1915

No. 66 B.
P

Zur armenischen Frage.

Zum h.a. Berichte No. 54/P - C
vom 8.Juli 1915.

An Seine Exzellenz den Herrn Minister des k.u.k.Hauses und des Aeussern, Baron Burián !

Die Lage in Armenien ist unzweifelhaft heute eine äusserst ernste. Es unterliegt nach all' den mir von verschiedenen Seiten zukommenden Nachrichten keinem Zweifel, dass die Armenier in den Gegenden von Van, Bitlis etc.,aber auch an der Küste des Schwarzen Meeres durch die seit langem in russischem Solde stehenden revolutionären Comités gegen die türkische Regierung aufgehetzt sind, und dieser Krieg benützt werden soll,um Armenien vom türkischen Joch zu

./.

DURCH KURIER
PA XI 1205

317

befreien. Zur Unterdrückung dieser sehr ernsten Bewegung hat die türkische Regierung die strengsten Massnahmen ergriffen. Es kam zu Aufständen, welche blutig unterdrückt worden sind, wobei türkischerseits mit der grössten Grausamkeit vorgegangen wird. Es werden nicht nur die Schuldigen bestraft, sondern allgemein die Männer getötet, und selbst Frauen und Kinder nicht verschont. Von der Küste des Schwarzen Meeres wurden - wie auch aus Berichten des k.u.k. Consulates in Trapezunt hervorgeht - die Armenier massenweise, und zwar die Männer von den Frauen und Kindern getrennt, in das Landesinnere zum Beispiel nach Mossul verbannt. Dass wohl nur sehr wenige bei dieser enormen Distanz ihr Ziel erreichen, liegt auf der Hand. Die Armenier werden überdies im Gebiete der ganzen Türkei auf das Strengste überwacht, massenweise eingesperrt, und im ganzen Reiche kommt es auf Grund kriegsgerichtlicher Urteile zu sehr zahlreichen Hinrichtungen.

Der amerikanische Botschafter verfügt über Berichte

der vielen, im ganzen Reiche verstreuten Missionäre und erzählt mir, dass deren Meldungen von den unerhörtesten Grausamkeiten zu berichten wissen. Nach der Schätzung Herrn Morgenthau's hätten bereits über 100.000 Armenier ihr Leben verloren.

Ich besprach neulich den Ernst der armenischen Frage mit dem deutschen Botschafter. Fürst Hohenlohe sprach die Ansicht aus, dass wir die Angelegenheit unbedingt beim Grossvezir zur Sprache bringen und diesen darauf aufmerksam machen sollten, welche Gefahren das unmenschliche Vorgehen gegen die Armenier für die Türkei selbst in sich birgt.

Damals waren die bulgarisch-türkischen Verhandlungen gerade in einer Phase, in welcher Deutschland und wir in der Frage von Kirkkilisse einen starken Druck auf die Türkei auszuüben im Begriffe waren. Ich glaubte Fürst Hohenlohe daher raten zu sollen, mit einer solchen Demarche lieber noch etwas zuzuwarten. Nachdem aber seither die Deutschen ein weiteres Insistiren auf die Nachgiebigkeit der Türkei

in dieser Frage aufgegeben haben, und dieser Entschluss die türkische Regierung für Deutschland günstig stimmen musste, suggerirte ich dem deutschen Botschafter, diesen Augenblick zu benützen und versprach ihm, auch meinerseits die Aufmerksamkeit des Grossvezirs auf den Ernst der armenischen Frage zu lenken.

Ich habe dies vorgestern getan und dem Grossvezir in einem durchaus freundschaftlichen Gespräche gesagt, ich wisse sehr wohl, dass unter der armenischen Bevölkerung weitgehende revolutionäre und sogar staatsfeindliche Tendenzen herrschen; es wäre nur selbstverständlich, dass die schuldigen Elemente zur Rechenschaft gezogen und auf das Strengste bestraft würden; ich müsse es aber für einen grossen Fehler halten, dass sich die Regierungsorgane nicht zu rechtfertigender, arger Grausamkeiten, insbesonders gegen Frauen und Kinder zuschulden kommen liessen. Ich machte den Grossvezir auch darauf aufmerksam, dass die Zeit kommen werde, wo die Türkei für diese Politik der Exterminirung

eines dem türkischen Reiche immerhin nützlichen Volkes werde zur Verantwortung gezogen werden. Die Türkei dürfe nicht erwarten, dass Oesterreich - Ungarn oder Deutschland ihre Haltung in der armenischen Frage dann irgendwie verteidigen könnten.

Said Halim Pascha konnte dies alles nicht leugnen, er verteidigte sich aber damit, dass die revolutionären und antitürkischen Tendenzen Dimensionen angenommen hätten, welche eine direkte Gefahr für den Bestand des türkischen Reiches bilden würden, wodurch die Regierung zu den schärfsten Massnahmen gezwungen sei.

Fürst Hohenlohe hat gestern in derselben Angelegenheit beim Grossvezir vorsprechen wollen; da er diesen jedoch nicht antraf, so hat er mit Talaat Bey gesprochen, bei welchem zufällig auch Enver Pascha und Halil Bey anwesend waren.

Während ich mich beim Grossvezir auf freundschaftliche Vorstellungen beschränkte, war der Schritt des

deutschen Botschafters eine förmliche Demarche, zu welcher er, wie ich anzunehmen Grund habe, von seiner Regierung direkt beauftragt war. Der deutsche Botschafter hat auf der Pforte ein schriftliches aide-mémoire hinterlassen, in welchem unter anderem auch erwähnt wird, dass Deutschland von verschiedenen Seiten der Vorwurf gemacht wird, dass es das Begehen so unerhörter Grausamkeiten und die Exterminirung einer Rasse ruhig mit ansehe, und sogar dazu rate.

Die deutsche Regierung hat, meiner Ansicht nach, sehr recht, sich rechtzeitig gegen diesen Vorwurf, der ihr nicht erspart bleiben wird, zu decken. Der gestrige Schritt des deutschen Botschafters soll ihr offenbar die Handhabe bieten, sich seinerzeit, wenn die armenische Frage und das Vorgehen der Türkei einmal zur Sprache kommen wird, darauf berufen zu können, dass sie die türkische Regierung vor den Folgen ihrer Politik gegen die Armenier gewarnt hat.

Der k.u.k.Botschafter:

Pallavicini

No.293. Konstantinopel, 15/8.1915.

Zur armenischen Frage.

Die hiesige deutsche Botschaft soll in der armenischen Frage einen neuen, diesmal angeblich ernsteren Schritt gemacht haben, um die Verfolgung der unschuldigen Armenier zu verhindern. Eine etwaige Vernichtung der ganzen armenischen Nation würde den Prestige Deutschlands, als einer christlichen Macht, entschieden schaden. Andererseits glaubt man, dass das erhöhte Interesse der deutschen Botschaft zu Gunsten der Armenier auch der Einwirkung des aus Berlin eigens hieher gereisten Professors Lepsius, eines Armenophilen, der auch während der armenischen Wirren der 90er Jahre durch öffentliche Vorträge grosse Propaganda gegen die Türken gemacht hatte, zuzuschreiben ist. Lepsius, der wiederholt die armenischen Provinzen bereiste, hatte das Vilayet Adana besucht, als im Jahre 1913, wie damals gerüchtweise verlautete, Deutschland eine armenische Frage und Auflehnung in Cylicien schaffen wollte. Später, als die Türken hier türkisch-russische, türkisch-französische und türkisch-englische Vereins zur Förderung einer Annäherung an die Tripleentente gründeten, wirkte Lepsius bei der Gründung des deutsch-armenischen Vereines, der in Berlin als Antwort auf diese [redacted] türkischen Komitees gebildet wurde, mit.

In den letzten Tagen wurden auch in Konstantinopel einige Armenier aus den unteren Ständen verhaftet; es wird angeblich eine Liste von Armeniern, die nach der Provinz verbannt werden sollen, bereit gehalten. Diese gehören alle der Partei der Demokraten an, deren Chef der egyptisch-armenische Millionär Boghos Nubar Pascha ist. - Ein türkischer Deputierter von Erzerum und einflussreicher Angehöriger des jungtürkischen Komitees sagte mir, dass die Regierung die grösste Mühe entfaltet, damit nicht die von den Armeniern in der Gegend von Van verübten Gräueltaten in der türkischen Oeffentlichkeit bekannt

./.

Dep.S.

würden.Die Folge davon wäre ein schrecklicher Ausbruch der türkischen Rachesucht: Die Armenier hätten in Van die Türken,sogar Frauen und Kinder in einer Weise massakriert,dass die russischen Offiziere unter Androhung von schweren Strafen dem Blutbade einhalt zu tun versucht haben sollen.

In Adabasar,bei Ismidt,von wo alle Armenier zwangsweise vertrieben wurden,wurden zahlreiche Dynamitbomben entdeckt.

Auch sollen Anschläge in Konstantinopel durch die armenischen Komitees in Vorbereitung gewesen sein.

xxxxxx

No.300 Konstantinopel, 19/8.1915.

Zur armenischen Frage.

Einer noch nicht bestätigten Nachricht zufolge soll seit gestern ein Umschwung in den Absichten der Regierung in Bezug auf die Armenier eingetreten sein: Die Provinzbehörden sollen bereits die vertrauliche Weisung erhalten haben, die Verfolgung der Armenier einzustellen. Ob dies zutrifft und ob jede Verfolgung dieses Bevölkerungselementes aufhören wird, bleibt jedenfalls abzuwarten. Angesichts der allgemeinen Entrüstung der Türken gegen die Armenier würde es sehr schwer sein, den einmal wieder entfesselten Hass gegen diese Nation zu dämpfen.

Das jungtürkische Regime hatte den Armeniern nach den Massenmassakres unter Abdul Hamid eher Sympathien entgegengebracht, zum Teil als Anerkennung für die unter dem absolutistischen Regime dem jungtürkischen Komitee durch die armenischen revolutionären Komitees geleisteten Dienste. Die Armenier wurden als die nach den Israëlitenstreueste und ergebenste Nationalität betrachtet, die am leichtesten für die Verwirklichung des nach der Staatseinheit abzielenden Amalgamierungsprogrammes der Jungtürken zu haben gewesen wäre. Doch schon nach den ersten Verfassungsjahren haben die Jungtürken erkannt, dass auch die Armenier Sonderbestrebungen hatten und dass sie, sich auf den Boden der türkischen Staatseinheitsidee stellend, nach der Beherrschung aller anderen Elemente in den ostanatolischen Provinzen, vielleicht in ganz Anatolien, strebten, obwohl sie in den meisten sogenannten armenischen Provinzen in Minorität waren. - Seit Ausbruch des Weltkrieges haben die Armenier an der Ostgrenze eine solche Haltung eingenommen, dass der Ausbruch einer allgemeinen Entrüstung der ganzen türkischen Bevölkerung gegen sie die notwendige Folge davon sein musste. Sie haben nicht nur der russischen Armee bewaffneten Beistand

Dep.5. ./.

geleistet und für dieselbe tatsächlich die Stadt Van erobert, sondern auch Massenmassakres von Türken inszeniert, und es ist nur fraglich, ob die Türken oder die Armenier zuerst damit begonnen haben. Ausserdem sollen aber die Armenier, nach den türkischen Angaben, auch eine innere Organisation gehabt haben, um im Falle eines russischen Einfalles einen Aufstand hervorzurufen und der türkischen Armee in den Rücken zu fallen. Diese Organisation soll insbesondere im Vilayet Sivas, also auf der Etappenlinie zwischen dem Endpunkte der Eisenbahn Konstantinopel-Angora und Erzerum bestanden haben. Und neuerdings soll eine ähnliche Organisation auch zwischen den Dardanellen und dem Schwarzen Meere, dem Sakariatale entlang, aufgedeckt worden sein. Mittelpunkt der Organisation soll die Stadt Adabasar gewesen sein, wo zahlreiche Bomben entdeckt wurden, so wie an vielen Punkten auf den beiden Ufern des sich ins Schwarze Meer ergiessenden Sakaria-Flusses. Auch Waffendepots sollen dort bestanden haben.- Armenische Banden sollten nämlich im Falle einer Vorrückung der Anglo-Franzosen vom Süden und der Russen vom Norden der türkischen Armee in die Flanken fallen.

Alle diese Entdeckungen, die nur gerüchtweise in die grossen türkischen Massen durchdringen konnten, haben eine tiefe Leidenschaft gegen die Armenier entfesselt. Deshalb der Entschluss der türkischen Regierung, die Armenier in die entlegensten Provinzen des Reiches zu verbannen und die Rücksichtslosigkeit, mit der diese Massregel, die nahezu die vollständige Vernichtung der armenischen Nation in der Türkei zur Folge gehabt hätte, ausgeführt wurde.-Aber eben diese Rücksichtslosigkeit musste notwendigerweise das Interesse und das Menschlichkeitsgefühl auch der Alliierten der Türkei erwek-

kenund die Folge davon sowie der Beschwerden der interessierten Geschäftswelt war, nach wiederholten Entschlägen, der schriftliche Schritt, den der deutsche Botschafter am 7.1.P. bei der Pforte im Namen seiner Regierung, als christlicher Macht, unternommen hat, um den türkischen Machthabern die Schonung der Unschuldigen zu empfehlen.

Ob jetzt der angebliche Entschluss der Pforte, die Armenier fortan in Ruhe zu lassen, auch tatsächlich ausgeführt wird, wäre stark zu bezweifeln; denn für die seit einigen Jahren eingesetzte Bewegung gegen die christlichen oder richtiger gegen alle nichtürkischen Elemente sind nicht nur politische, sondern auch wirtschaftliche und soziale Momente massgebend.- Den Türken ist der Staat zu klein und zu arm geworden, um davon, wie früher, reichlich und nichtstuend leben zu können.- Zahlreiche mit kleiner Pensionen oder Abfindungssummen abgesetzte Beamte und Zehntausende von vertriebenen oder freiwillig eingewanderten Mohammedanern aus den im Balkankriege verlassenen Gebieten sind in die Türkei zugeströmt. Der überwiegende Teil dieser ganzen Bevölkerung bleibt ohne Beschäftigung. Die entlassenen Beamten, die mit ihren Abfindungssummen kleine Geschäfte gründen wollten, wurden grösstenteils bankrott. Die Türken können gegen die Christen, die sparsamer, besser ausgerüstet und erfahrener sind und bessere Kapitalsanlagen besitzen und bisher bei den Banken mehr Kredit genossen wie die Mohammedaner, nicht ankämpfen.- Daher die frühere Boykottsbewegung gegen die Griechen, daher die Vertreibungen und gewaltsame Abnahme des Mobilar- u. Immobilarvermögens der auswandernden, ausgewiesenen und in die Provinz verbannten Christen.

xxxxx

27. Aug. 1915

K. und k. Österr.-ung. Botschaft
Konstantinopel
Cs. és kir. osztrák-magyar Nagykövetség
Konstantinápoly

Druck

Yeniköj, am 21.August 1915.

INDIZIERT
4. SEP. 1915

No. 68 E.
P.

Innere Schwierigkeiten.
Mögliche Ministerkrise.

An Seine Exzellenz den Herrn Minister des k.u.k.
Hauses und des Aeussern, Baron Burián !

Seit einiger Zeit kommen mir schon von verschiedenen Seiten Nachrichten zu, dass die türkische Regierung mit inneren Schwierigkeiten und auch mit tiefgehenden Differenzen im Comité und im Cabinet selbst zu kämpfen habe. Es ist aber ausserordentlich schwer, sich über die wahre Lage und über die eigentlichen Gründe dieser Differenzen Klarheit zu verschaffen. Tatsache ist es, dass der Scheich - ul - Islam seine Demission gegeben hat und diese Angelegenheit

./.

DURCH KURIER

noch nicht applanirt ist. Das Ausscheiden des Scheich - ul - Islam könnte aber leicht eine Cabinetskrise zur Folge haben. Der Grund für die Demission scheint zweifellos mit der Angelegenheit der Preistreibereien durch die Handelsabteilung der Défense Nationale (über die ich heute unter No. 2857/ A separat berichte) in Verbindung zu stehen. Die grosse Teuerung der Lebensmittel, der momentan in Konstantinopel sehr fühlbare Brot - und Mehlmangel wird auf die Machenschaften dieser " Vereinigung der mohamedanischen Krämer " zurückgeführt, und die wachsende Misstimmung in der Bevölkerung hat auch im Comité eine oppositionelle Strömung hervorgerufen. Talaat Bey hat diese Vereinigung aus türkisch - chauvinistischen Gründen kreirt und auch seither protegirt. Dass nun der Scheich - ul - Islam es wagt, gegen Talaat Bey Opposition zu machen und mit seiner Demission droht, ist jedenfalls charakteristisch und ist mir gleichzeitig ein Beweis, dass die Divergenzen im Comité und die Schwierigkeiten in der Regierung ziemlich tief-

./.

gehende sind, sowie, dass die Stellung Talaat Bey's zum mindesten für den Augenblick eine nicht mehr so starke ist, wie früher. Es heisst auch, dass Enver Pascha den Standpunkt vertritt, dass den Machinationen der erwähnten Gesellschaft das Handwerk gelegt werden und eine eingehende Untersuchung der Angelegenheit angeordnet werden müsse.

Eine weitere grosse Schwierigkeit bildet für die Regierung jetzt auch die armenische Frage. Einzelne Mitglieder des Comités, aber auch des Cabinetes, und unter diesen - wie ich höre - der Scheich - ul - Islam, sollen der Ansicht sein, dass man in den Massenahmen gegen die Armenier zu weit gegangen ist. Es scheint eben auch in dieser Frage keine Einigkeit zu bestehen. Ich bin vorgestern Talaat Bey begegnet und hatte den Eindruck, dass er, was sonst sehr selten an ihm zu merken ist, gedrückt und besorgt war.

Als ich heute den Grossvezir über die Richtigkeit der mir zugekommenen Nachrichten interpellirte, leugnete mir

./.

dieser in der ihm eigenen Art vorerst rundweg die Existenz irgendwelcher Schwierigkeiten, er gestand mir aber dann doch im weiteren Verlaufe unserer Unterredung, dass der Scheich - ul - Islam demissioniren wolle. Die Gerüchte über die Preistreibereien der Handelsabteilung der Défense Nationale bezeichnete er als sehr übertrieben. Diese Institution sei im Gegenteil sehr notwendig, weil die Griechen und Armenier allen Handel an sich gerissen hätten und die Gefahr bestand, dass diese in einem gegebenen Moment Konstantinopel durch ihre Umtriebe verhungern lassen könnten.

Dieses Argument hat sicher eine gewisse Berechtigung vorläufig aber ist die Situation die, dass durch die Machinationen der türkischen Défense Nationale in der Hauptstadt und Umgebung eine arge Teuerung der Lebensmittel und sehr empfindlicher Brot - und Mehlmangel besteht, wodurch die Misstimmung in der breiten Bevölkerung in stetem Zunehmen begriffen ist.

Der k.u.k. Botschafter :

Pallavicini

Konstantinopel, am 21 August 1915

No116 I N F O R M A T I V E R B E R I C H T

A r m e n i s c h e s

Trotz der Nachrichten, wonach die Pforte eine Sistierung der Verfolgung der Armenier angeordnet hätte, dauert dieselbe fort und es wird aus polizeilichen und jungtürkischen Kreisen verbreitet, dass die Regierung neue Anhaltspunkte dafür hat, dass die Armenier auch in Konstantinopel Unruhen inszenieren sollten.

Also hat der Schritt des deutschen Botschafters Fürsten Hohenlohe nichts genützt, ~~was~~ sogar eher geschadet, da die Pforte das corpus delicti vernichten will, damit nicht etwa während oder nach Friedensschluss die europäischen Regierungen, Deutschland inbegriffen die armenische Frage wieder aufrollen würden.

K. U. K. OESTERR. UNGAR. GENERAL-KONSULAT
CS. ÉS. KIR. OSZTRÁK MAGYAR FŐKONZULÁTUS.

INDIZIERT
10. SEP. 1915

Nr.60/P

Smyrna, den 24.August 1915.

Begnadigung der zum Tode verurteilten 5 Armenier.-

ad ha.Bericht Zl.50/P d.d.29. VII.1.J.

Seiner Exzellenz
dem Herrn Minister des k.u.k.Hauses und des Aeussern
Stephan Baron B u r i á n,
W i e n.

Die Kunde von der Begnadigung der zum Tode verurteilten 5 Armenier - vide ha.Bericht Zl.50/P d.d.29.v.M.- wurde hier im Allgemeinen mit Befriedigung aufgenommen.

Insbesondere sind die hies.armenischen Kreise über die günstige Erledigung des Gnadengesuches hocherfreut und sowohl dem Generalgouverneur Rahmy Bey, der sich, wie es scheint, ihrer Sache warm angenommen hat, als auch der k.u.k. Botschaft in Konstantinopel, welche nach Erhalt des h.a. Telegrammes sicher ein befürwortendes Wort für ihre Sache eingelegt hat, zu s e h r g r o s s e m D a n k e verpflichtet.

Erzbischof Monseigneur Indjian hat mich, im Namen der hies.armenischen Gemeinde, das beiliegende Dankschreiben der k.u.k.Botschaft zu übermitteln und dieselbe des aufrichtigsten Dankes aller Armenier zu versichern.

Die 5 Schuldigen wurden nach Konia transportiert, wo sie ihre Gefängnisstrafe abbüssen sollen.

Gleichlautend berichte ich heute sub gleicher Zahl nach Konstantinopel.

Der k.u.k.Konsul & Gerent:

Durch die Post.

A b s c h r i f t .

Archvêché Armenien.
Smyrne. 23 Août 1915.

Monsieur
Vladimir Radimsky,
Consul I.et R. d'Autriche Hongrie
Smyrne.

Monsieur le Consul,

C'est avec un grand plaisir que nous nous donnons la liberté de vous exprimer notre infinie reconnaissance et gratitude pour tout ce que vous avez bien voulu faire pour la libération des cinq Armeniens condamnés à mort pour cause politique.-

La haute bienveillande que vous avez montrée envers ces pauvres malheureux ne sera jamais oublié ni par eux, ni par leurs familles et la communauté armenienne en gardera un doux souvenir de reconnaissance.

Par cette occasion, nous avons l'honneur de vous prier, Monsieur le Consul, d'avoir l'obligeance d'être l'interprète de nos sincères sentiments auprès de Son Excellence Monsieur l'Ambassadeur d'Autriche Hongrie à Constantinople et de vouloir bien lui exprimer notre inoubliable gratitude.

Veuillez agréer, Monsieur le Consul, l'expression de notre considération la plus haute et la plus distinguée.

L'Archeveque armenien
Mathéos Indjian m.p.

K. und k. österr.-ungar. Botschaft
Konstantinopel

Cs. és kir. osztrák-magyar Nagykövetség
Konstantinápoly

Jeniköj, am 24. August 1915.

2 - SEP. 1915

Nr. 69 P.

Ausweisungen von Armeniern.

zum Berichte Nr. 54 C, vom 8. Juli 1915.

1 Beilage.

An Seine Exzellenz den Herrn Minister des k.und k. Hauses und des Aeussern
STEPHAN BARON B U R I Á N !

In Ergänzung meiner bisherigen Berichterstattung im Gegenstande, beehre ich mich Euer Exzellenz in der Anlage die Abschrift eines einschlägigen Berichtes der k.und k.Konsularagentie in Brussa vom 16.August l.J., Nr.441/P., zu unterbreiten.

Der k.und k.Botschafter:

Beilage zum Bericht de dato Jeniköj, am 24. August 1915,
Nr. 69 D
P.

Abschrift des von der k.u.k.Konsularagentie in Brussa an die k.u.k.Botschaft gerichteten Berichtes Nr.441/P., vom 16.August 1915.

Die hierorts sich aufhaltende armenisch-gregorianische und armenisch-protestantische Bevölkerung wurde am 14.August l.J.seitens der hiesigen Regierung aufgefordert, bis längstens Dienstag den 17.l.Mts.reisefertig zu sein, um in's Innere des Landes (es heisst nach Konia) abgeschoben zu werden.

Es ist ihnen erlaubt worden, nur ihre Möbel zu verkaufen, was jedoch ihre Geschäfte anbelangt, so wurden dieselben behördlich abgesperrt und versiegelt.

Der grösste Teil der armenischen Bevölkerung besteht aus wohlhabenden Leuten, welche sich nicht nur mit dem Handel sondern sich auch sehr viel mit Industrie, wie Seidenspinnerei und Seidenweberei betätigen.

Wenn auch strategische Gründe die Ausweisung dieser Leute erheischen, so ist doch diese Massnahme für den auswärtigen Handel sowie für die hiesige Industrie vom grössten Nachteil.

Viele dieser Armenier haben durch Vermittlung Konstantinopler Kommissionäre aus unserer Monarchie

./.

und Deutschland Waren bezogen und ich vermute, dass viele unserer Fabriken durch diese Ausweisungen einen gewissen Schaden erleiden werden.

Der hiesige Generalgouverneur hat mir gestern persönlich mitgeteilt, dass alle Armenier ohne Unterschied auf Geschlecht, Alter und Gesundheitszustand abgeschoben werden müssen, dass die bereits zugesiegelten Handelsgeschäfte derselben nach einigen Tagen durch eine Kommission eröffnet werden sollen, welche zur Liquidierung durch eine Kommission eröffnet werden sollen, welche zur Liquidierung der Waren zu schreiten hätte. Mit dem Erlöse der Waren sollen auf Grund der Handelsbücher die Gläubiger ausgezahlt und der eventuell sich ergebende Rest auf den Namen der betreffenden Firma beim hiesigen Emniet Sendouk erlegt werden.

Die Einrichtungsstücke der armen Bevölkerung, deren Verkauf schon gestern begonnen hatte, wurden zu Spottpreisen verkauft. Kupferzeug in grossem Masse wurde beinahe verschenkt. Die Reichen haben von ihren Einrichtungsstücken überhaupt nichts verkauft und gedenken ihre Häuser möbliert zurückzulassen.

Die Häuser sollen von der Regierung übernommen, um teils möbliert, teils leer weiter vermietet zu werden. Viele dieser Häuser enthalten sehr reiche Möbel, deren Verkauf unter den gegenwärtigen Verhältnissen und dem grossen Geldmangel nicht nur sehr schwer, sondern undurchführbar wäre.

Es ist mir nicht möglich, die verzweifelte Lage der armenischen Bevölkerung zu schildern. Herzzerreissend ist es, wenn man einen Blick auf die von den Armeniern bewohnten Viertel wirft. Männer, Frauen und Kinder jammern; auf den Strassen liegen sämtliche Hauseinrichtungsstücke und sonstiges Hauszeug, welches von Türken und Türkinnen umzingelt ist, in der Absicht, beinahe umsonst sich diese Gegenstände anzueignen.

Nicht nur die christliche, sondern auch ein grosser Teil der muselmanischen Bevölkerung ist durch die Vorgangsweise der Regierung empört und man merkt ihre grosse Unzufriedenheit.

Ich werde nicht ermangeln, falls in der Beschlussfassung der Regierung eine Aenderung eintreten sollte, hierüber nächstens zu berichten.

••••••••••••••••••••••••••••

a. a.

Streng Vertraulich !

Aphoristische Berichtsnotizen

ueber die hiesige

Situation und Stimmungen

Constantinopel, den 24. August 1915.

Inhalt:

I. Vorbemerkung.

II. No. 298 Inneres.

III. " 299 Militaerisches.

IV. " 300 Aeusseres.

V. " 301 Deutsches.

-------•••000•••-------

Vorbemerkung.

Um denjenigen Persoenlichkeiten, welchen Copie meiner Berichtsnotizen sende, deren Lektuere zu erleichtern, d.h. abzukuerzen und hierdurch also besser zu nuetzen, separiere ich alles Publicistische und sonstige "Kleine Muenze", welche nur das Literarische Bureau interessiert und demselben nuetzt, und sende es von nun an nur in einer Copie an dieses Departement.

II.

Bo/ 298 I n n e r e s.

Brodmangel in Constantinopel. Der Orient, die Tuerkei ist bekanntlich ein Brodland, die Tuerken sind Brodesser, d.h. das Brod bildet bei den Armen beinahe die einzige Nahrung, bei der besser situierten Masse die Hauptnahrung und sogar der Mittelstand sogar die hoeheren Staende verzehren ungleich mehr Brod als im Occident. Die Brodfrage ist somit hier wichtig und gefaehrlich. Wenn man objektiv bleibt, so muss man zugeben, dass ein wirklicher Brodmangel oder gar Brodnot hier nicht existiert. So wie alles wird eben auch die Brodfrage beinahe von allen Beobachtern und Beurteilern uebertrieben. Wahr ist nur, dass in letzter Zeit in den meisten Stadtquartieren (merkwuerdigerweise in allen nicht) die Baecker den Brodverkauf um Stunden verzoegerten, dass deshalb Ansammlungen vor den Baeckerladen stattfanden, die sich hier und da zu argen Draengereien, ja sogar Schlaegereien entwickelten, bei welchen es Leichtverwundete gab (jedoch keine Tote, wie behauptet wurde) und dass seither Polizei und die creierte Ersatz-Gendarmerie bei der Brotausgabe resp. Brodverkauf intervenieren muss. Einige male hatten die Baecker fuer die Kaeufer nicht genuegendes Quantum Brod, aber auch in dieser Beziehung machten einzelne, ich glaube constatiert zu haben: rein mohamedanische Quartiere, eine Ausnahme. Kein Wunder also, dass die aengstliche Bevoelkerung beunruhigt ist und durch groessere Brodeinkaeufe, aus welchen Zwieback gemacht, sich fuer erwartende wirkliche Brotnotlage zu verproviantieren sucht. Man kann also vorlaeufig hoechstens von einer Brodknappheit, aber von keiner Brotnot sprechen. Der Brotpreis ist nicht gestiegen und ist seit November v.J. stationaer. Waehrend des russisch-tuerkischen Krieges 1877/8 war er vier mal hoeher als jetzt. Was ist nun der Grund der besagten Knappheit und Unregelmaessigkeit des Brodverkaufes? Seitens der Baecker wird uebereinstimmend angegeben, dass ihnen nicht genug regelmaessig und nicht genuegendes Quantum Mehl zum Backen ausgefolgt wird. Forscht man weiter nach, so constatiert man, dass daran folgendes schuld ist. Getreide ist hier genuegend vorhanden, dagegen aber/kein genuegender Stock von Mehl. Die hiesigen Muehlen, welche seit Kriegsausbruch also ~~mit~~ schon seit zehn Monaten, wo der Mehlexport aus Russland und Rumaenien aufgehoert hat, den hiesigen Mehlbedarf besorgen muessen, koennen nur mit grosser Anstrengung die Arbeit bewaeltigen, hie und da brauchen sie auch kleinere oder groessere Reparaturen, manchmal waren auch die noetigen Ersatzstuecke nicht sogleich zu beschaffen. An Kohlen hat es bisher nicht gefehlt, dies ist aber eine Zukunftsgefahr, auf welche ich noch an anderer Stelle zurueckkommen werde. Einigemal wurde die besagte ~~Ur~~ Brodknappheit und Unregelmaessigkeit auch dadurch erzeugt, dass die Militaer- Verwaltung ploetzlich unerwartet groesseres Quantum an Mehl oder Brod beanspruchte. Dass einzelne Stadtquartiere oder Vororte keinen oder viel weniger "Brodmangel" haben, ist auf unregelmaessige Verteilung von Mehl oder wie schon angedeutet auf eine Art Protektion fuer Mohamedaner zurueckzufuehren.-- Buechel-Einfuehrungen und andere Massregel, welche in einzelnen Quartieren fuer die Brod Consumenten eingefuehrt wurden, sind nicht genuegend systematisch, nicht zielbewusst, nicht streng und gerecht, um Misbraeuche zu verhueten und erfolgreich zu sein.-- Ich habe absichtlich die Brodfrage etwas ausfuehrlich behandelt, weil sie, wie ich im zweitnaechsten Absatz ausfuehren werde, dieselbe der gefaehrlichste Ferment fuer die hiesige Stimmung ist.

Die Teuerung der uebrigen Hauptbedarfsartikel und die Stadtpraefektur. Die Brodfrage, die Teuerung der uebrigen Hauptbedarfsartikel und besonders diesbezuegliche Zukunftssorgen und Gespensterseherein haben in der letzten Zeit eine grosse, allgemeine Unzufriedenheit in der hiesigen Bevoelkerungerzeugt. Die Presse darf ueber alle diese Fragen nichts schreiben, was die Unzufriedenheit erhoeht. Durch Aufklaerung

und Beruhigung der Bevoelkerung, Ratschlaege und Vorschlaege an die Behoerden koennte die Presse nuetzlich und calmierend wirken. Ein Ersatz sollte hierfuer die arrangierte Interpellation des Stadtpraefekten im Generalrat der Municipalitaet sein, welche publiziert wurde. (siehe Beilage A "Hilal"). Fuer die Nahrungsversorgung Constantinopels in naechster und in einer kritischen Zeit sind alle die gemachten Angaben interessant und lehrreich. Man ersieht, dass die Stadtpraefektur erst jetzt durch ein provisorisches Gesetz die noetige Machtvollkommenheit erhielt, dass sie sich erst kuerzlich Controll-und Ausuebungsorgane improvisierte, und dass der ganze Apparat und dessen Funktionierung sozusagen feldmaessig ist, viel Friktionsflaechen hat, leicht gehemmt und sogar versagen kann. Darin liegt eine grosse Gefahr fuer kuenftige Kriegskrisen, welche zu befuerchten sind.

Constantinopler und Provinz-Stimmung. Dieselbe verschlechtert sich zusehend: durch die Brotfrage, Teuerungen der uebrigen Hauptbedarfsartikel (alle diese Suenden werden auf's Conto der Regierung, Stadtpraefektur und Comité gesetzt und [illegible] behauptet, dass sich deren Mitglieder durch verschiedene diesbezuegliche Operationen bereichern) und andere Kriegsfolgen, ferner durch den Kriegsausbruch mit Italien, durch die geringen Friedensaussichten und die stetig empfindlicher werdenden materiellen und personellen Kriegslasten und Opfer. Unter den Mohamedanern verbreiten sich fast allgemein die Bacillen der Kriegsmuedigkeit, Kriegsmissstimmung und Missstimmung gegen die Deutschen, welche als Urheber dessen angesehen werden, dass die Tuerkei sich immer mehr und tiefer in den grossen Krieg verwickelt. Die Kriegslust und das Kriegspflichtgefuehl wird nur mehr von der Regierung, Comité und Presse aufrechterhalten. Ueber die vielen und ausgedehnten Provinzen habe ich keine genuegende Uebersicht, aber aus den mir vorliegenden einzelnen Nachrichten laesst sich, glaube ich, mit ziemlicher Sicherheit die Schlussfolgerung ziehen, dass nur in einzelnen,geographisch besonders guenstig gelegenen Gebieten eine bessere Stimmung als hier vorherrscht, in den meisten Gebieten ist sie gleich oder aehnlich und in einigen durch die Nache des Kriegstheaters, oder wirtschaftlich leidenden Gebieten ist sie zweifellos viel schlechter. -- Kurz gesagt: auch die Masse der Mohamedaner sehnt sich jetzt schon nach irgend einem Kriegsende wie nach einer Erloesung, die erdrueckende Majoritaet der Nichtmohamedaner erwartet dagegen, wie schon letzthin constatiert, einen fuer die Tuerken unguenstigen Kriegsschluss wie eine Auferstehung und den Feind wie einen Messias.

In den aergsten Tagen der Brotknappheit konnte man oft, angeblich sogar von armen tuerkischen Frauen den zornigen Ausspruch hoeren : "Moechten doch die Englaender kommen, damit wir genug Brod haben." Diese Aeusserungen sind zwar bemerkenswert, duerfen aber nicht ueberschaetzt werden. Aehnliche Stimmungs-Aeusserungen einer Herde wuerden auch anderswo nach so kleiner Nahrungs-Knappheit und Sorgen vorkommen.

Die Regierungs - "Reifen". Trotz der obbesagten zweifellos, fortschreitenden Verschlechterung der tuerkischen Imponderabilien halte ich jedoch die Talât - Enver'schen "Reifen" noch immer fuer genuegend, um das alttuerkische "Fass" mit der jungtuerkischen Fuellung zusammenzuhalten. Dieselben duerften auch noch ein schwereres und gefaehrlicheres Kriegsrollen ueberdauern. Ob sie erst bei einer grossen Katastrophe oder schon beim Herannahen einer solchen auseinandergehen, wage ich nicht zu prophezeien. -- Kleinere und groessere unguenstige Erscheinungen der letzten Zeit : bis zu offenem Conflict gediegene Friktionen einzelner Departments oder Persoenlichkeiten, angebliche "passive Resistens" von Funktionaeren (ich wuerde es als angeborene oder Sommerfaulheit oder Kriegsmuedigkeitsstimmung charakterisieren) Unzulaenglichkeit von Polizei, Gendarmerie und anderer oeffentlicher Organe usw. duerfen nicht uebertrieben, uebergeschaetzt und verallgemeinert werden. Die Hauptsache ist ja die Biegsamkeit und Widerstandskraft der obbesagten "Reifen".

Armonier. Nach meinen, -- ich muss aber im Voraus zufuegen nur lueckenhaften Informationen, haben die amerikanischen und deutschen Schritte (ich

II.

No. 298 I n n e r e s.

hoffe, dass auch wir hier und in Wien diesbezuegliche Ratschlaege gaben, doch ein wenig genuetzt und die Massregel gegen die Armenier zwar nicht aufgehalten, aber doch sichtlich gemildert, wenigstens in einzelnen bekannt gewordenen Faellen. Verhaftungen und Abschiebungen, welche in letzter Zeit hier erfolgten, scheinen nicht zahlreich zu sein und nur Provinz-Armenier zu betreffen. Von armenischen und anderen Seiten wird behauptet, dass die Tuerken die Armenier vernichten oder schwaechen wollen, um sich von der armenischen wirtschaftlichen Domination zu befreien und wirtschaftlich auf eigne Fuesse zu stellen. Nach meinen Erhebungen und Erwaegungen ist diese Behauptung unrichtig. Wie schon letzthin ausgefuehrt habe, ist das armenische Schuldconto schwer belastet und das wirtschaftliche Profitieren ist nicht das Motiv der tuerkischen Massregel, sondern nur eine Gelegenheits-Folgerung und geschieht uebrigens tuerkischerseits ziemlich ungeschickt und unsystematisch.

-------•••000•••-------

III.

No. 299 M i l i t a e r i s c h e s.

(Nur Quintessenzen und fuer unmilitaerische Leser)

Bosporus. Da man einen russischen Landangriff nicht mehr befuerchtet, wird die Bosporus Armee immer mehr reduziert.

Adrianopel. Auch von der Besatzung von Adrianopel und ueberhaupt aus diesem ganzen Corpsbereich wurden letzter Zeit wieder Truppen entnommen, was ein Zeichen ist, dass man sich der Bulgaren sicher glaubt.

Tschataldscha. Diese Befestigungslinie wird dagegen fortdauernd weiter ausgebaut; fast die gesamte moderne Armierung ist aber in den Dardanellen und im Bosporus.

Dardanellen. Die drei kritischen Tage des feindlichen Generalangriffes Ende der ersten Dekade dieses Monats sind gluecklich vorueber. Verwundete sind hier 4.000 angekommen, Der Verlust an Toten und Vermissten (Gefangenen) wird auf 1500 bis 2000 geschaetzt. Die feindlichen Verluste gibt Enver Pascha mit 60.000 (!?) an. Dies waere zehnmal mehr als bei den Tuerken und ist daher sicher stark uebertrieben. -- Der kleinere Angriff, den der Feind von seiner neueroberten Stellung bei Anafarta in den letzten Tagen unternommen hat, soll ihm nach tuerkischen Angaben ueber 5000 Mann Verlust gekostet haben. -- Die Tuerken haben sich von den drei kritischen Tagen materiell und moralisch rasch retabliert. -- Tuerken und Deutsche sehen wieder zuversichtlicher in die Zukunft. Das Schreckgespenst ist nur: je laenger der Kampf dauert, desto mehr sich fuehlbar machende Knappheiten an Geschuetzen, Artillerie Munition, Gewehren und anderem Kriegsmaterial. "Dafuer zu sorgen, dass dies alles herkommt, ist die erste Pflicht der Deutschen, denn es ist beinahe schon zu spaet sagte mir gestern ein tuerkischer General. -- An Menschenmaterial hat die Tuerkei noch keine Not, aber dasselbe verschlechtert sich langsam durch die Verluste, was auch schon in den Dardanellen hie und da empfindlich fuehlbar ist.

Russisches Kriegstheater. Die Eroberung von Van war mehr eine armenische Tat als eine russische. Daher hat durch die tuerkische Wiedereroberung von Van ein schreckliches Strafgericht ueber die Armenier des ganzen dortigen Gebietes begonnen.

Kriegstheater am Persischen Golf. Nach einem tuerkischen General, der Vali von Bassorah war, besteht eine Gefahr fuer Bagdad erst im Fruehjahr ! ? ---

Arabischer Nebenkriegsschauplatz. Der kleine tuerkische Erfolg von Lahadsch und Perim hat nur lokale militaerische Bedeutung, aber es ist ein grosser tuerkischer moralischer Erfolg und zwar durch den Eindruck auf den "arabischen Globus".

Unterseebootkrieg. Der Feind beherrscht noch immer das Marmarameer : die Versenkung des persischen Kohlendampfers "Ispahan" bei Haidar Pascha (hiesiger Endpunkt der Bagdadbahn) und des Minenschiffes "Samsoun" bei Rodosto am 19. seither ein Dutzend Segelschiffe, kleiner Remorqueure und Kahonen (Lichterschiffe) beweist es. Die zwei ersten Verluste fallen auf's Conto ungenuegender oder nachlaessiger tuerkischer Ueberwachung.

Seekrieg im Schwarzen Meer. Die Russen, welche bisher beinahe 100 tuerkische Fahrzeuge (darunter sind aber auch kleine Segler bis 10 Tonnen gerechnet) versenkt haben, beherrschen jetzt das Schwarze Meer fast vollstaendig -- seitdem "Goeben" und in Reparatur befindliche "Breslau" fuer den "letzten Kampf" aufgespart werden -- und erschweren sehr die hochwichtige Kohlenzufuhr aus Herakle. Bezueglich Letzterer hat man endlich ein provisorisches Gesetz geschaffen, welches Ersatz fuer versunkene Kohlenprivatdampfer und Pensionen an die Verwundeten oder an die Hinterbliebenen der Schiffbesatzung zusichert.

Der neue Feind : Italiener ! Hier u. in Europa werden fuer die ital. Kriegserklaerung verschiedene Motive angeboben. Auf einen hat man, glaube ich, vergessen: nach den Misserfolgen Italiens zu Land und See gegen uns, angesichts des

No. 299 M i l i t a e r i s c h e s.

Zurueckdraengens in Tripolis, wollen sich die Herren Katzelmacher, wenn die Eroberung der Dardanellen und Constantinopels gelangt, wenigstens etwas Kriegsruhm und irgend einen Bissen holen. -- Ihre Mitwirkung an den Dardanellen ist natuerlich gar nicht zu verachten, wird auch nicht von den Tuerken verachtet, und italienische "Extratouren" an der cicilischen Kueste koennen den Tuerken unangenehm werden und den Italienern Erfolg bringen, freilich auch Misserfolg und Blamagen. Auf der Insel Rhodos sollen 15.000 Italiener bereit stehen und dieser Tage sprach man schon von der Ankunft 30 bis 40 Truppentransportdampfern vor den Dardanellen. Bakalum ! (Wir werden sehen.)

Enver Pascha spielt geschickt den Kriegsminister, Generalissimus und Machthaber: Zum Bairam sandte er jedem Verwundeten ein Pfund Zuckerwerk , gefallene Offiziere werden dekoriert, ihre Hinterbliebenen erhalten offizielle Beileidsschreiben, fuer die gefallenen Helden wird im Kriegsmuseum ein Album angelegt usw. Dies uebt gute Wirkung auf den Kriegsgeist und Moral der Armee -- und fuer Enver !

IX.

No. 300 A e u s s e r e s.

Italien. Wenn auch nicht nur diplomatisch Informierte, sondern auch alle sehenden und denkenden Menschen in der Tuerkei nach dem Benehmen, Vorbereitungen, Sprechen und Abreisen der Italiener den Krieg mit Italien erwarteten, so hat doch der Ausbruch desselben grossen Eindruck auf die Tuerken gemacht, welchen man, glaube ich, kurzweg als unangenehm und ungluenstig zusammenfassen kann. Eine neue Verstaerkung des die Tuerkei bedraengenden Feindes und ein neuer Forderungssteller und Raeuber beim Friedensschluss. So urteilen selbst einfache Tuerken, die meist einen gesunden, generellen politischen Verstand oder wenigstens Instinkt haben. Auch die Betrachtungen der Intelligenz bewegen sich uebrigens auf derselben Basis und im aehnlichen Rahmen.

Amerikaner sind jetzt die Vertreter der Untertanen und Interessen aller Feinde der Tuerkei geworden. Ausserdem sind sie die Protektoren der verfolgten Armenier. Infolgedessen haben sich ihre Friktionsflaechen mit den Tuerken ausserordentlich vermehrt. Ihre Verbitterung gegen die Tuerken (auch wegen ihrer moralisch und materiell geschaedigten Missionsanstalten in Kleinasien) steigt daher immer mehr. Auch sie erwarten natuerlich den Engländer hier wie einen "Messias" und sind die Hauptverbreiter dieser hoffnungsvollen Botschaft.

Bulgarien. Bemerkenswert ist, dass waehrend die Tuerken, Deutsche und wir uns ueber die tuerkisch-bulgarische Verstaendigung in vertraulichen Kreisen entweder hoffnungsvoll oder schon befriedigt aeussern, die bulgarischen Vertreter aeusserst reserviert oder noch stark skeptisch sind. Dies war besonders in den Tagen um 17. und 18.d.M. der Fall. Am 18. beklagte sich auch der "Tanin" in einem laengeren Artikel unter anderem darueber, dass ein grosser Teil der bulgarischen Presse die tuerkische Lage in den Dardanellen duester schildert. Seitdem schweigt die Tuerkenpresse zufolge eines mot d'ordre. -- In hiesigen hoheren tuerkischen und deutschen militaerischen Kreisen verlautet, dass ein bulgarisches Vorgehen gegen Serbien sofort erfolgt, sobald wie die Offensive gegen Serbien werden ergreifen koennen.

Transportweg ueber Bulgarien und Rumaenien. Hoch und Nieder, Militaer und Civil (Ersteres wegen des Kriegsmaterialtransportes, Letzteres wegen der Zufuhr von diversen Bedarfsartikeln in erster Linie Zucker und Petroleum) erwarten die Eroeffnung dieses Weges mit grosser Sehnsucht und nach der von der Agence télégraf. bulg. verbreiteten Zeitungsnachricht (Kar/odni Pravo) hofft man nun mit uebergrosser Zuversicht, dass dieser "Zuckerweg" auch die Verbringung des dringend noetigen Kriegsmaterials ermoeglichen wird. Das Pressebureau hat der Tuerkenpresse diesbezueglich Commentare untersagt.

V.

Bo/ 301 D e u t s c h e s.

Beinahe alle hiesigen berufenen und unberufenen Beobachter der hiesigen Situation (besonders Deutsche und Tuerken, aber auch andere) behaupten, dass sich das tuerkisch-deutsche Verhältnis stetig verschlechtert, den Tuerken oder den Deutschen feindliche Kreise prophezeien sogar, dass es ploetzlich zu einem Krach zwischen den beiden Verbuendeten noch waehrend des Krieges kommen kann. (Letzteres bezweifle ich vorderhand) Ich muss also wieder dieses Verhaeltnis mit diversem Aktuellen, Speziellen und Allgemeinen beleuchten..

Aus tuerkischer Comité Quelle erfahre ich, dass die Note der Deutschen Botschaft wegen der armenischen Frage den Passus enthielt, die Pforte soll nicht vergessen, dass Deutschland ein christlicher Staat und daher Christen beschuetzen muss -- welcher sowie auch anderes der Note die Tuerken sehr verschnupft habe.

Von deutscher Seite hoere ich, dass auf diese Verschnupfung die Verzoegerung der Audienz des Prinzen Hohenlohe, die erst Sonntag d.22. d.M. stattfand (nach 4 Wochen seit seiner Ankunft und seine Mission soll ja nur 6 oder 8 Wochen dauern!) zurueckzufuehren sei.

Seine Excellenz Markgraf Pallavicini sagte mir Sonntag, dass der Grund der Verzoegerung ein Unwohlsein des Sultans sei. Ein hoher Palais Funktionaer bestreitet entschieden, dass der Sultan unwohl war.

Auf diese Verstimmung wird auch zurueckgefuehrt, dass die juengsten deutschen Kriegserfolge (nach dem Fall von Warschau) Kriegsfinanzerfolg Herrfurths und Kriegsredeerfolg des Reichskanzlers hier kein entsprechendes Echo fanden.

Das Verhaeltnis zwischen deutschen und tuerkischen Offizieren, Mannschaften verschlechtert sich tatsaechlich stetig. Dies ist aber anders nicht moeglich angesichts der grossen geistigen, seelischen und materiellen Lebens-Distanzen und Differenzen, die zwischen den beiden Verbuendeten bestehen. Und es war zwischen Verbuendeten nie besser, oft schlechter, seit Kriege gefuehrt werden. Und ein solches compliziertes, friktionsreiches Verbuendetenverhaeltnis hatte uebrigens noch niemals Gelegenheit gehabt sich zu erproben.

Mir liegt eine Menge Informationen ueber die deutsch-tuerkischen Friktionen vor. Ich will dieselben nicht verallgemeinern und daraus Schluesse ziehen. Einiges will ich aber anfuehren.

Rittmeister Graf Canitz (frueher Botschaftssekretaer hier), der zwecks einer militaerischen Mission nach Suedpersien in Bagdad weilt, wurden dorten unglaubliche Schwierigkeiten und Chicanen gemacht, (so z.B. deutsche Geldsendung 20.000 Mark nicht ausgezahlt) sodass er eine geharnischte offene Depesche an den deutschen Kaiser sandte.

Nach der Eroderung von New Georgievsk wurde der Osmanische Lloyd, Schweizer Hotel Kroecker, hiesiger Wolffbureau Vertreter u.A. polizeilich gezwungen, deutsche und unsere Flaggen einzuziehen.

Ein tuerkischer Dragoman eines deutschen Generals (schwaechlicher Effendi einer Stambouler I a Familie), der bisher wegen seiner Gesundheit und Soldatenunlust Drueckeberger spielte, erklaerte, er gehe lieber zur Front und direkt ins Feuer, als weiter unter den Deutschen zu dienen.--

Die hiesige deutsche Colonie ist jetzt innerlich allgemein tuerkischunfreundlich gesinnt, und da sie die Kunst des Schweigens nicht versteht sondern im Gegenteil viel schwatzt, klatscht, raisoniert und kritisiert, (denselben Vorwurf kann man den deutschen Offizieren und Mannschaften machen) was ja auch zu den Ohren der Tuerken kommt, so erhaelt die Verstimmung fortwaehrend neue Nahrung.

Wie schon letzthin gesagt, fehlt dem compliziertem, deutschen Staat im Tuerkenreich ein "Hirt". Die Botschaft hat keine genuegende Autoritaet, Goltz ist ein "alter Herr", Liman ist die "personifizierte Nervositaet", Souchon ein Hitzkopf !

Seite 2.

V.

No. 30L D e u t s c h e s.

Merkwuerdigerweise erheben sich in jueggster Zeit deutsche Stimmen, dass nun auch Enver Pascha ein versteckter Deutschenfeind ist. Dies ist ungerecht ! Enver war und ist die Hauptstuetze des komplizierten hiesigen deutschen Apparates.

Dass die Deutschen durch ihre heimatlichen Brillen und Kasten, ihre Ueberhebung und Anpassungsunfaehigkeit an der bis zu einer formalichen "Los von den Deutschen"-Stimmung gediehenen Entfremdung mitschuldig sind, habe wiederholt ausgefuehrt. Heute muss ich nur noch beifuegen, dass auch die Tuerken, ihre Indolenz, Kindereien, Faulheit, unglaubliche Dummheiten und vereinzelte Faelle von activer und passiver Resistens an der Verschlechterung des Verhaeltnisses mitschuldig sind. Sie sind jetzt auch schon ungerecht und undankbar gegen die Deutschen Leistungen geworden. Die zweifellose Wahrheit, dass ohne deutschen Geist und Hilfe die Englaender schon laengst Herrn der Dardanellen und die Russen Herrn Constantinopels, wird nicht genuegend anerkannt.

Wenn man alle diese Imponderabilien und alle Ponderabilien ueberblickt, so muss man zu dem Schluss kommen, dass die deutschen Actien hier nicht gut stehen. Fallen die Dardanellen, was ja noch immer moeglich ist, dann ist der deutsche Bagdadbahn-und Colonialtraum zu Ende und mit demselben Hunderte Millionen. Schneidet die Tuerkei den Krieg halbwegs gut ab, dann stehen Deutschland unabsehbare Friedenskaempfe in der Tuerkei bevor, vielleicht mit plotzlich sehr grossen Enttaeuschungen verbunden und vielleicht werden sogar noch aus den beiden Verbuendeten zwei Feinde. ----

Qui vivra verra !

K. und k. [illegible] Botschaft

[illegible]

Yenikój, am 27. August 19151

No. 70 B.
P.

EINGELANGT
9-/SEP. 1915

Zur armenischen Frage.
zu Bericht No. 69 D vom 24.
P.
August 1915.
2 Beilagen.

An Seine Exzellenz den Herrn Minister des k.u.k.
Hauses und des Aeussern, Baron Burián !

Ich unterbreite im Anbuge die Abschriften zweier Berichte der k.u.k. Konsular-Agentie in Brussa, aus welchen hervorgeht, dass im dortigen Amtsbezirke die Verschickungen der Armenier in das Landesinnere ungemindert fortdauern und dass die Behörden hiebei mit grösster Rücksichtslosigkeit und Härte vorgehen.

Von verschiedenen nicht offiziellen Seiten kommen mir fortwährend Nachrichten zu, dass aus einer grossen Anzahl von Städten und Dörfern im Inneren Klein-Asiens die armenische Bevölkerung evakuiert wird. Auch in Konstantinopel und Umgebung werden täglich Armenier aus allen Bevölkerungsschichten durch die Polizei zusammengefangen und nach Anatolien geschafft.

./.

[illegible]

336

Die sehr ernste Demarche des deutschen Botschafters, über welche ich mit Bericht vom 13.d.Mts. No.66/P.-B gemeldet habe, scheint also bisher soviel wie keinen Erfolg gehabt haben.

Der k.u.k.Botschafter:

Pallavicini

Beilage zu Bericht No. 20 P ddo. Cos-pol 27.VIII 1915.

ABSCHRIFT

des Berichtes der k.u.k.Konsular-Agentie in Brussa ddo.19. August 1915 No.453/P.

Gegenstand:

Ausweisung der Armenier.

Seit gestern früh hat die Ausweisung der armenisch-gregorianischen Bevölkerung begonnen. Die armenischen Protestanten bleiben vorläufig noch hier und werden wahrscheinlich nicht abgeschoben werden.

Die hiesige Regierung hat zu diesem Zwecke alle Ochsenwägen aus den benachbarten Dörfern gesammelt und sie für den Transport dieser unglückseligen Menschen bestimmt. Diese Ochsenwägen,welche gewöhnlich zum Transport von Heu und Getreide bestimmt sind,sind oberhalb nicht bedeckt,so dass die Reisenden den glühenden Sonnenstrahlen und dem Regen ausgesetzt sein werden.

Gestern früh wurden circa 500 solcher Wägen bereit gestellt,auf welche Männer,Frauen und Kinder samt ihrem Bettzeug aufgeladen wurden. Diese beschleunigte Auswanderung und das Forttragen der Einrichtungsstücke sah so aus,als ob die Leute sich von einem grossen Brande und Plünderung retten wollten.

Die Zahl der gestern abgegangenen Armenier betrug circa 1800 Personen,welche bis nach Biledjik auf den erwähnten Ochsenwägen und von dort aus per Bahn bis nach Konia gebracht werden sollen. Seit gestern verbreitet sich hierorts das Gerücht, dass die Ausgewiesenen nicht in Konia verbleiben werden,sondern

./.

von dort zu Fuss weiter in's Innere (man spricht von Mesopotamien) geführt werden sollen.

Die gestern abgeschobene Bevölkerung bestand aus Familien der ärmsten Klasse. Heute konnte man schon unter den Abreisenden bessere Familien bemerken, die auf ihre Kosten sogenannte Jaili (eine Art türkischer Wagen mit Pferdegespann) mieteten, um die Reise nach Bilejik zu unternehmen. Diese Reise dauert mit einem guten Wagen 17 bis 18 Stunden, und werden dafür gewöhnlich 2 Tage gebraucht. Die Ochsenwägen hingegen, werden kaum in 8 Tagen ihr Ziel erreichen können, und wird es ein Wunder sein, wenn unter solchen traurigen Transportverhältnissen ein Teil der kleinen Kinder und der alten kranken Leute schon während dieser Reise nicht um's Leben kommen wird.

Sollte sich nun das Gerücht bewahrheiten, dass diese Ausweislinge von Konia aus die Reise zu Fuss fortzusetzen haben, so kann man mit Bestimmtheit annehmen, dass nicht einmal ein Drittel dieser nur aus Brussa abgeschobenen 9000 Personen ihren Bestimmungsort erreichen wird.

Man sagt, dass einige armenische Mädchen bereits Türken geheiratet haben, und andere wieder werden von Türken belästigt und bedroht, um denselben Weg zu folgen. Dies ist das einzige Mittel, um der Ausweisung entweichen zu können.

Der hiesige Markt ist seit vergangenem Freitag tot, alle armenischen Geschäfte sind versiegelt und sollen nur von einer mit der Prüfung der Geschäftsbücher und Liquidirung der Waren betrauten Kommission eröffnet werden.

Die ganze Sachlage macht den Eindruck eines Staats-

./.

Konstantinopel, am 21 August 1915

No II6 I N F O R M A T I V E R B E R I C H T

A r m e n i s c h e s

Trotz der Nachrichten, wonach die Pforte eine Sistierung der Verfolgung der Armenier angeordnet hätte, dauert dieselbe fort und es wird aus polizeilichen und jungtürkischen Kreisen verbreitet, dass die Regierung neue Anhaltspunkte dafür hat, dass die Armenier auch in Konstantinopel Unruhen inszenieren sollten.

Also hat der Schritt des deutschen Botschafters Fürsten Hohenlohe nichts genützt, sondern eher geschadet, da die Pforte das corpus delicti vernichten will, damit nicht etwa während oder nach Friedensschluss die europäischen Regierungen, Deutschland inbegriffen die armenische Frage wieder aufrollen würden.

K. U. K. OESTERR. UNGAR. GENERAL-KONSULAT
CS. ÉS. KIR. OSZTRÁK MAGYAR FŐKONZULÁTUS.

INDIZIERT
10. SEP. 1915

Nr.60/P

Smyrna, den 24.August 1915.

Begnadigung der zum Tode verurteilten 5 Armenier.-

ad ha.Bericht Zl.50/P d.d.29. VII.1.J.

Seiner Exzellenz
dem Herrn Minister des k.u.k.Hauses und des Aeussern
Stephan Baron B u r i á n,
W i e n.

Die Kunde von der Begnadigung der zum Tode verurteilten 5 Armenier - vide ha.Bericht Zl.50/P d.d.29.v.M.- wurde hier im Allgemeinen mit Befriedigung aufgenommen.

Insbesondere sind die hies.armenischen Kreise über die günstige Erledigung des Gnadengesuches hocherfreut und sowohl dem Generalgouverneur Rahmy Bey, der sich, wie es scheint, ihrer Sache warm angenommen hat, als auch der k.u.k. Botschaft in Konstantinopel, welche nach Erhalt des h.a. Telegrammes sicher ein befürwortendes Wort für ihre Sache eingelegt hat, zu s e h r g r o s s e m D a n k e verpflichtet.

Erzbischof Monseigneur Indjian hat mich, im Namen der hies.armenischen Gemeinde, das beiliegende Dankschreiben der k.u.k.Botschaft zu übermitteln und dieselbe des aufrichtigsten Dankes aller Armenier zu versichern.

Die 5 Schuldigen wurden nach Konia transportiert, wo sie ihre Gefängnisstrafe abbüssen sollen.

Gleichlautend berichte ich heute sub gleicher Zahl nach Konstantinopel.

Der k.u.k.Konsul & Gerent:

Durch die Post.

A b s c h r i f t .

Archvêché Armenien.
Smyrne. 23 Août 1915.

Monsieur
Vladimir Radimsky,
Consul I.et R. d'Autriche Hongrie
Smyrne.

Monsieur le Consul,

C'est avec un grand plaisir que nous nous donnons la liberté de vous exprimer notre infinie reconnaissance et gratitude pour tout ce que vous avez bien voulu faire pour la libération des cinq Armeniens condamnés à mort pour cause politique.-

La haute bienveillande que vous avez montrée envers ces pauvres malheureux ne sera jamais oublié ni par eux, ni par leurs familles et la communauté armenienne en gardera un doux souvenir de reconnaissance.

Par cette occasion, nous avons l'honneur de vous prier, Monsieur le Consul, d'avoir l'obligeance d'être l'interprète de nos sincères sentiments auprès de Son Excellence Monsieur l'Ambassadeur d'Autriche Hongrie à Constantinople et de vouloir bien lui exprimer notre inoubliable gratitude.

Veuillez agréer, Monsieur le Consul, l'expression de notre considération la plus haute et la plus distinguée.

L'Archeveque armenien
Mathéos Indjian m.p.

K. und k. österr.-ungar. Botschaft
Konstantinopel
Cs. és kir. osztrák-magyar Nagykövetség
Konstantinápoly

Jeniköj, am 24. August 1915.

2 - SEP. 1915

Nr. 69 P.

Ausweisungen von Armeniern.

zum Berichte Nr. 54 C, vom 8. Juli 1915.

1 Beilage.

An Seine Exzellenz den Herrn Minister des k.und k. Hauses und des Aeussern
STEPHAN BARON B U R I Á N !

In Ergänzung meiner bisherigen Berichterstattung im Gegenstande, beehre ich mich Euer Exzellenz in der Anlage die Abschrift eines einschlägigen Berichtes der k.und k.Konsularagentie in Brussa vom 16.August l.J., Nr.441/P., zu unterbreiten.

Der k.und k.Botschafter:

Beilage zum Bericht de dato Jeniköj, am 24. August 1915,
Nr. 69 D
P.

Abschrift des von der k.u.K.Konsularagentie in Brussa an die k.u.k.Botschaft gerichteten Berichtes Nr.441/P., vom 16.August 1915.

Die hierorts sich aufhaltende armenisch-gregorianische und armenisch-protestantische Bevölkerung wurde am 14.August l.J.seitens der hiesigen Regierung aufgefordert, bis längstens Dienstag den 17.l.Mts.reisefertig zu sein, um in's Innere des Landes (es heisst nach Konia) abgeschoben zu werden.

Es ist ihnen erlaubt worden, nur ihre Möbel zu verkaufen, was jedoch ihre Geschäfte anbelangt, so wurden dieselben behördlich abgesperrt und versiegelt.

Der grösste Teil der armenischen Bevölkerung besteht aus wohlhabenden Leuten, welche sich nicht nur mit dem Handel sondern sich auch sehr viel mit Industrie, wie Seidenspinnerei und Seidenweberei betätigen.

Wenn auch strategische Gründe die Ausweisung dieser Leute erheischen, so ist doch diese Massnahme für den auswärtigen Handel sowie für die hiesige Industrie vom grössten Nachteil.

Viele dieser Armenier haben durch Vermittlung Konstantinopler Kommissionäre aus unserer Monarchie

./.

und Deutschland Waren bezogen und ich vermute, dass viele unserer Fabriken durch diese Ausweisungen einen gewissen Schaden erleiden werden.

Der hiesige Generalgouverneur hat mir gestern persönlich mitgeteilt, dass alle Armenier ohne Unterschied auf Geschlecht, Alter und Gesundheitszustand abgeschoben werden müssen, dass die bereits zugesiegelten Handelsgeschäfte derselben nach einigen Tagen durch eine Kommission eröffnet werden sollen, welche zur Liquidierung durch eine Kommission eröffnet werden sollen, welche zur Liquidierung der Waren zu schreiten hätte. Mit dem Erlöse der Waren sollen auf Grund der Handelsbücher die Gläubiger ausgezahlt und der eventuell sich ergebende Rest auf den Namen der betreffenden Firma beim hiesigen Emniet Sendouk erlegt werden.

Die Einrichtungsstücke der armen Bevölkerung, deren Verkauf schon gestern begonnen hatte, wurden zu Spottpreisen verkauft. Kupferzeug in grosser Masse wurde beinahe verschenkt. Die Reichen haben von ihren Einrichtungsstücken überhaupt nichts verkauft und gedenken ihre Häuser möbliert zurückzulassen.

Die Häuser sollen von der Regierung übernommen, um teils möbliert, teils leer weiter vermietet zu werden. Viele dieser Häuser enthalten sehr reiche Möbel, deren Verkauf unter den gegenwärtigen Verhältnissen und dem grossen Geldmangel nicht nur sehr schwer, sondern undurchführbar wäre.

./.

Es ist mir nicht möglich, die verzweifelte Lage der armenischen Bevölkerung zu schildern. Herzzerreissend ist es, wenn man einen Blick auf die von den Armeniern bewohnten Viertel wirft. Männer, Frauen und Kinder jammern; auf den Strassen liegen sämtliche Hauseinrichtungsstücke und sonstiges Hauszeug,welches von Türken und Türkinnen umzingelt ist, in der Absicht, beinahe umsonst sich diese Gegenstände anzueignen.

Nicht nur die christliche, sondern auch ein grosser Teil der muselmanischen Bevölkerung ist durch die Vorgangsweise der Regierung empört und man merkt ihre grosse Unzufriedenheit.

Ich werde nicht ermangeln, falls in der Beschlussfassung der Regierung eine Aenderung eintreten sollte, hierüber nächstens zu berichten.

****

a. a.

Streng Vertraulich !

Aphoristische Berichtsnotizen

ueber die hiesige

Situation und Stimmungen

Constantinopel, den 24. August 1915.

Inhalt:

I. Vorbemerkung.

II. No. 298 Inneres.

III. " 299 Militaerisches.

IV. " 300 Aeusseres.

V. " 301 Deutsches.

-------•••000•••-------

Vorbemerkung.

Um denjenigen Persoenlichkeiten, welchen Copie meiner Berichtsnotizen sende, deren Lektuere zu erleichtern, d.h. abzukuerzen und hierdurch also besser zu nuetzen, separiere ich alles Publicistische und sonstige "Kleine Muenze", welche nur das Literarische Bureau interessiert und demselben nuetzt, und sende es von nun an nur in einer Copie an dieses Departement.

II.

No/ 298 I n n e r e s.

Brodmangel in Constantinopel. Der Orient, die Tuerkei ist bekanntlich ein Brodland, die Tuerken sind Brodesser, d.h. das Brod bildet bei den Armen beinahe die einzige Nahrung, bei der besser situierten Klasse die Hauptnahrung und auch der Mittelstand sogar die hoeheren Staende verzehren ungleich mehr Brod als im Occident. Die Brodfrage ist somit hier wichtig und gefaehrlich. Wenn man objektiv bleibt, so muss man zugeben, dass ein wirklicher Brodmangel oder gar Brodnot hier nicht existiert. So wie alles wird eben auch die Brodfrage beinahe von allen Beobachtern und Beurteilern uebertrieben. Wahr ist nur, dass in letzter Zeit in den meisten Stadtquartieren (merkwuerdigerweise in allen nicht) die Baecker den Brodverkauf um Stunden verzoegerten, dass deshalb Ansammlungen vor den Baeckerladen stattfanden, die sich hier und da zu argen Draengereien, ja sogar Schlaegereien entwickelten, bei welchen es Leichtverwundete gab (jedoch keine Tote, wie behauptet wurde) und dass seither Polizei und die creierte Ersatz-Gendarmerie bei der Brotausgabe resp. Brodverkauf intervenieren muss. Einige male hatten die Baecker fuer die Kaeufer nicht genuegendes Quantum Brod, aber auch in dieser Beziehung machten einzelne, ich glaube constatiert zu haben: rein mohamedanische Quartiere, eine Ausnahme. Kein Wunder also, dass die aengstliche Bevoelkerung beunruhigt ist und durch groessere Brodeinkaeufe, aus welchen Zwieback gemacht, sich fuer erwartende wirkliche Brotnotlage zu verproviantieren sucht. Man kann also vorlaeufig hoechstens von einer Brodknappheit, aber von keiner Brotnot sprechen. Der Brotpreis ist nicht gestiegen und ist seit November v.J. stationaer. Waehrend des russisch-tuerkischen Krieges 1877/8 war er vier mal hoeher als jetzt. Was ist nun der Grund der besagten Knappheit und Unregelmaessigkeit des Brodverkaufes? Seitens der Baecker wird uebereinstimmend angegeben, dass ihnen nicht genug regelmaessig und nicht genuegendes Quantum Mehl zum Backen ausgefolgt wird. Forscht man weiter nach, so constatiert man, dass daran folgendes schuld ist. Getreide ist hier genuegend vorhanden, dagegen aber/kein genuegender Stock von Mehl. Die hiesigen Muehlen, welche seit Kriegsausbruch also mit schon seit zehn Monaten, wo der Mehlexport aus Russland und Rumaenien aufgehoert hat, den hiesigen Mehlbedarf besorgen muessen, koennen nur mit grosser Anstrengung die Arbeit bewaeltigen, hie und da brauchen sie auch kleinere oder groessere Reparaturen, manchmal waren auch die noetigen Ersatzstuecke nicht sogleich zu beschaffen. An Kohlen hat es bisher nicht gefehlt, dies ist aber eine Zukunftsgefahr, auf welche ich noch an anderer Stelle zurueckkommen werde. Einigemal wurde die besagte Brodknappheit und Unregelmaessigkeit auch dadurch erzeugt, dass die Militaer- Verwaltung ploetzlich unerwartet groesseres Quantum an Mehl oder Brod beanspruchte. Dass einzelne Stadtquartiere oder Vororte keinen oder viel weniger "Brodmangel" haben, ist auf unregelmaessige Verteilung von Mehl oder wie schon angedeutet auf eine Art Protektion fuer Mohamedaner zurueckzufuehren.-- Buechel-Einfuehrungen und andere Massregel, welche in einzelnen Quartieren fuer die Brod Consumenten eingefuehrtet wurden, sind nicht genuegend systematisch, nicht zielbewusst, nicht streng und gerecht, um Missbraeuche zu verhueten und erfolgreich zu sein.-- Ich habe absichtlich die Brodfrage etwas ausfuehrlich behandelt, weil sie, wie ich im zweitnaechsten Absatz ausfuehren werde, dieselbe der gefaehrlichste Ferment fuer die hiesige Stimmung ist.

Die Teuerung der uebrigen Hauptbedarfsartikel und die Stadtpraefektur. Die Brodfrage, die Teuerung der uebrigen Hauptbedarfsartikel und besonders diesbezuegliche Zukunftssorgen und Gespenstersehereien haben in der letzten Zeit eine grosse, allgemeine Unzufriedenheit in der hiesigen Bevoelkerungerzeugt. Die Presse darf ueber alle diese Fragen nichts schreiben, was die Unzufriedenheit erhoeht. Durch Aufklaerung

II.

No. 298 I n n e r e s.

und Beruhigung der Bevoelkerung, Ratschlaege und Vorschlaege an die Behoerden koennte die Presse nuetzlich und calmierend wirken. Ein Ersatz sollte hierfuer die arrangierte Interpellation des Stadtpraefekten im Generalrat der Municipalitaet sein, welche publiziert wurde. (siehe Beilage A "Hilal"). Fuer die Nahrungsversorgung Constantinopels in naechster und in einer kritischen Zeit sind alle die gemachten Angaben interessant und lehrreich. Man ersieht, dass die Stadtpraefektur erst jetzt durch ein provisorisches Gesetz die noetige Machtvollkommenheit erhielt, dass sie sich erst kuerzlich Controll-und Ausuebungsorgane improvisierte, und dass der ganze Apparat und dessen Funktionierung sozusagen feldmaessig ist, viel Friktionsflaechen hat, leicht gehemmt und sogar versagen kann. Darin liegt eine grosse Gefahr fuer kuenftige Kriegskrisen, welche zu befuerchten sind.

Constantinopler und Provinz-Stimmung. Dieselbe verschlechtert sich zusehend: durch die Brodfrage, Teuerungen der uebrigen Hauptbedarfsartikel (alle diese Suenden werden auf's Conto der Regierung, Stadtpraefektur und Comité gesetzt und [illegible]n behauptet, dass sich deren Mitglieder durch verschiedene diesbezuegliche Operationen bereichern) und andere Kriegsfolgen, ferner durch den Kriegsausbruch mit Italien, durch die geringen Friedensaussichten und die stetig empfindlicher werdenden materiellen und personellen Kriegslasten und Opfer. Unter den Mohamedanern verbreiten sich fast allgemein die Bacillen der Kriegsmuedigkeit, Kriegsmissstimmung und Missstimmung gegen die Deutschen, welche als Urheber dessen angesehen werden, dass die Tuerkei sich immer mehr und tiefer in den grossen Krieg verwickelt. Die Kriegslust und das Kriegspflichtgefuehl wird nur mehr von der Regierung, Comité und Presse aufrechterhalten. Ueber die vielen und ausgedehnten Provinzen habe ich keine genuegende Uebersicht, aber aus den mir vorliegenden einzelnen Nachrichten laesst sich, glaube ich, mit ziemlicher Sicherheit die Schlussfolgerung ziehen, dass nur in einzelnen,geographisch besonders guenstig gelegenen Gebieten eine bessere Stimmung als hier vorherrscht, in den meisten Gebieten ist sie gleich oder aehnlich und in einigen durch die Nache des Kriegstheaters, oder wirtschaftlich leidenden Gebieten ist sie zweifellos viel schlechter. -- Kurz gesagt: auch die Masse der Mohamedaner sehnt sich jetzt schon nach irgend einem Kriegsende wie nach einer Erloesung, die erdrueckende Majoritaet der Nichtmohamedaner erwartet dagegen, wie schon letzthin constatiert, einen fuer die Tuerken unguenstigen Kriegsschluss wie eine Auferstehung und den Feind wie einen Messias.

In den bergsten Tagen der Brodknapp heit kannte man oft, angeblich sogar von armen tuerkischen Frauen den zornigen Ausspruch hoeren : "Moechten doch die Englaender kommen, damit wir genug Brod haben." Diese Aeusserungen sind zwar bemerkenswert, duerfen aber nicht ueberschaetzt werden. Aehnliche Stimmungs-Aeusserungen einer Herde wuerden auch anderswo nach so kleiner Nahrungs-Knappheit und Sorgen vorkommen.

Die Regierungs - "Reifen". Trotz der obbesagten zweifellos, fortschreitenden Verschlechterung der tuerkischen Imponderabilien halte ich jedoch die Talât - Enver'schen "Reifen" noch immer fuer genuegend, um das alttuerkische "Fass" mit der jungtuerkischen Fuellung zusammenzuhalten. Dieselben duerften auch noch ein schwereres und gefaehrlicheres Kriegsrollen ueberdauern. Ob sie erst bei einer grossen Katastrophe oder schon beim Herannahen einer solchen auseinandergehen, wage ich nicht zu prophezeien. -- Kleinere und groessere unguenstige Erscheinungen der letzten Zeit : bis zu offenem Conflict gediegene Friktionen einzelner Departments oder Persoenlichkeiten, angebliche "passive Resistenz" von Funktionaeren (ich wuerde es als angeborene oder Sommerfaulheit oder Kriegsmuedigkeitsstimmung charakterisieren) Unzulaenglichkeit von Polizei, Gendarmerie und anderer oeffentlicher Organe usw. duerfen nicht uebertrieben, ueberschaetzt und verallgemeinert werden. Die Hauptsache ist ja die Biegsamkeit und Widerstandskraft der obbesagten "Reifen".

Armenier. Nach meinen, -- ich muss aber im Voraus zufuegen nur lueckenhaften Informationen, haben die amerikanischen und deutschen Schritte (ich

II.

No. 298 I n n e r e s.

hoffe, dass auch wir hier und in Wien diesbezuegliche Ratschlaege gaben, doch ein wenig genuetzt und die Massregel gegen die Armenier zwar nicht aufgehalten, aber doch sichtlich gemildert, wenigstens in einzelnen bekannt gewordenen Faellen. Verhaftungen und Abschiebungen, welche in letzter Zeit hier erfolgten, scheinen nicht zahlreich zu sein und nur Provinz-Armenier zu betreffen. Von armenischen und anderen Seiten wird behauptet, dass die Tuerken die Armenier vernichten oder schwaechen wollen, um sich von der armenischen wirtschaftlichen Domination zu befreien und wirtschaftlich auf eigne Fuesse zu stellen. Nach meinen Erhebungen und Erwaegungen ist diese Behauptung unrichtig. Wie schon letzthin ausgefuehrt habe, ist das armenische Schuldconto schwer belastet und das wirtschaftliche Profitieren ist nicht das Motiv der tuerkischen Massregel, sondern nur eine Gelegenheits-Folgerung und geschieht uebrigens tuerkischerseits ziemlich ungeschickt und unsystematisch.

-------•••000•••-------

III.

No. 299 M i l i t a e r i s c h e s.

(Nur Quintessenzen und fuer unmilitaerische Leser)

Bosporus. Da man einen russischen Landangriff nicht mehr befuerchtet, wird die Bosporus Armee immer mehr reduziert.

Adrianopel. Auch von der Besatzung von Adrianopel und ueberhaupt aus diesem ganzen Corpsbereich wurden letzter Zeit wieder Truppen entnommen, was ein Zeichen ist, dass man sich der Bulgaren sicher glaubt.

Tschataldscha. Diese Befestigungslinie wird dagegen fortdauernd weiter ausgebaut; fast die gesamte moderne Armierung ist aber in den Dardanellen und im Bosporus.

Dardanellen. Die drei kritischen Tage des feindlichen Generalangriffes Ende der ersten Dekade dieses Monats sind gluecklich vorueber. Verwundete sind hier 4.000 angekommen, Der Verlust an Toten und Vermissten (Gefangenen) wird auf 1500 bis 2000 geschaetzt. Die feindlichen Verluste gibt Enver Pascha mit 60.000 (!?) an. Dies waere zehnmal mehr als bei den Tuerken und ist daher sicher stark uebertrieben. -- Der kleinere Angriff, den der Feind von seiner neueroberten Stellung bei Anafarte in den letzten Tagen unternommen hat, soll ihm nach tuerkischen Angaben ueber 5000 Mann Verlust gekostet haben. -- Die Tuerken haben sich von den drei kritischen Tagen materiell und moralisch rasch retabliert. -- Tuerken und Deutsche sehen wieder zuversichtlicher in die Zukunft. Das Schreckgespenst ist nur: je laenger der Kampf dauert, desto mehr sich fuehlbar machende Knappheiten an Geschuetzen, Artillerie Munition, Gewehren und anderem Kriegsmaterial. "Dafuer zu sorgen, dass dies alles herkommt, ist die erste Pflicht der Deutschen, denn es ist beinahe schon zu spaet sagte mir gestern ein tuerkischer General. -- An Menschenmaterial hat die Tuerkei noch keine Not, aber dasselbe verschlechtert sich langsam durch die Verluste, was auch schon in den Dardanellen hie und da empfindlich fuehlbar ist.

Russisches Kriegstheater. Die Eroberung von Van war mehr eine armenische Tat als eine russische. Daher hat durch die tuerkische Wiedereroberung von Van ein schreckliches Strafgericht ueber die Armenier des ganzen dortigen Gebietes begonnen.

Kriegstheater am Persischen Golf. Nach einem tuerkischen General, der Vali von Bassorah war, besteht eine Gefahr fuer Bagdad erst im Fruehjahr ! ? ---

Arabischer Nebenkriegsschauplatz. Der kleine tuerkische Erfolg von Lahadsch und Perim hat nur lokale militaerische Bedeutung, aber es ist ein grosser tuerkischer moralischer Erfolg und zwar durch den Eindruck auf den "arabischen Globus".

Unterseebootkrieg. Der Feind beherrscht noch immer das Marmarameer : die Versenkung des persischen Kohlendampfers "Ispahan" bei Haidar Pascha (hiesiger Endpunkt der Bagdadbahn) und des Vinenschiffes "Samsoun" bei Rodosto am 10./ seither ein Dutzend Segelschiffe, kleiner Remorqueurs und Mahonen (Lichterschiffe) beweist es. Die zwei ersten Verluste fallen auf's Conto ungenuegender oder nachlaessiger tuerkischer Ueberwachung.

Seekrieg im Schwarzen Meer. Die Russen, welche bisher beinahe 100 tuerkische Fahrzeuge (darunter sind aber auch kleine Segler bis 10 Tonnen gerechnet) versenkt haben, beherrschen jetzt das Schwarze Meer fast vollstaendig -- seitdem "Goeben" und in Reparatur befindliche "Breslau" fuer den "letzten Kampf" aufgespart werden -- und erschweren sehr die hochwichtige Kohlenzufuhr aus Herakle. Bezueglich Letzterer hat man endlich ein provisorisches Gesetz geschaffen, welches Ersatz fuer versunkene Kohlenprivatdampfer und Pensionen an die Verwundeten oder an die Hinterbliebenen der Schiffbesatzung zusichert.

Der neue Feind : Italiener ! Hier u. in Europa werden fuer die ital. Kriegserklaerung verschiedene Motive angeboben. Auf einen hat man, glaube ich, vergessen: nach den Misserfolgen Italiens zu Land und See gegen uns, angesichts des

Seite 2.
III.

No. 299 M i l i t a e r i s c h e s.

Zurueckdraengens in Tripolis, wollen sich die Herren Katzelmacher, wenn die Eroberung der Dardanellen und Constantinopels gelangt, wenigstens etwas Kriegsruhm und irgend einen Bissen holen. -- Ihre Mitwirkung an den Dardanellen ist natuerlich gar nicht zu verachten, wird auch nicht von den Tuerken verachtet, und italienische "Extratouren" an der cicilischen Kueste koennen den Tuerken unangenehm werden und den Italienern Erfolg bringen, freilich auch Misserfolg und Blamagen. Auf der Insel Rodosto Rhodos sollen 15.000 Italiener bereit stehen und dieser Tage sprach man schon von der Ankunft 30 bis 40 Truppentransportdampfern vor den Dardanellen. Bakalum ! (Wir werden sehen.)

Enver Pascha spielt geschickt den Kriegsminister, Generalissimus und Machthaber: Zum Bairam sandte er jedem Verwundeten ein Pfund Zuckerwerk , gefallene Offiziere werden dekoriert, ihre Hinterbliebenen erhalten offizielle Beileidsschreiben, fuer die gefallenen Helden wird im Kriegsmuseum ein Album angelegt usw. Dies uebt gute Wirkung auf den Kriegsgeist und Moral der Armee -- und fuer Enver !

IX.

No. 300 A e u s s e r e s.

Italien. Wenn auch nicht nur diplomatisch Informierte, sondern auch alle sehenden und denkenden Menschen in der Tuerkei nach dem Benehmen, Vorbereitungen, Sprechen und Abreisen der Italiener den Krieg mit Italien erwarteten, so hat doch der Ausbruch desselben grossen Eindruck auf die Tuerken gemacht, welchen man, glaube ich, kurzweg als unangenehm und ungunstig zusammenfassen kann. Eine neue Verstaerkung des die Tuerkei bedraengenden Feindes und ein neuer Forderungssteller und Raeuber beim Friedensschluss. So urteilen selbst einfache Tuerken, die meist einen gesunden, generellen politischen Verstand oder wenigstens Instinkt haben. Auch die Betrachtungen der Intelligenz bewegen sich uebrigens auf derselben Basis und im aehnlichen Rahmen.

Amerikaner sind jetzt die Vertreter der Untertanen und Interessen aller Feinde der Tuerkei geworden. Ausserdem sind sie die Protektoren der verfolgten Armenier. Infolgedessen haben sich ihre Friktionsflaechen mit den Tuerken ausserordentlich vermehrt. Ihre Verbitterung gegen die Tuerken (auch wegen ihrer moralisch und materiell geschaedigten Missionsanstalten in Kleinasien) steigt daher immer mehr. Auch sie erwarteten natuerlich den Engländer hier wie einen "Messias" und sind die Hauptverbreiter dieser hoffnungsvollen Botschaft.

Bulgarien. Bemerkenswert ist, dass waehrend die Tuerken, Deutsche und wir uns ueber die tuerkisch-bulgarische Verstaendigung in vertraulichen Kreisen entweder hoffnungsvoll oder schon befriedigt aeussern, die bulgarischen Vertreter aeusserst reserviert oder noch stark skeptisch sind. Dies war besonders in den Tagen um 17. und 18.d.M. der Fall. Am 18. beklagte sich auch der "Tanin" in einem laengeren Artikel unter anderem darueber, dass ein grosser Teil der bulgarischen Presse die tuerkische Lage in den Dardanellen duester schildert. Seitdem schweigt die Tuerkenpresse zufolge eines mot d'ordre. -- In hiesigen hoheren tuerkischen und deutschen militaerischen Kreisen verlautet, dass ein bulgarisches Vorgehen gegen Serbien sofort erfolgt, sobald wie die Offensive gegen Serbien werden ergreifen koennen.

Transportweg ueber Bulgarien und Rumaenien. Hoch und Nieder, Militaer und Civil (Ersteres wegen des Kriegsmaterialtransportes, Letzteres wegen der Zufuhr von diversen Bedarfsartikeln in erster Linie Zucker und Petroleum) erwarten die Eroeffnung dieses Weges mit grosser Sehnsucht und nach der von der Agence télégraf. bulg. verbreiteten Zeitungsnachricht (Narodni Pravo) hofft man nun mit uebergrosser Zuversicht, dass dieser "Zuckerweg" auch die Verbringung des dringend noetigen Kriegsmaterials ermoeglichen wird. Das Pressbureau hat der Tuerkenpresse diesbezueglich Commentare untersagt.

V.

Bo/ 301 D e u t s c h e s.

Beinahe alle hiesigen berufenen und unberufenen Beobachter der hiesigen Situation (besonders Deutsche und Tuerken, aber auch andere) behaupten, dass sich das tuerkisch-deutsche Verhältnis stetig verschlechtert, den Tuerken oder den Deutschen feindliche Kreise prophezeien sogar, dass es ploetzlich zu einem Krach zwischen den beiden Verbuendeten noch waehrend des Krieges kommen kann. (Letzteres bezweifle ich vorderhand) Ich muss also wieder dieses Verhaeltnis mit diversem Aktuellen, Speziellen und Allgemeinen beleuchten..

Aus tuerkischer Comité Quelle erfahre ich, dass die Note der Deutschen Botschaft wegen der armenischen Frage den Passus enthielt, die Pforte soll nicht vergessen, dass Deutschland ein christlicher Staat und daher Christen beschuetzen muss -- welcher sowie auch anderes der Note die Tuerken sehr verschnupft habe.

Von deutscher Seite hoere ich, dass auf diese Verschnupfung die Verzoegerung der Audienz des Prinzen Hohenlohe, die erst Sonntag d.22. d.M. stattfand (nach 4 Wochen seit seiner Ankunft und seine Mission soll ja nur 6 oder 8 Wochen dauern!) zurueckzufuehren sei.

Seine Excellenz Markgraf Pallavicini sagte mir Sonntag, dass der Grund der Verzoegerung ein Unwohlsein des Sultans sei. Ein hoher Palais Funktionaer bestreitet entschieden, dass der Sultan unwohl war.

Auf diese Verstimmung wird auch zurueckgefuehrt, dass die juengsten deutschen Kriegserfolge (nach dem Fall von Warschau) Kriegsfinanzerfolg Herrfurths und Kriegsredeerfolg des Reichskanzlers hier kein entsprechendes Echo fanden.

Das Verhaeltnis zwischen deutschen und tuerkischen Offizieren, Mannschaften verschlechtert sich tatsaechlich stetig. Dies ist aber anders nicht moeglich angesichts der grossen geistigen, seelischen und materiellen Lebens-Distanzen und Differenzen, die zwischen den beiden Verbuendeten bestehen. Und es war zwischen Verbuendeten nie besser, oft schlechter, seit Kriege gefuehrt werden. Und ein solches compliziertes, friktionsreiches Verbuendetenverhaeltnis hatte uebrigens noch niemals Gelegenheit gehabt sich zu erproben.

Mir liegt eine Menge Informationen ueber die deutsch-tuerkischen Friktionen vor. Ich will dieselben nicht verallgemeinern und daraus Schluesse ziehen. Einiges will ich aber anfuehren.

Rittmeister Graf Canitz (frueher Botschaftssekretaer hier), der zwecks einer militaerischen Mission nach Suedpersien in Bagdad weilt, wurden dorten unglaubliche Schwierigkeiten und Chicanen gemacht, (so z.B. deutsche Geldsendung 20.000 Mark nicht ausgezahlt) sodass er eine geharnischte offene Kriegserklaerung an den deutschen Kaiser sandte.

Nach der Eroderung von New Georgievsk wurde der Osmanische Lloyd, Schweizer Hotel Kroecker, hiesiger Wolffbureau Vertreter u.A. polizeilich gezwungen, deutsche und unsere Flaggen einzuziehen.

Ein tuerkischer Dragoman eines deutschen Generals (schwaechlicher Effendi einer Stambouler I a Familie), der bisher wegen seiner Gesundheit und Soldatenunlust Drueckeberger spielte, erklaerte, er gehe lieber zur Front und direkt ins Feuer, als weiter unter den Deutschen zu dienen.--

Die hiesige deutsche Colonie ist jetzt innerlich allgemein tuerkischunfreundlich gesinnt, und da sie die Kunst des Schweigens nicht versteht sondern im Gegenteil viel schwatzt, klatscht, raisoniert und kritisiert, (denselben Vorwurf kann man den deutschen Offizieren und Mannschaften machen) was ja auch zu den Ohren der Tuerken kommt, so erhaelt die Verstimmung fortwaehrend neue Nahrung.

m

Wie schon letzthin gesagt, fehlt dem compliziertem, deutschen Staat im Tuerkenreich ein "Hirt". Die Botschaft hat keine genuegende Autoritaet, Goltz ist ein "alter Herr", Liman ist die "personifizierte Nervositaet", Souchon ein Hitzkopf !

V.

No. 301 D e u t s c h e s.

Merkwuerdigerweise erheben sich in jueggster Zeit deutsche Stimmen, dass nun auch Enver Pascha ein versteckter Deutschenfeind ist. Dies ist ungerecht ! Enver war und ist die Hauptstuetze des komplizierten hiesigen deutschen Apparates.

Dass die Deutschen durch ihre heimatlichen Brillen und Massstaebe, ihre Ueberhebung und Anpassungsunfaehigkeit an der bis zu einer formalichen "Los von den Deutschen"-Stimmung gediehenen Entfremdung mitschuldig sind, habe wiederholt ausgefuehrt. Heute muss ich nur noch beifuegen, dass auch die Tuerken, ihre Indolenz, Kindereien, Faulheit, unglaubliche Dummheiten und vereinzelte Faelle von activer und passiver Resistens an der Verschlechterung des Verhaeltnisses mitschuldig sind. Sie sind jetzt auch schon ungerecht und undankbar gegen die Deutschen Leistungen geworden. Die zweifellose Wahrheit, dass ohne deutschen Geist und Hilfe die Englaender schon laengst Herrn der Dardanellen und die Russen Herrn Constantinopels, wird nicht genuegend anerkannt.

Wenn man alle diese Imponderabilien und alle Ponderabilien ueberblickt, so muss man zu dem Schluss kommen, dass die deutschen Actien hier nicht gut stehen. Fallen die Dardanellen, was ja noch immer moeglich ist, dann ist der deutsche Bagdadbahn-und Colonialtraum zu Ende und mit demselben Hunderte Millionen. Schneidet die Tuerkei den Krieg halbwegs gut ab, dann stehen Deutschland unabsehbare Friedenskaempfe in der Tuerkei bevor, vielleicht mit plotzlich sehr grossen Enttaeuschungen verbunden und vielleicht werden sogar noch aus den beiden Verbuendeten zwei Feinde. ----

Qui vivra verra !

[illegible] Botschaft
[illegible] Gesandtschaft

Yenikój, am 27. August 19151

No. 70 B.
P.

EINGELANGT
8-SEP. 1915

Zur armenischen Frage.
zu Bericht No. 69 D vom 24. August 1915.
P.
2 Beilagen.

An Seine Exzellenz den Herrn Minister des k.u.k. Hauses und des Aeussern, Baron Burián !

Ich unterbreite im Anbuge die Abschriften zweier Berichte der k.u.k. Konsular-Agentie in Brussa, aus welchen hervorgeht, dass im dortigen Amtsbezirke die Verschickungen der Armenier in das Landesinnere ungemindert fortdauern und dass die Behörden hiebei mit grösster Rücksichtslosigkeit und Härte vorgehen.

Von verschiedenen nicht offiziellen Seiten kommen mir fortwährend Nachrichten zu, dass aus einer grossen Anzahl von Städten und Dörfern im Inneren Klein-Asiens die armenische Bevölkerung evakuiert wird. Auch in Konstantinopel und Umgebung werden täglich Armenier aus allen Bevölkerungsschichten durch die Polizei zusammengefangen und nach Anatolien geschafft.

./.

[illegible]

336

Die sehr ernste Demarche des deutschen Botschafters, über welche ich mit Bericht vom 13.d.Mts. No.66/P.-B gemeldet habe, scheint also bisher soviel wie keinen Erfolg gehabt haben.

Der k.u.k.Botschafter:

Pallavicini

Beilage zu Bericht No. 20 P ddo. Cos-pol 27.VIII 1915.

ABSCHRIFT

des Berichtes der k.u.k.Konsular-Agentie in Brussa ddo.19. August 1915 No.453/P.

Gegenstand:

Ausweisung der Armenier.

Seit gestern früh hat die Ausweisung der armenisch-gregorianischen Bevölkerung begonnen. Die armenischen Protestanten bleiben vorläufig noch hier und werden wahrscheinlich nicht abgeschoben werden.

Die hiesige Regierung hat zu diesem Zwecke alle Ochsenwägen aus den benachbarten Dörfern gesammelt und sie für den Transport dieser unglückseligen Menschen bestimmt. Diese Ochsenwägen,welche gewöhnlich zum Transport von Heu und Getreide bestimmt sind,sind oberhalb nicht bedeckt,so dass die Reisenden den glühenden Sonnenstrahlen und dem Regen ausgesetzt sein werden.

Gestern früh wurden circa 500 solcher Wägen bereit gestellt,auf welche Männer,Frauen und Kinder samt ihrem Bettzeug aufgeladen wurden. Diese beschleunigte Auswanderung und das Forttragen der Einrichtungsstücke sah so aus,als ob die Leute sich von einem grossen Brande und Plünderung retten wollten.

Die Zahl der gestern abgegangenen Armenier betrug circa 1800 Personen,welche bis nach Biledjik auf den erwähnten Ochsenwägen und von dort aus per Bahn bis nach Konia gebracht werden sollen. Seit gestern verbreitet sich hierorts das Gerücht, dass die Ausgewiesenen nicht in Konia verbleiben werden,sondern

./.

von dort zu Fuss weiter in's Innere (man spricht von Mesopotamien) geführt werden sollen.

Die gestern abgeschobene Bevölkerung bestand aus Familien der ärmsten Klasse. Heute konnte man schon unter den Abreisenden bessere Familien bemerken, die auf ihre Kosten sogenannte Jaili (eine Art türkischer Wagen mit Pferdegespann) mieteten, um die Reise nach Bilejik zu unternehmen. Diese Reise dauert mit einem guten Wagen 17 bis 18 Stunden, und werden dafür gewöhnlich 2 Tage gebraucht. Die Ochsenwägen hingegen, werden kaum in 8 Tagen ihr Ziel erreichen können, und wird es ein Wunder sein, wenn unter solchen traurigen Transportverhältnissen ein Teil der kleinen Kinder und der alten kranken Leute schon während dieser Reise nicht um's Leben kommen wird.

Sollte sich nun das Gerücht bewahrheiten, dass diese Ausweislinge von Konia aus die Reise zu Fuss fortzusetzen haben, so kann man mit Bestimmtheit annehmen, dass nicht einmal ein Drittel dieser nur aus Brussa abgeschobenen 9000 Personen ihren Bestimmungsort erreichen wird.

Man sagt, dass einige armenische Mädchen bereits Türken geheiratet haben, und andere wieder werden von Türken belästigt und bedroht, um denselben Weg zu folgen. Dies ist das einzige Mittel, um der Ausweisung entweichen zu können.

Der hiesige Markt ist seit vergangenem Freitag tot, alle armenischen Geschäfte sind versiegelt und sollen nur von einer mit der Prüfung der Geschäftsbücher und Liquidirung der Waren betrauten Kommission eröffnet werden.

Die ganze Sachlage macht den Eindruck eines Staats-

./.

Parlamentes. Häuser werden auf Grund einer mündlichen Erklärung im Beisein eines Beamten des Defterhané verkauft. Die Käufer sollen,wie ich erfahren habe,lauter Mitglieder des Comités Union & Prog. sein,welche sich die Häuser beinahe umsonst aneignen.

Diese Vorkommnisse müssen den Handel sehr beeinträchtigen,und werden nicht nur türkische Kaufleute,sondern auch Fabriken unserer Monarchie mit grossem Verluste herauskommen.

Es gibt unter den Armeniern Manufaktur - und Kolonial-Warenhändler,die gewiss mit unseren und deutschen Fabrikanten in Geschäftsverbindung standen,und welche auch bestimmt,wenn nicht den ausländischen Fabriken direkt,aber doch durch Vermittlung Konstantinopler Komissäre grössere Beträge schulden müssen.

Die in ihren Geschäften sich befindende Ware,welche durch die erwähnte Kommission im Liquidirungswege veräussert werden wird,kann von dem,was ich sehe,kaum ein Viertel ihres Wertes erzielen. Bliebe nur das unbewegliche Vermögen der Armenier unantastbar,so bestünde unseren Fabrikanten gegenüber eine weitere Deckung für ihre Forderungen.

Demnach, um die Interessen unserer Fabrikanten wahren zu können,wäre es meiner unmassgebenden Ansicht nach angezeigt,dass Schritte bei der hohen Pforte schleunigst unternommen werden,damit der Verkauf der Immobilien der abgeschobenen Armenier vorläufig eingestellt,die bereits abgeschlossenen fingirten Käufe annullirt,und der Verkauf derselben erst nach definitiver Regelung der Schulden der

./.

armenischen Kaufmannschaft ihren Gläubigern gegenüber, gestattet werde.

Der k.u.k.Kanzleirat und Gerent:

L.Trand m/p.

Beilage zu Bericht No. 70 B/P. ddo. Cons-pol. 27. VIII 1915

Abschrift

eines Berichtes der k.u.k.Konsular-Agentie in Brussa
vom 20.August 1915 No.460/P.
Gegenstand:Ausweisung von Armeniern.

Wie es verlautet, sollen viele Kurden sich von Brussa entfernt haben, um die armenischen Auswanderer unterwegs zu überfallen und auszuplündern.Ob diese Nachricht auf Wahrheit beruht kann ich nicht mit Bestimmtheit angeben,weiss aber nur soviel,dass die hiesigen Banken von der hiesigen Regierung den Auftrag erhalten haben,weder Gelder noch Schmucksachen von den Armeniern in Verwahrung zu nehmen.

Es ist mir bekannt,dass viel Armenier nicht nur Geld sondern auch Schmuck mit sich nehmen.

Gleichlautend berichte ich an das k.u.k.Konsulat

Der k.u.k.Kanzleirat und Gerent:

L.Trandò m/p.

14. Sep. 1915 -984-

K. u. K. Österr.-Ungar. Konsulat
Ca. és Kir. Osztrák-Magyar Konzulátus
ALEPPO.

Z.12./P. Aleppo, am 27.August 1915.

29. OKT. 1915

Armenische Aufstände.

An Seine Exzellenz den Herrn Minister des k.und k.Hauses
und des Aeussern Stephan Baron Burián !

Blutige Zusammenstösse zwischen Armeniern und bewaffneter Macht, werden aus Suedie bei Antiochia, aus Urfa ferner aus der Umgebung von Zeitun gemeldet. Das Verlangen der türkischen Regierung auf Auslieferung der Waffen, wurde von den Armeniern mit Schüssen beantwortet und führte zu noch gegenwärtig anhaltenden Kämpfen. Eine aus der Gegend von Diarbekir kommende armenische Bande von 2.000 Köpfen griff bei Ras El Ain eine Tscherkessen-Ansiedlung an. Mit Hilfe von Militär wurde dieselbe bis auf den letzten Mann vernichtet.

Der Abtransport der evakuierten Armenier dauert an. Gegenwärtig werden auch im Landesinnern wohnhaften katholischen Arme-

/

Durch die Post.

nier evakuiert,desgleichen protestantische Armenier.Für letztere soll sich ohne Erfolg die deutsche Regierung verwendet haben. Unter den Evakuierten herrscht grösses Elend und eine grosse Sterblichkeit.Die Regierung macht ihrerseits die Anstrengungen,um den Leiden der Evakuierten zu steuern.Unterstützung im ausreichenden Masse findet die Regierung für ihre diesbezüglichen Bestrebungen nicht ein mal in christlichen Kreisen,welche sich in erster Linie um das eigene Wohl besorgt zeigen.

Militärisch geben diese lokalen Aufstände den Behörden zu keinen ernsten Besorgnissen Anlass.Angesichts der allgemeinen Kriegslage ist eine Schwächung der Widerstandskraft der Türkei durch die geschilderten Vorgänge nicht zu befürchten.

Gleichlatend berichte ich unter Z.20/A. nach Konstantinopel.

Der k.und k.Konsul:

Pandin

No.312. Konstantinopel, 27/8.1915.

Situationsbericht.

Vor einigen Tagen wurde mit der Ausweisung der Armenier aus Konstantinopel begonnen. Der Umfang dieser ersten Ausweisung ist bisher nicht festzustellen, da man bei Durchführung dieser Massregel äusserst vorsichtig vorgegangen ist, damit möglichst wenig davon an die Oeffentlichkeit dringe. Aber es scheint, dass vorzugsweise Personen aus den untersten Bevölkerungsschichten abgeschafft worden sind; dass auch Männer in höherer sozialer Stellung der Ausweisung verfallen sind, ist bis jetzt nicht bekannt. Vielleicht sind diese vorläufig durch die Schritte geschützt, welche von der Diplomatie der befreundeten Mächte unternommen wurden, aber nach allem, was man hört, werden sie dadurch nicht dauernd geschützt sein, sondern eines Tages, sozusagen in einem unbewachten Augenblicke, verschickt werden, und man wird es erst erfahren, wenn sie längst am Verbannungsort angelangt sein werden. Denn diesmal soll ganze Arbeit getan werden; man will sich nicht mehr wie früher nur mit, wenn auch noch so reichlichen, Aderlässen begnügen.

Dieses Vorgehen gegen die Armenier wird von der türkischen Bevölkerung im grossen und ganzen gebilligt. Die meisten Türken sehen darin eine Notwendigkeit, wenn die geplante Türkisierung dem Reiche Tatsache werden soll, denn lebhafter als in der ganzen Zeit seit der Wiedereinführung der Verfassung wird diese Forderung erhoben.- Insbesondere will man der türkischen Sprache eine Stellung einräumen, die ihr bei dem internationalen Charakter der Stadt nicht zukommt. Selbst der Fahrplan der Bosporuzschiffe wird nur noch türkisch veröffentlicht.- Hand in Hand mit diesen Bestrebungen gehen die Anweisungen an die unteren Beamten, zumal die der Polizei, im Verkehre mit Fremden sich jeder Höflichkeit zu enthalten, Anweisungen, die mit wahrer Begeisterung ausgeführt werden.- Die Türken wollen der Welt

./.

zeigen, dass sie Herren im Lande sind und lehnen Ratschläge auch von befreundeter Seite oder vielmehr zumal von befreundeter Seite mit Bestimmtheit ab.- Das hindert freilich nicht, dass insbesondere die Deutschen für jeden Missstand verantwortlich gemacht werden und infolgedessen der Unmut gegen diese immer schärfer hervortritt. So beschuldigt man die Deutschen, den sehr empfindlichen Brotmangel herbeigeführt zu haben, der nicht etwa dadurch entstanden ist, dass es an Getreide fehlt, sondern weil man unterlassen hat, für ausreichende Backgelegenheit zu sorgen. Vor einigen Tagen fand vor der Pforte eine Kundgebung statt, an der überwiegend Frauen beteiligt waren, die durch Zurufe die Regierung veranlassen wollten, durch geeignete Massnahmen dem Brotmangel zu steuern. Einige Frauen riefen: "Wir müssen hungern, während die deutschen Offiziere Caviar essen!"- Ein türkischer Offizier sagte anlässlich dieser Kundgebung: "Wehe den Deutschen, wenn uns ein militärisches Unglück zustösst!"-Tatsächlich hört man jetzt nach der italienischen Kriegserklärung wieder mehr den Vorwurf, dass die Türkei vom Kriege verschont geblieben wäre, wenn nicht Deutschland sie im eigenen Interesse in den Krieg hineingetrieben hätte. Die italienische Kriegserklärung hat nämlich wieder eine ziemlich entmutigende Wirkung geübt.

Ueber die Art, wie sich Italien am Kriege beteiligen wird, ist man hier ausschliesslich auf Vermutungen angewiesen. Marchese Garroni liess in einem Gespräche mit dem niederländischen Gesandten durchblicken, dass er von seiner Regierung unzureichend unterrichtet werden und ausser Stande gewesen ist, diese im friedlichen Sinne zu beeinflussen.

xxxxx

K.und K.österr.ung.Konsulat
Damaskus. EINGELANGT 23. OKT. 1915 Damaskus, 28.August 1915.

No.54/P

Die Verschickung armenischer Familien nach Syrien.

An Seine Excellenz den Herrn Minister
des K.und K.Hauses und des Aeussern
Stephan Baron Burián

In der vergangenen Woche sind zwei grosse Transporte armenischer Familien,welche aus ihrer Heimat zwangsweise entfernt und nach Syrien verschickt worden waren,über Aleppo in Damaskus eingetroffen.

Der erste Transport - ungefähr 5000 Personen - machte die Reise von Aleppo hieher zu Fuss.Es waren fast durchwegs gregorianische Armenier aus verschiedenen Wilajets und zwar Adana aus den Orten Kars,Hassanbey,Dörtjol,Bilan Kizzab,Hadjin, Sis(letzteres ist der Sitz des gregorianischen Patriarchen);Angora Kaisarije;Aleppo Killis,Alexandrette,Kala Doran;Diarbekir Mardin.Sie wurden nach

kurzem Aufenthalt in Damaskus nach Mesmije(im Hauran),nach Salt und Kerak(im Ostjordanlande)zu dauernder Ansiedelung weiter geschickt.Die Weiterbeförderung von Damaskus erfolgte mittelst Eisenbahn.

Der zweite Transport,der etwa 1200 Personen zählte und mit der Eisenbahn von Aleppo eintraf,stammte zur Gänze aus dem Wilajet Diarbekir,insbesonders aus Mardin und Wiranschehir.Unter ihnen befanden sich weniger gregorianische Armenier,als Angehörige anderer christlicher Riten,nämlich des armenisch-katholischen,syrisch-katholischen und chaldäischen,sowie Protestanten.Bemerkenswerterweise sind die Leute ihrer Nationalität nach nicht Armenier sondern Araber.Es scheint demzufolge die Massregel der zwangsweisen Verschickung auf alle Christen jener Gegenden ohne Unterschied der Nationalität und Confession angewendet zu werden;nur die Jakobiten (Alt-Syrer)scheinen verschont worden zu sein.

Bei beiden Transporten,besonders aber, beim zweiten,welcher noch hier belassen wurde,befinden sich nur wenige Männer,sondern fast nur Frauen und Kinder.Die Männer sollen von ihren Familien geflissentlich getrennt und anderswohin verschickt oder soweit sie der Verschickung Widerstand leisteten erschlagen worden sein,So wenigstens behaupten die Deportierten,welche trotz Behinderung seitens

der Polizei während ihres Aufenthalts in Damaskus doch mit ihren Glaubensgenossen in verbindung zu treten wussten.

Das Elend dieser aller Subsistenzmittel baren Familien,welche von der Regierung kaum mit Brot versorgt werden,ist grenzenlos.Mehrere derselben fanden hier,wo viele Mardinioten ansässig sind, Verwandte,denen aber nicht gestattet wurde,sich ihrer anzunehmen geschweige sie zu sich zu nehmen.Ueber die bei Aushebung der Familien sowie während des Transportes verübten Gewalttaten.werden entsetzliche Dinge erzählt,die auf ihre volle Wahrheit zu prüfen allerdings nicht möglich ist.

Ueber den Grund der Massregel,was das Wilajet Diarbekir betrifft,verlautet,dass dort wohl keine Aufstandsbewegung wie in den nördlichen Nachbarwilajeten erfolgte,dass die Regierung aber auch dort Verschwörungen auf die Spur gekommen sei, an denen nicht nur gregorianische Armenier sondern angeblich auch Angehörige der anderen christlichen Riten(mit Ausnahme der Jakobiten)beteiligt seien.

Gleichlautend berichte ich unter gleichem Datum und gleicher Zahl nach Konstantinopel.

Der K.und K.Generalconsul

Rami

K. U. K. OESTERR. UNGAR. GENERAL-KONSULAT
CS. ÉS. KIR. OSZTRÁK MAGYAR FŐKONZULÁTUS.

Nr.62/P

Massnahmen gegen die Armenier.-

Smyrna, den 30.August 1915.-

29. OKT. 1915

Seiner Exzellenz

dem Herrn Minister des k.u.k.Hauses und des Aeussern

Stephan Baron B u r i á n ,

W i e n

Massnahmen (wie Massenverhaftungen, Verbannung etc.), die vor einiger Zeit in verschiedenen armenischen Provinzen und auch in der Landeshauptstadt gegen die Armenier ergriffen wurden und durch welche die die armenische Bevölkerung des Reiches eingeschüchtert werden sollte, haben auch hier ihren Zweck nicht verfehlt

Die angebliche Aeusserung des Grossvezirs an den Patriarchen .... « Les Arméniens sont les amis de nos ennemis. Nous allons donc nous séparer d'eux, comme eux se séparent de nous ... » wird weiter kolportiert, in den interessierten Kreisen lebhaft kommentiert - und viele sind heute überzeugt, dass die Türken an die Extermination des armenischen Elementes ernst denken.-

Die hiesigen Armenier haben seit Jahren den politischen Behörden keinen Grund zur Unzufriedenheit gegeben; die meisten von ihnen üben ruhig ihr Gewerbe oder Handel aus und fürchten nun, dass durch eine Expulsionsorder ihre Vermögen vernichtet werden. Ihre Augen sind daher jetzt auf den Generalgouverneur Rahmy Bey gerichtet, der (ebensowie Pertew Pascha) mit verschiedenen armenischen Familien Smyrnas (Essayan,Avedikian

./.

O. Durch die Post.

u.A.) sehr befreundet ist und wahrscheinlich auch sie - wie seinerzeit die Anglo-Franzosen - » retten" wird.

Die Zahl der armenischen Bevölkerung der gregorianischen Diözese Smyrna ist bedeutend und verteilt sich auf die einzelnen Lokalitäten des Distriktes wie folgt:

Smyrna mit den Vororten			20 - 25.000 Seelen
Baindir	40	Häuser	200 »
Magnesia	350	»	1.750 »
Menemen	18	»	90 »
Cassaba	./.		./.
Salihli	15	»	75 »
Akhissar	60	»	300 »
Kirkagatsch	180	»	900 »
Kinik	120	»	600 »
Bergame	80	»	400 »
Nikili	10	»	50 »
Denizli	120	»	600 »
Aidin	35	»	200 »
Sokia	30	»	180 »
Kouchada	10	»	50 »
Nazli	80	»	500 »
Oedemisch	250.	»	1.250 »
Akscheir	800	» (Gegenwärtig in Konia)	4.000 »

Hiezu kommen noch zk 8 - 10.000 Armenier, die keinen festen Wohnsitz haben, sodass die Gesamtanzahl der armenischen Bevölkerung des Distriktes mit zirka 45 - 50.000 angegeben werden kann.

Strengere Massnahmen (wie Verbannung u.dgl.) gegen die hiesigen Armenier, die wie gesagt seit Jahren

./.

politisch nicht hervorgetreten sind, würden nicht nur dem Handel im Allgemeinen sondern auch unserem Handel einen sehr grossen Schaden verursachen; die grössten hiesigen Geschäftshäuser, wie Sivrissarian, Inplikdjian, Avedikian u.A. decken ihren Bedarf zum grössten Teil in Oesterreich-Ungarn und stehen momentan mit ihren Lagern für viele Tausende von Pfunden unserer Industrie gut.-

Als die hiesige armenische Gemeinde von den Eingangs erwähnten Vorgängen (in Eski-schehir, Panderma etc) erfuhr, veranstaltete sie am 15.d.Mts. - in Gegenwart des Defterdars des Vilajets, Pertew Paschas, Djemal Paschas und anderer hoher ottom.Funktionäre - einen feierlichen Dankgottesdienst für die Genesung S.M.des Sultans, an welchen auch eine Huldigungsdepesche expediert wurde. Der armenische Advokat Nazaret Hilmi hielt eine patriotische Rede und betonte im Namen der Gemeinde die Treue und Ergebenheit der hiesigen Armenier zum Reiche...

Gleichlautend berichte ich heute sub gleicher Zahl nach Konstantinopel.

Der k.u.k.Konsul & Gerent:

6 Sep. 1915

K. und k. österr.-ungar. Botschaft
Konstantinopel
Cs. és kir. osztrák-magyar Nagykövetség
Konstantinápoly

11. SEP. 1915

Yenikój, am 31. August 1915

No. 71 B.
P.

Armenische Ausweisungen.

Zum h.a.Berichte No.70/P -B
vom 27.August 1915.

1 Beilage.

An Seine Exzellenz den Herrn Minister des k.u.k. Hauses
und des Aeussern, Baron Burián !

Ich unterbreite im Anbuge Abschrift eines weiteren Berichtes der k.u.k.Consular-Agentie in Brussa,mit welchem diese die Art und Weise schildert, wie die von dort ausgewiesenen besitzenden Armenier gezwungen werden, vor ihrer Abreise ihre Immobilien an Mitglieder des Comités "Union et Progrès" und andere Türken zu veräussern.

./.

DURCH KURIER.

BA XII, 209

Durch den amerikanischen Botschafter höre ich, dass die amerikanischen Missionäre im Innern Kleinasiens melden, dass ungeheure Massen von Armeniern, sei es durch Ermordung, sei es durch Hunger und Krankheiten zu Grunde gegangen sind. Auch deutsche Offiziere, die sich in letzter Zeit in Kleinasien aufgehalten haben, erzählen von schauerlichen Szenen, die sich in den dortigen Gegenden abgespielt haben.

Ich habe gestern auch Talaat Bey in ähnlicher Weise gesprochen, wie bereits dem Grossvezir gegenüber. Der Minister des Innern sagte mir, er habe strenge Weisungen herausgegeben, dass die Verfolgung der Armenier einzustellen sei. Er bemerkte hiebei, dass in wiederholten Fällen Uebergriffe der Behörden vorgekommen seien, welche er in strengster Weise zur Rechenschaft ziehen werde. Aus den Aeusserungen Talaat Bey's konnte ich entnehmen, dass das unerhörte Vorgehen gegen die Armenier - falls es tatsächlich dazu kommt - jetzt deshalb eingestellt werden soll, weil man alle jene Armenier, welche entweder als Revolutionäre, als Staatsfeinde

oder als unangenehme wirtschaftliche Konkurrenten betrachtete, aus dem Wege geräumt hat. Man hält die armenische - Frage jetzt gewissermassen als erledigt.

Der k.u.k.Botschafter:

Pallavicini

345

Beilage zum Bericht de dato Konstantinopel 31.August 1915, Nr. 71 B.
P.

Abschrift des von der k.und k.Konsularagentie in Brussa an die k.und k.Botschaft gerichteten Berichtes Nr.464/P, vom 23.August 1915.

In der gestern nachmittags abgeschobenen dritten Gruppe befanden sich zumeist nur reiche armenische Familien, von welchen alle Grundbesitzer, am Vorabend ihrer Abreise um 9 ½ Uhr durch den Diener des Clubs Union & Progrès aufgefordert wurden, sich behufs Uebertragung ihrer Immobilien in die Defterhané zu begeben. Diesem Befehle leisteten die Armenier sofort Folge und übertrugen zwangsweise ihre Immobilien auf Türken, deren Namen sie erst in der Defterhané erfahren hatten.

Die Zwangsverkäufe wurden auf folgender Weise durchgeführt:

Die Armenier sind rechtzeitig aufgefordert worden, sobald sie vor den Defterhané erscheinen würden, zu erklären, dass sie ihr Haus oder Grundstück eigenwillig verkaufen und dass das ihnen angebotene Geld dem Gegenwerte des verkauften Gegenstandes entspricht.

Im Zimmer, wo die Beamten und einige Zeugen

sich befanden, lag auf einem Tische ein Sack mit Geld, welcher dem Verkäufer nach Beendigung der Formalitäten eingehändigt wurde. Der Käufer musste das Geld zählen, erklären, dass es richtig sei und über bereits früher erhaltenen Auftrag das Geld wieder in den Sack legen.

Kaum aus dem Zimmer gelangt, wurde dem Verkäufer das Geld von Türken, die am Eingange warteten, abgenommen und derselbe Geld enthaltende Sack musste für weitere darauf folgende Zwangsverkäufe dienen.

Die Verkäufe sind auf eine so listige Art und Weise durchgeführt worden, dass sich die Armenier nicht nur ihrer Immobilien, sondern auch des ihnen bezahlten minimalen Gegenwertes, noch im Gebäude der Defterhané beraubt sahen.

Am erwähnten Abende wurden unter anderen die zwei schönsten Häuser Brussa's übertragen, u.zw. das eine auf den Namen des Clubs Union et Progrès und das andere auf den des Präsidenten des Komités Ibrahim Bey.

Obwohl der hiesige Gouverneur den Eindruck eines guten und gerechten Menschen macht und, wie ich erfahren habe, sein Möglichstes behufs Vermeidung solcher Greueltaten getan hat, besitzt derselbe nicht diejenige Macht, um sich den Mitgliedern des Komités Union et Progrès entgegensetzen zu können. Ich weiss mit Bestimmtheit, dass auch gestern während der ganzen Nacht derartige Verkäufe vorgenommen wurden.

Gesprächsweise hat mir der Gouverneur vertraulich mitgeteilt, dass er einen Modus suche, um diese gesetzwidrigen Verkäufe zu verhindern, eventuell auch zu annullieren. Gleichzeitig hat er mir erklärt, dass er für die Sicherheit der armenischen Reisenden die nötigen Massregeln getroffen hat.

.....

No.318. Konstantinopel,2/9.1915.

Aus der Türkei.

Täglich erfolgen hier neue Ausweisungen von Armeniern,meist ohne daß die Familien derselben auch von dieser Maßnahme betroffen würden,während die Verbannungen in anderen Orten,wie Izmiel,Erzerum,Karput, Diarbekr,Musik,Cesarea,Konja,meist mit Familien erfolgen.Die Zahl der Ausgewiesenen beträgt täglich 2-4oo Es heißt,daß alle Armenier aus Konstantinopel verbannt werden sollen.Den Betroffenen wird der Grund ihrer Verbannung nicht mitgeteilt.Der frühere Minister des Aeußern,Noradunghian,sowie der frühere Postminister Oskan Effendi,einer der besten Fachminister, sind geflohen.Der bekannte Abgeordnete Varthes war verbannt,kehrte jedoch wieder zurück und wurde nun von neuem ausgewiesen.Der frühere Abgeordnete Sohrab soll hingerichtet worden sein.

Im Ministerium des Innern gibt es jetzt keine Armenier mehr.In anderen Ministerien sind zwar noch Armenier beschäftigt,doch sollen auch diese demnächst entfernt werden.-

Zur Verteidigung der Dardanellen wie der Südküste Thraziens sind alle disponiblen Truppen der I.,II.u.V.Armee sowie Teile der IV.aus Syrien -da ein größeres Unternehmen gegen den Suezkanal zunächst ausgeschlossen erscheint- konzentriert worden.

xxxxxxxxxx

K. und k. österr.-ungar. Botschaft
Konstantinopel.

Ca. da. kir. osztrák-magyar Nagykövetség
Konstantinápoly

Yeniköj, am 3.September 1915.

No.72 H.
P.

INDIZIERT
8 - OKT. 1915

Armenische Verfolgungen.
Zum Bericht No.71 B vom 31. August 1915.- P.

An Seine Exzellenz den Herrn Minister des k.u.k.

Hauses und des Aeussern, Baron Burián !

Hiesigen katholisch-armenischen Priestern kommen fortwährend Nachrichten aus Angora und anderen Orten zu, dass in die barbarischen Massnahmen gegen die armenische Bevölkerung auch die katholischen Armenier zum grossen Teile inbegriffen sind. Ein römisch-katholischer Geistlicher bestätigte mir, dass sich das Gleiche auch in Ismidt ereignet.

Ich habe in meinen wiederholten Gesprächen mit Talaat Bey stets auch insbesondere auf die katholischen Armenier seine Aufmerksamkeit gelenkt; er gab mir immer

./.

DURCH KURIER.

BA 241, 705

354

die Versicherung,dass die katholischen und protestantischen Armenier nichts zu befürchten hätten.Die versicherungen des Ministers des Innern haben sich daher bisher als unwahr erwiesen.

Gestern hat Talaat Bey dem Fürsten Hohenlohe die deutsche Uebersetzung eines Erlasses überbracht, den er an alle Mutessarifs herausgegeben habe.Es ist dies offenbar jene Weisung,von welcher mir der Minister letzten Montag gesprochen hat,und die ich in meinem obbezogenen Berichte erwähnt habe.Der deutsche Botschafter hat mir diesen Erlass vorgelesen.In denselben wird angeordnet,dass die Verschickungen der Armenier in das Innere eingestellt werden sollen,die Armenier,welche bereits auf der Wanderung seien,wären mit Brot und Oliven zu beteilen, Angriffe auf dieselben,besonders auf Frauen,hätten auf das strengste geahndet zu werden u.s.w.-

Es wäre nicht ausgeschlossen,dass dieser Erlass vielleicht darauf berechnet ist,dem deutschen Botschafter und mir Sand in die Augen zu streuen und es

bleibt ausserdem zu erwarten,ob dieser Erlass,falls er wirklich ergangen,auch durchgeführt werden wird,da es aus zahlreichen Nachrichten hervorgeht,dass sich nicht nur viele Mitglieder des Komités und Juden durch Ankauf des zurückgelassenen armenischen Hab und Gutes um Spottpreise in bedeutender Weise bereichern,sondern auch die Behörden selbst ihre materiellen Vorteile an den Massenverschickungen der Armenier haben.

Der k.und k.Botschafter:

Pallavicini

26. Sep. 1915

980

K. u. k. österr.-ungar. Generalkonsulat
Cs. és kir. osztrák-magyar Főkonzulátus
Trapezunt.

Zl. 54
P.

Trapezunt, am 4. September 1915.

Gegenstand: Verbannung der Armenier, Gewalttaten.

An Seine Exzellenz

den Herrn k. und k. Minister des kaiserl. und königl. Hauses und des Aeussern, Stephan Baron Burián

in

Wien.

Wie zu erwarten, wurden zahlreiche Armenier bei Durchführung der Verbannungsmassregeln getötet. Frühere Aeusserungen, wie: "Ihr braucht nicht viel mitzunehmen" - "Die kommen nicht wieder" - hinsichtlich der Zinder:"Auch kleine Nattern sind gefährlich", hatten Schlimmes befürchten lassen. Auf Grund verlässlicher Ermittlung sollen nachstehend einige Fälle erörtert werden.

Nach Mitteilung eines türkischen Offiziers wurden in den ersten Julitagen bei Hamsi-Kiöi, - 52 km von Trapezunt, - hundertzweiunddreissig bei militärischen Arbeiten verwendete Armenier erschossen.

Der hiesige Deutsche und der amerikanische Konsul, welche mit Genehmigung des Vali am 17. Juli l.J. auf der Erzerumer Strasse eine Erkundigungsfahrt unternahmen, beobachteten bei Bestattung einer Leiche einen Mann, der ohne Aufforderung berichtete, kurz vorher 4 andere Leichen begraben zu haben.

./.

Nach übereinstimmenden türkischen Mitteilungen wurden hier im Juli und August l.J. einige Hundert armenische Frauen Kinder und Greise mittelst Barken in's Meer hinausgeführt und dort versenkt.

Wie schon früher die armenischen Beamten der Regie und der Dette Publique, wurden am 17. August l.J. drei Beamte der Ottoman-Bank ausgehoben und allgemeiner Annahme nach, wie auch der armenische Muchtar (Gemeinde-Vorsteher) und Frau, für die sich der Deutsche Konsul eingesetzt hatte, ausserhalb der Stadt ermordet. -

Aehnliche traurige Vorfälle meldet der Konsularbericht vom 1.August l.J., N° 52, aus Kerasunt; so wurden am 28. Juli zwischen Kerasunt und Ordou bei 60 nackte, im Meere treibende Leichen gezählt. Der Grossteil der Armenier von Kerasunt wurde bei Koulak-Kaja von den Gendarmen geplündert und dann niedergemacht.

Ein Bericht unseres Vizekonsulates in Samsun vom 11. August l.J., N° 138, erwähnt die Tötung von beiläufig 1.200 Armeniern (Männern) in Mersifun und von beiläufig 1600 in Amassia.

Ergänzend berichteten mir & kürzlich aus Konstantinopel über Sivas hier eingetroffene georgische Comité-Mitglieder über das grenzenlose Elend Tausender fortgetriebener Armenier im Innern, das häufige Vorkommen von Leichen und das offene Geständnis türkischer Offiziere und Beamter, dass die Armenier ausgerottet würden.

Viele Tausende von Armeniern dürften so ihr Leben eingebüsst haben und die Zahl der Opfer diesmal beträchtlicher sein, als zur Zeit der hamidischen Massacres; die armenische Frage scheint für die Türkei dank der ihr günstigen gegenwärtigen

./.

HOF- U. STAATS-ARCHIV WIEN

Verhältnisse, gelöst.

Wie das Leben, ist auch das Gut der Armenier preisgegeben. "Des officiers, des fonctionnaires, la police ont volé les Armeniens" sagte mir ein Offizier, während ein höherer Justizbeamter behauptete, dass reichlich die Hälfte des Geldes und Schmuckes der Armenier verschwunden sei. Tatsächlich waren nach türkischen Mitteilungen die Funde gering, da nur 1.200 Ltq., 7500 Rubel, wenig Schmuck und Teppiche zu Stande gebracht wurden. In der Stadt und Umgebung boten verdächtige Erscheinungen und Soldaten Ringe, wie auch anderen Schmuck, mitunter handweise, zum Verkaufe an.

In Kerasunt, wo der armenische Besitz an Bargeld auf 10.000 Ltq. geschätzt wurde, konnten nur 10£ Ltq. behördlich sichergestellt werden.

Bei dieser Vorgangsweise sind Befürchtungen hinsichtlich der Befriedigung der ausländischen Gläubiger der Armenier begründet (Vgl. h.a. Bericht v. 16. VIII. 1915, Zl. 270). -

Nochmals glaube ich erwähnen zu müssen, dass in hiesigen türkischen Kreisen die Annahme, Deutschland sei mit dem Vorgehen gegen die Armenier einverstanden, an Verbreitung gewonnen hat.

Gleichlautend berichte ich nach Konstantinopel.

Der k.u.k. Konsul:

Durch die k.u.k. Botschaft
in Konstantinopel.

II.

No. 303 I n n e r e s.

Dynastie. Mir liegen diverse neue Informationen und Anzeichen vor, welche die Ausfuehrungen meiner Berichtsnotizen der letzten Zeit ueber den jungtuerkischen"Ideal-Sultan" und die Stimmung gegen den Tronfolger und fast alle uebrigen Mitglieder der Kaiserlichen Familie bestaetigen und darum wiederhole ich die Conclusion, dass ich die Dynastiefrage fuer eine der gefaehrlichsten Zukunftsfragen des jungtuerkischen Lebensprozesses halte.

Von den circulierenden Geruechten ueber den Tronfolger citiere ich nur Folgendes: Er sei ein Englaenderfreund und unterhielte mit ihnen drahtlose Verbindung !? --

Wirtschaftliches. Hier liegt eine der Hauptgefahren der gegenwaertigen Situation, durch die Verschlechterung der Stimmung, infolge Mangel oder Teuerung der Hauptbedarfsartikel : Brod, Zucker, Reis, Caffee, Petroleum, Kohle und andere Feuerung. Es wird verbreitet, dass an den tuerkisch-juedischen Lieferanten Ring sich die jungtuerkischen Machthaber, sogar Talat, beteiligen, was natuerlich einen schlechten Volksgeist-Grad heranzuechten kann.

Constantinopler und Prowinz-Stimmung. Ausser von obigen wirtschaftlichen Einflussen wird dieselbe unguenstig beeinflusst durch die "unge druckten Zeitungen", welche zweifellos von den tuerkischen Feinden und den Gegnern des jetzigen Regime, trotz aller Gegenmassregel, redigiert und verbreitet werden. In den Prowinzen ist dies nicht so moeglich, und darum scheint die Stimmung in dieser Beziehung etwas besser zu sein als hier.

Armenisches. Ich wiederhole zuerst mein Urteil; die jungtuerkische Reduzierung und Zurueckdraengung des armenischen Elements in's Innere, waehrend der jetzigen Kriegszeit-Gelegenheit, ist eine geniale, kuehne staatsmaennische Tat. -- Die Maximalzahl der armenischen Angaben ueber die vernichteten Armenier betraegt eine Million, was zweifellos masslos uebertrieben ist (die armenische Gesamtbevoelkerung wird auf zwei Millionen geschaetzt); die Maximalzahl der tuerkischen Angaben ueber die massakrierten Tuerken seitens der Armenier in den Vilajets Van, Erzerum etc. betraegt 80.000 !? -- Der Sandschak Ismid wird auch von den Armeniern beinahe ganz gesaeubert,da Feuersbruenste und verschiedene Einverstaendnisse mit dem Feind (Unterseebooten) auf ihr Schuldconto gesetzt werden.-- Die letzte Nachricht ueber tuerkische Massacres kommt aus Angora: 8.000 Armenier sollen dort verschwunden(!?) sein, ihre Weiber und Kinder sollen in einen Hangar eingesperrt und erstere von den Tuerken benutzt werden. Von hier werden vorderhand nur die unverheirateten Armenier aus der Prowinz abgeschoben.-- Mit der allgemeinen Gewaltmassregel gehen weitere spezielle im Gefolge: Pensionierung und oft auch gleichzeitig Exilierung armenischer Beamten. Nach armenischen Angaben sollen jetzt nur noch etwa 4% des fruecheren Standes der armenischen Beamten im Dienst sein. So.z.B. im Bauenministerium von fruecheren 150 nur 5.-- Armenier und Christen ueberhaupt, schieben, wie schon gesagt, diese tuerkische Drangsalierung der Armenier den Deutschen in die Schuhe; von den deutschen Gegenschritten erfahren sie nichts und wenn,da sie unwirksam, nuetzt es nichts dem deutschen Ansehen.

Katholiken. Die Drangsalierungen der orthodoxen Armenier werden auch auf katholische Armenier ausgedehnt.-- Beinahe alle katolischen Priester sind infolder tuerkischen Christenverfolgung (der Armenier) noch mehr tuerkenfeindlich geworden als sie ohnehin waren, compromittieren sich auch oft oder werden nur tuerkischerseits verdaechtigt, hiedurch wurden die diveresen letzten tuerkischen Massregeln gegen Katholiken (Priester, Kirchen-Anstalten, Laien) gezeitigt, Interventionen helfen da nichts oder nicht viel und machen die Tuerken nervoes, verbitterter und schaden den Interessen der Intervenierenden.

Libanon. Die Degradierung dieser privilegierten Prowinz und franzoesischen-Kolonie-Embryo zum gewoehnlichen tuerkischen Sandschak ist nun vollkommen durchgefuehrt. General Dschemal Pascha, der Obercommandant gegen Egypten,

II.

No.303 I n n e r e s.

und "Vicekoenig" der arabisch gemischten suedlichen Prowinzen weilt gegenwaertig dort. Der erste Mutezarif (Gouverneur) ist Munif, ein Faktotum Talat's geworden.

Schulwesen. Auf diesem Gebiete ist bisher waehrend der Kriegszeit viel geschehen und geschieht viel: durch das Unterrichts-Ministerium mit Hilfe des deutschen Beirates, Geheimrat Schmidt und durch den moderner Scheik-ul-Islam mit Hilfe der grossen Vakuf Finanzmittel. Das Motiv, der Motor dieses Eifers ist die schlagwortartige Erkenntnis, dass die Schulmeister die Kriege gewinnen. --

Frauenfrage. Die Betaetigung der tuerkischen Frauen im Schulwesen, Spitalspflege, bei humanitaeren Sammlungen und Veranstaltungen hat ihre bisherige Bewegungsfreiheit stark erweitert und ihnen ermoeglicht, ihren Liebesdurst auf dem Kriegstheater der freien Liebe zu loeschen. Die Not hat auch die tuerkische Prostitution stark gefoerdert. Auch dies sind schliesslich Schritte zur Loesung der tuerkischen Frauenfrage.

Unterthanen der feindlichen Staaten. Gegen dieselben wurde endlich eine Reihe dringend noetiger Massregeln ergriffen (vor 9 Uhr Abends duerfen sie nicht ihre Wohnungen verlassen etc.) wobei ich bemerke, dass dieselben wohl nirgends soviel Freiheit genossen und sie missbrauchten wie hier.

Kriegsstimmung. Ich wiederhole meine letzte Constatierung: bei der Masse des tuerkischen Volkes herrscht schon Kriegsmuedigkeit und Kriegsunlust, die Christen erwarten eine Niederlage der Tuerken in den Dardanellen wie eine Erloesung und den Feind wie einen Messias. (In/ hiesigen hoeheren tuerkischen Kreisen (auch Militaerischen) circuliert bezueglich der Dardanellen der Vergleich (die Tuerken lieben solche) dass ein Geschaeftsmann sich zwar vor einer Diebsbande verteidigt, dass aber, wenn ihm sein Compagnon (Deutsche) nicht genuegend hilft, (Munition und Waffensendungen) er sich schliesslich mit der Diebsbande vergleichen und das Thor oeffnen wird.) --

Die jungtuerkischen "Reifen": Enver's, Talat's & Comp. halten aber obbesagte ungueenstige Stimmungen und Stroemungen genuegend nieder und die Staatsmaschine fest zusammen, und scheinen, aussergewoehnlich grosse Kraftproben ausgenommen, auch genuegend widerstandsfaehig fuer die Zukunft.

Zukunft der Jungtuerkei ? Das jungtuerkische Lebens-und Entwickelungs-Gesetz und dessen aufsteigenden oder absteigenden Stufen lassen sich selbstverstaendlich nicht im Voraus formulieren. Dieselben werden ungueenstig dadurch beeinflusst, dass die wirkende"Hefe"zu gering scheint, durch verschiedene zersetzende Erbschaften und Fermente, durch das orientalische Wuesten (oder Nomaden) Gesetz, durch jugendlichen Chauvinismus und Kindermaerchenglauben. Guenstig wirkt dagegen die jungtuerkische Jugend, Kraft und Lust.

No.327. Konstantinopel,8/9.1915.

Aus der Türkei.

Les expulsions des Arméniens de Constantinople subissent un arrêt,par suite,dit-on dans les milieux du Comité „Union et Progrès",des démarches énergiques de l'Ambassadeur d'Amérique.Des membres dudit Comité ont cependant déclaré:

„Nous nous sommes arrêtés pour le moment,mais nous trouverons toujours moyen de nous défaire de tous les Arméniens."- A Angora,tout ce qui était Eglise arménienne-catholique a été totalement brûlée par les Turcs.

On s'occupe vivement dans les milieux turcs de l'éventualité d'une marche d'une armée allemande vers Constantinople,qui,du reste,ne serait pas bien vue par la majorité des Turcs.

La population à Constantinople continue à envahir journellement les fours.Cette situation,qui dure depuis 15 jours,ne paraît aucunement s'améliorer.Pas de bois de chauffage,pas de charbon,pas de pétrôle,pas même d'allumettes et l'hiver approche. Quant à la cherté en général,on ne peut plus la décrire.

xxxxxx.

Dep.5.

14. Sep. 1915
K. und k. Österr.-ungar. Botschaft
Konstantinopel
Ca. és kir. osztrák-magyar Nagykövetség
Konstantinápoly

Jeniköj, am 8.September 1915.

INDIENST
8 OKT.

Nr. 73 cA-B.
P

Armenierverfolgungen.

zum Berichte Nr. 72 H,
vom 3.Sept.1915. P

An Seine Exzellenz den Herrn Minister des k.und k. Hauses und des Aeussern
STEPHAN BARON B U R I Á N !

Trotz der Versicherungen Talaat Bey's, wonach er strenge Weisungen erlassen habe, die Verfolgung der Armenier einzustellen und obwohl er Fürst Hohenlohe auch den deutschen Text eines solchen Erlasses übergeben hatte, scheint in der Lage der Armenier bisher noch immer keine Besserung eingetreten zu sein. Sowohl von Seiten des armenisch-katholischen Patriarchates als auch aus katholisch-geistlichen Kreisen kommen mir noch immer einschlägige Klagen zu und meldet überdies das k.und k.Generalkonsulat Beirut, dass Nachrichten des dortigen syrisch-katholi-

Durch Kurier.

schen Patriarchen zufolge im Innern Massakers stattfinden, von welchen selbst die katholischen Armenier nicht verschont blieben und denen auch der Bischof von Mardin mit mehreren Geistlichen zum Opfer gefallen sein soll; auch wäre ein Patriarch nach dem Hauran deportiert worden.

Es wäre allerdings im Bereiche der Möglichkeit, dass diesen Nachrichten Fakten zugrunde liegen, die sich noch vor dem besprochenen Erlasse Talaat Bey's zugetragen haben und dass nun vielleicht eine Besserung in der Lage der Armenier, wenigstens des katholischen Teiles derselben, eintritt, immerhin scheinen mir die Aussichten hiefür aus den in meinen einschlägigen Berichten erwähnten Gründen und weil die Türken augenscheinlich auch jetzt wieder ein Doppelspiel treiben dürften, recht gering.

Wie ich nämlich aus der Polizei-Sektion des Ministeriums des Innern ———————

erfahre, sind allerdings Weisungen in die Provinz ergangen, die Katholiken in ihre Wohnstätten zurückkehren zu lassen, doch erfloss kürzlich auch ein Erlass des Kriegsministers, wonach die Armenier, gleichgültig welcher Konfession, so zu verteilen seien, dass sie nirgens mehr als 5 % (!) der Bevölkerung bilden.

Der Effekt des Erlasses Talaat Bey's dürfte aber in praxi durch jenen der Weisung des Kriegsministers paralisiert werden.

Auskünften derselben Amtsstelle zufolge, sei überhaupt der Chef des Mohadjir-(Einwanderungs-) Wesens nach Kleinasien entsendet worden, um die ganze dort veranlasste Bevölkerungsbewegung in einigermassen geordnete Bahnen zu leiten. Nachdem die Aufgabe dieses Funktionärs normalerweise darin besteht, die Ansiedelung mohammedanischer Imigranten in der Türkei zu unterstützen, letztere aber hier heute noch in grossem Elend sind, so scheint mir die Annahme naheliegend, dass von

./.

der Exmission des besagten Chefs des Mohadjirwesens im Grunde eher die mohammedanischen Immigranten als die von ihrem Herde vertriebenen Armenier profitieren dürften.

Jedenfalls beweist diese Massnahme im Verein mit den vorbesprochenen Erlässen des Ministers des Innern und des Kriegsministers, welchen Schwierigkeiten eine Einflussnahme auf die massgebenden türkischen Faktoren selbst dann begegnet, wenn sie in einer Form erfolgt, welche eine formelle Ablehnung mit dem beliebten Hinweis auf die „interne Angelegenheit der souveränen Türkei" unmöglich macht.

Der k.und k.Botschafter:

Pallavicini

Evidenzbureau des k.u.k. Generalstabes. Ev 1915

A U S Z Ü G E aus D I E N k.u.k V E R T R E T U N G E N

Laufende Zahl	k.u.k. Vertretung in	Datum	Inhaltsauszug
1	Konstantinopel	12/9.	Die Lage der Armenier in der Türkei ist verzweifelt. Die türkische Regierung scheint es auf die Vernichtung der ganzen armenischen Rasse abgesehen zu haben. Während und nach dem Friedensschluss werden Russland, Frankreich und England die gegen die Armenier begangenen Greuel der türkischen Regierung gewiss vorhalten. Der Vorwurf wird aber zum grossen Teil auch Deutschland treffen, dem die Gegner Einverständnis mit allen Handlungen der türkischen Regierung beimessen werden. 25/9 Nowakow K.u.k. Armee-Oberkommando [illegible] Nachrichtenabteilung K.Nr. 15301 28. Sept. 1915 Gehorsam! 26/9 Hiess

No.336. Konstantinopel, 12/9.1918.

Zur armenischen Frage.

Die Lage der Armenier in der Türkei gilt als verzweifelt. Es handelt sich tatsächlich kaum mehr um eine Ausweisung von Elementen, die man mit der revolutionären Erhebung in Van in Zusammenhang bringen will, sondern um einen vernichtenden Schritt gegen die Rasse im allgemeinen. In den Provinzen, in Städten wie Ismid, Erzerum, Charput, Diabekr, Bitlis, Musch, Kaisarieh, Konia und anderen trifft der Verbannungsbefehl Familien, die in einigen Stunden den Ort verlassen müssen und an einen anderen verbannt werden, den sie nicht erreichen können, da sie die erforderlichen Geldmittel nicht so schnell flüssig machen, keine ausreichende Nahrung mitnehmen und unterwegs kein Obdach aufsuchen können.

Nach dem Friedensschlusse und bei demselben werden die Willkürakte und Greuel, denen die Armenier zum Opfer gefallen sind, gewiss zur Sprache kommen. Russen, Engländer und Franzosen werden nicht Anstand nehmen, auf Grund reichen Materials die armenische Frage zu geisseln und mit Genugtuung werden sie die Gefühllosigkeit brandmarken, der diese immerhin hoch entwickelte Rasse zum Opfer gefallen ist. Es ist zu befürchten, dass diese Anklage hauptsächlich Deutschland empfindlich treffen wird, denn das Lob, das deutscherseits der Türkei überreich gespendet ist, wird als Beifall auch für die Handlungen der Türkei im allgemeinen angesehen werden. Auf Deutschland wird der grösste Teil der Schuld an den schweren türki-

./.

schen Verfehlungen gewälzt werden, denn die Gegner werden glaubhaft machen, dass die Türkei, die in allem der deutschen Initiative gefolgt ist, auch die Armenierverfolgungen mit Wissen und im stillen Einverständnisse mit Deutschland begangen hat.

Aus dem russischen

Orangebuche über die Vorgeschichte des Krieges mit der Türkei.

Stück No 68.

Der Botschafter in Konstantinopel an den Minister des Aeussern dd Konstantinopel 14. September 1915 (a. St.) Telegramm

Ganz zuverlässigen Informationen zufolge hat die oestreichisch-ungarische Regierung ihren Botschafter empfohlen mit allen ihm zu Gebote stehenden Mitteln ein Eingreifen der türkischen Flotte gegen Russland hervorzurufen.

Stück No 75.

Derselbe an denselben 19. September 1915 (a.St.) Telegramm

Aus verlässlicher Quelle ersehe ich , dass der oestreich-ungarische Botschafter den Grossvezir erklärt hat, die Türkei müsse nunmehr gegen Russland eingreifen. Der Grossvezir antwortete, die Türkei sei zum Eingreifen bereit, doch wisse sie nicht in welcher Richtung sie sich bethätigen solle. Darauf wies der Botschafter darauf hin , man müsse die Flotte benützen, deren nächste Aufgabe darin bestehe, auf Bulgarien und Rumänien einen Druck auszuüben. Dieser Zweck könne entweder durch die Vernichtung der russischen Flotte erreicht werden , oder , falls letztere den Kampfe ausweichen sollte, durch die Sicherung der türkischen Herrschaft über das Schwarze Meer. Der Grossvezir machte den Einwand geltend, Konstantinopel wäre gefährdet, falls die türkische Flotte im Kampfe mit der russischen Schaden leiden sollte.

Stück No 83.

Derselbe an denselben 23. September 1915 (a. St.) Telegramm

Ich erfahre aus verlässlicher Quelle, dass der östreichisch-ungarische Botschafter gestern den Grossvezir erklärt hat, dass die verbündeten Regierungen Deutschlands und Oestreich-Ungarns nunmehr den Zeitpunkt zum kriegerischen Eingreifen gegen uns für gekommen erachten , und es nunmehr an der türkischen Flotte sei die Schwarze-Meer-Küste anzugreifen. Der Grossvezir hat angeblich ausweichend geantwortet, indem er darauf hinwies, dass seiner Ansicht nach, die Action der Flotte bei der gegenwärtigen Lage der Dinge keine entscheidende Bedeutung haben könne.

Stück No 38.

Derselbe an denselben , 2. Oktober 1915 (a. St.) Telegramm.

Aus ganz verlässlicher Quelle konnte ich zu, dass der Grossvezir dem Deutsche, und Oster.

Botschafter, welche fortwährend ein sofortiges militärisches Eingreifen gegen uns verlangen , geantwortet, die schwierige Finanzlage stelle das einzige Hin nis gegen dieses Eingreifen dar.

17. Okt 1915

K.und K.österr.ung.Konsulat

Damaskus. [illegible] Damaskus, 24.September 1915.

No.62/P 12. NOV. 1915

Die armenischen Deportierten.

An Seine Excellenz den Herrn Minister
des K.und K.Hauses und des Aeussern
Stephan Baron Burián

In der Zeit vom 1.bis 15.September sind ca 22.000 aus ihrer Heimat zwangsweise verschickte Armenier in Damaskus angekommen und wurden nach Massgabe ihres Eintreffens nach einem Aufenthalt von 2-3 Tagen sämmtlich weiter nach dem Süden abgeschoben.Seit dem angegebenen Zeitpunkte sind nur einige hundert mehr hinzugekommen.

Die über Damaskus Instradierten machen den Hauptteil der nach dem Wilajet Damaskus geleiteten Zwangsauswanderung aus,doch wurden auch in den nördlichen Teilen des Wilajets,im Sandjak Hama und in der Bika-Ebene,viele tausende zurückgehalten,um dort angesiedelt zu werden.Von Damaskus,da hier kein Platz für Ansiedler ist,gingen

die Transporte sämmtlich weiter nach dem Ostjordanlande,in dessen ganzer Ausdehnung von der Landschaft Adjlun im Norden bis Tafile im Süden die Ansiedelung der Deportierten stattfinden soll. Die Bezirke Salt,Kerak und Maan erhielten das grösste Kontingent.

Bei den nach dem 1.September eingetroffenen Transporten befanden sich im Gegensatz zu den früheren(h.a.Bericht vom 28.VIII.d.J.No.54/P)fast nur gregorianische Armenier aus den Wilajeten Aleppo und Adana,insbesonders aus den Bezirken Marasch, Aintab,Tarsus und Alexandrette.Die Angehörigen anderer Konfessionen waren in so geringer Zahl,dass es den Anschein hat,als ob sie nur irrtümlicher Weise in die Verschickung inbegriffen worden seien, und sollen tatsächlich dem Vernehmen nach seither Befehle aus Konstantinopel ergangen sein,die Verschickung auf gregorianische Armenier zu beschränken.Nichtsdestoweniger wurden die jetzt und bei den früheren Transporten hiehergebrachten Angehörigen der anderen christlichen Konfessionen gleich allen anderen abgeschoben,ohne dass auf das Einschreiten der hiesigen Geistlichkeit dieser Riten Rücksicht genommen worden wäre.

Aus den von letzterer zusammengestellten Listen geht hervor,dass häufig die Familien von

den im Mannesalter stehenden Männern bei der Verschickung getrennt wurden.So z.B.befinden sich bei den 120 armenischen Katholiken unter den 80 aus Mardin nur Frauen,Kinder und Greise,unter den übrigen aus Kaissarije und Kassab nur Männer im Alter von 20-50 Jahren.Der überwiegenden Mehrheit nach aber gehören die Deportierten den ersteren Kategorien an.

Welchem Schicksal diese ihrer Erhalter beraubten Familien in dem fremden Lande,wo ihnen alle Lebensbedingungen fehlen,entgegengehen,kann kaum zweifelhaft sein.Wohl behauptet man behördlicherseits,dass man ihnen Wohnung und anbaufähiges Land geben werde.Tatsächlich war das an einem Orte,in Messmije(Hauran),der Fall,wo die Regierung in früherer Zeit Wohnstätten für mohammedanische Flüchtlinge(Muhadjirs)hatte bereitstellen lassen,die nunmehr von den Armeniern bezogen werden konnten.Aber mit dieser Ausnahme bleibt die Fürsorge wohl eine sehr unsichere.

Während ihres Aufenthalts in Damaskus wurden sie als Gefangene gehalten und jedermann der Verkehr mit ihnen verwehrt,selbst die Priester wurden nur zu Kranken zugelassen.Gleichwohl gelang es manchen Personen,dem Lager zu entfliehen und bei ihren Glaubensgenossen in der Stadt ein Ver-

steck zu finden,wo sie sich verborgen halten.

Die hiesigen Vorstände aller der in Betracht kommenden katholischen Riten,von denen der syrisch-katholische durch einen Erzbischof,der chaldäische und der armenisch-katholische durch Erzpriester vertreten sind,haben durch das Konsulat die Intervention der K.und K.Regierung angerufen,damit hochdieselbe für eine Milderung des Loses der Katholiken eintreten möge,nämlich dass in Hinkunft die Angehörigen der katholischen Riten,da sie erwiesenermassen an staatsfeindlichen Umtrieben keinen Anteil hatten,von der Verschickung verschont werden und dass den bereits Verschickten wenn nicht die Rückkehr in ihre Heimat,so doch wenigstens das Verbleiben in Damaskus gestattet werden möge.

Gleichlautend berichte ich unter gleichem Datum und gleicher Zahl nach Konstantinopel.

Der K.und K.Generalconsul

Rank

. Okt 1915

K. u. k. österr.-ungar. Generalkonsulat
Cs. és kir. osztrák-magyar Főkonzulátus
Trapezunt.

IND[illegible]T
26. OKT. [illegible]

Zl. 63
P.

Trapezunt, am 24. September 1915.

Gegenstand: Brief des Pa[illegible] Augustin Amrig in Er[illegible]um.

Zum h.a. Berichte v. 22. IX. 1915, Zl. 327/A

1 Beilage.

Pol II
Seit 15/9 im Pol.

An Seine Exzellenz

den Herrn k. und k. Minister des kaiserl. [illegible]
und königl. Hauses und des Aeussern, Stephan Baron Burián
in
Wien.

In der Anlage unterbreite ich einen mir von Pater Augustin Amrig, Superior der Mechitaristen in Erzerum, zugekommenen Brief behufs allfälliger Verwertung seines Inhalts gegenüber dem Erzbischof Dr. von Govrik. -

Da seitens der türkischen Regierung an die unterstehende Behörde die Weisung erging, die katholischen und protestantischen Armenier in ihrem derzeitigen Aufenthaltsorte zu belassen, glaube ich, dass den Mechitaristen in Erzerum vorläufig keine Gefahr droht; allenfalls könnte im Wege der k.u.k. Botschaft an zuständiger Stelle in Konstantinopel nochmals unser Interesse an den Mechitaristen in Erzerum hervorgehoben werden.

Der k.u.k. Konsul:

Durch die k.u.k. Botschaft
in Konstantinopel.

Erzerum. d. 31 August. 1915

Hochwohlgeborener Herr

Herr Dr Ernst von Kwiatkowski

k. u. k. österr.-ungarischer General-Konsul!

Heimlich schreiben wir Ihnen, Euer Hochwohlgeboren, diesen Brief, bittend Sie inständig, unseren armenisch geschriebenen Brief in die Hand unseres Herrn General-Abt in Wien zu erreichen lassen. In grosser Noth sich befindend, erlaubten wir uns und wagten an Ihnen Euer Hochw. diesen Brief zu schreiben. Im armenischen Briefe, an unseren H. Gen-Abt, haben wir gar keine politische Frage hineingemischt, sondern mit dim melden wir ihm nur unsere gegenwärtige kritische Lage, angebend ihm dass es hier kein Armenier giebt mehr, infolgendessen uns hier weder Zweck bleibt zu weilen, noch auch Mittel um zu leben und noch mehr, im Gegentheil, gegen unsere Leben auch drohen schwere Gefahre, solang wir hier sind, infolgedessen bitten wir unseren H. Gen-Abt, dass er durch einem starken Befehl mittels österr-ung. Ministeriums des

Aegeen und des türk. Ministeriums des Inneren uns sicher und gesund in Konstantinopel oder Smyrna ankommen lasse.

Euer Hochwohlgeboren, der hiesige K. deutsche Konsul, bis jetzt hat uns in jedem Falle geholfen und geschützt und schützt weiter. Wir sind ihm dafür tief dankbar. Er will uns sogar nach unserm Wünsche nach Konst. führen lassen, aber weil er ein neu Gekommener ist und viel Glauben der Türk. Regierung beimessend, uns nur mit einem türk. Führer nach Konst. vom Lande führen will, desswegen wir in Kummer gefallen sind während wir von sicherer und wahrer Quelle wissen, dass es gegen uns auch eine Verschwörung gibt, und auf der Reise uns niedermetzeln wollen und leider dieses Geheimnniss auch wir Ihm, d. heisst dem K. Deutschen Konsul, mit einem schweren Grunde nicht mittheilen können. Hier mit uns sind zehn armenischen Schwestern auch, welche ausnahms-weise mit dem Schutze des Herrn von Scheubner-Richter, des ehemaligen K. deutschen Konsuls geblieben sind. Also unsere kritische Lage aufrichtig Ihnen, Euer Hochw. ausdrückend, warten wir demüthigst um Gottes willen, auf Ihre wohlwollende Hilfe. Die Winterszeit auch ist nahe und uns sehr gefährlich von vielen Seiten. Weil unser Brief sicher nach Wien zu spät erreichen wird und wir sehr wahrscheinlich

4

die Winterszeit hier zubringen werden. bis es uns eine Hilfe von Wien komme, deswegen bitten wir Sie um Ihre wohlwollende Güte auf das inständigste, dass Sie auch, Euer Hochw. ein Mittel für uns verschaffen wollen, sicher seiend dass Sie, Euer Hochw. noch bessere und sichere Mittel kennen als wir damit wir bald von unserer kritischen Lage uns rettend in Konst. oder Smyrna erreichen können.

Ein Pater, von uns, P. Matthäus D Hadji, welcher in Kodordschur (In Jusuf Eli Provinz, drei Tag weit von Trapezunt) sich befand, ist mit dem Volke in Verbannung gegangen. und soviel auch das K. Deutsches Konsulat sich bemühte ihn zu finden lassen. ihm es nicht gelang ihn zu finden und zu retten. Ist es. Ihnen auch vielleicht, Euer Hochw. eine Hilfe nicht möglich dem verlorenen Pater zu leisten? Vertrauend auf Ihre Güte, wir bitten Sie Euer Hochw. für das Alles auf das inständigste. _ Wahrscheinlich unsere Bittschrift oder Brief bleibt ocheun zumal vom hiesigen K. Deutsches Konsulate

Mit tiefer Hochachtung und für immer dankbar bleibend, bin ich Ihr ganz ergebener Diener

P. Augustin Amrigg
Superior d. Mechitharisten
in Erzerum.

Streng Vertraulich !

Aphoristische Berichtsnotizen ueber die Situation und Stimmungen.

Constantinopel, den 25.September 1915.

------•••000•••------

Inhalt:

I. Vorbemerkung.
II. No. 309 Inneres.
III. " 310 Militaerisches.
IV. " 311 Deutschland.
V. " 312 Oesterreich-Ungarn.

-----•••000•••-----

I. Vorbemerkung.

Infolge des Briefes Se. Exc. Baron Macchio vom 8.ds.Mts. auf welchen ich heute antworte, setze ich meine Berichtsnotizen hiermit in etwas quantitativ reduzierter Art und Weise fort. Besonders aufmerksam mache auf den Absatz : "Armenier, Katholiken" der Berichtsnotizen II."Inneres"

-----•••000•••-----

II.

No. 309 I n n e r e s.

Jungtuerkisches Comité. Diese Tage fand eine Generalsitzung unter dem Praesidenten Talat Bey, Minister des Inneren, statt. Aus jungtuerkischen Kreisen verlautet, dass dies eine statutengemaesse Sitzung vor der bevorstehenden Parlaments-Eroeffnung gewesen sei. Von anderen Seiten wird behauptet, dass der Hauptzweck war, raesonnierende, kritisierende und opponierende Elemente, (gegen zu lange Kriegsdauer) gegen das Abkommen mit Bulgarien, gegen die deutsche Vorherrschaft usw.) aufzuklaeren und zu beruhigen, was dem geschickten Zaubermeister Talat gelungen sei.

Stimmungen ueber das Abkommen mit Bulgarien. In den hoeheren Staenden, welche den Machthabern und den einflussreichsten Comité-Mitgliedern nahestehen, sind die Hauptbestimmungen des Abkommens durchgesickert. Bestuerzt ist man und sehr bedauert wird, dass der einzige Trost des "tuerkischen Jena" (Balkankrieg) das wiedereroberte Adrianopel teilweise (die durch den Maritza-Fluss gebildete geringere Haelfte) verloren geht. Dass man Kirkilisse und das neue Mustapha-Pascha behaelt, wird nicht als genuegender Ersatz betrachtet.

Constantinopler Stimmung. Der mohamedanische Mittelstand und die Masse seufzt und murrt unter den schon zu lange andauernden grossen Kriegsopfern, der zunehmenden Teuerung, Brotmangel und anderen Kriegsnoeten. In den intelligenten und politisierenden Staenden ist zwar auch keine Kriegsbegeisterung mehr zu finden. Aber sie betrachten den Krieg als eine unabwendbare Forderung der Erhaltung der Existenz der Tuerkei und deren staatlichen Selbststaendigkeit. Beide Teile ueben relativ gut ihre Pflicht aus und ein noch immer betraechtlicher Prozentsatz tut mehr als seine Pflicht.

Stimmungen der Christen. Dieselben haben sich in der letzten Zeit gegen die tuerken noch bedeutend verschaerft. Ich habe hierueber unzaehlige Beweise. Ausser der wirtschaftlichen Not, Teuerung und Geschaeftsstockung, haben hierzu besonders beigetragen die Vernichtungsmassregel gegen die Armenier, und die Drangsalierung der Katholiken. (Die orthodoxen Griechen freuen sich natuerlich hierueber) Ich kann somit meinen Ausspruch der letzten Zeit nur unterstreichen, dass die erdrueckende Mehrzahl der Christen in der Tuerkei eine Niederlage der Tuerken wie eine Erloesung und den Feind wie einen Messias erwarten.

Armenier und Katholiken. Die Nachrichten ueber die tuerkischen Massregel gegen die Armenier sind tief traurig; freilich sind sie unuebersehbar und unkontrollierbar. Eine ganz sichere Information mag hier Platz finden. Der mir persoenlich bekannte Spezialist fuer armenische Abschlachtungen Ex-Wali von Adana, Emin Buad, der 1909 von dort auf diplomatisches Hinschreiten pensioniert werden musste, (unseren fruecheren Konsuln in Macedonien ist derselbe als Beamte aus Ueskueb und Salonik wohl bekannt) wurde vor ca. 14 Tagen nach Ismid entsannt mit der geheimen Mission dort eine kleine verkuerzte Neuauflage seines Werkes von Adana zu veranstalten. In acht Tagen soll dieser armenische Henker sein Werk schon vollendet haben. -- Das eine vermag ich mit Gewissheit zu konstatieren, dass sowohl die berufendsten armenischen Faktoren als auch diejenigen katholischen Stellen, welche sich fuer das Los der Armenier interessieren und diesbezuegliche Nachrichten sammeln, fuer die meisten ihre Angaben und Daten keine Beweise beibringen koennen und ihre Informationen meistens aus voreingenommenen Quellen schoepfen (es sind dies abgesehen von armenischen und amerikanischen Quellen) Beamte der Dette Publique, Tabak Regie, Ottoman Bank etc., welche grossenteils levantinische Amphibien sind). Alle einzelnen Opfer-Angaben bewegen sich

in runden Tausenzahlen und die Gesamtsumme der Opfer, deren Maximal Angabe eine Million erreicht, also die Haelfte der armenischen Bevoelkerung,basie nur auf willkuerlichen Schaetzungen, deren Zweck und Ziel ist, recht hohe Zahlen zu erreichen, -- ich erinnere daran, dass selbst die Hoechstzahlen d grossen armenischen Massacres 1895/6, auf Grund der bekannten, auch sehr fragwuerdigen Enquête der sechs Botschaften die jetzigen Angaben nicht erreichten. Mann summierte damals : 150.000 massacrierte Armenier, 50.000 Waisen und 80.000 zwangsweise zum Islam uebertretene. Ich erinnere ferner d auf, dass damals Rom die Massacres dazu benutzte, um die Kirchen-Union-Idee zu foerdern. So, nur um ein Beispiel zu nennen, schloss eine Publikation (herausgegeben von Pater Charmetant, Directeur Général de l'oeuvre d'orient mit der offenen Mahnung und Drohung : "Où la réunion avec Rome ou bien la décadence continue et la désagrégation finale". Nach unzaehligen Anzeichen ist in Rom diese Kirchen-Union-Idee wieder aufgenommen worden. Vielleicht war auch der Schluss der paepstlichen Kundgebung vom 28. Juli ds.Js. gegen den Krieg, welcher auch fuer die betet, die"noch nicht der roemischen Kirche angehoeren", eine Anspielung darauf. Sicher ist, dass der hiesige paepstliche Delegat, Monseigneur Dolci, eifrigst noetiges Material sammelt und hie zu fast alle hiesigen katholischen Priester, und soweit es moeglich ist, auc die in der Provinz veranlasst hat. Diese Anteilnahme, welche den Tuerken n verborgen bleiben konnte, sowie seine sonstigen fortwaehrenden Interventione welche sich nicht nur auf fremde und levantinische katholische Priester, sondern auch auf armenisch katholische Priester und Laien erstrecken, scheinen die Tuerken erbittert zu haben. Viele Versprechungen, die er von den Tuerken erhaelt, bleiben daher unerfuellt, oder werden nachtraeglich zurueckgezogen. Es ist also kein Wunder, wenn gegenwaertig der hiesige katholische Clerus und Laienwelt hochgradig erregt und von einer foermlichen Verfolgung der katholischen in der Tuerkei spricht. Einige der allerjuengsten Massregeln der Tuerken, so z.B. die naechtliche Delogierung der "Petites Soeurs", welche eine besonders segensreich wirkende internationale Altersversorgungsanstalt unterhalten haben, muessen tatsaechlich als unnoetige Roheitsakte oder gar Barbarei akte bezeichnet werden, welche auch gegen tuerkische Interessen sind,da ja der Krieg nicht ewig waehren wird, und Imponderabilien auch realen Wert haben. ---- Ein hier fuer die Dardanellen weilender katholischer Militaerpfarrer, wollte wegen dieser Zustaende hinausreisen, um hieruber Bericht zu erstatten, wurde jedoch von der Deutschen Botschaft an der Abreise gehindert. --- Meiner Ansicht waere auch fuer unser Interesse und Ansehen als katholische Vormacht eine Intervention dringend angezeigt. Diesbezuegliche Schritte von unserer hiesigen Botschaft oder bei Hussein Hilmi Pascha versprechen jedoch keinen oder wenig Erfolg. Es koennte vielleicht nur irgend eine Geschickte Kundgebung seitens unseres Kaisers die verblendeten, uebermuetigen Tuerken aufruetteln,un teilweise Abhuelfe schaffen. Vollkommene ? wahrscheinlich nicht, da die Tuerk von dem Glauben durchdrungen sind, dass sie nur in der jetzigen Kriegszeit,in welcher alle Moralwerte, selbst von den kriegfuehrenden Kultur-Nationen ersten Ranges missachtet werden, sich von den diversen bisherigen staatlichen Fesseln und Balasten befreien koennen, und daher die sich vielleicht nie mehr bietende Gelegenheit unbedingt benutzen muessten.

-----•••000•••-----

No.352. Konstantinopel, 26/9.1915.

Angeblicher Ausschluss Ahmed Risa Beys aus dem Komitee für Einheit und Fortschritt.

In einer vor kurzem abgehaltenen Sitzung beschäftigte sich der Verwaltungsrat des Komitees für Einheit und Fortschritt fast ausschliesslich mit der Frage des früheren Kammerpräsidenten und jetzigen Senators Ahmed Risa Bey. Derselbe hatte in der letzten Parlamentssession das Kabinett Said Halim Pascha aus verschiedenen Anlässen zu bekämpfen und angeblich dessen Sturz herbeizuführen versucht.

Schon in einer vor dem Schlusse der letzten Parlamentssession abgehaltenen Sitzung hatte der Verwaltungsrat der jungtürkischen Partei beschlossen, Ahmed Risa eine Rüge zu erteilen und ihn um Aufklärung zu fordern. Ahmed Risa Bey hatte darauf geantwortet, er habe sich entschlossen, dem Kabinette und der Partei Opposition zu machen, weil man seine Anschauungen nicht berücksichtigen wollte. Aus dieser Antwort Ahmed Risas war ersichtlich, dass er mit dem neuen Kurs der auswärtigen Politik der Pforte nicht einverstanden war. Man behauptet jedoch, vielleicht mit Recht, dass Ahmed Risa Bey der Regierung hauptsächlich darum zürnte, weil er nicht zum Präsidenten des Senates ernannt werden konnte. Der Verwaltungsrat der Partei soll nunmehr in seiner gestrigen Sitzung den Ausschluss Ahmed Risa Beys aus der Partei beschlossen haben. Es wurde auch verabredet, diese ziemlich wichtige Entscheidung der Presse nicht mitzuteilen, weil sie im gegenwärtigen Momente Anlass zu vielleicht irrigen Mutmassungen und Kommentaren geben könnte, und wahrscheinlich in Zusammenhang mit der Frage der Verfolgung der Armenier gebracht werden dürfte, da es bekannt ist, dass Ahmed Risa die Regierung ganz offen wegen der rücksichtslosen Verfolgung der Armenier getadelt hatte.

./.

Dep.5.

Nach meinen sicheren Informationen ist Ahmed Risa, wie die Regierung in Erfahrung gebracht hat, entschlossen, gleich nach der Wiederaufnahme der Parlamentssession dem Senatspräsidium einen Interpellationsantrag einzureichen, worin Aufklärungen über die Verfolgung der Armenier verlangt werden. Es ist jedoch höchst wahrscheinlich, dass diese Interpellation auch dann keine weiteren Folgen haben dürfte, wenn das anfechtbare Interpellationsrecht des Senats zugestanden und über die Interpellation debattiert werden würde. Wahrscheinlicher ist jedoch, dass der Interpellationsantrag Ahmed Risas, vielleicht auch ohne verlesen zu werden, von der grossen Majorität des Senats abgelehnt werden dürfte.

Was den Ausschluss Ahmed Risas aus der Partei anbelangt, so müsste man demselben keine allzugrosse Bedeutung beimessen. Zwar würde dieser Ausschluss, wenn in Europa bekannt, als hochwichtig erscheinen, weil ja Ahmed Risa im Auslande gewissermassen als die Personifizierung und der Chef der Jungtürken betrachtet wurde. Seine Bedeutung in der Türkei, insbesondere seit der Wiederherstellung der Verfassung, war jedoch nicht so gross, als man sich im Auslande vorstellte.

xxxxxxx

Nr. 79; P. — A. Konstantinopel, 30. September 1915.

Verschickung der Armenier in das Innere Kleinasiens.

GRAF TRAUTTMANSDORFF AN BARON BURIAN.

Alle Nachrichten, welche von armenischer Seite stammen und aus dem Inneren Kleinasiens bis hierher dringen, melden von den unerhörten Greueltaten, die gelegentlich der Verschickung der Armenier vorgekommen sind. Man könnte annehmen, daß diese Nachrichten mit Rücksicht auf ihre Quellen übertrieben wären, sie finden jedoch leider durch Berichte der Agenten und Filialen der hiesigen Banken, durch zurückgekehrte deutsche Offiziere etc. ihre Bestätigung. Augenzeugen erzählen von schrecklichen Szenen, welche sich bei der Evakuierung der von Armeniern bewohnten Dörfern abgespielt haben. Im gleichen Sinne haben auch unsere Konsularämter in Damaskus und in Trapezunt berichtet. Die Männer werden größtenteils erschlagen, Frauen und Kinder um ein Spottgeld an Türken verkauft. Diejenigen, welche die Wanderung in das Innere antreten, erreichen nur zu einem geringen Perzentsatze ihr Ziel, weil sie unterwegs durch Entbehrungen, Krankheit oder Erschöpfung zugrunde gehen. Es ist heute nicht mehr zu leugnen, daß die Türken die zweifellos sogar zahlreich vorgekommenen Fälle von Hochverrat und Aufruhr zum Anlaß genommen haben, die Exterminierung der armenischen Rasse durchzuführen, was ihnen zu einem großen Teile gelungen zu sein scheint. Talaat Bey sagte mir neulich selbst mit einer gewissen Genugtuung, daß es z. B. in Erzerum kaum mehr einen Armenier geben dürfte. Alle Nachrichten stimmen darin überein, daß die jüngsten Maßnahmen der Regierung gegen die Armenier unvergleichlich mehr Menschenleben gekostet haben, als die Massakers Abdul Hamids.

Bei dem jetzt herrschenden ganz maßlos übertriebenen Chauvinismus der Türken ist der Haß gegen alles Fremde und gegen den Christen in stetem Steigen begriffen. Es darf daher nicht wundernehmen, daß sich auch der in der Türkei so zahlreichen Griechen eine ziemliche Unruhe bemächtigt hat. Die seit längerer Zeit bestehende Unsicherheit in den Beziehungen mit Griechenland kann diese Beunruhigung nur erhöhen.

Die vorige Woche in Griechenland erfolgte Mobilisierung ist hier trotzdem verhältnismäßig ruhig aufgenommen worden und ich sollte glauben und hoffen, daß türkischerseits alles getan werden wird, um nicht durch unüberlegte Maßnahmen — wie schon so oft — der griechischen Regierung Anlaß zu Beschwerden zu geben und dadurch die Beziehungen zwischen den beiden Ländern zu verschlechtern.

Sollte es jedoch in der weiteren Entwicklung der Dinge zum Kriegszustande zwischen der Türkei und Griechenland kommen, so müßte ich befürchten, daß die Türkei, welche heute in dem Wahne lebt, die Exterminierung der armenischen Rasse ungestraft ausführen zu können, die Gelegenheit benützen würde, um auch gegen die Griechen mit Gewalt-

1 c.

maßnahmen und Massenausweisungen vorzugehen. Es würde dann bei der praktischen Undurchführbarkeit solcher Maßnahmen die Griechen das gleiche Schicksal erwarten, wie es in den letzten Monaten die Armenier betroffen hat.

Wenn — nach türkischer Auffassung — die Armenier die Schuld dafür trifft, daß der Türke in der Türkei keinen wirtschaftlichen Aufschwung nehmen kann, so müßte diese Theorie in gleicher Weise auf den Griechen anwendbar sein. Denn neben dem Armenier ist es der Grieche, der den Handel und das Wirtschaftsleben in der Türkei in der Hand hat.

Ebenso wie aber die Schuld für die Verfolgung der Armenier dem Einflusse der Zentralmächte und in erster Linie Deutschlands in die Schuhe geschoben wird, würden die Ententemächte — sollte es zu Verfolgungen der Griechen im großen Stile kommen — auch dafür sorgen, daß diese jeder Zivilisation Hohn sprechende Gewaltherrschaft der Türken gleichfalls und vielleicht noch in erhöhtem Maße auf Rechnung der teutonischen Barbaren geschrieben werden würde.

K. U. K. OESTERR. UNGAR. GENERAL-KONSULAT
CC. ÉS. KIR. OSZTRÁK MAGYAR [illegible]

Nr.68/P

Smyrna, den 6.Oktober 1915.-

Ausweisung der Armenier.

1 Blg.

INGEKOMMEN
10. NOV. 1915

Seiner Exzellenz
dem Herrn Minister des k.u.k.Hauses und des Aeussern
Stephan Baron B u r i á n ,
W i e n .-

Der beiliegende Bericht des Herrn Julius Neumann, Korrespondenten des ungarischen Handelsmuseums in Konia, wird zur hochgeneigten Kenntnisnahme unterbreitet.-

Gleichlautend berichte sub gleicher Zahl nach Konstantinopel.-

Der k.u.k.Konsul & Gerent:

Durch die Post.

1)

Abschrift.-

Verehrl.
k.u.k.österr.ung.Generalkonsulat
Smyrna.

In Bezug auf das Vorgehen der türkischen Behörden im Vilajet Konia gegen die Armenier sowohl gegen die ansässigen als auch von anderen Vilajets durchkommenden habe ich Folgendes zu berichten. Ich werde bei meinen Ausführungen streng unterscheiden zwischen dem, was ich selbst gesehen habe und was mir berichtet wurde:

Mitte Mai wurden in Konia gegen hundert Armenier, hauptsächlich Kaufleute aber auch Aerzte und Advokaten, eines Tages aufgefordert, sich am nächsten Morgen zu festgesetzter Stunde bei der Station einzufinden. Den Leuten wurde bedeutet, dass sie weggeschickt würden, dass sie nichts zu fürchten hätten und die Familien ruhig in Konia lassen können. Es handle sich nur um eine zeitweilige Massregel. Da von Frauen natürlich keine Geschäfte geführt werden können, mussten die betreffenden Kaufleute nätürlic ihre Betriebe sistieren, insoferne bei einigen davon einzel ne männliche Mitglieder der Familie, die etwas von dem betreffenden Betriebe verstanden, von der Exilierung nicht betroffen waren. Die Betroffenen wurden nach dem einige Tagereisen entfernten Karaman und Sultanieh in der Salzwüste gebracht, mussten dort von eigenen Mitteln leben und auch die zurückgelassenen Familien mussten vom Vorhandenen ihr Leben fristen. Die Leute sind natürlich durch diese Massregel finanziell schwer getroffen gewesen. Effektive

./.

2)

Not ist dadurch vorerst jedoch nicht entstanden, da es sich fast durchwegs um wohl nicht reiche, aber bemittelte Familien handelte. Die gleiche Massregel wurde gegen 65 - 70 Leute aus Akschehir getroffen. Ob und wie viel aus Afiun-Karahissar exiliert wurden, ist mir nicht bekannt.

Um die Mitte des Ramazan-Monates kamen durch Konia die ersten ausgewiesenen Familien aus Ismid und Ada Bazar. In Konia hatte inzwischen ein Valiwechsel stattgefunden. Azmi Bey wurde nach Beirut versetzt und an seine Stelle kam Djelal Bey aus Aleppo, der aber auf vier Wochen Urlaub nach Konstantinopel gieng. Das Gerücht zirkulierte, dass Djelal Bey während seines dreitätigen Aufenthaltes in Konia die Exilierungen nicht gutgeheissen hatte und die Absicht aussprach, dies nach seiner Rückkunft zu regeln. Zwei Wochen nach seiner Abfahrt kamen die ersten exilierten Emigrantenfamilien des Marmaragebietes durch Konia. Allgemein war die Meinung verbreitet, dass es sich um lokale Massregeln drehte, die hervorgerufen wurde durch das Auffinden einer Bombenfabrik in Ada Bazar und durch die Unterstützung die angeblich Armenier feindlichen Unterseebooten bei Ismid geleistet haben sollen. Dort wurde tatsächlich ein Zug der anatolischen Bahn von einem Unterseeboot mit Bomben beworfen und zerstörte zwei Wagen.

Die Armenier waren in die Waggons direkt gepackt, und verkauften vorher in Konia Teppiche, Juwelen, Wäsche, kurz alles nicht direkt Nötige. Diese Auswanderer gaben an, dass sie in ihrem Heimatsort erstens keine Zeit hatten, irgend etwas zu Geld zu machen und zweitens dies von den betreffenden Behörden nicht erlaubt wurde. Gestattet war ihnen nur, nach ihren Erzählungen, mitzunehmen, was ihnen

./.

eben in der Eile möglich war. Bauernfrauen sollen auch direkt vom Felde weg zum auswandern befohlen worden sein. Tatsache ist, dass unter den ersten Ankömmlingen sehr wenige Männer waren, da viele männliche Familienmitglieder nach den Aussagen der Frauen im Kriege seien. Ich habe nicht gesehen, dass irgend welche Nahrungsmittel an diese erbarmungswürdigen Geschöpfe verteilt wurden, obwohl mir ein Türke versicherte, dies wäre der Fall. Die Leute durften nicht in die Stadt. Auch kein Hotel, deren es mehrere nahe der Bahn gibt, stand zu ihrer Verfügung. Sie mussten, Frauen, Kinder, Greise und Kranke, im Freien übernachten, bis sie weitergebracht wurden. Bei diesen ersten Zügen fand der Weitertransport gewöhnlich mit eintägigem Aufenthalt in Konia statt. ~~Viele mussten dabei auf die Eisenbahnfahrt verzichten.~~ Es ist schwer nachzuweisen, aber doch Tatsache, dass die Polizei auch in Konia gegen wehrlose Frauen mit der Peitsche ihren Ordnungsinn betätigt hat. Die immer grösser werdenden Ankünfte verursachten Stauungen und aus Bosanti und Eregli, den Endstationen der Bagdadbahn beim Taurus kamen Nachrichten, dass das Weiterziehen immer schwieriger werde. Inzwischen gieng der Ramazan dem Ende zu und wilde Gerüchte fingen an, sich in Konia zu verbreiten. Es hiess, dass die Armenier aus Eski-Schehir auch schon exiliert wären, dass nach dem Bairam auch dasselbe in Akschehir und Konia etc. der Fall sein werde. Tatsächlich wurde am Sonntag nach dem Beiram die Verfügung bekannt, dass alle Armenier ausgewiesen seien und sich innerhalb acht Tagen zur Abreise bereit zu halten haben. Montag hielten die Armenier im Markte auch schon ihren Hausrat feil und es war hauptsächlich die ärmere

./.

Klasse, die sich beeilte, alles nur Mögliche zu versilbern. Der Chefarzt des amerikanischen Missionsspitals Dr.Dutt hatte auf eine telegrafische Anfrage an seine Botschaft die Antwort erhalten, dass Protestanten und Katholiken nicht exiliert würden. Diese Verfügung wurde in Konia jedoch erst einen Tag vor der angesetzten Abfahrt bekannt. Die Bewilligung des Gesuches des Platzkommandanten von Konia Siah Bey um Verschonung der Familien, die Mitglieder in der Armee haben wurde einen Tag später bekannt. Auch Armenier, die ein Handwerk ausüben, wurden befreit.

Inzwischen war auch der Vali zurückgekommen. Nun hatte sich aber augenscheinlich bei Eregli und Bosanti eine Stauung eingestellt und es wurde eine Anordnung bekannt, dass sich die Armenier vorläufig nicht weiterzubewegen haben, sondern an dem Platze, wo sie sich befinden, bis auf Weiteres zu bleiben hätten. In Konia wurde verschiedenen Familien, die Kranke haben, gestattet, in der Stadt auf eigene Kosten für die Aufenthaltszeit Wohnung zu nehmen. So kam in meine Nachbarschaft eine Familie wohnen, deren Haupt ein 85jähriger Mann und eine Frau mit gelähmter linker Seite war samt zwei Söhnen aus Eski-Schehir. Ihren Aufenthaltsort mussten die armenischen Auswanderer nach vorherigem zwölfstündigen Aviso verlassen.-

In Konia befanden sich viele Familien bereits auf dem Weg die durch das nachträgliche Bekanntwerden der obenerwähnten Befreiungen von der Exilierung ausgeschlossen waren. Natürlich ist die Schädigung dieser Familien auch sehr bedeutend, da sie ihren Hausrat verkauft hatten. Im Uebrigen wurde auch einem Protestanten, der von der

./.

Exilierung nicht betroffen war, das Geschäft gesperrt und hiess es in Konia allgemein, dass die Dagebliebenen auch aus der Stadt aufs flache Land gewiesen werden würden. Das Elend in Konia der um den Bahnhof campierenden Emigranten wuchs von Tag zu Tag und gruppenweise zogen die armen Frauen auf den Bettel um Brot. Viele Kranke gab es, speziell Mädchen und Frauen. Auf den Fahrten hat man Tote aus dem Zug, nach Erzählungen, einfach hinausgeworfen. Frauen, die am Wege Kinder zur Welt brachten, wurden, wie mir erzählt wurde, zum Weiterfahren mit den Massentransporten in überfüllten Wagen gezwungen.-

In Konia war es in den letzten Tagen schwer, sich Brot zu verschaffen, da die Mühlen nur festgesetzte Quantitäten für die Stadt abgeben und den Rest nach Konstantinopel senden.-

Furchtbar klingen die Erzählungen der aus Karaman zurückgekehrten. Herr Klein in Konia, der behufs Intervention für seinen Schwager nach Eregli und von da nach Karaman reiste, erzählte mir, dass ihm auf der Wagenfahrt Eregli - Karaman, ein Trupp Armenierfrauen, die nach Eregli zu Fuss zogen, begegnete, die nicht weiterkonnten. Die Emigranten wurden dort in der Salzwüste, nach Erzählungen, für einen Kanalbau verwendet gegen 20 Para täglichen Lohn und der soll nicht immer in die Hände der Arbeiter gelangt sein. Die Sterblichkeitsziffer in Karaman, welches ca 6 - 8000 Menschen zählt, soll in drei Monaten 2000 betragen haben. Die Leute starben vor Hunger. In Eregli und Bosanti soll das Elend der dort angesammelten Emigranten unbeschreiblich sein. Brot gibt es dort nicht ausreichend. Als der Chefingenieur der Bagdadbahnkonstruk

./.

tion, Leutenegger, ein Schweizer, durch 14 Tage aus sein
sche Brote verteilen liess, wurde ihm dies nach Mitteilu
von Eisenbahnbeamten in Konia von der Behörde untersagt.

Auf meiner Reise nach Smyrna sind mir auf der S
Konia - Afiun-Karahissar in verschiedenen Zügen mehr als
ßig Waggons mit Armeniern begegnet, die nach Konia fuhren
ist unmöglich zu schildern, in welcher Lage diese Mensch
waren. Hundert bis Hundertfünfzig zusammengepfercht, ohn
Möglichkeit, sich zu bewegen.

In Konia haben von den ersten durchziehenden Ei
ten viele griechische Familien und auch Türken Mädchen
nommen, vielfach wurden auch Kinder von den Eltern zum
angeboten. Den Türken wurden die Mädchen belassen, den
abgenommen. Späterhin hiess es, dass auch den Türken di
nahme von Emigrantenkindern untersagt sei.

Viel hörte man von Metzeleien der aus Anôgra a
befindlichen Emigranten, genauere Details konnte ich j
keine vernehmen.

Im grossen und ganzen steht die türkische Bevö
Konia's diesen Vorgängen apathisch gegenüber. Die nied
Bevölkerung trachtet, so viel als möglich Nutzen aus d
zu ziehen. Viele bessere Türken stimmen diesen Massre
nicht bei und bemühen sich, insoferne es ihnen ohne e
Gefährdung möglich ist, Linderung herbeizuführen.

In Akschehir sollen die Türken gegen die Mass
protestiert haben und, als auf Veranlassung des Vali I
eine Erleichterung in dieser Stadt eintreten sollte,
dies, wie man sagt, auf Einschreiten des Inspektors de
für Einheit und Fortschritt vereitelt.-

Man hört viele Erzählungen von Mädchenraub u

7)

dungen und sollen auch schon verschiedene Türken dieserhalb verurteilt worden sein. Genaues ist darüber nicht bekannt.

Dies sind in kurzen Zügen die Vorgänge und Berichte, die ich wiedergeben kann. Wiederzugeben ist es nicht, wie sich das Elend bei persönlichem Anblick wahrnimmt.

Einem k.u.k.Generalkonsulat ergebenster Diener

Julius Neumann

Korrespondent des kgl.ungar.Handelsmuseums.

P.S.Schon in Bosanti und Eregli müssen die Emigranten Hunger leiden, weil es dort an Brot gebricht. Das Fehlen von Wagen macht den Transport so vieler Menschen durch Fahrgelegenheit unmöglich und müssen die Meisten über den Taurus zu Fuss wandern.

Die Emigranten werden nach SOR gebracht. Da aber die Reise nach Sor durch die Wüste geht, wo Wasser und Brot nicht zu beschaffen ist und ausserdem Banditen am Wege auf Raub ausgehen, ist wenig Wahrscheinlichkeit vorhanden, dass auch nur ein kleiner Teil sein Ziel erreichen wird. Die Leute kommen teils durch Uebermüdung teils durch Hunger, Durst und Krankheit sicher am Wege um und wäre es zu wünschen, wenn ihnen Hilfe dadurch würde, dass man ihnen gestattet, sich in Anatolien festzusetzen.

Wiederholt empfohlen

Julius Neumann m.p.

No.372. Konstantinopel, 6/X.1915.

Die Opposition Ahmed Risa Beys im Senat.

Der Senat hat die beiden Interpellationsanträge Ahmed Risa Beys diskutiert. Im 1. verlangt der Interpellant Aufklärung über die Gründe der übermässigen Lebensmittelteuerung sowie über die dagegen ergriffenen oder zu ergreifenden Massregeln. Der Antrag Ahmed Risas wurde durch 2 Senatoren unterstützt, die jedoch den Standpunkt Ahmed Risas, wonach die Regierung vor dem Plenum des Senates erscheinen und die verlangten Aufklärungen sofort erteilen müsste, nicht teilten, vielmehr die Ueberweisung des Antrages an eine besondere Kommission beantragten. Der Senat hat schliesslich beschlossen, eine fünfgliederige Kommission einzusetzen, die sich mit der Prüfung der erwähnten Fragen befassen soll. Der Antrag Ahmed Risas wurde also eigentlich begraben.- Im 2. Antrage verlangte Ahmed Risa Bey von der Regierung Aufklärungen über die Verfolgungen der Armenier und warf auch die Frage auf, warum sich die Regierung an dem europäischen Kriege beteiligt hat und was die Gründe waren, die die Regierung zu territorialen Konzessionen an Bulgarien bewogen.- Der frühere Marineminister Risa Pascha ergriff das Wort, um Ahmed Risa Bey im Namen des Senates zu bitten, er solle seinen Interpellationsantrag zurückziehen, da man der Regierung in einer so schwierigen Zeit keine Schwierigkeiten bereiten dürfe, worauf Ahmed Risa erklärte, dass er unter der Bedingung, dass sein Antrag in einer geeigneteren Zeit diskutiert würde, denselben vorderhand zurückziehe.

Also auch dieser Oppositionsversuch Ahmed Risa Beys ist resultatlos geblieben. Da übrigens das Interpellationsrecht des Senates verfassungsgemäss höchst fraglich ist, würde auch eine Diskussion des Antrages und ein eventuelles Misstrauensvotum-vorausgesetzt, dass die Regierung keine Mehrheit im Senate besitzt, was nicht der Fall ist-ohne weitere Folgen für die Regierung geblieben sein.

xxxxxx

Dep. 5.

Eingelangt am	Evidenzbureau Nr.	des Attaché Bericht Datum	des Attaché Bericht Nr.	Inhalt	Expediert am
18./10	4174	8/10.	617	Expedition gegen das Ledschahgebiet. Die Expedition verlief, nachdem die rebellierenden Stämme angesichts des grossen militärischen Aufgebotes jeden Widerstand aufgegeben hatten, fast ganz unblutig. Ein grosser Teil der Bevölkerung des insurgierten Gebietes wurde festgenommen und zwangsweise in den von den Armeniern verlassenen Ortschaften des Vilajets Aleppo angesiedelt. Die Strafexpedition wurde nur auf die von den Beduinenstämmen bewohnten Gebiete ausgedehnt. Die Drusen, die sich vor der Strafexpedition unterworfen hatten, wurden verschont, das unwegsame Dschebelgebiet (Ost Hauran) wurde auch vermieden.	
18/10	4175	8/10.	619	Die Armenierverfolgung in der Türkei. Die Armee-, Korps- und selbständigen Divisionskommandanten wurden durch ein eigenes Gesetz ermächtigt, unzuverlässige Bevölkerung ihres Operationsbereiches zwangsweise zu übersiedeln. Diese Massregel wurde insbesondere gegen die Armenier mit ausserordentlicher Strenge angewendet, ja, es hat den Anschein, als wäre dieses Gesetz überhaupt nur geschaffen worden, um die gänzliche Ausrottung der Armenier unter gesetzlichem Schutze durchführen zu können. Ganze Gebiete wurden dieserart entvölkert, in vielen Ortschaften liegen massakrierte Armenier unbeerdigt. Die Massregel hat auch wirtschaftlich missliche Folgen, durch welche in vielen Fällen auch fremde Staatsangehörige betroffen	

Eingelangt am	Evidenzbureau Nr.	des Attache Bericht Datum	des Attache Bericht Nr.	Inhalt	Expediert am
				werden. In türkischen Kreisen macht sich die Anschauung bemerkbar, dass das Vorgehen der türkischen Regierung gegen die Armenier mit Einverständnis Deutschlands geschieht.	
18/10	4176	9/10.	623	Reden bei Eröffnung des türkischen Parlamentes. Der Kammerpräsident Halil Bey und Kriegsminister Enver Pascha hielten gelegentlich der am 5.10. stattgehabten Eröffnung der türkischen Kammer bemerkenswerte Reden. Beide hoben das heldenhafte, erfolgreiche Verhalten der türkischen Armee hervor und gedachten mit Worten wärmster Sympathie der beiden verbündeten Kaiserreiche. Der Hilfe Deutschlands erwähnte weder Halil noch Enver.	

21/10 Nowak

K.u.k. Armee-Oberkommando
Nachrichtenabteilung
Nr. 17011
22 Okt. 1915

K. und k. österr.-ung. Botschaft
Konstantinopel
Cs. és kir. osztrák-magyar nagykövetség
Konstantinápoly

Constantinopel, am 9.October 1915.

No.83/P. CC.

Schreiben S.H.des Papstes an S.M.den Sultan. – Übergeben

An Seine Excellenz den Herrn Minister des k.u.k. Hauses und des Aeussern, Baron Burián!

Einer der letzten k.u.k.Kuriere hat unter anderen für den hiesigen Apostolischen Delegaten bestimmten Dienststücken, wie dieser mir erzählte, auch ein Schreiben Seiner Heiligkeit des Papstes an Seine Majestät den Sultan gebracht, das Monsignor Dolci in einer anzusprechenden Audienz persönlich einzuhändigen beauftragt ist.

Da Monsignor Dolci begründeten Verdacht hat, dass seine Correspondenz türkischerseits strenge überwacht wird, und da nach seiner Ansicht das Factum, dass er sich im

DURCH KURIER

Besitze des fraglichen Schreibens befinde, auf der Pforte auffallen könnte, fragte er mich, ob ich etwas dagegen einzuwenden hätte, wenn er gelegentlich des Ansuchens um eine Audienz sagen würde, dass ihm das Schreiben durch einen k.u.k.Kurier zugekommen sei. Ich habe Monsignor Dolci hiezu ermächtigt, ihn aber gebeten, auf der Pforte zu betonen, dass mit Rücksicht auf den Charakter des Dokumentes seitens des Vaticans ausnahmsweise die Vermittlung der Wiener Nuntiatur und des k.u.k.Ministeriums des Aeussern in Anspruch genommen worden sei. Bei dem Mistrauen, welches die türkische Regierung dem Apostolischen Delegaten - zweifellos mit Unrecht - entgegenbringt, würde ich es vorziehen, dass die Pforte die regelmässige Benützung des k.u.k.Kuriers nicht erfährt.

Gestern sagte mir der Apostolische Delegierte, dass er auf der Pforte grossen Schwierigkeiten begegnet sei; das Schreiben des Heiligen Vaters beschäftige sich mit dem Schicksale der Armenier und man sei daher auf

der Pforte der Ansicht,dass vorerst der Ministerrat darüber schlüssig werden müsse,ob dem Ansuchen um Audienz zur Ueberreichung des Schreibens an den Sultan stattgegeben werden könne,da es sich um eine Einmischung in die inneren Angelegenheiten der Türkei handle.

Monsignor Dolci gab mir streng vertraulich Einsicht in das Schreiben des Heiligen Vaters.Es wird in demselben auf die zalreichen Opfer verwiesen,welche die türkischen Massnahmen gegen die Armenier gefordert haben,und,wenn auch in durchaus freundlichem Tone,der Unmenschlichkeit und Grausamkeit gedacht,mit welchen bei Durchführung der Massnahmen vorgegangen wurde.In einem Satze wird auch der Ermordung und Gefangensetzung katholischer Armenier und insbesondere Geistlicher und Bischöfe erwähnt.Der Papst gibt zu,dass sich Armenier des Verrates am Lande schuldig gemacht hätten,dies könne die Bestrafung der Schuldigen notwendig machen,es aber nicht rechtfertigen,dass das ganze armenische Volk dafür büssen müsse.Der Heilige Vater appelliert schliesslich an die

Nachsicht und das Gerechtigkeitsgefühl des Sultans und spricht die Hoffnung aus, dass Er dem Vorgehen gegen die Armenier Einhalt tun werde.

Auf die Frage des Apostolischen Delegierten, was mein Eindruck von diesem Schreiben sei, konnte ich ihm nicht verhehlen, dass ich befürchten müsse, die Pforte werde die grössten Schwierigkeiten gegen die Ueberreichung desselben machen, besonders da in diesem nicht ausschliesslich von katholischen Armeniern sondern von Armeniern im Allgemeinen die Rede sei; auch würden die Türken meiner Meinung nach besorgen, dass, wenn sie sich einen Schritt zu Gunsten der Armenier von Seite des Heiligen Stuhles gefallen liessen, auch andere Mächte nachfolgen würden. Eine weitere Complication schiene mir darin zu liegen, dass ein Schreiben des Heiligen Vaters an den Sultan nicht - wie etwa ein Protest einer Regierung - unbeantwortet bleiben könne; einer schriftlichen Erörterung der armenischen Frage werde aber meiner Meinung nach die türkische Regierung sicherlich aus

dem Wege gehen wollen.

Der k.u.k.Geschäftsträger

Trautmannsdorff

AUS ARMENIEN

kommen Meldungen von amerikanischer Seite, dass sich die TUERKEN dort gegen die AUFSTAENDISCHEN ARMENIER GRAUSAMKEITEN hatten zu schulden kommen lassen. Auf diese Vorgaenge kam LORD CROMER auch im englischen Oberhause zu sprechen. Er meinte zwar, es doch kaum zu glauben, dass die ZAHL DER OPFER wirklich, wie behauptet wurde, 800 000 betrage. Dann aber kam die echt englische Niedertracht zum Durchbruch. Lord Cromer meinte naemlich, obwohl glaubwuerdige Berichte ueber eine DEUTSCHE MITSCHULD bei den Morden nicht vorliegen, sei doch DEUTSCHLAND MITVERANTWORTLICH, da sein Einfluss in Konstantinopel unbestritten sei. LORD BRUCE antwortet, dass es noetig sei, die Berichte der ganzen Welt mitzuteilen. Die Berichte der Konsuln melden einen ganz bedauernswerten Zustand. In einem Distrikt sei die Bevoelkerung voellig ausgerottet worden. Lord Bruce fuegt hinzu, die Ziffer von 800 000 Tote, die Lord Cromer für unglaubwürdig halte, halte er für möglich.-

Wie an allem, was auf der Welt vorgeht, werden jetzt also auch an den Vorkommnissen in Armenien, über die übrigens noch gar keine beglaubigten Nachrichten vorliegen, die Deutschen von den Engländern mitverantwortlich gemacht. Ja die "Times" verbreitete sogar in einer Meldung aus Cairo die schamlose Lüge, dass deutsche Konsuln in Kleinasien die Hetzereien leiteten und dazu ermutigten. So habe sich der deutsche Konsul Rössler in Aleppo nach Aintab begeben, um persönlich die Sache zu überwachen. In Wirklichkeit liegt die Sache natürlich umgekehrt. Die deutschen Konsuln und die deutschen Missionen haben sich nach Kräften bemüht, Härten, die bei der Unterdrückung der Unruhen vorgekommen sein mögen, zu verhindern oder wenigstens zu mildern, und so ist es denn ohne Weiteres klar, dass die Reise des deutschen Konsuls von Aleppo nicht dem Zwecke gegolten hat, die Aufsicht über die "Greuel" zu führen, sondern sie nach Möglichkeit zu verhindern. Aber die Engländer, die ueber die Judenmetzeleien und die Ermordung, Ausplünderung und Misshandlung von Deutschen durch ihre russischen Bundesgenossen bisher kein Wort der Missbilligung gefunden haben, möchten jetzt gerne, nach bekannter Methode, die angeblichen Greuel in Armenien den Deutschen an die Rockschösse hängen. Gegenüber dieser neuesten englischen Hetze brauchen wir uns, soweit sie uns betrifft, nicht zu verteidigen; wohl möchten wir aber daran f hinweisen, dass die Armenier, falls sie von den Türken hart angefasst wurden, sich dies selbst zuzuschreiben haben, und dass, wenn es auf Veranlassung von europäischer Seite zu Ausschreitungen in Armenien gekommen ist, die SCHULD nicht an Deutschland, sondern an unseren FEINDEN liegt, die durch Hetzereien und Geldmittel die ARMENIER DER TUERKEI ZUM AUFSTAND VERANLASST haben. Bei diesem Aufstand sind zuerst viele Tausend Mohammedaner von den Armeniern niedergemetzelt worden und noch am 23. September nannte ein Artikel im Londoner "Daily Chronicle" ARMENIEN den SIEBENTEN VERBUENDETEN der Entente. Wenn die Tuerken dann zu scharfen Gegenmassregeln gegriffen haben, so tragen die aufständischen Armenier die Schuld selbst daran, die Mitschuld liegt aber nicht auf deutscher Seite, sondern auf Seiten der englischen, russischen und französischen Hetzer.

Aus "Wochenblatt der Frankfurter Zeitung"
N°. 41 vom 12. Oktober 1915.

••••••••••••••••••••••••••

K. und k. österr.-ungar. Botschaft
Konstantinopel

Cs. és kir. osztrák-magyar Nagykövetség
Konstantinápoly

Konstantinopel.am 13.Oktober 1915

Druck

No.87 A-B.
P.

Deportirung von Armeniern nach Amerika.

An Seine Exzellenz den Herrn Minister des k.u.k.Hauses und des Aeussern, Baron Burián !

Schon vor etwa zwei Monaten hatte der amerikanische Botschafter bei Talaat Bey die Frage einer Massenüberführung von Armeniern nach den Vereinigten Staaten zur Sprache gebracht. Die amerikanische Regierung glaubt, die Armenier besonders im Westen ansiedeln zu können und verspricht sich von einer Einwanderung des arbeitsamen armenischen Volkes grosse Vorteile.

Talaat Bey, der nichts sehnlicher wünscht, als die Zahl der Armenier im türkischen Reiche tunlichst zu redu-

./.

DURCH KURIER

2

628

ziren, erklärte sich zu Anfang mit der amerikanischen Idee einverstanden.

Ein eingehenderes Studium der Frage scheint aber nun auf beiden Seiten ziemliche Schwierigkeiten der Durchführung zu Tage gefördert zu haben.

Herr Morgenthau erzählt mir, er habe nie im Namen seiner Regierung offizielle Vorschläge gemacht, da solche von den Türken als Einmischung in innere Angelegenheiten, sicherlich a limine abgewiesen würden, er habe die Frage nur rein akademisch zur Sprache gebracht. Auch sei es ausgeschlossen, dass eine solche Massendeportirung türkischer Staatsangehöriger aus der Türkei nach aussen hin sich als eine Aktion der amerikanischen Regierung darstelle. Die Aktion müsste jedenfalls die Form einer privaten Unternehmung haben, wenn auch die amerikanische Regierung ihre Unterstützung leihen würde. Auch müssten die sehr bedeutenden Kosten von privaten Gesellschaften, welche die Ansiedlung der Armenier in Amerika leiten würden, aufgebracht werden.

Die Türken machten jetzt übrigens allerhand Schwierigkeiten. Nach Ansicht Herrn Morgenthau's befürchten die türkischen Staatsmänner, dass durch eine Massenauswanderung unliebsame Détails über die gegen die Armenier getroffenen Massnahmen in die breite Oeffentlichkeit gelangen, und die Welt sich noch mehr als bisher mit den Vorkommnissen im Innern Kleinasiens beschäftige.

Auch werde türkischerseits verlangt, dass jeder Armenier vor seiner Abreise sich durch seine Unterschrift verpflichte, nie mehr türkisches Territorium zu betreten. Nach echt türkischem Brauche müssten die Armenier überdies das Land völlig mittellos verlassen, all' ihr Hab und Gut müsste unbedingt zurückbleiben. Dadurch entstehe aber die Schwierigkeit, dass das amerikanische Gesetz die Einwanderung mittelloser verbiete.

Der amerikanische Botschafter sagte mir weiter, die türkische Regierung wolle sich keinesfalls zu bindenden Erklärungen verpflichten, so dass es geschehen könnte, dass, falls infolge einer eingeleiteten Aktion Schiffe

./.

aus Amerika herüberkämen, um Armenier abzuholen, die türkische Regierung im gegebenen Moment diesen das Verlassen des Landes nicht gestatten würde. Da dies mit Rücksicht auf die grossen Kosten nicht riskirt werden könne, denke er daran, vielleicht auf die Art eine Lösung zu finden, dass Armenier türkischerseits gruppenweise auf eine Insel gebracht, und dort von amerikanischen Schiffen übernommen werden.

Herr Morgenthau machte mir den Eindruck, selbst nicht daran zu glauben, dass es zu Deportirungen im grossen Style kommen werde, weil die Schwierigkeiten und Kosten zu grosse seien. Es dürfte aber gelingen, dass im Einvernehmen mit der türkischen Regierung freiwillig sich zur Auswanderung meldende Armenier in Gruppen von wenigen Hundert nach Amerika überführt und dort angesiedelt werden.

Der k.u.k.Geschäftsträger :

Trautmannsdorff

Abschrift. Telegramm

d.d. Pera, den 15.Oktober 1915. 5Uhr 25Min.Nachm.
~~Ankunft 11 " 44 " "~~

Der kaiserliche Botschafter

an Auswärtiges Amt

Nr.2359 v.15.10.

28.OKT. 1915

Der amerikanische Botschafter, mit welchem ich den im englischen Oberhause und in der feindlichen Presse gegen die deutsche Regierung und die deutschen konsularischen Vertreter in der Türkei, in Sonderheit gegen Konsul Rössler erhobenen Vorwurf der Begünstigung der Armenierverfolgungen besprochen habe, will einen Bericht des amerikanischen Konsuls in Aleppo über die Haltung Konsuls Rössler in der Armenierfrage einfordern und nach Genehmigung seiner Regierung uns zur Verfügung überlassen.

Herr Morgenthau betonte wiederholt, er wisse genau,daß deutscherseits alles geschehen sei, um die türkische Regierung von ihrem Vorgehen gegen den unschuldigen Teil der Armenier abzubringen und Ausschreitungen zu verhindern, Auch sei ihm aus Berichten seiner Konsuln bekannt, daß die deutschen Konsuln sich stets und überall der Armenier angenommen haben.

gez. Wangenheim.

6

6030

Okt. 1915

K. und k. österr.-ung. Botschaft
Konstantinopel

Cs. és kir. osztrák-magyar Nagykövetség
Konstantinápoly

Constantinopel, am 15. October 1915.

No. 87/P. B.

Vereinbarungen zwischen dem georgischen Comité und der türkischen Regierung.

1 Beilage.

An Seine Excellenz den Herrn Minister des k.u.k. Hauses und des Aeussern, Baron Burián !

-.

Wie der Herr Botschafter Euer Excellenz schon seinerzeit berichtet, bestand seit Anfang des Krieges die Absicht, den Kaukasus von russischen Joche zu befreien und dort einen Staat zu gründen. Die Differenz zwischen der türkischen und deutschen Regierung lag darin, dass die Türkei den Kaukasus durch einen Offensivkrieg gegen Russland zu erobern hoffte und dort einen georgischen Staat unter türkischer Oberhoheit zu schaffen dachte, während deutscherseits der Plan dahin ging, durch

Insurgierung der an die Türkei grenzenden Gebiete des Kaukasus einen selbständigen Staatenbund ins Leben zu rufen.Dieser neue Staat sollte den Zweck haben,als Pufferstaat zwischen der Türkei und Russland zu dienen und gleichzeitig die Verbindung zwischen Russland und Persien abzuschneiden.

Ein georgisches Comité arbeitet seit geraumer Zeit an der Verwirklichung dieser Idee.Deutscher- und türkischerseits wurde die Bandenaction nach Kräften unterstützt,doch erschwerten die Differenzen zwischen den beiden Regierungen die organisatorische Tätigkeit. Als Führer des " georgischen separatistischen National-Comités " fungiert in Constantinopel ein gewisser (Prinz) Georg Katchabelly.

Seit der türkischen Niederlage im Kaukasus-Feldzuge haben sich die türkischen Anschauungen einigermassen geändert,und man ist nun auch hier bereit,zur Creierung eines selbständigen georgischen Staatenbundes jede mögliche Unterstützung zu leihen.

Matchabelly hat dem Herrn Militärbevollmächtigte dieser Tage ein Schriftstück überreicht,das er als eine zwischen ihm und der türkischen Regierung zustandegekommene Vereinbarung bezeichnet.Diese ist in die Form eines an ihn gerichteten Schreibens des Chefs der ersten Abteilung des Generalstabes gekleidet.Wenn dieser auch in diesem Schreiben im Namen der türkischen Regierung spricht,so ist die Form doch eine äusserst vorsichtige.

Die in diesem Schreiben getroffenen Abmachungen sind in hohem Grade interessant,weshalb ich eine Abschrift desselben Euer Excellenz unterbreite.

Es werden vor allem in diesem Schriftstücke die Grenzen des künftigen Georgien festgesetzt,und nach diesem Plane wäre Tiflis als Hauptstadt gedacht.Ferner wird die Ernennung einer vorläufig provisorischen georgischen Regierung für den Moment vorgesehen,wo Georgien oder ein Teil desselben von den Russen gesäubert wäre.Die türkische Regierung sichert dem Comité zu,dass türkische militärische Operationen auf georgischem Gebiet

an der Sachlage nichts ändern würden und gestattet die Anwerbung und Bildung georgischer Legionen auf türkischem Territorium. Diese Legionen würden in erster Linie aus russischen Kriegsgefangenen in Oesterreich-Ungarn und Deutschland bestehen.

Die türkische Regierung nimmt ihrerseits das Recht in Anspruch, während der Dauer des Krieges die Bahnen und Strassen in Georgien benützen, im Wege der georgischen Regierung requirieren zu dürfen u.dgl..

Schliesslich verpflichtet sich das georgische Comité, während der ganzen Dauer des Krieges die türkische Armee zu unterstützen, eine türkenfreundliche Propaganda in Georgien zu machen, das Land gegen die Russen zu insurgieren, der türkischen Armee als Vermittler von Nachrichten über russische Bewegungen, als Wegweiser zu dienen u.dgl.

Inwieweit alle diese Pläne sich realisieren werden, muss wohl der Zukunft anheimgestellt bleiben.

Die deutsche Regierung unterstützt, wie aus den Meldungen

des k.u.k.General-Consulates in Trapezunt hervorgeht die Bandenaction mit Geld und hat die Sendung von Waffen und Munition zugesagt.Von dem stets mit Sicherhei erwarteten,allgemeinen offenen Aufstande im Kaukasus ist bisher jedoch nichts zu hören gewesen.

Die Ziele des mehrgenannten Comités gehen übrigens über die Gründung eines Georgien noch hinaus. Man will auf dieser Basis einen grossen selbständigen kaukasischen Staatenbund anstreben,welcher als Hauptcentren die drei Städte,Tiflis,Baku und Wladikawkas bilden würden.

Es erscheint mir immerhin fraglich,ob die im Kaukasus lebenden zahlreichen,nach Rasse,Sprache und Cultur so verschiedenen Volksstämme,sich zu einem selbständigen Ganzen vereinigen könnten.

Der k.u.k.Geschäftdträger :

Arantinowsky

Konstantinopel, am 19 Oktober 1915

N° 139 I N F O R M A T I V E R B E R I C H T

Wieder die Opposition Ahmed Risas.

Nach dem bereits wigw gemeldeten Fehlschlagen seiner Oppositionsgelüste im Senat konnte man glauben, dass Ahmed Risa Bey seine Kampagne gegen die gegenwärtige Regierung aufgeben würde. Ahmed Risa lässt sich jedoch von dieser bereits zweiten Schlappe nicht entmutigen. In Fortsetzung seiner Nadelstiche gegen die Regierung hat er neuerdings einen Antrag eingebracht, worin er die Verschiebung der Anwendung des durch die Regierung im Verordnungswege erlassenen Gesetzes über die Liquidierung der beweglichen und unbeweglichen Güter der verschickten Armenier verlangt und dasselbe als verfassungswidrig bezeichnet (kommt es doch der Konfiszierung des ~~~~ Vermögens ottomanischer Bürger gleich !). Der Antrag wurde dem gesetzgeberischen Ausschusse des Senates überwiesen.

Andererseits entfaltet die Senatskommission, die die Gründe der Lebensmittelteuerung untersuchen soll und welcher auch Ahmed Risa angehört eine nicht geahnte Tätigkeit : Sie soll eine regelrechte parlamentarische Untersuchung führen, die sich auch ausserhalb des Kreises der Regierungsorgane, bei privaten Handelskreisen erstreckt.

Man fragt sich daher in manchen politischen Kreisen ob nicht Ahmed Risa irgend eine politische Kraft hinter sich fühlt. Es giebt Leute , die sich dem Glauben hinneigen, dass Ahmed Risa eigentlich von gewissen unzufriedenen jungtürkischen Kreisen inspiriert ~~~~ lässt, unter welchen sich auch der frühere Finanzminister Djavid Bey befinden soll. Diese Behauptung lässt sich jedoch bisher durch nichts greifbares rechtfertigen.

Da die Rede mit welcher Ahmed Risa seine ersten Interpelationsanträge (in der Senatssitzung vom 28 September) begründet hatte, einige auf die auswärtige Politik bezüglichen Stellen enthielt, die in der Tagespresse unterdrückt wurden, wäre es vielleicht interessant dieselben hier mit aus dem Amtsblatte zu übersetzen:

"Sehr wichtige Ereignisse haben sich, sagte Ahmed Risa, während

2

der sechsmonatlichen Ferien abgespielt.Hätte die Regierung hierüber Aufklärungen gegeben, so hätte sie dazu beigetragen, die Kenntnisse von Kammer und Senat zu erweitern und wir hätten in besserer Kenntniss der Lage besser arbeiten können.Bekanntlich hat jede Regierung ein politisches und wirtschaftliches Programm,das sie entweder in Frieden oder im Krieg anwendet.Auch unsere Regierung muss ein politisches und wirtschaftliches Programm haben. Worin besteht dieses Programm?Zu welchem Zwecke und Ziele macht die Regierung den Krieg.Elf Monate dauert dieser Krieg.Was haben wir gewonnen, was haben wir verloren während dieser Zeit? Dem Sultan wurde der Ghazi (Sieger)-Titel gegeben,von unseren Kommandanten wurden einige zu Divisionären oder gar zu Marschällen befördert.Worin bestehen unsere Eroberungen? Wir sollen dies wissen, damit auch wir zufrieden ////// und stolz seien. Ausserdem hört man, dass einer oder zwei Mächten Konzessionen erteilt wurden, die gar nichts mit dem Kriege zu tun haben und dass Gebiete abgetreten wurden, morgen wird sich die Nation vor einer Menge vollzogenen Tatsachen befinden.Man kann auch grosse Wirren in unserer inneren Lage bemerken.Was geschieht? Warum unterrichtet man uns nicht über Sachen, die sogar den Fremden bekannt sind? Andererseits ist der Winter nahe.Das Volk denkt an was es essen und /// womit es sich heizen soll...(Hier hat Ahmed Risa den Stadtpräfekten angegriffen und seinen Interpellationsantrag über die Armenierfrage angezeigt).

Bekanntlich hat die Regierung auf diese Forderung Ahmed Risas nach Aufklärungen nicht direkt reagiert.Indirekt hat jedoch die Regierung doch nachgegeben,denn, erst nach dieser Rede Risas wurden die bekannten Reden des Kammerpräsidenten Halil und des Kriegsministers abgehalten.Hiebei kann man die Bemerkung machen, dass diese Aufklärungen und die Betonung des Erfolges der Politik der Regierung erst nach dem Bekanntwerden des Fehlschlagens der englisch französischen Offensive an der Westfront erteilt wurden.////////// Als der Ausgang dieser Offensive noch nicht sicher war, meldete sich der Kammerpräsident Halil krank , eben um keine Rede halten zu müssen.

No.386. Konstantinopel, 22/X.1915.

Die Opposition Ahmed Risas.

Nach den Fehlschlagen seiner Oppositionsgelüste im Senate war anzunehmen, dass Ahmed Risa Bey seine Campagne gegen die gegenwärtige Regierung aufgeben würde. Er liess sich jedoch durch diese Schlappe nicht entmutigen. In Fortsetzung seiner Nadelstiche gegen die Regierung hat er neuerdings einen Antrag eingebracht, worin er die Verschiebung der Anwendung des durch die Regierung im Verordnungswege erlassenen Gesetzes über die Liquidierung der beweglichen und unbeweglichen Güter der verschickten Armenier verlangt und dasselbe als verfassungswidrig bezeichnet, da es der Konfiszierung des Vermögens ottomanischer Bürger gleichkomme. Der Antrag wurde dem gesetzgeberischen Ausschusse des Senates überwiesen.

Die Senatskommission, welche die Gründe der Lebensmittelteuerung untersuchen soll und welcher auch Ahmed Risa angehört, entfaltet eine rege Tätigkeit. Sie wird eine regelrechte parlamentarische Untersuchung führen, die sich auch auf private Handelskreise erstreckt.

Man glaubt, dass Ahmed Risa von gewissen unzufriedenen jungtürkischen Kreisen inspiriert wird, unter welchen sich auch der frühere Finanzminister Dschavid Bey befinden soll.

xxxx

Dep.S.

N° 70
P

Trapezunt, am 22. Oktober 1

Gegenstand: Armenier-Verfolgung.

Vertraulich.

An Seine Exzellenz

den Herrn k. und k. Minister des kaiserl.
und königl. Hauses und des Aeussern, Stephan Baron Buri
in

Aus gewöhnlich verlässlicher deutscher Quel
erfahre ich, dass die erste Anregung zur Unschädlichmachu
Armenier - allerdings nicht in der tatsächlich durchgefü
Weise - von deutscher Seite erfolgt sei.

Gleichlautend berichte ich nach Konstantino

Der k.und k. Konsul:

Durch die k.u.k. Botschaft
in Konstantinopel.

8

Streng Vertraulich.

Aphoristische Berichtsnotizen

ueber die

Situation und Stimmungen.

24/10 915

Inhalt:

I. No. 313 Inneres,

II. " 314 Militaerisches,

III. " 315 Deutschland,

IV. " 316 Oesterreich-Ungarn,

V. " 317 Publizistisches.

----------°°°000°°°----------

Vorbemerkung.

Ich mache besonders daraufaufmerksamaf auf den wichtigen und interessanten Schluss-Absatz der Berichtsnotiz I."Inneres": "Nachtrag zur Vernichtung der Armenier""

Bej 5

I.

No. 313 Inneres.

Ministerium. Die seit Monaten in Discussion gewesene und wiederholt als bevorstehend angesagte Ernennung des Kammerpraesidenten, Halil, zum Minister des Aeusseren, scheint vollzogen zu sein. Sie ist aber noch nicht publiziert. Vor dem vorgestern beendeten Kurban Bairam hiess es, dass der Sultan deshalb die Ernennung noch nicht vollzog, weil er wuenschte, dass ein Kammerpraesident der Handkuss-Ceremonie beiwohne. Der zum Kammerpraesidenten ausersehene, bisherige Wali von Adrianopel, Hâji Adil, , frueher Minister des Inneren ist noch nicht gewahlt. -- Der Eintritt Halil's ins Kabinett, welcher bekanntlich ohnehin schon offen und hinter den Coulissen, sozusagen als eine Art Minister ohne Portefeuille dem Ministerium angehoerte, d.h. in demselben grossen Einfluss hatte, bedeutet eine Verstaerkung des Regime : Enver, Talat. Letzterer ist mit Halil persoenlich besonders eng verbunden, und wird daher hierdurch mehr gewinnen.

Kammer. Den Clou der bisherigen Kammersitzungen bildete die Rede Halil's und Enver's. Mehr durfte nicht nachfolgen. Die ganze Taetigkeit der Kammer beschraenkt sich auf Genehmigung der vielen erlassenen provisorischen Gesetze und aehnlicher neuer. Opposition besteht keine. Die Kammer ist sozusagen nichts anderes als eine Art grosser Kommission alten Systems. Die Deputierten sind ohnehin grossenteils gehorsame "Ewett-Effendis" (Jasager) des Comité und der Regierung und tragen jetzt ausserdem par ordre den patriotischen Kriegs-Maulkorb. Die vaganten Deputierten Plaetze werden einfach auf Empfehlungen des Comité und durch foermliche Ernennungen seitens der Regierung besetzt.

Senat. In diesem herrscht, , infolge seiner Zusammensetzung, mehr Oppositionskraft und Lust. Aber auch diese werden durch den Krieg niedergehalten. Dass dennoch sich ein Senator fand, der die Regierung zu interpellieren wagte, ist nicht nur auf die verletzte Eitelkeit und den Ehrgeiz des zurueckgedraengten frueheren Herausgebers des Pariser jungtuerkischen Kampfplattes "Meschveret" gegen Abdul Hamid und spaetren Kammerpraesidenten Ahmed Riza zurueckzufuehren, sondern auf seinen direkten und indirekten Anhang und Trabanten: Bei Seite geschobene Jungtuerken, persoenliche Gegner Enver und Talat's, Freunde der Franzosen und Englaender, untergetauchte Persoenlichkeiten des alten Regime, welche gerne wieder auftauchen moechten, Unzufriedene und Kritiker/ ~~xxxxxx~~ ueberhaupt, und Streber! Die Interpellationen Ahmed Riza's bilden den Hauptstoff ihres Raesonnierens und Kritisierens: Kriegszweck und Ziel ? Conzessionen an Bulgarien ? Die grosse Teuerung in Konstantinopel und anderswo, Vernichtung der Armenier.

Lebensmittel-Teuerung in Konstantinopel und Provinz. Dieselbe ist gross und in gewissen Artikeln, welche ausgehen, stetig steigend. Holzkohle (hiesiges Hauptfeuerungsmittel) kostet zweimal soviel als sonst um diese Zeit. Petroleum acht bis zehnmal (ein Bidon sonst 12 bis 17 piaster, jetzt 140 !) Kaffe zweimal; Zucker beinahe fuenfmal (gewoehnlich 2 1/2 jetzt 12 piaster) Spiritus fuenfmal usw. Das Brot ist zwar nur um ca. ein Fuenftel gestiegen, aber es ist fuer die tuerkischen Brotesser nicht in genuegendem Quantum vorhanden, dieselben muessen mit Brot sparen und sich der unbequemen, sehr Zeitraubenden, hier und da unordentlichen Brotbuechel-Ausgabe unterwerfen. Um Paniken, Ungerechtigkeiten, Schlaegereien zu verhindern, erfolgt jetzt die Brotausgabe in den Polizei-Stationen und Moscheen. In den letzten Tagen war die Brotknappheit besonders gross, weil die Baecke reien mit der Erzeugung von Zwieback ueberlastet. Es heisst allgemein, auch in militaerischen Kreisen, dass derselbe fuer die hier bald zu erwartenden deutschen Truppen bestimmt ist. Wahrscheinlich aber auch fuer die bei Gesundheitsprüfung in Konzentrierung

U K C

I. No. 313, I n n e r e s.

begriffene fuer Bulgarischen Krieg bestimmten Hilfs-Armee. (Siehe Militaerisches).-- In der Umgebung von Konstantinopel herrscht in einigen Doerfern infolge des Nichtanbaues von Getreide, Teilheit oder anderer besonderer Lokal-Verhaeltnisse empfindliche Brotnot, ja sogar Hungersnot-Anzeichen. Die Mitteilungen aus den Provinzen lassen sich nicht zusammenfassen, weil sie sehr differeiren. Es sind Vilayete, wo auch schon Brot Knappheit oder sogar Brotnot herrscht, sog z.B; Beyrout, Libanon, Bitlis etc. In anderen ist wieder Ueberfluss an Mehl und Mangel an anderen Bedarfsartikeln. So z.B. fehlt Palestina schon seit Monaten: Zucker, Kaffee, Reis, etc. gaenzlich. Schliesslich sei erwaehnt, dass von der Masse der Bevoelkerung diese Teuerung und Not auf das Deutsche und unser Schuldconto gesetzt wird, und der Feind daher als Befreier und Retter ersehnt wird.

Stimmungen. Die Masse der Bevoelkerung, welche unter der Teuerung und Not leidet, und durch sonstige personelle und materielle Kriegsopfer schon lange und stark in Mitleidenschaft gezogen, die Alt-Tuerken und die aelteren Leute ueberhaupt, sind schon stark kriegsmuede, kriegs-missgestimmt, kriegs-unlustig, kriegsfeindlich. Der Geist der jungtuerkischen Jugend, deren atavistischen kriegerischen Eigenschaften und Instinkte durch die bisherigen Kriegs-Erfolge angefacht und geschickt wach erhalten werden, haelt aber diese Stimmungen die Wage und die Enver- und Talatischen "Reifen" gestatten keine sichtbaren Aeusserungen dieser Stimmungen. -- Der Geist der hiesigen besser-situierten, leichtlebigen und politisierenden Intelligenz wurde durch den soeben verflossenen Kurban-Bairam, welchen die Presse naheliegende, selbstbewusste, Vergleiche mit dem vorjaehrigen Kurban-Bairam machte und die im abgelaufenen Kriegsjahr erzielten politischen und militaerischen Erfolge aufstellte, angeregt und sichtlich gesteigert.

Vernichtung der Armenier. Dieselbe schreitet fort. Aus dem Innern hier ankommende katholische Priester, protestantische Missionaere aber auch einheimische u. Fremde Laien erzaehlen Schauderdinge, welche freilich unkontrollierbar. --Aber wenn nur der zehnte Teil wahr ist, dann ist es genuegend schrecklich und traurig. Die Vernichtung wird stellenweise auch auf mit Rom unierte orientalische Riten ausgedehnt: Katholische Armenier, Syrier, Chaldaeer (ueber einige Einzelfaelle habe ich von Familien-Mitgliedern sichere Mitteilungen), angeblich auch Maroniten in der frueher privilegierten Provinz Libanon. Ich habe schon wiederholt ausgefuehrt, dass mit dem Brillen und Massstab der hoechsten Staatskunst gemessen, die Verringerung des armenischen Elements eine kuehne staatsmaennische Tat und geschickte Benuetzung einer guenstigen Gelegenheit und der noetigen Massregelung der einen Aufstand vorbereitenden Armenier. Aber die Geister, welche die staatsmaennische Zaubermeister Talat u.Comp. riefen werden sie nun nicht los, und vermoegen sie nicht zu zuegeln und zu baendigen. An den Ueberschreiten der Massregel und Befehle und den grossen Ausschweifungen sind neben dem herangezuechteten Nationalismus, Turkismus, Turanismus, Chauvinismus auch die mit dem Krieg angefachten atavistischen wilden Kriegs-und Raub-Eigenschaften und Instinkte der Tuerken, Kurden und der anderen mohammedanischen Rassen schuld. Wirtschaftlich werden von der Vernichtung der Armenier nicht die Tuerken sondern die Griechen und die Fremden profitieren.

Stimmung der Christen. Infolge der erst jetzt mehr oder weniger in Zusammenhang und detailliert bekanntwerdenden tuerkischen "Bartholomaeus-Nachte" ist die Stimmung der einheimischen und fremden Christen allgemein eine hoechst tuerkenfeindliche geworden. Man verurteilt die Tuerken ausserordentlich streng und befuerchtet weitere gelegentliche Massacres auch anderer Christen. Letztere furchtsame Stimmungen werden auch dadurch gezuechtet, dass durch erregte tuerkische Blutdurst oder zwecks Angstmachen, oder nur scherzweise dieverse diesbe-

bezuegliche kolportierte tuerkische Aussprueche kolportiert werden. Z.B. "Nach den Armeniern kommen die Griechen und dann die uebrigen hiesigen und fremden Christen."

Nachtrag zur Vernichtung der Armenier. Soeben habe ich mit dem durchreisenden Pater Dunkel, Direktor des Katholischen Kirchenwesens in Kleinasien, welcher seinen Sitz in Jerusalem hat, gesprochen. Derselbe reist morgen zur Berichterstattung nach Deutschland ab. Er sagte mir, dass er aus den Auftraegen, die er von seinem Cardinal und anderen Vorgesetzten erhielt, ersehen hat, dass man in Europa keine Ahnung von den Massacren der Armenier und der sich auch auf die Katholiken erstreckenden Vernichtungsmassregeln hat. Auch er schaetzt die Gesamtzahl der vernichteten Armenier auf eine Million ! ? Von Aleppo bis hierher begegnete er Armenischen Transporten (per Bahn, per Wagen und zu Fuss), die er auf 50.000 Seelen schaetzte. Anfaenglich sehen die Transporte ziemlich gut aus bis sie aber Aleppo erreichen, muessen Wagen, Bespannung, Vieh etc. wegen Futtermangel zurueckgelassen werden und kommen die Leute dort halb verhungert und krank an und sterben, wie er selbst gesehen und gezaehlt, taeglich nach Hunderten. Wenn sie nicht auf diesen oder anderen Etappenorten sterben, dann gehen sie auf ihren Bestimmungsorten zu Grunde, wo sie gar keine Existenzmittel haben und wo auch beinahe keine staatlichen Vorbereitungen getroffen werden. Dass sich die Vernichtung auch auf Katholische Armenier, Syrier, und Chaldaeer ausdehnt, bestaetigte auch mein Gewaehrsmann. Ueber einzelne Behandlungen und Ermordungen von Bischoefen, Priestern, Schwestern, Frauen, Kindern erzaehlt mein Gewaehrsmann unglaubliche Schauderdinge. Von Aleppo bis hierher soll kein roemische Kriche mehr funktionieren. In Libanon, wer vor sechs Monaten weilte, war damals noch alles in Ruhe, aber alles in grosser Angst. Er bestaetigt, was ich schon wiederholt ausgesprochen habe, dass diese und andere Christen der Tuerkei die ganze Verfolgung auf Deutschland und unser Konto setzen und uns verdammen, dass sie auf eine Rettung nur von Frankreich und England hoffen, und dass Deutschland's und unsere Stellung bei den Nichtmohamedanern der Tuerkei fuer die Zukunft untergraben ist. Neu war mir, dass was mein Gewaehrsmann darueber ausfuehrte, dass in den Provinzen nur die deutschen Protestanten seitens der Tuerken als richtige waschechte angesehen und behandelt werden, die Katholiken dagegen sozusagen als Deutsche zweiter Klasse oder sogar als "Deutsch-Armenier", und dass man ihnen dies xx zuverstehen und fuehlen laesst." Es ist ein Schandfleck des zwanzigsten Jahrhunderts und ein ewiger Selbstmord der Verbuendeten der Tuerkei". Mit diesen Worten schloss mein Gewaehrsmann seine Mitteilungen, welche wohl subjektiv und von den erlebten Schauderdingen beeinflusst, aber nicht uebertrieben scheinen.

Pater Dunkel duerfte sich in Wien aufhalten, um Cardinal Pueffel und andern Geistlichen Wuerdetraegern Bericht zu erstatten. Zu gleichem Zweck ist schon vor drei Wochen Pater Norbert, Capuziner Superior von Erzerum, der aber schon seit Monaten hier weilte, nach Oesterreich gereist.

I. No. 318. I n n e r e s.

Sultan. Aus intimen Hofkreisen erfahre ich, dass sich der Sultan mit Plaenen zum Besuch der Balkan- und europaeischer Kriegsschauplaetze seiner Verbuendeten beschaeftigt. Es klingt unglaublich, aber es scheint nach diesen Informationen zweifellos, dass der Sultan sich mindestens mit dem Projekt des Besuches Bulgariens, Oesterreich-Ungarns und Deutschlands beschaeftigt. Eine andere Frage ist, ob dies aus eigener Initiative oder ob ihm die Idee suggeriert wurde. Die Bemerkung, dass die Reise eine Revanche fuer den zu erwartenden Besuch des deutschen Kaisers in der Tuerkei (siehe Berichts-Notiz III. Deutschland) bilden soll, scheint fuer eine Suggestion zu sprechen. - Aus einer anderen, minderverlaesslichen Quelle erfahre ich, dass auch der Tronfolger, Jussuf Izzedine derartige Plaene hegen soll. Es ist jedoch nicht ausgeschlossen, dass die Phantasie meines Gewaehrsmannes, der ein Anhaenger Jussuf Izzedin ist, nur ein Konkurrenz-Pendant schaffen wollte.

Minister des Aeussern. Der neue Minister Halil Pascha scheint sich auf seinem Posten zu bewahren. Abgerechnet die Schmeicheleien, welche auf den "Gegenwarts-Gesetz" [illegible], dass der Nachfolger besser als der Vorgaenger basieren, scheint er wirklich die Diplomatie bisher zu befriedigen. Es laesst sich dies dadurch erklaeren, weil er eben mehr, wie sein Vorgaenger, der Gross-Vezier, (dessen Stellung mehr oder weniger nur auf seiner prinzlichen Abkunft und Ansehen basiert, und wie wiederholt ausfuehrte, nur sozusagen, das Reklameschild der demokratischen und jugendlichen jungtuerkischen Firma ist) Kraft und Einfluss im Comité und in der Regierung hat, ein Genosse und persoenlicher Freund der herrschenden Maenner ist und moeglicherweise in Kurzem ein gleichwertiger Machthaber von Enver und Talat wird.

Parlament. Zuerst will ich an dieser Stelle bemerken, dass der Umstand, dass die deutsche Botschaft und einzelne Mitglieder der Militaermission der Eroeffnung der neuen Session beiwohnten, in besonders furchtsamen tuerkischen Kreisen schon als ein Vorlaeufer der zu befuerchtenden deutschen Vorherrschaft (siehe Berichtsnotiz III.) gedeutet wurde. - Das Parlament vegetiert weiter als eine grosse, der Regierung gehorsame Kommission und erledigt rasch und ohne Murren seine Aufgabe: Genehmigung von ca. 600 (sage 600!) Nachtragskrediten, provisorischen Gesetzen, etc. Das Wichtigste: Tuerkisch-Bulgarisches Abkommen und neuer Zolltarif ist daher auch schon als genehmigt zu betrachten. - Die bescheidenen Oppositionsregungen in der Kammer und Senat wurden und werden energisch unterdrueckt.

Der Geist der Staats-Maschinisten und Trabanten laesst sich mit wenigen Worten charakterisieren: Jugendlicher Rausch der Herrschenden; Mangel an Realitaets-Augenmass fuer das Kommende; Grossenwahn des Siegers, der die Kriegserfolge nicht, oder nicht so gross erwartete, und der den Endsieg schon als gesichert glaubt; fixe Idee, dass die guenstige Kriegs-Occasion, solange dieselbe dauert à tout prix ausgenuetzt werden muss, um die einstigen Besitzrechte und Werte der Kapitulations-Maechte, (also aller), gruendlich zu zerstoeren. Auf diese Geist,-Gemuets- und Instinktskraefte sind all die Auswuechse des tuerkischen Redens, Schreibens und Handelns zurueckzufuehren.

I. No. 318 Inneres.

Teuerung. Dieselbe hat in der letzten Zeit hier und in einigen Prowinzen, infolge der Kriegslage, unvernuenftigen Requisitionen, nicht plan- und regelmaessigen Zufuhren, ausserordentlich zugenommen. Einzelne Artikel steigen taeglich in sprunghafter Weise. Dies sowie der hierdurch, an der am meisten betroffenen Masse erzeugte Geist, oeffentliches Murren, und Schimpfen, angeblich auch das Auftauchen der alttuerkischen Oppositions-Anzeichen : Anonyme Drohbriefe und Plakate, hat die Regierung ernstlich erschreckt und wurden diverse Massregeln ergriffen oder angesagt. Die bisherigen waren unzulaenglich und schlecht durchgefuehrt! Ausserdem benuetzten diverse Regierungsorgane, angeblich sogar ein ganzer Ring, und die Kaufmannschaft die Occasion um sich skrupellos zu bereichern.

Finanzielles. Durch die Teuerung respektive durch den hierdurch erzeugten Geist war man gezwungen, den letzten Monatsgehalt, (Oktober), welcher seit Kriegsausbruch auf die Haelfte reduziert, voll auszuzahlen. Dies ist der beste Beweis des Ernstes der erzeugten Stimmungen und der Besorgnis der Regierung.

Allgemeine Bereicherung der an der Staatskrippe fressenden und der Geist der Abseitsstehenden. Ersteres hat infolge der vielen Kriegsgelegenheiten sehr zugenommen und wird ueberall, wo nur moeglich, rueksichtslos ausgeuebt. Ich koennte unzaehlige und unglaubliche Beispiele anfuehren. Ein kleines, obwohl es zwar nicht ganz in diese Gattung gehoert, weil es uns aber interessiert, will ich hier citieren. Dem hiesigen Vertreter von Skoda wurde ein tuerkischer Compagnon in Gestalt des Schwagers Enver Pascha's aufgedrungen. Durch diese Bereicherungs-Jagd wird natuerlich der Appetit und Geist der Abseitsstehenden, der Abgetakelten und all der mit dem jetzigen Regime unzufriedenen stark gereizt - aber sie koennen nur murren und schimpfen. - Notabene, teilweise dient die jungtuerkische Goldjagd auch unpersoenlichen Zwecken: Comité-Zwecken, Schweig-und Gnadengeldern an Unzufriedene etc.

Aderlass der Armenier. Diverse, mir seit den letzten Berichtsnotizen vorliegenden Nachrichten summierend, und soweit moeglich beurteilend, wiederhole ich: Die Nachrichten sind tieftraurig, aber sie werden allseits masslos uebertrieben. Und alle Nachrichtensammler und Beurteiler vergessen die armenischen Suenden; Ihre aehnlichen, zuerst begonnenen Taten im Vilayet Erzerum und Van, und ihre erwiesenen Aufstands-Vorbereitungen zum gegenwaertigen Existenzkampf der Tuerkei - Seit Hafil Pascha's Eintritt ins Kabinet scheint ein Nachlassen der tuerkischen Massregeln gegen die Armenier zu beginnen. Ich hatte Gelegenheit, einigen Tuerken, besonders einem Pascha, der bei der jungtuerkischen Revolution eine hervorragende Rolle spielte, rueckhaltslose Vorwuerfe ueber den an der armenischen Nation vorgenommenen Aderlass zu machen. Meine ernsten Worte ueber den materiellen Schaden und politischen Folgen machten jedoch wenig Eindruck und wurden mit Folgendem abgespeist: Den Einwurf, dass in der gegenwertigen Kriegsmassenschlaechterei dieser Aderlass keinen dauernden Eindruck zurueklassen werde - mit dem Hinweis, dass auch die Abdul Hamid'sche Metzelei rasch vergessen wurde; noch waehrend derselben habe Kaiser Wilhelm dem Sultan ein Portrait geschickt (es ist richtig - die deutsche Botschaft suchte dies damals damit zu entschuldigen, dass sie sagte, die Sendung sei noch vor den Massacren expediert worden) und bald darauf sogar Sultan persoenlich besucht und bei der Truppenparade neben dem sitzenden Sultan wie ein Vasall gestanden! - Dies ist gleichzeitig eine Illustartion des jungtuerkischen Eigendueneels, der es sogar nicht verschmaeht sich auch mit Abdul Hamid'schen Fehlern zu schmuecken.

Bedraengnis der Katholiken in der Tuerkei. Ich setze voraus, dass man am Ballplatz durch unsere Konsular- und Botschafts-Berichterstattung, sowie durch Informationen von kirchlicher Seite, genuegend daruber informiert ist, welch' materiellen und moralischen Schaden, teils indirekt, teils direkt, durch die tuerkischen

Vernichtungsmassregeln gegen die Armenier, ihre Begleiterscheinungen und diverse tuerkische Zugaben und Anhaengsel erleidet, ich will daher sie mir vorliegende neue kleine Muenze nicht signalisieren. Bemerken muss ich nur, dass auch auf diesem Gebiete, entsprechend dem "Naturgesetz" : der Kriegsuebertreibungen, Gerüchte-Zirkulation und Legendenbildungen, welches eben ueberall waltet, wenn irgend welche alte Institutionen, Vorrechte, und Gewohnheiten mehr oder weniger leiden und zerstoert werden - auch von den aus den besten kirchlichen stammenden Nachrichten, Angaben und Daten ein gewisser Prozentsatz reduziert werden muss. - Im Uebrigen verweise ich auf heutige Berichtsnotiz IV.

Wirtschaftliches. In hiesigen Banken und Geschaeftskreisen, ueberhaupt in allen fremden Kreisen, wird Gespenstermalerei ueber die Folgen der Vernichtung der Armenier getrieben, indem ausgefuehrt wird, dass hierdurch die naechste Ernte vernichtet sei, und der ganze Provinz Handel gleichfalls. Kein Zweifel, dass beides schwer leiden wird. Aber ein solches summarisches Urteil ist unsinnig. In vielen Vilayets ist ja die Lanfwirtschaft gemischt in mohamedanischen und armenischen Haenden, und in manchen nur in mohamedanischen Haenden. Und in den armenischen Handel, welcher durch die Massregel der Armenier verloren geht, werden sich eben Griechen, Spaniolen, Fremde und auch ein wenig die geschaeftsunkundigen Tuerken teilen.

Materielle Lage und Geist in den Provinzen. Infolge des Krieges und der Vernichtung der Armenier ist beides natuerlich ueberall mehr oder weniger ungluenstig. Am Ungluenstigsten in den an Russland angrenzenden Vilayets, dann in Syrien und Irak. Die aus Syrien hier gewesenen Abgesandten repraesentierten aber keineswegs die dortige oeffentliche Meinung. Es war eine vom Comité und von der Regierung formierte oder mindestens stark beeinflusste Abgesandtschaft. Von den dreissig Mitgliedern war nur ein Fuenftel Araber, der Rest: Halb-Araber und Tuerken. Ihr hiesiger Séjour laesst sich kurz abfertigen : Tam Tam, Eigennutz und Wortgeklingel ! (Alle Reden bei den Empfaengen, Festessen usw. hatten keinen realen, sondern nur phraseologischen Wert). Im Irak wird auch eine Abgesandtschaft nach hier geplant und tuerkischerseits inscenieret.

Schulwesen. Hier und in den Provinzen ist auf diesem Gebiete die groesste Taetigkeit und Erfolg zu verzeichnen. Den Mangel an ausgebildeten Lehrern ersetzen freiwillige, provisorische, Gelegenheits- und diverse Bazibozuk-Lehrer und Lehrerinnen. Lust, Begeisterung und Eitelkeit, Eifer, stellenweise sogar einem krankhaften furor docendi dieses Lehrer-Materials zeitigt anscheinend bessere Resultate als ein zuenftiges Lehrer-Personal, welches nur geschaeftsmaessig arbeiten wuerde. Dieses die Quintessenz meiner Detail-Beobachtungen hier. In den Provinzen soll es aehnlich sein.- Wie sich das Experiment mit der Berufung der Halb-Dutzend deutschen Hochschullehrer (fast durchwegs junge Dozenten) entwickeln wird, ist abzuwarten.

Ein Konklusions-Versuch. Materiell und geistig brodelt es heftig in dem tuerkischen Hexenkessel. Das christliche Element (infolge der Kriegsleiden, hoher ungerechter Besteuerungen, zwangsweiser Sammlungen, grosser Requisitionen, Vernichtung der Armenier und Bedraengnis der Katholiken, ferner ausserdem von den Fremden fortdauernd gehetzt oder mindestens beeinflusst) enthaelt zwar stetig steigende hohe Grade zersetzender Fermente - aber infolge der durch den Krieg und den chauvinisten jungtuerkischen Nationalismus angespannten Comité- und Regierungs "Reifen" vermoegen diese Fermente jetzt nicht oder wenig zu wirken, d.h. zu schaden. Diese "Reifen" scheinen auch genuegend Anpassungs-und Spannungsfaehig zu sein, um auch noch laengere und schlimmere Kriegslagen und ungluenstige Stimmung der Masse der Bevoelkerung zusammenzuhalten, weil eben diese "Reifen"

I. No. 318 I n n e r e s.

durch das fortdauernde Kriegsstahlbad, Siegerstolz, Beutelust und Bereicherungshunger der ehrgeizigen und golddurstigen, sowie ihrer getreuen Helfershelfer und Trabanten dauernd gehaemmert und geschweisst werden. Die Zukunft gehoert zwar niemandem, aber dieses Prokognostikon scheint mit der gegenaertigen Situation und den sie beeinflussenden Ponderabilien und Imponderabilien zu entsprechen, - soweit eben dieselben ueberblickbar und zusammenfassbar und soweit meine diesbezueglichen Versuche der Wahrheit und Wirklichkeit nahezukommen vermoegen.

Bleibt im Concept

(P.d. Nr. 4946.)

Wien, am 24. Oktober 1915.

Der Apostolische Nuntius ist gestern bei mir erschienen und hat im Auftrage des Heiligen Vaters die Lage der Armenier im türkischen Reich zur Sprache gebracht.

Mgre. Scapinelli hat darauf hingewiesen, daß nach Aussage von geistlichen Personen, die aus den armenischen Gebieten zurückgekommen wären, die Armenier ihrer Ausrottung entgegengingen daß das derzeitige Vorgehen der Türken viel grausamer wäre als jenes zur Hamidischen Zeit und daß demselben bereits ½ Million Armenier zum Opfer gefallen sei.

Der Papst habe sich in einem Handschreiben an den Sultan gewendet, um Abhilfe zu schaffen. Der Heilige Stuhl bittet, daß auch wir unsere Stimme in Konstantinopel erheben möchten.

Ich habe dem Herrn Nuntius erwidert, daß wir schon vor Monaten die

-/.

Aufmerksamkeit der Hohen Pforte auf die uns zugekommenen Klagen über das unmenschliche und politisch fehlerhafte Vorgehen gegen die Armenier gelenkt hätten, daß wir uns die Sache immer vor Augen hielten und daß ich kürzlich Markgrafen Pallavicini vor seiner Rückreise nach Konstantinopel neuerlich mit mündlichen Instruktionen zu neuerlichen eindringlichen Vorstellungen in der Sache versehen hätte.

Vertraulich habe ich dem Nuntius gegenüber hinzugefügt, daß ich mir leider keinen großen Erfolg von unserer Vermittlung versprechen könne, da man türkischerseits immer darauf hinweise, daß die Armenier politisch unzuverlässig seien und zahlreiche Ueberfälle auf friedliche türkische Ortsbewohner auf dem Gewissen hätten, während anderseits die türkische Regierung jedes systematische gewaltsame Vorgehen gegen das armenische Volk in Abrede stelle.

No.388. Konstantinopel, 24/X.1915.

Aus der Türkei.

Avant la cession de Kara-Agatsch à la Bulgarie toutes les familles arméniennes de ladite localité ont été expulsées en Anatolie. On continue à expulser vers des régions anatoliennes non-désignées d'avance, tous les Arméniens qui habitent les régions européennes sous la domination turque. Après l'effectuation des cessions des territoires turcs, Andrinople a été érigée en Sandjak, dépendant directement de Constantinople, avec Tchorlou comme chef-lieu.

Depuis quelques jours, le pain manque presque entièrement à Constantinople. La cherté des autres vivres est énorme. Le riz est vendu à 3 frcs. l'oeque, le pétrole est à un prix inabordable. Tout le monde ici espère beaucoup sur la prochaine ouverture de la voie de Serbie.

Les Allemands sont froissés de la conduite du Ministre de Bulgarie, Mr. Kolouscheff. Mr. Kolouscheff avait fait célébrer, probablement d'ordre de Sofia, une messe pour le succès des armes bulgares, le jour de la déclaration de la guerre contre la Serbie. Quelques membres de l'Ambassade d'Allemagne ont voulu assister aussi à cette messe. Mais Kolouscheff a répondu que c'était une espèce de cérémonie privée et que des Bulgares seuls pouvaient y être admis.

xxxx

Dep. 5.

15.

K. u. K. Österr.-Ungar. Konsulat
Co. és Kir. Osztrák-Magyar Konzulátus
ALEPPO.

Druck

Z.15/P.

Aleppo, am 25.Oktober 1915.

Armenische Unruhen.

Zum Berichte vom 27.August 1915, Z.12/P.

An Seine Exzellenz den Herrn Minister des k.und k.Hauses und des Aeussern Stephan Baron Burián !

Die Kämpfe bei Suedié sind seit längerer Zeit beendigt.Die aufständischen Armenier sollen samt ihren Familien auf englische Kriegsschiffe geflohen sein. Wie verlautet,sind die Männer, zirka 6.000 Mann, nach den Dardanellen als Freiwillige abgegangen, während die Frauen und Kinder nach Cypern gebracht worden sind.Die Verluste der Türken in den Kämpfen bei Suedié waren ganz geringfügig.Einen blutigen Verlauf nahmen dagegen die Vorgänge in Urfa.Erst vor einigen Tagen ist der Widerstand der in massiven Steinhäusern ver-

Durch die Post.

6624

barrikadierten und mit Munition, Dynamit und Waffen reichlich versehenen Armenier gebrochen worden. Seitens der Türken sollen mehrere Bataillone sowie Artillerie unter dem Kommando Fahri Paschas bei der Niederwerfung des Aufstandes mitgewirkt haben. Ueber die Kämpfe verlauten keine ganz zuverlässige Details. Es wird behauptet, dass die Türken mehrere hundert Todte und Verwundete gehabt haben. Von den aufständischen Armeniern sollen sehr viele gefallen sein. Im ganzen sollen zirka 3.000 Personen, Frauen und Kinder inbegriffen, den türkischen Truppen unverletzt in die Hände gefallen sein.

Bemerkenswert ist ein Zwischenfall, der möglicherweise zu Weiterungen zwischen der Türkei und den Vereinigten Staaten Anlass geben könnte. Im Laufe des dreiwöchentlichen Kampfes flüchteten sich eine Anzahl Aufständischer samt ihren Familien in die dortige amerikanische Mission. Die Aufforderung des türkischen Kommandanten an den Vorsteher der Mission zur Räumung derselben fand keine Beantwortung. Nach langem Zuwarten wurde das Feuer gegen die Mission eröffnet und es verlautet, dass dabei auch zwei Amerikaner um's Leben gekommen sind. Angesichts der vierer-

/

verbandfreundlichen Haltung der hiesigen amerikanischen Konsulatsfunktionäre sowie der im Vilajete lebenden Amerikaner befremdet das oben geschilderte Verhalten der amerikanischen Missionäre in Urfa nicht.

Aus den östlichen Vilajets Diarbekir, Bitlis wird das Auftreten von kleineren armenischen Banden gemeldet.

Gleichlautend berichte ich sub Z.20/P. nach Konstantinopel.

Der k.und k.Konsul:

[illegible]
26. OKT. 1915

Inliegend: Mémoire P. Norbert Hofer's über die gegenwärtigen Armenierverfolgungen.

Rz

Kopie.

Bern 26/10 15

P. Norbert Hofer.

Supérieur des Kapuziner-Couvents in Pera.

Mémoire über den päpstl. Delegaten in Konstantinopel betreffend die Religionsfreiheit auf dem Orient zu lenken, damit die Katholiken in der Türkei die Gleichbe-

1) Hfe. Vorr. Marcelin
2) " Hf forgeht
3) Rf I Hf
4) Erl. Hf

Mächt- Ja- die ungeheuer Forderungen

Mitglieder unter den Gemeinden

Vorlage zu machen genügt nun.

Es wird viel darauf ankommen, in wessen Einflusse sowohl die Katholiken der Gemeinde, bei denen bei- in Gegensatz zu Deutschland, - sowie auch die französ. u. übrigen Propaganda, viel Sympathien genossen, - zu erhalten empfehlen, wenn irgend

[P. Hofer denkt an einen Brief S. chaj. an die Salem- oder eher ähnlich] Stelle.

ein offizieller Schritt
einen Regg bei den
Lokalen Behörden - demgemäß
für Gemeinden der Kath.
Gemeinden - erfolgen

(P. Hofer begründet die
Bitten von den Direktionen
der Kultusgemeinden
auf ca 500.000, die
behauptet, daß dem Fehl
nicht zu hoch gegriffen sei: Es
sei Kinder der israelitischen
ca 7000 armen. kath.
Kinder [unter 10 Jahren]
gezählt worden. -)

22

Verfolgung der Armenier.

Neben der gegen die katholischen Anstalten gerichteten freimaurerischen Verfolgung ist die viel schwerer wiegende der türkischen Regierung gegen die ganze armenische Nation zu erwähnen.

Infolge eines angestellten Verrates, dessen sich die Mitglieder der beiden regierungsfeindlichen Parteien, Intschiaktisten und Tasnakisten, welche größtenteils in Van wohnen, schuldig gemacht hatten, ordnete ein Regierungsedikt die strengste Bestrafung sämtlicher Armenier an. In der offiziellen Form dieses Ediktes wurde eine Ausnahme bezüglich der katholischen Armenier gemacht, die sich in der Tat in politische Sachen nie hineingemischt hatten. Aber im geheimen wurde allen Valis aufgetragen, sowohl gegen die Gregorianer als gegen die Katholiken vorzugehen.

Das Dekret verfügt die Todesstrafe für die Schuldigen oder Verdächtigen und die Verschickung für alle Uebrigen.

Das Wort „Verschickung" (Deportation) bedeutet: 1) Vollständige Trennung der Ehemänner von

./.

ihren Weibern und der Mütter von ihren Kindern. 2) Drohungen und Schmeicheleien türkischer Sendlinge, um die einen und die anderen zum Abfall zu bewegen. Die Abtrünnigen- und es sind deren viele - werden sofort nach rein muselmanischen Ortschaften gebracht, von wo es keine Rückkehr mehr gibt. 3.)Raub der Weiber, insofern sie nach ihrer körperlichen Beschaffenheit sich zum Verkaufe für die Harems oder zur Befriedigung der niederen Lüste der Notabeln und Wächter eignen. 4.)Die kleinen Mädchen von verschiedenen Ortschaften werden als kleine Dienerinnen für türkische Häuser bestimmt, welchen es dann obliegt, ihnen die entsprechende mohamedanische Erziehung zu geben. Es sind deren sogar nach Konstantinopel gekommen. Andernorts werden alle christlichen Knaben beschnitten und in türkische Häuser gebracht.So wurden am 1.September, dem Geburtstage des Sultans, 100 christliche Knaben aus Angora, darunter viele katholische, feierlich beschnitten. (Augenzeuge:der vom Verfasser dieses Memorandums internierte Vorsteher der protestantischen Brüderschaft in Angora.) 5.)Es gibt Landstriche, in denen die Frauen und Mädchen der gegenwärtig für ihr türkisches Vaterland kämpfenden Soldaten gesammelt und zur Verteilung in ausschlie-

./.

liche türkische Dörfer bestimmt werden. (Augenzeuge: der Berichterstatter). Dies geschah in Ismidt.

Wenn auf diese Weise die Auswahl geschehen ist, dann werden die Uebriggebliebenen gezwungen, ihre ganze Habe, Häuser, Besitzungen, Geld zu verlassen und ins Innere zu gehen. Von meist rohen Gendarmen begleitet wandern sie von Dorf zu Dorf, von Ebene zu Ebene, ohne Rast und Ruhe, immer einer unbekannten Bestimmung nach. Seelisch erschüttert durch die Leiden und den Schmerz der Trennung, ist ihr Organismus nicht mehr im Stande, den Unbilden der Witterung und den Entbehrungen Stand zu halten, so daß viele auf dem Wege sterben. Andere werdan ohneweiters niedergemacht. So bestätigt sich die Nachricht eines allgemeinen Massacres der Armenier in Van und Bitlis; auch jenes von Mardin, wo der katholische Bischof mit 700 seiner Getreuen niedergemacht wurde. Von Angora berichtet der obgenannte protestantische Zeuge, daß die ganze männliche armenischem Bevölkerung von über 10 Jahren durch ein Massacre ausgerottet worden ist. Beispiele dieser Art könnte man noch viele anführen.

Die folgende von zwei vom Berichterstatter internierten türkischen Zeugen berichtete Tat-

./.

14

sache möge die Grausamkeit, der die Verschickten ausgesetzt sind, beleuchten. In einer verlassenen Kirche auf dem Wege nach Angora befanden sich 150-200 verschickte Armenier, darunter ein katholischer Priester und zwei Schwestern, eingeschlossen und mit dem Bayonette bewacht. Genötigt, an diesem selben Orte ihre Bedürfnisse zu verrichten, liegen sie in dem verpesteten Raume, die einen auf den anderen auf der nackten Erde, da nicht genug Platz vorhanden war. Die zwei Zeugen konnten in diesem Menschenhaufen zwei Leichen von an der Cholerine verstorbenen Weibern feststellen, welche die Wachen nicht zu beerdigen gestatteten.

Was in Sonderheit die armenisch-katholische Geistlichkeit betrifft, so wissen wir, daß sie größtenteils verurteilt wird, der Menge zu folgen, aber sie kann dort ihre heiligen Funktionen nicht ausüben. Die Bischöfe erleiden dasselbe Los. So hat man beim armenisch-katholischen Patriarchate in Konstantinopel keinerlei Nachricht über 6 Bischöfe. Dasselbe gilt bezüglich etwa 40 Priestern und ebensovielen Schwestern. Alle diese Unglücklichen können in diesem Augenblicke niedergemetzelt oder an Entbehrungen zu Grunde gegangen sein.

./.

Es ist hervorzuheben, daß die Türken selbst die Zahl der durch Massacres oder Entbehrungen umgekommenen Armenier auf 500000 und die Zahl der Verschickten auf 900000 schätzen.

Telegramm +)

Pallavicini
Pera, 29.Okt.1915

Nr. 819

Aposotlischer Delegierter bittet Apostolischen Nutius in Wien behufs Telegramm verständigung Heiligen Stuhles mitteilen zu wollen, daß er 27.I.M. von Sultan in Audienz empfangen wurde und Seine Majestät das Schreiben Seiner Heiligkeit übergeben habe.

+) Abschrift vom Herausgeber, da Original in Kopie unleserlich!

Telegramm

Ref.I

Dep.7

Markgraf Pallavicini,

ddto. Pera, 1 Nov 1915

aufg. 9 U. 10 M.

eingel. 4 „ -- „

3./11.

№ 830

Chiffre.

Bezug auf Telegramm No.590 vom 27.v.M.

Ich habe heute Minister des Aeußern in überzeugender Weise auseinandergesetzt, daß wir die türkische Regierung für jeden Schaden verantwortlich machen müssen, welcher unsere Gläubiger infolge der Mängel des Gesetzes über die Vermögensliquidierung der Armenier treffen würde. Ich sagte, daß wir alle unsere Bedenken gegen das Gesetz der türkischen Regierung unterbreitet hätten und ich hoffte, sie werde denselben in einem Nachtragsgesetz und der Einführungsverordnung Rechnung tragen.

Minister des Aeußern antwortete, das Gesetz sei gemacht worden, um die Gläubiger der Armenier vor Schaden zu bewahren, und da dies der Zweck des Gesetzes sei und außerdem die türkische Regierung ein großes Interesse an der Erhaltung der Handelsbeziehungen mit uns habe, sei es selbstverständlich, daß unsere Gläubiger keinen Schaden erleiden dürften. Er werde dafür Sorge tragen, daß das Gesetz entsprechend abgeändert werde, bevor es der Kammer vorgelegt wird.

Ich habe Angelegenheit bei Minister des Aeußern vorgebracht, weil er mir sagte, daß er selbst sich mit derselben befasse.

- 9.Nov. 1915

Constantinopel, am 2.November 1915.

Cs. és kir. osztrák-magyar Nagykövetség
Konstantinápoly

No.92/P.

Verschickung der Armenier.
Christenverfolgung.

Zu Bericht No.77/P.A v.30.Sept.1915.

2 Beilagen.

An Seine Excellenz den Herrn Minister des k.u.k.
Hauses und des Aeussern, Baron Burián !

Wie aus den seit Abgang meines obbezogenen Berichtes eingelangten Consularberichten, die Euer Excellenz gleichfalls vorliegen, zu entnehmen ist, dauert die Ausweisung der Armenier aus ihrer Heimat noch immer weiter fort und nimmt sogar in einigen Gegenden noch grössere Dimensionen an wie bisher. Dies geht auch aus dem Berichte des k.u.k.General-Consulates in Beirut v. 13.d.M.No.9/P, dessen Abschrift ich anruhend unterbreite,

DURCH KURIER

13

hervor.Die auf die Einschränkung der Verschickung der Armenier abzielenden Verfügungen der Regierung scheinen also weder von ihr noch von den Organen an die sie ergangen sind ernst genommen worden zu sein.Was ich aber in dem vorliegenden Bericht Vice-Consuls Nedwed sehr bezeichnend und beachtenswert finde,ist die Entartung der gegen die Armenier getroffenen Massnahmen in eine immer deutlicher werdende Christenverfolgung, die in ihrer weiteren Entwicklung leicht zu einer allgemeinen Bewegung gegen alle Fremden in der Türkei führen könnte.

—Es hatte bisher den Anschein,dass die Armenier, die ausser den eigentlichen armenischen Gebieten leben, von der Verschickung verschont bleiben werden,seit letzter Woche treffen aber auch aus Adrianopel Meldungen ein,die besagen,dass die dortigen Armenier ebenfalls ausgewiesen werden.Diese sollen angeblich nach dem östlich von Aleppo gelegenen Sandjak Zor abgeschoben werden.

Nach Aeusserungen eines Comitémitgliedes zu einer glaubwürdigen Mittelsperson sollen die Armenier

zwar während der Dauer des Krieges nicht weiter als ins Innere Klein-Asiens gebracht werden, nach Friedensschluss aber ohne Ausnahme nach Mesopotamien verschickt werden, was angesichts der Aufnahme die ihnen die arabischen Stämme dort bereiten dürften, einer gleichkommen würde. Nach den Armeniern sollen - wie der erwähnte Comité-Mann sich ausdrückte - die Griechen folgen.

Hiedurch wäre dann ein weiterer Schritt in der Richtung der Verfolgung jedes christlichen und fremden Elementes getan. Dass sich die in der Türkei lebenden Christen hierüber sozierlich im Klaren sind, beweist die ebenfalls mitfolgende Abschrift eines Berichtes aus Adrianopel über die differenzielle Behandlung der christlichen und mohamedanischen Ottomanen, die in der dortigen christlichen Bevölkerung eine nur sehr begreifliche Bestürzung hervorgerufen hat.

Der k.u.k.Botschafter:

Pallavicini

18

I. Beilage zum Bericht de dato Konstantinopel 2.November 1915,
Nr. 92 C/P

Abschrift des vom k.und k.Generalkonsulate in Beirut an die k.und k.Botschaft gerichteten Berichtes Nr.9/P, vom 13.Oktober 1915.

Infolge der äusserst rigorosen Zensur laufen in Beirut nur spärliche und unvollkommene Nachrichten über die Vorgänge im südlichen Armenien und nördlichen Mesopotamien ein, so dass man sich über die Ausdehnung der Christenverfolgung kein rechtes Bild machen kann. Nur so viel steht fest, dass die türkischen Behörden mit schonungsloser Härte vorgegangen sind und die Durchführung der an und für sich ungerechten Massregeln untergeordneten Organen überlassen hatten, welche es für überflüssig fanden, vorerst eine, wenn auch noch so oberflächliche Untersuchung über Schuld oder Unschuld ihrer Opfer einzuleiten.

Ohne auf Details eingehen zu wollen,glaube ich im Nachhange zu den bereits telegraphisch gemeldeten Vorfällen berichten zu müssen, dass der syrisch-katholische Bischof von Gezireh in Mesopotamien, Msgr.Michel Malké, gleichfalls ein Opfer der Massakres geworden zu sein scheint und dass drei seiner Priester spurlos verschwunden sind.

Was die von Konstantinopel ergangene Zirkularweisung, welche die Ordnung wiederherstellen sollte, betrifft, so konnte deren Durchführung von hier aus nicht kontrolliert werden,da alle aus dem Innern eintreffenden Nachrichten die Vorgänge nur in versteckten Worten andeuten und es daher nicht ersichtlich ist, ob die berichteten Vorfälle vor oder nach Erlassung des Einstellungsbefehles stattgefunden haben. Im hiesigen Amtsbezirke wurden die Christen, (auch die gregorianischen Armenier:) überhaupt nicht belästigt.

Soviel steht jedoch fest, dass die Tranporte von Verschickten andauern, wobei es sich allerdings möglicherweise um Leute handelt, welche schon früher aus ihren Wohnsitzen entfernt wurden. Auch wird für die Ernährung dieser Leute sehr schlecht gesorgt, sie erhalten höchstens drei Brote pro Tag und auch das nur unregelmässig, werden zu anstrengenden Fussmärschen gezwungen, müssen im Freien kampieren, haben oft weder Wäsche noch Schuhe, finden bei Erkrankungen keine ärztliche Hilfe etc. Auch hat sich der Missbrauch entwikkelt, dass die bewachenden Organe gegen geringes Trinkgeld Kinder „verlieren", was zwar einesteils von mildtätigen Personen zur Rettung der Kinder benutzt wurde, in vielen Fällen aber zu Menschenhandel ausartete.Die Verschickten werden in der Beka'a und im Hauran in rein-mohammedanische Dörfer zerstreut, die Kinder von ihren Eltern getrennt in muselmanischen Häusern unter-

./.

gebracht, so dass es unmöglich ist, den Bedürftigen Hilfe zukommen zu lassen. Dieses Vorgehen scheint eine systematische Islamisierung zum Zwecke zu haben.

Den Vorstellungen der Bischöfe gegenüber zeigen sich die Behörden taub, die Korrespondenz der hiesigen Patriarchate mit den Diöcesen des Innern ist überhaupt unterbrochen, so dass das Christentum in den betroffenen Distrikten ernstlich gefährdet erscheint.

••••••••••••••••••••

II. Beilage zum Bericht dd.Konstantinopel 2.November 1915 No.92/P.

K. u. k. oesterr.-ungar. Konsulat
Adrianopel

Cs. és kir. osztrák-magyar Konzulátus
Drinápoly

Adrianopel, am 22. Oktober 1915.

Abschrift

Z: 92/Politisch.

Gegenstand: Behandlung der Familien von Deserteuren und Stellungsflüchtigen.

An Seine Excellenz
den Herrn k.u.k. Botschafter
Markgrafen Pallavicini
in
Konstantinopel.

Die am ersten Bairamtage von den Militärbehörden veröffentliche Verordnung die Bestrafung der Familien von Desertreuren und Stellungsflüchtigen betreffend hat in der christlichen Bevölkerung allgemeine Bestürzung hervorgerufen.

Es ist zwar auch in dieser Verordnung von der gleichmässigen Behandlung aller Ottomanen die Rede, das allgemeine Empfinden sieht aber in derselben eine geschickt verdeckte nur gegen die Griechen und Armenier gerichtete Waffe, um dieselben auf „gesetzlichem" Wege auswei-sen zu können.

Die hierorts gesammelte Erfahrung, die Differenzierung in der Behandlung der Christen und Mohammedaner lässt dieses Empfinden als richtig erscheinen und spricht die sofort in Angriff genommenen „praktische" Durch-

Per Kurier !

16

führung der Militärbestimmung ganz entschieden dafür.

In der in Frage stehenden Verordnung ist ein Termin angegeben (20.X.1331.) bis zu welchem sich die Einzelnen bei den kompetenten Militärbehörden melden können um straflos auszugehen.

„ Praktisch wird die Sache so gemacht, dass die Polizeiorgane in die Häuser der Griechen und Armenier, deren Angehörige sich dem Waffendienste entzogen haben, gehen und denselben mitteilen, dass sie innerhalb 14 Tagen weg müssen um nach dem Innern abtransportiert zu werden.

Die Ursache warum sich die Christen dem Waffendienste entziehen ist in der rohen Behandlung derselben und in dem Umstand zu suchen, dass man sie nicht als Soldaten, sondern als Strassenarbeiter, etc.etc. verwendet.

Nach Wien berichte ich nicht.

Der k.u.k. Konsul:

Kadamczyki

14. Nov. 1915
Kgl. u. k. österr.-ungar. Botschaft,
Konstantinopel.
Cs. és kir. osztrák-magyar Nagykövetség,
Konstantinápoly

Konstantinopel, am 7. November 1915

Druck

No.93 B.

P.

Armenier - und Christenverfolgung.

Zum Bericht No.92/P -C vom
2.November 1915.

4 Beilagen.

An Seine Exzellenz den Herrn Minister des k.u.k.Hauses
und des Aeussern,Baron Burián !

Gleich nach meiner Rückkehr vom Urlaube habe ich auf Grund der mir von Euer Exzellenz mündlich erteilten Instruktionen mit dem Grossvezir über die Frage der Verschickung der Armenier ernstlich gesprochen und ihm die gefährlichen Folgen dieses Vorgehens auseinandergesetzt. Der Grossvezir zeigte für meine Ausführungen sehr viel Verständnis und hat versprochen, seinen ganzen Einfluss geltend zu machen, um diesen traurigen Zuständen abzuhelfen. Der Einfluss des Grossvezirs auf die übrigen Mitglieder

./.

DURCH KURIER

19

des Kabinetes scheint aber geschwunden zu sein und seinen Versprechungen kann nur wenig Wert beigemessen werden. Der beste Beweis hiefür ist der Umstand,dass trotz seiner Versicherungen in dieser Beziehung nichts verfügt wurde, denn die seither fast täglich aus allen Teilen des türkischen Reiches einlaufenden Meldungen über die Verfolgung der Armenier besagen,dass diese immer grössere Dimensionen annimmt und,wie in meinem letzten einschlägigen Berichte bereits erwähnt,zu einer allgemeinen Christen-und Fremden-Verfolgung ausartet.

Wie aus den abschriftlich mitfolgenden Telegrammen und Berichten der unterstehenden Konsularämter erhellt, werden in Syrien die Klöster und andere katholische Anstalten geschlossen und konfiszirt,in Bagdad die Christen und Juden verhaftet oder verschickt,während in Adrianopel gegen die Armenier in unbarmherziger Weise vorgegangen wird. Auch der griechische Geschäftsträger,der mich dieser Tage aufsuchte,hat mir erzählt,dass ihm gleiche Nachrichten aus Thrazien zukommen,wo die griechische Bevölkerung in

ähnlicher willkürlicher Art aus ihren Heimstätten herausgetrieben wurde,um den aus den bulgarischerseits besetzten Gebieten zuströmenden Mohamedanern Platz zu machen. Diese Leute wurden zuerst nach Eregli gebracht und werden nun ins Innere Kleinasiens abgeschoben. Ihre Lage ist ganz jämmerlich,denn für ihre Verköstigung wird fast gar nicht gesorgt,so dass viele von ihnen an Hunger sterben.

Angesichts dieser Umstände habe ich mich gestern zu Halil Bey begeben und habe ihn,mich auf den mündlichen Auftrag Euer Exzellenz berufend,in sehr ernster Weise auf die schon fast allgemein werdende Christenverfolgung in der Türkei,speziell mit Hinblick auf die Sperrung von Klöstern und anderer geistlichen Institute,aufmerksam gemacht. Ich habe dem Minister des Aeussern gesagt,welch' schwere Folgen dies mit sich bringen könnte,da die Schuld an der Vertreibung und Vernichtung so vieler Unschuldiger auch uns und Deutschland als Alliirten zugeschrieben wird und wir nicht in der Lage sein werden,die Türkei in dieser Hinsicht zu vertheidigen und die ganze Verantwortung auf

/.

sie zurückfallen lassen müssten. Aber auch vom rein türkischen Standpunkt betrachtet,sei diese Aktion eine schlechte Politik und ein grosser wirtschaftlicher Fehler,weil gerade jene Elemente,gegen welche sich die Verfolgung richtet,die arbeitsamsten im ottomanischen Reiche sind und zum Aufschwung desselben am meisten beitragen würden.

Meine Argumentation machte auf Halil Bey einen sichtlichen Eindruck und er verhehlte mir auch nicht,dass er persönlich ganz meiner Ansicht sei. Er sagte mir,er hätte schon in diesem Sinne auf Talaat Bey einzuwirken versucht und bereits soviel erreicht,dass in Hinkunft weiteren Verschickungen Einhalt getan wird. Der Minister erwähnte auch, dass Djambolat Bey,der gegenwärtige Chef des Polizei-Departements im Ministerium des Innern,nach Syrien geschickt wird,um eine Aktion zu organisiren,die zum Zweck haben wird,die dorthin deportirten Armenier in der Gegend von Mosul anzusiedeln und für ihren Lebensunterhalt zu sorgen. Halil Bey versprach mir ferner,über diese Frage nochmals mit Talaat Bey zu sprechen und ihn auf die Gefahren seiner

Handlungen mit Bezug auf die auswärtige Politik und namentlich auf Griechenland aufmerksam zu machen.

Obwohl ich auf Grund meiner langjährigen Erfahrungen im Orient von türkischen Versprechungen nicht sehr viel erwarte, glaube ich, dass diesmal Halil Bey ziemlich aufrichtig gewesen ist. Auch in seinen Aeusserungen über die bezüglichen Absichten Talaat Bey's hat er ganz offen gesprochen und zugegeben, dass sein Ministerkollege dahin strebt, die armenische Frage noch während des Krieges nach seiner Art zu lösen und die Mächte vor ein fait accompli zu stellen. Ich bin auch überzeugt, dass Halil mit Talaat nochmals reden wird, es ist nur fraglich, mit welchem Erfolge. Denn um der beinahe systematisch gewordenen Verfolgung der Christen und Fremden mit einem Schlag ein Ende zu bereiten, liegt nicht nur an dem Minister des Innern, gerade so wenig, wie der Umstand, dass die von Konstantinopel kommenden Weisungen mit so unerhörter Härte durchgeführt wurden. Es machen sich nämlich in der Verwaltung des grossen türkischen Reiches manche Zeichen

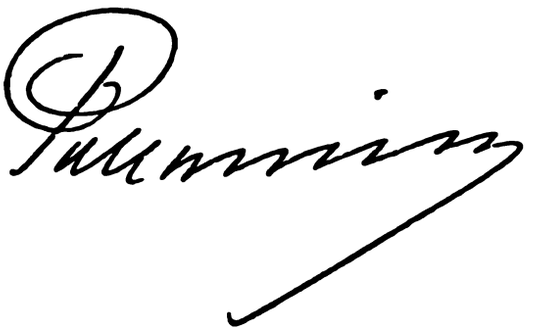
./.

einer gewissen Anarchie bemerkbar.Viele Lokalbehörden arbeiten einfach auf eigene Faust und gehen in ihrem Fremdenhass viel weiter,als die Regierung es wünschen würde. Die aus den Reihen der Comitémänner hervorgegangenen Valis und Mutessarifs gehorchen nur den Verordnungen,die ihnen vom Comité zukommen,nicht aber jenen,die ihnen die Regierung erteilt. Ein besonderes Beispiel ist hiefür der berüchtigte Valistellvertreter in Bagdad,Schefik Bey. Dass solche Verhältnisse sehr gefährliche Resultate zeitigen können,braucht nicht besonders hervorgehoben zu werden, und auch Halil stimmte meinen diesbezüglich geäusserten Befürchtungen zu.

Im Laufe der Unterhandlung sagte mir noch der Herr Minister des Aeussern,Hakki Pascha hätte ihm aus Berlin geschrieben,dass das Verhalten der Türken in der armenischen Frage dort einen sehr schlechten Eindruck gemacht habe. Man befürchte nämlich mit Recht,dass die Sache in Amerika aufgegriffen werde,um in der öffentlichen Meinung auch gegen Deutschland zu agitiren,was natürlich den

Ententemächten nur sehr willkommen sein könnte und im weitesten Masse ausgenützt werden würde.

Der k.u.k.Botschafter :



Beilage zu Bericht No. 93 B P. ddo. Cos-pol 7. XI 1915

K. u. k. österr.-ungar. Konsulat
Adrianopel

Adrianopel, am 29. Oktober 1915

Ca. és. kir. osztrák-magyar Konzulátus
Drinápoly

Drtc.:

Z. 1 05/Pol.

Abschrift

Gegenstand: Ausweisung der Armenier.
B.Nr: h.ä. Chiffre - Depesche
Nr: 22 und 23.

An Seine Excellenz
den Herrn k.u.k. Botschafter
Markgrafen Pallavicini
in
Konstantinopel.

Die Ausweisung der Armenier, eine Massregel, die die weitere Durchführung des in meinem Berichte vom 29. v.Mts. Nr: 78/Pol. aufgestellten Programmes des jung-türkischen Komités darstellt, ist von einem Moment zum andern begonnen. Vorgestern Abend um 8 Uhr erschienen Polizeiorgane in den Häusern der reichsten und wohlhabenden armenischen Familien und zwangen dieselben innerhalb ½ Stunde, ihr Haus mit Weib und Kind zu verlassen. Den bedauernswerten Opfern einer unverständlichen und sinnlosen Politik, wurde gestattet, nur 40.- P.S. und einige

Per Kurier!

unumgänglich notwendige Wäschestücke mitzunehmen. All ihr Hab und Gut, ihre Geschäfte mit einem Wort Alles mussten sie zurücklassen. Sie wurden auf 164 Wägen verladen und in der Nacht bewegte sich dieser unendlich traurige Zug aus der Stadt gegen Ouzoun-Keuprü zu, von wo aus diese Menschen weiter, angeblich nach Arabien, wahrscheinlich aber nach Mossul (wo heute) 1½ Million ihre Konationalen im Elend schmachten , abtransportiert werden sollen.

Die Szenen, die sich in der Nacht vom 27. auf den 28. hier abgespielt haben, spotten jeder Beschreibung . Kranke,Greise und Kinder wurden aus den Betten herausgezerrt und mit Gewalt abgeführt. Keine Rücksichten und kein Erbarmen mit hilflosen unschuldigen Menschen liess man gelten, nur rohe Gewalt und barbarische Ungerechtigkeit herrschten.

Mehrere Kinder, die z.B. in dem Institut der Agramer Barmherzigen Schwestern als Interne untergebracht sind, und von der Ausweisung ihrer Angehörigen keine

Ahnung hatten, sind so für immer von ihren Eltern und Verwandten getrennt.

Die Häuser und Geschäfte der Ausgewiesenen wurden versiegelt und bewacht. Gestern begann man diese zu öffnen und denselben alles das zu entnehmen, was wertvoll ist. Euer Excellenz können sich vorstellen, dass die Beute, man kann nur diesen noch milden Ausdruck gebrauchen, eine reiche ist. Teile derselben konnten unsere im türk. Spital arbeitenden Barmherzigen Schwestern sehen. Das Spital, welches sonst an notwendigsten Mangel leidet, war gestern plötzlich mit neuen Geschirren, Geld, Lebensmitteln, etc. reichlich versehen.

Die noch hier verbliebene armenische Bevölkerung lebt in einem panikartigen Schrecken. Sie fürchtet mit Recht das Schicksal der Übrigen zu erleiden.

Die hiesigen Lokalbehörden erklären für diese Vorfälle keine Verantwortung zu tragen, da sie über Befehl aus Konstantinopel handeln.

Da mir bekannt ist, dass unsere Feinde, anlässlich

lich der Armeniermassacres und Ausweisungen in Klein - asien, die Nachricht verbreiteten, dass dies alles mit Wissen oder zum Mindesten mit Duldung der verbündeten Centralmächte geschehe, erachte ich es als meine Pflicht, immer unter Hinweis, dass eine Einmischung in innerpolitische Angelegenheit nicht statthaft ist, den hiesigen Behörden gesprächsweise zu erklären, dass wir ein solches Vorgehen nicht gutheissen können. Die Antwort war: „ das ist selbstverständlich, wir müssen aber Konstantinopel gehorchen."

Jeder, der hier jahrlang lebt und die Armenier genau kennt, ist überzeugt, dass die grösste Majorität derselben allen Bestrebungen und Bewegungen gegen die Regierung ferngestanden hat. Es sind meistens Kauf - leute, und zwar die tüchtigsten am Platze, die auch mit der Industrie der Monarchie in enger Berührung standen. Ob nicht durch diese Massregel auch uns nahe - stehende Interessen getroffen und geschädigt worden sind,

wird die Zukunft lehren.

Der Versuch, sich auch der in Karagatsch wohnenden Armenier zu bemächtigen, es wurden am Tage vor dem Eintreffen der Bulgaren ungefähr 30 Mann nach der Stadt gebracht, ist an der energischen Haltung der bulgarischen Regierung gescheitert, die die Türken zwang, diese Armenier wieder auf bulgarisches Territorium zu bringen.

Die Stadt bietet ein trauriges Bild. Der grosse Bazar, in welchem sich die grössten und besten Geschäftshäuser der Stadt befinden, ist leer, ⅔ der Kaufläden ist, wahrscheinlich für immer, gesperrt. Das Leben in der Stadt hat aufgehört, um 3 Uhr nachmittags werden die Geschäfte geschlossen. Armenier und Griechen trauen sich nicht aus den Häusern, die gesamte christliche Bevölkerung verbringt qualvolle Stunden und lebt in ständiger Angst. Ein deprimierendes Gefühl ist es, als Vertreter eines Kulturstaates diesem mittelalterlichem

Treiben zusehen zu müssen, ohne helfen zu können und zu dürfen.

Nach Wien berichte ich nicht.

Der k.u.k. Konsul:

Kadamlewzky m.p.

Beilage zu Bericht No. 93 B ddo. Cos-pel 7. II 1915

K. u. k. oesterr.-ungar. Konsulat
Adrianopel

Ca. és kir. osztrák-magyar Konzulátus
Drinápoly

Adrianopel, am 2. November 1915.

Druck

Abschrift!

Z. 97/Politisch.

Gegenstand: Armenierausweisungen.
Hierämtlicher Bericht vom 29.v.Mts.
Nr: 95/Polit.

An Seine Excellenz
den Herrn k.u.k. Botschafter
Markgrafen Pallavicini
in
Konstantinopel.

Jeder Tag bringt neue Details über die barbarische und brutale Art und Weise, mit welcher bei der Ausweisung der armenischen Familien vorgegangen wurde und über den geradezu abstossenden Cynismus, den die türk. Organe hiebei an den Tag legten.

Einige besonders krasse Fälle verdienen festgehalten zu werden. Bei der Familie Tasatian der reichsten hier wurde die alte halbgelähmte Frau des Hauses in Begleitung ihrer Söhne, die zunächst ihr ganzes Bargeld hergeben mussten, auf einen von Büffeln gezogenen Wagen abtransportiert, nachdem man ihr 60 Paras mit dem Bemerken: "Das wird zur Bezahlung des Wagens genügen" eingehändigt hatte.

Schwer kranke Kinder wurden aus den Betten ge-

durch Kurier.

23

rissen, ebenso Wöchnerinnen. Wer nicht folgte, wurde mit dem Gewehrkolben zur Eile angetrieben.

In den geräumten Häusern fanden dann ganze Gelage statt. Die türk. Executionsorgane scheuten sich nicht, sich bei helllichtem Tage an den Vorräten der Exilierten in deren Häusern gütlich zu tun, Klavier zu spielen, etc. etc. Ich kann Euer Excellenz versichern, dass nur die grausamste und cynischste Phantasie in der Lage ist, sich die Schauder dieser Ereignisse vorzustellen.

Die Häuser werden jetzt geräumt und die minder - wertvollen Sachen an den Meistbietenden verkauft. Bei diesen Versteigerungen werden die Türken als Käufer bevorzugt.

Es sind zwar 15 Kommissionen gebildet, die alles bewegliche Vermögen inventarisieren und schützen. Die - noch übriggebliebenen - wertvollen Objekte werden in einen grossen Han hier deponiert.

Der Eindruck, den die Ereignisse der letzten Tage hier hervorgerufen haben, ist bei der gesammten Bevölke - rung, die Mohammedaner nicht ausgeschlossen, ein gerade - zu niederschmetternder. Letztere können sich über die un - glaubliche Rohheit, die in den leitenden Kreisen herrscht, nicht fassen. Beamte in leitende Stellungen äusserten sich mir gegenüber in den schärfsten Ausdrücken, die Grausamkeit der Vorgangsweise verdammend.

Der empörende Cynismus wird auch durch die Tat sache bewiesen, dass die Schüler der hiesigen Schule des Komités den Abzug der weinenden, jammernden und halb

wahnsinnigen Menschen, aus Erziehungsrücksichten bei - wohnten. Dass diese Kinder zu Komitadjis erzogen wer - den, erklärt der Direktor der Schule ganz offen!

Zwei Armenier, die noch nicht ausgewiesen wurden, sind in der Zwischenzeit wahnsinnig geworden!

Und jetzt, da die ganze Stadt Zeuge dieser empö - renden Vorkommnisse war, jetzt, da das Komité, welches dies Alles an Gewissen hat, die Stimmung im Volke fürch- tet, jetzt wagt es dieses selbe Komité, die Centralmächte und ganz besonders Deutschland der URHEBERSCHAFT die - ses quattrocentistischen Wütens zu ziehen! „c'est l'Allemagne qui malheureusement nous a imposé ça" lautet die gebrauchte Phrase.

Ich teile dies Alles Euer Excellenz ergebenst mit und wage es, Euer Excellenz zu bitten, eventuell im Vereine mit der deutschen Botschaft in energischester Weise gegen das Aufkommen so infamer Verleumdungen eintreten zu wollen.

Nach Wien berichte ich nicht.

Der k.u.k. Konsul:

Kadamlenzki m. p.

2 9.Nov. 1915

Druck

K.und K.österr.ung.Konsulat

Damaskus.

No.75/P

Die armenischen Zwangs-
auswanderer.

Damaskus, 7.November 1915.

INDIZIERT
11.DEZ.

An Seine Excellenz den Herrn Minister
des K.und K.Hauses und des Aeussern
Stephan Baron Burián

In den letzten Wochen wurden die eine Zeitlang unterbrochenen Transporte von aus ihrer Heimat zwangsweise deportierten armenischen Familien wieder aufgenommen.Die Zahl der neuerlich über Damaskus nach dem Süden verschickten Personen übersteigt 30.000,sodass die Gesammtzahl dieser Zwangsauswanderer auf mehr als 50.000 zu schätzen ist.

Die allergrösste Mehrheit von ihnen stammt gleich denen der früheren Transporte aus den Wilajeten Aleppo(Marasch,Urfa),Adana und Angora(Kaisarie),nur wenige aus dem Wilajet Diar-

33

676.

bekir,aus welch'letzterem die Auswanderung nach dem nähergelegenen Mesopotamien geleitet zu werden scheint.Der Religion nach sind sie in ihrer überwiegenden Mehrzahl gregorianisch,doch finden sich auch Angehörige aller anderen christlichen Riten. Die genaue Feststellung der Confession ist übrigens kaum möglich,da der Aufenthalt in Damaskus gewöhnlich nur wenige Tage beträgt und die hiesige Geistlichkeit der verschiedenen Riten es nicht wagt, mit den Verschickten in Verbindung zu treten.

Die Ansiedlung aller dieser Colonisten erfolgt gleich den früheren in dem Lande östlich des Jordans und des todten Meeres(Moab).

Der Ausdruck „Ansiedlung" ist freilich nicht der richtige.Es fehlt den Einwanderern so ziemlich an allem hiezu.Selbst wenn die Regierung ihnen Ländereien überlässt,werden sie ohne Arbeitszeug,ohne Zugvieh,ohne Sämereien damit nichts anfangen können.Gegenwärtig lagern sie in den ihnen zugewiesenen Gebieten ausserhalb der besiedelten Orte,ohne Obdach im freien Felde und den Unbilden der jetzt beginnenden Regenzeit ausgesetzt.Ihre etwaigen Geldmittel,soweit sie solche aus dem Erlös ihrer früheren Habe besitzen,werden wohl nicht lange vorhalten,während das ihnen in Damaskus ge-

währte tägliche Zehrgeld von 1 Piaster per Person, vorausgesetzt dass es ihnen noch längere Zeit weiter gezahlt wird,sie kaum vor dem Hungertode zu schützen vermag.

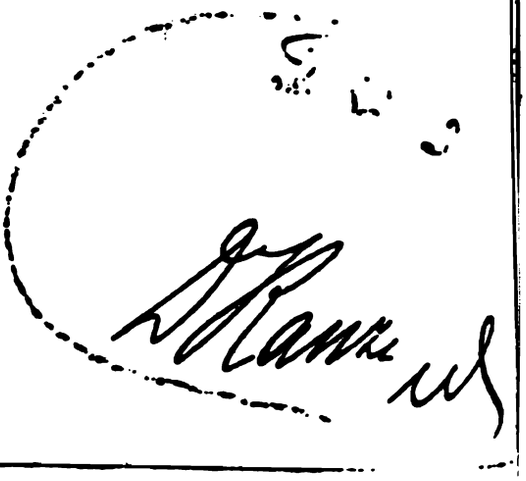
Es ist wohl anzunehmen,dass diese „Ansiedler" grösstenteils dem Untergange geweiht sind.Hunger und Seuchen hausen schon jetzt fürchterlich unter ihnen;bei ihrem Aufenthalt in Damaskus kamen auf 1000 Personen wenigstens 10 Todesfälle täglich.Die unausbleiblich sich einstellenden Epidemien bilden für die sanitären Verhältnisse von ganz Syrien keine geringe Gefährdung und muss es Wunder nehmen,dass von militärischer Seite keine Bedenken gegen die Nachbarschaft solcher Seuchenherde erhoben werden.

Für eine ziemliche Anzahl von Kindern ist es ein Glück zu nennen,dass sie teils mit Gewalt,teils freiwillig von ihren Angehörigen an hiesige meist mohammedanische Familien Überantwortet wurden.Sie werden hiedurch wenigstens dem Hungertode entgehen,wenngleich sie ihre Nationalität und ihre Religion mit der ihrer Herren werden vertauschen müssen.

Gleichlautend berichte ich unter gle-

chem Datum und gleicher Zahl nach Konstantinopel.

Der K.und K.Generalconsul:



№ [illegible] **Telegramm**

[illegible]

Markgraf Pallavicini.

ddto. Pera, 8.November 1915.

aufg. 8 U. — M. p.
eingel. 7 „ — „ a.m.

№ 848

Chiffre. 8./11.

Christenverfolgung in der Türkei.

Mit Bezug auf meinen heute abgegangenen Bericht No.93 B.

Ich habe letzten Samstag und heute bei Halil Bey in ernster und eindringlichster Weise in Angelegenheit Verfolgung der Armenier und Griechen interveniert. Der Minister versicherte mir, er hätte nach meiner samstägigen Unterredung die Angelegenheit mit seinen Kollegen besprochen und es sei beschlossen worden, die Armenier nicht weiter aus ihren Wohnstätten zu verschicken und für diejenigen, die sich bereits in Syrien befinden, Unterkunft zu suchen und für ihren Lebensunterhalt zu sorgen. Zu diesem Zwecke seien bereits von hier Beamte abgeschickt worden. Ferner wurde beschlossen, den aus Konstantinopel, Adrianopel und Rodosto verschickten Armeniern die Heimkehr wieder zu gestatten.

Bezüglich der Verfolgung der Griechen habe ich Halil Bey mit besonderem Nachdruck auf die großen politischen Interessen aufmerksam gemacht, die hiebei im Spiele stehen. Ich habe ihm gegenüber im Sinne Euer Exzellenz Telegrammes No.618 vom 7.d.M. auch bemerkt, daß eine Bestrafung der unschuldigen Familienmitglieder der Stellungsflüchtigen gegen alle Rechtsbegriffe verstoße. Halil Bey antwortete mir, es bestehe diesbezüglich ein Gesetz, dessen Zweck sei, die Flüchtlinge eben durch diese Maßregel zur Rückkehr zu zwingen, er versichere mir aber, daß dieses Gesetz nicht zur Anwendung kommen werde, da einerseits konstatiert wurde, daß viele Stellungsflüchtlinge im bulgarischen Heer dienen und anderseits das Gesetz seinem Zweck überhaupt nicht entspreche.

35

Nr.76/P

Verhaftungen von Armeniern.-

Smyrna, den 9.November 1915.

Seiner Exzellenz
dem Herrn Minister des k.u.k.Hauses und des Aeussern
Stephan Baron B u r i á n ,
W i e n .

Vor 2 Wochen erschienen plötzlich in verschiedenen Stadtteilen Smyrnas französisch geschriebene Affichen ungefähr folgenden Tenors » Vive la paix! A bas l'Allemagne! A bas l'Autriche-Hongrie!... etc., die sehr bezeichnend, folgenderweise schlossen .... Vive l'Entente! V i v e l e V a l i ! .-

Daraufhin wurden sofort einige (10 - 15) Personen arretiert und,da bei der gerichtlichen Untersuchung » auch andere Tatsachen an's Licht gekommen sind «, wie mir der Generalgouverneur gelegentlich erklärte, haben die Behörden später » alle verdächtigen Armenier « festnehmen lassen. Der vom Vilajet sorgfältig geheimgehaltene Grund der Blokade des armenischen Viertels und der zahlreichen Arretierungen ist der, dass 6 armenische Jünglinge,die sich aus den armenischen Provinzen hierher geflüchtet haben, - über höheren Auftrag ausfindig gemacht resp.dem Gerichte ausgeliefert werden sollten.- Und dann erhielt der hiesige gregorianische Erzbischof Monseigneur Indjian, - der über Aufforderung des Valis bei den Armeniern grössere Beträge für die Winterkleider der Soldaten etc. gesammelt hatte -, vor Kürzer einen DROHBRIEF, in welchem er aufgefordert wird, sofort 5.000 Ltq auch für gewisse

./.

Durch die Post.

36

Mitglieder seiner Gemeinde aufzubringen.

Die Verhaftung von insgesamt 2500 - 2600 Personen rief in den hiesigen armenischen Kreisen begreifliche Beunruhigung hervor, da sie zunächst befürchteten, dass sie das traurige Schicksal ihrer Correligionäre im Landesinnern teilen werden.....

Erst gestern ist es der Polizei gelungen, 3 der steckbrieflich Verfolgten - und zwar des Stefan Nalbantian, Ohannes Ohanessian und Avedis - habhaft zu werden. Eine eigene Kommission führt weiter die Untersuchung und hat bisher von den Verhafteten über 2000 frei gelassen (zk 5 - 600 armenische Arbeiter, Hamals und Verdächtige bleiben noch in Gewahrsam.)

Gleichlautend berichte ich heute sub gleicher Zahl nach Konstantinopel.

Der k.u.k.Konsul & Gerent:

Constantinopel, am 10. November 1915.

18 Nov 1915
K. und k. österr.-ungar. Botschaft
Konstantinopel
Ca. Ge. Kir. österr.-ungar. Regierungsrat
Konstantinopel

No.94/P. B.

'Procès verbal " des k.u.k.und des bulgarischen Vertreters in Adrianopel über innerpolitische Zustände.

2 Beilagen.

- An Seine Excellenz den Herrn Minister des k.u.k. Hauses und des Aeussern, Baron Burián !

Den abschriftlich mitfolgenden Bericht No.98/P v.6.d.M. aus Adrianopel habe ich mit dem gleichfalls angeschlossenen " Procès verbal " soeben erhalten und fühle mich verpflichtet, bei der Vorlage desselben Euer Excellenz meine ernsten Bedenken über diesen Schritt Konsul von Nadamlenzki's zum Ausdruck zu bringen. Meiner Ansicht nach ist es nicht ohne Gefahr mit Hinblick auf die politische Rückwirkung, die es hier haben könnte, dass

DURCH KURIER

unser Konsularvertreter in offizieller Form seine Unterschrift auf ein Schriftstück setzt,das eventuell in die Oeffentlichkeit kommen könnte,in welchem über das Vorgehen der türkischen Behörden und über die von der türkischen Regierung gegenüber den Fremden und Christen befolgte Politik eine so scharfe Kritik ausgeübt wird.

Ich muss - nach allem Anschein - die Initiative zur Aufsetzung eines solchen Protokolles bei dem bulgarischen General-Konsul in Adrianopel suchen und befürchte sehr,dass dieser hiezu seinen österreichisch-ungarischen Kollegen nicht ohne jeden Hintergedanken verleitet hat.Der Umstand,dass meherere Ausfertigungen des fraglichen Protokolles verschiedenen Stellen in Bulgarien vorgelegt wurden,lässt nämlich die Vermutung zu,dass man dort diesen "Procès verbal " zur Unterstützung weiterer bulgarischer Aspirationen auf türkische Gebiete in der Richtung nach Constantinopel benützen könnte.

Die Verfassung eines solchen Protokolles war umso mehr überflüssig,als darin nichts enthalten ist,was

Konsul von Nadamlenzki nicht schon in seinen einschlägigen Berichten erwähnt hätte oder was von einem jeden,der die Türkei kennt,nicht als Gemeinplatz betrachtet werden könnte.Ich habe daher aus den eben ausgeführten Gründen nicht ermangelt,den k.u.k.Konsul in Adrianopel bei sonstiger Anerkennung seiner guten Absicht auf die Unrichtigkeit seines unbedachten Vorgehens aufmerksam zu machen und ihm eindringlichst nahezulegen,in Hinkunft seine politische Thätigkeit auf die allgemein gebräuchliche Form der Berichterstattung zu beschränken.

Der k.u.k.Botschafter:

Pallavicini

ad Bot aus Constantinopel 10/11 15 94-B

K. u. k. oesterr.-ungar. Konsulat
Adrianopel

Ca. és. kir. osztrák-magyar Konzulátus
Drinápoly

Adrianopel, am 6. November 1915

Abschrift!

Z. 98/Pol.

Gegenstand: Innerpolitische Zustände.

2 Beilagen.
1 Druck. (Broschüre)

An Seine Excellenz
den Herrn k.u.k. Botschafter
Markgrafen Pallavicini
in
Konstantinopel.

In der Anlage lege ich Euer Excellenz meinen mit meinem bulgarischen Kollegen ausgearbeiteten „Procès Verbal", die innerpolitischen Zustände in der Türkei betreffend, vor.

Zwei gleichlautende Exemplare übermittle ich an die kaiserl. deutsche Botschaft, während mein bulgarischer Kollege eines seiner Gesandtschaft, eines seiner Regierung und eines der Kabinettskanzlei Seiner Majestät dem bulgarischen Zaren vorlegen wird.

Ich berichte nicht nach Wien.

Der k.u.k. Konsul:
Hadamowsky m.p.

Per Kurier 1.

39

ad. Bericht Konsulat 10/II 15. 94-B

1

PROCÈS VERBAL RÉDIGÉ D'UN COMMUN ACCORD PAR
LE CONSUL GÉNÉRAL DE BULGARIE
MONSIEUR G. SERAFFIMOFF
ET LE CONSUL D'AUTRICHE HONGRIE DR. ARTHUR
CHEVALIER DE NADAMLENZKI
CHARGÉ AUSSI DES INTÉRÊTS ALLEMANDS .

Les évènements qui se déroulent depuis quelque temps à Andrinople n'ont pas manqué de faire une impression profonde aux représentants des puissances aujourd'hui alliées de la Turquie. Tout principe de civilisation et les sentiments humains que chaque chrétien ressent pour son semblable ont été foulés aux pieds. Le fait, que ce qui se passe n'est évidemment que l'éxécution d'un programme mûrement réfléchi, d'un programme qui poursuit comme but " l'anéantissement des éléments chrétiens en Turquie " est d'une telle gravité que les soussignés se croient obligés d'en référer aux puissances intéressées pour que des mesures soient prises afin de parer à des surprises désagréables pour l'avenir.

La persécution des éléments grecs a cessé depuis

P.A. XII/463 L. XLVIII/3

40

2

quelque temps, mais peut recommencer d'un moment à l'autre. Les souffrances auxquelles étaient exposées cette population sont connues et il n'est pas nécessaire d'y revenir.

Le nouveau système adopté par les cercles dirigeants, un système qui n'effraye pas seulement les juifs et les autres chrétiens vivant ici, mais aussi bien la grande masse de la population musulmane, a déployé toute sa cruauté et tout son cynisme à l'occasion de l'expulsion des arméniens d'Andrinople. Tout en admettant le principe fondamental que chaque état est maître chez lui et tout en reconnaissant qu'une partie de l'élément arménien en Turquie a travaillé d'une manière mé - prisable et hautement condamnable contre les intérêts de l'Empire Ottoman il est quand même vrai que la manière dont l'ex - pulsion de l'élément arménien a été exécutée est contraire à tout principe d'humanité. Les procédés que les soussignés ont pu observer ici ne parlent pas seulement pour l'expulsion mais bien pour l'extermination d' une race entière !

La nuit du 27. au 28. du mois d'Octobre les organes

3

de la Police se présentèrent chez les riches familles armé - niennes de la ville en leur imposant de quitter immédiatement leurs maisons, leur bien, tout leur avoir pour être transport pour une destination inconnue. Les scènes qui se sont dérou - lées cette nuit et les nuits suivantes ne peuvent être décrit. Il se passa des choses concevables seulement à un ésprit tout à fait dépravé et à une âme barbare et brutale.

Des femmes allitées d'une couche du jour précédent furent arrachées du lit, des petits enfants gravement malades furent portés de force dans les charrues de transport, des vieillards à moitié paralysés furent obligés de quitter leur foyer. Des fillettes qui se trouvaient comme internes dans les écoles de la ville et qui n'avaient aucune idée du départ forcé de leurs parents furent ainsi séparées à tout jamais de leurs pères et de leurs mères.

Les malheureux n'eurent pas le droit de prendre de l'argent ou des objets qui leur étaient chers. Avec quelques

piastres en main des hommes qui possédaient des fortunes considérables - dans la caisse d'un seul arménien ont trouvé 4.000 Ltq. en billets de Banque - durent quitter le foyer de leurs ancêtres pour être conduits à la misère. La petite somme qui leur fut laissée était déstinée au paiement de la voiture qui devait les conduire à Ouzun-Keuprü, première station sur la voie vers l'exil. Comme toute nourriture le Gouvernement leur fournit 300 Drams de pain par jour et par tête.

Les objets appartenant aux expulsés sont vendus aux enchères publiques à des prix dérisoires où l'acheteur turc a de nouveau la préférence. C'est ainsi qu'on gaspille les fortunes qui d'après le règlement devaient être inventarisés.

La nuit même de l'expulsion les organes turcs ont arrangé des petits festins dans les maisons sans maîtres, on y joua du piano, vida les caves et mangea les provisions trouvées. Les mêmes scènes se répétèrent le lendemain en plein jour. On nous a rapporté de source tout à fait sûre que beaucoup d'objets de valeur et de l'argent ont disparu. La seule

5

voie de salut offerte aux arméniens par les turcs était celle d'embrasser l'islamisme ! Jusqu'à présent une seule famille a cédé à cette pression!

D'après les déclarations du Vali et du Chef de la Police, les Veuves et leurs enfants seront épargnés. Pour rendre malheureuse aussi cette catégorie, le Comité Jeune Turc a trouvé un autre moyen. Il cherche d'enlever les filles pour les donner comme femmes à des turcs. Deux Demoiselles Menzildjian purent échapper à ces nouveaux dangers seulement grâce au fait qu'elles se trouvaient à l'école des Soeurs d'Agram protégée par le Consulat I.& R. d'Autriche Hongrie.

Les Autorités bulgares font tout leur possible pour obtenir la remise de toutes les familles arméniennes dont les fils ou les maris se battent dans l'armée bulgare pour le but commun.

Le fait que les écoliers des écoles turques et particulièrement ceux des écoles du Comité ont été conduits pour assister comme à un spectacle au départ des centaines d'armé-

6

niens fous de douleur et de déséspoir, est d'aprés l'avis des soussignés d'une gravité énorme ! Il laisse deviner et entre - voir les desseins secrets de la politique intérieure du Comité Jeune Turc qui inculque et nourit ainsi dans les coeurs et les âmes des enfants la haine contre les chrétiens, haine qui un jour pourrait se tourner aussi contre les amis d'aujcurd'hui. Que ce fait n'est pas seulement un pur hasard mais forme aussi partie d'un programme fixé d'avance, est prouvé par la circonstance connue à tout le monde, que pendant la poursuite de l'élément grec les écoliers turcs furent chargés de prendre part aux pillages des villages grecs aux alentours de la ville.

Le mouvement anti-chrétien a été constaté aussi à l'occasion de l'évacuation du territoire cédé à la Bulgarie. Les turcs - la population et les Autorités elles-mêmes - ont évacué cette terre d'une manière tellement radicale que les paysans-grecs et bulgares - y sont restés dépourvus de ce qui était nécessaire à la vie et cela à tel point qu'aujourd'hui les soldats bulgares sont obligés de leurs donner à manger pour

7

empêcher qu'ils meurent de faim.-

Ce que les soussignés viennent d'exposer suffit d'aprés leur humble avis amplement pour justifier leur démarche qui ne poursuit aucun autre but que celui de mettre à la disposition de leurs Gouvernements le matériel nécessaire pour pouvoir se défendre un jour contre les attaques inévitables de nos ennemis qui feront tout leur possible pour nous rendre coresponsables des actions du Gouvernement Ottoman.

Abstraction faite de ce moment principàl qui touche à la morale et à l'honneur des Etats civilisés, qui dans cette terrible guerre luttent ensemble justement pour la réalisation de ces principes et pour celui de la liberté des peuples opprimés, nous croyons de notre devoir d'attirer l'attention de nos Gouvernements encore sur un point qui est aussi d'une importance capitale.

Il y a la grande question économique qui est atteinte directement par l'expulsion de l'élément chrétien en Turquie.

Le chrétien: c'était le travailleur de la terre, c'était lui qui, modeste, tranquille et diligeant, fournissait la main

8

d'oeuvre et l'expérience des siècles pour le travail de la terre, l'élévage des bestiaux, etc.etc. , en un mot c'était lui qui réalisait les richesses naturelles du sol dans une grande partie de l'Empire Ottoman. Partout où l'élément chrétien - ici le grec - a été remplacé par l'élément turc on a pu constater un résultat absolument négatif. Le turc paresseux et toujours le maitre se démontrait inapte à un travail qui exige de la diligeance, de la fatigque physique et de la pérsévérence. Il laissait toujours faire pour lui le chrétien détésté. Où le chrétien manque, la terre reste dé - laissée et toute production cesse.

Excepté l'élément juif et les Etrangers, c'était encore l'élément chrétien: les grecs et les arméniens, qui fournissait le meilleur commerçant. Ici dans le Vilayet d'Andrinople les derniers temps presque toutes les grandes et riches maisons de commerce étaient entre les mains des arméniens. Les riches commerçants et banquiers ~~XXXXX~~ juifs et grecs avaient presque tous quitté le Vilayet après la guerre balcanique. Avec l'ex-

9

pulsion des arméniens qui travaillaient avec les grandes fabriques d'Autriche Hongrie et d'Allemagne les commerçants les plus importants ont quitté Andrinople sans naturellement pouvoir se mettre en règle avec leurs fournisseurs, créanciers et débiteurs. Ils est bien probable que par cette expulsion les intérêts matériels de notre commerce ont été lésés. Il est plus que sûr qu'en continuant avec le système inauguré à présent ont rendra la ville d'Andrinople, qui dans la temps jouait un rôle important, un village d'un intérêt peut-être historique.

Consul General de Bulgarie
Gourko Seraphimoff

K. u. k. oesterr.-ungar. Konsulat
Adrianopel

Ca. Ac. kir. osztrák-magyar Konzulátus
Drinápoly

Abschrift!

Adrianopel, am 10. November 1915.

Streng - Vertraulich !

Z. 100/Politisch.

Gegenstand: Deutschenfeindliche Stimmung.
B.Nr: h.E. Chiffre - Depesche Nr: 26 & 28.

An Seine Excellenz
den Herrn k.u.k. Botschafter
Markgrafen Pallavicini
in
Konstantinopel.

Verschiedene Momente sind es, die in mehreren Kreisen eine fast deutschenfeindliche Stimmung hervorgerufen haben. Die Tatsache, dass heute in den meisten Verwaltungszweigen Deutsche an beratender und leitender Stellung sind und dass diese weder die Griechen noch die Armenierverfolgungen verhindern konnten, hat zunächst das Gerücht von der Duldung derselben durch Deutschland aufkommen lassen. Die zu erwartende Expansion des deutschen Handels in der Türkei hat, so wird gefolgert, die Notwendigkeit erklärt, diesem durch Entfernung aller konkurrenzfähigen Elemente für die Zukunit die Wege ebnen zu müssen. Der Umstand, dass deutsche Offiziere bei den Ausweisungen der Christen aus Ouzoun-Keuprü anwesend waren und keinen Finger gerührt haben sollen, und dies zu verhüten hat, der schon vorhandenen Stimmung neue Nahrung

Durch Kurier.

440

gegeben.

Ich hatte bereits in meinem Bericht vom 21. IX. 1.Js. N3: 73/Politisch* auf den Beginn einer Deutschland feindlichen Propaganda, die mit der Abtretung des Territoriums an Bulgarien im Zusammenhang stand, hingewiesen. Die letzten von mir gemeldeten Tatsachen zeigen, dass diese Propaganda nicht nachgelassen , sondern im Gegenteile im Steigen begriffen ist. Leider war es mir bis heute nicht möglich, meinen Gewährsmann dazu zu bewegen, mir die oder den Namen jener Personen zu nennen, die direkt erklärt hat, dass Deutschland die Armenierverfolgungen gewollt hatte. Er konnte mir nur versichern , dass es sich um eine einflussreiche Persönlichkeit handelt, die mit dem Komité in engster Fühlung steht und alle Geheimnisse desselben kennt.

Bei der Urteilslosigkeit und bei dem Mangel an jedem selbstständigen Denken und Handeln, welches die grosse Masse in der Türkei im allgemeinen karakterisiert, ist es natürlich, dass jede Stimmung für oder gegen eine Sache erst gemacht werden muss. Ich bin überzeugt, dass diese ganze anti-deutsche Bewegung vom Komité ausgeht. Ein Mitglied desselben hätte sich sonst nie erlaubt, eine Ausserung zu tun, die dem „ Mot d'Ordre " nicht entsprochen hätte.

Die Hauptheizer in allen Fragen sind Gani - Bey und speziell Servet Bey. Letzterer hat sich dritten Personen gegenüber geäussert, dass die verbündeten Kaiser -

-1135- 27. XI. 1915

reiche ihre Erfolge nur den Türken zu verdanken hätten und gab zu verstehen, dass man jetzt die Deutschen noch brauche, später aber dieselben die Türkei werden verlassen müssen.

Nach Wein berichte ich nicht.

Der k.u.k. Konsul:

Nadamlenzky m.p.

K. und k. österr.-ungar. Botschaft
Konstantinopel
Cs. és kir. osztrák-magyar Nagykövetség
Konstantinápoly

Nr. 96 C/P.

Konstantinopel, am 17. November 1915.

Seiner Exzellenz dem Herrn Minister des k.und k.Hauses und des Aeussern, Stephan Baron B u r i á n

unterbreitet.

Der k.und k.Botschafter:

Durch Kurier.

PA XII, 209 419

№ 5093 **Telegramm** Ref.I.

An

Marchese Pallavicini.

ddto. Pera. 10.November 1915

aufg. 2 U. 15 M. p.m.
eingel. 7 " -- " p.m.

№ 845

Chiffre.

Zu meinem Telegramm No.842 vom 8.d.M.

K.u.k.Konsul in Adrianopel telegraphiert in Beantwortung meiner Anfrage:

„Die Ausweisung von Armeniern hat seit einigen Tagen aufgehört. Die Räumung der Häuser und die öffentliche Verschleuderung von minder wertvollen Sachen aus denselben dauern an."

K. und k. österr.-ungar. Botschaft
Konstantinopel

K. u. k. österr.-ungar. Kegyhetség
Konstantinápoly

Konstantinopel, am 12. November 1915.

Streng vertraulich.

95/P. A-B.

Zur Lage.

An Seine Excellenz den Herrn Minister des k.u.k. Hauses und des Aeussern, Baron Burián !.

Der deutsche Geschäftsträger teilte mir unlängst im Laufe eines vertraulichen Gespräches mit, dass seinen Nachrichten aus Berlin zufolge deutscherseits der Plan einer Expedition gegen den Suezkanal aufgegeben worden sei. Man sei in Berlin zur Einsicht gelangt, dass die Durchführung dieses Unternehmens zu grossen Schwierigkeiten begegnen, und dass dieselbe vielleicht zu einem neuen Misserfolge führen würde. Trotzdem wolle man aber die Vorbereitungen für den Feldzug gegen Egypten fortsetzen und die Aufgabe der Idee geheimhalten, weil man bei den Engländern die Furcht vor einer Bedrohung ihrer Position

DURCH KURIER.

am Suezkanal wachhalten möchte.Hingegen sei Deutschland entschlossen,eine Expedition nach Mesopotamien mit deutschen Truppen durchzuführen und einige deutsche Divisionen dorthin zu dirigieren.Dies sei angesichts der Fortschritte,welche die englischen Truppen in Mesopotamien machten,notwendig,um die bedeutenden Interessen Deutschlands in jener Gegend zu schützen.Es sei nur zu begreiflich, wenn man in Berlin wegen des Schicksal Bagdads,des vorläufigen Endpunktes der deutschen Bahnlinie,besorgt ist.

Ich sagte Baron Neurath,dass eine Expedition nach Mesopotamien meiner Ansicht nach nur dann einen Sinn hätte und erfolgversprechend wäre,wenn man alle Vorkehrungen zum Schutze der Hauptstadt getroffen hätte.Es sei in erster Linie notwendig,hier soviel Kräfte zu concentrieren als man zur völligen Sicherung Constantinopels und der Dardanellen brauche;denn eine Einnahme der Hauptstadt durch den Feind würde jede militärische Action im Innern des Landes illusorisch machen und die dort operierenden Truppen wären dem sicheren Untergange geweiht.Ich halte es auch für

einen grossen Fehler,wenn türkische Truppen von Constantinopel für Expeditionen in der asiatischen Türkei abgezogen werden.Wie ich aber höre,soll die Absicht bestehen,eine Armee von hier nach Syrien zu entsenden, wo man Handstreiche der Entente gegen Alexandrette und Mersina befürchtet.Ich will zugeben,dass eine Landung der Entente im Winkel gegenüber von Cypern für die Türkei sehr misslich wäre,weil dadurch die Herstellung der directen Bahnverbindung über den Taurus und Amanus von hier nach Palästina,an der eifrig gearbeitet wird, unmöglich genacht würde,aber ich kann nur immer wiederholen,dass der Schwerpunkt des ganzen Krieges in Constantinopel und den Meerengen liegt und alles vermieden werden sollte,was die hiesige Position schwächen könnte, speziell wenn es sich um Sicherung solcher Unternehmen handelt,wie jenes gegen Egypten.

Wie Euer Excellenz aus meiner Berichterstattung wissen,war ich stets ein Gegner der egyptischen Expedition, und zwar nicht nur aus militärischen Gründen sondern auch

/.

aus politischen.Diese Action war von Anfang an ungemein schwierig durchzuführen und endete vorläufig auch mit einer ernsten Schlappe der türkischen Armee.Ich halte aber auch die Idee an und für sich für höchst gefährlich, weil durch das Festhalten an derselben England zum äussersten Widerstande gereizt wird.Ja ich glaube,man könne geradezu behaupten,dass die ganze Dardanelleraction nur eine Diversion gegen das egyptische Unternehmen war und dass England sich nie so stark in den Dardanellen engagiert hätte,wenn man es in Egypten nicht bedroht hätte.

Ausser dem Angriff auf den Suezkanal war im Programm,welches Enver Pascha mit dem deutschen Generalstab ausgearbeitet hat,die Verkündigung des heiligen Krieges enthalten.Diesen Programmpunkt betrachte ich als den zweiten grossen Fehler,den Deutschland begangen hat.Im Effect der Proclamierung des Djihads hat man sich in Berlin vollständig geirrt;der heilige Krieg hat in der islamitischen Welt durchaus nicht den Anklang

gefunden,den man erhofft hatte.Es konnte auch nicht anders kommen,da dem Mohammedaner die gekünstelte Auslegung des Djihads als Krieg der Türkei gegen einzelne christliche Nationen im Bündnis mit anderen Christen nicht begreiflich zu machen ist.Die Zeiten, wo die Entrollung der grünen Fahne des Propheten alle Mohammedaner zum Kriege gegen die Ungläubigen begeistert, scheint überhaupt vorbei zu sein;aber auch in früheren Zeiten hätte die mohammedanische Welt einen heiligen Krieg im Vereine mit Christen gegen andere Christen nicht begriffen.So hatte denn die Proclamierung des Djihads nur den Erfolg, der Welt zu offenbaren,dass der Khalif nicht mehr das Ansehen unter den Bekennern des Islams geniesst wie in früheren Zeiten und damit ist dem Prestige des Khalifen ein nicht wieder gut zu machender Schlag beigebracht worden.

Hingegen hat die Verkündigung des heiligen Krieges und das speziell von deutscher Seite stark übertriebene Coquettieren mit dem Islam zur Folge gehabt, dass die leitenden Staatsmänner in der Türkei,und

speziell die intelligenten aber höchst ungebildeten Fanatiker à la Talaat und ihr ganzer Anhang in der übertriebenen Idee,die sie sich von ihrer eigenen Kraft machen,bestärkt wurden und dass sie in eine fremdenfeindliche national-mohammedanische Politik hineingedrängt wurden.Das Comité und die aus demselben hervorgegangenen türkischen Machthaber wollen den Krieg direct dazu benützen,um einen national-mohammedanisch-türkischen Staat zu begründen und alle fremden Elemente noch während des Krieges so viel wie möglich zu verdrängen.Die Euer Excellenz aus meiner Berichterstattung sowie aus den Meldungen der Consulate bekannten Ausschreitungen gegen das armenische Element waren der erste Schritt in dieser Richtung.In vielen Gegenden beginnt die Armenier-Verfolgung schon in eine allgemeine Christenverfolgung auszuarten und,wenn der Krieg noch lange dauert,so werden die Lebensbedingungen für alle Fremden in der Türkei derartige werden,dass sie das Land werden verlassen müssen.

Die Deutschen beginnen jetzt einzusehen, wozu die entfesselten Leidenschaften Leute vom Schlage Talaats führen können und es wird ihnen schon bange für die eigenen zukünftigen Pläne auf den Orient, weil sie fürchten, die Geister nicht mehr bannen zu können, die sie gerufen.

Der national-türkische Fanatismus richtet sich heute schon gegen alles Fremde und es scheinen sich die jetzigen Machthaber bei ihrem willkürlichen Vorgehen mit dem Gedanken in Sicherheit zu wiegen, dass die Angehörigen feindlicher Staaten infolge des Krieges, diejenigen der alliierten Staaten aber infolge des Bundesverhältnisses schutzlos sind.

In letzter Zeit mehren sich die Beispiele türkischer Uebergriffe gegen deutsche Staatsangehörige und Anstalten, und alle Vorstellungen der deutschen Botschaft haben höchstens den Erfolg, die türkische Regierung zu verstimmen. Die deutschen Staatsangehörigen leiden unter den Requisitionen mehr als die Türken, ohne dass eine Abhilfe möglich wäre. Bezeichnend ist ein Vorfall, welcher

/.

sich vor einigen Wochen auf der deutschen Schule ereignete.Diese hat sich infolge des grossen Zuspruches genötigt gesehen,ein an die Anstalt anstossendes Haus zu mieten.Die Inaugurierung dieses neuen Heims der Schule wurde unter grösseren Feierlichkeiten durchgeführt und ging der Director nach der Feier im alten Schulgebäude mit der Festversammlung zum neuen Haus,um von demselben Besitz zu ergreifen.Am Thore stellte sich ihm ein Hodja entgegen,der ihm erklärte,er hätte mit türkischen Waisenkindern das Haus besetzt.Alle Vorstellungen des Directors,der sich auf seinen Mietvertrag berief,blieben fruchtlos und so musste die Intervention der deutschen Botschaft angerufen werden.Die Schritte derselben blieben bis heute ohne jeden Erfolg.

Für Deutschland ist die Situation umso ungemütlicher,als die türkische Regierung in der unverfrorensten Weise in Berlin fortwährend Geld verlangt,und Deutschland, um die Türkei an unserer Seite festzuhalten,nicht nur mit ca.2 Millionen Pfund monatlich hier aushelfen,

sondern der Türkei ausserdem noch das Geld zur Bezahlung der Forderungen der deutschen Unternehmungen,wie anatolischen Eisenbahnen,Bagdadbahn etc.,vorstrecken muss.

Ich habe die fremdenfeindliche Strömung der Regierung,die Ausschreitungen gegen die Armenier und die beginnende Ausdehnug der Verfolgungen auf die Christen im Allgemeinen,wie Euer Excellenz aus meiner einschlägigen telegrafischen Meldung wissen,dem Minister des Aeussern gegenüber zur Sprache gebracht und ihm unverblümt meine Ansicht über diese unhaltbaren Zustände geäussert.Ich hielt Halil Bey vor,dass von einem constitutionellen Regime in der Türkei kaum mehr gesprochen werden könne, denn in einem constitutionellen Staate gelten die Gesetze für jedermann,während hier dieselben von der Regierung selbst nicht respectiert würden und die nicht-mohammedanischen Elemente in der Türkei nicht denselben Schutz der Gesetze genössen wie die Mohammedaner.Ich kam dann auf die immer mehr überhandnehmende Xenophobie der Regierung zu sprechen und sagte dem Minister,es werde

den Mächten wohl schwer sein, angesichts dieser Verhältnisse der Aufhebung des Capitulations-Regimes zuzustimmen. Meine Ausführungen haben auf Halil Bey sichtlich grossen Eindruck gemacht, doch konnte er mir auf dieselben kein Wort erwidern.

Die hier durch den Krieg geschaffene Situation und das Fortschreiten der türkischen Oligarchen auf dem geschilderten Wege halte ich für sehr gefährlich für unsere und Deutschlands Zukunft im nahen Orient, ja sie können uns, wenn der Krieg noch lange dauert, um die Früchte unserer Siege bringen.

Unsere vornehmsten Ziele im gegenwärtigen Kriege waren auf eine uns genehme Regelung der Verhältnisse am Balkan und auf die Erhaltung und Erstarkung der Türkei unter Anbahnung einer deutsch-österreichisch-ungarischen wirtschaftlichen Herrschaft im nahen Orient gerichtet. Das erste Ziel werden wir zweifellos durch den Krieg erreichen, aber die Türkei können wir, wenn der Krieg noch lange dauert, ganz verlieren. Denn dieselbe wird den

Kriegszustand auch weiterhin benützen,um die christlichen Elemente hier zu vernichten und wird Zustände schaffen, die eine erspriessliche Arbeit nach Friedensschluss in dem von Deutschland und uns erträumten Sinne kaum möglich machen werden.

Die Türkei wird,je länger der Krieg dauert,desto mehr vom Selbständigkeitstaumel erfasst und sie wird sich dann jeder Bevormundung durch die Centralmächte entziehen wollen und auch die Mithilfe der Ententemächte in diesem Bestreben nicht verschmähen.

Dann werden wir und Deutschland an die anderen Mächte Anschluss suchen müssen,um dieser widerspenstigen Türkei wieder Herr zu werden und es wird vielleicht der Moment kommen,wo auch Deutschland der Idee einer Aufteilung der Türkei zuneigen wird.

Will man daher die bisherige Politik weiter verfolgen und die Erhaltung der Türkei unter Wahrung des Einflusses der Centralmächte in derselben sich als Ziel setzen,so müsste man Mittel und Wege suchen,um diesem

/.

Kriege,welchen die Türkei in uns unerwünschter Weise auszubeuten beginnt,ein Ende zu setzen.

Der k.u.k.Botschafter:

Pallavicini

№ ____ **Telegramm** Pol.I.

19 Nov 1915

Markgraf Pallavicini.

ddto. Pera, 13 November 1915.

aufg. 3 U. 45 M. p.m.
eingel. 7 " -- " p.m.

№ 953

Chiffre.

Im Nachhange zu meinem Telegramm No.945 vom 10.d.M. K.u.k. Konsul Adrianopel telegraphiert:

„ Gegen die Rückkehr ausgewiesener Armenier spricht die öffentliche Kundmachung, dass alle jene, welche ein Haus der Exilierten mieten wollen, sich bei den Behörden des Fiskus zu melden haben. Die Häuser werden mit den noch darin befindlichen Möbeln vermietet."

No.422. Konstantinopel, 13/XI.1915.

Aus der Türkei.

Comme d'ici à peu, on espère pouvoir reprendre les opérations militaires contre l'Egypte, de même que celles visant à une marche éventuelle des troupes turques vers les Indes, il vient d'être créé au Ministère de la guerre deux nouvelles sections, sous la dénomination de section de l'expédition d'Egypte et de section de l'expédition des Indes.

Le Comité "Union et Progrès" a envoyé quelques émissaires dans l'Afghanistan pour soulever les Afghans; jusqu'à-présent ces derniers se sont systématiquement réfusés à écouter les Jeunes-Turcs, de même que les Persans; les Persans habitant Constantinople et leur Ambassadeur en tête sont contre les Jeunes-Turcs.

Après le Vali de Brousse qui a été destitué pour avoir volé des biens meubles et immeubles des Arméniens qu'il faisait expulser, il vient d'être rappelé pour la même raison le Vali de Diarbékir, Reschid Bey.

xxxxx

Dep.5.

2 Dicv. 1915
K. und k. österr.-ungar. Botschaft
Konstantinopel
Cs. és kir. osztrák-magyar Nagykövetség
Konstantinápoly

Konstantinopel, am 20. November 1915.

EINGELANGT
16. DEZ. 1915

No. 97 P.

Armenische Verfolgung.
Der Fall Menzildjian.

1 Beilage.

An Seine Exzellenz den Herrn Minister des k.u.k.Hauses und des Aeussern, Baron Burián !

Am 7.d.M. telegrafirte der k.u.k.Konsul aus Adrianopel, dass zwei wohlhabende Armeniermädchen, Töchter einer Witwe namens Menzildjian, die mit Wissen der Lokalbehörden in die dortige Schule der Agramer Barmherzigen Schwestern als Interne eingetreten waren, vom Chef des Comitéausschusses in Adrianopel, Gani Bey, bedroht würden, an Türken gewaltsam verheiratet zu werden. Ich habe Herrn von Nadamlenzki den Auftrag erteilt, die Schwester-Oberin dahin zu instruiren, sie hätte beim Versuch, die gedachten Mädchen aus

./.

DURCH KURIER.

unserem Institute zu entführen,unter formellen Proteste nur der Gewalt zu weichen. In diesem Falle hätte er selbst beim Vali nachdrücklichst Einsprache zu erheben, und zu verlangen,dass die Mädchen unverzüglich in das Kloster zurückgebracht werden.

Anlässlich meiner letzten bereits gemeldeten Unterredung mit Halil Bey über die Frage der Verfolgung der Armenier und der Christen in der Türkei,habe ich auch diesen Fall zur Sprache gebracht,und scheint meine Intervention,wie aus dem abschriftlich mitfolgenden Bericht dd.Adrianopel 15.November 1915 No.105/P erhellt, den gewünschten Erfolg gehabt zu haben.

Der k.u.k.Botschafter :

Pallavicini

Beilage zu Bericht No. 97 P ddo. Cos-pel 20. XI 1915

K. u. k. oesterr.-ungar. Konsulat
Adrianopel

Ca. és. kir. osztrák-magyar Konzulátus
Drinápoly

Adrianopel, am 15. November 1915.

Abschrift!

E 105/Pol.

Gegenstand: Der Fall Menzildjian.
B.Nr: h.ä. Schiffre - Depesche v. 7.1.Mts. Nr: 35. -

An Seine Excellenz
den Herrn k.u.k. Botschafter
Markgrafen Pallavicini
in
Konstantinopel.

Die in meiner obbezeichneten Depesche angedeuteten Versuche Gany Bey's, die Fräuleins Menzildjian zweien seiner Freunde zu Frauen zu geben, sind bis vor 3 Tagen fortgesetzt werden. Jeden Tag erschienen die Schützlinge Gany Beys bei Frau Menzildjian und trachteten, dieselbe unter allen möglichen Drohungen und immer unter Berufung auf ihren » Gönner « zum Nachgeben zu bewegen.

Vorgestern liess nun Gany Bey Frau Menzildjian zu seiner Frau bitten. Mit den trübsten Befürchtungen leistete Frau Menzildjian diesem Rufe folge und vernahm nun aus dem Munde der Frau des Komitécheffs, dass alle diese Drohungen und Einschüchterungsversuche nichts Anderes waren, als ein - - - Spass und schlechter Witz übermütiger junger Leute! Frau Gany Bey bestritt die Tatsache,

Durch Kurier.

56

dass ihr Mann die ganze Sache angezettelt habe und gab im Namen desselben die feierliche Versicherung ab, dass ihren Töchtern nicht nur nichts geschehen werden, sondern dass ihr Mann sie unter seinen besonderen Schutz nehme , damit ihnen ja niemand etwas zu Leid tut!

Damit Gany Bey sich zu so einen Schritt herbei - lasse, muss wohl ein starker Druck auf das Komité in Konstantinopel und durch dieses auf ihn ausgeübt worden sein !

Ich berichte nicht nach Wien.

Der k.u.k. Konsul:

Pasquanelli m.p.

No.432. Konstantinopel,22/XI.1915.

Aus der Türkei.

Le Gouvernement continue l'expulsion des Arméniens.Il vient aussi de s'emparer du grand couvent historique arménien d'Armasch,Sandjak Ismidt,malgré toutes les prières du Patriarche arménien.Ce couvent était une école réligieuse où l'on élevait le clergé arménien.Il vient d'être transformé en orphelinat turc.

Talat Bey et le Ministre de l'instruction publique,Schukri Bey,partiront dans quelques jours pour cette destination afin d'assister à l'inauguration.

xxxxx

Dep.5.

I. No. 318. I n n e r e s.

Sultan. Aus intimen Hofkreisen erfahre ich, dass sich der Sultan mit Plaenen zum Besuch der Balkan- und europaeischer Kriegsschauplaetze seiner Verbuendeten beschaeftigt. Es klingt unglaublich, aber es scheint nach diesen Informationen zweifellos, dass der Sultan sich mindestens mit dem Projekt des Besuches Bulgariens, Oesterreich-Ungarns und Deutschlands beschaeftigt. Eine andere Frage ist, ob dies aus eigener Initiative oder ob ihm die Idee suggeriert wurde. Die Bemerkung, dass die Reise eine Revanche fuer den zu erwartenden Besuch des deutschen Kaisers in der Tuerkei (siehe Berichts-Notiz III. Deutschland) bilden soll, scheint fuer eine Suggestion zu sprechen. - Aus einer anderen, minderverlaesslichen Quelle erfahre ich, dass auch der Tronfolger, Jussuf Izzedine derartige Plaene hegen soll. Es ist jedoch nicht ausgeschlossen, dass die Phantasie meines Gewaehrsmannes, der ein Anhaenger Jussuf Izzedin ist, nur ein Konkurrenz-Pendant schaffen wollte.

Minister des Aeussern. Der neue Minister Halil Pascha scheint sich auf seinem Posten zu bewahren. Abgerechnet die Schmeicheleien, welche auf den "Gegenwarts-Gesetz" schliessen, dass der Nachfolger besser als der Vorgaenger basieren, scheint er wirklich die Diplomatie bisher zu befriedigen. Es laesst sich dies dadurch erklaeren, weil er eben mehr, wie sein Vorgaenger, der Gross-Vezier, (dessen Stellung mehr oder weniger nur auf seiner prinzlichen Abkunft und Ansehen basiert, und wie wiederholt ausfuehrte, nur sozusagen, das Reklameschild der demokratischen und jugendlichen jungtuerkischen Firma ist) Kraft und Einfluss im Comité und in der Regierung hat, ein Genosse und persoenlicher Freund der herrschenden Maenner ist und moeglicherweise in Kurzem ein gleichwertiger Machthaber von Enver und Talat wird.

Parlament. Zuerst will ich an dieser Stelle bemerken, dass der Umstand, dass die deutsche Botschaft und einzelne Mitglieder der Militaermission der Eroeffnung der neuen Session beiwohnten, in besonders furchtsamen tuerkischen Kreisen schon als ein Vorlaeufer der zu befuerchtenden deutschen Vorherrschaft (siehe Berichtsnotiz III.) gedeutet wurde. - Das Parlament vegetiert weiter als eine grosse, der Regierung gehorsame Kommission und erledigt rasch und ohne Murren seine Aufgabe: Genehmigung von ca. 600 (sage 600!) Nachtragskrediten, provisorischen Gesetzen, etc. Das Wichtigste: Tuerkisch-Bulgarisches Abkommen und neuer Zolltarif ist daher auch schon als genehmigt zu betrachten. - Die bescheidenen Oppositionsregungen in der Kammer und Senat wurden und werden energisch unterdrueckt.

Der Geist der Staats-Maschinisten und Arbeiter Trabanten laesst sich mit wenigen Worten charakterisieren: Jugendlicher Rausch der Herrschenden; Mangel an Realitaets-Augenmass fuer das Kommende; Grossenwahn des Siegers, der die Kriegserfolge nicht, oder nicht so gross erwartete, und der den Endsieg schon als gesichert glaubt; fixe Idee, dass die guenstige Kriegs-Occasion, solange dieselbe dauert à tout prix ausgenuetzt werden muss, um die einstigen Besitzrechte und Werte der Kapitulations-Maechte, (also aller), gruendlich zu zerstoeren. Auf diese Geist,-Gemuets- und Instinktskraefte sind all die Auswuechse des tuerkischen Redens, Schreibens und Handelns zurueckzufuehren.

Teuerung. Dieselbe hat in der letzten Zeit hier und in einigen Prowinzen, infolge der Kriegslage, unvernuenftigen Requisitionen, nicht plan- und regelmaessigen Zufuhren, ausserordentlich zugenommen. Einzelne Artikel steigen taeglich in sprunghafter Weise. Dies sowie der hierdurch, in der am meisten betroffenen Masse erzeugte Geist, oeffentliches Murren, und Schimpfen, angeblich auch das Auftauchen der alttuerkischen Oppositions-Anzeichen : Anonyme Drohbriefe und Plakate, hat die Regierung ernstlich erschreckt und wurden diverse Massregeln ergriffen oder angesagt. Die bisherigen waren unzulaenglich und schlecht durchgefuehrt. Ausserdem benuetzten diverse Regierungsorgane, angeblich sogar ein ganzer Ring, und die Kaufmannschaft die Occasion um sich skrupellos zu bereichern.

Finanzielles. Durch die Teuerung respektive durch den hierdurch erzeugten Geist war man gezwungen, den letzten Monatsgehalt, (Oktober), welcher seit Kriegsausbruch auf die Haelfte reduziert, voll auszuzahlen. Dies ist der beste Beweis des Ernstes der erzeugten Stimmungen und der Besorgnis der Regierung.

Allgemeine Bereicherung der an der Staatskrippe fressenden und der Geist der Abseitsstehenden. Ersteres hat infolge der vielen Kriegsgelegenheiten sehr zugenommen und wird ueberall, wo nur moeglich, rueckseichtslos ausgeuebt. Ich koennte unzaehlige und unglaubliche Beispiele anfuehren. Ein kleines, obwohl es zwar nicht ganz in diese Gattung gehoert, weil es uns aber interessiert, will ich hier citieren. Dem hiesigen Vertreter von Skoda wurde ein tuerkischer Compagnon in Gestalt des Schwagers Enver Pascha's aufgedrungen. Durch diese Bereicherungs-Jagd wird natuerlich der Appetit und Geist der Abseitsstehenden, der Abgetakelten und all der mit dem jetzigen Regime unzufriedenen stark gereizt - aber sie koennen nur murren und schimpfen. - Notabene, teilweise dient die jungtuerkische Goldjagd auch unperscenlichen Zwecken: Comité-Zwecken, Schweig-und Gnadengeldern an Unzufriedene etc.

Aderlass der Armenier. Diverse, mir seit den letzten Berichtsnotizen vorliegenden Nachrichten summierend, und soweit moeglich beurteilend, wiederhole ich: Die Nachrichten sind tieftraurig, aber sie werden allseits massles uebertrieben. Und alle Nachrichtensammler und Beurteiler vergessen die armenischen Suenden; Ihre aehnlichen, zuerst begonnenen Taten im Vilayet Erzerum und Van, und ihre erwiesenen Aufstands-Vorbereitungen im gegenwaertigen Existenzkampf der Tuerkei - Seit Halil Pascha's Eintritt ins Kabinet scheint ein Nachlassen der tuerkischen Massregeln gegen die Armenier zu beginnen. Ich hatte Gelegenheit, einigen Tuerken, besonders einem Pascha, der bei der jungtuerkischen Revolution eine hervorragende Rolle spielte, rueckhaltslose Vorwuerfe ueber den an der armenischen Nation vorgenommenen Aderlass zu machen. Meine ernsten Worte ueber den materiellen Schaden und politischen Folgen machten jedoch wenig Eindruck und wurden mit Folgendem abgespeist: Den Einwurf, dass in der gegenwertigen Kriegsmassenschlaechterei dieser Aderlass keinen dauernden Eindruck zurueck lassen werde - mit dem Hinweis, dass auch die Abdul Hamid'sche Metzelei rasch vergessen wurde; noch waehrend derselben habe Kaiser Wilhelm dem Sultan ein Portrait geschickt (es ist richtig - die deutsche Botschaft suchte dies damals damit zu entschuldigen, dass sie sagte, die Sendung sei noch vor den Massacren expediert worden) und bald darauf sogar Sultan perscenlich besucht und bei der Truppenparade neben dem sitzenden Sultan wie ein Vasall gestanden! - Dies ist gleichzeitig eine Illustration des jungtuerkischen Eigendaengels, der es sogar nicht verschmaeht sich auch mit Abdul Hamid'schen Federn zu schmuecken.

Bedraengnis der Katholiken in der Tuerkei. Ich setze voraus, dass man am Ballplatz durch unsere Konsular- und Botschafts-Berichterstattung, sowie durch Informationen von kirchlicher Seite, genuegend darueber informiert ist, welche materiellen und moralischen Schaden, teils indirekt, teils direkt, durch die tuerkischen

Vernichtungsmassregeln gegen die Armenier, ihre Begleiterscheinungen und diverse tuerkische Zugaben und Anhaengsel erleidet, ich will daher sie mir vorliegende neue kleine Muenze nicht signalisieren. Bemerken muss ich nur, dass auch auf diesem Gebiete, entsprechend dem "Naturgesetz" : der Kriegsuebertreibungen, Geruechte-Zirkulation und Legendenbildungen, welches eben ueberall waltet, wenn irgend welche alte Institutionen, Vorrechte, und Gewohnheiten mehr oder weniger leiden und zerstoert werden - auch von den aus den besten kirchlichen stammenden Nachrichten, Angaben und Daten ein gewisser Prozentsatz reduziert werden muss. - Im Uebrigen verweise ich auf heutige Berichtsnotiz IV.

Wirtschaftliches. In hiesigen Banken und Geschaeftskreisen, ueberhaupt in allen fremden Kreisen, wird Gespenstermalerei ueber die Folgen der Vernichtung der Armenier getrieben, indem ausgefuehrt wird, dass hierdurch die naechste Ernte vernichtet sei, und der ganze Provinz Handel gleichfalls. Kein Zweifel, dass beides schwer leiden wird. Aber ein solches summarisches Urteil ist unsinnig. In vielen Vilayets ist ja die Lanfwirtschaft gemischt in mohamedanischen und armenischen Haenden, und in manchen nur in mohamedanischen Haenden. Und in den armenischen Handel, welcher durch die Massregel der Armenier verloren geht, werden sich eben Griechen, Spaniolen, Fremde und auch ein wenig die geschaeftsunkundigen Tuerken teilen.

Materielle Lage und Geist in den Provinzen. Infolge des Krieges und der Vernichtung der Armenier ist beides natuerlich ueberall mehr oder weniger ungunstig. Am Ungunstigsten in den an Russland angrenzenden Vilayets, dann in Syrien und Irak. Die aus Syrien hier gewesenen Abgesandten repraesentierten aber keineswegs die dortige oeffentliche Meinung. Es war eine vom Comité und von der Regierung formierte oder mindestens stark beeinflusste Abgesandtschaft. Von den dreissig Mitgliedern war nur ein Fuenftel Araber, der Rest: Halb-Araber und Tuerken. Ihr hiesiger Séjour kaesst sich kurz abfertigen : Tam Tam, Eigennutz und Wortgeklingel ! (Alle Reden bei den Empfaengen, Festessen usw. hatten keinen realen, sondern nur phraseologischen Wert). Im Irak wird auch eine Abgesandtschaft nach hier geplant und tuerkischerseits inscenirt.

Schulwesen. Hier und in den Provinzen ist auf diesem Gebiete die groesste Taetigkeit und Erfolg zu verzeichnen. Den Mangel an ausgebildeten Lehrern ersetzen freiwillige, provisorische, Gelegenheits- und diverse Bazibozuk-Lehrer und Lehrerinnen. Lust, Begeisterung und Eitelkeit, Eifer, stellenweise sogar einem krankhaften furor laborie dieses Lehrer-Materials zeitigt anscheinend besseres Resultate als ein zuenftiges Lehrer-Personal, welches nur geschaeftsmaessig arbeiten wuerde. Dieses die Quintessenz meiner Detail-Beobachtungen hier. In den Provinzen soll es aehnlich sein.- Wie sich das Experiment mit der Berufung der Halb-Dutzend deutschen Hochschullehrer (fast durchwegs junge Dozenten) entwickeln wird, ist abzuwarten.

Ein Konklusions-Versuch. Materiell und geistig brodelt es heftig in dem tuerkischen Hexenkessel. Das christliche Element (infolge der Kriegsleiden, hoher ungerechter Bestemmungen , zwangsweiser Sammlungen, grosser Requisitionen, Vernichtung der Armenier und Bedraengnis der Katholiken, ferner ausserdem von den Fremden fortdauernd gehetzt oder mindestens beeinflusst) enthaelt zwar stetig steigende hohe Grade zersetzender Fermente - aber infolge der durch den Krieg und den chauvinisten jungtuerkischen Nationalismus angespannten Comité- und Regierungs "Reifen" vermoegen diese Fermente jetzt nicht oder wenig zu wirken, d.h. zu schaden. Diese "Reifen" scheinen auch genuegend Anpassungs-und Spannungsfaehig zu sein, um auch noch laengere und schlimmere Kriegslagen und ungunstige Stimmung der Masse der Bevoelkerung zusammenzuhalten, weil eben diese "Reifen"

/ganzen

durch das fortdauernde Kriegsstahlbad, Siegerstolz, Beutelust und Bereicherungshunger der ehrgeizigen und golddurstigen, sowie ihrer getreuen Helfershelfer und Trabanten dauernd gehaemmert und geschweisst werden. Die Zukunft gehoert zwar niemandem, aber dieses Prokognostikon scheint mir der gegenaertigen Situation und den sie beeinflussenden Ponderabilien und Imponderabilien zu entsprechen, - soweit eben dieselben ueberblickbar und zusammenfassbar und soweit meine diesbezueglichen Versuche der Wahrheit und Wirklichkeit nahezukommen vermoegen.

N: 5327 ex 1915

K.K. 25. NOV.

K. K. HOF- U. STAATS- DRUCKEREI WIEN

Sig Valerjeni

Cypol.

Vo. 24/11 15

acc. Papiere der Eingabe v. Beilage des Orj. Ainödl Pkl

Pkl. Pfaffenbichl

Zu der Anlage bitte

~~sei unser~~ Ihrer B. die

~~in der Anlage~~ in Abschrift eine Eingabe

~~zu übermitteln, die~~ des

hies Vereins der hies.

Rechtsanwaltskonzipienten

~~dem Inhalt zu übermitteln~~

Ihrer

die der Staatsangehörig-

keit der Mitglieder dieser

Konzipienten zum Gegenstande

hat - Ihre B. aus dieser

Kop Pkl
Kell Zgs

30

Fr. dem m. Original gl. Q
beiliegenden Exemplare
Schreiben d. kais. kön.
Generalcons. an die Academie.
Gegenstand:

Einzelne entnehmen
wollen, daß die Academie.
Professor-Gehalte künftighin
vom hies. ärarischen Aerario
aufgefordert werden, ihnen
Dienstpflicht m. Lehr. Fächer
Gemäß zu leisten,
Führer die Verantwortung
auf dem Standpunkte
steht, daß die Aufgabe
der praxis Konzeption
auf Grund allen Vorlegen
nicht nur d. Schülinge
d. Academie; sondern
d. ganzen Staatsangehörige
derselben
zu betreffen hat. -

Ich bemerke d. -
zu bemerken, zu dem Zweck

Fr. daher einer solchen
Dienstpflicht nicht entsprechen

K.U.K. HAUS-, HOF- U. STAATS-ARCHIV WIEN

von da. Hauptquartier
Lehen zu nehmen ~~zu~~.
f. Sodann Rückkehr
nach Rückkehr der
Prinzessin
Anker Leichen zu ~~ver~~.

CONGREGATION
DER
MECHITHARISTEN
IN WIEN

Abschrift Pfy-mch Aktenzahl: 24.11.1.- 5327

K.K. STAATS-ARCHIV WIEN

Obwohl die Mechitharisten-Kongregation seit ungefähr 150 Jahren in Oesterreich nicht nur gütige Aufnahme gefunden und in diesen langen Zeitraum den mächtigen Schutz der Kaiser und der österr. Regierungs-Behörden genossen hat, sondern durch die gnädige Kaiserin Maria Theresia, die erste und grösste Wohlthäterin der Kongregation, mit namhaften Privilegien, Exemptionen und Vorrechten gnädigst begnadet wurde, so befinden sich doch die Mitglieder der Kongregation in der letzten Zeit, speziell in der Türkei, vor die Frage gestellt, ob sie wirklich österr. Unterthanen sind oder nur einfache Schutzbefohlene Sr. Majestät, wie alle Katholiken in der Türkei.

So in der letzten Zeit sogar die Patres-Theologen der Kongregation in Wien auf Grund eines provisorischen Gesetzes der kais. Ottomanischen Regierung vom Wiener Ottomanischen Konsulat aufgefordert wurden, als gemeine Soldaten in türk. Heere zu dienen, so sieht es für die Kongregation eine Existenzfrage, die österr. Staatsangehörigkeit der Mitglieder in Rom zu erwähnenden Privilegiums bei der ottomanischen Regierung anerkennen zu lassen, wofür volle Hilfe, wo die Türkei mit Österreich eng verbündet und befreundet ist, ein günstiges Resultat ist.

Die Mitglieder betrachteten und betrachten sich nicht nur einfache Schutzbefohlene Sr. Majestät, sondern auch als österr. Unterthanen und zwar auf Grund folgender Thatsachen:

I. Am 30. Mai 1775 gab die Kaiserin Maria Theresia der Kongregation ein Privilegium, worin gesagt wird:

„Desiderando la Congregazione Mechitarista dell' Ordine di Sant Antonio Abbate, e la Nazione Armena di abitare in Trieste

...

-

sotto la Nostra Dominazione, Noi condiscendendo clementissimamente alla istanza rispettosissima rassegnata dalli Religiosi ... e dalle Famiglie ... per parte e a favore degl' Individui secolari della mentovata Religione, previese le opportune intelligenze e concerti con l'Ufficio ecclesiastico di Trieste, e presa la consultiva informazione di quella Nostra Tabendenza Commerciale, e di questo Nostro Supremo Aulico Consiglio di Commercio: in virtù del presente graziosissimo Privilegio concediamo alli Religiosi stessi ed alle Famiglie secolari ... le seguenti prerogative, occasioni e benefizij.

Nach diesen Einleitungsworten die 16. und 17. Paragraphen:

"§ XVI. Li sacerdoti, Chierici, Novizij e Laici regolari della Congregazione saranno riguardati in Trieste ed in tutti gli Stati di Nostra Dominazione per Nostri Sudditi;

§ XVII. I degl' Individui, che con la scienza e assenso della Congregazione dovranno transitare, o transferirsi in Paesi esteri, saranno accompagnati con un Passaporto della Nostra Tabendenza Commerciale, che li qualificherà per Nostri Sudditi, e in tale qualità goderanno la protezione delli Nostri Ambasciatori, e Ministri."

II. Als die Gesellschaft im Jahre 1810 durch S. M. den Kaiser Franz I. in Wien aufgenommen wurde, wurden ihre Privilegien bestätigt.

III. Das Hofd. K. u. K. Ministerium des Äussern theilte

die heute jedem Mitglieder der Kongregation anderweitig als österr. Unterthan einen Reisepass aus, entsprechend den erwähnten Paragraphen des Privilegiums, somit auch dem Professor-Theologen der Kongregation

IV. Die Pforte selbst behandelte wenigstens bis in die letzte Zeit die Mitglieder der Kongregation als österr. Unterthanen.

V. Auch die österr. Konsulate in der Türkei behandeln die Mitglieder der Kongregation als österr. Unterthanen, obwohl sie gegebenen Falls vermögen, mit der Regierung die Staatsangehörigkeitsfrage zu besprechen.

VI. Ich bin ferner der festen Meinung, dass wir gar wohl berechtigt wären, in der Türkei als, widrigenfalls drohende Staatsangehörigkeit zu erscheinen, ohne gegen das den Mitgliedern der Kongregation gewährte Privilegium zu verstossen, und wir sind endlich auch überzeugt, dass das Hohe Ministerium des Äussern ein solches Vorgehen ausdrücklich also gegen das Privilegium verstossend mit Recht nicht anerkennen und sanktionieren würde.

Unter diesen Umständen und aus den angeführten Gründen müssen wir daher das Hohe Ministerium des Äussern ergebenst und inständigst bitten,

diesen misslichen Verhältnissen ein Ende zu setzen, damit die Mitglieder der Kongregation von einem Vorgehen auf einmal

befreit, als ausgesprochene Österreicher mit ganzer Tatkraft und vollem Erfolg für die österr. Interessen in der Türkei arbeiten können.

Auch gegenüber dieser Haltung des Kaiserlich Ottomanischen Regierung gegenüber unserer österr. Staatsangehörigkeit in Klasse und entschiedener Weise zum Ausdruck und zur Geltung und Anerkennung gebringen.

VOM KARDINAL-FÜRSTERZBISCHOF VON WIEN.

o o o

Wien, am 16. November 1915.

P. T.

Donnerstag, den 25. d. M., um 5 Uhr nachmittags, findet im f.-e. Palais in Wien, I., Rotenturmstraße 2, eine wichtige Besprechung über den gegenwärtigen Stand der katholischen Missionen im Heiligen Lande und in Kleinasien sowie über deren künftige Gestaltung statt. Der Besprechung geht ein Vortrag des hochwürdigen Herrn Universitätsprofessors Dr. Schmidlin aus Münster voran.

Indem ich hievon Mitteilung mache, erlaube ich mir zugleich zu dieser Besprechung höflichst einzuladen und ersuche im Falle persönlicher Verhinderung um Entsendung eines Vertreters.

+ Friedrich Q. Kard. Piffl.
Fürsterzbischof

H. E. d. Präs. 16/XI. 15
N: 5

ℓ 6

-1168-

P R O T O K O L L

aufgenommen am 25. November 1915, 5 Uhr nachm. im f.e.Palais in Wien.

G E G E N S T A N D

Der gegenwärtige Stand der katholischen Missionen im Heiligen Lande und in Kleinasien sowie deren künftige Gestaltung .

G e g e n w ä r t i g :

Als Vorsitzender und Einberufer Se. Eminenz Kardinal Piffl.

~~Als Vertreter der Regierung:~~

Vom Ministerium des Aeußern : Prinz Schönburg, s.u. Botschafter beim Heiligen Stuhle, Baron Leo Di Pauli.

vom Ministerium f.K.u.U.: Sektionschef von Hampe.

Als Vertreter der bisch.Ordinariate :

Brixen - Hofkaplan Dr. Dorfmann und Frintanist Alb.Mittermeier.
Brünn - Bischof Graf Huyn mit Frintanist Josef Heger
Görz - Erzbischof Sedej
Gurk - Prälat Dr. Martin Ehrlich
Königgrätz - Oberhofkaplan Msgr. Dr. Ladisl. Dvořak
Krakau - P. Dr. Martin v. Czerminski S.J.
Laibach - Hofkaplan Msgr. Dr. Ujčić
Lavant - Theologieprof. Dr. Josef Somrek
Leitmeritz - Kanonikus Jos. Kovář
Lemberg l. - wie Krakau
Lemberg gr.- Prälat Dr. Žuk,gr.k. Pfarrer Wien
Linz - Professor Peter Kitlitzko (Ried)
Olmütz - Universit.Prof. Dr. Johann Hejčl
Prag - Kanonikus Franz Vaněček
Salzburg - P. Agnellus O.Cap.Guardian (Salzb.)
St.Pölten - Spiritual Dr. A.Schrattenholzer

./.

als Vertreter der Orden und Kongregationen

Barmherzige Brüder - Prov. Fr. Timotheus Deutschl(Wien)

Dominikaner - „ P. Raimund Glund (Wien)

Franziskaner - „ P. Ven.Schnellbach-Pataky(Wien)

Gesellsch.d.göttlWortes (Steyl) Prov. P. Theod. Kost (St.Gabriel)

Jesuiten - P.Heitger u. P.Fischer (Wien)

Kapuziner - P.Andr.Csák Guard.Wien u.
P. Norb. Hofer Sup.O.Cap. Erzerum

Karmeliter (unbesch,) Prov. P.Benedikt Herzog (Wien)

Lazaristen - Visitator Reeh (Graz) u.
Superior Legerer (Wien)

Mechitaristen - Erzbischof v. Govrik und
P. Barn. Bilesikdijan (Wien)

Oblaten des hl. Franz v. Sal. Prov. P. Lebeau u.
P. Dr. Negrini (Wien)

Redemtoristen - P. Eduard Foreitnik (Wien)

Salesianer von D.B. - Direktor Dr. Hlond (Wien)

Schulbrüder - Visitator Cosmas Fuhrmann (Wien)

Salvatorianer - P. Ephrem Bänheim (Wien X)

Söhne des hl.Herzens Jesu P. Mark. Raffeiner ,Rektor v.Milland

Trinitarier - Prov. P. Pellerin (Wien).

Als Vertreter von Missionsvereinen

Glaubensverbreitung - Domkap. Graf Esterhazy (Wien)

Gloria in exc. - Rektor Mestrom (Retz)

Kindheit Jesu - wie Glaubensverbr.

Leopoldinenstiftung - Prälat Dr. Wimmer (Wien)

Marienverein f. Afrika - Univers.Prof. Dr. Reinhold (Wien)

Missionsfreunde f. Indien - Univ.prof. Dr. Innitzer (Wien)

Missionsvereinigung k.Frauen ..Baronin Isa Scherpon (Wien)

Sst.-ung. Pilgerhaus in Jesus. Exz. Weihb.Zschokke u.
Kurator Msgr. Joch (Wien)

St. Petrus Claver S. - Gräfin M.Theres. Ledochowska

Verein v. hl. Land in Deutschl. -Fürst Salm vReifferscheid.(Dyk)
Msgr. Richen (Köln

Verein v.d.unbefl. Empf. - Prof. P.Dr.Sigism.Friedl (Wien).

Ferners vom Klerus :

vom Domkapitel in Wien Weihbischof Pfluger, Prälat Schöpfleuthner, Prälat Kamprath, Kanonikus Krauß , Baron Spens-Booden ,

Hofrat Dr. Heinrich Swoboda, Hofrat Dr. Musil , Prälat Brenner, Rektor der Anima, Prälat Dr. Werthmann (Freiburg i.Br.) Univ. Professor Schmidlin (Münster) , Univ. Prof. Dr. Lindel (München) , Ordin.Sekr. Msgr. Merinsky u. Zeremoniär Wagner (Wien).

, von Laien

Exs. Geßmann (Wien) Bürgerschuldirektor Moser als Vertreter des Fürsten Zdenko Lobkowitz , Abg. Erzberger (Berlin) Graf Marschall (Wien) u. Baron Vittinghoff Schell (Wien).

Der Vorsitzende Se. Eminenz Kard. Piffl begrüßt alle Erschienenen und weist hin auf die traurige Lage der kath. Mission im türkischen Reiche . Besondere Pflicht der Katholiken deutschl u. Oesterr. sei es , jetzt diesen Missionen Hilfe zu bringen . Die deutschen Katholiken haben bereits in einer Konferenz zu Berlin am 29.X.1.J. zu dieser Frage Stellung genommen. Die heutige Besprechung bezweckt die Stellungnahme der österr Katholiken
Der Vorsitzende erteilt das Wort Univ. Professor Dr. Schmidlin zu seinem Referate (s.Beilage).

Der Redner schlägt vor, daß man von dieser Konferenz aus einen kleinen Ausschuß mit den Arbeiten betraue . Dieses Aktionskomitee könnte dann mit dem ungar. und deutschen zu einer gemeinsamen Besprechung in nächster Zeit zusammentreten. Aufgabe der gemeinsamen Konferenz wäre es ,die gemeinsamen Interessen zu erwägen , während die Sonderinteresse n (Verhandlungen mit den Regierungen und Ordenshäusern) gesondert geführt werden könnten.

Der Vorsitzende dankt dem Referenten und betont vor Eröffnung der Debatte , daß alles vermieden werde, was die politische Empfindlichkeit der türkischen Regierung verletzen könnte, und daß alle Entschließungen unter Vorbehalt der Zustimmung des Heil. Stuhles erfolgen. Nach einer kurzen Pausd eröffnet der Vorsitzende die Debatte, und macht auf den in Oesterreich bereits bestehenden „ Verein v.d.unbefl.Empf. Mariens zur Unterstützung der Katholiken im türkischen Reiche und im Oriente " aufmerksam und schlägt vor, diesem Vereine einen Arbeitsausschuß von 6 Mitgliedern an die Seite zu stellen , welcher die Arbeiten des von Schmidlin gewünschten Aktionskomitees führen könnte. (Allgem. Zustimmung).

Der Vorsitzende fragt hierauf die anwesenden Ordensoberen ob es ihnen möglich wäre, solche bisher von den Franzosen us.w. innegehabten Häuser und Anstalten zu übernehmen .

./.

Dominikaner Provinzial P. Raimund Glund erwidert:
Eine Aeußerung sei erst möglich nach Rücksprache mit dem Ordensgeneral. Er fürchte auch Schwierigkeiten seitens der Regierung .

Der Vorsitzende bemerkt ; Nachdem das Unterrichtsministerium den Episkopat ersucht hat, Seelsorger für die jetzt ~~von den Italienern und Franzosen~~ im Türk. Orient verlassenen Anstalten zur Verfügung zu stellen, werde ~~sie~~ die Regierung gewiß in jeder Weise entgegenkommen.

Professor Dr. Lindel (München) schlägt vor neben der Erweiterung des Vereines von der unbefl. Empfängnis ein Komitee aus Deutschen, Oesterreichern und Ungarn für die Förderung der katholischen Interessen im Oriente zu gründen. Se. Eminenz Kardinal Piffl möge das Protektorat über dieses Komitee übernehmen. Das Komitee könnte nicht nur das seelsorgliche Gebiet , sondern auch das wirtschaftliche und wissenschaftliche Gebiet in seine Förderung einbeziehen. Der Verein der unbefleckten Empfängnis allein biete auch den einzelnen Orden nicht die Möglichkeit ,sich auszusprechen , was im Komitee leichter geschehen könnte. Se. Eminenz Kardinal Bettinger billige gleichfalls den Gedanken der Gründung eines solchen Komitees .

Der Vorsitzende erwidert darauf , das geplante 6 gliedrige Komitee im Rahmen des Vereines von der unbefl. Empf. und in seinem Zusammenarbeiten mit dem ungarischen und deutschen Komitee biete gewiß die Möglichkeit zur Ausführung alles dessen, was Professor Dr. Lindel wünsche.

Professor Dr. Lindel gibt hierauf seiner vollsten Zustimmung zum Antrage des Vorsitzenden Ausdruck.

Visitator Roch der Lazaristen macht auf die Bedeutung der i. e. P. Cyrill. in Jeru., welche in kurzer bei der Bevölk. im Hos bekannt sein

Schwierigkeiten aufmerksam , welche entstehen können :

1) seitens der türkischen Regierung

2) infolge der französischen Unterrichtssprache .

Die Franzosen hoffen auch , alle ihre Niederlassungen wieder zu erhalten .

./.

3) die einzelnen Ordensgenossenschaften

haben wenig geeignete Mitglieder , können sich überdies mit ihrem General schwer in Verbindung setzen.

Abg. Erzberger (Berlin) :

Notwendig ist die Bestellung eines eigenen Geistlichen bei der Botschaft in Konstantinopel , wie es jetzt in Deutschland gemacht wurde. Derselbe könnte vermitteln. In Deutschland gehen bereits in nächster Zeit mehrere Ordens-und Weltgeistliche nach dem Oriente ab.

Die Verständigung mit dem Ordensgeneral erwies sich als leicht im Wege der Nunziatur.

Festzuhalten ist an dem Prinzipe Prof. Schmidlins : An Stelle des bisherigen Ordens wieder denselben bringen .

(Die bei uns nicht bestehenden Assumptionisten könnten durch die Steyler Missionäre ersetzt werden) Deutschland allein hat aber zu wenig Kräfte . Deswegen müssen wir mit Oesterreich zusammengehen.

Abg. Erzberger gibt dann noch einzelne praktische Winke :

Mehrere Bischöfe Deutschl. haben sofort einige Priester zur Verfügung gestellt, welche zunächst in die größeren Städte (Bagdad , Smyrna ..) gesammelt werden. Diese sammeln die Katholiken um sich und bahnen die Möglichkeit der Gründung von Schulen und die Berufung eines Ordens an .

In Konstantinopel selbst sei dies derzeit wohl unmöglich.

Besonders sind weibliche Ordensgenossenschaften für Pensionate notwendig; die Borromä erinnen schicken in nächster Zeit Schwestern hinunter.

Bei der ganzen Richtung , die die deutsche Politik nach dem Osten nehmen wird, ist mit einer gewaltigen Ueberschwemmung deutscher Auswanderer (Techniker)zu rechnen . Deutschland ist , besonders auf technischem und industriellen Gebiete in der Mehrzahl protestantisch. Wir Katholiken würden da bald , wenn wir nicht arbeiten , in den Hintergrund gedrängt werden.

Wir deutsche Katholiken können das nicht allein machen, ./.

Oesterreich , als katholische Großmacht muß die Führung übernehmen. In Deutschland ist bereits eine Organisation

./.

vorhanden, die „ deutsch-Türkische Vereinigung "; sie ist fast ausschließlich protestantisch, hat Banken und Geld (deutsche Bank) zur Verfügung.
Zunächst halte ich die Gründung von Seelsorgestationen für notwendig (In Konstantinopel bereits jetzt 1600 reichsdeutsche Katholiken).
Um dies zu erreichen , halte ich den Weg, welchen Seine Eminenz vorgeschlagen hat , für den besten .
Die bestehenden Vereine sind auszugestalten und besonders kapitalskräftig zu machen. Die Komitees von je 6 müssen dann zusammenarbeiten. [illegible] Manche Häuser werden rein österreichischen, manche reichsdeutschen Charakter tragen, die meisten werden gemischt sein.
Redner stimmt dem Vorschlage Seiner Eminenz vollkommen bei, die Sache sei aber sehr dringend.
Auch Hofrat Swoboda betont die Dringlichkeit der Sache.
Bischof Graf Huyn hofft durch eine Rundfrage in seinem Klerus mehrere Priester, beosnders aus der „unio apostolica " zu finden. Er bittet, durch ein Schreiben an die Ordinariate eine solche Rundfrage zu veranlassen, und fragt betreffs der notwendigen Sprachenkenntnisse und Geldmittel.
Abg. Erzberger : Ein Priester braucht beiläufig pro Jahr 4000 M; an Sprachenkenntnis ist deutsch und womöglich französisch erforderlich. In Oesterreich bestehen bereits Kurse für orientalische Sprachen und dieselben werden jetzt auch in Berlin eingerichtet.
Msg. Richen glaubt , vorläufig genüge die deutsche Sprache.
Se. Eminenz Kard. Piffl richtet in dem Schlußworte die Bitte an die Ordinariatsvertreter, diese Gedanken in ihre Diözesen hinauszutragen und besonders den Verein von der unbefl. Empf. von nun ab zu fördern.
Ferners ersucht er die Ordensvorstände, daß sie sich mit den Ordensvorständen ehestens ins Einvernehmen setzen, ./.

und dem Komitee bekannt geben, ob sie Priester oder Ordensbrüder zur Verfügung haben. Der Vorsitzende betont nochmals , daß es sich nicht in erster Linie um Verdrängung der Franzosen oder Italiener handle, sondern vor allem lediglich darum, den jetzt der Türkei verlassenen Katholiken seelsorgliche Hilfe zu bringen.

Ferner richtet er an die Missionsfreunde und Missionsgesellschaften den Appell, daß sie dieser Frage ihre Aufmerksamkeit widmen und auch einen Beitrag zur Verfügung stellen.

Der Vorsitzende schließt sodann mit dem Danke an die Anwesenden um 6Uhr 45 die Konferenz.

M. E. V. Rom. 25. XI. 16

Z. 6

P R A E S E N Z L I S T E

Name	In vertretung
Fürst Salm-Reifferscheidt	Präs. Verein v. kl. Landw.
Prinz Schönburg, österr. ung. Botschafter	beim Heiligen Stuhle
Dr. Franz B. Sedej, Fürstbischof von Görz	
Dr. Leo Graf Thun-Hohenstein	
Dr. Anton Bischof Brünn	
Dr. Martin Ehrlich Verleser des Fürstbischofs von Gurk	
Dr. Dvořák " " " Königgrätz	
Dr. Vorwerk Praelat	Prag
Rich. Foch, Konsulor	
Emil Reich Visitator	Graz
Johann Leyrer	
Dr. E. Lindl, Univ.-Prof.	München
Univ. Prof. Dr. Johann Heyl, Stellvertreter des k. bayer. Ordinariats	
Hofrat Dr. Alois Musil	
Dr. August Aloys, Bischof des Bistums St. Pölten	
Titular-Bischof, Professor in Wien	
Dr. Heinrich Swoboda	
Hofkaplan Dr. Hycic	für Laibach
Josef Steger	Albert Mitterer, Brünn
Josef Lebeau Provinz obl. S.J.	in Wien
P. Dr. Josef Negrami obl. S.J.	Klein.

P. Raymund Slund Provincial der Dominikaner,
P. Franz Xaver Pellerin Provinzial der Trinitarier.
Schmidt. Deutschherr Provinzial d. Kreuz Herren
Ermitter.
Dr. Dorfmann
Andreas Csák Guard. Stellvertreter des P. Pond.
Leo b. St. Paul (Mit d. Düsseren)
P. Ephrem M. Bonheeren Wien X. Viktorinum
Vittinghoff. Schell

PRAESENZLISTE

Name	In Vertretung
[illegible]	
Schmidlin	
P. Benedict Herzog, Prior d. Hammelst.	
V. Sparwasserfeld	
Dr. St. Schumacher	St. Pölten
Dr. Cosmas Fuhrmann, Hospitator der Brüder der christlichen Schulen	
Dr. Josef Somek, Theologieprofessor	Diözese Lavant (Marburg)
Edlinger S.J.	
Jos. Kowar, Kanonikus, Leitmeritz.	
Jordens	
Kerneys	Kan. Konsistorial-Sekretär
Dr. Pfleger	
Msgr. Stiche	
N. Nilles-Berlin	
Prälat Dr. Werthmann, Freiburg i/Br.	
Frau M. Theresia Lodzichowska	
Josa Baronin Scherpon	
P. Martin Czerwinski S.J.	
Dr. Gregor v. Gorzik, Erzb. Gen.-Obl. der Mechith.	

Dr. E. Krauss
Burgpfarrer Seydl
Mamprath
J. Hinterberger
J. Spens
Ederhöfer
H. Heiligen
Dr Zuk, gr.kath. Pfarrer in Wien
P. Venantius Schmellböck Tabaky T.O.T.M.
P. Th. Kost
G. Aigneller O. Cap. Guard. v. Salzburg
P. Norbert Hofer, Lyc. O. Cap. Erzerum (Armenien)
Peter Lambert Mertz, Priester O.S.B. Abt. Archabtei Beuron
Prof. Dr Reinhold
L'Barnabas Bilezikjian Mechitharist
Ed. Forcherik C.m.R.
P. Mk. Pfeiffer SC Redemptoristen: Haus in Mikland bei Bistritz

ORIENTAUFGABEN DER OESTERREICHISCHEN KATHOLIKEN.

Referat des hochw. Herrn Universitätsprofessors Dr. Schmidlin (Münster) bei der Missionskonferenz in Wien, am 25. November 1915.

Mit eisernem Hammer verschiebt der Weltkrieg und durch ihn die über allen irdischen Geschehnissen waltende Vorsehung sämtliche Verhältnisse daheim und draußen , im christlichen Europa wie in nichtchristlichen Weltteilen. Ueberall erheben sich neue Gruppierungen und Konstellationen , die uns auch neue Wege und Ziele weisen. Auch das katholische Oesterreich wird in diese alles umwälzende Bewegung hineingezogen und durch die neue Weltstellung neu orientiert. Zwar stehen wir noch mitten im Kriege und ist die Entwicklung noch längst nicht abgeschlossen , die Entwerfung einer endgiltigen Zukunftsperspektive somit verfrüht; aber schon leuchten am Horizonte die dämmernden Strahlen einer glücklichen Klärung und Lösung dieses im Weltenringen liegenden Problems . Dank der unvergleichlichen Tapferkeit unserer Truppen und dem unentwegten Durchhalten unserer Völker neigt sich das Kriegsglück mehr und mehr auf die Seite der Zentralmächte, denen dadurch ohne viel größere und weitere Weltaufgaben sich eröffnen, nicht bloß politische-nationale und kulturell-wirtschaftliche sondern auch religiös missionarische. Und eines dieser Gebiete ist uns bis zu einem gewissen Grade schon jetzt aufgetan, während die sonstige Uebersee durch die britische Sperre noch verschlossen wird: ich meine das türkische Reich und den vorderasiatischen Orient.

Ein gellender Notschrei aus Tausenden von Kehlen wie zur Zeit der Kreuzzüge dringt von dort zu uns herüber; nur kommt der Hilferuf diesmal nicht sosehr von den heiligen Stätten als von den katholischen Missionen und Missionären.
Schlag auf Schlag traf sie die tragische Katastrophe: zunächst durch Einziehung vieler französischer Glaubensboten, dann durch Aufhebung der Kapitulationen und des Protektorates , endlich Schließung beziehungsweise Konfiszierung sämtlicher Anstalten

und durch Ausweisung des gesamten Personals französischer und italienischer ~~////~~// Nationalität, so daß nur ganz wenige versprengte Kräfte österreichischer , deutscher und spanischer Abkunft zurückgeblieben sind. Zwar war dieses Schicksal insofern nicht unverdient, als Jahrzehnte lang Frankreich sein Orientprotektorat zur schmählichen Knechtung der Missionen und diese selbst ihre Stellung vielfach zu politischen Agitationen zur Entfremdung der ottomanischen Untertanen gegen ihr Staatswesen mißbraucht hatten; aber dadurch erhöht sich noch die Tragik für unsere hilflos verratene und niedergetretene katholische Sache, die keinen treuen Sohn der Kirche unberührt lassen darf.
Zum Ueberfluß dehnte sich die Verfolgung und Bedrängnis auch auf die einheimischen Kirchen und Katholiken aus , die zum Teil zwar ebenfalls ihre Loyalität in dieser Krisis nicht bewährt haben, deren Strafe jedoch zweifellos weit über das Maß der Schuld und über die Notwendigkeit der Sanktion hinausgegangen ist.
Vernichtet sehen wir damit einerseits ein Missionswerk von gewaltigen Umfang und von der größten,wenigstens moralischen Bedeutung, die Saat unendlicher Mühen und Thränen (nach Krose 1907 624 Priester ,800 Brüder, über 1000 Schwestern lat.Ritus , ca 600 Schulen mit über 100.000 Schülern); dem Verderben nahe andererseits eine Christenheit, die viele Jahrhunderte hindurch heldenmütig dem Ansturm des Islam getrotzt hat.

Nach meinen eigenen Beobachtungen und dem kürzlich eingetroffenen Bericht eines zu weiteren Informationen nach Konstantinopel geschickten Weltgeistlichen , wozu noch die mündlichen Mitteilungen des österreichischen Kapuziners P.Hofer und des deutschen Lazaristen P. Dunkel kommen , die eben von dort zurückgekehrt sind, ist der gegenwärtige Stand der Frage kurz folgender :

Die einheimischen orientalischen Christen einschließlich der unierten, vor allem die Armenier , in etwa aber auch die Chaldäer , Syrer/ und Griechen (Melchiten) , leiden furchtbar unter den mörderischen Deportationen und der Auflösung ihrer

Gemeinden , soweit sie nicht völlig am Rande des Grabes und vor ihrer Ausrottung stehen (so seien ein syrisch-katholischer und vier armenische -katholische Bischöfe mit ihrem ganzen Klerus massakriert worden.) . Infolge der Vertreibung der Franzosen und Italiener ist ferner die lateinische Seelsorge unter den Levantinern sowohl im Patriarchalvikariat von Konstantinopel als auch in Kleinasien , Syrien, Palästina , Mesopotamien und Kleinasien fast überall eingegangen und die Mehrzahl der Stationen geschlossen . (Eine Pfarrkirche in Konstantinopel wurde durch österreichischen Schutz, die Kirche von St.Stefano und von Makrikői durch Uebertragung an österreichische Kapuziner gerettet. Alle ausländischen katholischen Schulen wurden in türkische verwandelt zum unberechenbaren Schaden in kultureller, sozialer und religiöser Hinsicht außer denen des Vereines vom hl. Lande in Palästina und dem Kolleg der österreichisch-ungarischen Lazaristen von St. Georg in Konstantinopel , das gut prosperiert (1000 Kinder) , aber wegen baulicher Schierigkeiten und wegen Mangels an Kräften und Mitteln den Betrieb nicht im gewünschten Umfang aufrechterhalten und der Nachfrage nicht genügen konnte. Schließlich sind auch die meisten Wohltätigkeitsanstalten , nachdem man sie anfangs noch hatte bestehen lassen, vom Sturme erfaßt worden und darin untergegangen . Den wenigen deutschen und österreichischen Priestern und Schwestern , die noch vorhanden sind (Ost. Vinzentinerinnen in dem vom österr. Konsulat gemieteten Haus der amb. Krankenschw. im Hl. Land , die beiden Krankenhäuser der österr. Barmh. Brüder bei Jerus. und Nazar.) werden alle möglichen Reiseschwierigkeiten gemacht und ihre Bewegungsfreiheit äußerst eingeschränkt, (Borromäerinnen), während das protestantische Missionspersonal , das amerikanische wie das deutsche , viel weniger belästigt werden soll.

Es liegt uns ferne , soweit es sich hier um rein politisch-militärische Maßnahmen handelt , uns in diese innerstaatliche Angelegenheit der Türkei einzumischen. Aber zunächst fühlen wir

uns mitbetroffen als Katholiken , weil mit dem französischen und italienischen Besitzstand der katholische und kirchliche dem Untergang preisgegeben ist ; müßten wir nicht vor der ganzen Christenheit für alle Zeiten und darüber verantworten und als Mitschuldige dastehen , wenn wir zur Wahrung dieses Besitzes , an dem soviel Schweiß und Blut edelster Art klebt, nicht alles getan hätten, was in unseren Kräften steht. Wir sind aber auch als Deutsche, bezw. Oesterreicher daran interessiert, daß sich mit unserm Namen und unserem Bündnis kein vandalisches Zerstörungswerk verknüpfe , daß die Güter und Veranstaltungen der Kultur und Zivilisation erhalten bleiben und womöglich noch gefördert werden besonders auf diesem welthistorischen Boden , der so reiche ungehobene Schätze birgt und eine so großartige und so teure Vergangenheit hinter sich hat.

Endlich wünschen wir aus wohlverstandenem Interesse für die Türkei, mit der uns diese gemeinsame Kriegsnot zusammengeschweißt hat, nicht bloß für heute oder morgen , sondern voraussichtlich auf Generationen hinaus, daß sie nicht mit christen-und kulturfeindlichen Taten, die kaum mehr wiedergutzumachen wären, ihre Kriegsannalen in die Weltgeschichte schreibe, sondern aus diesem Völkerbrand als Kulturnation emporsteige, die tolerant und freudig alles aufnimmt und beibehält, was sie bei ihren großen und schweren Kulturaufgaben in der materiellen und sozialen wie geistigen und sittlichen Hebung ihres Landes und Volkes unterstützen kann.

Unser Programm ist darnach klar gezeichnet: wir müssen retten, was gerettet werden kann , im Interesse unserer christlichen Religion und unserer europäischen Kultur wie unseres Vaterlandes und unserer türkischen Bundesgenossen.

Was als Mittel zu diesem Ziele uns vor Augen schwebte , vor allem war die Einsetzung deutscher und österreichisch-ungarischer Kräfte an Stelle der vertriebenen französischen und italienischen , natürlich unter Wahrung der kirchlichen Rechte des Heil.Stuhles und der religiösen Genossenschaften einerseits, der staatlichen Interessen unserer und der türkischen Regierung andererseits, von der Erwägung ausgehend , daß eine solche Mitarbeit allen

beteiligten Faktoren willkommen sein müßte. Ich selbst unternahm auf Wunsch unseres auswärtigen Amtes zu diesem Zwecke während der Weihnachtsferien eine Informationsreise nach Konstantinopel und legte das Ergebnis in einer ausführlichen Denkschrift nieder. Aber leider ist bis zur Stunde die Aktion nicht aus ihrem Vorbereitungsstadium herausgekommen, teils weil die politische und militärische Lage ein energisches Handeln nicht ermöglichte, teils weil die türkische Regierung dem ganzen Plane oder auch nur einem noch so minimalen Teile desselben nicht sympathisch gegenüberstand und unsere Diplomaten den Augenblick dafür nicht als gekommen erklärten. Erst nachdem die Wolke der Dardanellengefahr zerstreut und die Verbindung mit Konstantinopel wieder offen war, beschlossen wir in der Sitzung des Missionsausschusses vom 29.Oktober l.J. ernstlich an die Ausführung des Versuches heranzutreten und namentlich mit Oesterreich-Ungarn Fühlung zu nehmen. Die Folge davon ist diese **v e r t r a u l i c h e** Besprechung, die Seine Eminenz, der hochwürdigste Herr Kardinal von Wien zu organisieren die Güte hatte und der morgen eine ähnliche ungarische Konferenz in Budapest mit dem Vorsitz des Kardinal-Fürstprimas von Gran sich anschließen wird.

Es sei mir gestattet, freimütig auf die bisherigen Hemmnisse und Schwierigkeiten bezw. auf die Stellungnahme der maßgebenden Faktoren einzugehen. Das Haupthindernis soll bei der **t ü r k i s c h e n R e g i e r u n g** d.h. bei ihren jungtürkischen Hintermännern liegen, die wohlbemerkt weniger aus islamischem Fanatismus, als aus Freidenkertum keine katholischen Missionare mehr dulden wollen, ganz gleichgiltig, ob es deutsche oder französische sind, und besonders krampfhaft vom Unterrichtswesen jeden religiös-christlichen wie fremdnationalen Einfluß auszuschalten suchen, das möglichst nationalisiert und verstaatlicht werden soll. Der Unterrichtsminister, ein zum Islam übergetretener Jude, wird als Christenfeind geschildert.

Diesem Bestreben dient auch ein während des Krieges erschienener Schulerlaß, de alle Bildungsanstalten der staatlichen Inspektion und Genehmigung unterstellt und das Türkische als Unterrichtssprache vorschreibt (so er die profane deutsch Schule in Konstantinopel erhielt dementsprechend neulich eine Weisung, alle Lehrkräfte zu entlassen, die nicht ottomanische Untertanen seien !).

Auf der anderen Seite wird mir aber von einem hiesigen ausgezeichneten Kenner sowohl der türkischen Verhältnisse als auch der ausschlaggebenden Persönlichkeiten versichert, daß die verantwortlichen Leiter der Türkei recht wohl einsähen, wie wenig sie ohne unsere Hilfe die so schwierigen Kulturaufgaben der Zukunft lösen könnten und zu diesem Zweck selbst die Mitwirkung katholischer Ordensleute nicht verschmähen würden. Ich bin daher in meiner ursprünglichen Ansicht nur bestärkt worden, de bei einer richtigen Aufklärung und energischen Vorstellung seitens unserer Vertreter das Vorurteil und der Widerstand der Türken gegen die katholische Missions-und Schularbeit schwinden müßte, umsomehr als diese sich ganz den Verhältnissen anpassen und ihre Pflegebefohlenen durchaus zu staatstreuer Gesinnung anhalten würde.

Damit berühre ich aber schon eine zweite Hauptschwierigkeit: die Haltung unserer diplomatischen und sonstigen Vertretung, die unsere Pläne schon wegen der damit verbundenen vitalen Staatsinteressen energisch fördern sollte, aber ihnen zum Teil eher passiven Widerstand entgegensetzt. Ich meine damit nicht die Zentralbehörden in Wien oder Berlin, die vielmehr großes Wohlwollen und Verständnis bekunden, auch nicht die Botschafter selbst, die in dieser Beziehung schon manches getan, als solche offizielle und inoffizielle Vertreter, die entweder positiv der Ausführung unserer Absichten entgegentreten oder doch nicht den Mut haben, sich nachdrücklich dafür zu verwenden und ihnen die Wege zu ebnen. Sie halten uns entgegen, es könne in kultureller Hinsicht augenblicklich doch nichts geschehen, und das Mißtrauen gegen katholische Ordensleute sei unüberwindlich, weil sie als Agenten Frankreichs angesehen würden; aber mittlerweile sind z.B. ./.

17 deutsche Professoren (soviel ich erfuhr, mit einer einzigen Ausnahme nur Protestanten) nach der Hochschule in Konstantinopel und ein ebenso protestantischer deutscher Schulreformer zur Ausgestaltung des Schulwesens an das türkische Unterrichtsministerium geschickt worden, (der uns Katholiken nichts weniger als grün ist); und was die angebliche türkische Antipathie gegen uns Katholiken angeht, richtet sie sich entweder gegen das politische-nationale Element und dann würde sie mindestens ebenso gut auf die interkonfessionelle deutsche Laienarbeit zutreffen, oder es handelt sich um eine antichristliche Säkularisierungstendenz, in welcher die Türkei leider von manchen unserer Repräsentanten eher gestärkt als zurückgehalten werden dürfte im Gegensatz zur französischen Orientpolitik, die nach dem Motto handelte, daß „der Antiklerikalismus kein Exportartikel" sei. Inwieweit die Ankl ge zuverlässiger Augenzeugen berechtigt ist, daß die deutschen Behörden protestantische Institute und Missionär im Gegensatz zu den katholischen nachdrücklicher förd rn, und schützen, kann ich nicht mit Sicherheit entscheiden. Hier muß also der Hebel angesetzt werden, wenn wir eine Wendung zum Bessern hoffen wollen.

Wie wird sich aber die kirchliche Behörde und insbesondere der H e i l i g e S t u h l zu unserer Aktion stellen? Er hat bereits selbst verschiedentlich versucht, für die kath. Interessen im Orient, für die Erhaltung der Missionsanstalten wie für die Schonung der Christen einzutreten, aber über schöne Beteuerungen und Versprechungen türkischerseits ist er bis jetzt kaum hinausgekommen, weil eben keine politische Macht hinter sich hat. Selbstverständlich kann nun weder die römische Kurie noch die apostolische Delegatur in Konstantinopel oder Beirut direkt deutsche bezw. österreichische Kräfte in den Orient herbeirufen oder ihnen gar in cumulo die von den Franzosen oder Italienern verlassenen Posten übertragen, schon weil sie als neutrale Instanz auf die natipnalen Empfindlichkeiten unserer Gegner Rücksicht

nehmen muß. Aber ich zweifle nicht daran , daß der Papst gerne und dankbar unser Vorgehen begrüßen oder ihm wenigstens negativ zustimmen wird (was uns vorläufig genügt), namentlich wenn er sieht, daß auf andere Weise eine Rettung oder Wiedergewinnung des Bestehenden nicht möglich wird. Von den beiden Delegaten wissen wir bestimmt, daß sie positiv einen solchen Wunsch hegen und sogar schon ausgesprochen haben, daß sie also unseren Leuten einen freundlichen Empfang bereiten würden. Etwaige weitere Bedenken oder Hemmnisse in dieser Hinsicht könnten ja unsere Bischöfe , Nuntien und Diplomaten aus dem Wege räumen.

Aehnlich müßten die Verhältnisse hinsichtlich der italienischen oder französischen Oberleitungen jener religiösen Genossenschaften geregelt werden, die ihren Zentralsitz außerhalb Deutschlands oder Oesterreich-Ungarns haben. Um den Uebergang zu erleichtern und unnötige Rivalitäten zu vermeiden , sollte man möglichst Mitglieder oder Provinzen desselben Ordens an die betreffende Stelle setzen (also wo vorher franz. Jesuiten , nachher deutsche, wo vorher ital. Franziskaner, jetzt deutsche) ; weiter nicht sosehr die eigentlichen Missionsgesellschaften heranziehen , die schon hinreichend mit Missionen belastet sind und für die möglichst die Heidenmission reserviert bleiben soll, als vielmehr solche Genossenschaften , die bisher noch keine Mission betreiben , wie die österreichischen Benediktiner, Franziskaner , Dominikaner , Kapuziner , Karmeliter , Trappisten , Lazaristen , Schulbrüder , die alle in ihren französischen oder italienischen Zweigen im Oriente vertreten warenund daher dort Verwendung finden könnten. Zwar sind viele dieser österr. Ordensprovinzen durch ihre Arbeiten stark in Anspruch genommen , aber bei energischem Willen ließen sich doch einige Kräfte für den Orient freimachen und auch neue Missionsberufe finden. Noch leichter würde die Rekrutierung in den weiblichen Genossenschaften ,

von denen außer den Franziskanerinnen Missionärinnen Mariens besonders die Vinzentinerinnen in Frage kämen; wo es angeht, wäre es ratsam, der jeweiligen männlichen Kongregation die aggregierte weibliche mitzuteilen bezw. ihr die Wahl zu überlassen.

ü. Die M i t t e l hätten teilweise vorläufig die Gesellschaften aufzubringen, aber nur für den Anfang, da insbesondere die Schulunternehmungen im Orient sich finanziell leicht rentieren. Die Auslagen für Gründung und Uebernahme würden wesentlich dadurch reduziert werden, daß man vielerorts die bereits bestehenden Häuser und Ausstattungen von ihren bisherigen französischen oder italienischen Besitzern, falls sie diese nicht gratis abtreten wollen, nach dem Kriege kaufen könnte, vielleicht durch Vermittlung der türkischen Regierung, die ja doch das Privateigentum entschädigen müßte.
Für die ersten Ausreise -und Einrichtungskosten, wohl auch für die Schultätigkeit dürfte überdies auf starke Regierungszuschüsse zu rechnen sein. Weitere Mittel müßten die Missionsvereine zur Verfügung stellen; am besten wäre es, wenn eine eigene Organisation analog zur französischen „Oeuvre des Ecoles d'Orient" die Unterstützung der Orientmission in die Hand nähme, sei es daß eine besondere neu ins Leben gerufen würde, sei es daß ~~~~ etwa der Verein von der unbefleckten Empfängnis ähnlich wie in Deutschland der Verein vom Heil. Lande sich nach dieser Richtung erweiterte. Daneben könnte man wohl auf beträchtliche einmalige oder periodische Beiträge aus Hof-und Privatkreisen besonders den kirchlichen wie Bischöfen, Domkapiteln, Stiftern, Klöstern hoffen, die hier wie in Ungarn vielfach dann eher in der Lage wären als beispielsweise in Deutschland.

Die Ausführung müßte natürlich eine schrittweise sein und in ihrer Art und Reihenfolge den Umständen entsprechen. Zunächst wäre durch Ausnützung unserer freundschaftlichen Beziehung zur Türkei und eventuell durch politischen Druck zu erreichen, daß man unserer Arbeit keine Schwierigkeiten i n den

./.

Wege legt. Zwar braucht man nicht gleich eine allgemeine Zustimmung der türkischen Regierung anzustreben. Es wäre im Gegenteil unter Umständen vorzuziehen, daß man von Fall zu Fall vorginge, sich mit dem nötigen Schutz begnügte, und in kluger Nachgiebigkeit die formelle Einwilligung der Zukunft überließe.

Die Hauptaktion im großen Stile könnte man erst nach dem Kriege unternehmen, wenn die Ruhe wieder zurückgekehrt ist und den geistigen Bestrebungen wieder die Tore öffnet; aber jetzt schon müßte man wenigstens das Vorhandene ausbauen und im Anschlusse daran Vorposten ausschicken, welche die Möglichkeiten weiteren Vorgehens auskundschaften und Pionierdienste leisten würden. Ich hatte zuerst an die Schularbeit, auf der bisher das Schwergewicht der Orientmission lag, andere hatten an Lazarethpflege als Ausgangspunkt gedacht; aber nach den letzten Berichten soll sich beides als wenig geeignet und momentan kaum durchführbar erweisen. Unser Gewährsmann inKonstantinopel empfiehlt als einfachstes und wichtigstes Anknüpfungsmittel die Seelsorge, zunächst unter der deutschen und österreichischen Militär-und Zivilbevölkerung, in weiterem Umkreise dann in den verwaisten Christengemeinden, in zweiter Linie erst Erziehung und caritative Tätigkeit. Unter der Voraussetzung aber, von der er nicht ausgeht, daß unsere Diplomaten mit Nachdruck für unsere Interessen einstehen, dürfen wir auch auf dem Schulgebiet jetzt schon und jedenfalls unmittelbar nach dem Friedensschlusse intensiv einsetzen, indem wir nicht bloß das Vorhandene, wie z. B. das österreichisch-ungarische Lazaristenkolleg durch neue Mittel und Kräfte möglichst erweitern, sondern auch neue Gründungen vornehmen bezw. die bisher französischen oder italienischen Übernehmen, wenigstens ihr Erbe, die nunmehr auf die Straße gesetzten oder in die türkischen oder protestantischen Institute hineingedrängten Schüler. Von besonderer Bedeutung wären Ackerbauschulen, wegen der Wichtigkeit agrarischer Belehrung zur Ausnützung des fruchtbaren Bodens und Lehrerseminarien, wegen der Notwendigkeit einheimischer Lehrkräfte. Daneben

könnten einheimische Lehramtskandidaten (Studenten und Mittelschüler nach Oesterreich , etwa höhere nach Wien gezogen und zur Ausbildung in ihrem Fache in katholischen Anstalten untergebracht werden. Große Dienste könnten kath. Akademiker , Aerzte und Techniker , Kaufleute und Bauern sowie Kolonisten leisten, wenn sie sich in den fruchtbaren und vielversprechenden Gefilden des Orients ansiedeln und die Arbeit der Missionen unterstützen würden.

Die im Orient selbst einzurichtenden Schulen müßten sich nach Möglichkeit den getroffenen Bestimmungen unterwerfen, auch in Bezug auf türkische Sprache und Staatszugehörigkeit des Lehrpersonals , das tunlichst aus den eingeborenen Kreisen zu beziehen wäre; freilich muß man dabei im Auge behalten, daß namentlich in der Türkei nicht so heiß gegessen wird , wie es gekocht ist , daß daher in der Praxis manche auf dem Papiere stehende Verfügungen umgangen werden können, wenn sie sich als undurchführbar erweisen .

Vor allem wäre darauf zu achten , daß die katholischen Missionen ihre liebevolle Sorge nicht ausschließlich oder doch vorwiegend bloß den Levantinern wie bisher , sondern auch den Türken und Mohammedanern zuwenden.

(Bezüglich der christlichen Orientalen müßte man sich wohl auf materielle Hilfeleistung und Verwahrung oder Schritte bei unseren Regierungen behufs diplomatischer Interventionen beschränken, wenn wir einerseits bei den Türken nicht anstoßen, andererseits sich nicht der Verdacht der Mitschuld vor den Orientalen und vor den Nationen auf uns lenken soll.

Unmittelbarer aber und dringender berührt uns das Los der Missionen.)

Eine schwierige Frage , die wir indes nicht ganz umgehen können , über die wir uns vielmehr gleich im Anfang klar werden müssen , wird sein , ob in dieser Ausführung Deutschland

./.

Oesterreich und Ungarn gemeinsam vorgehen sollen oder getrennt, d.h. ob sie von vornherein bestimmte Arbeitegebiete abgrenzen sollen. So sehr letzteres abstrakt gesprochen seine Vorteile hat, so möchte ich doch bis auf weiteres den gemeinschaftlichen Modus befürworten, aus verschiedenen Gründen:

1) aus dem missionstechnischen angesichts der gegebenen Tatsache, daß eine Reihe wichtiger in Betracht kommender Missionsgesellschaften wie die der Steyler ohnehin gemischt sind und daß auch von vielen anderen die deutsche oder österreichische Provinz allein nicht hinreicht, sondern beide ihre Kräfte zusammentun müssen, um der Aufgabe zu genügen; daß ferner überhaupt wie auf militärischem so auch auf missionarischen Gebiete die Mischung sich gut bewährt hat, z.B. im Sudan und am Zambesi;

2) aus dem politisch-diplomatischen, daß ein gemeinsamer Schutz und ein geschlossenes Zusammengehen beider Mächte viel nachhaltiger wirkt, und ~~ßß~~ politische Verwicklungen eher verhütet, wie es ebenfalls die gemeinsam von Deutschland und Oesterreich-Ungarn beschützte Sambesimission illustriert. Wie leicht könnten Reibungsflächen und Rivalitäten entstehen, nicht bloß zwischen uns, sondern noch mehr gegenüber den Türken, deren Mißtrauen wachgerufen werden müßte, wenn jetzt schon vor Ausgang des Krieges gewissermaßen Interessensphären unterschieden würden, die sich in diesem Falle wohl nach politisch-nationalen und finanziell-wirtschaftlichen Gesichtspunkten zu richten hätten, was den Verdacht einer Aufteilungstendenz erwecken könnte.

Weiter möchte ich Ihnen zu bedenken geben, daß es vom katholischen Standpunkte aus für beide Teile besser ist, wenn die Katholiken der zwei Ländergruppen zusammengehen und die einen an den anderen Rückhalt finden; dann sind wir in der Majorität, sonst in der Minorität.

Das hindert nicht, daß in einem späteren Stadium für die einzelnen Häuser und Punkte auch separat vorgegangen werden kann. Jedenfalls müssen wir – selbst wenn man sich für getrenntes Marschieren entscheiden sollte, für die heimatliche Ausgangsaktion uns zusammenschließen und verständigen, wenigstens darüber, wie die Verteilung vorzunehmen wäre.

Um zu einem praktischen Ergebnis für die nächsten vorbereitenden Schritte zu gelangen, schlage ich Ihnen vor oder bitte Sie darüber zu beraten, daß man von dieser Konferenz aus einen kleinen österreichischen Arbeitsausschuß von etwa einem halben Dutzend Mitgliedern einsetze und mit der Weiterführung der Verhandlungen beauftrage. Dieses Aktionskomitee könnte dann mit dem ungarischen, das voraussichtlich in der morgigen Versammlung von Budapest gebildet wird, und mit dem deutschen, das mehr oder weniger schon gebildet ist, zu einer gemeinsamen Besprechung in nächster Zeit und an günstigen Orte zusammentreten. Sache der gemeinsamen Konferenz wäre es, die weiteren gemeinsamen Schritte zu überlegen und zu unternehmen, während die Sonderunternehmungen von den besonderen Konferenzen und Komitees fortgeführt werden könnten.

Wenn dieses Orientunternehmen gelingt, so geht damit ein Traum in Erfüllung, den ich und mit mir noch viele andere Missionsfreunde schon seit Jahren hegen, an dessen Verwirklichung ich auch seit Jahren gearbeitet habe (als Missionsredner auf dem hiesigen eucharist. Kongreß, als Vorsitzender der bei diesem Anlasse gegründeten internationalen Kommission zur Förderung des Missionsschulwesens, als Verfasser einer bald darauf dem hochwürdigsten Episkopate eingereichten Denkschrift, als Mitbegründer der Missionsbewegung und Missionsorganisation unter den österreichischen Theologen), daß Oesterreich zu stärkerer Missionsbetätigung erwache und jene Rolle im christlichen Missionswerke spiele,

die ihm vermöge seiner Stellung in der christlichen Welt und seiner Leistungsfähigkeit auf einem so fundamentalen kirchlichen Lebensgebiete zukommt. Was der Kolonialbesitz in den achtziger Jahren für Deutschland war, das kann und muß der Orient für Oesterreich werden: eine Erweiterung nicht allein des politischen und wirtschaftlichen, sondern auch des kirchlichen und religiösen Gesichtskreises, ein Hinaustreten aus den engen heimatkirchlichen Aufgaben, die damit nur gewinnen können, und ein Hineintreten in die große Weltaufgabe der Evangelisation, ein Anstoß zu größerem Missionsinteresse und Missionseifer, eine providentielle Aufforderung zu weiterem Anteil an dem allen christlichen Völkern gemeinsam obliegendem Heidenapostolat, ein wagemutiges Einspringen in die Lücken an Stelle jener Nationen, die durch ihre Frivolität und Kirchenfeindlichkeit ihre Hegemoniestellung im katholischen Missionswerk schon längst verwirkt haben. So werde das Riesentor, das sich durch diesen Krieg im Osten für Oesterreich aufschließt, und dessen Blick, Interesse, Kultur, Produktion, Industrie, Handel dem Orient zulenkt, zugleich das Eingangstor in die Weite Weltmission, zum Ruhme und zur Größe des Vaterlandes, zur Ausbreitung der Kirche und des Christentums, zum zeitlichen und ewigen Heil der nichtchristlichen Welt.

Und das katholische Oesterreich, das Jahrhunderte hindurch ein Bollwerk und Vorposten, ein Angriffs- und Abwehrtor der Christenheit gegen den Halbmond gewesen, werde so zum vermittelnden Triumphbogen, durch den Europa dem Orient und damit auch dem Islam die friedenbringenden und segenspendenden Früchte der christlichen Religion und Zivilisation bringt.

oooooooooooooooooooooooooooooooooooooooooooo

M. E. P. Pass. 25.XI.15

E. Z.

13

DAS KATHOLISCHE MISSIONS- UND SCHULWESEN IN DER TÜRKEI UND DIE DEUTSCHEN KATHOLIKEN .

I. A l l g e m e i n e s

Der Krieg, der in verschiedener Hinsicht einschneidende Aenderungen im Reiche der Osmanen hervorbrachte, hat auch das katholische Missions- und Schulwesen schwer in Mitleidenschaft gezogen. Der Gedanke, den betroffenen katholischen Anstalten zu Hilfe zu kommen, ist deshalb schon zu Beginn des Krieges in deutschen katholischen Kreisen aufgetaucht und erfreute sich um so grösseren Beifalls, als man hoffen durfte, dadurch den deutschen Einfluss in der Türkei bedeutend zu stärken . Unter diesem Gesichtspunkt sind die verschiedenen Denkschriften, die sich mit der Frage befassten, ausgearbeitet worden. Da indessen die darin gemachten Vorschläge,so annehmbar sie schienen, bei der Ungunst der Verhältnisse sich nicht durchführen, ja nicht einmal in Angriff nehmen liessen, so wurde Referent im Einverständnis mit dem Auswärtigen Amt beauftragt, die Lage aufs neue zu studieren und zweckdienliche Informationen zu geben .

Als Unterlage für den vorliegenden Bericht diente zunächst der Augenschein. Soweit möglich, hat der Verfasser sich bemüht, mit eigenen Augen zu schauen, wie die Dinge stehen . Allein bei dem geringen Mass von Bewegungsfreiheit, das einem Ausländer zugemessen ist, konnte er dieses Informationsmittel nur für Konstantinopel in Anwendung bringen . Für die übrigen Bezirke war er auf mündliche Quellen angewiesen . Als solche seien erwähnt : das lateinische Patriarchalvikariat bezw. die Apostolische Delegatur (Monsign.Dolci)

ferner die Patriarchalvikariate der katholischen Armenier, Syrer, Chaldäer, Melchiten und den Bischof der unierten Griechen, ausserdem der Ressortbeamte der K.Deutschen Botschaft, Geh. Legationsrat Dr. Göppert. In der Schulfrage verdankt Referent dem deutschen Extra Beirat im türkischen Unterrichtsministerium, Geh.Regierungsrat Dr. Schmidt wertvolle Aufklärungen. Im übrigen war er auf private Quellen angewiesen, soweit er solche als zuverlässig ansehen konnte. Unklar blieb trotzdem die Lage im südlichen Kleinasien, Syrien mit Palästina und Mesopotamien, sodass der vorliegende Bericht in der Hauptsache auf die europäische Türkei und das nördliche Anatolien sich erstreckt.

Zum besseren Verständnis des Ganzen seinen zunächst einige Ideen skizziert, die gegenwärtig in der Türkei herrschend sind.

Die Haupterscheinung, die als Erklärung für viele Vorkommnisse dienen mag, ist das Erwachen des Osmanentums in nationaler und religiöser Hinsicht. Das Osmanentum, das jahrhundertelang in Abhängigkeit von der europäischen Kultur war und dabei nach aussen wie nach innen einen Posten um den anderen verlor und nahe daran war, von fremden Einflüssen eingesogen zu werden, hat sich aufgerafft und ist fest entschlossen, seine Selbständigkeit wieder zu gewinnen. (Vgl.dazu Heft 2 der Deutschen Orientbücherei : Tekin Alp (M. Cohen), der als einer der publizistischen Hauptvertreter der neutürkischen Bewegung gelten darf.) Je nationaler dieses Bestreben ist, umsomehr ist es dem Christentum abhold; denn die Christen waren ja die Urheber der Kapitulationen und fremden Protektorate, die Propagatoren fremder Sprachen und fremder Kultur und in gewissem Sinne die geistig und wirtschaftlich Ueberlegenen. Das katholische Christentum im besonderen, das einerseits fast ausschliesslich unter französischem Protektorate stand und diesen Umstand auch wesentlich ausnützte, andererseits als Hauptvertreter abendländisch-französischer Kultur auftrat und, wie die grosse Zahl seiner Schulen beweist, sich gros-

der Beliebtheit erfreute, wird eben aus diesem Grunde von den Osmanen mit grösstem Misstrauen betrachtet .

Dazu kommt, dass in dem Ideenkreis des Orientalen Nation und Konfession sich aufs engste verschlingen. So war das türkische Staatswesen schon bisher ausgesprochen islamisch und auch die neue Türkei scheint den islamischen Charakter nicht beseitigen zu wollen oder zu können. Tatsache ist jedenfalls, dass mit dem nationalen Erwachen das islamische Hand in Hand geht. Ohne Fanatismus geht das nicht ab. Zumal jetzt in der Zeit des Heiligen Krieges. Wenn daher auch einzelne führende Manner von toleranter Gesinnung erfüllt sind, so ist nicht einzusehen, wie sie gegen die Stimmung der grossen Mehrheit die Toleranz werden verwirklichen können.

Ferner ist zu beachten, dass bei der geringen Entwicklung, welche das Türkentum bisher aufzuweisen hat, fast alles neu zu schaffen oder wenigstens von Grund auf zu reorganisieren war. Wir stehen demnach in einer Zeit der vollständigen Umwälzung und müssen damit rechnen, dass hierbei die Erscheinungen vorkommen, die gewöhnlich bei grossen Umwälzungen zu Tage treten. Zu leiden haben darunter wieder hauptsächlich die Christen. Einige Beobachter glauben zwar, dass der Sturm vorübergehend sei und früher oder später die Wogen sich legen werden, wenngleich die Opfer, die der Sturm verschlinge zu bedauern seien . Andere sehen die Dinge pessimistischer an.

Dass die politische Lage der Verwirklichung der osmanischen Ideale äusserst günstig ist, braucht nicht besonders gesagt zu werden. Die offizielle Schutzmacht des einheimischen Katholizismus befindet sich im Kriege mit der Türkei; Deutschland wird aus den bekannten Gründen im Ausland leider noch vielfach als rein protestantische Macht angesehen. Zudem hatte es, rein politisch betrachtet, kein Interesse, katholische französische Anstalten zu retten. Es konnte sich also günstigstenfalls nur um Mithilfe bei Umwandlung katholischer französischer Anstalten in deutsche handeln .

II. Besonderes

A. Seelsorgefrage.

Was den gegenwärtigen Stand der lateinischen Seelsorge anlangt, so lässt sich derselbe kurz so karakterisieren : Die meisten Seelsorgsposten im Patriarchalvikariat Konstantinopel, das die europäische Türkei und das ganze nördliche Kleinasien umfasst, sind eingegangen; in den übrigen Sprengeln dürfte es nicht viel besser sein. Einmal wurden durch die Schliessung der Schulen auch die gewöhnlich damit zusammenhängenden Kapellen geschlossen und verschiedentlich anderem Gebrauch zugeführt. Solche Kapellen hatten zwar gewöhnlich keine Pfarrechte, dienten aber doch für die anwohnenden Katholiken wie für die Schulkinder als Klutorte, waren sogar an einigen Orten die einzigen gottesdienstlichen Lokale. Es blieb indes nicht bei Schliessung der Schulen und der damit verbundenen Kapellen, auch eine grosse Zahl eigentlicher Pfarr- und Missionskirchen traf dasselbe Schiksal.

Im einzelenen ist der Stand folgender :

In Stambul und Vororten ist keine einzige katholische Kirche oder Kapelle mehr geöffnet. Sowohl die kath.Pfarrkirche der Assumptionisten, als auch die von denselben verwaltete griechisch-kath.Kirche mit griechisch-kath.Seminar(40 Zöglinge) sind geschlossen. In dem Vorort Yedikule musste der Pfarrer. ein italienischer Dominikaner, am 4. September innerhalb 5 Minuten Kirche und Pfarrhaus verlassen. Auch die Schwestern, die die angebaute Schule leiteten und deren Oberin eine Deutsche war, traf dasselbe Los. Das Sanctissimum konnte trotz mehrtägiger Verhandlungen nicht gerettet werden. Altar, Harmonium, kurz die Inneneinrichtung und Glocke wurden verschleppt und die Kirche für andere Zwecke umgebaut.

Unter den Katholiken dieser Pfarrei sind 75 % Deutsche und oesterreich-Ungarn, die in den dortgelegenen staatlichen Werkstätten arbeiten und seinerzeit an dem Bau der Kirche mitgeholfen haben. Durch einen oesterreichischen Lazaristen ist mehrmals dort Gottesdienst gehalten worden. In der deutschen Schule daselbst soll ein Dritten Katholiken sein.

In Galata und Pera, wo die grosse Mehrzahl der Katholiken wohnt, wurde am 20. August die Kirche St.Ludwig geschlossen, der Konvent ebenfalls (französische Lazaristen), die Habseligkeiten, darunter auch die eines oesterreichischem Paters und eines Armeniers, der ottomanischer Untertan ist, fortgenommen und das Seminar des apostolischen Delegaten, das von den Kapuzinern geleitet wurde und ungefähr 50 Zöglinge zählte, ging damit von selbst seiner Auflösung entgegen . St. Pulcheria (französische Lazaristen) wurde zunächst in eine Moschee verwandelt, dient aber jetzt als Krankenhaus. Die beiden Patres der Pfarrei St. Peter (italienische Dominikaner) und die Georgianer an der Pfarrei Nore-Dame de Lourdes erhielten am 19.September den Ausweisungsbefehl, wie überhaupt die Absicht bestand, sämtliche Geistliche der kriegführenden Staaten zu entfernen. Infolge der Verhandlungen des apostolischen Delegaten mit der Regierung scheint es indes möglich zu sein, eine kleine Anzahl dieser Geistlichen zurückzubehalten, um damit die Aufrechterhaltung des Gottesdienstes an den noch bestehenden Kirchen zu ermöglichen.
In der Umgebung Konstantinopels sind folgende Kirchen geschlossen : Haidar-Pascha ; die dortige Kapelle war der einzige katholische Gottesdienstort und wurde auch von den deutschen Katholiken (ca. 80 Seelen) besucht. Die dortigen Katholiken müssen jetzt, wenn sie den Gottesdienst besuchen wollen, nach

dem eine halbe Stunde entfernten Moda gehen. In Kadi-köi ist die griechisch-kath.Kirche der Assumptionisten geschlossen. In Bebek wurde die Missionskirche in eine Moschee verwandelt. Die Kirchen in Bujukdere, Stenia, Fener-Bagtsche, Gallipoli sind geschlossen. In dem weiter entlegenen Teil der Diözese Brussa Tschanakkale Ismidt, Eski-schoir, Zonguldak, Kereiwan, Tokat, Siwas, Amasia, Kaisarije sind geschlossen oder ganz aufgegeben.
In Eski-schoir ist auch die bei der Eisenbahn gelegene Kapelle dem Gebrauch entzogen. Dieselbe kam in erster Linie für die dort ziemlich zahlreichen Deutschen in Betracht. In Ismidt wohnen auch 5 oesterreichische Familien; ein oesterreichischer Kapuziner bemüht sich im Verein mit dem Generalvikariat seit drei Wochen die Erlaubnis zu bekommen, zur Abhaltung des Gottesdienstes dorthin gehen zu dürfen. Von dem äussersten Osten der Diözese liegen nur versprengte Nachrichten vor. Doch scheinen die dortigen Missionsposten, die von den Kapuziner (Institutum orientale) verwaltet wurden, meistenteils eingegangen zu sein. Von Erzerum ist bekannt, dass die Kirche geschlossen und der Konvent in Beschlag genommen wurde. Der dortige Pfarrer, ein Oesterreicher, hält sich seit einem Jahr in Konstantinopel auf, hat aber bis jetzt keine Erlaubnis bekommen, in seine Pfarrei zurückkehren zu dürfen.

Vom südlichen Teil Kleinasiens, der nicht zur Diözese Konstantinopel gehört, liegen nur Nachrichten vor aus Tarsus und Mersina. Demnach sind beide Posten von Seelsorgern entblösst.

In Kleinarmenien und Syrien mit Palästina sind folgende der Kustodie vom Heil.Lande zugeteilten Stationen geschlossen:

Aintab, Ton-Kale, Yeni-Tschekalo, Muschuk-Dereesi, Hassan-Beilik Kara-Basar, Alexandrette, Ladikije, Tripoli (2 Niederlassungen) Tyrus, welch letzterere erst vor kursem geschlossen

wurde. Der Apostolische Delegat von Beirut , Mr. Giannini, war um Ostern selbst in Konstantinopel, um wegen seiner Klöster zu verhandeln, erlangte auch die Wiedereröffnung der bereits geschlossenen Häuser in Nazareth, Tabor, Tiberias , Kana, Emaus . Die Verhältnisse im lateinischen Patriarchat in Jerusalem sind aus den Berichten des Vereins vom heil.Lande bekannt .

Von den drei kirchlichen Sprengeln in Mesopotamien, wo französische Kapuziner, Dominikaner und Karmeliter wirkten, ist nichts Sicheres in Erfahrung zu bringen . Doch scheinen die meisten, wenn nicht alle Stationen geschlossen zu sein. Ihre Zahl beträgt fünfzehn

---

Was die Unierten d.h.die Katholiken der orientalischen Riten angeht, so haben sie teilweise noch mehr gelitten als die Lateiner. Am schwersten wurden die Armenier betroffen. Der katholische Zweig derselben, der vor dem Kriege etwa 70.000 Seelen zählte, hat in Kleinasien nur ein paar Gemeinden gerettet. Nämlich Brussa, Eski-scheir Biledschik, Marasch und Aintab, ferner Smyrna und vielleicht noch einige andere. Seine hauptsächlisten Stationen im eigentlichen Armenien und im Vilajet Angora sind vollständig aufgelöst; von 6 Bischöfen fehlt jede Nachricht, von einigen ist sicher dass sie deportiert wurden.Auf die erschütternden Einzelheiten, von denen diese Katastrophe begleitet war, einzugehen, ist unmöglich, da deren zu viele sind, doch müssen ein paar zur Beleuchtung der jetzigen Lage der armenischen Katholiken angeführt werden. Ein protestantischer Augenzeuge berichtet dem Ref.unter Vermittlung des Dragomans des österreichischen Konsulates, dass von den katholischen Armeniern in Angora, dem Hauptort der Unierten, anfangs September von 2500 Familien nur noch einige wenige vorhanden seien. Eine grosse Anzahl armenischer Knaben – der Augenzeuge glaubt etwa 1000 – seien als Geburtsfest des Sultans durch Beschneidung feierlich dem Islam zugeführt worden; Frauen und Mädchen seien vielfach in türkische Häuser überführt, die meisten deportiert worden. Von Ismidt erzählt P.Norbert Hofer Ord.Cap. auf Grund eigener Anschauung, dass die kath. Armenier zum zweiten mal vertrieben und ihre Kirche zweimal geplündert wurde. Er selbst hat die Kruzifixe und die heil.Oelen von griechischen Frauen, die sie aufgelesen hatten, in Empfang genommen. Die Ereignisse im eigentlichen Armenien sind bekannt. Auffallend ist, dass von so vielen Orten Uebertritte zum Islam gemeldet werden. Die Tatsache, dass Armenier, deren national-religiöses Bewusstsein feststeht, zum Islam übertreten, kann man nur so erklären, dass sie dadurch Schlimmerem entgehen wollten.Bezüglich der Deportationen, denen die meisten katholischen Armenier im Verein mit ihren orthodoxen Volksgenossen anheim fielen, darf bemerkt werden, dass solche auch entlang der Bagdadbahn ein

Ding

Ding der Unmöglichkeit sind, wenn nicht weitgreifende Vorbereitungen für getroffen werden. Referent selbst, der voriges Jahr mit einer Karawane von ca.50 Köpfen reiste, hat es erlebt, dass selbst an Eisenbahnstationen nicht genug Brot für diese kleine Anzahl aufzutreib war. Es sind deshalb diese Deportationen, die zudem weit über die Eisenbahnstrecken hinaus bis in die syrisch-arabische Steppe erfolgen, mehr gefürchtet als die Massacres vor 20 Jahren. Wenn auch die Deportationen in erster Linie politischen Beweggründen entsprungen sein mögen, so führen sie doch, in diesem Umfange durchgeführt, von selbst zum Untergang der kirchlichen Gemeinden. Genaue Zahlen über die Verluste lassen sich nicht angeben, doch muss man auf eine bedeutende numerische Schwächung und Zerrüttung der Gemeinden selbst im Fall der Rückgängigmachung der Deportationen gefasst sein.

Die <u>syrisch-katholische Kirche</u> hat nach einer Nachricht des Patriarchen Ephrem Rahmani die Deportation ihrer Gläubigen aus Diarbekir und Umgebung zu beklagen.

Die <u>Chaldaische Kirche</u>, die in den letzten Jahren namentlich in der Umgebung von Van sich gut entwickelte, ist stark in Mitleidenschaft gezogen. In Diarbekir und Umgebung verlor sie ihre Gemeinden durch Deportation. Derselbe Bericht liegt vor aus Seert, Dschesire und Mardin . Von Van hat man keine Nachricht. Nach einer Nachricht des Patriarchen, die vor drei Wochen in Konstantinopel eingetroffen ist, müssen in der weitern Umgebung von Mossul blutige Verluste eingetreten sein

Ueber die Lage der <u>Maroniten</u> konnte nichts in Erfahrung gebracht werden.

Die <u>unierten Griechen</u>, die in der europäischen Türkei nur eine kleine Kommunität darstellen, büssten zwei bis drei Gemeinden ein. Dagegen haben die unierten Griechen in Syrien und Palästina <u>(Melchiten)</u> nur die Deportation eines Bischofs und eines Geistlichen erfahren.

Ueber die <u>nicht-unierten</u> orientalischen Kirchen zu berichten,

liegt nicht im Rahmen dieser Aufgabe. Im Allgemeinen dürfte ihre Lage der der Unierten entsprechen. Allem nach haben die nicht-unierten Armenier, die protestantischen ausgenommen, sogar noch schwerer gelitten als die unierten.

Nach dem Vorhergehenden braucht die Notwendigkeit der Hilfeleistung nicht besonders betont zu werden. In Frage kommen dafür bei der politischen Konstellation nur deutsche, österreichische und neutrale Katholiken. Ein Hindernis ist allerdings die grosse Abneigung gegen Deutschland, die gerade in christlichen Kreisen herrscht. Man glaubt nähmlich in diesen Kreisen, dass wir Deutsche an der gegenwärtigen Kalamität mitschuldig seien, weil wir als befreundete Nation manches hätten hindern können. Ein weiteres Hindernis ist die beschränkte Bewegungsfreiheit in der Türkei. So wird es, ganz abgesehen von dem Mangel an Verkehrsmitteln, jetzt nahezu unmöglich sein, in die Gegenden von Armenien und Mesopotamien, vorzudringen. Ein drittes Hindernis ist die in der Türkei gegenwärtig herrschende Stimmung, die hinter jeder fremden Betätigung etwas Türkenfeindliches zu vermuten geneigt ist.

Der naheliegende Plan geht dahin, die verwaisten lateinischen Seelsorgsposten deutschen Geistlichen zu übertragen. Dieser Plan ist jedoch unausführbar, nicht nur weil manche der in Frage kommenden Orte ihre christliche Bevölkerung verloren haben, sondern weil dazu spezielle Sprachkenntnisse erforderlich sind.

Der andere Plan, der weit enger gefasst ist als der erste, bezweckt die Hilfeleistung durch deutsche Geistliche nur an den Orten, wo Deutsche in grösserer Anzahl sich befinden. Solche Orte sind Konstantinopel, Haidar-Pascha, Eski-Cheir und Adrianopel. Während des Krieges hat sich die Zahl der Deutschen bedeutend vermehrt, nicht nur an den angegebenen Orten, sondern auch anderwärts. Für deutsche katholische Seelsorge ist ausser Konstantinopel nirgends gesorgt,

und auch in Konstantinopel ist sie noch ungenügend, da der deutsche Geistliche P.H.Rohrmeier wöchentlich alleinan der deutschen Schule 14 Stunden Religionsunterricht zu geben, dazu die Lazarettpastoration und bisher auch allein die Militärseelsorge zu leisten hat. Die österreichischen Lazaristenpatres haben mit ihrer Schule und der österreichisch-ungarischen Konsulatschule vollauf zu tun. An der Pfarrerei Sancta Maria, die unter österreichischem Schutze steht, ist ein einziger Geistlicher der deutsch versteht (Pole). Unter diesen Umständen ist nicht einmal für die deutsche Seelsorge in Konstantinopel gesorgt. Die Vororte, wie Jedi-Kole, wo einige hundert Deutsche und Oesterreicher sind, können jetzt überhaupt nicht pastoriert werden. In Adrianopel bezw.Karagatsch, der Eisenbahnstation von Adrianopel, wurde vor einem Jahrzehnt eine deutsche katholische Kapelle erbaut. Nach P.Bruincns Angaben waren daselbst 1910 ungefähr 30 (?) katholische deutsche Familien, wozu noch einige in Kirk-Kilisse kamen. Es sei bemerkt, dass Karagatsch auch eine deutsche Schule hat. Am jenseitigen Ufer des Bosporus, in den Vorstädten Haidar-Pascha (in Friedenszeiten 80 deutsche Katholiken, deutsche Schule),Skutari, Kadi-Köj u.s.w. ist kein deutschsprechender Geistlicher. Im Innern von Anatolien ist Eski-Schehir der Ort, wo sich am meisten Deutsche aufhalten und sich auch eine deutsche Schule befindet. Wieviel deutsche Katholiken in Smyrna sind,ist nicht bekannt, doch ist sicher, dass gegenwärtig dort deutsche Arbeiter beschäftigt werden. In Syrien dürften Aleppo, Beirut , und jetzt infolge des Krieges auch Damaskus eine grosse Anzahl Deutscher aufzuweisen haben. In den beiden erstgenannten Städten existieren auch deutsche katholische Schwesternniederlassungen mit Schulen..

Für Konstantinopel wären zum Mindesten zwei deutsche Zivilgeistlidhe nötig, von denen der eine Konstantinopel selbst, der andere die Vororte und Adrianopel zu pastorieren hätte. In Konstantinopel ist der Bau einer deutschen Kapelle in Aussicht zu nehmen. Für Eski-Schehir,

wo die Zahl der Deutschen in jüngster Zeit bedeutend zugenommen hat, ist deutsche Seelsorge dringendes Bedürfnis, für Smyrna, Aleppo, Beirut, Damaskus dringend zu wünschen. Dagegen sind Jerusalem und Haifa mit deutschen Geistlichen versorgt.

Als Grundsatz muss gelten, dass zuerst solche Orte besetzt werden, die günstig gelegen sind (Bagdadbahn, Hafenorte), wo auch in Friedenszeiten eine grosse Anzahl Deutscher sich aufhält und deutsche Schulen sich befinden. Erst in zweiter Linie sollte man zur Besetzung von Orten schreiten, die nur durch den Krieg deutschen Bevölkerungszuwachs erhielten.

Zum Vergleich sei die deutsche protestantische Seelsorge beigezogen, soweit Referent sie kennt. Konstantinopel 2 Geistliche, ein Diakon und eine Anzahl Schwestern; Eski-Schehir, Smyrna, Aleppo (?), Beirut, Haifa, Jaffa, Jerusalem je ein Geistlicher. Dazu kommen die deutschen protestantischen Missionsanstalten in Urfa und Mezren-Karput.

An Schwierigkeiten, die dem Unternehmen entgegenstehen, wird es nicht fehlen. Die Hauptschwierigkeit ist das Fehlen von Kirchen an Orten, wo Deutsche in grosser Anzahl sich finden. So ist die Pfarrkirche in Jedi-kule beschlagnahmt und für weltliche Zwecke umgebaut. In Haidar-Pascha und Eski Schehir sind die Kirchen geschlossen. Der deutsche Geistliche müsste also an diesen Orten vollständig neu beginnen, wenn es nicht gelingt, für ihn und seine Gemeinde eine Kirche zu öffnen.

Eine zweite Schwierigkeit bildet das Verhältnis zur Apostolischen Delegatur. Der Apostolische Delegat hat gegen die Sendung einiger deutscher Geistlicher sicherlich nichts einzuwenden, wird sie im Gegenteil mit offnen Armen aufnehmen; aber man darf von ihm nicht erwarten dass er sie eigens herbeiruft. Er könnte dadurch in den Verdacht kommen, Posten, die bisher in Händen von Franzosen und Italienern waren, den Deutschen ausgeliefert zu haben. Er wird deshalb auch, so gern er

persönlich

persönlich deutsche Geistliche anstellt, keine bindenden Versprechen für die Zukunft machen können, sondern die definitive Regelung bis zum Kriegsende hinausschieben müssen. Ferner wird er bei der gegenwärtigen Lage wohl nicht im Stande sein, die Posten richtig zu besolden. Immerhin sind diese Schwierigkeiten nicht derart, dass sie das Unternehmen unmöglich machen würden. Wir können uns während des Krieges gut mit einer interimistischen Lösung der Frage begnügen, da sicher anzunehmen ist, dass nach dem Krieg ein grosser Teil der französischen und italienischen Geistlichen nicht mehr zurückkehrt, ganz abgesehen davon, dass der Apostolische Delegat für die Seelsorge der Deutschen immer auf deutsche Kräfte angewiesen sein wird. Noch wesentlich leichter wird sich die Lösung gestalten, wenn ein deutscher Missionsverein für den Kostenpunkt aufkommt.

In Betracht kommen als deutsche Seelsorger für die europäische Türkei die bayrischen Conventualen, da sie bisher die deutsche Seelsorge in Konstantinopel und zeitweilig auch in Adrianopel ausüben, und da sie auch den Religionsunterricht an der deutschen Schule übernommen haben. Die neuankommenden Geistlichen fänden gratis Wohnung im Conventualenkloster Sankt Anton (Pera).

Für das Innere Kleinasiens, das man als eigentliches Missionsgebiet betrachten darf, wäre eine junge Missionsgesellschaft vorzuschlagen, etwa die Steyler, die sich in den deutschen Kolonien Südamerikas wie in den Schutzgebieten sehr gut bewährte und über genügend Personal und vielleicht auch Mittel verfügt. Syrien darf man zur Einflusssphäre der Franziskaner rechnen. Vielleicht können die bereits in Aussicht genommenen Patres die deutsche Seelsorge mitübernehmen. Allerdings müsste dann die Kustodie dafür sorgen, dass immer ein deutscher Pater an den Orten ist, wo Deutsche sich befinden. In südlichen Syrien und Palästina kann man die deutschen Lazaristen und Benediktiner, die sich bereits dort festgesetzt haben, mit der Seelsorge betrauen.

Die

Die Auslagen für einen Geistlichen betragen unter den jetzigen Verhältnissen 4000 M jährlich; dieselben verringern sich, wenn mehrere in einer Kommunität zusammenleben. Im Ganzen dürfte man also 20.000 M für deutsche Seelsorge einstellen. Falls die Kosten von den betreffenden Missionsgesellschaften nicht getragen werden könnten, müssten deutsche Missionsvereine dieselben übernehmen. Unter Letzteren kommen in Betracht: Der Josefverein, der die Unterstützung der deutschen Seelsorge im Auslande zum Zweck hat, der bayrische Ludwigsmissionsverein, der bisher eine Reihe von Anstalten im vorderen Orient unterstützte, die jetzt nicht mehr existieren, der Verein von heil. Land, der sein Interessengebiet wesentlich erweitern könnte. Reichsunterstützungen in Anspruch zu nehmen, wie auch schon vorgeschlagen wurde, etwa durch Beantragung eines katholischen Botschaftspredigerpostens, möchte Referent für den Augenblick nicht emphehlen.

Zwei andere Wege, auf denen Hilfe gebracht werden könnte seien angedeutet: Aerztliche Mission und Rotes Kreuz. Die Aerztliche Mission würde sich im Innern des Landes zweifellos grosser Beliebtheit erfreuen und hätte auch von Seiten der türkischen Behörden weniger Schwierigkeiten zu erwarten; andererseits ist diese Form der Mission bei uns noch nicht eingeführt und setzt überdies grosse Mittel voraus. Auch würde sie sich naturgemäss mehr auf solche Gegenden erstrecken, die noch weniger erschlossen, also von Deutschen noch nicht stark besetzt sind.

Gegen den Vorschlag, Geistliche als Sanitätspersonal hierher zu schicken, ist sicherlich nichts einzuwenden, allein sie blieben eben Sanitätspersonal. Auch bekämen sie wohl nicht die nötige Bewegungsfreiheit um Zivilseelsorge ausüben und sich an andere Orte begeben zu können. Immerhin kann dieser Weg für einige Orte in Betracht gezogen werden, nähmlich für solche, wo es sich nur um deutsches Militär handelt.

Die

- 15 -

Die Frage, wie den Unierten geholfen werden kann ist wesentlich einfacher. Infolge der Verschiedenheit des Ritus ist die Uebernahme der Pastoration durch deutsche Geistliche von vornherein ausgeschlossen. Aber irgend eine Hilfe muss doch geleistet werden, da die Not gross ist und andererseits diese Christen, da sie und ihre Geistlichen ottomanische Untertanen sind, gegenwärtig viel mehr leisten können als Ausländer. Sie sind das bodenständige christliche Element und übertreffen auch an Zahl weit die Lateiner. Es war ein Fehler, der sich jetzt rächt, dass man diesen einheimischen Christen bisher zu wenig Luft liess und namentlich in französischen Schulen und Pensionaten auf ihre Riten zu wenig Rücksicht nahm. Auf diese Weise gingen viele Orientalen der besseren Stände ihrem Ritus verloren, ohne dass sie deshalb richtige Lateiner geworden wären. Wäre ein starkes, sagen wir ottomanisches Christentum dagewesen, so hätte der Sturz nicht so Vieles weggefegt.

Die Hilfeleistung kann sich unter den gegenwärtigen Umständen ausser durch diplomatischen Schutz nur durch Subsidien betätigen. Nach dem Krieg wird es sich darum handeln, die Reste zu sammeln und auf den Trümmern wieder aufzubauen. Leider hat man in Europa wenig Sympathien für die einheimischen Christen und behandelt sie namentlich wegen ihres Charakters mit Misstrauen. Allein wenn man die Geschichte dieser Kirchen kennt, wird man manches verstehen und gern geneigt sein, für sie zu arbeiten. Das Zeugnis kann man ihnen nicht versagen, dass sie seit Jahrhunderten unter ungünstigen Umständen zäh festhalten am Glauben ihrer Väter und ihrer Muttersprache/, wie sie auch für Kultur und Fortschritt weit mehr Verständnis zeigten als ihre Umgebung.

- 16 -

B. S C H U L F R A G E.

Der Stand des katholischen Schulwesens in der Türkei ist gegenwärtig so trostlos, dass man von seiner vollständigen Vernichtung reden kann. Von den c. 500 französischen Schulen mit 100 000 Schülern und den auf 200 geschätzten italienischen existiert keine einzige mehr. Sie wurden der Reihe nach geschlossen, vielfach in türkische Schulen verwandelt und Lehrmittel und Sammlungen grossenteils türkischen Schulen überwiesen. Zwischen höheren und niederen Schulen wurde kein Unterschied gemacht. Die Universität Beirut traf dasselbe Schicksal wie die niederste Elementarschule. Von den ausländischen katholischen Schulen besteht noch eine einzige, nämlich das Sankt Georgskolleg der österreichischen Lazaristen in Galata, das aber wegen baulicher Schwierigkeiten, die der Krieg im Gefolge hatte, den Betrieb nicht in gewünschten Masse aufrecht erhalten konnte. Eine kleine katholische Pfarrschule hielt sich unter der Autorität des Apostolischen Delegaten eine zeitlang an der Kathedrale, ist aber jetzt des Lehrpersonals beraubt. Ob die katholischen Schulen des Vereins vom heil. Land und der Borromäerinnen in Syrien und Palästina (ungefähr 9) eröffnet werden konnten, weiss Referent nicht, ebenso wenig, ob das Lehrerseminar im Paulushospiz in Jerusalem seinen Betrieb wieder aufgenommen hat.

Die Unierten, deren Schulwesen aus Mangel [illegible]teln und höher gebildeten Lehrkräften wie infolge der Konkurrenz der Abendländer nicht recht aufkommen konnte und noch in den Anfängen steckte, haben den Schulsturm besser überstanden, wenngleich auch sie von dem Wenigen, das sie besassen, viel verloren. Genaue Zahlen lassen sich hier wieder um so weniger angeben, als die betreffenden Kommunitäten selber keine genaue Schulstatistik führen.

rem. Jedenfalls dürfte das Schulwesen der katholischen Armenier fast ganz und gar vernichtet sein.

Der Untergang des katholischen Schulwesens war eine natürliche Folge der von der Türkei ausgesprochenen Aufhebung der Kapitulationen. Die Kapitulationen waren das Alpha und Omega der in der Türkei lebenden Europäer. Ohne sie glaubte man nicht leben zu können. Auf ihre Aufhebung war niemand vorbereitet. So verlor der Fremde mit einem Schlage die Rechte, die er für sein Fortkommen unentbehrlich hielt. Je grösser diese Rechte gewesen waren, um so verhängnisvoller war ihre plötzliche Aufhebung. Der Ausländer war mit einem Mal türkischen Verfügungen unterworfen, auf die er nie vorbereitet war. Man konnte daher die Lehrkräfte der katholischen Schulen ohne weiteres ausweisen, ihre Schulen schliessen und beschlagnahmen, um so mehr als bei ihnen noch als weiterer Grund der leider berechtigte Vorwurf französischer Propaganda hinzukam. Dazu kam die neue türkische Schulgesetzgebung, die dem Buchstaben nach ausgelegt für eine fremde Schule kaum noch Raum lässt. Selbst wenn man daher die französischen Ordensleute noch in ihren Schulen belassen hätte, hätten sie sich doch nur in den wenigsten Fällen behaupten können. Sogar die Schulen der befreundeten Mächte haben grosse Schwierigkeiten und wissen nicht recht, wie sie mit den neuen Bestimmungen fertig werden sollen. Ohne diplomatische Hilfe könnten auch sie die Wandlung der Dinge nicht überstehen. So wurde in den jüngsten Tagen den nicht muselmanischen, darunter auch der deutschen Schule ein Zirkular zugeschickt, wonach sie alle Lehrkräfte, die nicht türkische Untertanen sind, zu entlassen haben. Sollte diese Verfügung durchgeführt werden, so würde sie den Tod auch der letzten ausländischen Schule bedeuten.

Die einzigen katholischen Schulen, die den türkischen Bestimmungen wenigstens teilweise hätten genügen können, sind die der Uniierten. Wenn auch sie grösstenteils geschlossen wurden, so rührt das von anderen Gründen her: Benötigung der Schullokale für militärische Zwecke oder andere Zwecke, Erklä-

I. rung

rung eines Gebietes für Kriegszone, Deportation der christlichen Bevölkerung u. a.

Der Schaden, den der Untergang des katholischen Schulwesens verursacht, mag vom politischen Standpunkt aus gering sein, da diese Schulen doch in französischem oder italienischem Fahrwasser segelten. Um so grösser ist der Schaden vom kulturellen, sozialen und christlichen Standpunkt aus. Die katholischen Schulen waren fast die einzigen höheren Bildungsstätten, die europäischen Ansprüchen genügten. Türkische Beamte, sogar türkische Schulrektoren, vertrauten ihre Kinder diesen Schulen an; jüdische, griechische, türkische Kreise zollten ihnen grosse Achtung; von Abneigung gegen sie war in der Bevölkerung nichts zu merken. Für die Frauenbildung, in der Türkei ein besonders wunder Punkt, haben die katholischen Schwestern viel getan. Die Universität Beirut genoss eines guten Rufes auch in europäischen Gelehrtenkreisen, ihre jährlichen Bulletins wie auch ihre Zeitschrift El Maschrik waren in orientalischen Fachkreisen geschätzt; ihre Bibliothek erfuhr namentlich in den letzten Jahren durch die Reisen des P. Scheicho, eines geborenen Arabers, grossen Zuwachs an arabischen Handschriften; ihre Druckerei, von der auch deutsche Druckereien arabische Typen bezogen, war im arabischen Sprachgebiet die beste; die angeschlossene medizinische Fakultät, die allerdings nicht im eigentlichen Sinne Gründung der katholischen Ordensleute ist, versorgte den Orient mit einer grossen Anzahl europäisch gebildeter Aerzte. Die internationale Bibelschule der Dominikaner in Jerusalem (jetzt Serai) braucht nichts besonders erwähnt zu werden, da ihre Leistungen auf biblischem und archäologischem Gebiet bekannt sind. Ihre Zeitschrift "Revue biblique internationale" wird sich auf jeder grösseren Universitätsbibliothek finden. An ihren Kursen und Reisen nahm stets auch deutsche Gelehrte teil. Die Druckerei der Dominikaner in Mossul hat sich durch den Druck der syrischen

 Bibel

wie durch Herausgabe anderer Schriftwerke verdient gemacht. Die palästinisch- archäologische Sammlung der Assumptionisten in Jerusalem galt als die beste und reichhaltigste in ihrer Art, von den übrigen Sammlungen der religiösen Institute in Jerusalem zu schweigen. Auf naturwissenschaftlichem Gebiet dürfte die Sammlung der Lazaristen in Sankt Benedikt in Konstantinopel wenige ihresgleichen haben. Es ist vom kulturellen und wissenschaftlichen Standpunkt aus zu bedauern, dass die vorzüglichen katholischen Bildungsstätten des Orients, die so viel für europäische Kultur getan haben und ohne die der Orient auch für uns wenig Wert hätte, eingegangen sind. Ob sie nach dem Krieg wieder aufleben, lässt sich nicht sagen. Jedenfalls werden sie ihren früheren Besitzstand nicht mehr erreichen und von ihren Bibliotheken und Sammlungen ist sicher ein Teil für immer verloren.

Vom sozialen Gesichtspunkt aus betrachtet, ist der Untergang der katholischen Schulen jedenfalls ein grosser Schaden. Gewöhnlich waren mit ihnen Internate verbunden. Die Eltern hierzulande wünschen diese Erziehungsform und auch die ausländischen Schulleitungen, die deutsche nicht ausgenommen, sind der Ansicht, dass man sie zur Ergänzung der Schulen, wie aus pädagogischen Gründen braucht. Zudem erhielten arme Kinder in den katholischen Internaten Pensionsermässigung und Freiplätze. Mit den Schulen gingen natürlich auch die Internate unter. Die entlassenen Zöglinge, weit entfernt eine andere Schule aufzusuchen, treiben zum grossen Teil ohne Unterricht und Erziehung umher und sind der Gefahr der Verwahrlosung ausgesetzt. Dass sie keine türkischen Schulen besuchen wollen, ist bei dem bisherigen Stand des türkischen Schulwesens wie auch aus religiösen Gründen verständlich. Zur sozialen Tätigkeit der katholischen Schulen darf man auch die vielfach damit verbundenen Wohltätigkeitseinrichtungen rechnen, wie Suppenanstalten, Kinderbewahranstalten, Speisung von Armen, Armenapotheken u.s.w. Die grosse Zahl der jetzt sich herumtreibenden Armen kommt sicherlich

nicht

nicht allein vom Kriege, sondern auch von der Schliessung katholischer Anstalten her.

Sieht man die Sache vom christlichen Standpunkt an, so kann man sein Bedauern nicht zurückhalten. Mit dem Untergang der katholischen Schulen hat auch das Christentum viel verloren. Sie waren es, die die Ueberlegenheit der christlich-europäischen Kultur bewiesen und damit dem europäischen Namen Ehre verschafften, wie sie auch die Stellung des Christentums bedeutend hoben. Diejenigen Muslims, die durch diese Schulen gegangen sind, sehen das Christentum anders an als die Durchschnittsmuhamedaner. Bei der Abneigung der letzteren gegen das Christentum ist die Schule noch die beste Möglichkeit, sie zugunsten des Christentums zu beeinflussen. Auch darf man sich nicht verhehlen, dass ein feindseliges Verhalten der Muhamedaner gegenüber den Christen politische und wirtschaftliche Folgen zeitigt; umgekehrt bringt ein friedliches Nebeneinander den christlichen Völkern bedeutende politische und ökonomische Vorteile.

£1

In der Denkschrift, die Prof. Dr. Schmidlin mit grosser Sachkenntnis und Wärme über das Missions - und Schulwesen in der Türkei ausgearbeitet hat, ist der Vorschlag gemacht, die katholischen Missionsanstalten überhaupt und insbesondere die Schulen mit deutschen Kräften zu besetzen. Dadurch würden diese Anstalten einerseits der christlichen Religion und modernen Kultur erhalten bleiben, andererseits wären sie nicht mehr Werkzeuge französischer Interessen, sondern würden für die deutsche Sache unschätzbare Dienste leisten können. In derselben Dehkschrift wurde als bester Weg zur Erlangung des Zieles vorgeschlagen, verlassene oder konfiszierte Anstalten zunächst als Lazarette einzurichten und die eintretenden deutschen Kräfte im Lazarettdienst zu verwenden.

Voraussetzung war bei diesen Vorschlägen, dass die in Betracht kommenden Faktoren ihnen zustimmen und sie unterstützen würden. Von der türkischen Schule hoffte man überdies, dass sie das Bedürfnis empfinden werde, deutsche Hilfe in Anspruch zu nehmen, oder wenn nicht in Anspruch zu nehmen, so doch zu dulden. Es ist ja allgemein anerkannte Tatsache, dass die türkische Schule auswärtiger Mitarbeit dringend bedarf (vgl. Blenkenburg, Die Zukunftsarbeit der deutschen Schule in der Türkei, Heft 1 von "Länder und Völker der Türkei"). Es wurde auch zu Beginn des Krieges ein deutscher Beirat in das türkische Unterrichtsministerium aufgenommen, und neuestens wurde auch eine Anzahl Dozenten für die Universität berufen, auch sprossen ein paar neue deutsche Schulen empor. So berichtet die deutsch-türkische Vereinigung, die als ersten Punkt die Gründung und Förderung der deutschen Schulen in der Türkei auf ihr Programm geschrieben hat, im Maiheft ihres Organs (Deutsche Levantezeitung), dass sie im vergangenen Jahre an fünf Schulunternehmen sich beteiligt hat, nämlich in Mischantasch, Haidar - Pascha, Adana, Bagdad und Jerusalem. An vier anderen Orten waren bei Beginn des Krieges Verhandlungen zwecks Schulgründungen eingeleitet, nämlich Konia, Aleppo, Mossul und Teheran. Allein an verschiedenen der genannten Orte handelt es sich nur um Unterstützung oder Ausbau der bereits bestehenden deutschen Schulen ; an anderen scheint es nur zur Einführung deutscher Sprachkurse gekommen zu sein. Wenigstens berichtet

richtet das Vereinsorgan vom 1. September, dass in Mischentasch, Beschiktasch, Brussa und Konia deutsche Sprachkurse durch die Vereinigung eingeführt wurden. Wie weit die Unternehmen in Mossul und Bagdad gediehen, konnte Referent nicht erfahren. Von anderer Seite wurde in Erserum eine deutsch-türkische interkonfessionelle Schule im Hause des katholischen Episkopates errichtet ; es ist beabsichtigt, dieser Schule eine Realschule anzuschliessen ; das Protektorat über die Schule übernahmen der deutsche Konsul Dr. Schwarz und der Festungskommandant Posseldt-Pascha. Rechnet man zu diesen Errungenschaften noch die Erweiterung des deutschen Schulkomplexes in Konstantinopel durch Mietung einer geschlossenen italienischen Klosterschule und die Schülerzunahme an den deutschen Schulen, so kann man immerhin von einem Erfolg reden. Gross ist er indes nicht und hat auch wenig Aussicht, sich zu vergrössern, da die türkischen Schulbehörden auswärtiger Schulhilfe, auch wenn sie von befreundeten Staaten geleistet wird, nicht sympathisch gegenüberzustehen scheint. Fremde Schulen sind für das türkische Selbstbewusstsein etwas Anstosserregendes ; auch stehen sie mehr oder weniger in dem Verdachte, antiislamische Propaganda zu treiben. Katholische Schulen würden diesem Verdacht noch mehr unterliegen als interkonfessionelle, obwohl auch diese bewusst oder unbewusst für christlichen Einfluss tätig sind. Selbst die Gründung von katholischen Laienschulen auf ottomanischer Grundlage würde, wie mir der deutsche Beirat im Unterrichtsministerium in nichtoffizieller Weise versicherte, aus demselben Grund auf grosse Schwierigkeiten stossen. Allerdings könnten dann auch die vielen griechischen Schulen, die mehr nicht nur antiislamischen, sondern auch antitürkischen Geist pflegen, nicht mehr gut bestehen (Dieterich gibt im 9. Heft von "Länder und Völker der Türkei" Seite 31 eine Statistik wieder, wonach es in Kleinasien allein über 700 griechische Schulen mit über 100.000 Schülern gibt). Dass sie geduldet werden, dürfte politischen Erwägungen zuzuschreiben sein. Der Vorschlag, die Bedenken gegen die christliche Schule zu zerstreuen, ist leicht gemacht, aber wer kann ihn durchführen ? Privatpersonen jedenfalls nicht ; nur die berufenen Instanzen könnten für die christliche Schule freie Bahn schaf-

fen

fen, vorausgesetzt, dass sie den Zeitpunkt hierfür für gekommen erachten.

Angesichts der hilflosen Lage, in die das christliche Schulwesen gedrängt wurde, ist es klar, dass der zuerst aufgesuchte Plan, die katholischen Schulen, angefangen von der Universität Beirut bis zu den Elementarschulen, auf deutsche Schultern zu übernehmen, aussichtslos wird. Das grosse Unternehmen, das dem deutschen Katholizismus alle Ehre gemacht und den deutschen Einfluss im Orient mächtig gefördert hätte, muss fallen gelassen werden, so bitter es ist. Die Verhältnisse sind eben jetzt andere als zur Zeit, da der Schmidlinsche Vorschlag ausgearbeitet wurde. Die Dinge haben einen anderen Lauf genommen und es hat sich bisher für die deutschen Katholiken kein Weg gezeigt, diesem Lauf eine andere Richtung zu geben. So kann zu dem grossen Werk, das so notwendig und zu dessen Aufbau so viel guter Wille vorhanden war, nicht einmal der Grundstein gelegt werden.

Und doch sollte etwas geschehen. Der Vorschlag, andere Zeiten abzuwarten, wird bei den beteiligten Kreisen keinen Anklang finden. Sie werden nicht den Vorwurf auf sich laden wollen, dass sie hätten in die Lücke springen können, aber es nicht getan haben. Auch der Apostolische Stuhl schaut in dieser für ihn sehr peinlichen Frage zuversichtlich auf die deutschen Katholiken. Wenn es diesen nicht gelingt, etwas zu erreichen, so werden sie von den ausländischen Katholiken nicht nur keine Anerkennung für die geleisteten Bemühungen ernten, sondern im Gegenteil als Mitschuldige gebrandmarkt werden. Auch vom nationalen Gesichtspunkt aus darf die Schulfrage nicht aus dem Auge gelassen werden ; denn durch nichts lässt sich leichter deutschfreundliche Gesinnung in die Bevölkerungskreise einführen als durch die Schule. Sodann ist es auch, rein menschlich, abgesehen , etwas Trauriges, dass von so vielen hundert europäischen Schulen kaum noch die Schulbänke und von so vielen Internaten nicht einmal mehr die Habseligkeiten der Kinder vorhanden sind. Ebenso ist es nicht minder unangenehm, immerfort hören zu müssen, wir Deutsche hätten den Gang der Dinge ändern können .

Um

Um der Notlage wenigstens einigermassen abzuhelfen, könnte man daran denken, Pfarrschulen zu gründen, die keiner bestimmten Nation, sondern dem Apostolischen Delegaten als Vertreter des Papstes gehören würden. Allein diesem Unternehmen stehen ausser der obengenannten Schwierigkeiten noch andere entgegen. Woher die nötigen Lehrkräfte nehmen, da ja nichttürkische durch die jüngste Verfügung ausgeschlossen sind ? Wie sich dem Unterrichtsprogramm anbequemen in Gegenden, wo die türkische Sprache nicht gesprochen wird (Syrien, Palästina, Mesopotamien) ? Wie die Genehmigung zur Gründung solcher Schulen zu bekommen, da sie, als keiner Nation gehörig, nicht auf diplomatischen Schutz rechnen könnten ?

Notwendig wäre natürlich zur Ausführung dieses Planes ein einheimisches Lehrerseminar. Nach Wissen des Referenten bestand bis jetzt kein katholisches im türkischen Sprachgebiet, wohl aber deren zwei im arabischen, das der Jesuiten im Libanon und das des Vereins vom heiligen Land in Jerusalem. Ersteres ist sicher eingegangen, letzteres liegt zu weit ab, könnte aber durch Verlegung weiter nach Norden auch für Kleinasien Lehrkräfte liefern. Trotz der entgegenstehenden Schwierigkeiten sollte man jetzt schon ernsthaft an die Ausführung dieses Planes denken, da die einheimischen Schulen doch immer die grösste Lebensfähigkeit haben und im Fall eines Krieges mit auswärtigen Nationen nicht der Gefahr ausgesetzt sind, vernichtet zu werden. Allerdings ist das Werk insofern ein Zukunftsprojekt, als sein Ausbau Jahrzehnte beanspruchen würde.

Für jetzt d. h. für die nächste Zukunft, ist, wie oben bemerkt, eine Aktion grösseren Stils von seiten der deutschen Katholiken vollständig unmöglich. Nichtsdestoweniger könnten vielleicht da und dort kleine Projekte in Angriff genommen werden. So trägt sich der Katechet an der deutschen Schule P. M. Rohrmeier, schon seit längerem mit dem Gedanken, in Konstantinopel die Gründung eines deutschen katholischen Mädchenpensionates anzuregen. Ein solches hätte allerdings schon längst gegründet werden sollen ; wenn es nicht geschah, so ist das nur der unbeschreiblichen Zurückhaltung deutscher Missionskreise gegenüber dem vorderen Orient erklärbar. Jetzt wäre ein solches

Lehrer umsomehr nötig, als eine grosse Anzahl derjenigen Kinder, die in französischen Internaten untergebracht waren, jetzt ohne Unterricht sind und da man jetzt am ehesten hoffen kann, sie für deutschen Unterricht zu gewinnen. Nach dem Krieg, wenn vielleicht die französischen Schulen wieder eindringen, dürfte die Gewinnung dieser Kinder schwieriger werden. Ein solches Pensionat ist unter den jetzigen Umständen nur als reines Pensionat ohne jede Unterrichtstätigkeit denkbar. Die Schülerinnen müssten den Unterricht an der deutschen Schule besuchen und sich in allem dem dortigen Unterrichtsprogramm unterwerfen. Die deutsche Schule geht übrigens schon länger mit dem Plan um, ein Internat anzugliedern ; in Haidar - Pascha ist es ihr mit Hilfe der deutsch-türkischen Vereinigung bereits gelungen. Von seiten der deutschen Schule dürfte, wie der Direktor erklärte, falls Platz vorhanden ist und die Zöglinge sich der Schulordnung vollkommen fügen, kein Hindernis im Wege stehen. Auch andere Persönlichkeiten stehen dem Plane sympathisch gegenüber, wenngleich eine derselben Schwierigkeiten befürchtet für den Fall, dass die Leitung des Pensionates Ordensleuten übertragen wird. Ob man in Deutschland mit einer laikalen Leitung einverstanden sein wird, ist fraglich. Am ehesten kämen für die hiesigen Verhältnisse die englischen Fräulein in Betracht, die bereits in Bukarest ein Pensionat leiten und mit den Verhältnissen etwas vertraut sind. Der Kostenpunkt würde nur für den Anfang Schwierigkeiten bereiten, da ein gut geleitetes Pensionat sich von selbst unterhält. Für den Anfang müsste ein Missionsverein die Garantie übernehmen.

Das oben genannte Projekt wäre nur von Bedeutung für die Konstantinopel und diejenigen Familien im Innern, die ihre Kinder zur Erziehung nach Konstantinopel geben. Für die anderen Orte, wo deutsche Schulen sind, dürfte es sich empfehlen, daraufhinzuarbeiten, dass katholischer Religionsunterricht für katholische Kinder eingeführt wird, was bei Einrichtung deutscher Seelsorge im Innern und im Fall des Entgegenkommens der Schulverwaltungen leicht möglich wäre. Für die arabischen Landesteile hingegen müsste man an energische Förderung der bestehenden deutschen katholischen Schulen denken. Man sollte ernstlich darnach trachten, dass das Lehrer-

seminar

seminar des Vereins vom heiligen Land, falls es noch offen ist, eine grosse Anzahl von Lehrkräften bereitstellt. Selbst wenn die Ausbildungszeit dadurch sich von vier auf fünf Jahre erhöhen und die Kosten bedeutend anwachsen sollten, sollte der Verein für seine Lieblingsschöpfung diese Opfer bringen. Sie würden sich lohnen, da man auf diese Weise einen einheimischen Lehrerstand bekäme, der nicht nur wie bisher die Schulen in Galiläa und im Ostjordanland, sondern auch in anderen Gebieten zu übernehmen imstande wäre. Ich denke dabei namentlich an den Libanon, wo eine kompakte katholische Bevölkerung sitzt und katholische einheimische Schulen noch am ehesten Aussicht haben. Das Eindringen in den Libanon ist für uns um so wichtiger, als es bisher französische Domäne war ("Kleinfrankreich"). Falls der Verein vom heiligen Land seine Schulbestrebungen zielbewusst verfolgen und auch auf andere Landesteile übergreifen würde, könnte er für die Entwicklung des katholischen Schulwesens in der Türkei von höchster Bedeutung werden.

Die Schulen der deutschen Borromäerinnen, die in Folge des Kulturkampfes bis nach Aegypten verschlagen wurden, wo sie in Alexandrien ein Provinzialmutterhaus gründeten, bedürften besonderer Pflege. Sie sind in Jerusalem (Mädchenschule des Vereins vom heil. Land) und Haifa dem Verein vom heiligen Land unterstellt und von ihm subventioniert. An den anderen Orten (Alexandrien, Kairo, Mansi, Jerusalem-Kolonie, Beirut, Aleppo und teilweise auch Haifa) haben die Schwestern mit einer bewundernswerten Kühnheit auf eigene Faust Gründungen geschaffen, die freilich noch mit allerlei Schwierigkeiten zu kämpfen haben. Am besten entwickelt ist ihre Gründung in Alexandrien, wo sie vor Jahresfrist eine Schule mit ungefähr 300 Kindern und eine Lehrerinnenbildungsanstalt unterhielten. Auch Kairo entwickelte sich gut. Jerusalem-Kolonie war eine unnötige Gründung und wäre besser an einem anderen Ort gemacht worden. Beirut hat einen schweren Stand inmitten der französischen Umgebung, Aleppo ist erst zwei Jahre alt, hat aber gut begonnen. Falls diese Schwesterngründungen weniger Selbständigkeit zeigen, sondern sich einem bestimmten Programm fügen würden, etwa dem des Vereins

vom

vom heiligen Land, und auch von diesem Direktiven entgegennehmen würden, könnten sie nur gewinnen. Vielleicht wäre es nötig, diesen Schwestern, die von ihrem Mutterhause in Alexandrien vollständig abgeschnitten sind und überdies eine grosse Anzahl von Pflegerinnen für die Lazarette stellten, schnell Hilfe zu bringen, sowohl durch Sendung von Lehrkräften, als auch durch Gewährung von Subsidien. Vorstehendes ist natürlich nur geschrieben in der Voraussetzung, dass die Anstalten der Borromäerinnen geöffnet sind.

Genannte Pläne sind nur schwache Notbehelfe. Von den hundertenuntergegangener katholischer Schulen wird dadurch keine einzige gerettet und für die deutsche Sache nutzbar gemacht. Man möge trotzdem diese Notbehelfe nicht verachten. Falls sich allerdings für die deutschen Katholiken nicht die nötige Bewegungsfreiheit bietet, diese kleinen Hilfsaktionen vorzunehmen, so wäre immerhin noch ein ganz kleiner Weg offen, die deutsche und katholische Sache zu unterstützen, nämlich durch energische Förderung des Sankt-Georgs - kolleg der oesterreichischen Lazaristen xxx in Konstantinopel . Sankt-Georg ist auch, wie die Schulen der Borromäerinnen, eine ungewollte Frucht des Kulturkampfes, also deutsches Gewächs. Die Anstalt wurde von einem deutschen Lazaristen als deutsche Mission gegründet, ging aber dann, weil die deutsche Provinz die nötigen Kräfte nicht mehr stellen konnte, in den Besitz der oesterreichischen Provinz über und entwickelte sich zu einer oesterreichischen Mittelschule. Der Andrang zu dieser Schule ist dieses Jahr doppelt und dreifach so gross wie früher. Gegenwärtig zählt sie über 500 Knaben(im Vorjahr um die gleiche Zeit 270) wovon 120 Interne. Die damit verbundene Mädchenschule der Vinzentinerinnen stellt sich auf 450 Kinder. Rechnet man dazu noch das Waisenhaus in Antigoni, so beläuft sich die Schülerzahl für den ganzen Komplex auf über 1000. Die Patres begannen vor dem Krieg einen Neubau, kamen aber wegen des Krieges nicht über die Fundamente hinaus und sind jetzt schlimmer daran, als vordem, weil die Baustelle nicht einmal als Spielplatz verwendet

werden

kann. Zudem haben sie in ihrem Hause noch ein kleines Lazarett eingerichtet. Sobald der Krieg vorüber ist, muss unbedingt zum Neubau geschritten werden. Ausser dem Platzmangel leidet die Anstalt auch an Lehrermangel. Weder die oesterreichische, noch die deutsche Provinz können dem Mangel abhelfen; die oesterreichischen Schulbrüder dürfen es nicht, da ihr General es verbietet. Deutsche Kräften, um die bereits gebeten wurde, sind dringend erwünscht, bis die Provinz imstande ist, wieder eigene Kräfte zu schicken. Da dieses Jahr ein grosses Notjahr für die katholischen Familien ist, sieht sich die Anstalt genötigt, von dem Pensionspreis (30 Pfund) und dem Schulgeld mehr als sonst Nachlass zu gewähren. Der Obere erklärte mir, die nachgelassenen Gelder belaufen sich dieses Jahr auf über 30.000 K. Man kann selbst von einer gut fondierten Anstalt nicht erwarten, dass sie diesen Ausfall, die gegenwärtige Teuerung und andere unerwartete Dinge leicht überstehe. Unter diesen Umständen ist es gerechtfertigt, wenn eine deutsche Missionsgesellschaft wenigstens für dieses Jahr Unterstützung gewähren würde, umsomehr als es sich um die einzige und letzte katholische höhere Schule handelt. Auch aus nationalen Gründen ist die Unterstützung gerechtfertigt, da die Anstalt deutsch-österreichischen Karakter trägt.

Von gewisser Seite wurde vorgeschlagen, im Innern Klein-Asiens, etwa in der Nähe der Bagdadbahnlinie eine Ackerbauschule zu begründen. Der Gedanke ist sehr gut. Gerade entlang der Bagdadlinie liesse sich ausserordentlich viel leisten für Hebung des Ackerbaus (vgl. die Fruchtbarmachung der Ebene von Konia). Eine türkische Zeitung meldete neulich, dass die Provinzvorstände angewiesen sind, ihr Augenmerk auf die Hebung des Landbaues zu richten. Es sei bereits viel dafür geschehen. So habe man Depots von Ackerbaugeräten geschaffen und europäische Instrukteure und Spezialisten berufen. Im Vilajet Trapezunt beschloss man, junge Leute zum Studium des Ackerbaus nach Europa zu schicken, u.s.w. Der Ackerbau hätte

in

Kleinasien eine grosse Zukunft, falls die Steuergesetze, die bis jetzt die Erzeugung mancher Produkte unrentabel machen, geändert würden . Schwierigkeiten werden von einer massgebenden Seite befürchtet für den Fall, dass deutschen Ordensleuten das Unternehmen anvertraut würde, so sehr solche sich als Pioniere im Land- und Ackerbau erwieden haben. An diesem Punkte könnte der ganze Plan scheitern.

Die Patres von Sankt Georg machten mir Mitteilungen über das Vorhandensein einer Stiftung für katholische Deutsche in der Türkei, die ich rein referierend weitergebe. Danach habe der Abgeordnete Lingens, der Konstantinopel selbst besuchte, in den Jahren 1890-92 eine Interpellation eingebracht, um zu erfahren, wie es mit dieser Stiftung und ihrer Verwaltung stehe; die Antwort von seiten der Regierung sei befriedigend ausgefallen, bekommen habe aber die Anstalt nichts; nur die Zahl der deutschen Kinder sei von seiten des Konsulats aufgenommen worden. Nach weiteren Angaben [illegible] (Kölnische Volkszeitung ?) soll die Stiftung 400000 Mark betragen haben. Ich bitte um Nachprüfung dieser Angaben .

30

C. Wohltätigkeitsanstalten.

Zu diesen sind zu rechnen die Hospitäler, Waisenhäuser, Altenheime, Findelhäuser, Armenapotheken u. s. w.

Referent hat über diesen Punkt bis jetzt keine eingehenden Forschungen angestellt. Es ist auch deshalb nicht leicht, über sie zu referieren da sie nicht nach einem so einheitlichen Massstab wie die katholischen Schulen und Kirchen behandelt werden.

Zunächst liess man die Wohltätigkeitsanstalten bestehen. Die Schwestern, gewöhnlich französische Vinzentinerinnen (Filles de Charité), deren man in Konstantinopel allein ungefähr 200 zählte, durften ohne Hindernis ihre charitative Tätigkeit ausüben, zumal der grösste Teil ihrer Pfleglinge türkische Untertanen waren. Das französische Hospital wurde, um jeder Gefahr vorzubeugen, vom amerikanischen Roten Kreuz übernommen.

Nach und nach wurden auch die Wohltätigkeitsanstalten von dem allgemeinen Sturm erfasst. So gingen zunächst alle die Wohltätigkeitseinrichtungen, die mit den Schulen verbunden waren, mit diesen selbst unter. Dann wurden mehrere selbstständige Anstalten von den Behörden geschlossen, wie das italienische Spital und das Waisenhaus der Schwestern von Ivrea. Die Casa della Providenza, das Findelhaus in Sankt Benedikt und das kleinere in Bebek teilten dasselbe Schicksal. Die kleinen Schwestern, die ein grosses Greisenasyl mit 2-300 alten und bresthaften Leuten unterhielten, bekamen am 16. September den Ausweisungsbefehl. Die alten Leute, die in der hilflosesten Lage waren, erhielten zum Teil Unterkunft in der grossen Anstalt La Paix. Da aber vor kurzem auch die dortigen Schwestern den Ausweisungsbefehl erhielten, haben sich die österreichischen Vinzentinerinnen erboten, einen kleinen Teil der Pfleglinge in dem vom österreichischen Konsulat gemieteten und zur Verfügung gestellten Haus der Soeurs Garde-Malades (ambulante Krankenpflegerinnen, auch ausgewiesen) unterzubringen. Das Inventar der geschlossenen Anstalten dürfte

dürfte wie bei den Schulen, ausnamslos verloren sein. Die Gebäude werden zum Teil wie benfalls die Schulen, für andere Zwecke umgebaut.

Vorstehende Angaben beziehen sich nur auf Konstantinopel und Umgebung. Wie es im Innern des Landes steht, war nicht zu erfahren, doch dürften die Dinge dort denselben Lauf nehmen wie in der Hauptstadt.

Hilfe zu bringen, wären vor allem die österreichischen Vinsentinerinnen berufen, die hier seit langen ansässig sind, ein eigenes Spital und Waisenhaus unterhalten und gegenwärtig noch vielfach für Lazarettdienst in Anspruch genommen werden. So pflegen die Schwestern ausserhalb ihrer Häuser im persischen Spital in Stambul, in Top-Hane, Tasch-Kischla und Tschapa. Dazu haben sie, wie oben bemerkt, das Haus der Soeurs Garde-Malades genommen. Sie brauchten unbedingt, um allen inneren Obliegenheiten nachzukommen, Zufuhr neuer Kräfte.

Mit der Zeit sollte man daran denken, von deutscher Seite ambulate Krankenpflege einzuführen. Gegenwärtigt liegt solche sehr im argen. Die Grauen Schwestern würden sich hiersu am besten eignen, da sie die Hauskrankenpflege speziell betreiben und im Ausland bereits eifrig tätig sind.

Die Frage der Versorgung alter, arbeitsunfähiger Leute ist natürlich sehr brennend, da es hier an staatlicher Altersversorgung fehlt. Wer nicht mehr arbeiten kann und nicht über Kapitalien verfügt, ist auf die Wohltätigkeit angewiesen. Alleinstehende Frauen gar können selbst beim besten Willen keine Arbeit finden, da hier fast alle Berufe in den Händen der Männer sind. In der gegenwärtigen Kriegszeit, wo die Arbeitslosigkeit gross und anderseits die Unterstützung der Kriegerfrauen gering ist, ist die Frauenarbeitsfrage bezw. die Versorgung brotloser Frauen vielleicht das Wichtigste. Um helfen zu können, müsste man Arbeitsgelegenheiten für Frauen schaffen, wie solches bereits von griechischer Seite geschehen ist. Dazu gehört aber eine Orts- und Sachkenntnis, wie sie eine neuangekommene Person unmöglich besitzt.

32

Anhang.

Während der Niederschrift des Vorstehenden haben sich die Dinge nicht zum Besseren gewendet. Die Verfügung über die Liquidierung der Güter der auf administrativen Weg verschickten Personen und die andere Verfügung über die Privatschulen vom 13. September 1331 (gleich 26. September 1915) hat die Lage noch verschlechtert. Eine der geschlossenen Schulen zu gewinnen, ist völlig aussichtslos, eine neue zu gründen, nicht minder unmöglich. Man muss sich unter diesen Umständen darauf beschränken, das Errungene zu wahren, also die Schulen des Vereins vom heiligen Lande und der Borromäerinnen durch die Krise hindurch zu retten, d.h. dahin zu wirken, dass sie wie die anderen deutschen Schulen gegen die volle Anwendung der neuen Schulbestimmungen geschützt werden. Es könnte sonst soweit kommen, dass wir deutsche Katholiken nicht nur nicht eine einzige Schule für die christliche und deutsche Sache retten konnten, sondern auch das bischen, das wir bisher hatten, noch verlieren und zum Gespötte der Gegner werden. Der Verein vom heiligen Land dürfte in erster Linie berufen sein, als Anwalt der bedrohten Schulen aufzutreten und die nötigen Schritte einzuleiten. Zugleich müsste dahin gewirkt werden, dass diese Schulen die notwendigen Lehrkräfte und Lehrmittel ohne Schwierigkeit aus Deutschland beziehen dürfen. So sind den Borromäerinnen durch den Lazarettdienst verschiedene Kräfte entzogen, einige auch erkrankt. Zudem sind sie vom Mutterhause in Alexandrien abgeschnitten; zwei waren zu Beginn des Krieges in Deutschland, um neue Kräfte zu holen. Jetzt endlich nach einem Jahr ist es einer von diesen und einer neuen Schwester gelungen, auf ihre Posten zurückzukehren (sie traten, nicht ohne Ueberwindung grosser Schwierigkeiten in Konstantinopel, am 30. September mit einer Diakonissenkarawane die Weiterreise an). Was sind jedoch zwei Schwestern ? Will man diese Schwesternposten nicht auf den Aussterbe-Etat setzen, so muss man ihnen unbedingt freien Nachschub der nötigen Kräfte und Mittel gewähren, wenigstens solange sie von ihrem Provinzialmutterhaus in Alexandrien abgeschnitten sind. Ich füge bei, dass diese Schwestern seinerseit grosse Kämpfe auszustehen hatten, das französische Protektorat, das man ihnen aufzwingen wollte, abzuschütteln .

Für

Für das Sankt-Georgs-Kolleg in Galata besteht keine Gefahr, weil es unter österreichischem Schutz steht.

Die Hauptfrage muss die deutsche Seelsorgsfrage bleiben. Sie wird jeden Tag brennender, da immer neue Deutsche kommen und umgekehrt die Zahl der Geistlichen und Kirchen sich fortwährend verringert. Ich bitte darum, die obengemachten Vorschläge bald zu beraten und die nötige Anzahl deutscher Seelsorger zu schicken. Der Apostolische Delegat nimmt, wie ich bestimmt weiss, jeden deutschen Geistlichen mit offenen Armen auf und wäre froh, wenn er solche nicht nur zur Seelsorge der Deutschen, sondern auch zur Pastorierung anderer verweister Gemeinden bekäme. Ein Hinausschieben der Seelsorgsfrage bedeutet nicht nur geistlichen Schaden, sondern auch grossen materiellen, da die geschlossenen Kirchen in Gefahr sind, für andere Zwecke, soweit XXX es nicht schon geschehen ist, verwendet zu werden, So verdanken wir z.B. die beiden Kirchen in Sankt-Stefano und Makri-Köj sehr viel dem Umstand, dass sie von österreichischen Kapuzinern verwaltet werden, bezw. Makri-köj jetzt ihnen an Stelle der italienischen Dominikaner übergeben wurde. Es besteht die allerdings geringe Aussicht, sie auf diese Weise zu halten; allerdings ist das Klostergebäude in Sankt-Stefano bereits zur Schule bestimmt und damit der Gottesdienst in der angebauten Kirche sehr erschwert. Von den Pfarrkirchen in Konstantinopel steht eine ((Sankt-Maria) unter österreichischem Schutz und dürfte so gerettet werden. Nach neuesten Nachrichten hat Oesterreich-Ungarn auch den Schutz der Tertiarinnen von Sankt-Elisabeth übernommen. Vielleicht wäre es gut, wenn man bei Regelung der katholischen Frage in der Türkei sich mit österreichischen Kreisen ins Benehmen setzte. Oesterreich-Ungarn hat schon aus natürlichen Gründen mehr Interesse an der Erhaltung der katholischen Missionen als das zur Mehrheit protestantische Deutschland ; auch ist es an der Wiederbelebung des Islam, der seine Spitze doch in letzter Linie gegen das Christentum richtet, nicht in gleicher Weise beteiligt wie letzteres, ganz abgesehen davon dass das österreichische Kaiserhaus viel für die Missionen im Orient getan hat. Von Oesterreich darf daher ein nicht unwirksamer Schutz der katholischen Interessen erwartet werden. Dass indes auch die deutsche Regierung in der gegenwärtigen Krise der katholischen Sache mehr als einmal Sympa-

thien

thion zukommen liess, sei dankbar anerkannt.[34]

Von den neutralen Staaten hat Spanien die Gelegenheit wahrgenommen, für die katholische Sache einzutreten, nämlich gelegentlich der Schliessung des Konventes, der Kirche und des Hospizes der Franziskaner in Jaffa, die vor zwei Wochen erfolge (und deshalb in der oben aufgeführten Statistik noch nicht enthalten ist). Mit welchem Erfolge ist nicht bekannt.

Die Militärseelsorge in der Türkei ist immer noch ein wunder Punkt. P. Rohrmeier, der Katechet an der deutschen Schule und deutscher Seelsorger, der anlässlich der Mobilmachung in seine Heimat zurückgekehrt war, kehrte am 2. Januar auf Aufforderung des zuständigen Generalkommandos nach Konstantinopel zurück. Das bayrische Kriegsministerium stellte das Reisegeld zur Verfügung. P.Rohrmeier übernahm wieder seine frühere Tätigkeit, führte sich selbst an den massgebenden militärischen Stellen ein und übte soweit möglich auch die Militärseelsorge aus. Wenn man aber bedenkt, dass er 14 Stunden wöchentlicher Katechese, die Hospital- und überhaupt die Zivilseelsorge (sonntägliche deutsche Predigt) auszuüben hat, wenn man ferner bedenkt, dass er die Ausgaben für Militärseelsorge aus eigener Tasche bestreiten musste, so wird man begreifen, dass nur das Allernötigste in der Militärseelsorge geleistet werden konnte. Selbst die Reisekosten wurden von P. Rohrmeier zurückverlangt. Da er sie aber absolut nicht bezahlen konnte, wurde nach langwierigen Verhandlungen die Sache so geregelt, dass Schule und Flotte sich in die Reisekosten teilten. Durch das Eintreten des Referenten ist eine intensivere Militärseelsorge möglich gemacht, wenngleich die kath. Militärseelsorge immer noch insofern ein privates Unternehmen bleibt, als sie auf eigene Kosten ausgeübt werden muss. Die Meinung des Feldprobstes der Preussischen Armee, dass ein Geistlicher in offizieller Weise mit der Seelsorge der Dardanellenarmee betraut sei, hat sich als Irrtum erwiesen. Die nächstliegende Aufgabe wäre, für die nach dem türkisch-ägyptischen Kriegsschauplatz abgehenden deutschen Truppen in seelsorglicher Hinsicht zu arbeiten. Geistliche , die früher in Jerusalem waren, wie die Stipendiaten der Görresgesellschaft (Dr. Kargo und Dr, Rücker aus Breslau) sind sicherlich gerne für diesen Dienst bereit.

M.d.F. Rio Nov 1915
K 3

Zwei Missionssitzungen in Berlin am 29. Oktober 1915.

1. Sitzung des Missionsausschusses des Zentralkomitees der Katholikenversammlungen Deutschlands.

2. Vierte ordentliche Mitgliederversammlung des „Internationalen Instituts für missionswissenschaftl. Forschungen".

M. E. V. Päd. Nov. 1915.
Nr. 1.

Freiburg i. Br.
Caritas-Druckerei.
1915.

Die Einberufung des Missionsausschusses wurde veranlaßt durch den Wunsch einer Missionsgenossenschaft, ihre bei Kriegsbeginn geschlossene Studienanstalten zur Heranbildung von Missionären wieder eröffnen zu können, und die hierüber vom Reichs-Kolonialamt eingetroffene Antwort, daß in dieser Sache eine einheitliche Eingabe sämtlicher Missionsgenossenschaften erfolgen müsse.

Im Auftrage des Vorsitzenden des Missionsausschusses, Sr. Durchlaucht des Fürsten von Löwenstein, der zurzeit im Felde steht, berief deshalb der Schriftführer, Prälat Dr. Werthmann, die Mitglieder des Missionsausschusses, die Obern der Missionsgenossenschaften und sonstige Freunde der Missionssache durch Rundschreiben vom 5. Oktober zu einer Sitzung des Missionsausschusses nach Berlin auf den 29. Oktober 1915, vormittags 9 Uhr ein.

Herr Reichstagsabgeordneter Erzberger hatte hierzu den Konferenzsaal seines Bureaus, Budapesterstraße 14, freundlichst zur Verfügung gestellt.

Auf die Einladung waren folgende Herren zur Beratung eingetroffen:

Amandus Acker, Knechtsteden bei Köln;
Justizrat Dr. Carl Bachem, Köln;
Nikolaus Blum, Generalsuperior der Gesellschaft des göttlichen Wortes, Steyl;
P. Franziskus Xav. Bogenberger, Provinzial der Oblaten S. Fr. Salesii Marienberg, Scherpenseel, Bezirk Aachen;
P. Johann Braam M. S. C., Oeventrop bei Arnsberg i. W.;
P. Richard Breisig O. F. M., Kustos der sächsischen Franziskanerprovinz vom heiligen Kreuz, Remagen a. Rh.;
Prälat Georg Brückl, Direktor des Ludwig-Missionsvereins, München;
Geh. Ober-Regierungsrat Brugger, Berlin;
P. Hugolinus Dach O. S. Aug., Prior, Fährbrück;
P. Dominikus Enshoff O. S. B., St. Ottilien, Oberbayern;
Reichstagsabgeordneter Erzberger, Berlin;
P. Th. Frey, Provinzial der Weißen Väter, Trier;
Dr. Joseph Froberger, Redakteur, Bonn;
P. Saturnin Goer O. F. M., Exminister, Fulda, Kloster Frauenberg;
Reichstagsabgeordneter Gröber, Heilbronn;
Seine Bischöfl. Gnaden P. Franziskus Hennemann P. S. M., Apostol. Vikar, Kamerun;
P. Joseph Huß, Provinzial der Oblaten M. I. Hünfeld;
P. B. Jonkmann S. C. J., Provinzial, Missionshaus Sittard;
P. Albertus M. Kaufmann O. Pr., Ex.-Prov., Berlin, Vertreter des Provinzials der deutschen Dominikaner zu Düsseldorf;
P. Eugen Klayle, O. M. I., Apostol. Präfekt, Windhuk;
P. M. Kolb P. S. M., Provinzial der Palottiner, Limburg a. d. Lahn;

P. Dr. Beda Kleinschmidt O. F. M., Provinzial der sächsischen Franziskanerprovinz-Düsseldorf, Oststraße 64;
P. Christian Kosubek, Exminister der Franziskanerprovinz in Schlesien, Breslau;
P. H. A. Krose S. J., Vertreter des Provinzials der deutschen Ordensprovinz der Gesellschaft Jesu, Berlin;
P. W. Laumen M. S. C., Provinzial, Hiltrup;
Prälat J. B. Mehler, Diözesanpräses, Regensburg;
P. Kilian Müller O. M. Cap., Missions-Sekretär, Ehrenbreitstein;
Alois Oster, Verwaltungsrat des Werks der heiligen Kindheit, Aachen;
Dr. H. Pfeilschifter, Univ.-Professor, Freiburg i. Br.;
Monsignore L. Richen, Generalsekretär des Vereins vom Heiligen Lande, Köln;
Dr. P. Capistran Romeis O. F. M., Fulda;
Fürst Salm-Reifferscheidt, Deutscher Verein vom Heiligen Lande;
Dr. von Savigny, Mitglied des Reichstags, Schloß Trages;
P. Franz Scherer S. J., Missionar in China;
Dr. Joseph Schmidlin, Univ.-Professor, Münster in Westf.;
P. Ambrosius Schubert, Provinzial der deutsch-bayrischen Augustiner, Würzburg;
P. A. Steffen, Provinzial der Maristen, Meppen;
Dr. Arnold Struker, Privatdozent, Münster in Westf.;
P. Rob. Streit O. M. I., Hünfeld;
P. H. J. Terhünte S. C. J., Sittard;
Prälat Dr. Werthmann, Freiburg i Br.;
Lic. P. Theophilus Witzel O. F. M., Provinzial der thüringischen Franziskanerprovinz, Fulda, Frauenberg.

Prälat Dr. Werthmann eröffnete namens des Fürsten Alois von Löwenstein die Versammlung, begrüßte vor allem den hochwürdigsten Bischof und Apostolischen Vikar P. Hennemann von Kamerun, ferner Herrn Geheimrat Brugger, dem er zugleich namens der anwesenden Vertreter der Ordensgenossenschaften für das den Orden stets erwiesene lebhafte Wohlwollen dankt, ferner Fürst Salm-Reifferscheidt, den hochverdienten Vorsitzenden des Vereins vom Heiligen Lande. Der Redner weist auf die verhängnisvollen Wirkungen des Krieges in den Heidenmissionen hin. Tausende von Missionären und Missionsschwestern seien von der Stätte ihrer Wirksamkeit entfernt worden, Hunderte von Missionsstellen verwaist, Millionen von materiellen Werten zerstört und ein gewaltiges Kapital moralischen Einflusses und kultureller Überlegenheit gegenüber den heidnischen Völkern auf immer verloren. Dennoch dürften weder die Missionäre noch die Missionsfreunde den Mut sinken lassen, vielmehr müßten sie schon jetzt, während noch die Schrecken des Krieges über Europa wüteten, die Hände eifrig rühren zum Wiederaufbau des Zerstörten und zur Vorbereitung der mit dem kommenden Frieden wieder einsetzenden Missionsarbeit. Die Hauptveranlassung zu der heutigen Sitzung sei ja gerade die Absicht der Missionsorden, ihre Missionsschulen wieder zu eröffnen, um nach dem Kriege sofort für die Arbeit gerüstet zu sein. Man wollte aber die Gelegenheit der Sitzung benützen, um auch die brennend gewordene Missionsfrage des Orients, insbesondere der Türkei, zu besprechen. Selbstverständlich sei sich die Missionskonferenz bewußt, daß sie dabei der kirchlichen Obrigkeit nicht vorgreifen und in keiner Weise derselben Belehrung zuteil werden lassen wolle, aber immerhin verlangten die großen geistigen Werte, die für die katholische Kirche im Orient in Frage stehen, daß sowohl die Missionsgenossenschaften wie die Missionsfreunde über Lage und Gefahren der Missionen im Orient sowie die Mittel zu deren Hebung sich klar werden, um darnach ihre Entschlüsse einrichten zu können.

Indem er allen Anwesenden, insbesondere den Vertretern der Ordensgenossenschaften für ihr zahlreiches Erscheinen dankt, erklärt er die Sitzung für eröffnet und schlägt als Schriftführer vor: Herrn Alois Oster, Aachen, und Dr. P. Capistran Romeis O. F. M. von Fulda. Dieselben übernehmen auf Wunsch der Versammlung sofort das Amt.

1. Zum ersten Punkt der Tagesordnung:

Wiedereröffnung der Ordensanstalten zur Heranbildung der Missionäre in der Heimat

erstattet den Bericht Herr Reichstagsabgeordneter Erzberger.

Derselbe weist hin auf die dringende Notwendigkeit der Wiedereröffnung der Missionsordensschulen und der einheitlichen Regelung dieser Angelegenheit bei der Regierung. Er gibt Kenntnis von dem ihm unter dem 17. September in dieser Sache zugestellten Schreiben des Staatssekretärs des Reichs-Kolonialamtes Dr. Solf, das hauptsächlich folgendes hervorhebt:

„Mit Euer Hochwohlgeboren stimme ich durchaus darin überein, daß, was auch immer der Friedensschluß uns hinsichtlich der überseeischen Besitzungen bringen möge, wir auch nach dem Kriege das segensreiche Wirken unserer deutschen Missionen nicht entbehren können. Desgleichen kann es keinem Zweifel unterliegen, daß zur Erreichung dieses Zieles vor allen Dingen auch für möglichst ungestörte Heranbildung des Nachwuchses in den Missionsschulen gesorgt werden muß. Auch ist wohl anzunehmen, daß ohne Gefährdung der wichtigen Interessen der Heeresverwaltung der Betrieb der Missionsschulen wenigstens wieder in einem gewissen Mindestmaß aufgenommen werden kann. Nicht tunlich erscheint es mir aber, von hier aus eine einzelne Missionsgesellschaft herauszugreifen und für sie bei der zuständigen Militärbehörde vorstellig zu werden. Es kann vielmehr nur eine einheitliche Regelung für alle Missionsgesellschaften in Frage kommen.

Die Feststellung, welche Missionsschulen im einzelnen zunächst wieder eröffnet werden sollen und wieviel Lehrkräfte als für den geordneten Betrieb unabkömmlich anzuerkennen sein werden, kann aber, da sich die Verhältnisse von hier aus nicht genügend überblicken lassen, nicht von seiten der Kolonialverwaltung erfolgen. Es wird sich vielmehr empfehlen, daß die einzelnen Missionsgesellschaften in gegenseitigem Einvernehmen einen Plan aufstellen und diesen durch einen gemeinsamen Vermittler bei der zuständigen Militärbehörde einreichen. Ich bin gerne bereit, einen solchen Plan vom Gesichtspunkte der kolonialen Interessen einer eingehenden Prüfung zu unterziehen und dafür einzutreten, daß den begründeten Wünschen der Mission, soweit sie mit den Interessen der Heeresverwaltung in Einklang zu bringen sind, Rechnung getragen wird."

Demgemäß müsse in einer einheitlichen Eingabe sämtlicher Missionsgenossenschaften die Befreiung vom Militärdienst nachgesucht werden:

1) für die unentbehrlichen Lehrkräfte,

2) für das zur Führung der Haushaltung nötige Personal und

3) für diejengen im Heeresdienst stehenden Schüler, welche bereits eine höhere Weihe erhalten haben, also für Subdiakone und Diakone.

Es sei deshalb ein Fragebogen auszuarbeiten, der allen Missionsgenossenschaften von dem Vorsitzenden der Konferenz zugestellt würde. Die Fragebogen

würden dann die Unterlage zu der gemeinsamen Eingabe an das Kriegsministerium und das Kolonialamt, die namens des Missionsausschusses vom Vorsitzenden einzureichen sei.

In der Aussprache, an der sich die Herren P. Huß-Hünfeld, P. Enshoff-St. Ottilien, P. Acker-Knechtsteden, P. Krose S. J.-Berlin und Justizrat Dr. Bachem-Köln beteiligten, ergibt sich eine vollständige Übereinstimmung der Ansichten über Ziel und Inhalt der Eingabe.

Ferner wird ein doppelter Wunsch ausgesprochen, der in die Eingabe einzufügen sei, 1) daß auch diejenigen Missionsschüler beurlaubt werden möchten, die nur garnisons- und arbeitsdienstfähig, dagegen nicht felddienstfähig erklärt worden seien, und 2), daß, sobald Friede geschlossen sei, für alle Mitglieder der Missions-Ordensgenossenschaften die Beurlaubung beantragt werden soll, so daß sie nicht mehr bei den Besatzungstruppen zur Verwendung kämen.

Außerdem wurde hervorgehoben, daß nicht nur für diejenigen Ordensgenossenschaften die Wiedereröffnung der Missionsschulen erbeten werde, die in den deutschen Kolonien ihre Tätigkeit ausüben, sondern für sämtliche Orden, die eine deutsche Ordensprovinz besäßen, einerlei, ob deren Sitz innerhalb oder außerhalb der Reichsgrenzen sei; da die Wiederaufnahme der Tätigkeit der deutschen Missionäre, auch außerhalb der deutschen Kolonien, für die Förderung und Ausbreitung deutscher Kultur überaus notwendig sei. Auf Vorschlag des Vorsitzenden erklärte Abgeordneter Erzberger sich bereit, die Eingabe an die Ministerien und das Reichskolonialamt sowie die Fragebogen zu entwerfen. Der Vorsitzende der Konferenz wird mit der Zusendung der Fragebogen an die Ordensgenossenschaften und der Übermittlung der Eingabe an die Reichsämter beauftragt.

Zum Schluß der Aussprache weist Herr Justizrat Dr. Bachem auf die Verluste an Missionskräften und Missionsberufen hin, die durch den Krieg hervorgerufen würden, und die daraus entspringende Notwendigkeit, das Volk erneut über die Wichtigkeit des Missionsberufes aufzuklären, damit der nötige Nachwuchs für die Missionsorden auch nach dem Kriege gesichert sei.

2. Über den weiteren Beratungspunkt erstattet Prof. Dr. Schmidlin den folgenden Bericht:

Die Zukunft der katholischen Mission in der Türkei.

Wie Sie aus der Tagesordnung entnehmen konnten, bin ich aufgefordert worden, Ihnen über die Zukunft der katholischen Missionen im türkischen Reich zu sprechen. Zum Verständnis muß ich aber wenigstens das Notwendigste über den gegenwärtigen Stand dieser Missionen sagen, indem ich für die Einzelheiten auf meine Rundschau in der Zeitschrift für Missionswissenschaft verweise. Es wird Ihnen bekannt sein, daß die Orientmission bis jetzt fast ausschließlich in der Hand französischer Missionäre und Gesellschaften lag, vor allem der Assumptionisten (Anatolien), der Lazaristen (Kleinasien und Syrien), der Jesuiten (Syrien und Armenien), der Kapuziner (Mardin), der Dominikaner (Mossul), der Karmeliter (Bagdad) und der Schulbrüder. Sie wissen aber auch, wie die Mehrzahl dieser Missionäre zugleich im Dienste der französischen Politik arbeitete und wie diese Politik ihr bisher vom Heiligen Stuhl anerkanntes Protektorat rücksichtslos zur Knechtung der Orientmission mißbrauchte.

Kein Wunder, daß gerade diese Mission durch den Krieg am stärksten in Mitleidenschaft gezogen wurde. Nachdem die Reihen der Missionäre schon durch die

französische Mobilisation gewaltig dezimiert worden waren und die Aufhebung der Kapitulationen sie ziemlich schutzlos der Willkür türkischer Behörden überliefert hatte, erfolgte nach der Kriegserklärung der Türkei an Frankreich die Schließung sämtlicher französischer Missionsanstalten und die Ausweisung der französischen Missionäre, mit ganz verschwindenden Ausnahmen. Seitdem die Türkei mit Italien im Kriegszustand sich befindet, ist diese Maßregel wohl auch auf alle italienischen Missionen und Missionäre (besonders auf die Franziskaner) übertragen worden; doch besitzen wir darüber keine genaueren und vollständigen Nachrichten. Die Katastrophe verschärfte sich dadurch, daß die geschlossenen Anstalten in der überwiegenden Mehrzahl vom Staate konfisziert und in türkische Kasernen oder Schulen verwandelt wurden. Die Verfolgung griff inzwischen auch auf die freilich stark zu Frankreich hinneigenden einheimischen Kirchen über, sowohl auf das lateinische Patriarchat wie auf die unierten orientalischen Christen (Armeniermorde).

Ich muß gestehen, daß ich bisher nicht ohne eine gewisse Scheu der Orientmission gegenüberstand. Diese Bedenken waren zunächst theoretischer, ich möchte sagen, begrifflicher Natur, weil der Begriff der Heidenmission oder überhaupt der Mission unter Ungläubigen nur entfernt auf die Orientmissionen zutraf. Auf der einen Seite erstreckt sich ihr Einfluß und ihre Tätigkeit mehr auf die orientalischen Christen als auf die Mohammedaner oder gar die Heiden; auf der andern Seite liegt ihr Schwergewicht fast ausschließlich nicht auf religiösem Gebiet, sondern auf dem Boden der Erziehung und des Unterrichts, wenn nicht gar auf rein politischem. Dazu kommt, daß die bisherigen Missionsresultate, wenigstens die Bekehrungen speziell von Nichtchristen, in schreiendem Mißverhältnis zu den bisher aufgewandten Mitteln und Kräften standen. Aber selbst wenn die relative Proportion günstiger wäre, würde die Orientmission, absolut gesprochen, nicht zu den ertragreichsten Missionsfeldern gehören; wohnen doch in ganz Vorderasien, für das schon Krose 624 Priester, 772 Brüder und 1032 Schwestern lateinischen Ritus zählte, nicht viel mehr Menschen als in manchen indischen oder chinesischen Provinzen, wo kaum einige Dutzend Missionäre wirken und bei stärkerer Einsetzung von Kräften die Bekehrungsaussichten viel größer wären. Immerhin handelte es sich um eine wichtige kirchliche Position und eine starke kulturellmoralische Einwirkung (die Missionsschulen im Orient zählen zirka 100000 Schüler, zum großen Teil aus den besseren orientalischen und türkischen Ständen), die man nicht so leichthin preisgeben durfte, an deren Aufrechterhaltung man vielmehr alles setzen mußte. So erschien mir die ganze Kriegslage wie ein providentieller Wink, um uns eines Besseren zu belehren und das katholische Deutschland für den Orient auf den Plan zu rufen.

Angesichts dieser Lage ergab sich von selbst die dringende Aufgabe oder wenigstens der Versuch, durch Übernahme bzw. Unterstützung der bedrohten oder entzogenen Missionen einerseits das Missionswerk in der Türkei zu retten, anderseits unsere Nationalinteressen im türkischen Reich zu fördern. Denn während wir infolge der britischen Seeherrschaft auf den übrigen gefährdeten Missionsfeldern nicht oder kaum direkt helfend eingreifen können, schien uns das politische und militärische Zusammengehen mit der Türkei diese Möglichkeit zu bieten und zu erleichtern. Auch akatholische Kreise haben die Nützlichkeit und Notwendigkeit eines solchen Vorgehens verschiedentlich anerkannt und befürwortet (Blankenburg, Lokalanzeiger, Konsul von Beyrut), wie auf der andern Seite der Sekretär der protestantischen Orientmission nichts weniger vorschlug, als die französischen katholischen Missionäre durch deutsche evangelische zu ersetzen. Angesichts all dieser Fügungen und Stimmungen hielt ich es daher für meine Pflicht, die maßgebenden Kreise zu möglichst schnellem

Handeln zu veranlassen. Es sei mir gestattet, Ihnen die Etappen der daran sich knüpfenden Aktion, soweit sie mir bekannt sind, wenigstens in den Grundlinien vorzuführen.

Von der Erwägung ausgehend, daß ohne Einvernehmen und Hilfe unserer diplomatischen Vertreter im Orient in dieser Sache nichts oder wenig anzufangen war, legte ich zunächst zusammen mit Herrn Abgeordneten Erzberger den Plan dem Auswärtigen Amte auseinander. Die Folge war, daß mich das Auswärtige Amt ersuchte, selbst eine Informationsreise nach Konstantinopel zu unternehmen. Das Ergebnis meines mehrtägigen dortigen Aufenthalts setzte ich in einer ausführlichen Denkschrift auseinander, zu der noch einige kürzere Denkschriften von Msgr. Richen, P. Schwager usw. kamen. Das Auswärtige Amt machte sich den Standpunkt und die Vorschläge der Denkschrift, wie mir Herr Erzberger mitteilte, völlig zu eigen und instruierte in diesem Sinne unsern Botschafter und unsere Konsuln im türkischen Reiche, indem es diese um eine Äußerung darüber aufforderte. Abgesehen von einigen wenigen Lokalunternehmungen (Beyrut, Aleppo, Mossul, Bagdad) fielen diese Antworten und Erkundigungen ungünstig aus, unter Berufung namentlich auf den Widerstand der türkischen Regierung gegen katholische Ordensleute. Infolgedessen und aus andern Gründen blieb die Angelegenheit trotz meines und anderer Drängen mehrere Monate hindurch stationär, außer daß der Apostolische Delegat von Syrien den Wunsch aussprach, es möchten zehn deutsche Franziskaner zur Ergänzung der Lücken nach dem Heiligen Land geschickt werden. Um dieser Anregung nachzukommen und zugleich die Richtlinien für die weitere Aktion festzulegen, fand hier am 8. Juni unter dem Vorsitz des Herrn Erzberger eine Besprechung der Franziskanerprovinziale und anderer kompetenten Persönlichkeiten statt. Während ich die Verhandlungen mit den meisten in Frage kommenden Gesellschaften in der Heimat auf mich nahm, wurde schließlich (nach dem Scheitern mehrerer anderer Vorschläge) der während des Krieges aus Palästina zurückgekommene württembergische Weltpriester Dr. Straubinger als Seelsorger der deutschen Truppen zu längerem Aufenthalt nach Konstantinopel geschickt, zugleich um sich über den Stand der Sache zu orientieren und die Wege zum weiteren Vorgehen zu bahnen. Wie er mir schrieb, liegt seit einiger Zeit ein eingehender Bericht aus seiner Feder vor, doch habe ich darüber noch keine näheren Mitteilungen empfangen. Soviel ich aber den von Dr. Straubinger an mich gerichteten Nachrichten entnehmen kann, sind die gegenwärtigen Aussichten für das Gelingen unseres Projektes außerordentlich gering. Sie werden mir erlauben, zur Klarlegung der Situation auf die einzelnen Ursachen bzw. auf die Stellungnahme der verschiedenen in Betracht kommenden Faktoren kurz einzugehen.

Als Haupthindernis wird die türkische Regierung hingestellt, hinter der einflußreiche jungtürkische Kreise stehen, die von einer Zulassung katholischer Missionäre, auch wenn es deutsche sind, nichts wissen wollen. Es handelt sich hier nicht so sehr um islamischen Fanatismus, als um das Bestreben, das ganze türkische Unterrichtswesen allmählich zu verstaatlichen und die christlich-religiösen wie national fremden Elemente vollständig von ihm fernzuhalten. Diesem Bestreben entsprang auch das bald nach Aufhebung der Kapitulationen und des Protektorats erschienene Schuldekret, das sämtliche Bildungsanstalten der staatlichen Leitung unterstellt und das Türkische als Unterrichtssprache vorschreibt. Aber wie ich schon öfters dem Botschafter und dem Auswärtigen Amte erklärte, es ist dem türkischen Staate ganz unmöglich, die großen und schweren kulturellen Aufgaben, die sich für die nächste Zukunft in der Türkei ergeben, ohne Mitwirkung Deutschlands und speziell der deut-

schen Missionskreise zu lösen. Auch mit der Einrichtung von Hochschulen und der Berufung von Professoren ist es allein nicht getan; im Gegenteil droht der ganze künstliche Bau, ähnlich wie die grandiose chinesische Reichsuniversität in Peking, jämmerlich zusammenzufallen, wenn man ihn mit dem oberen Stockwerke beginnt, ohne die nötigen Unterlagen und Voraussetzungen, wozu vor allem eine hinreichende Vorbildung der Schüler und das Vorhandensein von Mittelschulen gehört, wie sie ohne Mitarbeit der Missionäre nicht verwirklicht werden können. Ich bin und bleibe daher überzeugt, daß bei richtiger Aufklärung und energischer Vorstellung seitens unserer Regierung und Vertretung die Türkei ihre Vorurteile und ihren Widerstand gegen unsere katholischen Missionäre aufgeben und dankbar deren Hilfe annehmen würde.

Die andere große Schwierigkeit stammt also meines Erachtens von maßgebenden deutschen Vertretern, die anstatt unsere Pläne ernstlich und positiv zu unterstützen, wie sie es aus nationalen und paritätischen Gründen sollten, sich ihnen mindestens passiv zu widersetzen scheinen. Ich denke hier weniger an das Auswärtige Amt, das vielmehr großes Wohlwollen und Verständnis für unsere Absichten bekundet, als an die Vertreter der deutschen Interessen im Orient selbst; aber bei der bekannten Zentralisation im deutschen diplomatischen Dienst sollte es nicht allzu schwer fallen, durch einen ernstlichen Druck der Berliner Zentralbehörde wenigstens unsere amtlichen Diplomaten zur Förderung des Projekts und zur Beseitigung der Schwierigkeiten zu bestimmen. Als Hinderungsgrund geben sie die Antipathie und das Mißtrauen der Türken gegen katholische Ordensleute an; soweit indes dabei die Furcht vor deutschen politischen Einflüssen mitspielt, würde dieselbe ebensogut und eher noch für Laien, die von Deutschland geschickt sind, zutreffen; und soweit die Tendenz der Verstaatlichung und Säkularisierung des Unterrichts in Betracht kommt, ist zu befürchten, daß die Türkei hierin von unsern Vertretern vielmehr bestärkt als zurückgehalten wird. Tatsächlich arbeitet man, entgegen allen Versicherungen, daß jetzt in diesem Augenblick der Krisis doch nichts Kulturelles geschehen könne, fieberhaft an der Reform und Umgestaltung des türkischen Schulwesens im deutschen Sinne. Zu diesem Zwecke ist Geh. Rat Professor Schmidt eigens als Schulreferent ins türkische Unterrichtsministerium berufen worden; weiter sind nicht weniger als siebzehn deutsche Gelehrte, soviel ich sehe, mit einer Ausnahme Protestanten, als Professoren für die Universität von Konstantinopel ernannt worden.

Große Hilfe könnte uns das Zusammengehen mit dem katholischen Österreich-Ungarn leisten, nicht nur politisch durch das Einstehen seiner Diplomaten für unsere Interessen, sondern auch durch Unterstützung mit seinen Mitteln und Kräften. Doch leider scheint man hier einerseits eine solche Mitarbeit Österreich-Ungarns vorläufig nicht zu wünschen, anderseits ist das Missionsinteresse und die Leistungskraft in Österreich-Ungarn noch zu schwach, als daß es erheblich beisteuern könnte. So wenig können wir auf österreichischen Zuzug für die Levante rechnen, daß die einzige österreichisch-ungarische Anstalt im Orient, das Lazaristenkolleg St. Georg in Konstantinopel, kürzlich telegraphisch um vier deutsche Maristen bitten ließ, obschon es in Österreich weit mehr Schulbrüder gibt als in Deutschland! Mehrfach wollte ich schon selbst nach Österreich-Ungarn gehen, um die maßgebenden kirchlichen und eventuell politischen Kreise für das Unternehmen zu gewinnen, aber jedesmal wurde ich davon abgehalten.

Sehr schwierig ist in diesen Fragen die Stellung des römischen Stuhls. Er hat es verschiedentlich versucht, für die Erhaltung der katholischen Anstalten und die Schonung der orientalischen Christen einzutreten, stellenweise mit Erfolg; aber

solange er keine politische Macht hinter sich hat, wird er wenig Durchschlagendes erreichen können. Wir dürfen natürlich nicht von ihm erwarten, daß er positiv und allgemein die bisher von Franzosen und Italienern besetzten katholischen Posten deutschen Missionskräften überträgt, schon weil er sich wegen seiner Neutralität unsern Feinden gegenüber äußerste Reserve auferlegen muß. Aber wenn er sieht, daß eine Rettung des Missionswerkes nicht anders möglich ist, wird er zweifellos wenigstens negativ seine Zustimmung dazu geben, und dies kann uns auch genügen.

Was die Bereitwilligkeit der deutschen Gesellschaften angeht, ist sie prinzipiell bei allen vorhanden. Aber faktisch stehen der Übernahme von Missionsanstalten im Orient große Hemmnisse entgegen, einerseits im Objekt wegen der unfreundlichen Haltung der Türken, anderseits im Subjekt wegen der ungenügenden Mittel und Kräfte. Hinsichtlich der Mittel würde ja eine reichliche Regierungssubvention zu erwarten sein, wenigstens für die Reisekosten und die Schultätigkeit; aber die nötige Zahl an Kräften läßt sich nicht so leicht aus dem Boden stampfen. Indes darf man nicht vergessen, daß der Krieg je nach seinem Ergebnis in den Missionsgebieten unserer Gesellschaften eine bedeutende Verschiebung bewirken und manche von ihnen aus ihrem bisherigen Arbeitsfeld, z. B. in den Kolonien, verdrängen könnte. Viel günstiger liegt der Fall für die weiblichen Gesellschaften, die vielfach über mehr Berufe verfügen. Soweit es angeht, ist es ratsam, am Prinzip festzuhalten, daß deutsche Mitglieder oder Provinzen desselben Ordens, wenn solche vorhanden sind, die betreffenden Missionen oder Häuser übernehmen, schon weil so der Übergang viel leichter bewerkstelligt wird. Ist dies nicht möglich, dann müßten allerdings neue Gesellschaften an die Stelle der bisherigen treten. Tunlichst sollten dabei zur Schonung und Entlastung unserer Missionsgesellschaften solche Genossenschaften herangezogen werden, die bisher noch keine Missionen hatten.

Wie bei der Ausführung im einzelnen vorgegangen werden muß, hängt von den individuellen Umständen an Ort und Stelle ab. Während mein ursprünglicher Vorschlag darauf hinausging, eine allgemeine Bewilligung der türkischen Regierung zu erlangen, hat man sich jetzt, durch die Erfahrung belehrt, dazu entschlossen, nur von Fall zu Fall vorzugehen. Als Ausgangspunkt ist vom Auswärtigen Amt die Lazarett- und Krankenpflege angeregt worden, weil auf diese Weise unsere deutschen Missionskräfte leichter in die Türkei hereinzukommen schienen; aber dies dürfte sich mittlerweile als wenig praktisch erwiesen haben, da kein Verlangen nach krankenpflegenden Ordensleuten vorliegt. Am natürlichsten erschien es, sich wie bisher vor allem an die Schultätigkeit anzulehnen, doch auch dem sollen nach Straubingers Berichten unübersteigbare Hindernisse im Wege stehen. Dr. Straubinger schlägt darum namentlich die Seelsorge der im Orient angesiedelten deutschen Katholiken als Hauptanknüpfungsmittel vor. Im ganzen aber bezeichnet er, wie gesagt, die Konstellation als sehr ungünstig und die Hoffnungen als sehr gering.

Worin lassen sich also zum Schluß die nächsten konkreten Aufgaben der deutschen Katholiken zusammenfassen? Trotz der Ungunst der Lage bleibt die Pflicht für uns bestehen, jede sich darbietende Möglichkeit auch im Orient zu ergreifen, um zu retten, was zu retten ist, und namentlich nach dem Kriege die engere Verbindung der Türkei mit Deutschland zugunsten der Missionssache auszunützen.

Mein Wunsch geht also dahin, daß aus dieser Sitzung und speziell aus Ihren praktischen Anregungen ein Modus sich ergäbe, der sicherer und schneller zum Ziele führen würde als der bisherige. Ich möchte vor allem unterstreichen: 1) daß wir deutsche Katholiken zur Rettung des Christentums in der Türkei und unseres eigenen Namens vor der ganzen zivilisierten Welt unbedingt gegen die christenfeindlichen

Greuel etwas tun und insbesondere bei unserer Reichsregierung vorstellig werden müssen, damit wir nicht in den Verdacht der Konspiration mit diesen Bluttaten kommen; 2) daß wir die Handhabe der Seelsorge zunächst unter den deutschen Katholiken und nach Erweiterung des Rahmens möglichst auch an den verwaisten Posten mit allen uns zur Verfügung stehenden Mitteln und unter Zuhilfenahme der Regierung ergreifen sollen; 3) daß wir wenigstens auf dem vorgeschlagenen Wege die paar deutschen Schulen aufrechterhalten und besonders den Lehrerseminarien das Augenmerk zuwenden müssen, unter tunlichster Anlehnung an die türkischen Verhältnisse und Vorschriften (Ackerbauschulen); 4) daß wir nach Kräften die caritativen Hilfeleistungen und Anstalten stärken und versuchen, sie als Ausgangs- und Sammelpunkt katholischer Seelsorge- und Missionsarbeit zu benützen (Lazarett- und ambulante Krankenpflege). Freilich scheidet damit die eigentliche Missionstätigkeit soviel wie ganz aus, aber es ist ein Same, der vielleicht auch unter missionarischem Gesichtspunkt später aufgehen wird, wenn die Umstände günstiger geworden sind.

3. In der Aussprache über dieses Thema berichtet Abg. Erzberger mit genauer Sachkenntnis eingehend über die an den Armeniern begangenen Greuel und stellt den richtigen Tatbestand fest. Er warnt nachdrücklich vor einem öffentlichen Protest. Derselbe sei ohne allen Nutzen und Erfolg bei den Türken und könne der guten Sache nur schaden. Auch von einem Herantreten an den Papst ist abzuraten. Engländer und Franzosen schüren die Zwietracht und hetzen im geheimen, um unser Zusammengehen mit der Türkei zu verdächtigen und im schiefen Lichte erscheinen zu lassen. Von seiten der deutschen Regierung sei alles geschehen, was geschehen konnte. Die von Herrn Prof. Schmidlin ausgesprochene Befürchtung, die Mission im Orient lohne, wie die Geschichte beweise, die aufgewandten Opfer und Mühen nicht, erscheine zu pessimistisch. Große Schwierigkeiten seien freilich zu überwinden. Die türkische Regierung fürchte im Hinblick auf die vielfach von politischen Bestrebungen getragene Tätigkeit französischer und italienischer Missionäre in der Vergangenheit auch auf unserer Seite politische Tendenzen. Es ist Aufgabe der deutschen Missionäre wie der deutschen und österreichischen Regierung, die Türken völlig davon zu überzeugen, daß die deutsche katholische Mission nur religiöse, allgemein kulturelle und humanitäre Ziele erstrebt, ihr aber politische Ziele durchaus fernliegen. Durch die Aufhebung der Kapitulationen sei die rechtliche Stellung der Missionäre und der Katholiken erschwert. Es müsse aber eine eigene Gerichtsbarkeit für diese auch in Zukunft mindestens auf 15—20 Jahre gesichert werden. Die Missionäre können und dürfen nicht türkischen Richtern unterstehen. Die protestantische Mission wird im Orient sicher eine rege Propaganda entfalten. Da dürfen wir nicht zurückstehen und ins Hintertreffen geraten. Die deutsche Wirtschaftspolitik geht nun einmal nach dem Osten. Sie wird auch zahlreiche deutsche Katholiken in den Orient ziehen. Wenn da nicht katholische Seelsorge vorhanden ist, werden nicht wenige Katholiken schon aus religiösen Beweggründen dem Orient fernbleiben und so das Übergewicht der Protestanten indirekt begünstigen. Die bereits bestehende türkisch-deutsche Vereinigung sucht die Verbindung mit der Türkei zu fördern; neunzehn deutsche Professoren seien an die Universität von Konstantinopel berufen; dieselben seien bis auf einen Herrn alle protestantisch. Den wirtschaftlichen Unternehmungen muß und wird die religiöse Kultur auf dem Fuß folgen. Die Energie unserer in Angriff zu nehmenden Arbeit ist gerechtfertigt durch die nunmehr gesicherte Weiterexistenz der Türkei.

Die Katholiken Deutschlands und Österreich-Ungarns müssen nunmehr gemeinsam vorgehen und in beiden Staaten die nötigen Geldmittel für die religiösen

Aufgaben schaffen. Es ist zu überlegen, ob nicht auch in Österreich-Ungarn ein ähnlicher Missionsausschuß sich bilden läßt mit gleichen Aufgaben wie bei uns; ferner wie die nötigen Mittel zu schaffen sind, ob durch bestehende Vereine wie den vom Heiligen Lande, den Ludwigmissions-Verein, den Verein für Glaubensverbreitung, oder durch einen eigenen Verein für den Orient. Die Aufgaben seien umfangreich und schwierig. Neue Seelsorgsposten müßten geschaffen und von deutschen Patres besetzt werden. Die hierfür bestimmten zehn Patres genügen nicht; es müssen ihnen weitere folgen. Einrichtungen wirtschaftlicher, sozialer und caritativer Art müssen der Gründung von Seelsorgstellen die Wege ebnen. Es bedürfe baldiger Hilfeleistung und raschen Eingreifens; daher würde er eine weitere Missionskonferenz etwa im Januar 1916 empfehlen. Nach dem Friedensschluß werden französische und italienische Missionäre in der Türkei kaum möglich sein. Darum werden die mit der Erschließung des Orients sich ergebenden neuen und großen Aufgaben auf die Schultern der Katholiken Deutschlands und Österreich-Ungarns gelegt werden müssen.

Justizrat Dr. C. Bachem beklagt, daß, obgleich die russische Sache auch in den Augen der Armenier als verloren gelten müsse, diese sich noch jetzt zu Aufständen gegen die Mohammedaner hätten verleiten lassen. Die Folgen könne man angesichts der türkischen Erfolge sich denken. Es müsse mit einer starken Strömung in der Türkei gerechnet werden, die auf Ausschaltung alles Ausländischen, insbesondere aus dem Schulunterricht und dem ganzen Schulbetrieb hindränge. In den oberen Schichten hat diese Tendenz nationalen Charakter (Osmanentum), in den niederen Schichten religiös-fanatischen. Daher müsse alles ferngehalten werden, was geeignet ist, die deutschen Missionäre als Agenten für das Deutschtum erscheinen zu lassen, als Nachfolger der französischen und italienischen Missionäre. Die Türken müssen auf jede Weise die Überzeugung gewinnen, daß unsere Missionäre aus selbstlosem, rein religiösem Interesse kommen.

Die protestantische Konkurrenz komme ganz sicher; der Protestantismus sei aber national, daher unsere obengenannte Aufgabe um so schwieriger. Indes der Orient ist die Wiege des katholischen Christentums. Darum seien unsere Aussichten trotzdem gute.

Die Türken verlangen türkische Sprache als Unterrichtsprache, um den Unterricht kontrollieren zu können. Daher müssen unsere Missionäre türkisch lernen. Nicht nur Missionäre, auch Lehrer, Ärzte, Landwirtschaftler seien berufen, das neue Wirkungsfeld zu bebauen. Es werden daselbst zahlreiche lockende Existenzmöglichkeiten gegeben. Junge Katholiken möge man auf die neuen Aussichten im Orient (Kleinasien) hinweisen. Sodann sollten die Missionäre vor der Abreise in den Orient sich in der Heimat auch einige medizinische Kenntnisse erwerben.

Prälat Dr. Werthmann bringt in Vorschlag, man solle vor allem die katholischen Organisationen der Akademiker, Techniker, Kaufleute und Lehrer für die Türkei interessieren und diesen Gelegenheiten zur Erlernung des Türkischen geben. Auch sollten die dorthin zu entsendenden Missionäre wenigstens die Anfangsgründe des Türkischen besitzen.

Geh. Rat Dr. Brugger, Referent für das orientalische Seminar in Berlin, glaubt, er könne für diesen Winter die Einrichtung eines türkischen Kursus von zwei bis drei Monaten in die Wege leiten, wofern die nötige Teilnehmerzahl (15—12) dafür gesichert sei. Können die Ordensgenossenschaften diese stellen?

Dr. Froberger wünscht in diesem Kursus am genannten Seminar auch Vorlesungen über türkische Geographie, Geschichte und moderne Orientpolitik, ferner die Einführung in die arabische Sprache. Ähnliches wünscht er für Bonn, wo Prof.

Becker einen Lektor für einen derartigen Kursus erbeten habe. Er betont ebenfalls die Notwendigkeit des rein religiösen Charakters unserer Missionsarbeit; man dürfe die nationalen Gefühle der Türken in keiner Hinsicht verletzen; ja es sei die türkische Regierung durch unsere Regierung darüber aufzuklären, daß unsere deutschen Missionäre die Christen des Türkenreichs zu getreuen Untertanen des Sultans erziehen wollten. Eine einheitliche Organisation zur Beratung der zahlreichen religiösen und kulturellen Orientfragen, bestehend aus Deutschen, Österreichern und Ungarn, erscheine ihm notwendig.

Prälat Dr. Werthmann hält eine solche Gründung für verfrüht. Zunächst seien die kirchlichen Instanzen zu beraten, dann vorsichtige Fühlung mit den führenden Kreisen in Österreich-Ungarn zu nehmen. Vielleicht seien diese zunächst als Gäste zur nächsten Konferenz des Missionsausschusses einzuladen. Bezüglich des orientalischen Kursus empfiehlt er dringend, das Anerbieten des Herrn Geh. Rat Brugger anzunehmen und bittet die Ordensobern, bald anzugeben, wieviel Teilnehmer sie zum genannten Kursus senden wollten.

Abg. Erzberger wünscht baldige Fühlungnahme mit den Katholiken Österreich-Ungarns, damit daselbst möglichst rasch eine vorbereitende Beratung stattfinden könne.

Prälat Richen, Köln, bespricht die ungünstigen Verhältnisse der Katholiken in der Türkei, empfiehlt ein energisches Vorgehen gegen die armenischen Greuel, bedauert den Mangel an katholischen Beratern der türkischen Regierung, berührt die neuen türkischen Schulerlasse, die zum größeren Teile undurchführbar seien, besonders in dem arabischen Teile, im katholischen Libanon, wünscht schnellere Abhilfe in der unzureichenden Laien- und Militärseelsorge, unmittelbaren schriftlichen Verkehr mit den kirchlichen Behörden des Orients, ohne den Umweg der militärischen Zensur und Wahrung des Briefgeheimnisses, Ausbau und Benützung des Seminars für Lehrer und Lehrerinnen, das der Verein vom Heiligen Land in der Türkei bereits besitzt.

Prof. Schmidlin erklärt seinen „Pessimismus“ dahin, daß er in Voraussicht der sehr befriedigenden positiven Vorschläge bei der Diskussion ein nüchternes Bild von der Situation entwerfen und jeder Illusion vorbeugen wollte. Bezüglich der Armenier habe er bloß eine Stellungnahme in irgend welcher Form intendiert und nicht an eine öffentliche Kundgebung gedacht. Er betont gegenüber der Bemerkung über den nationalen Charakter des protestantischen Missionswerks, daß es einen solchen vielfach noch schroffer ablehne als die deutschen katholischen Missionäre, die national mindestens ebenso zuverlässig seien, wenn sie auch nicht so aufdringliche Propaganda trieben wie manche französische.

Professor Pfeilschifter spricht die Überzeugung aus, daß die Türkei sehr bestrebt sei, sich uns anzuschließen. Unsere Frage ist eine innerdeutsche, an deren Lösung wir deutsche Katholiken mitzuarbeiten berechtigt und berufen sind. Daher haben wir auch einen gerechten Anspruch auf Mitwirkung seitens der Regierung, wenn wir uns jetzt anschicken, in der Türkei sozial, wirtschaftlich, caritativ und religiös zu arbeiten. In der armenischen Frage sei unsererseits ein Eingreifen schwierig, da Armenier erdulden, was sie selbst verschuldet haben.

Abg. Gröber weist auf den religiösen Charakter der Aufgaben hin, die sich der Missionsausschuß der Katholiken-Versammlungen Deutschlands als Ziel gesteckt hat. Er fürchtet, daß wir deutsche Katholiken in den Augen der Armenier als Verbündete der Türken dastehen, die die geschehenen Greuel am Ende gar noch gut heißen. Die Nachrichten aus Armenien seien übrigens getrübt, daher sei Vorsicht

geboten. Für uns Katholiken ist maßgebend die Stellungnahme des Heiligen Vaters. Er hat nicht zu den Greueln geschwiegen, sondern die Armenier in Schutz genommen. Daher ist eine energische Erklärung an den Reichskanzler am Platz, die den Schutz der Christen verlangt. Eine Veröffentlichung derselben ist aber nicht erfordert.

Abg. Erzberger spricht sich ebenfalls für eine vertrauliche Eingabe an den Reichskanzler aus, worin um Schutz für die katholischen Armenier und Syrer gebeten wird. Die Tätigkeit unserer katholischen Orden im Orient müsse mit landwirtschaftlichen Schulen beginnen. Die religiöse Tätigkeit folgt dann von selbst.... Ein Besuch in Wien zur persönlichen Rücksprache mit den beiden Kardinälen von Wien und Gran und den maßgebenden führenden Laien dürfte auf besten Erfolg rechnen. Vorher solle jedoch Prälat Dr. Werthmann dem Herrn Erzbischof von Köln, und Prälat Brückl dem Herrn Erzbischof von München über unsere Konferenz Bericht erstatten.

Dr. v. Savigny wünscht, daß außer der Eingabe bezüglich der Armenier auch unsere weiteren Wünsche bezüglich der Orientmission dem Reichskanzler unterbreitet werden, er betont als Hauptgrund unserer Schwierigkeiten die Imparität, die hier an der Reichszentrale noch den Katholiken gegenüber geübt werde. Damit müsse einmal, besonders jetzt in und nach dem Krieg, gründlich aufgeräumt werden. Es ist mehr als zweifelhaft, ob der gegenwärtige Vertreter des Deutschen Reichs bei der türkischen Regierung, Geh. Rat R. Schmitt, unsere katholischen Interessen gebührend vertreten will oder kann. Es ist überhaupt eine recht mißliche Sache, daß unsere großen Interessen und Rechte so sehr von dem Gutdünken und guten Willen eines fernweilenden Mannes abhängig sind. Wir dürfen auch nicht alle in dieser Sache zu unternehmenden Schritte Herrn Abg. Erzberger aufbürden.

Dr. Froberger wünscht, daß die Erklärung an den Reichskanzler die ausdrückliche Versicherung enthalte, unsere Missionäre würden in aller Loyalität gegenüber der Türkei an ihrer religiösen Aufgabe arbeiten.

Fürst Salm-Reifferscheidt berichtet über die Tätigkeit des Vereins vom Heiligen Lande, empfiehlt dessen Ausbreitung, besonders wegen der unter den ganz neuen Verhältnissen bedeutend gewachsenen Aufgaben.

Prof. Schmidlin: Der Verein vom Heiligen Lande ist zwar ein wichtiger Faktor für die Missionen, aber doch nicht der einzige. Will er den Orient als solchen als seine Domäne betrachten, muß er zuerst seine Statuten ändern. Neben ihm gibt es noch andere wichtige Faktoren, wie z. B. die Gesellschaften, deren Selbständigkeit zu wahren sei. Redner empfiehlt eine Neu-Organisation des Missions-Ausschusses auf weiterer Grundlage.

Abg. Gröber hält den Missionsausschuß in seiner jetzigen Zusammensetzung und Arbeitsweise vorerst für völlig ausreichend, die heutigen Verhandlungen lieferten den Beweis dafür. Die Erklärung an den Reichskanzler möge sich auf die Armenierfrage beschränken; unsere übrigen Wünsche solle Herr Erzberger dem Reichskanzler mündlich vortragen.

Prälat Dr. Werthmann gibt einen Überblick über die gegebenen Anträge und Anregungen und stellt sie zur Abstimmung:

1) Der Missionsausschuß des Zentralkomitees der Katholikenversammlungen beschließt eine Erklärung an den Reichskanzler in Sache der Armenier; die Abfassung derselben wird Herrn Justizrat C. Bachem und Herrn Erzberger übertragen.

2) Es soll eine vertrauliche Fühlungnahme gesucht werden mit maßgebenden Kreisen und Persönlichkeiten in Österreich-Ungarn. Der Vorsitzende und Reichstagsabgeordnete Erzberger werden mit der Ausführung betraut.

3) Die anwesenden Missionsobern werden gebeten, zehn Patres baldigst für die Mission im Orient den dortigen kirchlichen Oberhirten zur Verfügung zu stellen.

4) Die Missionsorden werden ferner gebeten, die Gründung landwirtschaftlicher Schulen in der Türkei baldigst ins Auge zu fassen.

5) Die sehr eindringlich geltend gemachten Wünsche des Ausschusses betreffend die Mission in der Türkei sollen der Regierung mündlich durch Abg. Erzberger übermittelt werden.

6) Es wird der Besuch des türkischen Kursus im orientalischen Seminar zu Berlin den Missionsorden dringend empfohlen. Die Namen der Teilnehmer des Kursus wollen baldigst an Prälat Dr. Werthmann gemeldet werden, welcher sie an Geh. Rat Dr. Brugger weitergibt.

7) Der Vorsitzende wird beauftragt, Sr. Eminenz dem Kardinal von Köln, als dem Vorsitzenden der Fuldaer Bischofkonferenz, und Prälat Brückl dem Herrn Kardinal von Bettinger persönlich Bericht zu erstatten. Den übrigen Mitgliedern des deutschen Episkopats wird der Bericht über unsere Ausschußsitzung, wie bisher üblich, durch den Vorsitzenden brieflich zugesandt.

Sämtliche Beschlüsse werden einstimmig genehmigt.

4. Bezüglich Punkt 8 der Tagesordnung:

Entschädigung der durch den Krieg in den deutschen Kolonien geschädigten Missionen

vertritt Abg. Erzberger den Standpunkt, daß auf Grund der Kongo-Akte die verlierenden Mächte die angerichteten Schäden zu ersetzen haben, er hält auf jeden Fall einen dahin gehenden Antrag an das Reichskolonialamt und das Reichsmarineamt für nötig. Der Antrag soll durch Abg. Erzberger entworfen, der Wortlaut der Eingabe im Protokoll mitgeteilt; die Reinschrift, vom Vorsitzenden und den Ordensobern unterzeichnet, durch Herrn Erzberger den genannten Reichsämtern übergeben werden.

Prälat Dr. Werthmann hebt im Schlußwort die große Bedeutung der heutigen Versammlung hervor und hofft von der Ausführung der Beschlüsse reichen Segen für die heilige Sache der Mission.

Schluß der Konferenz 1½ Uhr nachmittags.

Berlin, 29. Oktober 1915.

Prälat Dr. Werthmann, Vorsitzender. — Dr. P. Capistran Romeis O. F. M., Aloys Oster, Schriftführer.

* * *

Als Anlage sind diesem Bericht beigegeben:

1. Der Entwurf der Eingabe an das Kriegsministerium wegen Beurlaubung der Lehrer und Zöglinge der Missionsschulen nebst einem Probeabdruck des Fragebogens.

2. Die in betreff der Bedrückung der Armenier an den Reichskanzler gerichtete Eingabe, sowie dessen Antwort hierauf. Diese, sowie der Inhalt dies ganzen Berichtes, sind durchaus als vertrauliche Mitteilung zu behandeln, und nicht zur öffentlichen Verwendung, insbesondere nicht zur Veröffentlichung in der Presse, bestimmt.

3. Entwurf der Eingabe an das Reichskolonial- und -Marineamt betreffend die Vergütung des in den Missionen durch den Krieg verursachten Schadens.

Freiburg i. Br., den 15. November 1915.

Prälat Dr. Werthmann.

Anlagen.

1. Entwurf der Eingabe an das Kriegsministerium betr. Wiedereröffnung der Missions-Lehranstalten.
2. Fragebogen für die Eingabe an das Kriegsministerium.
3. Eingabe des Missionsausschusses an den Reichskanzler betr. den Schutz der armenischen Christen.
4. Antwort des Reichskanzlers.
5. Schreiben des Vorsitzenden der Missionskonferenz an deren Teilnehmer in betreff der syrischen Katholiken.
6. Entwurf einer Eingabe an das Reichs-Kolonialamt und Reichs-Marineamt betr. Kriegsschäden in den Schutzgebieten.

— 21 —

1. Entwurf der Eingabe an das Kriegsministerium betr. Wiedereröffnung der Missions-Lehranstalten.

Berlin, den 1915.

An das

Königliche Kriegsministerium

in .....

Euer Exzellenz gestattet sich der unterzeichnete Missionsausschuß des Zentral-Komitees der Katholiken Deutschlands nachstehende Bitte zu unterbreiten.

Bald nach Ausbruch des Krieges wurde von verschiedenen Missionsanstalten, Kongregationen und Orden der Wunsch laut, daß die Unterbrechung in der Ausbildung der künftigen Missionare nicht zu lange dauern möge, da zweifelsohne nach dem Kriege ein erhöhter Bedarf an Missionaren auf dem ganzen Erdball notwendig sein wird. Ein zahlreiches Missionspersonal läge nicht nur im christlichen Interesse, sondern sei auch vom deutschen Standpunkt aus unentbehrlich.

Die Missionare, Kongregationen und Orden haben jedoch den Wunsch nach Erfüllung ihrer Ziele zurückgestellt, um in der großen Not, von der das Vaterland heimgesucht wurde, auch ihre besten Kräfte in den engsten Dienst der Landesverteidigung zu stellen. Sie sehen es heute noch als einen Ehrenvorzug an, daß von den Missionsgesellschaften, Orden und

Kongregationen ..... Personen zum Heeresdienst eingezogen sind, von denen

mit dem Ehrenzeichen des Eisernen Kreuzes geschmückt wurden, Angehörige von

Orden sind gefallen, verwundet.

Die längere Dauer des Krieges legt es aber nahe, erneut die Frage zu prüfen, ob es nicht angezeigt erscheint, wenn auch in beschränktem Umfange, den Lehrbetrieb in den Missionshäusern wieder aufzunehmen. Die Missionsgesellschaften, Orden und Kongregationen sind weit davon entfernt, den Schul- und Erziehungsbetrieb in dem im Frieden üblichen Umfang in Gang setzen zu wollen. Sie wissen, daß das Vaterland vor wie nach seine Söhne alle braucht, aber sie glauben mit Rücksicht auf ihre gesamte segensreiche Tätigkeit, die überdies auch dem Vaterlande große Dienste geleistet hat, darauf hinweisen zu dürfen, daß auch für sie der Gedanke der Unabkömmlichkeit Platz greifen darf.

Je länger die Schulen geschlossen sind, je mehr Kandidaten im Kriege fallen oder verwundet und so zum künftigen Missionarberufe unbrauchbar werden, desto größer wird die Not nach dem Kriege sein. Nicht nur die Ausbreitung des Christentums wird darunter leiden, sondern auch in den Reihen der anerkannten Pioniere deutscher Kultur werden viele Lücken gerissen werden.

Aus diesen Erwägungen heraus gestattet sich der unterzeichnete Missionsausschuß, dem Königlichen Kriegsministerium nahe zu legen, ob nicht Maßnahmen getroffen werden können, welche einerseits die Reihen unserer Kämpfer und Streiter nicht schwächen, anderseits den Missionen das geben, was sie auch zu Kriegszeiten brauchen. Es handelt sich nicht darum,

nunmehr sämtliche Theologen, Studenten und Novizen der Orden und Kongregationen befreien zu lassen, sondern der Grundgedanke unserer Eingabe ist nur der, daß die letzten Jahrgänge, die unmittelbar vor der Aussendung in die Missionsgebiete stehen und welche bereits die Subdiakonats- und Diakonatsweihe erhalten haben, nunmehr beurlaubt werden, aus dem Grunde besonders, weil unmittelbar nach dem Kriege viele Kräfte gebraucht werden. Es möchten ferner beurlaubt werden diejenigen Ordensangehörigen, welche als Lehrer dieser letzten Jahrgänge und der von nicht militärpflichtigen Jünglingen unter 17 Jahren besuchten Gymnasialklassen verwendet werden.

Ferner dürfte noch zu empfehlen sein, diejenigen Laienbrüder, welche zur notwendigen Aufrechterhaltung des häuslichen Betriebes (Küche usw.) gebraucht werden, zu beurlauben.

Welche Kongregationen und welche Persönlichkeiten in Betracht kommen, ist aus dem Anlagebogen, getrennt nach Kongregationen, ersichtlich.

Neben dieser Bitte gestattet sich der unterzeichnete Missionsausschuß noch zwei weitere vorzutragen:

1. Ist es möglich, daß behufs erweiterter Aufnahme des Studienbetriebs in den Missionsanstalten auch solche Kandidaten beurlaubt werden, die nur als garnisondienst- oder arbeitsdienstfähig befunden sind?

2. Es ist selbstverständlich, daß nach dem Friedensschluß für die Besetzung der okkupierten Gebiete noch größere Truppenmassen erforderlich sind. In den Kreisen der Missionsgesellschaften würde es eine lebhafte Befriedigung hervorrufen, wenn nach erreichtem Frieden die Missionare und Missionszöglinge alsbald beurlaubt und nicht bei den Besatzungstruppen weiter verwendet würden.

Wir glauben, daß diese begründeten Bitten sich leicht durchführen lassen werden.

Mit vorzüglicher Hochachtung

ergebenst

Namens des Missionsausschusses des Zentralkomitees der Katholiken Deutschlands:

2. Fragebogen für die Eingabe an das Kriegsministerium.

	Antworten:
1. Kongregationen oder Orden:	
2. Sitz der Verwaltung der deutschen Provinzen:	
3. Missionsgebiet der Kongregation oder des Ordens:	
4. Anstalten, welche für Ausbildung von Missionären vom Orden unterhalten werden:	
5. Anstalten, deren Betrieb nunmehr aufgenommen werden soll:	
6. Durchschnittliche Zahl der Theologie-Studenten im Frieden:	
7. Zahl der im Felde stehenden Ordensangehörigen, Studenten und Brüder:	
8. Zahl der gefallenen Ordens- und Kongregations-Angehörigen und Novizen:	
9. Zahl der verwundeten Ordens- und Kongregations-Angehörigen und Novizen:	
10. Zahl der mit dem Eisernen Kreuz Geschmückten:	
11. Zahl der Lehrpersonen, welche zur geordneten Aufrechterhaltung des Studienganges absolut erforderlich sind: a) unter 45 Jahren: b) über 45 Jahren:	
12. Zahl der Ordensangehörigen a) Laienbrüder: b) Subdiakone: c) Diakone: d) Priester:	
13. Zahl der zum Heeresdienst einberufenen a) Laienbrüder: b) Subdiakone: c) Diakone: d) Priester:	

— 25 —

3. Eingabe an den Reichskanzler betr. den Schutz der armenischen Christen.

Berlin, 30. Oktober 1915.

Der Missionsausschuß des Zentralkomitees für die Generalversammlungen der Katholiken Deutschlands, versammelt zu Berlin am 29. Oktober 1915, hält es für seine unabweisbare Pflicht, seine Stimme zu erheben, damit den überaus harten Maßregeln, welche zurzeit von seiten der türkischen Regierung gegen die Armenier zur Anwendung gebracht werden, sofort ein Ende gemacht werde. Was immer auch den Armeniern zur Last fällt, so verlangt doch das Gebot der Menschlichkeit, welchem auch die türkische Regierung ihr Ohr nicht versagen darf, daß der drohenden Ausrottung des ganzen armenischen Volkes gesteuert werde.

Die Versammlung hat das Vertrauen zu der Leitung des Deutschen Reiches, daß sie auch bisher schon zur Linderung des Loses der Armenier alles getan hat, was in ihren Kräften stand. Sie bittet aber angesichts der fortdauernden Schreckнisse in Armenien, daß sie unausgesetzt auf diplomatischem Wege durch Einwirkung auf die Regierung der uns verbündeten Türkei, alles zur Linderung des Loses der Armenier aufbiete, was ohne Gefährdung des militärischen Bündnisverhältnisses geschehen kann.

Die türkische Regierung wird begreifen müssen, daß die christliche Bevölkerung Deutschlands trotz ihrer politischen Bundesfreudigkeit zur Türkei in Aufregung geraten muß, wenn ihre Glaubensgenossen in der Türkei so schwer bedrückt werden. Dies um so mehr, als alle deutschen Katholiken, wie es sich aus den Besprechungen des Missionsausschusses als springender Punkt ergab, auf dem Standpunkt stehen, von allen christlichen Völkern der Türkei volle Loyalität gegenüber dem türkischen Staate zu verlangen, sie auch ihrerseits bereit sind, in dieser Richtung auf die orientalischen Christen einzuwirken und bei ihnen das Verständnis für staatsbürgerliche Gesinnung zu wecken.

Übrigens erfordert es das richtig verstandene Interesse der Türkei selbst, daß diese sich nicht so wertvoller Mitarbeiter beraubt, wie die Armenier bisher es auf dem Gebiete der Staatsverwaltung und des wirtschaftlichen Fortschrittes für sie gewesen sind.

Vor allem aber bitten wir den Herrn Reichskanzler, darauf ein wachsames Auge zu halten, daß unter keinen Umständen auch in andern Teilen des türkischen Reiches ähnliche Ereignisse gegenüber der christlichen Bevölkerung Platz greifen.

Die im unterzeichneten Missionsausschuß vertretenen deutschen Katholiken hegen volles Vertrauen zur Leitung des Deutschen Reiches und zur befreundeten Regierung der Türkei, daß durch Beseitigung der erwähnten Mißstände unser Bündnis mit der Türkei auch weiterhin beim christlichen Volke Deutschlands freudige Stimmung und Teilnahme finden kann.

Im Namen aller im Missionsausschuß vertretenen Organisationen der deutschen Katholiken zeichnen:

Prälat Dr. Werthmann, Vorsitzender.
Erzberger, M. d. R.
Justizrat Dr. Bachem.

— 26 —

4. Antwort des Reichskanzlers.

Der Reichskanzler Berlin, den 12. November 1915.

Euer Hochwohlgeboren darf ich den Empfang der mir unterm 30. v. Mts. übermittelten Entschließung der Missionskonferenz des Zentral-Komitees der Katholiken Deutschlands mit ergebenstem Dank bestätigen.

Die Kaiserliche Regierung wird, wie bisher, so auch in Zukunft es stets als eine ihrer vornehmsten Pflichten ansehen, ihren Einfluß dahin geltend zu machen, daß christliche Völker nicht ihres Glaubens wegen verfolgt werden. Die deutschen Christen können darauf vertrauen, daß ich, von diesem Grundsatz geleitet, alles, was in meiner Macht steht, tun werde, um den mir von Ihnen vorgetragenen Sorgen und Wünschen Rechnung zu tragen.

Die Kaiserliche Botschaft in Konstantinopel habe ich von der Entschließung der Missionskonferenz unterrichtet.

gez. v. Bethmann-Hollweg.

An den Reichstagsabgeordneten

Herrn Erzberger

Berlin.

18. Dez. 1915

K. u. K. Österr.-Ungar. Konsulat
Ca. és Kir. Osztrák-Magyar Konzulátus
ALEPPO.

EINLAUF
5 DEZ. 1915

Z. 17/P.

Aleppo am 30. November 1915

Englische Angriffe
gegen die Deutschen [illegible]
[illegible]
1 Beilage.

An Seine Exzellenz den Herrn Minister des k.und k.Hauses

und des Aeussern Stephan Baron Burián !

Seit längerer Zeit sind speziell in armenischen Kreisen Gerüchte im Umlaufe, denen zufolge die Aktion der Regierung gegen die Armenier auf Anregung Deutschlands erfolgt ist. Wie aus der Beilage ersichtlich, scheinen englische massgebende Kreise diesen Verleumdungen das Ohr geliehen zu haben.

Es ist jedenfalls sehr erfreulich, dass die Monarchie von diesen Angriffen nicht betroffen wurde.

Die hiesigen Deutschen zeigten sich über die englischen Anklagen äusserst verdutzt und erbittert. Als Abwehr dagegen diente das ihrerseits hier in guten Glauben lancierte Gerücht, dass Goltz

Durch die Post.

Pascha die Aufsicht über die Zivilverwaltung in diesen Gegenden demnächst übernehmen und bestrebt sein würde, nach besten Kräften den Armeniern gegen die türkische Brutalität zu Hilfe zu kommen. Desweiteren wurde von deutscher Seite angedeutet, dass sobald die auf dem Balkan operierenden deutschen Truppen in Konstantinopel eintreffen würden, Deutschland einen anderen Ton mit den türkischen Staatsmännern anschlagen würde.

Goltz Pascha ist hieher gekommen und wieder gegangen, ohne dass die in ihn gesetzten deutschen Hoffungen sich erfüllt hätten.

Wie ich höre, sind die Armenier gegenwärtig mehr denn je überzeugt, dass Deutschland ein schändliches Spiel mit ihnen getrieben hat.

- Gleichlautend berichte ich sub Z.22/P nach Konstantinopel.

Der k.und k.Konsul:

Pandura

No.397. Konstantinopel, 31/XI.1915.

Aus der Türkei.

Noury Bey, Ex-Secrétaire Général de la Mahsoussé, actuellement membre dans les commissions d'enquête sur les affaires arméniennes, m'a dit: "Il a été créé une direction générale d'émigration à Alep, dont la charge consistera à s'occuper de l'expédition de tous les Arméniens vers la Mésopotamie. Une autre direction générale d'émigration est créée à Constantinople. Les enquêtes que différentes commissions font dans les provinces consistent à inscrire les propriétés mobilières et immobilières, laissées par les Arméniens. Ensuite, le Gouvernement vendra ces propriétés, paiera leurs dettes par le produit de ces ventes, gardera une partie de l'argent pour leurs frais d'installation et le restant sera tenu à leur disposition. De tous les points de la Turquie, les Arméniens doivent être dirigés sur le Sandjak de Zor et en Mésopotamie. Ça découle d'une décision irrévocable du Comité Union et Progrès.- Après avoir fini avec les Arméniens, nous commencerons l'expulsion en masse des Grecs. Mais pour le moment, nous ne toucherons pas à ce point."

xxxxxx

Dep.8.

K u K Österreichisch-ungarische +)
Botschaft

Konstantinopel, 1.Dezember 1915

Über Ersuchen der hiesigen Mechitaristen Niederlassung hat die Botschaft vor mehr als Monatsfrist Schritte unternommen, damit deren nach Erzerum exponierten Mitglieder die Reise nach Konstantinopel ermöglicht werde.

Wie nun Konsul Kwiatkowski nun mehr unter dem 24. von Mts, telegraphisch meldet, sind die Mitglieder des Mechitaristen Konvention in Erzerum von dort nach Konstantinopel abgereist.

Der K u K Btschafter

Pallavicini

+) Abschrift vom Herausgeber, da Original in Kopie unleserlich!

No.444. Konstantinopel, 2/XII.1915.

Aus der Türkei.

Von einem seit langer Zeit in Kleinasien lebenden Deutschen, der kürzlich hier eingetroffen ist, erfahre ich, dass die Armenierverfolgung fortdauert und mit derselben Grausamkeit wie vor 6 Monaten betrieben wird. In neuester Zeit ist Aleppo zum Sammelpunkt der dem Tode geweihten Armenier gemacht worden. Wenn die Leute dort ankommen, sind sie fast durchwegs bereits im Zustande äusserster Erschöpfung. Natürlich fehlt es dort an allen Vorkehrungen zur Unterbringung und Verpflegung so zahlreicher Fremder, und der Arzt des deutschen Krankenhauses, der den Leuten sein Interesse zuwendet, kann nicht verhindern, dass die Armen, wie er sich ausdrückt, in ihrem Unrat verkommen. Diejenigen, die die Strapazen und Entbehrungen überstehen, werden dann durch die Wüste nach Serb an Euphrat getrieben, wo eine Art Sammellager errichtet worden ist. Aber nur die wenigsten kommen dort an. Denn man gibt ihnen weder Brot noch Wasser mit, und die von früheren Leiden völlig erschöpften Menschen gehen während der Wüstenwanderung elend zu Grunde. Dass dies beabsichtigt ist, ergibt sich unter anderem aus der Tatsache, dass ein in Aleppo ansässiger Schweizer verhaftet und vor das Kriegsgericht gestellt worden ist, weil er an die Armenier vor dem Antritte des Wüstenmarsches 50 Brote verteilte. Er wäre sehr schwer bestraft worden, wenn er nicht durch die Fürsprache einflussreicher Personen gerettet worden wäre.

Mein Gewährsmann, der das fürchterliche Armeniermassacre in Adana im Jahre 1909 erlebte, versichert, dass die entsetzlichen Szenen, die er damals mit angesehen hat, vollkommen in den Hintergrund treten angesichts der Vorgänge, die sich in den letzten Monaten in Anatolien abgespielt haben. Er hat auf gewissen Strecken zahllose entkleidete Leichen von Frauen und Kindern angetroffen. Einmal seien 2000 Armenier zusammengetrieben und wie Wild abgeschossen worden. Als er sich ent-

setzt von dem herzzerreissenden Bilde abwandte, sagten ihm die Türken: "Was willst Du, Dein Kaiser will es ja!"- Diese Auffassung, dass es der besondere Wunsch des deutschen Kaisers sei, die Armenier völlig auszurotten, ist in Anatolien von der türkischen Behörden planmässig verbreitet worden.- Einige Valis haben sich geweigert, die Befehle der Regierung auszuführen. Sie sind sofort abberufen und von Vertrauensmännern der Regierung ersetzt worden, denen man besondere Schneid zutrauen zu dürfen glaubte. So wurde nach Angora ein gewisser Atif Bey entsendet, der bis dahin im Ministerium gearbeitet hatte. Da seine definitive Ernennung von seinen Leistungen abhängig gemacht worden war, hat er in Angora die furchtbarsten Scheusslichkeiten verübt. 19 mittlere Beamte der Anatolischen Eisenbahn, die, wie der ganze Eisenbahndienst militarisiert waren, wurden aus den Bureaux fortgeholt und in der Nähe des Bahnhofs massacriert.- Dies alles ist erst in den letzten Wochen vorgekommen, obwohl die Regierung, insbesondere Talaat Bey, schon im September der deutschen Botschaft versichert hätte, dass die Verfolgung der Armenier beendet sei.- In Uebereinstimmung mit anderen Berechnungen versichert mein Gewährsmann, dass etwa 1 Million Armenier ausgerottet worden sind.

Neben der rein humanitären Bedeutung haben die Armenierverfolgungen noch eine sehr ernste wirtschaftliche Seite. Mit den Armeniern ist der Türkei nicht nur der Kleinhändler, sondern auch ein wichtiges landwirtschaftliches Element genommen worden. Dies wird sich im kommenden Jahre in vielen Teilen der Türkei zeigen. Die Landwirtschaft hat schon dadurch empfindlich gelitten, dass ihr durch die Mobilmachung sehr viel Arbeitskräfte und Zugtiere verloren gegangen sind. Es ist etwa nur halb so viel wie in anderen Jahren ausgesät worden. In den Landesteilen mit sehr starker armenischer Bevölkerung

sind die Felder fast ganz unbebaut geblieben.Die Türkei geht nach allen Privatberichten unparteiischer Beobachter einer grossen wirtschaftlichen Not entgegen,die sich umso fühlbarer machen wird,als der Mangel an Strassen und die unzureichende Zahl von Eisenbahngüterwagen eine Versorgung der notleidenden Landesteile aus besser gestellten Provinzen unmöglich machen werden.Wenn die türkische Volkswirtschaft entsprechend organisiert wäre,so könnte man jetzt den an vielen Stellen buchstäblich verfaulenden Ueberfluss aufspeichern.Aber daran denkt kein Vali.Ist der Notstand einmal eingetreten,so überlässt er es der Zentralregierung,Mittel zur Linderung desselben zu finden.Versagt auch diese,so muss sich das Volk mit seinem Schicksal abfinden.Im Punkte der Fürsorge für ihre Schutzbefohlenen waren die Vali des alten Regimes den heutigen weit voraus, wenn sie auch nicht ehrlicher waren als diese.Aber sie verstanden sich auf die Verwaltung,kannten ihr Vilayet und dessen Bedürfnisse, während die heutigen Vali sich für ihren Posten meist nur durch ihre politische Zuverlässigkeit der Regierung empfohlen haben.

Der landwirtschaftliche Notstand wird sich übrigens auch in den Staatseinnahmen bemerkbar machen.In normalen Jahren brachte der Zehent an 7 Millionen Pfund.Für das neue Jahr ist er auf 4.5 Millionen veranschlagt,aber die Kenner glauben,dass etwa nur die Hälfte dieser Summe einkommen wird.

xxxxx

14. Dez. 1915

K. und k. österr.-ungar. Botschaft
Konstantinopel.
Cs. és. kir. osztrák-magyar Nagykövetség
Konstantinápoly.

Druck № 101 P.

Konstantinopel am 7. December 1915.

Eingelangt 28. DEZ. 1915

Verfolgung der Armenier.

AN SEINE EXZELLENZ DEN HERRN MINISTER DES K. U. K. HAUSES UND DES AEUSSERN, BARON BURIÁN!

In einer eingehenden Unterredung, die ich Ende October mit Halil Bey hatte und über welche ich am 2. November d.J. unter No. 92/P berichtete, sagte ich dem Herrn Minister offen heraus, dass die Verfassung und die Gesetze nicht nur für die Untertanen geschaffen seien, sondern auch von der Regierung beobachtet werden müssten. Ich benützte dann auch diese Gelegenheit, um ihn erneut und eindringlichst auf die Gefahren aufmerksam zu machen,

welche das willkürliche und grausame Vorgehen gegen die Armenier für die Regierung und für die Türkei selbst zur Folge haben müssten. Der Minister des Aeussern versprach mir damals, er werde eine ernste Rücksprache mit seinen Minister-Collegen nehmen. Ich konnte seither constatieren, dass in der Behandlung der Armenier tatsächlich eine Aenderung eingetreten war und von weiteren Verfolgungen Abstand genommen worden ist.

Nun höre ich, die Armenier beabsichtigen in einer Petition an die Regierung, in welcher sie gleichzeitig zugeben würden, dass sie sich hochverräterische Handlungen hätten zuschulden kommen lassen, zu versprechen, sich in Hinkunft als loyale Untertanen zu erweisen und die Gnade der Regierung anzurufen.

Wie mir ein Armenier, der bei den einschlägigen Verhandlungen eine führende Rolle spielt und der auch Mitglied des Comités Union et Progrès ist, erzählte, hätte man bei Talaat Bey angefragt, ob eine solche Petition von der Regierung angenommen würde, worauf eine zustimmende Antwort erteilt worden sei. Die Petition soll dieser Tage

dem Grossvezier überreicht werden.Ich möchte es dahingestellt lassen,ob nicht die ganze Petition von Seite der Regierung bestellt ~~worden~~ oder wenigstens suggeriert wurde.

Der Minister des Innern hat sich dieser Tage in Begleitung des General-Intendanten Ismail Hakki Pascha und des Chefs der öffentlichen Sicherheit Djambolat Bey über Konia nach Angora begeben.Diese Reise gilt zweifellos in erster Linie der Frage der Approvisionierung, sie dürfte aber auch mit der armenischen Frage in Zusammenhang stehen.Dass Djambolat Bey den Minister des Innern begleitet,und dass er eine grössere von der Kammer zur Verteilung an Armenier votierte Geldsumme mitgenommen hat,ist hiefür ein deutlicher Beweis.

Es zeigt sich immer klarer,dass die Regierung in den Massnahmen gegen die Armenier abwiegeln will.Es ist dies wohl nicht allein auf die sehr ernsten Schritte zurückzuführen,welche vom deutschen Botschafter und von mir wiederholt unternommen wurden,sondern auch auf

die Erkenntnis, zu der man hier gelangt zu sein scheint, dass die Frage einer Regelung zugeführt werden muss. Man sagt sich offenbar, dass es vorteilhaft wäre, für alle Fälle die Sache bereinigt zu haben, wenn in der Zukunft sie einmal aufs Tapet kommen sollte. Durch die geplante armenische Petition wäre das Odium für die unerhörten Greueltaten bis zu einem gewissen Grade von der Regierung abgewälzt, sie könnte darauf hinweisen, dass die Armenier es selbst zugegeben haben, sich des Hochverrates schuldig gemacht zu haben, und dass daher die Regierung nicht nur berechtigt sondern auch verpflichtet gewesen wäre, energische Massnahmen zu ergreifen.

Der k.u.k. Botschafter:

Pallavicini

14. Dez. 1915

K. und k. österr.-ungar. Botschaft
Konstantinopel.

Ca. és. kir. osztrák-magyar Nagykövetség
Konstantinápoly.

№ 101 C
P.

Konstantinopel, am 7. Dezember 1915.

18. DEZ. 1915

P. Benedikt Bilezikdjian von Imbatlidas

Staatsangehörigkeit der Mitglieder der Wiener Mechitaristen-Kongregation.

zum Erlasse Nr.5327, vom 24.November 1915.

1 Beilage.

AN SEINE EXZELLENZ DEN HERRN MINISTER DES K. U. K. HAUSES UND DES AEUSSERN, BARON BURIÁN!

Der von der Ordensleitung der Wiener Mechitaristenkongregation vertretene Standpunkt, wonach deren Mitglieder auf Grund alter Privilegien nicht bloss als Schützlinge der Monarchie, sondern als Staatsangehörige derselben zu betrachten seien und daher in der Türkei nicht militärdienstpflichtig sind, erscheint mir ganz unhaltbar und unvertretbar.

Die in der Eingabe der Ordensleitung bezogenen

./.

Durch Kurier.

Paragraphe des Privilegiums von 1775 sprechen nämlich meines Erachtens nicht für, sondern gegen die Richtigkeit der von der Kongregation vertretenen Auffassung, denn die Bestimmungen des §.XVI besagen ausdrücklich, dass die dort genannten Angehörigen der Kongregation in Triest und in allen Staaten „di Nostra Dominazione" als „unsere Untertanen" angesehen werden, ohne zu sagen, dass dies auch ausserhalb dieser Grenzen zu geschehen habe, bezw. dass fraglichen Personen die Zugehörigkeit zum Reiche, also die Staatsangehörigkeit verliehen wurde. Auch §.XVII verfügt bloss, dass gewisse Mitglieder der Kongregation mit Pässen der Kommunen - Intendantur beteilt würden, welche sie als „Unsere Untertanen" bezeichnen und dass dieselben in dieser Eigenschaft den Schutz unserer Botschafter und Minister geniessen werden. Also auch diese Bestimmung sieht nicht die Verleihung der Staatszugehörigkeit an die Angehörigen der Wiener Mechitaristenkongregation sondern bloss die Schutzerteilung an dieselben vor, welche durch

Bezeichnung dieser Personen in den Pässen als „Nostri Sus-
diti" erleichtert werden soll.

Von dem Gesagten auch ganz abgesehen und ange-
nommen, dass das besprochene Privilegium den Mitgliedern
der Wiener Mechitaristenkongregation tatsächlich die Zu-
gehörigkeit zur Monarchie (?) oder die österreichische
Staatsangehörigkeit zusichern würde, so könnte dasselbe
doch nur innerhalb der Monarchie, speziell aber nicht in der
Türkei zur Geltung kommen, da die in Betracht kommenden
Personen durch ihre Geburt türkische Staatsangehörige
sind und die Erteilung des Privilegiums ein einseitiger
Akt ist, für dessen seinerzeitige Anerkennung durch
die türkische Regierung keinerlei Beleg vorliegt.

Was nun die Behauptung betrifft, dass die Mit-
glieder der Kongregation seitens der türkischen Behörden,
wenigstens bis in die letzte Zeit, als österreichische
Untertanen angesehen wurden, so ist dieselbe nicht zu-
treffend. Die Lokalbehörden haben vielmehr vermieden, diese

.1.

37

Frage aufs Tapet zu bringen, während unsererseits stets getrachtet wurde, um dieselbe herum zu lavieren,da jede bezügliche Diskussion mit der Pforte aussichtslos wäre.

Meines Erachtens besitzen zwar die Angehörigen der Wiener Mechitaristenkongregation einen verbrieften Anspruch darauf, in der Monarchie als österreichische Staatsangehörige behandelt und unsererseits im Auslande nach Möglichkeit geschützt zu werden, sind aber durch diesen Anspruch weder ihrer ursprünglichen Staatsangehörigkeit verlustig geworden,noch auch von den durch letztere ihnen auferlegten Verpflichtungen liberiert. Den nach ottomanischem Gesetze wehrpflichtigen Kongregationsmitgliedern, welche der türkischen Militärdienstpflicht entgehen wollen, erübrigt demnach bloss dies durch Loskauf, oder Stellungsflucht zu erreichen; im letzteren Falle bleibt ihnen allerdings die Möglichkeit einer Rückkehr in die Türkei auf absehbare Zeit verschlossen.

Die Originalbeilage des eingangsbezogenen Er-

lasses bringe ich anverwahrt in Rückvorlage.

Der k.und k.Botschafter:

Pallavicini

Consulat Général
de l'Empire Ottoman
à Vienne

Vienne, le 9 octobre 1915.

(1/1 Beilage zum Bericht dd.Konstantinopel 7.Dezember 1915 No.101 C)

No. 2795.

Le Consulat Général de l'Empire Ottoman a l'honneur de porter à la connaissance de la Congrégation des Méchitaristes à Vienne que le Ministère Impérial de la Guerre à qui le cas des nommés Georges Norbaronian, Antoine Oskanian, Haroutioun Der Stepanian et de leurs semblables a été soumis, vient de faire savoir que parmi les réligieux qui portent toujours l'habit ecclésiastique ceux qui sont réservistes et territoriaux peuvent seuls profiter de l'exemption mentionné dans le dernier paragraphe modifié de l'article 91 de la loi provisoire sur le service militaire tandisque les élèves des écoles des Congrégations de la naissance des années 1310 et 1311 qui font partie du service actif ne sauraient aucunement en bénéficier. Cependant, d'après l'article 42 de la susdite loi, les diplomés et élèves des écoles en question pouvant avoir le droit au service limité (un an), on doit agir pour le service militaire des susmentionnés selon les prescriptions de ce dernier article.

La Congrégation des Méchitaristes est donc priée de transmettre les Tezkéré-i-Osmanié des élèves susmentionnés au Consulat Général et d'inviter ces jeunes gens à se présenter lundi le 11 octobre 1915 entre 10 et 12 heures à la Chancellerie consulaire afin de recevoir les instructions nécessaires concernant l'examen médical auquel ils auront à se soumettre.

Le Gérant du Consulat Général:

A la Congrégation des Méchitaristes,

Vienne.

39

Zl. 83/p Trapezunt, 1o.Dezember 1915 +)

Gelegentlich der Verhandlungen zwischen der deutschen Konsul in Erzerum, Graf von der Schulenberg, und dem Commandanten der türkischen Kaukasus-Armee, Mahmud Kiamil Pascha, betreffend die Abreise der Mechitaristen nach Konstantinopel, erklärte letztere: "Nach Aufhebung der Capitulationen gibt es keine Schutzgenossen mehr."

Hinsichtlich der hiesigen 16 Schutzgenossen ergaben sich bisher keine Schwierigkeiten.

K.u.K. Konsul

Kwiatkowski

+)Abschrift vom Herausgeber, da Original in Kopie unleserlich!

12 Jan 1916

K.u.k. österr.ung.
Generalkonsulat
Trapezunt.
No. 84/P.

Trapezunt, 17. Dezember 1915.

Seiner Exzellenz
Herrn Stephan Baron B u r i á n
Minister des k.u.k. Hauses und des Aeußern,

Wien.

Chiffre.

Gegenstand: Armenische Verfolgungen. Bezeichnend ist die Haltung des hiesigen und des Erzerumer deutschen Konsuls betreffend die Verfolgung der Armenier. Beide sind sichtlich bemüht, insbesondere die zahlreichen Tötungen abzuleugnen, obwohl Graf Schulenburg, der deutsche Konsul in Erzerum, wie mir ein Deutscher seiner Begleitung erzählte, schon auf der Reise nach Erzerum sich von den begangenen Gewalttaten überzeugen konnte und hiefür auch übereinstimmende Zeugnisse von Offizieren, Gendarmen und Anderen vorliegen.

Gleichlautend Konstantinopel.

Der k.u.k. Konsul:
Kwiatkowski m.p.

66

6 Jan. 1916.

K.u.k. österr.ung. Trapezunt, 21. Dezember 1915.
Generalkonsulat
Trapezunt.
Zl. 85/P

INDIZIERT
25. JAN. 1916

Seiner Exzellenz
Herrn Stephan Baron B u r i á n
Minister des k.u.k. Hauses und des Aeußern,
Wien.

Chiffre.

Gegenstand: Deutsches Konsulat Erzerum. Graf Schulenburg, Verweser des deutschen Konsulates Erzerum, gegenwärtig in Mission hier, sagte mir: „ Jetzt kann man es ja offen sagen, wir haben Erzerum errichtet, um die Russen zu ärgern, zu tun ist fast nichts."

Gleichlautend Konstantinopel.

Der k.u.k. Konsul:
Kwiatkowski m.p.

K.u.k. oesterr.-ungar. Generalkonsulat.
Cs. és kir. osztrák-magyar Főkonzulátus.
Trapezunt.

INDIZIERT
11. FEB. 1916

Zl. 90
P

Trapezunt, am 28. Dezember 1915.

Gegenstand: Mohammedaner im Kaukasus.

An Seine Exzellenz

den Herrn k.und k. Minister des kaiserl. und
königl. Hauses und des Aeussern, Stephan Baron Burián
in
Wien.

Unter Beziehung auf die in der "Neuen Freien Presse", Abend-Ausgabe vom 20.November 1915, 2-te Seite, wiedergegebene Unterredung zwischen dem Konstantinopeler Berichterstatter des "Berliner Tageblatt" und Achmed Agajew (Achmed Agha Oglu), teilen mir 2 georgische Comité-Mitglieder folgendes mit:

Im georgischen Teile des Kaukasus, den Gouvernements Tiflis, Batum und Kutais mit beiläufig 2,300.000 Einwohnern, blieben nach dem letzten russisch-türkischen Kriege nur sehr wenige "Türken" zurück; die Mohammedaner, fast ausschliesslich Georgier, bilden 7 °/° der Bevölkerung; im armenisch-tatarischen Kaukasus-Gebiete, umfassend die Gouvernements Baku, Eriwan, Jelisawetpol und Kars - beiläufig 3,300.000 Einwohner - sind die Mohammedaner mit 60 - 65 °/° der Bevölkerung Tataren, die aber nicht als das geistig und wirtschaftlich herrschende Element angesehen werden können; dies sind vielmehr Armenier, Russen, Colonisten, teilweise auch Georgier, die unter anderem in Baku Kirche und Schulen, sowie ein Theater und Zeitungen unterhalten.

Die erwähnte Unterredung stellt sich nach Ansicht

./.

der beiden georgischen Comité-Mitglieder, als Versuch der Jung-Türken, deren Werkzeug Achmed Agajew ist, zur Beeinflussung der europäischen Meinung im türkischen Sinne, dar.

Im Kaukasus geniesst Achmed Agajew nur wenig Ansehen.

Gleichlautend berichte ich nach Konstantinopel.

Der k.u.k. Konsul:

Durch die k.u.k. Botschaft
in Konstantinopel.

Alepro 11 duni 1984.

Geehrter Herr Ohandjanian,

In Beantwortung Ihrer ges.Zuschrift vom 30 Mai kann ich Ihnen mitteilen dass in Aleppo keine Massaker konstatiert wurden. In 1915 Flüchtlinge,am meisten Frauen und kinder,kamen aus Anatolien.

Als junger Mediziner,meldete mich sofort zur Hilfe und besuchte die Lager die äusserst arm waren.

Mein Benehmen wurde vom K.u.K.Konsul stark kritisiert. Obwohl ich als Österreicher,in der Türkei geboren,nicht wehrpliftig war,machte er aus dass ich von den K.u.K. Sanitätsanstalten für Syrien rekrutiert wurde.(Juli 1916)

Armenische Familier wurden in der Nielage unser Wohnung beherbergt.

In 1921 wenn ich als dipl.Arzt nach Aleppo zurückkam beschäftigte ich mich beruflich sehr mit den armen Flüchtlinge.

Die armenische Frage wurde von hiesigen Historiker behandelt.Dr.Robert JEBEJIAN (Hôpital·Jebejian) Aleppo.kann für Ihre Forschungen behilflich sein.

Mit dem Ausdruck meiner vorzüglichen Hochachtung.

Dr.Adolphe Poche

No.14. Konstantinopel, 6/I.1916.

Zwangsweise Bekehrung zum Mohammedanismus.

Gegen die Armenier in Konstantinopel ist seitens der türkischen Regierung nicht in derselben Weise wie in den Provinzen vorgegangen worden. Man scheute das Aufsehen, das ein summarisches Verfahren hier herbeiführen konnte und fürchtete, dass bei dem Reichtume und Einflusse vieler Armenier ein Verheimlichen der Gewaltmassregeln unmöglich gewesen wäre.

Man griff daher zu einem anderen Mittel, um mit den Armeniern reinen Tisch zu machen.- Schon früher hatten viele Armenier, so in Brussa, um ihr Leben zu retten, sich zum Mohammedanismus bekehrt. Die Erlaubnis zur Bekehrung zum Islam wurde später an anderen Orten von der Regierung zurückgezogen. Jetzt hat man wieder das Bekehrungsverfahren im grösseren Stile aufgenommen und dasselbe insbesondere auf die armenischen Soldaten angewendet.

Diese neue Massregel hat in armenischen Kreisen grosse Beunruhigung hervorgerufen und sie sind bemüht, bevor sie zum Islamismus gezwungen werden, entweder durch Vermittlung des hiesigen amerikanischen Botschafters Protestanten oder durch Hilfe des päpstlichen Nuntius, Monsignore Dolci, Katholiken zu werden.-

In einem Befehle, der vom Kriegsminister Enver Pascha kürzlich streng vertraulich den Truppenkommandanten mitgeteilt wurde, wird von der imperativen Form abgewichen und den Kommandanten geraten, dem Wunsche der Andersgläubigen, die sich zum Islam bekehren wollen, keine Schwierigkeiten in den Weg zu legen.

xxxxx

1916
K. und k. österr.-ungar. Botschaft
Konstantinopel
Ce. kk. kir. österr.-ungar. Kegátvetség
[illegible]

Konstantinopel, am 8.Jänner 1916.

Nr. 2 C/

[illegible] 2[illegible] 1916

Mechitaristen-Brüder in Erzerum.

zum Bericht Nr.102 C, vom 11.Dezember 1915.

1 Beilage.

An Seine Exzellenz den Herrn Minister des k.und k. Hauses und des Aeussern
STEPHAN BARON B U R I Á N !

Die Erzerumer Mechitaristenbrüder, deren Abreise nach Konstantinopel ich Euer Exzellenz bereits gemeldet habe, sind am 2.d.Mts.hier eingetroffen.

Gleichzeitig mit denselben kamen hier auch 10 armenische Schwestern der Kongregation von der unbefleckten Empfängnis aus Erzerum an, für deren Reisebewilligung ich mich seinerzeit ebenfalls verwendet habe.

Die Namensliste der gedachten Geistlichen und Schwestern liegt bei.

./.

Durch Kurier.

53

Bezüglich des gegenwärtigen Aufenthaltsortes des vormaligen armenisch-katholischen Pfarrers in Hodortscher, P.Matthäus Hadjian, steht die von der Pforte erbetene Auskunft noch aus.

-Der k.und k.Botschafter:

Beilage zum Bericht dto. Konstantinopel, 8. Januar 1916, No 2 P

A B S C H R I F T

Les noms des Pères et des Soeurs arrivés.

P. Augustin Amrig
P. Jakob Koss
P. Chérubin Honan
P. Cyril Hochar
P. Arsenius Djendoyan
Fr. Kiriak Tiro

} Méchitharistes de Vienne arrivés d'Erzeroum et installés au Couvent des PP. Méchitharistes à Pancaldi.

Soeur Catherine Ismirlian
" Akabi Kasesian
" Ephrosin. Djivanian
" Marguerite Zohrabian
" Thérèse Honanian
" Nune Balabanian
" Klara Kherkherian
" Natalie Nersessian
" Epimé Hambarian
" Varvaria Agopian

} Soeurs de l'Immaculée Conception arrivées d'Erzeroum à Constantinople, Péra, Sakisaghatch, Rue Tchechmé, et qui sont installées au Couvent des Soeurs de l'Immaculée Conception.

.....

No.23. Konstantinopel,14/I.1916.

Aus der Türkei.

Wie ich aus türkischen Kreisen erfahre,besteht auf der Hohen Pforte keine besonders freundliche Stimmung gegenüber dem deutschen Botschafter,Grafen Wolff-Metternich.Der Botschafter soll bereits einige Male mit den massgebenden Faktoren in einem Tone gesprochen haben,der sie mit Wehmut an die Zeit denken liess,zu welcher Fürst Hohenlohe die hiesige deutsche Botschaft gerierte. Fürst Hohenlohe war zwar auch genötigt,mit der türkischen Regierung ein ernstes Wort zu sprechen und zwar anlässlich der Verfolgung der Armenier,aber er tat dies in Formen,welche es die Türken kaum empfinden liessen,dass man mit ihrem Verhalten unzufrieden sei.Deshalb wünschte man sehr lebhaft,dass Fürst Hohenlohe endgültig als Botschafter in Konstantinopel bestellt werde.

Graf Metternich hat schon zweimal eine scharfe Sprache geführt.Vorerst hat er sich entschieden dagegen verwahrt,dass fortgesetzt in Anatolien von amtlicher Seite verbreitet werde,dass die Verfolgung der Armenier nicht nur die Zustimmung des deutschen Kaisers habe,sondern von ihm sogar gewünscht worden sei.Ferner hat Graf Wolff-Metternich eine wenig harmonische Unterredung auf der Pforte über die Notwendigkeit einer gründlichen Reform der Rechtspflege gehabt.Er soll eine Kontrolle des Gerichtswesens durch deutsche hohe richterliche Beamte verlangt und darauf die Antwort erhalten haben,dass die Türkei mit der Annahme eines solchen Vorschlages direkt wieder ins alte Regime hineinsegeln würde.Der Botschafter bestritt,dass Deutschland auf Umwegen wieder zu dem Zustande gelangen wolle,der unter der Herrschaft der Kapitulationen bestand,und gab gleichzeitig die Erklärung ab,dass bei Ablehnung seines Verlangens an umfassende deutsche Kapitulatio- Kapitalsanla-

gen in der Türkei nicht zu denken sei, da man nicht Vertrauen zur türkischen Rechtspflege haben könne. Die Angelegenheit ist seither nicht-wieder weiter erörtert worden, aber aus einer Andeutung des Grafen Metternich ist zu entnehmen, dass er seiner Sache unbedingt sicher zu sein glaubt. Auf alle Fälle wird er noch grosse Schwierigkeiten zu überwinden haben, denn die Selbstgefälligkeit der Türken hat jetzt einen Grad erreicht, der sie zu sachlichen Erörterungen wenig geeignet macht. Jetzt zumal, nachdem die Engländer auch die Stellungen bei Sedd ul Bahr geräumt haben, was als grosser Erfolg der türkischen Armee gepriesen wird, obwohl mir aus sehr gut unterrichter Quelle versichert wird, dass es dem Marschall Liman Pascha, der seit 10 Tagen die Vorbereitungen der Engländer zum Verlassen ihrer Stellungen wahrgenommen hatte, nicht gelungen war, die Türken zum Angriffe auf die ersteren heranzuziehen. Der deutsche Militärattaché, Oberst von Lossow, war nach Gallipoli gegangen, um dort seinen Einfluss im Sinne des Marschalls von Liman geltend zu machen, aber erfolglos.

xxxxxx

1916

Druck

K.und K.österr.ung.Konsulat

Damaskus.

Damaskus,15.rebruar 1916

No.4/P

Die Ansiedelungen von Armeniern im Wilajet Syrien.

An Seine Excellenz den Herrn Minister des K.und K.Hauses und des Aeussern Stephan Baron Burián

In der Ansiedelung und Behandlung der nach dem Wilajet Syrien verschickten armenischen Auswanderer ist in den letzten zwei Monaten eine bemerkenswerte Aenderung eingetreten.

Vorauszuschicken ist,dass die Zahl der Zwangsauswanderer in der letzten Zeit gegenüber den vorhergehenden Monaten abgenommen hat;sie dürfte in der angegebenen Epoche 15.000 Personen nicht übersteigen,sodass die für das Wilajet Syrien in Aussicht genommene Gesammtziffer von 120.000 noch lange nicht erreicht ist.

68

Während die Auswanderung bisher ausschliesslich nach den ansiedlungsarmen südlichen Landesteilen insbesonders nach dem Ostjordanlande geleitet wurde,beginnt man nunmehr die Armenier auch nach besiedelten Gebieten zu verpflanzen.Eine Anzahl wurde in der Stadt Damaskus selbst belassen, sehr viele andere in den Dörfern der Ebene von Damaskus,der Ruta,verteilt.Das Los dieser ist verhältnismässig milder zu nennen.Denn man hat ihnen hier wenigstens Unterkunft verschafft,wo sie wenn auch zusammengedrängt,vor den Unbilden der Witterung geschützt sind.Sie finden ferner in den Dörfern die Möglichkeit eines Verdienstes durch ländliche Arbeiten,so dass sie mit dem von der Regierung ihnen gegebenen Zehrgelde ihr Leben fristen können.Endlich sind sie in den Dörfern der Ruta seitens der Bauern nicht jenen Misshandlungen ausgesetzt,welche sie von den Beduinen des Ostjordanlandes erdulden müssen.

Ebensoviele Familien sind freilich auch nach dem Süden wieder abgeschoben worden,insbesonders nach dem Djolan(Kunetra)und dem seinerzeit von der Beduinenbevölkerung geräumten Ledjah,welches man mit Armeniern wieder bevölkern zu wollen scheint. Auch hier ist indes eine gewisse Fürsorge der Regierung bemerkbar,indem dieselbe für die neuen An-

siedler Wohnstätten aufführen lässt,soweit solche nicht von früher vorhanden sind.

Das Taggeld,das bisher 1 Piaster per Person betrug,wurde für Erwachsene auf 2,für Kinder auf 1½ Piaster erhöht.Ob die Auszahlung immer erfolgt,ist für die entfernteren Gegenden allerdings nicht mit Gewissheit zu bejahen.

Eine ziemliche Anzahl von Armeniern findet bei dem Bau der neuen egyptischen Bahn als Arbeiter Verdienst.Die Bahnverwaltung ist anerkennenswerterweise bemüht,eine grössere Zahl von ihnen heranzuziehen.

Man führt die im allgemeinen zu beobachtende Besserung des Loses der Ansiedler auf das Eingreifen Djemal Paschas zurück,dem man eine menschenfreundlichere Gesinnung gegenüber diesen Unglücklichen zuschreibt.Tatsächlich hat Djemal Pascha einen Gendarmerieoffizier,welcher sich besonders schwere Uebergriffe auf die Ehre und das Gut der Flüchtlinge zuschulden kommen liess,hinrichten lassen.In einer damals in allen Blättern des Landes veröffentlichten Verlautbarung erklärte er,dass die „Verpflanzung der Armenier aus Staatsrücksichten notwendig sei,dass aber Leben,Ehre und Gut der Auswanderer in der Obhut der Regierung stehen,deren Ehrensache es

sei,darüber zu wachen."

Wie weit die Wanderungen sind,geht daraus hervor,dass selbst aus Trapezunt hier Familien eingetroffen sind,welche die ungeheuere Strecke unter Entbehrungen und Misshandlungen aller Art zu Fuss zurücklegten.Es ist wohl nicht übertrieben, wenn man sagt,dass die Hälfte von ihnen schon während der Reise zugrunde geht.

Gleichlautend berichte ich unter gleichem Datum und sub Zahl 5/P nach Konstantinopel.

Der K.und K.Generalconsul:

Pol. XLVII/3

München, 4. März 1916.

Missionen in der Türkei. *Vertraulich.*

HERR VON VELICS AN BARON BURIÁN.

Vom Orient heimgekehrt, weilte Abgeordneter Erzberger jüngst hier und berichtete an die Regierung und an die kirchlichen Stellen über die bisherige Aktion der deutschen Katholiken in der Türkei. Bis zum 9. Februar d. J. hätten die Bemühungen der deutschen Aktion folgende Erfolge gezeitigt:

Entsendung von 14 Geistlichen, u. zw. 4 nach Stambul, 3 nach Jerusalem, 2 nach Aleppo, je 1 nach Angora, Konia, Beirut, Mossul und Smyrna;

Einsetzung von Lehrkräften im St. Georgs-Kolleg in Galata*) und in den Schulen der Boromäerinnen in Syrien;

Einführung von Glaubensunterricht an den deutschen Schulen in Haidar P. und Jedikule;

Gründung einer Schwesternanstalt in Pera für Waisenpflege und ambulante Krankenpflege;

Vorverhandlungen wegen Erwerb des Abendmahlsaales in Jerusalem für den Heiligen Stuhl oder den Verein für das Heilige Land. Den Kaufpreis von zirka drei Millionen Franken dürfte der genannte Verein im Bankwege aufbringen und aus Diözesansammlungen später amortisieren;

Verteilung von zirka 15.000 Mark Spenden an notleidende Armenier, davon über 5000 Mark an das armenisch-katholische Patriarchat;

Verbreitung von Propagandaschriften u. a. der Streitschrift: Deutsche Kultur, Katholizismus und Weltkrieg;

Bestellung besonderer Militärseelsorger in Stambul und in Syrien.

Im Werden sind: 1 Schule und 1 Lehrerseminar, 1 Spital, 1 Pfarre für Bagdad.

Im türkischen Orient werden von 24 deutschen Kolonien 12 vom Franziskanerorden pastoriert, 3 von den Minoriten und 1 von Kapuzinern. Es wird angeregt, an den 5 katholischen Patriarchensitzen je einen Pater als Referenten für die deutschen Kolonien der betreffenden Diözesen zu bestellen.

Die bisherigen Resultate, die trotz enormer Schwierigkeiten erzielt wurden, sollen nun in systematischem Vorgehen erweitert werden; hiefür dürfte die Grundlage folgender Missionsplan sein:

Für die deutschen Katholiken kommen vor allem die Orte an der Bagdadbahn und in Nordsyrien in Betracht;

Katholiken des lateinischen Ritus sind in der Türkei zirka 80.000 angesessen, davon nur wenige an der Bagdadbahn. In Zukunft werden

*) Es handelt sich um die provisorische Verwendung von fünf Marianistenbrüder, die infolge der Schließung der katholischen Knabenschule in Rustschuk beschäftigungslos waren.

nicht nur des Handels, sondern der Sicherheit wegen immer mehr in die Orte an der Bahn ziehen; dasselbe werden die übrigen Christen tun, so daß die Bildung respektabler Katholiken- und Christenkolonien zu erwarten steht;

Durch die wirtschaftliche Entwicklung werden immer mehr deutsche Katholiken ins Land gezogen; evangelische deutsche Gemeinden sind schon in Eskischehir und Aleppo;

Das bis jetzt der Kustodie unterstehende Nordsyrien soll den (bayerischen) Franziskanern als Mission zugewiesen werden. In Aleppo sind die früheren Paters schon durch bayerische ersetzt. Für Haidar Pascha bis Konia ist an Stelle der französischen Assungtionisten eine neue Besetzung vorzuschlagen;

Es genügt, wenn an den Hauptorten Klosterniederlassungen entstehen, von wo dann die kleineren Orte excurrendo pastoriert werden können. An kleinen Orten kann auch je 1 Kirche von mehreren Riten benützt werden, was, vorsichtig angewandt, zur Annäherung der Riten und zur Minderung der Missionskosten führen werde;

Die Seminare für den Nachwuchs des einheimischen Klerus sollen in deutsche Hände kommen;

Damit dem deutschen Missionswesen Krisen, wie die heutige, erspart bleiben, sollen dessen Güter internationalisiert, oder unter direkten päpstlichen Schutz gestellt werden; die Beiziehung einheimischer Geistlicher wird die Gefahr solcher Katastrophen ohnedies mindern;

Für die Prüfung des Missionsplanes und seiner Einzelheiten wird in zirka 14 Tagen der hiesige Franziskanerprovinzial, P. Heribert Holzapfel, ein sehr intelligenter und als Organisator bekannter Ordensmann, in zeitlicher Mission nach der Türkei gesendet werden. Er reist voraussichtlich als Feldgeistlicher; an den hohen Klerus in Deutschland, bei uns und im Orient wurde er wärmstens anempfohlen.

Neben dem allgemeinen Missionsplan wurden für alle größeren Orte, wie Stambul, Haidar Pascha, Jedikule, Eskischehir, Angora etc. sehr detaillierte Sonderpläne ausgearbeitet, die ich wohl an dieser Stelle übergehen darf.

Eingehend behandelt Dr. Erzberger in seinem Memorandum die Schulfrage. Es handelt sich, ein einheimisches lateinisches Schulwesen erst zu schaffen, da bisher alle lateinischen Schulen ausländische waren, diese aber durch das Gesetz und mehr noch durch den Geist der Regierenden verfolgt sind. Nur die schon vorhandenen Schulen alliierter und neutraler Staaten werden geduldet, so auch Pensionate ohne Schulbetrieb oder Waisenhäuser für nichtschulpflichtige Kinder; diese können als Vorstufen künftiger Schulen benützt werden. Wegen der herrschenden, anormalen Teuerung dürften die Missionen kaum mit Geldansprüchen an die Kindeseltern herantreten. Die Schaffung einheimischer lateinischer Schulen würde gestattet sein, da ja auch anderen Riten die Betretung dieses Weges freigestellt sei. Auf Grund der gesetzlichen Schulfreiheit müsse auch die Zulassung eines lateinischen Lehrerseminars gefordert werden.

Das Lehrerseminar des Vereins vom heiligen Land in Jerusalem gewinne dadurch hohe Wichtigkeit; es könne, entsprechend erweitert, zum lateinischen Seminar für das arabische Sprachgebiet werden. Zur Heranbildung des einheimischen Klerus seien von der Regierung eigene Priesterseminare anzufordern, talentierte Kleriker an deutsche Fakultäten statt nach Frankreich zu senden. Als deutsche Sprachlehrer für türkische Schulen seien solide katholische Lehrer, womöglich mit Familie, die zu Stützen einer katholischen Gemeinde werden können, zu gewinnen.

Tunlichst unter deutscher Mitwirkung sei das einheimische katholische Schulwesen zu regeln, damit aus bestehenden Elementarschulen später Mittelschulen mit vorwiegend deutschem Charakter hervorgehen. Die kleine chaldäische Schule könne, unter verantwortlicher Leitung durch Chaldäer, sofort durch Deutsche übernommen werden. Im Schwesternhaus in Stambul seien jetzt schon kleine Waisen aufzunehmen, woraus sich später eine Mädchenschule entwickeln könne.

Das Memorandum schließt mit der Betonung, daß die seitens der österreichisch-ungarischen Monarchie subventionierten katholischen Schulen im Orient auch von deutscher Seite größte Unterstützung verdienen. In Adrianopel sollte das Gymnasium der (polnischen) Resurrektionisten wieder eröffnet werden, ebenso in Rustschuk die katholische Schule, die während des Krieges einging*), ferner das Gymnasium in Philippopel und einige Pensionate. Die katholischen Schulen in Sofia verdienten, nachhaltigst unterstützt zu werden.

*) Sie ist inzwischen wieder durch geflüchtete Lehrer unserer Schule in Salonik wiedereröffnet worden.

7. 3 16

Berlin, den 7. März 1916

Budapesterstrasse 14

Seiner Eminenz

Herrn Kardinal P i f f l

W i e n

Euer Eminenz

rechne ich im Besitze meiner Berichte über meine Reise in den Orient. Sehr wichtig wäre es nun, die Entscheidung Euerer Eminenz und der ungarischen Herren zu erfahren, wie sie sich die Weiterentwicklung der Frage betreffend Bulgarien denken. Meiner Ansich t nach sollte eine Besprechung in Wien stattfinden, um die grosse bedeutsame Sache einzuleiten. Wir haben gestern in Köln Sitzung gehabt und beschlossen, wegen Bulgarien keinerlei Schritte zu unternehmen, bis sich die Herren von Oesterreich und Ungarn geäussert haben. Es ist nur der hochwürdigste Herr Fürstbischof von Breslau gebeten worden, in seinem auf österreichischem Boden gelegenen Seminar zu Weidenau evtl. Plätze für bulgarische Studenten offen zu halten.

Mit der Bitte, Seine Eminenz den Herrn Kardinal Czernoch gleichfalls informieren zu wollen, und mit dem Ausdruck vorzüglichster Hochachtung bin ich

Euerer Eminenz ganz ergebener

M. E. d. Sem. 20.3.16
E. 18

M. Erzberger

Mitglied des Reichstags

Aktion der deutschen Katholiken im neuen Orient .

Der Eintritt der Türkei in den Weltkrieg mit der daran sich anschliessenden Vertreibung der französischen und italienischen Ordensleute bedeutet eine schwere Katastrophe für die kath. Kirche. Diese Katastrophe wurde noch erhöht durch das den französischen Freimaurern abgelernte kulturkämpferische Verhalten der Jungtürken, welche den Kriegszustand benutzten, um mit brutaler Rücksichtslosigkeit gegen die Christen des Orients aufzutreten. Eine gewisse Handhabe hierzu hat das Verhalten der orthodoxen Armenier gegeben, welche im Rücken des türkischen Heeres eine Revolution anzettelten. Die Gegenmassnahmen der türkischen Regierung gingen aber weit über das erlaubte Mass der Abwehr und Vergeltungsmassnahmen hinaus. Gesetze und Verordnungen wurden erlassen, aus denen klar ersichtlich war, dass die jungtürkische Regierung keinerlei fremden Einfluss, namentlich aber auch keinerlei christlichen, in den türkischen Nationalstaat wünschte.

Die deutschen Katholiken sehen es trotz der Kriegsnöte als wichtige Aufgabe an in der Türkei zu retten, was zu retten war. Die eigentliche Aktion konnte jedoch aus politischen Gründen vor der Sicherung der Dardanellen nicht begonnen werden. Sobald dieses militärische Ziel aber erreicht war, setzte diese um so kräftiger ein. Diese Aktion der deutschen Katholiken hat trotz mancher Schwierigkeiten doch erfreuliche Erfolge gezeitigt. Bis zum 9. Februar 1916 wurde folgendes erreicht.

1. Die Entsendung von 14 Geistlichen nämlich:

Dr. Straubinger	Konstantinopel - Jedikule
Dr. Zimmermann	" - Haidar-Paschaf
P. Theodosius O.S.F.	" S.Maria
P. Pius O.Min.	" St. Anton
Dr. David	Eskischehir und Angora
P. Liebl, O.Cap.	Konia
P. Albert O.S.F.	Aleppo
P. Konrad O.S.F.	"
P. Ramnald O.S.F.	Beirut
Dr. Schäfers,	Mosul
P. Petrus O.S.F.	Smyrna
drei Franziskaner	für Jerusalem

2. Zuführung von Lehrkräften für das St. George Kolleg in Galata und

für die Schulen der Borromäerinnen in Syrien.

3. Einführung von Religionsunterricht an der deutschen Schule in Haidar-Pascha und Jedikule.

4. Gründung einer Schwesternniederlassung in Konstantinopel-Pera, die sich mit ambulanter Krankenpflege und Waisenerziehung abgeben wird.

5. In der Frage der Hl.Stätten ist kein definitives Resultat erzielt aber der Erwerb des Coenaculums in Aussicht stehend.

6. Für die notleidenden und deportierten Armenier stellte der Verein vom Hl.Land bis jetzt 15.000 Mark zur Verfügung, wovon ca. 10.000 Mark verteilt sind, davon über 5000 an das armenisch-katholische Patriarchat, über 2000 nach Aleppo und je über 1000 für Angora und Konia.

7. Für deutsche Propaganda wurde indirekt gearbeitet durch Verteilung der Schriften " La guerre allemande et le catholicisme " und " Deutsche Kultur, Katholizismus und Weltkrieg. "

8. Die Militärseelsorge wurde zuerst von den ortsanwesenden Geistlichen ausgeübt (im Nebenamt) jetzt in der Person des P. Hieronymus Rohrmeier ein Feldgeistlicher bestellt. In Syrien übt P.Heinrich Häusler vom Berge Sion die Militärseelsorge aus.

Im Werden sind ein Spital im Innern der Türkei, eine Schule und Lehrerseminar, die Besetzung von Bagdad mit einem Geistlichen.

Das derzeitige Gesamtbild über die katholische Seelsorge, der deutschen Kolonien in der Türkei gestaltet sich folgendermassen:

Deutsche Kolonien	Ordensgenossenschaft	Deutsche Patres
1. Adrianopel	Minoriten	+(Vertretungsweise)
2. Dede-Aghatsch	"	+ (unbestimmt)
3. Jedikule	Dominikaner	- (Dr.Straubinger Deutsch-Dominik. in Aussicht
4. Pera	Franzisk.Min.Lazarist.	+++ P.Rohrmeier P.Theodosius
5. Haidar-Pascha	Franzisk.Assumpt.	+ Dr.Zimmermann P.Theodosius (Hieronymus)
6. Izmidt	" "	- Dr.David, P.Liebl
7. Eski-Schshir	" "	- " "
8. Angora	" "	- " "
9. Smyrna	Franziskaner	+ 2 Patres, deutschsprechende Holländ.
10. Konia	Assumptionisten	- P.Rich.Liebl O/C.
11. Messina	Kapuziner	+ P.Elias Raad O.C.

Deutsche Kolonien	Ordensgenossenschaft	Deutsche Patres
12. Aleppo	Franziskaner	+ P.Conrad, P.Luitpold
13. Bagdad	Karmeliter	- (unbestimmt)
14. Mossul	Kapuziner	- Dr. Schäfers
15. Alexandrette	Franziskaner	- kann jederzeit besetzt werden
16. Beyreuth	"	+ P. Romuald
17. Damaskus	"	+ kann jederzeit besetzt werden
18. Haifa	"	- dto.
19. Jerusalem	"	+ P.Jannar, Corbinian Albert
20. Kairo	"	+ Deutscher Pater ausgewiesen
21. Alexandrien	"	+ dto.
22. Maraach	"	+- ein deutsch sprechender Holländer
23. Adana	Jesuiten	- -
24. St. Stephano	Kapuziner	- -

Der Franziskanerorden hat 12 Kolonien besetzt bezw. kann selbe jederzeit besetzen. Der Minoritenorden hat 3 Kolonien auf der europäischen Türkei besetzt. Der Kapuzinerorden hat eine Kolonie.

+ bedeutet vorhanden

- nicht vorhanden.

Weil die Franziskaner in Konstantinopel, Smyrna, Aleppo, Jerusalem, Kairo, Klöster und Pfarreien haben, wäre es gut, wenn in jeder dieser Städte, die ja Patriarchatsitze sind, ein Pater als Referent aufgestellt würde, über die deutschen Kolonien in den betreffenden Diözesen.

Diese bisherigen Resultate, die trotz enormer Schwierigkeiten erzielt worden sind, ermutigen zu weiteren systematischen Vorgehen. - Hierfür dürfte die Grundlage folgender Missionsplan sein:

1. Für uns deutsche Katholiken kommen vor allem die Orte an der Bagdadbahn und Nordsyrien in Betracht.

2. Die Zahl der Katholiken lateinischen Ritus beträgt in der ganzen Türkei ca. 80.000, wovon bis jetzt nur wenige in den Orten an der Bagdadbahn wohnen. Doch werden sie nicht nur des Handels, sondern der Sicherheit wegen immer mehr an die Orte an der Bahn ziehen. Dasselbe werden die übrigen Christen tun, sodass allmählich respektable kath. und christliche Kolonien erstehen werden.

3. Durch die wirtschaftlichen Beziehungen Deutschlands mit der

Türkei werden auch mehr deutsche Katholiken ins Land kommen. Deutsche evangelische Gemeinden bestehen bereits an den beiden Bahnstationen Eskischehir und Aleppo.

4. Bisher lag die Pastoration der Bagdadbahnorte in Händen der französischen Assumptionisten (Haidar-Pascha-Konia) Jesuiten (Adana)Franziskaner (Aleppo) Dominikaner (Mossul), Karmeliter (Bagdad).Die Franziskaner in Aleppo sind bereits durch bayrische ersetzt. Ueberhaupt soll ganz Nordsyrien,das bisher der Kustodie gehörte, den bayrischen Franziskanern als Mission zugewiesen werden. Für die Strecke von Haidar-Pascha bis Konia ist an Stelle der allzu französischen Assumptionisten eine andere Gesellschaft vorzuschlagen. Mossul und Bagdad brauchen nicht mehr von zwei verschiedenen Gesellschaften pastoriert werden. Ob man Weltpriester zulässt oder alle Orte mit Ordensleuten besetzt, sei hier nicht entschieden. Bemerkt sei,dass Weltpriester zu Studienzwecken sich gern für einige Zeit im Orient aufhalten würden.

5. Was die Missionsmethode anbelangt, so braucht man nicht an jedem Missionsort ein Kloster zu errichten, es genügt, wenn an dem Hauptort eine derartige Niederlassung ist, von der dann excurrendo per Bahn die kleineren pastoriert werden. Ferner braucht man nicht für jeden kath Ritus eine eigene Kirche zu bauen, sondern bei kleineren Verhältnissen (z.B. 50 Lateiner und 50 kath. Armenier) genügt eine, an der dann Priester verschiedener Riten wirken. (Annäherung der Riten und bedeutende Verbilligung der Missionskosten.)

6. Die Seminare für Heranbildung des einheimischen Klerus,die bisher in französischen Händen waren, müssen in deutsche Hände übergehen.

7. Damit dem deutschen Missionswesen die Katastrophe von heute erspart bleibe, müssen die Missionsgüter <u>internationalisiert</u> oder unter <u>päpstlichen Schutz</u> gestellt werden. Durch Beiziehung einheimischer Geistlicher wird die Gefahr einer Katastrophe sowieso geringer.

Vor der endgiltigen Annahme dieses Planes und für die Prüfung aller Einzelheiten dürfte es sich empfehlen,dass der hochwürdige Herr Pater Provinzial der bayrischen Franziskaner-Provinz, Dr. Heribald Holzapfel, eine Inspektionsreise nach dem Orient antritt. Zur Erleichterung der Reise wäre es wünschenswert,wenn die hochwürdigsten deutschen und oesterreichischen Herren Kardinäle genanntem Herrn Pater Empfehlungsschreiben mitgeben würden.

<u>In</u>

In diesen Missionsplan gliedern sich folgende spezielle Vorschläge ein:

K o n s t a n t i n o p e l

Für die deutschen Katholiken ist unbedingt ein Sammelpunkt erforderlich. Heute sind sie Gast in der neuen italienischen Franziskanerkirche St. Anton in Pera. In der österreichischen Botschaftskapelle S.Maria treffen sich die oesterreichischen Katholiken. Die deutschen Katholiken haben kein eigentliches gottesdienstliches Heim. Heute schon muss man damit rechnen,dass nach dem Kriege die Verhältnisse für die deutschen Katholiken in St. Anton nicht sehr angenehme sein werden.Es ist daher leicht verständlich,dass von allen deutschen Katholiken der Wunsch nach einem eigenen Gotteshaus erhoben wird. Die Kosten hierfür dürften recht erhebliche sein, da ein würdiges Gotteshaus zu bauen ist.Von deutschen Katholiken, Offizieren, Beamten und Kaufleuten, ist mir der dringende Wunsch nahe gelegt worden,dass ein katholisches Mädchenpensionat in Konstantinopel errichtet werde, da heute die katholischen Eltern genötigt seien, ihre Kinder entweder in akatholische Schulen zu schicken, oder nach Deutschland in Pensionate zu geben. Dieser Bericht führt von selbst zu folgendem Vermittlungsvorschlag. Es mögen zunächst in Konstantinopel die Ursulinerinnen ein Pensionat und eine Kapelle errichten, dabei sich genügenden Raum sichern, damit die Kapelle entweder später ausgebaut oder eine katholische Kirche errichtet werden kann. Der hochwürdige Herr Bischof von Konstantinopel begrüsste die Errrichtung eines solchen Mädchenpensionates lebhaft. Der deutsche Beirat im Unterrichte-Ministerium in Konstantinopel hat dem Abgeordneten Erzberger bei seiner Anwesenheit erklärt,dass gegen ein solches Pensionat keinerlei Bedenken der Regierung vorliegen, wenn dasselbe auf den Namen einer einzelnen Persönlichkeit eingetragen wird. Die baldmöglichste Inangriffnahme dieses Planes ist geboten.

Haidar - Pascha

<u>Katholikenzahl:</u> 700 - 800 Katholiken, darunter ca. 100 deutsche, 100 oesterreichisch-ungarische, 40 schweizerische.

<u>Kirche</u> gehörte den Assumptionisten und war an das Assumptionistenkolleg angebaut, hatte jedoch eigenen Zugang von der Strasse her.

<u>Jetzige Verwendung:</u> Die Kirche wird jetzt als Konferenzsaal benutzt

<u>Unternommene Schritte:</u> Die deutsche Botschaft suchte in Anbetracht der

zahlreichen deutschen Katholiken die Wiedereröffnung der Kirche zu erwirken. Ohne Erfolg. Später bat die Botschaft um Ueberlassung des gegenüberliegenden Pfarrhauses mit Garten, in dem wir eine eigene Kirche bauen könnten. Die Antwort auf dieses Ansinnen war nicht direkt ablehnend.

Notwendig ist unbedingt ein Gottesdienstlokal. Wenn das alte nicht zurückgegeben wird, müssen wir ein neues bauen. Vorläufig gehen die Katholiken nach Moda in die Kirche, wo sie aber ihres Lebens infolge der Ueberfälle durch die türkische Schuljugend nicht sicher sind.

Jedikule (Vorort von Konstantinopel)

Katholikenzahl: 64 Familien, darunter 33 oesterreichische, 5 deutsche etc. Kirche: gehörte den Dominikanern von St. Peter in Galata, ebenso die ausgebaute Schule und das Schwesternhaus.

Beschlagnahme: Ende September 1915 wurde unter einem erdichteten Vorwand der Geistliche aus der Kirche gelockt und sofort abgeführt, ohne dass er auch nur das Notwendigste hätte retten können. So kam es, dass das ganze Inventar der Kirche, auch die Hl. Gegenstände, selbst das Sanktissimum von den Türken in barbarischer Weise vernicht wurde. - Ebenso wurden die Schwestern, darunter die kranke (reichsdeutsche) Oberin brutal aus dem Hause gelockt und das Haus geplündert. Nur die Oberin bekam durch den Kawassen des deutschen Konsulates einige Wäschestücke heraus.

Das Eigentum und die Kasse des kath. Männervereines von Jedikule teilte dasselbe Schicksal.

Eingeleitete Schritte: Der Bischof und die oest.-ung. Botschaft unternahmen sofort Schritte, erzielten aber nur Versprechungen. In Wirklichkeit blieb alles beim Alten. Auf Betreiben des Referenten unternahm die oest.-ung. und auch die deutsche Botschaft wieder einen Schritt, auch diesmal wurden die Botschaften mit Versprechungen abgespeist. Die öst.-ung. Botschaft, um deren Schutzbefohlenen es sich vor allem handelt, will indes noch weitere Schritte tun.

Notwendiges: 1. Ein Gottesdienstlokal, Saal ist nicht vorhanden, daher Zurückgabe der alten Kirche.

2. Zurückgabe oder Ersatz der Kultusgegenstände,

3. Zurückgabe des Eigentums des kath. Männervereins.

Eskischehir

Katholikenzahl: Lateiner 90, davon 50-60 deutschsprechende kath. Armenier
Kirchen: 2 lateinische, eine grosse in der Stadt und eine kleine am Bahnhof. Beide okkupiert, die eine vom Militär, die andere von einem türkischen Schulinspektor. Die grosse, die mit Firman erbaut worde, ist in einem ministeriellen Schreiben als " irrtümlich " geschlossen bezeichnet wurde aber trotzdem nie geöffnet.
Unternommene Schritte: Dr. David und Referent baten die Botschaft um ihre Mitwirkung bei Oeffnung der Kapelle auf dem Bahnhofe, die für die deutschen Katholiken von besonderer Wichtigkeit ist. Ref. hatte bereits früher persönlich mit dem Herrn Botschafter Rücksprache genommen. Die Botschaft unternahm einen Schritt, erhielt auch die Mitteilung, man werde beim Wali wegen der Sache anfragen. Weiter geschah nichts.
Notwendige Massnahmen: Für die deutschen Katholiken ist unbedingt eine Kirche, nämlich die Kapelle am Bahnhof nötig. Die Botschaft möge in der Sache einen zweiten Schritt tun. Ferner ist in Eskischehir ein Arbeiterheim unbedingt erforderlich, da die dortigen deutschen Munitionsarbeiter durch das Wohnen in Privathäusern moralisch sehr heruntergekommen sind. General Weitmann, der das Elend selbst mit ansah, will den Plan bei der Botschaft unterstützen. Es handelt sich um ca. 30 deutsche Arbeiter. Später oder schon nebenher könnte das Haus als Pensionat für Kinder dienen, die die dortige deutsche Schule besuchen. Die Schule ist nämlich Bahnschule und berechtigt zur Anstellung an der Bahn, erfreut sich daher grossen Zuspruches, kann aber wegen Mangel eines Pensionates von den entfernt wohnenden Kindern nicht gut besucht werden. - Erforderlich zum Betrieb des Hauses wären 3 Schwestern.

Angora

Katholikenzahl: 13 - 15 deutsche Katholiken, 1500 - 2000 armenische Katholiken. Früher d.h. vor der Deportation betrug die Zahl der kath. Armenier 7 - 10.000. Die Deportation verschonte nämlich die jenigen Familien, von denen ein Glied im Felde steht, sowie einige andere Familien, von denen nur die Männer ausgewiesen wurden. Ferner hielten sich 50 - 100 Männer versteckt und entgingen so der Ausweisung. Dazu kommen noch 150 - 200 exportierte von Konstantinopel, grösstenteils russische Untertanen und katholischer Konfession.
Kirchen: lateinische keine, Armenisch-kathol. 4, jetzt geschlossen, teils für andere Zwecke verwendet.

Geistliche: Lateinische: keine Armenische: keine.

Sie wurden alle samt dem Bischof deportiert. Nur die aus Konstantinopel exportierten haben einen Geistlichen unter sich, der aber nur unter den exportierten selbst Seelsorge betreiben kann.

Schulen: Knabenschule der franz. Schulbrüder (geschlossen)

Mädchenschule der franz. Schulschwestern "

Notwendige Massnahmen: Zulassung eines armenischen Geistlichen (bisher immer abgeschlagen) Bis dahin deutscher Geistlicher notwendig. Oeffnung wenigstens einer Kirche. Schule fände sofort Zulauf. Materielle Not in etwa zu lindern. Geistige Not jedoch grösser. Versuchung zum Abfall zu den Griech. Orthodoxen.

Andere Berichte besagen, dass auch grosse materielle Not in Angora herrscht. Dr. David unterhält bereits 6 Waisenkinder und lässt Mehl verteilen. Die grösste Not ist indes geistiger Art. Die noch übriggebliebenen 1500 kath. Armenier (ein Siebentel der früheren Zahl) sind ohne Geistlichen und werden immer mehr zum Abfall gezwungen. Die türkische Regierung lässt trotz vieler Versuche keine armenischen Geistlichen nach Angora gehen, hat alle Kirchen daselbst geschlossen und selbst Dr. David die Abhaltung eines Gottesdienstes in seinem Hause untersagt. Der Wali teilte mit, dass zwei armenische Kirchen geöffnet würden, sobald ein armenischer Geistlicher komme. Ein solcher bekommt aber nie die Erlaubnis dort hin zu gehen:

Für deutschen Unterricht am Gymnasium in Angora sind deutsche Lehrmittel erwünscht.

Für errrichtung einer deutsch-türkischen Leseshalle braucht man Lesestoff.

Die Schulfrage

1. Die Schulfrage steht derzeit so, dass ausländische Schulen gegenwärtig überhaupt nicht gegründet werden können. Die Gründung ist nicht nur durch den Wortlaut des neuen Privatschulgesetzes, sondern auch durch den Geist der leitenden Männer ausgeschlossen. Vorhandene Schulen alliierter und neutraler Staaten werden, obwohl sie dem Gesetz nicht ganz entsprechen, geduldet.

2. Pensionate und Waisenhäuser, falls sie Schulbetrieb haben, fallen unter das Schulgesetz. Pensionate ohne Schulbetrieb (etwa in An-

lehnung an eine vorhandene Schule) oder Waisenhäuser für nicht schulpflichtige Kinder sind demnach gestattet. Doch ist ihr praktischer Nutzen nicht gross, man müsste sie denn nur als Vorstufen künftiger Schulen betrachten. An Kindern für Pensionate und Waisenhäuser dürfte es nicht fehlen, da der grösste Teil der katholischen Kinder jetzt ohne Schule ist und die Teuerung die Leute zwingt, ihre Kinder dem Nächstbesten in die Hand zu geben. Allerdings dürfte man gerade im Hinblick auf die beispiellose Teuerung so gut wie gar keine finanziellen Anforderungen an die Kinder stellen.

3. Anders steht es um die Frage einheimischer kath. Schulen. Die einheimischen Christen hatten und haben ein eigenes Schulwesen. Den einheimischen lateinischen Katholiken fehlt ein solches, da alle lateinischen Schulen ausländisch waren. Es handelt sich nur darum- und das ist der wichtigste Teil der Schulfrage- ein einheimisches lateinisches Schulwesen zu schaffen, ähnlich demjenigen der Griechen und Armenier. Die türkische Regierung dürfte der Schaffung eines einheimischen Schulwesens keine Schwierigkeiten entgegenstellen, da sie solches den anderen christlichen Konfessionen gestattet und andrerseits die lateinischen Eltern doch nicht dazu zu bewegen sein werden, ihre Kinder in die muhammedanischen Regierungsschulen zu schicken.

4. Ist den Lateinern wie den übrigen christlichen Konfessionen die Schulfreiheit zugestanden, so muss auch ein lateinisches Lehrerseminar zugestanden werden, da ja in den türkischen Lehrer-Seminaren nur muslimische Lehrer und Lehrerinnen vorgebildet werden.

5. Das Lehrerseminar des Vereins vom Hl. Land in Jerusalem gewinnt unter diesen Umständen allergrösste Bedeutung. Es könnte, wenn erweitert, für das arabische Sprachgebiet als lateinische Lehrerseminar gelten. Für das türkische Sprachgebiet wäre ein solches noch unter deutschem Einfluss zu schaffen.

6. Ferner müssen von der türkischen Regierung eigene Schulen zur Heranbildung des einheimischen Klerus (Klerikalseminare (genehmigt werden, was bis jetzt keineswegs der Fall ist. Talentierte Kleriker sollen zur Weiterbildung nach Deutschland anstatt wie bisher nach Frankreich und Italien entsandt werden.

7. Deutsche Sprachlehrer für türkische Schulen sind immer noch erwünscht. Es wäre gut, wenn darunter solide kath. Lehrer, womöglich

mit Familie wären, die als Stützen einer katholischen Gemeinde gelten können.

6. Falls es gelingt, das einheimische katholische Schulwesen zu regeln, muss es unter deutscher Mitwirkung geregelt werden. Aus verschiedenen der einheimischen Elementarschulen werden später Mittelschulen hervorgehen, die vorwiegend deutschen Charakter haben werden. Eine der vorhandenen kath. Schulen, nämlich die <u>kleine Schule der Chaldäer</u>, kann sofort von uns übernommen werden und ausgebaut werden. Die Schule hat nämlich jetzt die Genehmigung der Regierung erhalten. Wir müssen allerdings nominell die Schule unter der verantwortlichen Leitung eines Chaldäers führen, tatsächlich könnten wir aber in der Schule schalten und walten und könnten sie während des Krieges als Volksschule sofort beginnen bezw. weiterführen.

9. In dem <u>Schwesternhaus</u> sollen baldmöglichst kleine Waisen aufgenommen werden. Später soll sich daraus eine Mädchenschule entwickeln.

10. Die <u>österr.ung. katholischen Schulen</u> verdienen auch von deutscher Seite jede Unterstützung.

11. In <u>Adrianopel</u> sollte das Gymnasium der vorzugsweise polnischen Resurrektionisten wieder eröffnet werden.

12. In <u>Bulgarien</u> sollte man die kath. oestrr. Schule in Rustschuk, die während des Krieges einging, wieder eröffnen, ferner das kath. Gymnasium der Assumptionisten in Philippopel und einige Pensionate.

Die kath. Schulen in Sofia, welche seit Kriegsausbruch ungemein eifrig und erfolgreich in der Erteilung des deutschen Sprachunterrichtes sich betätigt haben, verdienen nachhaltigste Unterstützung.

- - - - - - - - - -

über die Lage der kath. Armenier in der Türkei.

1. Die kath. Armenier, deren Zahl von einigen auf annähernd 100 000, von anderen höher geschätzt wird, sind scharf zu unterscheiden von den sogenannten gregorianischen oder orthodoxen wie von den protestantischen Armeniern. Sie stehen unter einem eigenen Patriarchen, sind von der türk. Regierung als Millet anerkannt und haben in nationaler Hinsicht nie Anlaß zur Beschwerde gegeben. Gerade ihre Abneigung gegen die nationalistischen Bestrebungen, die allgemein anerkannt ist, hat ihnen den besonderen Haß ihrer Volksgenossen zugezogen und namentlich ihrem Patriarchen, der die nationalistischen Umtriebe verbot, große Anfeindung eingetragen. Träger der national-armenischen Unabhängigkeitsidee waren die an Rußland sich anlehnenden orthodoxen Armenier, die die russischen Sendlinge unter sich duldeten. und andererseits die in den amerikanischen Schulen großgezogenen Armenier, die mit der Religion der protestantisch-amerikanischen Missionare gewöhnlich auch deren demokratische Gesinnung annahmen , vielfach Reisen nach Amerika unternahmen und dann als "Aufklärer" zurückkehrten.

2. Trotz der loyalen Gesinnung der kath. Armenier und trotz der Zusicherungen, die man ihnen gab, widerfuhr ihnen dasselbe Schicksal wie ihren Volksgenossen. Die Verluste an Menschenleben und Gütern sind bei ihnen relativ ebenso groß wie bei den anderen, nur der Unterschied wurde gewöhnlich gemacht, daß bei ihnen Exekution und Deportation um einige Tage oder Wochen aufgeschoben wurden. Die Berichte, welche nichtarmenische Zeugen aus dem Innern bringen, sind so entsetzlich, daß man sie nicht niederschreiben kann(Die Anlagen 1,2,3,4 geben einige Einzelheiten). Nur der gegenwärtige Stand der armenisch katholischen Kirche sei im Folgenden angegeben.

3. Von 15 Diözesen haben 11 aufgehört zu existieren: Adana, Angora, Kaissarieh, Diarbekir, Erzerum, Kharput, Malatia,

Mardin, Musch, Siwas, Trapezunt. Zwei Diözesen sind zum Teil vernichtet: Marasch und Aleppo. Intakt sind nur noch die Diözesen Konstantinopel und Brussa, obwohl auch diese teilweise Verlust zu erleiden hatten. So wurden z.B. in Ismid die kath. Armenier gleich den gregorianischen vertrieben, ihr Stadtteil niedergebrannt, ihre Güter veräußert angeblich zu Gunsten der Vertriebenen, tatsächlich zur Bereicherung türkischer Beamter. Was die vernichteten Diözesen im besonderen angeht, so haben Diabekir, Kharput, Malatia, Mardin, Musch und zum Teil auch Erzerum ihre Bewohner durch Metzeleien, die übrigen durch Deportation verloren.

4. Man könnte vermuten, daß Deportation eine mildere Strafform ist, als Tötung. Tatsächlich unterscheidet sich aber erstere nicht viel von letzterer. Während nämlich bei den allgemeinen Massacres immer einige entkommen, sich verborgen halten oder auf die Berge flüchten, ist bei den Deportationen, die Aussicht auf Lebenserhaltung sehr gering. Man treibt die Menschen wie Viehherden wochen- und monatelang ihrem Bestimmungsort entgegen, für die notwendige Nahrung ist nur in den seltensten Fällen gesorgt. So erliegen die Armen massenhaft dem Hunger und den Seuchen. Sind sie am Bestimmungsort angelangt, so ist auch ihres Bleibens nicht, man treibt sie an einen neuen Bestimmungsort und von diesem wieder an einen anderen, sodaß sie nie zur Ruhe kommen. In anderen Fällen werden die Familien in türkischen Ortschaften getrennt und, da die Männer gewöhnlich von den Frauen getrennt werden, sind letztere vollständig im Erwerb des Lebensunterhaltes auf sich selbst angewiesen. Hunger und Drohungen treiben sie in die Häuser der Türken. Die Kinder werden dann von selbst türkisch oder als sogenannte "Kriegswaisen" auf staatlichem Wege vertürkt.

5. Man hatte nach den Versprechungen, die die türkischen Regierung dem apost. Delegaten gegenüber abgab, gehofft, daß der Rest der kath. Armenier zurückkehren dürfe. Tatsächlich ist keiner von ihnen zurückgekehrt. Im Gegenteil nach zuverlässigen Nachrichten, die in diesen Tagen eingingen, geht man jetzt

auch gegen die zurückgebliebenen Armenier in Marasch, Aintal und Aleppo.

x x

x

Aktennotiz auf der deutschen Botschaft in Konstantinopel

über die Unterredung des Abgeordneten Erzberger am

10. Februar 1916 betreffend Armenier- und Christenfrage im Orient.

1. Mit Enver Pascha, der zusagte, daßkeine weiteren Maßnahmen gegen die Armenier erfolgten, die vertriebenen Armenier würden in geschlossenen Ortschaften angesiedelt werden. Religionsfreiheit wurde garantiert.

2. Mit Talaat, der als Kriegsziel die volle Unabhängigkeit der Türkei bezeichnete, Deutschland möge sich über alle Fragen mit der Türkei verständigen, auch den Ersatz der Kapitutationen, dann lasse sich alles regeln. Die Oeffnung der armenischen Kirchen werde erfolgen. Vertreibungen oder Gewaltmaßregeln gegen die Christen in Syrien seien ausgeschlossen, nur einzelne Personen hätten sich dort vergangen. Die Priesterseminare und Lehrerseminare könnten wieder geöffnet werden, nur dürfte der türkische Staatsgedanke darunte r nicht leiden, worauf ich beruhigendeZusagen geben konnte. Die gestellten Fragen soll ich in einer Denkschrift bei den Ministern unterbreiten, welche nach meiner Ankunft in Deutschland ausgearbeitet und durch die Botschaft in Konstantinopel überreicht werden wird.

Die Armenierfrage.

Auf Grund der Unterredung, die der Abgeordnete Erzberger am 10. Februar mit den türkischen Ministern Enver Pascha und Talaat Bey hatte, werden folgende Maßregeln zur sofortigen Durchführung vorgeschlagen:

1) Möglichkeit der direkten Annäherung an die Deportierten

und zwar nicht durch Privatpersonen, sondern durch [redacted]
des Malteser-Ritter-Ordens, die in Deutschland ausgerüstet wird und kostenlos arbeitet, Brot und andere nötige Subsistenzmittel werden durch diese Mission verteilt, aber von der Regierung geliefert.

2. Allmählicher Rücktransport der Deportierten und Neuansiedlung derselben, womöglich in der Nähe der Bahnlinien, damit sie einerseits besser überwacht, andererseits leichter versorgt werden können. Jedenfalls scheiden diejenigen Gegenden aus, die als zum Kriegsgebiet gehörend betrachtet werden. Die Ansiedlung darf sich indes nur auf Kleinasien und nicht auf Syrien und Arabien erstrecken. Die Ansiedelung erfolgt in geschlossenen Ortschaften. Die Regierung stellt den heimkehrenden Armeniern soviel und so gutes Land zur Verfügung, als sie vorher besessen haben. Für den Verlust der Wohnungen und des Inventars sollen sie dadurch entschädigt werden, daß ihnen Baumaterial, Ackergeräte und Saatfrüchte gratis zur Verfügung gestellt wird- Der Rücktransport und die Ansiedlung erfolgen durch die Delegation des Malteser-Ritter-Ordens.

3) Befriedigung der religiösen Bedürfnisse der Armenier
Es sind z.B. in Angora immer noch 2000 kath. Armenier ohne Bischof und Priester, obwohl schon vielfach Schritte unternommen wurden, ihnen einen Priester zu schicken. Die geschlossenen Kirchen müssen wieder geöffnet werden, das Kirchengut zurückgegeben und den Armeniern, die aus Angst zum Islam übergetreten sind, ddie Rückkehr in ihre Kirche nicht zur Unmöglichkeit gemacht werden.

4) Diestädtischen Armenier dürfen in ihre Städte, soweit sie nicht Kriegsgebiet sind, zurückkehren.

5)Das Liquidationsgesetz wird suspendiert oder findet wenigstens für diejenigen Armenier keine Anwendung, die zurückkehren.

6) Da die katholischen Armenier sich anerkanntermaßen von revolutionären Umtrieben fernhielten, sollen sie beim Rücktransport zuerst berücksichtigt werden.

7) Die türkische Regierung wird gebeten, den Patriarchen der kath. Armenier, Mgr. Terzian, nach kirchlich-katholischen Prinzipien anzuerkennen.

Der armenisch-katholische Patriarch hat mir nachstehende Wünsche vorgelegt, deren Verwirklichung durch die Vermittlung des Deutschen Reiches die äußerst kritische Lage der katholischen Armenier halbwegs noch retten könne.

Vor allem ist zu betonen, daß die kath. Armenier treue Untertanen des Reiches immer gewesen sind.

Es wäre wünschenswert zu veranlassen:

1. Daß die ausgewiesenen kath. Bischöfe, Priester, Nonnen und Laiern in ihre Heimstätten zurückkehren, die Kreiehn und Kirchengüter den Bischöfen und Priestern, das sequestierte Hab und Gut den kath. Armeniern zurückerstattet werden, hauptsächlich aber in den Diözesen von Adana, Angora und Cäsarea, deren Bischöfe und Einwohner größtenteils nach Aleppo, Konia und in die syrischen Gegenden verbannt sind.

2. Daß aus den halbwegs noch verschont gebliebenen Diözesen von Konstantinopel, Brussa, Aleppo und Marascha die katholischen Armenier nicht mehr ausgewiesen werden.

3. Daß keine Zwangsbekehrungen von nun an vorkommen.

4. Daß man die Waisenkinder, soviel es noch möglich ist, retten möge.

5. Daß der Staat den nach allen Ecken und Enden verbannten in Elend und Not gebliebenen kath. Armeniern tatsächlich zu Hilfe komme.

6. Daß die deutschen Katholiken dem armen, kath. Patriarchat deren Lage in jeder, hauptsächlich aber in materieller Hinsicht äusserst kritisch ist, tatkräftig ist zu Hilfe eilen möge.

7. Daß die türkische Regierung den rechtmäßigen Patriarchen als Oberhaupt der katholischen Armenier anerkennen.

Die durch die gegen die Armenier im Allgemeinen angewendeten Maßregeln entstandenen Verluste an armenischen Katholiken lassen sich wie folgt zusammenfassen:

1. Diözesen sind vollständig evakuiert worden und zwar: Adana, Angora, Kayseery, Diarbekir, Erzerum, Kharputh, Malatia, Mardin, Moucho, Sebaste, Trapezunt und teilweise die Diözesen Marache und Aleppo. Nur die Diözesen Brussa und Konstantinopel sind für die Katholiken intakt geblieben, obgleich teilweise und private Ausweisungen in dieser Stadt vorgekommen sind.

Der Bischof von Adana, seine Priester, Nonnen und Getreuen sind in Aleppo interniert.

Der Bischof von Angora und seine Priester sind zuerst nach Tarsus geschickt worden, in der Diözese Adana, und von da nach Aleppo . Ein Priester mit Namen Ekizian ist auf der Reise getötet worden; von anderen Priestern hat man keine sichere Nachricht; die Nonnen von Agora, 38 an der Zahl, sind hin und her befördert, zuerst nach Eskischehir und dann nach Konia, wo sie sich jetzt befinden, betteln oder in den Häusern Dienste leisten, um etwas zum Leben zu finden; drei dieser Nonnen sind auf dieser Reise gestorben, Was die Getreuen anbetrifft, so sind die Frauen zum Teil nach Konia und zum Teil nach Eskischehir transportiert worden; die Männer sind hier und da verstreut untergebracht. Eine Anzahl Männer und Frauen sind gezwungenermaßen zum Islam übergetreten.

Der Bischof von Kayseeri ist nebst seinen Priestern von Kayssery vertrieben und nach Talas, in einiger Entfernung von K. transportiert worden. Ein Teil seiner Diözesanen ist nach Konia gesandt worden und die übrig gebliebenen Familien sind in Gruppen von je fünf Familien in die muselmannischen Dörfer verteilt worden.

In Diarbekir ist ein großes Blutbad unter den Armeniern im allgemeinen angerichtet; eine große Zahl Armenier ist getötet und in den Tigris geworden worden; von dem Bischofe, seinen Priestern und den Nonenen entbehrt man jeder Nachricht; man glaubt, daß sie ermordet worden sind.

den beiden Bischöfen ist der erste, Mgr. Kotschurian, in Erzinghian und der zweite Mgr. J. Melchisedichian in Eghin. Von den 40 - 50 Priestern der Diözese hat man keine Nachricht. Die neun Nonnen befinden sich auf dem Wege nach Konstantinopel mit den Mechitaristenpatern aus Wien; von den Diözesanen soll ein Teil nach Kharput, ein anderer Teil nach Urfa und ein Teil nach Der-el-Zor transportiert worden seien; aber die Mehrzahl soll ermordet worden sein.

Der Bischof von Kharput und seine Priester nebst drei Nonnen sind trotz der von dem Wali gegebenen Versicherung, daß sie über Urfa nach Aleppo geführt werden würden, in dem Dorfe Vartavil, 4 Stunden von dem Zentrum entfernt, ermordet worden. Eine der drei Nonnen soll nach Diarbekir entführt worden sein. Von den Frauen sind nur einige in Aleppo angekommen, der Rest soll ermordet worden sein. Die Einzelheiten über den Tod des Bischofs und seiner Reisegefährten, wie sie von muselmännischen Zeugen berichtet worden sind, sind sehr erhebend. Kaum hatte der Bischof die Absicht der von dem Gouverneur zur Begleitung mitgegebenen Gendarmen und der aus Mezre gesandten Mörder erkannt, als er die seinigen ermutigte und sie aufforderte, sich dem Willen Gottes zu fügen. Er segnet sie, gab ihnen die Absolution und nachdem er selbst die Absolution empfangen hatte, bat er die Mörder, sie nicht zu sehr zu quälen; diese erschossen sie darauf.

Kaletia. Man sagt, daß der Bischof Mgr. Khatschadourian im Gefängnis erwürgt worden ist und daß die Nonnen von Muselmännern entführt wurden, aber man weiß nicht, wohin. Die Priester und die Männer sind ermordet worden; nur die Frauen sind übrig geblieben. Der Gouverneur soll, aus Ironie, die Mörder von Mgr. Israelian und Mgr. Khatschadourian, für einige Tage ins Gefängnis gesteckt haben.

In Mardin, wo sich nur kath. Armenier befanden, sind der Erzbischof Mgr. Iganz Maloyan, die Priester und die Männer alle ermordet, die Frauen und Kinder nach verschiedenen Richtungen zerstreut worden. Die Ereignisse in Mardin bringen die ersten Jahrhunderte des Bestehens der Kirche in Erinnerung. Der Erzbischof

hielt eine Ansprache an die weinenden Getreuen und sagte sie alle, die auf den Knien um ihn herum lagen. Er gab ihnen die Absolution und gab ihnen mit einem Brot das Abendmahl, worauf alle nach Empfang des Sakramentes starben.

In der Stadt Mouche und den sie umgebenden armenischen Dörfern sind die Armenier ausgerottet und alle Einwohner ermordet worden. Die Regierung hat dem armenischen katholischen Patriarchate offiziell mitgeteilt, daß der Bischof Mgr. Topuzian Jaques während der Empörung (?) der Armenier verschwunden ist.

In Sivas ist nur der Erzbischof Mgr. Leon Ketschdjian übrig geblieben. Man weiß nichts über die Priester von Tokat, Gurin und Pirkinik. Von den Nonnen von Tokat ist nur eine einzige in Aleppo angekommen, und man weiß nicht wie; die fünf anderen sind tot; die drei Nonnen von Gurin sind in Aleppo angekommen.

Ferner weiß man garnichts über das Schicksal der 13 Priester der Trapezunter Diözese. Man sagt, daß sie ermordet worden seien. Ferner weiß man nichts über die 22 Nonnen und Novizen von Trapezunt und Marsivan. Von den Nonenen von Samsoun ist nur eine einzige, eine Französin, dageblieben, von den anderen zehn hat sich eine in eine Cysterne gestürzt, um den Schändlichkeiten zu entgehen, eine andere hat den Verstand verloren und ist bald darauf gestorben, Von den anderen acht sind in Aleppo angekommen: eine, deren Kinnbacken durch Beilhiebe zerschmettert war; sie ist einige Tage darauf ~~darauf~~ in Hospital gestorben. Die Oberin ist auch etwas darauf an Erschöpfung durch die Leiden einer 3½ monatlichen Reise gestorben. Von den Diözesanen ist nur eine kleine Anzahl Frauen in Aleppo angekommen.

Von den Diözese Marache sind die Orte Zeytun und Albisdan geräumt worden. In Marache selbst sind etwa hundert Familien ausgewiesen worden. Der Bischof Mgr. Arpiarian, seine Priester und die Nonnen befinden sich in Marache.

Die Städte Ayntab, Beylan, Kessab und Antiachia der Diözese Aleppo sind geräumt worden. Die Residenzstadt ist intakt. Der Priester von Antiochia ist in der Der-el-Zor interniert.

Es sind also 5 Bischöfe ermordet oder verschwunden. 5 sind an andere Orte transportiert und drei in ihren Diözesen geblieben.

- 4 -

Die Zahl der ermordeten oder verschwundenen Priestern beträgt 140, die der Nonnen 40.

Einige Notizen über die Ermordung von Christen in der Türkei.

Vilayet Diarbekir: In der Umgegend von Ourfa, in Veren- Chehir, einer kleinen Stadt von ungefähr 1400 Familien Armenier und 140 Familien Syrier; im ganzen 400 Familien sind ganz ausgewiesen zu Beginn des Sommers; die Männer sind alle ermordet worden. Die reichen Familien sind alle mit Frauen und Kindern ausgerottet worden.

In Severek sind alle Männer getötet, Frauen und Kinder, im ganzen 300 Familien vertrieben. Die Einwohner einer großen Anzahl jacobitische Dörfer sind getötet worden. Vier chaldäische Dörfer eben so in der Umgegend von Diarbekir, mit ihren Priestern.

In Mardin: Alle Armenier in dieser Stadt sind ausgewiesen mit ihrem Erzbischof und ihren 10 Priestern, dann sind sie unterwegs ermordet worden.

In Djezirat: Alle chaldäischen und syrischen Christen mit all ihren Bischöfen und Priestern sind ermordet oder ausgerottet worden. 17 chaldäische Dörfer, zum Erzbistum dieser Stadt gehörig, sind geplündert und ausgewiesen; die Männer wurden getötet.

Diözese Seert: In der Stadt sind die Armenier, 450 Familien zählend, die Chaldäer von 120 Familien, die Jacobiter von 30 Familien alle geplündert, massakriert oder ausgewiesen worden, mit ihrem chaldäischen Erzbischof Mgr. Adai Scher. In der Umgegend dieser Stadt sind 40 chaldäische Dörfer mit ihren Priestern geplündert und getötet.

In Ourfa: Ourfa, das ehemalige Edessa, Hauptstadtder Könige Abgar, hat ein noch härteres Schicksal gehabt. Dreimal wurden die Christen, deren Zahl 25 000 überstiege, geplündert, massakriert und mit Grausamkeit gequält; dann wurden die Stadtviertel beschossen und zerstört. Ihr Bischof und seine Priester, nebst den Notablen, etwa 500 Personen, wurden ins Gefängnis geworfen vor dem Morden, dann ausgeworden, wie man sagte, nach Diarbekir; aber unterwegs sind die getötet worden. Jetzt sind tausende von Waisen Sklaven in muselmännischen Familien. In Ourfa ist eine große

Zahl dieser Unglücklichen auf der Straße vor Hunger sterbend. Die Muselmänner Kurdistans haben selbst an den Massakern mit der Regierung teilgenommen; sie haben alle Habe der Christen geplündert.

Armenien, Kurdistan und ein großer Teil Mesopotamiens sind der Schauplatz der barbarischsten und abscheulichsten Szenen gewesen. Die Cisternen, Täler, Grotten sind mit Leichen gefüllt worden. Die Flußläufe des Euphrat und des Tigris haben wochenlang verstümmelte Leichen fortgespült. Die Reisenden in diesen Gegenden begegnen von Stadt zu Stadt und Dorf zu Dorf nur nomadisierenden Armeniern und Chaldäern, die aus ihren Städten oder Dörfern vertrieben sind, im Freien nächtigen, der Sommerhitze und der Winterkälte ausgesetzt sind. Sie sind alle zu einem entsetzlichen Tode verurteilt.

Das Schicksal der Christen in den anderen Teilen der Türkei ist sehr ungewiß. Sie sind ständig in der Gefahr, ermordet zu werden.

Anlage 3.

Angora.

Katholikenzahl: 13 - 15 deutsche Katholiken, 1500-2000 armenische Katholiken . Früher, d.h. vor der Deportation betrug die Zahl der kath. Armenier 7-10000. Die Deportation verschonte nämlich diejenigen Familien, von denen ein Glied im Felde steht, sowie einige andere Familien, von denen nur die Männer ausgewiesen wurden. Ferner hielten sich ca. 50-100 Männer versteckt und entgingen so der Ausweisung . Dazu kommen noch 150 - 200 Exportierte von Konstantinopel, größtenteils russische Untertanen und katholischer Konfession.

Kirchen: Lateinische: keine, Armen-kath. 4, jetzt geschlossen, teils für andere Zwecke verwendet.

Geistliche: Lateinische: keine. Armenische: keine. Sie wurden allesamt dem Bischof deportiert. Nur die aus Konstantinopel Exportierten haben einen Geistlichen unter sich, der aber nur unter den Exportierten selbst Seelsorge betreiben kann.

Schulen: Knabenschule der franz. Schulbrüder (geschlossen)
Mädchenschule der franz. Schulschwestern (geschlossen)

Notenwendige Maßnahmen: Zulassung eines armen. Geistlichen (bisher immer abgeschlagen) Bis dahin deutscher Geistlicher notwendig. Oeffnung wenigstens einer Kirche, Schule fände sofort Zulauf. Materielle Not in etwa zu lindern. Geistige Not jedoch größer, Versuchung zum Abfall zu den Griech.-Orthodoxen.

Andere Berichte besagen, daß auch große materielle Not in Angora herrscht. Dr. David unterhält bereits 6 Waisenkinder und läßt Mehl verteilen. Die größte Not ist indes geistiger Art. Die noch übriggebliebenen 1500 kath. Armenier (1/7 der früheren Zahl) sind ohne Geistlichen und werden immer mehr zum Abfall gezwungen. Die türkische Regierung läßt trotz vieler Versuche keinen armenischen Geistlichen nach Angora gehen, hat alle Kirchen daselbst geschlossen und selbst Dr. David die Abhaltung eines Gottesdienstes in seinem Hause untersagt. Der Wali teilte mit, daß zwei armenische Kirchen geöffnet würden, sobald ein armenischer Geistlicher komme. Ein solcher bekommt aber nie die Erlaubnis , dorthin zu gehen!
Für deutschen Unterricht am Gymnasium in Angora sind deutsche Lehrmittel erwünscht. Für Errichtung einer deutsch-türkischen Lesehalle braucht man Lesestoff.

Bericht einer Missionars.

Gelegentlich meiner ersten Missionsreise nach Ismidt, welche am 28. August erfolgt ist, habe ich dort persönlich folgende Feststellungen machen können.

1. In den Gegenden von Ismidt und Bakdschedschik waren gegenwärtig alles Armenier von seiten der türkischen Regierung verschiedenen Verfolgungen ausgesetzt. Die Meisten sind, nach Pfändung ihrer sämtlichen Habe, ins Inland verschleppt worden, wo der Tod gewiß nicht das größte Uebel ist, das ihrer wartet.

2. Die armenischen Katholiken erfahren hierin keine Ausnahme, die von Ismidt sind am2.und die von Bakdschedschik am 16.August verjagt worden.

3. Vor der Abreise hatten diese Unglücklichen versucht heimlich möglichst viele ihrer Habseligkeiten zu verkaufen, um einiges Reisegeld herauszuschlagen, ohne welches sie hätten verhungern müssen.Bei solchen Gelegenheiten waren zu haben: z.B. Nähmaschinen zu 5 Piaster,feingepolsterte Sessel zu nur 20PaPa usw.

4. Ich habe Gelegenheit gehabt verschiedene der von den Christen verlassenen Häuser zu besichtigen. Ueberall finden sich deutliche Spuren noch frischer Plünderung, ausgeführt von der türkischen Bevölkerung, besonders von Frauen und gutgeheißen von den Behörden.

5. Mehrere der verlassenen Häuser sind in Lagerräume umgewandelt worden, wo man die den Christen geraubten Möbel aufstapelt, um sie entweder in türkischen Familien zu verteilen, oder sie öffentlich zu versteigern. Selbst die Miete der verlassenen Wohnungen wird versteigert.

6. In den Lagerräumen des Bahnhofes von Ismidt befinden sich zurzeit etwa 100 Frauen und Mädchen (alles Familienangehörige jener christlichen Soldaten, die gegenwärtig ihr "Vaterland" verteidigen) welche bestimmt sind in ausschließlich türkische Ortschaften des Innern verteilt zu werden, undzwar im Verhältnis von 5 christlichen zu 10 türkischen Familien. Sie werden natürlich alle gezwungen den Glauben zu verleugnen.

7. Freitag den 27. August, verheerte ein großer Brand bereits das ganz armenische Viertel von Ismidt, Mehr als 600 Häuser fielen dem

8. Samstag durften die katholischen Armenier aus ihrer Verbannung nach Ismidt zurückkehren, die meisten, kamen am gleichen Tage an, in Begleitung von ihren Priestern. Sie besaßen zwar nichts mehr, was sie ihr Eigen nannten, dankten aber dennoch Gott, mit dem nackten Leben davongekommen zu sein, und glaubten sich von nun an sicher.
9. Zum Zwecke, sie vor ihrer Rückkehr noch tüchtig auszusagen, hatte man innen mehrere Male aus Reisegeld abgefordert, ohne ihnen jedoch dafür die betreffende Fahrkarte zu geben. Letztere wurde ihnen erst gelegentlich ihrer Ankunft in Ismidt eingehändigt, wo sie natürlich noch einmal und endgültig zu bezahlen hatten.
10. Nach ihrer Rückkehr konnten jene, deren Häuser vom Brande verschont geblieben, nicht mehr davon Besitz ergreifen denn, gleich ihrem anderen Eigentum, waren auch ihre einstigen Wohnungen von den Behörden versteigert worden oder durch die Regierung mit Beschlag belegt.
11. Am 29. gegen Mittag zwang ein plötzlicher unerklärlicher Gegenbefehl die am Tage zuvor zurückgekehrten Katholiken sofort wieder in die Verbannung zu wandern. Im selben Augenblick brachte ein Eisenbahnzug neue Ankömmlinge, man erlaubte diesen nicht einmà, aus ihren Viehwagen herauszukriechen, sie mußten vereint mit den ersteren, sofort wieder den Rückzug antreten.
12. Gregorianische Armenier, die, aus verschiedenen Teilen des osmanischen Reiches zusammengetrieben, truppenweise bei Ismidt vorüberziehen, um den Weg ihrer Verbannung anzutreten, werden in der dortigen armenisch-schismatischen Kirche verschiedenen Verhören und Torturen unterworfen. Sie werden, um sie zur Angabe vermeinlicher "Komitadschis" zu zwingen, auf Bänke gebunden, solange auf die nackten Fußsohlen geschlagen, bis sie entweder ohnmächtig werden oder durch die Qualen gezwungen, einen xbeliebigen Namen nennen, der dann zu weiteren Verhaftungen Anlaß gibt.
So habe ich z.B. ein Opfer solcher Folterungen aus der Kirche schleppen sehen, es war ohnmächtig und hatte beide Arme und einen Fuß verrenkt.

Diesen Bericht über Ismidt habe ich am 1. September 1915 dem österreichisch-ungarischen Botschafter überreicht. Seine Exzellenz

wollte meinen Angaben kaum Glauben schenken und berief sich auf ein ihm am 30. August von Talaat Bey gegebenen Versprechen, wonach die Verfolgungen der Armenier im allgemeinen eingestellt seien und spezielle die armenischen Katholiken schon alle in ihr verlassenes Heim zurückgekehrt, ihre früheren, friedlichen Beschäftigungen wieder aufgenommen hätten.

Ich bestand natürlich darauf, Seiner Exzellenz das Gegenteil zu bestätigen, was von seiten der österreichisch-ungarischen Botschaft sofort zu weiteren Schritten Anlaß gab.

Am 4. September 1915 begab ich mich nun, fest bauend auf deren günstiges Ergebnis, abermals nach Ismidt und fand dort die Lage schlimmer als je vor.

1. Von den verbannten Armeniern war nicht nur kein Einziger zurückgekehrt, sondern auch die wenigen, bis dato geduldeten Katholiken waren ins unwirtliche Inland verjagt worden. Kein kath. Priester war zu finden, die drei, die sich als Bakdschedschik vertrieben in Ismidt aufhielten, sind nach Konstantinopel befördert worden.

2. Die armenisch-katholischen Pfarrkapelle und die betreffende noch nicht fertig gebaute Kirche sind von der Regierung in Beschlag genommen. Am Firste des Pfarrhauses flatterte der Rote Halbmond.

3. Sämtliche Kircheneinrichtung ist von den wie Vandalen hausenden Behörden hinausgeworfen worden, bei welcher Gelegenheit einige griechische Frauen mehrere Kruzifixe und die Heiligen Oele aufgelesen und mir nachher eingehändigt haben.

4. Es befinden sich in Ismidt zur Zeit etwa 70 Katholiken lateinischen Ritus, darunter fünf österreichische Familien. Diese besuchten früher die dortige lateinische Kirche, welche aber, weil unter französischem Schutz vor mehreren Monaten von der Regierung geschlossen wurde. Seitdem wohnten sie stets dem armenisch-katholischen Gottesdienst bei und sind nun nach Vertreibung der armenischen Katholiken gänzlich ohne Priester und allen religiösen Trost bar.

5. Diese lateinischen Katholiken befinden sich außerdem nur noch allein inmitten einer fanatisierten Bevölkerung, die nunmehr gewohnt ist,

alles christliche Besitztum als ihr eigenes zu betrachten, und nicht verstehen können, daß verhaßte "giaurs" in Ismidt überhaupt noch geduldet werden können. Es kommt vor, daß katholische Mädchen von den Türken in sehr frecher Weise belästigt wurden.

6. Die weiblichen Familienangehörigen der im vorigen Bericht unter Nr. 6 angeführten christlichen Soldaten sind ihrem Schicksal nicht entgangen. Sie sind bereits ins Innere abgeführt worden.

7. Sofort nach Feststellung der oben angegebenen Tatsachen besuchte ich den Mutessarif, um gegen das Geschehene Einspruch zu erheben, und auch um ihn zu bitten, mir zwecks des sonntäglichen Gottesdienstes für die lateinischen Katholiken , die armenisch-katholische Kirche öffnen zu wollen. Ich wurde, obwohl Oesterreicher, in grober Weise empfangen und dann, mehr als drei Stunden lang von einem Beamten zum andern geschickt, um nichts zu erreichen. War somit gezwungen, mich des mitgenommenen Feldaltars zu bedienen und das hl. Messopferin einem katholischen Hause darzubringen, konnte auch aus Furcht vor polizeilicher Nachstellung nur die allerwenigsten Katholiken um mich versammeln.

Nachtrag vom 12. Januar 1916.

Ueber Neujahr war ein anderer Missionar in Ismidt. Nach ihm das Armenviertel zerstört, der übriggebliebene Besitz wird angeblich zu Gunsten der Armenier, tatsächlich zur Füllung der Taschen der Beamten versteigert. Einige Armenier, die zurückgeblieben, halten sich versteckt und sind am Verhungern. Dagegen dürfen die protestantischen Armenier sich freier bewegen. Der katholische Friedhof von Ismidt wurde geschändet und sämtliche Kreuze gebrochen.

Um Oeffnung der Kirche will sich die österreichisch-ungarische Botschaft bemühen.

Jahr 1916.

Präsidium des k. k. Ministeriums des Innern.

5 8 3 5 ex 1916. Vorakten:

Protokoll Nr. _____ M. I.

Datum: 10..3 1916, Z. -----

Präs.: 20. 3

Eingelangt von

Türkische Botschaft in Wien.

Anhängig: bei den Unterbehörden seit 191...
im Ministerium des Innern seit ... 191...

Nachzahl:

Gegenstandsbezeichnung:

Memorandum über die armenische revolutionäre Bewegung und die Maßnahmen zu deren Unterdrückung.

z. Z. vom 191

Mitzulöschen Z.

Zur Einsicht:
Ante repositionem:

2.) dem k.k. Ministerratspräsidium.

K. K. MINISTERRATS-PRÄSIDIUM
2212
M. P. praes.: 27/4. 1916.

Präsidialbureau

Wien, am 29. April 1916.
Im Auftrage:
Klein

1.)

Klein
24.
I

Zur Registratur am 23/4. 16

Aktenbeschreibung: 1 Bg., 1 Stg.

Faszikulatur: 22 / 1gen

Datum der Approbation 20/4 1916.

Zum Expedit am -

Reingeschrieben

Verglichen mit

Bestellt am

Das zuliegende Memorandum verfolgt die Entwicklung der armenischen Bewegung im türkischen Reiche bis zum russisch türkischen Kriege vom Jahre 1877/78 zurück. Trotz der den Armeniern erwiesenen zahlreichen Wohltaten und der ihnen gegenüber geübten Nachsicht haben sie immer die äußern und inneren Komplikationen dazu ausgenützt, um ihre von Rußland geförderten Sonderbestrebungen zu verfolgen.

Während des gegenwärtigen Krieges haben sie sich ganz offen auf die Seite der Ententemächte gestellt; es mußten gegen sie wegen zahlreicher Fälle von Revolten und sonstiger Unterstützung des Feindes energische Abwehrmaßregeln ergriffen werden.

Die vorliegende Schrift hat den Zweck, die behördlichen Maßnahmen zu rechtfertigen.

Dient zur Kenntnis.

ad acta.

Wien, am April 1916.

AMBASSADE IMPÉRIALE
OTTOMANE

Bo. 61.
Bo. 31.

Pres: 20. MRZ 1916 No. 5835 / M. I. Blg. 1

Die kaiserlich ottomanische Botschaft beehrt sich in der Beilage einen authentischen Bericht über die wahren Gründ der letzten armenischen Unruhen im türkischen Reich mit der ergebenen Bitte zu übersenden, davon gütigst Kenntnis nehmen zu wollen.

W i e n , am 10. März 1 9 1 6 .

VÉRITÉ

SUR LE MOUVEMENT RÉVOLUTIONNAIRE ARMÉNIEN

ET

LES MESURES GOUVERNEMENTALES

1916

CONSTANTINOPLE

-1314-

Les arméniens ayant été de tout temps favorisés de la bienveillance et de la confiance du Gouvernement Impérial, la plupart d'entre eux occupèrent des places importantes dans le pays. Non seulement des postes élevés comme ceux de Directeur et de Sous-Secrétaire d'Etat leur furent confiés dans les différents Départements, mais ils furent même élevés jusqu'au rang de Ministre d'Etat. En outre depuis le rétablissement de la Constitution, la présence d'un Ministre arménien dans le Cabinet ottoman fut d'une pratique constante. Les arméniens profitant de l'attitude bienveillante et confiante du Gouvernement Impérial à leur égard étaient devenus un élément important dans la vie économique de l'Empire et la plupart d'entre eux acquirent de grandes fortunes. D'autre part, l'élément arménien ne cessant de bénéficier de la protection tout particulièrement bienveillante du Gouvernement Impérial, obtint des concessions et privilèges qui ne furent jamais accordés à aucune communauté par n'importe quelle Puissance. De ce fait, ils parvinrent à instituer dans toutes les localités de l'Empire des écoles et des églises et conservèrent, de la sorte, leur langue nationale ainsi que leurs coutumes et traditions religieuses à l'instar des autres communautés chrétiennes de l'Empire.

Malgré cela l'élément arménien, établi dans l'Empire, n'a non seulement pas su apprécier les bienfaits de justice et de bien-être dont il jouissait, mais, tout au contraire, n'a pas manqué, ainsi que l'établiront les faits énumérés ci-après, de profiter de toute occasion pour créer des embarras et difficultés d'ordre intérieur et extérieur. Ainsi lorsque, en 1294 de l'Hégire (1878), à la suite de la guerre que l'Empire Ottoman a eu à soutenir contre la Russie, les troupes ennemies arrivèrent à San Stefano, le Patriarche Nerses Varjabetian s'empressa d'aller trouver le Grand Duc Nicolas, Commandant en Chef des Armées russes, et l'amena à faire insérer dans l'acte préliminaire de Paix, certaines clauses en faveur des arméniens; de même, lors de la réunion du Congrès de Berlin, ledit Patriarche ne se fit pas faute d'y envoyer une mission spéciale, en vue d'assurer l'insertion dans le traité de Berlin des clauses figurant dans celui de San Stefano. Par ces procédés, les arméniens ont tâché de s'assurer la protection de la Russie, ennemie de l'Empire; ils ont également essayé d'obtenir la protection de l'Angleterre, par une clause spéciale qu'ils parvinrent à faire introduire dans le traité de Chypre.

C'est à partir de cette date que les arméniens, forts du concours et de l'encouragement de l'Entente, ainsi que de leurs Agents dans l'Empire, fondèrent, en vue d'attirer l'attention de l'Europe sur eux, des sociétés secrètes sous les noms de " Hintchak "

et de « Drochak » dont l'unique but était de fomenter et de provoquer, à toute occasion propice, des troubles dans les différentes parties de l'Empire et de travailler de la sorte, sans relâche, à détacher de la Monarchie les provinces orientales.

Cependant, le Gouvernement Impérial, après le rétablissement de la Constitution, exempt de tout esprit de parti pris, s'évertua à faire bénéficier indistinctement tous les sujets ottomans des droits politiques que le nouveau régime venait de proclamer et s'efforça tout particulièrement à satisfaire l'élément arménien.

C'est ainsi que le Gouvernement constitutionnel autorisa les Sociétés secrètes révolutionnaires, Tachnak, Hintchak et Drochak fondées, comme il est dit plus haut, lors de l'ancien régime et dont les comités, sous le nouveau régime, s'étaient transformés, du moins en apparence, en partis politiques, à continuer ouvertement et en toute liberté leur activité et à se développer comme ils le désiraient; le Gouvernement Impérial, sincèrement soucieux de gagner la confiance entière de l'élément arménien, poussa la mansuétude jusqu'à tolérer que lesdits partis continuassent à conserver leurs attaches avec leurs sections établies à l'étranger. Or les comités arméniens, interprétant mal la bienveillante tolérance du Gouvernement et l'attribuant plutôt à sa faiblesse qu'à sa bonté, ne manquaient pas d'agir dans le sens de leur programme fondamental: tous leurs efforts tendaient à la création, avec le concours et l'aide de l'Angleterre, de la France et de la Russie, d'une Arménie indépendante. Pour la réalisation de ce but, ils ne reculaient devant aucun moyen qui pût contribuer, en quelque sorte à l'affaiblissement et la décadence de l'Empire. Ainsi en 1908, au lendemain même du rétablissement de la Constitution, alors que le Gouvernement se débattait dans des difficultés intérieures et qui trouvèrent leur expression dans le mouvement réactionnaire du 31 Mars, les arméniens, fidèles à leur programme, en profitèrent immédiatement pour provoquer le même jour les événements révolutionnaires qui ensanglantèrent Adana.

Pendant la guerre balkanique, ce furent toujours les arméniens qui agirent avec le plus d'hostilité envers leurs compatriotes musulmans établis dans la région de Rodosto; ce furent encore eux qui, par des accusations mensongères, firent subir à tort à leurs concitoyens de douloureuses et cruelles épreuves.

Le Gouvernement Impérial ayant avant tout à cœur le rétablissement du calme et de la tranquillité dans le pays, non seulement empêcha que ces actes d'hostilité et d'agression dus aux arméniens fussent ébruités parmi la population musulmane, mais encore prit-il soin de louer, par la voie des journaux, les faits et gestes de bravoure de ceux des officiers et soldats arméniens dans l'Armée qui, comparativement aux autres, s'étaient rendus utiles. C'est en usant de pareils procédés que le

Gouvernement Impérial s'efforçait à dissiper le malentendu qui régnait entre les éléments musulman et arménien afin de faciliter ainsi l'introduction et l'application effective des réformes radicales dont il avait décidé de doter les provinces orientales.

Alors que d'une part, le Gouvernement Impérial s'occupait de préparer à l'intérieur le terrain pour l'introduction des réformes préconisées, il recourait, de l'autre, aux bons offices du Gouvernement Britannique en vue d'obtenir l'envoi d'inspecteurs généraux européens, ainsi que d'officiers de gendarmerie et de police.

Au moment où le pays, fortement éprouvé à la suite des revers essuyés pendant la guerre balkanique, travaillait à son relèvement, les arméniens déployèrent toute leur activité à pousser l'Empire vers l'abime, en vue de réaliser leur dessein d'ériger sur ses ruines une Arménie indépendante. Il est particulièrement regrettable d'avoir à constater qu'ils réussirent, par leurs agissements, à contrecarrer tous ces projets de réformes et de consolidation.

Tandis qu'ils s'adressaient à la Russie par l'entremise du *Katholikos*, ils entreprenaient d'autre part, Noubar Pacha en tête, une violente campagne pour amener une intervention étrangère dans les affaires intérieures de l'Empire. Aussi, arriva-t-il que l'Angleterre, qui, tout d'abord, avait acquiescé à la demande du Gouvernement Impérial d'envoyer des fonctionnaires spécialistes, cédant à la pression exercée par la Russie et à la campagne effrénée menée par certains organes de la presse étrangères, déclara ne pouvoir remplir sa promesse. Sur ce, l'intervention étrangère se manifesta dans des conditions aussi lourdes que pénibles.

Après sept mois de pourparlers, le Gouvernement Impérial fut contraint de faire venir des inspecteurs généraux étrange: que cette fois on lui imposait.

La Russie qui avait résolu la question macédonienne par le sang et par le feu, parvenait ainsi à créer une nouvelle Macédoine dans l'Anatolie Orientale. Le comité central " Tachnakiste ", par sa circulaire très confidentielle en date du 5 Mars 1913, tombée entre les mains des Autorités Impériales, avisait ses différentes sections que les Gouvernements français, anglais et russe avaient décidé de prendre en main la question arménienne aussitôt que la paix serait définitivement rétablie, et qu'ils étaient d'accord sur le principe d'introduire, dans les provinces considérées arméniennes, un régime spécial.

La circulaire, après avoir relevé que Poincarré à Paris, Edward Grey à Londres et Sasonow à St. Pétersbourg, ainsi que les représentants des trois puissances de l'Entente à Constantinople, ont recommandé au Comité de patienter et de se tenir sur l'expectative, poursuit ainsi: " Le Comité anglo-arménien à Londres qui a pris dans son sein plusieurs membres influents du comité balkanique, déploie pas mal d'activité. En effet celui-ci vient de présenter aux chefs d'Etat des six Puissances ainsi qu'à

leurs gouvernements respectifs un mémorandum pressant, dont une copie a été également envoyée à Mr Taft, Président des Etats-Unis. Il nous revient de bonne source que les Ambassadeurs d'Angleterre, de France et de Russie ont reçu des instructions pour s'occuper de la question arménienne. Nous nous efforçons d'obtenir le concours des autres Gouvernements ou tout au moins l'assurance qu'ils ne souleveront pas d'obstacles. »

La population musulmane qui se rendait bien compte que c'est aux menées des arméniens qu'elle devait la blessante ingérence étrangère dans les affaires du Pays, ne pouvait s'empêcher de ressentir à l'égard de ses compatriotes félons et traitres une haine aussi naturelle que profonde.

Tel était l'état des choses lorsque la Guerre générale éclata.

Les arméniens qui, de tout temps, considéraient les Puissances de la Triple Entente comme leurs protectrices, n'épargnèrent aucun effort et s'imposèrent toute sorte de sacrifices pour assurer le succès de leurs armes et la défaite de la Turquie ainsi que de ses alliés.

Déjà, avant la participation du Gouvernement Impérial à la guerre, les comités arméniens avaient pris la décision de se tenir prêts et de suivre attentivement le développement des événements. Ils s'étaient convenu qu'aussitôt que le succès pencherait du côté des armes ottomanes, de tous côtés des révoltes éclateraient, des massacres seraient commis, des incendies allumés et la retraite serait coupée aux armées turques; que les soldats arméniens déserteraient avec armes et bagages et formeraient des bandes pour mener une guérilla et contribuer ainsi aux succès des forces russes, afin d'amener la défaite de l'armée Impériale et d'obtenir comme résultat final la création d'une Arménie Indépendante. En vue de la réalisation et de l'exécution de ce plan, les Puissances de l'Entente ont prêté, par tous les moyens dont elles disposaient, leur concours le plus efficace aux arméniens en les armant et en les encourageant dans leurs desseins. Pour se faire une idée du degré de l'activité déployée par les arméniens dans le but de commettre des actes révolutionnaires on n'a qu'à parcourir la correspondance émanant de différents membres des comités arméniens, correspondance dont la lecture est suffisamment édifiante.

Pour ce qui est de l'influence que les Puissances de l'Entente exerçaient de tout temps sur les arméniens et les encouragements qu'elles leur prodiguaient, il suffit de recourir aux déclarations officielles de certains hommes d'Etat. Celles-ci, jointes aux diverses correspondances relatées ci-après, constituent des preuves manifestes à cet égard.

Déjà, un mois avant l'entrée de la Turquie en guerre, le Tzar, dans un manifeste qu'il leur adressait, invitait les arméniens, sujets ottomans, à se soulever; les passages suivants dudit manifeste sont tout particulièrement significatifs:

" Arméniens, l'heure de vous affranchir du despotisme et de l'esclavage qui pèsent sur vous depuis cinq siècles et dont certains de vous sont encore victimes, a sonné.

" Sous le sceptre du Tzar, joignez-vous à vos frères de sang afin de bénéficier de tous les bienfaits de la liberté et de la justice ".

Un certain Abraham Tourabian, parlant au nom du comité de recrutement de volontaires arméniens, dans une adresse responsive y relative (voir le journal " La Tribune " de Genève du 22 Novembre 1914), dit entr'autres, ces phrases dignes de mention et que nous avons tirées d'un texte arménien: " Le Tzar de toutes les Russies et le Roi d'Arménie, réjoui du spectacle de deux cent mille baïonnettes arméniennes, c'est-à-dire d'une véritable armée consciente de son devoir, parle en notre faveur.

" Les arméniens se rappellent avec une profonde reconnaissance que la France a toujours défendu leur cause. Je suis convaincu que la France ne nous considérera plus comme les victimes pitoyables du massacre général datant d'hier, mais comme un peuple guerrier qui sait lutter et mourir au nom de la civilisation.

" L'Arménie qui, après avoir fait continuellement la guerre pendant cinq siècles, était tombée sous l'esclavage perpétuel des barbares, répond à l'heure du danger, vibrante de bravoure et avide de liberté, à l'appel du Tzar, avec la fierté qui caractérise sa race et dit: Majesté, me voici prête! "

L'Indépendance Roumaine, dans son numéro du 12 Février 1915, rapporte qu'il ressort des déclarations faites par Sasonow que le dernier accord turco-russe constitue un acte historique par lequel le Gouvernement Ottoman reconnait la situation particulière de la Russie dans les questions arméniennes et que par conséquent la Russie, après la guerre, saura en profiter. De même, Mr Sasonow, dans le discours qu'il a prononcé à l'occasion de l'ouverture de la Douma, a affirmé que les arméniens sont en train de lutter de concert avec les forces russes contre l'Empire Ottoman. Lors des débats qui se déroulèrent à la Chambre des Lords, Lord Cromer a déclaré que " l'un des buts poursuivis dans cette guerre, est la délivrance de l'Arménie du joug turc. " Et le Gouvernement anglais s'associa à cette déclaration.

Un rapport en date du 24 Décembre 1912 N° 63, adressé par le Consul de Russie à Bitlis à Tcharikoff donne une idée de l'activité des comités arméniens et notamment de celui des Tachnaks. Vu l'intérêt que ce rapport présente, en voici quelques

passages: " Le comité Tachnakiste déploie une grande activité et use de toute son influence pour gagner l'opinion publique arménienne en faveur de la Russie. La Société dont il s'agit, travaille avec ténacité pour provoquer des rencontres entre les éléments arménien et musulman et amener ainsi l'intervention russe et l'occupation du pays par les troupes russes. Dans ce but, les Tachnaks ont recours à différents moyens. C'est ainsi qu'ils tâchent de provoquer des échauffourées entre les Musulmans et troupes ottomanes d'une part, et les arméniens de l'autre afin de semer la peur et la terreur dans le pays. Les arméniens, tant citadins que villageois, y compris leurs chefs religieux, manifestent sans cesse leur sympathie envers la Russie. L'attitude des membres Tachnakistes, ainsi que les sentiments qu'ils professent à l'égard de la Russie, sont une conséquence des instructions qui leur sont transmises par le Comité central de Constantinople. "

Au huitième congrès Hintchakiste qui s'est réuni le 7 Septembre 1913, les décisions suivantes ont été prises:

"Dorénavant ou aura recours aux moyens révolutionnaires. C'est sur cette base qu'il sera procédé à la transformation des membres des sièges et succursales dans les différentes parties de l'Empire. Afin de pouvoir diriger et suivre de près les mouvements révolutionnaires, le siège central sera transporté en Bulgarie. "

Dans un article paru le 11 Septembre 1914 dans le journal " Arev ", publié à Bakou sous le titre " En présence de minutes importantes " il est dit: " Un terme doit être mis à la question des arméniens ottomans. Il faut que cette pénible tragédie dans laquelle un peuple laborieux se débat depuis tant d'années et de siècles cesse enfin. Nos ancêtres sont parvenus à préserver de la destruction une nation contre l'univers entier et ont réussi à la faire vivre jusqu'aujourd'hui; ils ont su défendre, contre les agressions dont nous avons été l'objet du côté de l'Asie, les qualités et vertus morales de l'arménisme à tel point que c'est grâce à cela que nous comptons encore parmi les nations bien que nous soyons aujourd'hui politiquement faibles et dans une situation modeste. Devons-nous donc maintenant nous retirer avec déshonneur? Ou bien faut-il nous assurer dès à présent un avenir convenable? Telle est la question qui se pose à notre génération en ce moment important. "

Voici encore des extraits d'une lettre responsive adressée par un certain Archak Tchobanian, notable arménien habitant Paris, au Comité du" Hintchak Réformé " aux Etats-Unis: " Vous me demandez des conseils sur la ligne de conduite à suivre; je vous en remercie. La question la plus importante est la Sainte Guerre actuelle. C'est d'elle, d'elle seule, que nous tous, nous devons nous occuper. Toutes les autres questions, en dehors de celle-ci, sont de celles qui peuvent être réglées plus tard; les arméniens qui sont éparpillés à travers le monde doivent de toutes leurs forces travailler au succès des Puissances de l'Entente. L'Allemagne

. et ses alliées sont condamnées à disparaître; une ère de renaissance va s'ouvrir. Vous devez travailler à en profiter. Les arméniens de Paris ont fourni un grand nombre de volontaires à l'armée française et le nombre de ceux qui s'y inscrivent va en grandissant. Déployez vos efforts pour expédier également de l'Amérique des volontaires à l'Angleterre et à la France, nous en recueillerons le fruit. »

Le journal arménien « Bahag » paraissant à Providence (Etats-Unis d'Amérique), dans son numéro du 24 Décembre 1914, dit que « les arméniens de Russie, prenant en considération la gravié de la situation, font preuve de loyalisme et de fidélité à l'égard de la Russie et déploient tous leurs efforts pour la victoire de cette dernière et la délivrance des arméniens en Turquie. Dans les différentes localités du Vilayet de Van, le mouvement révolutionnaire a déjà commencé. Partout où l'Armée russe fait son apparition, les arméniens se soulèvent en armes, procurant ainsi aux forces russes qui s'avancent toutes espèces d'appui et de soutien. »

Les extraits suivants du journal « Hintchak » du mois de Décembre 1914 (organe et porte parole du comité central Hintchakiste social démocrate) valent d'être cités: "Le comité social démocrate hintchak, poussé par les événements politiques actuels, descend des montagnes de Taurus et des confins de l'Arménie au champ de bataille en sonnant le cor de combat et de révolution pour noyer dans le sang la tyrannie ottomane.

" Dans cette lutte gigantesque qui met en question l'existence des nations, les arméniens vont réunir toutes leurs forces matérielles et morales, et, en brandissant l'épée de la révolte, prendront part à la guerre générale. Comme alliés de la Triple Entente, et en particulier de la Russie, ils coopéreront avec tous les moyens révolutionnaires et politiques dont ils disposent, à la victoire des alliés en Arménie, en Cilicie, au Caucase et à l'Azerbaïdjan, se laissant guider par leur patriotisme et remplissant ainsi leur devoir envers eux-mêmes et envers la civilisation.

" Alors, en avant, camarades! Au travail! Ecrasons, par notre mort, la mort qui menace l'Arménie! Pour que l'Arménie vive et vive éternellement. »

Le journal roumain « Diminietza » a reproduit dans son numéro du 11 Juin 1915, l'appel lancé par le comité central du parti arménien S. D. Hintchakiste sour le titre « Pour l'autonomie de l'Arménie », et publié dans l'« Humanité » de Paris, dont voici quelques passages remarquables: « La nation arménienne, dès le premier jour de la guerre, eut l'audace de faire cause commune

-1321-

avec les alliés. C'était un spectacle épique et digne de tous les éloges de voir une nation martyrisée depuis des siècles, oubliant ses rancunes contre l'Europe et se préparant à se sacrifier, les armes à la main, pour la cause de la civilisation.

" Présentement 80,000 soldats arméniens combattent sous le drapeau russe contre les armées austro-allemandes et 40,000 contre les armées turques. Ce n'est pas tout. Plus de 10.000 volontaires arméniens, venus de toutes parts, versent leur sang sur le front russo-turco-persan pour la réussite des armes alliées. "

Le même journal, dans son numéro du 21 Juillet 1915, insère la déclaration de la section du comité Hintchakiste de Bucarest que voici: " Aussitôt après le congrès, on effectuera également le recensement de l'Arménie autonome. Le comité exécutif et les sections du parti Hintchakiste ont organisé en Angleterre, en Egypte, en Russie et en France des corps de volontaires. Les volontaires arméniens à Paris se sont fait, avant leur départ, photographier devant les Invalides. Le lendemain, les journaux français ont relevé les vertus de ces derniers. Le Secrétaire d'Etat au Foreign Office, Sir Edward Grey, dans une allocution qu'il a prononcée à cette occasion, a déclaré que les Arméniens en constituant, après la guerre actuelle, une Arménie autonome réaliseront l'idéal qu'ils poursuivent depuis longtemps. "

Ainsi qu'il ressort des documents et publications dont des extraits succincts ont été reproduits ci-haut, les arméniens, tout en travaillant d'une part à la création d'une Arménie indépendante, — projet dont la réalisation est conforme aux principes posés dans le programme tracé avant la guerre, — déploient, d'autre part, tous leurs efforts pour assurer la victoire des armes des Puissances de l'Entente. Quant à ces dernières, elles ne perdent aucune occasion à pousser les arméniens à la révolte, afin d'occuper ainsi des forces ottomanes dans l'intérieur du Pays.

Bien que ces intrigues fussent ourdies au vu et au su du Gouvernement Impérial, celui-ci s'abstint d'exercer une pression quelconque ou d'adopter des mesures répressives contre les arméniens jusqu'au jour où éclata la révolte de Van vers la mi-avril de l'année 1331 (1915) de l'Hégire. Il est nécessaire de relever que quelques mois avant cet événement, S. E. Enver Pacha avait prévenu le Patriarche arménien que, comme il ne lui serait pas possible de disposer pendant la guerre d'un nombre suffisant de gendarmes et de forces militaires pour la maintien de l'ordre et de la sécurité dans le pays, il se verrait obligé, dans le cas où les arméniens tenteraient de provoquer des révoltes, de prendre les mesures les plus rigoureuses pour étouffer, dans son origine, tout soulèvement ou acte révolutionnaire, et ce, en vue d'assurer la tranquillité et la défense du Pays. Le Président de la Chambre des Députés n'avait pas manqué pour sa part de tenir un langage analogue aux députés arméniens affiliés aux comités arméniens.

L'élément arménien se trouvait donc ainsi averti, tant par l'entremise du clergé que par celle des notables arméniens, des conséquences funestes que pourrait avoir tout mouvement insurrectionnel. Cependant en dépit de ces avertissements et recommandations, les arméniens n'ont pas cessé de déployer leur activité révolutionnaire. C'est ainsi que la majeure partie de la jeunesse arménienne, appelée sous les armes pour remplir le service militaire, a, non seulement, déserté, mais, munis d'armes distribuées par la Russie, s'est jointe aux forces ennemies pour attaquer la mère patrie. Les jeunes arméniens massacrèrent les populations musulmanes des régions frontières où l'ennemi avait réussi à pénétrer. Les arméniens restés dans les différentes parties de l'Empire poussèrent, de leur côté, l'audace jusqu'à commettre des actes de révolte et fomenter des troubles.

Le commandant de l'Armée Impériale ayant constaté que les arméniens faisaient cause commune avec les forces ennemies, se vit forcé, en vue d'assurer les derrières de ses troupes, d'ordonner le transfert vers le sud de l'élément arménien établi dans des localités considérées comme zones militaires.

Ainsi qu'il a été déjà exposé, dès le lendemain de la constitution, les Comités révolutionnaires arméniens, agissant librement sous forme de partis politiques, avaient réussi à introduire dans leurs organisations presque tous les arméniens et à créer des sections dans toutes les parties du Pays. C'est pourquoi le Gouvernement Impérial qui se trouvait en présence d'une organisation révolutionnaire s'étendant sur le pays entier, s'est vu obligé de prendre des dispositions en conséquence.

Les assertions d'après lesquelles ces mesures auraient été suggérées à la Sublime Porte par certaines Puissances étrangères sont absolument dénuées de fondement. Le Gouvernement Impérial, fermement résolu à maintenir son absolue indépendance, ne pouvait naturellement admettre aucune immixtion, sous quelque forme que ce soit, dans ses affaires intérieures fût-ce même de la part des amis et alliés.

D'ailleurs, ainsi qu'il sera loisible de le constater par ce qui suit, des bombes, des armes prohibées, des documents et écrits révolutionnaires furent saisis lors des perquisitions faites dans toutes les localités de l'Empire, où l'élément arménien est plus ou moins dense. C'est par ces agissements que les arméniens ont placé le Gouvernement Impérial dans la nécessité d'adopter des mesures aussi rapides qu'efficaces.

Quelques uns des actes révolutionnaires perpétrés par les arméniens sont brièvement exposés ci-après:

Vers la fin de l'année (1914), des gendarmes furent assaillis à main armée à Mouche et à Kizan.

Les communications entre Van et Bitlis furent interrompues et les fils télégraphiques coupés. Des bandes composées de déserteurs et de brigands arméniens attaquèrent l'hôtel du gouvernement à Zeïtoun et tentèrent d'exterminer la population musulmane, sans épargner les femmes et les enfants.

Lors des perquisitions opérées à Césarée, dans les cimetières, églises, écoles et autres lieux appartenant aux arméniens, les Autorités Impériales ont découvert des bombes, des armes, de la poudre, des clés pour chiffrer leur correspondance secrète, des instructions pour les bandes révolutionnaires et d'autres documents. Il a été prouvé que le vicaire arménien se trouvait à la tête de ce mouvement, et les inculpés ont avoué d'autre part que les bombes saisies étaient destinées à obtenir l'indépendance arménienne.

Le 11 Mars 1331 (1915), une bande arménienne, retranchée dans le monastère Téké, dominant la ville de Zeïtoun, a ouvert le feu sur un détachement de gendarmerie qui s'approchait du monastère. Le commandant du détachement ainsi que les gendarmes qui l'accompagnaient furent tués.

Dans le même mois de Mars, une révolte arménienne éclata dans la commune de Timar dépendant de Van. Le mouvement s'est propagé ensuite aux cazas de Ouvache et de Chtak. Dans la ville même de Van, le mouvement insurrectionnel a été encore plus violent; d'importantes parties de la ville furent incendiées; des centaines de personnes, tant militaires que civiles, assassinées. C'est ainsi que le Times du 8 Octobre 1915, enregistrait que les arméniens, armes en main, avaient réussi à reprendre la ville de Van et qu'à la bataille de Sari-Kamiche, de nombreux arméniens ottomans, plusieurs bandes arméniennes, commandées par des officiers russes venant de Russie et de Perse ont tenté de franchir les frontières ottomanes. Ces bandes étaient munies de drapeaux portant ces inscriptions: " les arméniens sont délivrés " et " l'Arménie est libre ".

Après une courte résistance, la ville de Van fut occupée par les russes et les arméniens. La population musulmane restée dans la ville fut impitoyablement massacrée. Des bombes, de la dynamite, des armes, des uniformes de gendarme, de trompettes militaires et des milliers de déserteurs ont été saisis à Diarbékir, Sivas, Souchehri, Merzifon et Amassia. Le Gouvernement Impérial qui, ne voulant pas soulever dans les circonstances actuelles une grave question d'ordre intérieur, s'était tenu dans l'expectative sans aviser à aucune mesure répressive s'est vu, à la fin, forcé d'adopter les mesures — plutôt préventives que répressives — propres à enrayer ces menées révolutionnaires. En vue de mettre un terme à cette activité criminelle, il a dissout les comités arméniens et a ordonné la fermeture de leurs sièges tant à Constantinople que dans les Provinces. D'autre part, afin d'empêcher les arméniens

se trouvant dans les zones militaires de créer des difficultés au Gouvernement Impérial et à l'armée ainsi que d'enlever aux bandes arméniennes toute possibilité de massacrer les populations musulmanes et, enfin, en vue d'assurer les communications de l'Armée Impériale et prévenir de la sorte tout coup de main, le transfert des arméniens habitant les zones militaires dans d'autres localités fut décidé. Le Gouvernement Impérial se serait borné à ces mesures si les arméniens n'avaient pas étendu leur activité révolutionnaire jusqu'aux champs d'action de l'Armée Ottomane; mais, au commencement du mois de Juin de l'année courante, les arméniens ont, subitement, et, sans motif aucun, attaqué la ville de Charki-Kara-Hissar et incendié les quartiers musulmans. Huit cents insurgés s'enfermant dans la cidatelle de la ville, n'ont pas même voulu prêter oreille aux conseils paternels et aux propositions conciliantes des Autorités Impériales. Ils ont causé la mort de 150 personnes parmi lesquelles le Commandant de la Gendarmerie. Presqu'à la même date, les Autorités Impériales, à la suite des perquisitions opérées, découvrirent des bombes et des armes prohibées à Ismid, Ada-Bazar et Baghtchédjik.

Pendant le bombardement d'Héraclée par la flotte russe, il a été constaté que les arméniens d'Ismit et d'Ada-Bazar, changeant subitement d'attitude, se livrèrent à l'espionnage en faveur de l'ennemi. Dans quelques endroits, ils formèrent même des bandes et attaquèrent les Musulmans.

A Brousse et dans ses dépendances les mêmes faits se produisirent avec plus de violence. Le Gouvernement Impérial a été ainsi amené à éloigner les arméniens habitant ces endroits dans des localités plus sûres.

A Marache aussi, les déserteurs et les comitadjis arméniens se sont révoltés.

Dans le vilayet d'Angora, à Bogazlayan, de fortes bandes arméniennes ont assailli les Musulmans. Avant leur transfert, les arménins ont cherché à détruire les maisons et les villes qu'ils quittaient en provoquant de grands incendies.

A Ourfa, dans la nuit du 6 Septembre de l'année courante, des arméniens abrités dans des maisons solidement bâties et dominant la ville, ont ouvert le feu contre les patrouilles de gendarmerie, et, ainsi un mouvement révolutionnaire des plus violents a éclaté. Les arméniens ayant réussi à occuper les institutions appartenant à des étrangers, ont opposé une vive résistance aux agents de la force publique attaquant les quartiers musulmans environnants et blessant et tuant de nombreuses personnes. Là-dessus, une force militaire suffisante fut envoyée sur les lieux, qui dispersa les insurgés et détruisit le 3 Octobre leurs repaires. Dans cette affaire, l'armée et la gendarmerie ont perdu 20 morts et 50 blessés. Grâce aux mesures rapides et énergiques adoptées par les autorités militaires, ce mouvement révolutionnaire a été étouffé sans que les étrangers et les institutions appartenant aux

78

pays neutres ou ennemis, ainsi que les agents de ces premiers en eussent souffert. La répétition de pareils faits dans toutes les parties de l'Empire et la nécessité primordiale d'assurer la tranquillité intérieure et la défense extérieure du Pays ont rendu indispensable l'éloignement des arméniens des endroits où leur présence était considérée comme nuisible; c'est ce qui nécessita leur transfert en des localités plus sûres et hors de l'influence étrangère.

Pendant l'application de cette mesure, les arméniens furent parfois victimes de regrettables abus et violences; mais si déplorables qu'ils soient, ces faits étaient inévitables à cause de l'indignation profonde des populations musulmanes contre les arméniens qui travaillaient par la révolte et la trahison à mettre en danger l'existence d'un pays dont ils étaient les nationaux.

Toutes les forces militaires du pays se trouvant sur les différents théâtres de guerre, les violences commises envers les arméniens ne purent pas être entièrement prévenues; néanmoins, des mesures générales furent édictées sans retard pour la protection de leur vie et de leurs biens. C'est ainsi qu'un bataillon de gendarmerie fut attaqué pendant qu'il cherchait à protéger un convoi d'arméniens qu'il accompagnait et plusieurs gendarmes ont même été tués par la population furieuse.

Le Gouvernement Impérial a promulgué une loi spéciale pour la sauvegarde des biens appartenant aux arméniens transférés, et il a chargé de l'application de cette loi des commissions composées de fonctionnaires capables et expérimentés. Il a également envoyé des commissions d'inspection qui enquêteront sur les lieux et déféreront aux cours martiales tous ceux dont la culpabilité aura été établie.

Or, ces commissions aussitôt qu'elles se mirent à l'œuvre, commencèrent à envoyer des rapports au sujet de leur activité. Voici en résumé le contenu d'un rapport reçu de la Commission d'enquête instituée à Sivas.

53 fonctionnaires ottomans civils, militaires, judiciaires, du fisc, de la police et de la gendarmerie ont été, avec les pièces judiciaires les concernant, déférés à la cour martiale pour abus de pouvoirs dans l'exercice de leurs fonctions. Leur mise en jugement est sur le point d'être ordonnée.

56 personnes parmi les fonctionnaires civils, les gendarmes et les militaires ont été condamnées par la cour martiale d'un mois de prison à 3 ans de travaux forcés et au payement de différentes amendes pour abus et conduite illicite lors du transfert des arméniens. Quelques uns desdits gendarmes ont été en outre radiés des cadres de la gendarmerie.

46 officiers et soldats de l'Armée Impériale, ainsi que des officiers de gendarmerie et des gendarmes sont sur le point de comparaître devant la cour martiale pour différents délits.

34 individus ont été condamnés pour les mêmes motifs par la cour martiale à des peines variant d'un mois de prison jusqu'à 3 ans de travaux forcés ainsi qu'au paiement de différentes amendes suivant la gravité de leurs délits.

4 individus ont été traduits devant les tribunaux pour vols et usurpations.

Les Gouvernements de l'Entente voyant que le mouvement arménien qu'ils avaient fomenté ne pouvait plus aboutir au résultat qu'ils en espéraient, cherchent actuellement à se poser en protecteurs en demandant la cessation de cet état de choses.

En réalité, ainsi que nous venons de l'exposer, le Gouvernement Impérial a pris toutes les mesures possibles pour la protection de la vie et des biens des arméniens dont les lieux de séjour ont été changés, et il n'a jamais cessé de respecter leurs droits légaux. Comme il a été expliqué plus haut, le déplacement des arménins de certaines régions où leur présence pouvait menacer la liberté d'action de l'Armée Impériale et troubler la tranquillité du pays fut jugé nécessaire uniquement par les Autorités civiles et militaires. Aucune mesure coercitive ne fut édictée par le Gouvernement Impérial contre les arméniens jusqu'à la date de leur révolte armée qui eut lieu à Van et dans les autres zones militaires, dans le courant du mois de Juin de l'année 1915 et après qu'ils eussent fait cause commune avec l'armée ennemie. En conséquence, les déclarations et les publications des hommes d'Etat et de la presse des pays ennemis d'après lesquelles une politique spéciale, inspirée par les circonstances actuelles, serait suivie en Turquie en vue d'anéantir l'élément arménien ou que, sous la poussée du fanatisme, un mouvement aurait été organisé contre tous les chrétiens de l'Empire, ne forment qu'un tissu d'absurdités.

Ce sont seulement les Puissances de l'Entente qui, dans le but de faire éclater une révolution dans l'intérieur du Pays et mettre par ce fait l'Armée Impériale dans une situation difficile, ont encouragé et excité les arméniens à se soulever contre l'Etat en faisant miroiter à leurs yeux les perspectives attrayantes d'une Arménie indépendante.

Et ce n'est qu'avec le rêve d'atteindre leur idéal national, que les malheureux arméniens se sont jetés dans cette lutte gigantesque. Les mesures forcément adoptées à leur égard ne sont que la conséquence de leurs propres œuvres et de celles qui les ont encouragés.

13. März 1916

K. und k. österr.-ungar. Botschaft
Konstantinopel.
Cs. és. kir. osztrák-magyar Nagykövetség
Konstantinápoly.

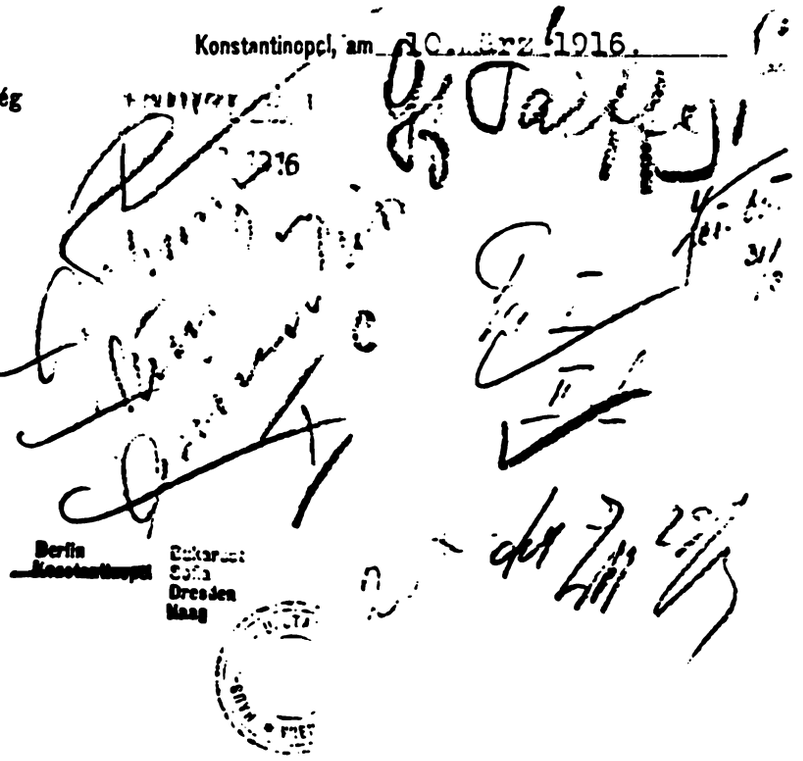
Druck

№ 21 B.
P.

Armenierverfolgung.

2 Beilagen.

Konstantinopel, am 10. März 1916.



AN SEINE EXZELLENZ DEN HERRN MINISTER DES K. U. K. HAUSES UND DES AEUSSERN, BARON BURIÁN!

~~Obwohl ich annehmen muss~~, dass Euer Exzellenz seitens des türkischen Botschafters das Memorandum zugesandt worden ist, welches auf der Pforte über die revolutionären armenischen Umtriebe und über die Gegen-Massnahmen der Regierung verfasst worden ist, ~~unterbreite ich dennoch für alle Fälle ein Exemplar.~~

Das Memorandum ist sehr geschickt gemacht und entspricht auch in seiner Ausführungen über die Gefährlichkeit der seit langen Jahren bestehenden, stets

./.

DURCH KURIER.

82

989

mit der Unterstützung des Auslandes und namentlich Russlands und Englands coquettirenden armenischen Komités zweifellos der Wahrheit. Es ist auch nicht zu leugnen, dass sich die Armenier im Kaukasus und an der persischen Grenze von Anbeginn des gegenwärtigen Krieges und ganz besonders beim ersten Vormarsche der Russen in grosser Zahl offen an die Seite Russlands stellten. Es ist überdies wahr, dass die Anwesenheit einer mit den Feinden mehr weniger offen symphatisirenden Bevölkerung in den Grenzgebieten, in welche die Russen bei ihrem jetzigen Vormarsch einzudringen im Begriffe stehen, eine direkte Gefahr bildet. Von diesen Gesichtspunkten ausgehend, war es zweifellos eine Notwendigkeit, diese Gegenden und weiters die Küsten des Schwarzen Meeres, wo eine schwunghafte Spionage getrieben wurde, von den gefährlichen Elementen zu säubern, einzelne Gebiete vielleicht sogar zu evakuiren.

Die Männer aber zu massakriren, und die Frauen und Kinder in weit entlegene Gebiete zu exiliren, die

diese bei den mangelnden Kommunikationen und bei der Unmöglichkeit einer hinreichenden Verpflegung nur in erschreckend herabgeminderter Zahl erreichen konnten, ist nicht nur nicht zu rechtfertigen, sondern wird für immer ein Schandfleck für die türkische Regierung bleiben.

Ich hatte neulich Gelegenheit, über die Frage der Armenier-Verfolgungen wieder mit dem Minister des Aeussern zu sprechen. Halil Bey musste mir zugeben, dass die Art und Weise, wie die Regierung vorgegangen ist, ein Fehler war, und noch offener sprach sich mir vor einigen Tagen der Grossvezir aus, der von allem Anfange an gegen die Verfügungen war, die in erster Linie von Talaat Bey und Enver Pascha ausgegangen waren. Er beklagte die Vorkommnisse und verhehlt sich nicht, dass es sehr schwierig sein werde, die türkische Herrschaft in jenen Gegenden wieder her-zu-stellen.

In der letzten Zeit scheint zur Linderung der Lage der nach Mesopotamien, Syrien und das südliche

./.

Anatolien verschickten Armenier einiges geschehen zu sein; sie werden in besiedelte Gebiete verpflanzt und es wird wenigstens bis zu einem gewissen Grade für die Möglichkeit ihrer Weiterexistenz gesorgt. Dies ist entschieden ein Verdienst Djemal Pascha's, der sich überhaupt in vielfacher Beziehung als ein zwar strenger, aber gerechter und sehr tüchtiger Statthalter in Syrien und Palästina erwiesen hat. Ich erlaube mir auf den Euer Exzellenz vorliegenden Bericht des k.u.k.Generalkonsuls in Damaskus No.4/P vom 14.Februar l.J.zu verweisen, in welchem dieser über die Ansiedlung der Armenier in Syrien Meldung erstattet.

Noch immer sehr streng wird im Gegensatz hiezu in Adrianopel vorgegangen, woselbst türkischerseits mit der Ausweisung der Armenier beziehungsweise mit ihrer gewaltsamen Bekehrung zum Islam fortgefahren wird. Der anliegende Bericht No.19/P vom 3.l.M.des k.u.k.Konsulates in Adrianopel gibt ein anschauliches und äusserst trauriges Bild über die dort herrschenden Zustände. Da es

sich auch um Angestellte der deutschen Orientbank handelte und armenische Mädchen aus der unter unserem Schutze stehenden Schule der Agramer Schwestern gewaltsam herausgeholt werden sollen, um sie zum Uebertritt zum Islam zu zwingen, so haben sowohl mein deutscher Kollege als auch ich auf der Pforte, wenn auch nicht offiziell intervenirt, so doch ernste Vorstellungen erhoben. Es scheint jedoch, dass die Treibereien nicht so sehr vom Vali selbst, sondern von 2 Mitgliedern des Komités ausgehen, gegen die die Regierung machtlos sein dürfte. Halil Bey hat zwar versprochen, mit Talaat Bey in der Angelegenheit zu sprechen, es muss aber befürchtet werden, dass auch der Letztere, selbst wenn er es wollte, nicht stark genug ist, um wirkliche Abhilfe zu schaffen.

Der k.u.k.Botschafter:

Pallavicini

ob

Beilage zu Bericht No. 21 B P ddo. Cos-pel 10. III. 1916.

K. u. k. oesterr.-ungar Konsulat
Adrianopel

Co. és. kir. osztrák-magyar Konzulátus
Drinápoly

Adrianopel, am 3. März 1916.

Abschrift

Z. 19/Politisch.

Gegenstand: Armenierausweisung.
B.N&: h.ä. Depesche N&: 14

An Seine Excellenz
den Herrn k.u.k. Botschafter
Markgrafen Pallavicini
in
Konstantinopel.

Die Ausweisung der hier noch verbliebenen wenigen armenischen Familien hat am 1.l.Mts. nachts begonnen und wurde heute fortgesetzt. Die Scenen die sich hiebei abspielten, brächte ich Euer Excellenz wohl nicht zu beschreiben, es war alles eine getreue Nachahmung jener schrecklichen Nächte des Monates November. Am übelsten wurde diesmal dem armenischen Archimandriten Arsen mitgespielt. Er wurde am Boden geschleift und trotz seiner Klagerufe und Wehrlosigkeit fortwährend geschlagen.

Die Befehle, die diesmal in dieser Angelegenheit aus Constantinopel gekommen sind, scheinen drakonisch zu sein. Es werden keine Ausnahmen gemacht. Nur der Übertritt zum Islam kann die bedauernswerten Opfer der kaukasischen Misserfolge, vor dem

94

Exil, das heisst dem sicheren Tode retten. Gany Bey selbst konnte seinen besten Freund Alex Alexanian nur dadurch retten, dass er ihn Mohammedaner werden liess. Den armenischen Beamten der Regie gewährte der Vali einen Termin bis Sonntag, an welchem Tage sie sich für den Islan oder für die Ausweisung entscheiden müssen.

Um ihr Leben zu retten, haben bereits gegen 40 Familien die Gesuche um Uebertritt zur mohammedanischen Religion eingereicht.

Es war wohl ein unendlich trauriger Anblick, als gestern eine Schar vor Angst halb wahnsinniger Menschen im Konak erschien, um dem Glauben ihrer Väter abzuschwören!

Das Eigentum der Ausgewiesenen wurde sofort beschlagnahmt.

Nach Wien berichte ich nicht.

Der k.u.k. Konsul:

Tadanlenzki m.p.

Beilage ad Nº: 21/Politisch.

Als Beleg zu meinem Berichte gebe ich einige Fälle besonders an

Archimandrit Arsein. Dieser kirchliche Würden - träger, der seit 30 Jahren hier tätig ein aufrichtiger Freund der Türken war und wegen dieser seiner Freundschaft von seiner Gemeinde oft angefeindet wurde, wurde aus seinem Hause mit Gewalt geschleift und in der rohesten Weise verprügelt. Er soll einige Wegstunden von hier umgebracht worden sein.

Fräulein Menzildjian. Über die Vorgeschichte dieses Falles habe ich bereits am 15. XI. vorigen Jahres sub Nº: 105/P. berichtet. Die Witwe Menzildjian entschloss sich um ihr Leben und jenes ihrer Kinder zu retten Mohammedanerin zu werden. Ihre Töchter, welche in unserer Schule waren, weigerten sich ihrem Beispiele zu folgen. Da erschien sie im Wagen Gany - Bey's von dessen Diener begleitet in unserer Schule und zwang nach einer unbeschreiblichen Scene, während welcher Frau Menzildjian ihre verzweifelten Kinder in der brutalsten Art schlug, diese dazu ihr zu folgen. Dass auf die Gewinnung der Fräulein Menzildjian besonderes Gewicht gelegt wurde ist begreiflich, da diese sehr reich sind und grosse Güter besitzen! Die ihnen als Gatten zugedachten Kreaturen Gany - Bey's, werden jetzt doch den langerwarteten Lohn einheimsen! XXXXXXXXXXXXXXX XXXX

Herr Vartaressian. Für diesen, Prokuristen bei der Deutschen Orientbank, war die kaiserlich deutsche Botschaft

105

eingeschritten und hätten die Lokalbehörden den Befehl erhalten sollen in unbehelligt zu lassen. Vartaressian blieb in der Bank, in welcher er auch wohnt, und erhielt am Tage nach der Intervention der kais. deutschen Botschaft einen Drohbrief. Der Direktor der Bank begab sich zum Vali um von ihm den Schutz für seinen Beamten zu verlangen. Der Vali entblödete sich jedoch nicht ihm wiederholt zu sagen, dass es nicht seine Sache sei zu intervenieren , sondern dass Vartaressian persönlich zur Polizei hätte kommen sollen, um die Anzeige zu erstatten. Als dieses Komplott Vartaressian in die Falle zu locken nicht gelang , wurden und werden ihm täglich durch Mittelpersonen seitens des Polizeichefs Aufforderungen zugeschickt sich „doch endlich zu entschliessen." Bei diesem Falle wurde mir bekanntgegeben , dass man im Konak beschlossen hätte gegen jene Armenier die den Schutz irgend einer fremden Macht geniessen , gewaltsam vorzugehen.

Spionage in unserer Schule. Unsere Schule ist in der letzten Zeit von Detektiv- und Polizeiorganen bewacht „die" jedoch nicht einschritten als mohammedanische Kinder die Fenster der Kapelle einschlugen. In der Schule selbst hat Servet Bey vor längerer Zeit zwei türkische Mädchen im Internat untergebracht (bisher wurde für sie nicht gezahlt) , die ihm alles was vorgeht berichten müssen.

Ueber Wunsch ihrer Eltern sind acht armenische Mädchen des Internats Mohammedanerinnen geworden. Am Tage nach dem Uebertritt wurde diese bedauernswerten Kinder von Servets Spioninnen den ganzen Tag bewacht, jede ihrer Handlung beobachtet, ihr Essen kontrolliert, damit sie ja nicht einen Verstoss gegen

die ihnen fremden neuen Religionsvorschriften begehen. Ein Ver - stoss wäre dann sicher wieder gegen unsere Schule ausgenützt worden. Vorsichtigerweise hatte ich die Oberin und die Schwe - stern ersucht auf alle diese Dinge genau aufzupassen, damit es dann nicht heisse ,dass wir mit den Armeniern halten. -

---

20. März 1916

K. und k. österr.-ungar. Botschaft
Konstantinopel.
Cs. és. kir. osztrák-magyar Nagykövetség
Konstantinápoly.

№ 22 / 21 D.
P.

Konstantinopel, am 17.März 1916

Armenierverfolgung.

Zum h.a.Bericht vom 10.März 1916
No.21/P - E.

2 Beilagen.

AN SEINE EXZELLENZ DEN HERRN MINISTER DES K. U. K. HAUSES UND DES AEUSSERN, BARON BURIÁN!

Als ich vor einigen Tagen Talaat Bey nachmittags aufsuchen wollte, war mir eben ein Bericht des k.u.k. Konsuls in Adrianopel vom (11.d.M.) No.21/p zugekommen, von welchem ich eine Abschrift im Anbuge unterbreite. Herr von Nadamlenzki schildert die in Adrianopel mit Bezug auf die Ausweisung von Armeniern und deren gewaltsamen Uebertritt zum Islam herrschende Lage in den schwärzesten Farben. Ich benützte die Gelegenheit, um Talaat Bey

./.

DURCH KURIER.

93

neuerdings freundschaftlichst auf den schlechten Eindruck aufmerksam zu machen,den diese unerhörten Vorgänge auf der ganzen Welt hervorrufen müssten. Der Minister des Innern versprach mir sofort verfügen zu wollen, dass die nach Rodosto ausgewiesenen Armenier-Familien die Erlaubnis zur Rückkehr nach Adrianopel erhalten, und dass der Zwang zum Uebertritt zum Islam eingestellt werde. Auch gab er mir wieder die Versicherung,dass die Schule der Agramer Schwestern, über deren Tätigkeit er sich sehr anerkennend aussprach, nicht werde angetastet werden.

Ich setzte den k.u.k.Konsul in Adrianopel von Vorstehendem telegrafisch in Kenntnis und erhielt 2 Tage darauf von ihm nachfolgendes Telegramm

" Gestern berief der Kaimakam die zu Mohamedanern gewordenen Armenier zu sich und teilte ihnen mit,dass sie über Befehl aus Konstantinopel wieder Armenier seien, ihre alten Namen führen und die frühere Religion behalten können, " da sie im Herzen so wie so nicht gute Mohamedaner sein können." Aus Angst vor der Ausweisung

haben dann 40 Familien an den Minister des Innern eine Kollektivdepesche abgeschickt, in welcher sie um die Erlaubnis bitten, Mohamedaner bleiben zu dürfen."

Gestern ist mir der im weiteren Anbuge mitfolgende Bericht des k.u.k.Gerenten in Rodosto zugekommen. Aus diesem geht hervor, dass in Rodosto die gleichen traurigen Zustände herrschen, wie in Adrianopel. Ausserdem ist er ein Beweis, dass Talaat Bey nicht die Wahrheit sprach, als er mir sagte, dass die aus Adrianopel ausgewiesenen Familien nach Rodosto gebracht worden seien, aber nun von dort wieder zurückkehren dürfen. Tatsächlich sind sie nach Kleinasien deportirt worden.

Die Verfügung Talaat Bey's ist eine klare Demonstrirung der hier herrschenden Zustände; es ist aber unter den gegebenen Verhältnissen anderseits schwer den Leuten zu helfen.

Der k.u.k.Botschafter:

Pallavicini

108

Beilage zu Bericht No. 220 ddo. Cos-pel 17. III. 1916.

K. u. k. oesterr.-ungar Konsulat
Adrianopel

Cs. és. kir. osztrák-magyar Konzulátus
Drinápoly

Abschrift.

Adrianopel, am 8. März 1916.

Zl. 21/Politisch.

Gegenstand: Zwangsweiser Übertritt der Armenier zum Islam . -
1 Beilage.

An Seine Excellenz
den Herrn k.u.k. Botschafter
Markgrafen Pallavicini
in
Konstantinopel.

Die letzte Armenierverfolgung ist durch das in diesem traurigen Kapitel türkischer Verwaltung neue Moment des zwangs - weisen Uebertrittes der gehetzten Opfer zum Islam karakterisiert. Den nach den im November stattgefundenen Ausweisungen noch übrig gebliebenen Familien wurde nach der jetzt erfolgten Ausweisung von ungefähr 30 Familien eröffnet , dass sie sich vor dem Exil nur durch den Uebertritt zum Islam retten könnten, wobei in " zarter " Weise angedeutet wurde, dass auf der Reise ins innere Kleinasiens alles mögliche passieren könnte und dass zwischen den beiden Kontinenten das Meer liege ! Einige wenige blieben standhaft und konnten es nicht über sich bringen den Glauben ihrer Väter abzuschwören, obwohl sie den sicheren Tod vor Augen hatten . Sie wurden ausgewiesen und sollen auf dem Wege nach Rodosto umge - bracht worden sein.

160 Personen aber wurden Mohammedaner. Die Lokalbehörden sprechen natürlich immer nur von einem freiwilligen Uebertritt, da jeder auf die erste Frage ob er zum Uebertritt gezwungen wurde, mit einem „nein" antworten musste. Die Saumseligen wurden vom Muhtar und Polizisten in den Abendstunden des 2. und 3. laufenden Monates daran erinnert, dass ihre Ausweisung unmittelbar bevorstehe, wenn sie nicht sofort die Uebertrittserklärung unterschrieben. Mit den 4 katholischen Familien verfuhr man genau so wie mit den anderen. Sie sind auch übergetreten und wurde ihnen jeder Verkehr mit den katholischen Priestern, unserer Schule und mir verboten , obwohl sie nie bei mir waren und ihre eventuellen Wünsche immer nur durch den Pfarrer vorbringen liessen.

Den zum Islam übergetretenen Witwen und Mädchen wurde gleich gesagt, dass man sie an Türken verheiraten werde, während den jungen Männern Türkinnen aufgezwungen werden. So ist hier die armenische Gemeinde ausgerottet worden, die Kirche wurde eingezogen, alles Hab und Gut der Ausgewiesenen mit Beschlag belegt, Schmuck und Geldwerte wurden gestohlen und türkische Häuser mit Einrichtungen der Armenier reichlich und kostenlos ausgestattet.

Einige Kinder bereits Ausgewiesener sind noch in der Agramer Schule, es sind die einzig Übriggebliebenen, denen aber auch das Schicksal ihrer Rasse droht. Ueber Konsuln und Schutz fremder Mächte wird seitens Gany und Servet- Bey's hohnlächelnd die Achsel gezuckt. Der Gier und fanatischen Wut dieser Elemente ist hier alles ausgeliefert.

Die hier herrschende Schreckensherrschaft, deren aus-

führenden Organe Gany und Servet sind - der Vali spielt eine geradezu klägliche würdelose Rolle - hat allen Christen hier jedes Vertrauen und jeden Frieden genommen. Unverantwortliche Elemente streuen schon jetzt in griechischen Kreisen das Gerücht aus: » Nach den Armeniern kommt ihr dran .»

Die bedauernswerte Bevölkerung, die heute infolge der skrupellosen wirtschaftlichen Ausnützung durch einige wenige die Reichtümer häufen, auf den Bettelstab gebracht, nur den einen Wunsch hat ihrer Beschäftigung nachgehen zu können, um sich ihr Brot zu verdienen, fragt in ihrer unbegreiflichen Angst und grenzenlosen Not, was machen die Verbündeten der Türkei ? Was macht Osterreich - Ungarn und Deutschland ? Warum schreiten diese nicht ein , warum helfen sie nicht ?

Von diesen Fragen, die in allen Kreisen immer lauter werden, bis zur Schlussfolgerung , dass wir mit diesen an das dunkelste Mittelalter erinnernden Missetaten einverstanden sind, ist nur ein.- Schritt. Wieso kommt die Monarchie dazu sich das Ehrenschild, dass sie sich während des ganzen Krieges makellos zu erhalten verstanden, von ihrer blinder Wut und fanatischen Unverstand geleiteten Verbündeten, besudeln zu lassen ? Warum soll Deutschlands Ehre befleckt werden ?

Excellenz, die hiesigen Verhältnisse sprechen jeder Kultur, jeder Staatsweisheit Hohn. Tausende sind einer Bande unverantwortlicher Menschen ausgeliefert. Sollen die ungestraft ihr Handwerk weitertreiben ? Haben wir nicht die Möglichkeit und Macht diesem Treiben , das auf unser Prestige einen schwarzen Schatten wirft, eine Ende zu bereiten ? Sollen wir schaudernd

zusehen wie die Türkei immer mehr an ihrem eigenen Grabe schaufelt ?

Alle diese Fragen drängen sich mir auf , Fragen die jetzt mehr als je actuell werden, da gerade die Staatskunst unserer Monarchie den verschiedenen Völkern gegenüber Beispielgebend ist und von allen Kreisen bewundernd anerkannt wird.

Nach Wien berichte ich nicht.

Der k.u.k. Konsul:

Kadamlenzki m.p.

104

Beilage zu Bericht No. 22 D/P ddo. Cos-pol 17.III. 1916.

A B S C H R I F T

eines Berichtes der k. und k. Konsularagentie in Rodosto No.1/P, vom 9. März 1916.

Die Ausweisung der armenischen Bevölkerung aus diesem Amtsbezirke hat von Neuem begonnen. Diese seitens der Lokalregierung gegen die armenische Bevölkerung ergriffene Massregel dürfte mit der vor 10-12 Tagen hier stattgehabten plötzlichen Inspektionsreise des Generalgouverneurs von Adrianopel, Zekiria Zihni, welcher hierorts als einer der berüchtigsten Armenophobe gekennzeichnet wird, im Zusammenhange stehen. Gleich nach dessen Abreise von hier verbreitete sich das Gerücht, dass mehrere aus Adrianopel ausgewiesene armenische Familien erwartet werden, welche über Rodosto nach Kleinasien abtransportiert werden sollen. Tatsächlich trafen am 5. d.Mts. 16 aus Adrianopel ausgewiesene Familien hier ein, welche bis auf weiteres in einem von Gendarmen bewachten Hause untergebracht wurden.

Nun schritt hierauf die Lokalregierung zur Ausweisung hierorts ansässiger armenische Familien vor. Am 8. d.Mts. noch vor Tagesanbruch, wurden 18-20 hiesige Familien des bemittelten und

./.

99

unbemittelten Standes in eine Mahone eingeschifft, zu denen man auch die obangeführten aus Adrianopel gesellte und nach Kleinasien abtransportierte. Unter den von hier ausgewiesenen Familien befindet sich auch jene des Stellvertreters des gegenwärtig abwesenden armenischen Bischofs. Die armenische Kirche wurde gesperrt.

Was nun die Immobilien und Effekten der Ausgewiesenen anbelangt, so werden erstere mit Beschlag belegt, die Effekten dagegen zu Spottpreisen öffentlich versteigert. Zu diesem Zwecke wurde von der Konstantinopler Regierung eine Sonderkommission eingesetzt, genannt „Emlak-i-Metrukie", welche über das gesamte bewegliche und unbewegliche Eigentum der Ausgewiesenen verfügt.

Am selben Tage des 8. März verbreitete sich das Gerücht, die Lokalregierung habe beschlossen, sämtliche hierorts zurückgebliebene armenische Familien auszuweisen, was unter der armenischen Bevölkerung allgemeine Bestürzung hervorrief. Um der Verbannung und Verfolgung zu entgehen, hat letztere beschlossen, den Islamismus anzunehmen; es wurden diesbezüglich zahlreiche Gesuche an die Lokalregierung gerichtet.

Die Gesamtzahl der noch hier verweilenden armenischen Familien

./.

wird auf ungefähr vierhundert geschätzt. Unter diesen sind auch diejenigen Familien eingerechnet, deren Ernährer zu Kriegszwecken eingerückt sind. Momentan dürften letztere Familien circa 300-320 an der Zahl, von der Ausweisungsmassnahme nicht betroffen werden.

****

8. April 1916

EINLIEGT
- 7. MAI 1916

Hohes
k. u. k. Ministerium des kaiserlichen und königlichen
Hauses und des Äußern
Wien.

Kenntnis des österreichischen Gesandtschaftsrates erläuben sich der ergebenst Unterzeichnete die russischen Nachrichten zur Kenntnis zu bringen, unter welchen die christlichen Armenier der Türkei oder richtiger die noch übrigbleibenden Reste dieses Volkes soweit sie dem türkischen Staatsverbande betreffen, sich befinden.

Der uns von einer verläßigen Seite mitgeteilte und zwar erhobene Tatbestand ist folgender.

In der Stadt Van war von Armeniern Verrat zu Gunsten der Russen geübt worden, gegen welchen die Türkei mit Recht mit Strafen vorging. Infolgedessen diese in eine allgemeine Armenierverfolgung aus und es wurden die Armenier in Van, Bitlis, Erzerum, Erzinglian, Samsun, Karpaunt, Urfa, Diarbekir, Kharassunt, Sivas, Marasch, Aleppo, Zeytun, Adana und anderorts zum größten Teile niedergemetzelt.

Diesem Blutbade folgte eine in ihren Folgen für das armenische Volk noch weit sanguinischere Maßregel, nämlich eine allgemeine Deportation, welche nicht etwa in der Form von Absetzung der Armenier in andere Gebiete durchgeführt wurde, sondern zur Entvölkerung des ganzen Volkes fast gestaltet.

Über Einzelheiten ist mitgeteilt worden:

Zu Hunderttausenden starben Männer, Frauen und Kinder unter den schreck-
lichsten Leiden und Selbstquälereien ohne Rast und Ruh durch Kleinasien gehin-
ter. Die Steppe von Konia, Angora und Yozgat war von weißen ausgebleichten Gerippen ver-
breiteter Zeichen der Vorgestorbenen bedeckt; mehr als die Hälfte konnte die
Strapazen nicht ertragen und erlag der Übermüdung und dem Hunger.
Namenlos erlagen die Kinder, so daß die unter 5 Jahren stehenden Kinder von
15000 Armenier in einem in der Nähe bei Konia befindlichen Orte sämmtlich
umgekommen waren. Bei Flußübergängen warfen die verzweifelten Mütter
oft ihre kleinen, um ihnen das Leiden abzukürzen, in das Wasser. Die Männer
wurden von den Frauen getrennt. In der Nähe von Urfa wurden alle
jungen Mädchen und Frauen vollständig entkleidet, von den Türken schänd-
lich mißbraucht, bis viele den Geist aufgaben. Das geschah sogar an kran-
ken Mutterfrauen und Samum, deren eine auf Anstehen verschmachtete,
während eine andere in den Brunnen sprang und ertrank.

Die Verfassungen des Todes lassen sich erschließen wenn berichtet wird, daß
von 55000 in Zelten bei Konia übergebrachten Deportierten binnen 2 Monaten
12000 an Hungerkrankheit starben und daß von den bei Aleppo übergebrachten
100000 Armenier fast alle den Leichen und dem Hunger erlagen.

Der Bericht sagt, daß wenn die Schilderung als übertrieben befunden wer-
den sollte, diese summarische Abschreibung auf viel hinter der Wirklichkeit
zurückbleibt und daß die Greuel und die Scheußlichkeiten der Massakrierung
spotten. Die Todesopfer werden höher auf 1 Million geschätzt.

Die ergebensten Ueberlebenden gaben zum Namen des österreichischen
Zeitungsblattes ihre Stimmen. Sie würden sich vor Hohl und der Wald und vor der

K. K. STAATS-ARCHIV WIEN

Geschichte der Unterlassung der schwersten Gewissenspflicht anklagen müssen, wenn sie nicht die feste Verbindung der österreichischen Großmacht beschwören würden, im Verein mit den deutschen Reichs die verbündete Türkei zu retten. Denn Warschau und der Verleugnung der Armenier Einhalt zu thun. Es handelt sich um Jahrhunderte, die keine Zeit versäumen lassen, weil heute nach 6 Monaten die jetzt noch Überlebenden dem nachfolgenden Geschicke bereits verfallen sein würden.

Die jetzigen Regierungen der verbündeten Centralmächte werden die geeignete Form der Intervention gewiß zu finden wissen. Es könnte an Vorstellungen und Verwahrungen der türkischen Regierung nicht Genüge gefunden werden. Denn nachdem solche bereits einmal einem deutschen militärischen Abgesandten gegeben worden waren, ist gleichwohl hierauf die Deportation mit ihren Greueln in neuen Umfang in Angriff genommen worden.

Aber das Aufhören der Deportation könnte nicht das einzige Ziel einer Intervention sein, sondern es müßte auch den noch Überlebenden die Möglichkeit des Lebens gewährleistet und die Möglichkeit der Existenz gegeben werden. Als Existenzbedingungen mit einer gewissen Lebensfähigkeit wären Ansiedlungen längs der Bagdadbahn bezeichnet. Auch müßten für die Deportierten Arbeitsmöglichkeiten zum Erwerbe geschaffen, ferner ihnen eine Entschädigung, für die in ihrer ursprünglichen Heimat konfiszierten Güter gegeben und Anfangs-Hilfen mit Unterstützungen unter die Arme gegriffen werden. Daß mit der Besserung des Lebens jenen Armenier, mit gänzlich katholischen Glauben, welche sich bereit bekennen und

an den revolutionären Umtrieben nicht teilgenommen haben, bezweifle ich und daß diese entweder zurückgehalten oder in besseren Einsichten gewiesen wurden, wäre ein gerechter Vorwurf.

Nun weiteres vergessen, daß an die türkische Regierung zu stellen wäre, ist eine Milderung und die Wiedergutmachung der religiösen Vergewaltigung. Die Deportation passen zu einem großen Teil den Charakter einer Strafmaßnahme an, was daraus hervorgeht, daß abgesehen von der Internierung von Bischöfen und zahlreichen Priestern jenen Armeniern sogar eine Besserung des Loses zugebilligt wurde, welche sich zum Übertritt zum Islam entschlossen. Auch wurden die von den Männern und Eltern getrennten Mädchen und Knaben dem Islam zugewiesen. Diese müßten streng zurückgefordert werden wie die gewaltsam mit Türken verheirateten oder in die Harems gesteckten Frauen. Auch wäre auf der freien Religionsübung unter hinweis auf die den Türken in Österreich-Ungarn gewährte religiöse Gleichberechtigung zu bestehen.

Die ergebenst Unterzeichneten erlauben sich auf die Voraussetzung aufmerksam zu machen, daß die erbetene Intervention unwirksam bleiben würde, wenn nicht gleichzeitig eine Garantie für die Erfüllung der gestellten Forderungen verlangt würde, und sind der Meinung, daß zu diesem Zwecke die Entsendung einer gemischten d.i. türkisch-österreichisch-ungarischen und deutschen Kommission verlangt werden müßte welche die Besiedlung und die Versorgung der christlichen Armenier sowie auch deren religiöse Freiheit zu überwachen hätte.

Die christlichen Mitglieder einer solchen Kommission wären auch

K.K. STAATS-ARCHIV WIEN

seitens ihrer Regierungen mit eigenen materiellen Mitteln entgegenzutreten, um im Ursprunge dem Hungersterben der bedrängten Einhalt thun zu können.

Die ergebenst Unterzeichneten bevollmächtigt, über die Möglichkeit, die in Angora einstweilen niedergebrannten 38 katholischen armenischen Schulschwestern in österreichische Klöster einzuberufen und sodann mit den übrigen Bischöfen auf vor der Frage, ob und wie Sammlungen zu Gunsten der Armenier einzuleiten seien. In Rücksicht auf das bestehende Einvernehmen zur Pforte würde es weniger angemessen scheinen, die Gläubigen von der Quelle aus wissen zu lassen, dass die türkische Regierung selbst die Ausrottung der christlichen Armenier betreibt oder wenigstens geschehen lässt, und sind sie der Meinung diese Sammlung lieber unter dem Gesichtspunkt „für die notleidenden orientalischen Missionen und die Armenier zu bringen. Dass aber und in wie weit der Thatbestand den Gläubigen auf anderem Wege bekannt wird, lässt sich nicht sondern und nicht abmessen.

Um die ohnmächtige Regierung aber selbst der energischste Appell nicht blos an die Menschlichkeit sondern auch an das Eigenthumsverhältniss zu den christlichen Handelsmächten gerichtet werden.

Indem die ergebenst Gefertigten im Namen des österreichischen Episkopates die vorstehenden Erwägungen mit der dringlichen und ehrerbietigen Bitte um wohlwollendste Würdigung zu unterbreiten sich gestatten, haben sie die Ehre, in vorzüglichster Hochachtung

zu zeichnen

Prag und Wien
im März 1916.

† Se. Exzellenz von Stransky;
Fürst-Erzbischof von Prag.

† Friedrich Gustav Kardinal Piffl
Fürsterzbischof von Wien.

Nachrichtenabteilung des AOK.

K.Nr.6498.

Stimmung in Russland, der Türkei und in neutralen [illegible]dern-Polenfrage.

A U S Z U G

aus dem Berichte eines nach Berlin und Kopenhagen entsendeten Vertrauensmannes (Vorgelegt von der M.K.Stelle Lemberg, K.Nr.6025 vom 19/3.1.J.)

M. V. Nr. [illegible] P.

Nr. 1621 Vertr. d. A. O. K.

Vertreter des Min. d. Aeuss. beim A. O. K.

4. Nachr. Abt. : A. O. K.

10. April 1916.

Hptm. Mitzka.

RÜCKGELANGT 18. Juli 1916

Nachr. Abt. A. O. K.

Stimmung in Russland: Die in der Tagespresse zum Ausdruck kommende Volksstimmung ist zuversichtlich. Einstimmig drücken alle Parteien aus, man müsse am Burgfrieden festhalten; die wichtigste Frage ist, die Deutschen zu vertreiben. Auch die Revolutionären stimmen in ihrer Presse in diese Losung ein. Die Sozialdemokraten Plechanow und Alexinski haben einen in diesem Sinne gehaltenen Aufruf an die Industriearbeiter erlassen(*) Die Siegeszuversicht gründet sich auf die Theorie: Die Zentralmächte hätten das Maximum bereits geleistet, während Russland unerschöpflich sei und England erst beginne)

Nach der Presse zu urteilen ist mit der Möglichkeit einer Revolution überhaupt nicht zu rechnen.

Anders ist die wirkliche Stimmung. Um diese zu verstehen, muss man auf die Verhältnisse vor dem Kriege zurückgreifen. Die deutsche Botschaft unterhielt Beziehungen zu den reaktionären Elementen, die sie in jeder Beziehung unterstützte, auch im eigenen Lande, wo die Regierung der reaktionären russ. Polizei allzu willig war. Das liberale Russland konnte das nicht vergessen und kam zu der Überzeugung, dass nur ein Krieg mit Deutschland den Einfluss dieses Staates in Russland untergraben könne. Auf diese Weise bereitete sich nicht nur das militärische Bündnis zwischen Russland und England vor, sondern es entstanden auch psychische Beziehungen zwischen dem liberalen Russland und der engl. Demokratie. Die reaktionären Gruppen konnten, obwohl ihnen das Bündnis mit England unsympatisch war, nicht gegen den Krieg auftreten, weil sie gegen den Imperialismus-die Befreiung Galiziens und Erfüllung des Testaments Peters des Grossen-hätten handeln müssen. Dem panslavistischen Schlagwort konnten sie nicht widerstehen!

Der liberale Block ist unbedingt für die Fortsetzung des Krieges, solange es England für notwendig findet; er findet darin auch ein Agitationsmittel gegen die Rechte, die zu einem Frieden geneigt wäre. Die Liberalen sind der Annahme, dass auch der Verlust Polens für das russ. Volk von keiner allzugroßen Bedeutung wäre; der militärische Erfolg ist ihnen ziemlich gleichgiltig, weil sie das Kriegsziel in der Reform der inneren Verhältnisse sehen.

England soll angeblich Vorsorge getroffen haben, um einen Separatfrieden zwischen Russland und Deutschland zu verhindern, indem es mit Japan einen Vertrag geschlossen hat, demgemäss Japan in diesem Falle Russland anzugreifen hätte. Der engl. Botschafter hat diese Gerüchte dementiert, ein Beweis, dass sie nicht ganz aus der Luft gegriffen sind.

Zur Regierung Stürmer stehen die fortschrittlichen Elemente in Gegensatz, da Sturmer ausschliesslich im Sinne der Rechten orientiert ist und als besonderer Vertrauensmann der Schwarzen Hundert gilt. Trotz des Burgfriedens steigert sich die Unzufriedenheit mit der Regierung, die alle Reformen ablehnt.

Stimmung in der Türkei:Das neutrale Ausland befasst sich speziell mit den Verhältnissen in der Türkei,weil die Entente den schwächsten Punkt der Zentralmächte dort vermutet und die größte Hoffnung auf einen Separatfrieden mit der Türkei setzt.Die türk.öffentliche Meinung erachtet den Krieg nicht als einen eigenen,sondern als einen im Interesse Deutschlands geführten.Die Türken glauben und äussern es auch,dass nicht Deutschland ihnen geholfen hätte, sondern dass sie die Deutschen gerettet hätten,indem sie durch die Dardanellenaktion eine grosse Armee und einen grossen Teil der Flotten gebunden und den Munitionsnachschub durch den Bosporus nach Russland verhindert haben.

Zweifellos ruht die ganze Macht in den Händen des jungtürk.Komites.Von den Führern ist nur Enver Pascha ausschliesslich germanophil;Talaat Bey ist zwar für Deutschland,aber mit Vorbehalt;er ist der ausgesprochene Typus des Türkentums,der eifersüchtig darüber wacht,dass fremde Einflüsse nicht mit türk.Stolz kollidieren.Djawid Bey ist wohl von franz.Kultur durchdrungen, fügt sich aber den Einflusse Enver Paschas.Djemal Pascha,der Kmdt.der syrischen Armee,geht seine eigenen Wege und gilt als Deutschenhasser.Er schiebt alles Deutsche aus seiner Armee ab,in einer provozierenden Weise.Er soll sich mit den Gedanken getragen haben,etwas für sich in Ägypten herauszuschlagen,wenn ihm der ägyptische Feldzug gelingen sollte.Die Entente soll sein franz.Empfinden,seine Habsucht und seinen Ehrgeiz kennen;diese Momente könnten in der Suezkampagne auch einen gewissen Faktor darstellen.

Die Araber sind durchaus nicht auf der Seite der Türkei;sie sind stark englandfreundlich und den Franzosen zugetan.Der Gegensatz ist darauf zurückzuführen,dass die Araber die Vorherrschaft der Türken,die an Zahl geringer sind,als eine grosse Ungerechtigkeit empfanden und bei einem Siege der Engländer,die ihnen auch versprachen,das Kalifat den Türken zu entreissen und den rechtmässigen Erben,den Arabern,wiederzugeben,eine Vereinigung mit den Arabern Ägyptens erhoffen.Auf einen Aufstand in Ägypten seitens der Araber ist nach Ansicht sämtlicher Kenner der Verhältnisse nicht zu rechnen.

Am meisten gehasst werden die Türken von den Armeniern.Als in Van ein bewaffneter Aufstand entstand,benutzten das die Turken,um 30000(?)Armenier hinzumorden;Hunderttausende(5-600.000 ?)wurden gewaltsam als verdächtig in das Innere,nach Mosul und Diabekir,ohne Versorgungsmöglichkeit verschleppt, was zur Folge hatte,dass ca.400.000(?)zu Grunde gingen.Für diese Vorfälle macht man auch die Zentralmächte verantwortlich,da sie es hätten verhindern können.Die Russen sollen die Armenier auch nicht besser behandeln,nur ist das zu wenig bekannt und wird unserseits auch nicht ausgenützt.

Diese Tatsachen sind im Auslande bekannt und man rechnet bei der Entente unbedingt mit einem Debacle der Türkei,umso sicherer als in der jetzi-

gen Stimmung bei den Türken die Anzeichen einer Spannung zwischen ihnen und den Deutschen herauszulesen sind.Dabei ist nicht zu vergessen,dass die französische Kultur die alleinherrschende in Konstantinopel ist;die bedeutendsten Blätter wie "Jeune Turque"und "Hilal"sind französisch.Auch die Deutschen müssen sich der franz.Sprache bedienen.Die wachsende Hungersnot wird den Deutschen angerechnet.Die allgemeine Stimmung ist so gespannt,dass es auch zu Lynchstationen kommen soll.-Auch soll die Türkei jeden Moment mit einem Separatfrieden drohen und ihrer Überzeugung Ausdruck verleihen,dass Deutschland dann verloren wäre.Der Vertrauensmann citiert den Ausspruch hoher türkischen Diplomaten:"Man darf den deutschen Einfluss in der Türkei nicht überschätzen.Nach dem Kriege werden sich der engl.und franz.Einfluss wieder geltend machen.Unsere Beziehungen einer aufrichtigen Freundschaft zwischen uns bestehen keineswegs und Alles was heute über die sogenannte Freundschaft geschrieben und vorgetragen wird,ist ein Humbug."

Dänemark:Die Volksstimmung ist im Allgemeinen gegen uns,ebenso die Presse. Über Österreich weiss man überhaupt nichts;in der Presse ist bisher fast gar kein Artikel über Österreich erschienen.Der Vertr.Mann hat in "Politiken" einen Artikel über Öst.lanciert.Vorträge über die Monarchie,über den Anteil unserer Wehrmacht am Weltkriege sowie die Lancierung von Artikeln in der Presse wären sehr angebracht.

Mil.Att.Kopenhagen Kr.Pr.Nr.

Holland:In Holland war ursprünglich die Stimmung ungeteilt für Frankreich und England;abgesehen von der Sympatie für diese Länder,als rein"demokratische",trug der Flüchtlingsstrom der Belgier zur Aversion gegen Deutschland wesentlich bei.-Seit Ende 1915 begann sich diese Stimmung zu ändern,einerseits durch den reichen Goldzufluss aus Deutschland,anderseits durch die engl.Blockade,welche die Lebensbedingungen der Holländer zuschnürt.-Nichtsdestoweniger gilt es in Holland als sicher,dass Deutschland nicht wird durchhalten können;H.glaubt wohl nicht an die Aushungerungsmöglichkeit,aber man ist umso fester überzeugt,dass sich Deutschl.militärisch und wirtschaftlich ausgeben werde.Als Beweis hiefür wird das Sinken der deutschen Valuta angesehen.Die Öst.Noten werden überhaupt nicht mehr in Empfang genommen.Diese Anschauungen sind zum größten Teil darauf zurückzuführen,dass wir auf die Presse nicht eingewirkt haben.Ausser den offiziellen Kriegsberichten und offiziösen Nachrichten wurde nichts geschrieben und erscheint es auch hier notwendig,Artikel in der Presse zu lancieren.

Mjr.Jansen Ges.Haag.

Rumänien:Die allgemeine Meinung ist,dass Rumänien deshalb nicht gegen die Zentralmächte in den Krieg zieht,weil es noch zu wenig Garantien seitens Russland hat.An einen Anschluss an die Zentralmächte glaubt niemand.Betreffe

der Chancen in den Beziehungen zu den beiden Mächtegruppen verlautet:Russland kann nicht erschöpft werden.Wenn man auch Bessarabien bekäme,so laufe man Gefahr,nach einem Dezennium es in einem neuen Kriege mit Russland wieder zu verlieren.Ein geschlagenes Ost.wäre wohl eine für immer abgetane Sache und Siebenbürgen und die Südbukowina für ewig an Rumänien gekettet,dem steht aber wieder die Angst vor der Beherrschung des Bosporus durch die Russen entgegen.

Bratianu gilt als Franz.Freund,der materiellen Argumenten ebenso zugänglich ist wie alle Politiker Rumäniens,ohne Unterschied der Partei.

Die Polenfrage:In Rumänien wünschen weder die Rechte noch die Linke ernstlich eine Wiedereroberung Polens(?).Als der Polenführer Marusiewicz die Polenkommission auf die Tagesordnung setzen wollte,wurde er gefragt,welchen Zweck hätte,Gesetze für fremde Staatsangehörige zu beraten.Bei den Liberalen ist eine starke Wendung gegen die Polen eingetreten.Fürst Trubetzkoj erklärte in einem Artikel,dass die Polenfrage eine ausschliesslich interne russ.Angelegenheit ist und nicht vor das internationale Forum gebracht werden dürfe.Ein selbstständiges Polen müsste unter die Kontrolle der Zentralmächte kommen und wäre daher eine ständige Gefahr für Russland.-Polnische Delegierte versuchen jetzt in Paris und London die dortige Meinung zu beeinflussen,damit die Ententemächte hinsichtlich der Polen eine ähnliche Erklärung abgeben,wie sie unlängst über Belgien abgegeben wurde.

Wie die Liberalen bestrebt sich auch die Regierung die öffentliche Meinung gegen die Polen einzunehmen;sie lässt daher auch in der Presse die vehementesten Angriffe der Polen gegen die Regierung zu.

Es ist daher ganz unverständlich,dass sich die Polen im neutralen Ausland russenfreundlich gebärden;es ist nicht ausgeschlossen,dass die ablehnende Haltung der Liberalen gegen die Polen hier einen Wandel schaffen wird.-Anderseits bemühen sich die Polen in London und Paris die Liberalen in Russland durch die Entente umzustimmen.Für diesen Fall kann man damit rechnen,dass dass sich der überwältigende Teil der poln.öffentlichen Meinung für die Entente und gegen die Zentralmächte aussprechen wird(?)und dass das ost.OKK. mit seinen Tendenzen ganz isoliert dastehen wird.

In Deutschland:

Der Vertrauensmann sprach mit den nach seiner Ansicht kompetentesten "Sachverständigen".Staatsminister z.D.v.Kuntig,der mit allen parlamentarischen Parteien in Beziehung ist und speziell den Bundesrat kennt,sieht die grösste Schwierigkeit darin,dass die deutsche und öst.Regierung der Frage der künftigen Gestaltung Polens keine Beachtung schenken und sich noch immer nicht hierüber verständigt haben.Diese Frage müsste je eher desto besser in

Angriff genommen werden,so lange noch die Armee entscheidet,damit nicht Manches unerledigt bleibt,was als Resultat des Krieges als notwendig erachtet wird!Nach seiner Ansicht könnte ein selbstständiges Polen,ausgerüstet mit allen Attributen der Souveränität,nicht geschaffen werden,weil die Polen in dieser Beziehung unverlässlich sind und früher oder später den Weg nach Russland finden werden.Die Brücke wäre ein Liberalismus in Russland,der auch ein Verständnis für die poln.Frage hätte.Polen kann daher nur eine volkständige nationale Autonomie bekommen,die Möglichkeit eines kulturellen Nationallebens mit der poln.Sprache als ausschliesslicher Staatssprache.Was darüber konzediert wird,könnte gefährlich werden.Das Militärwesen,die Vertretung nach aussen und die ausländischen Handelsbeziehungen müssten in die Hände der Zentralbehörde gelegt werden,das würde diesen Staat von Russland trennen. Die nationalen Minderheiten müssten vollständige Freiheit für ihre Kultur in Schule und Kirche haben,die Deutschen,Letten,Litauer und die Juden.Diese innere Gestaltung müsste noch während des Krieges aufoktroyiert werden und müsste die Militärverwaltung bis zur Stabilisierung dieser Zustände andauern. Die Verwaltung der beiden okkupierten Gebiete müsste nach einheitlichen Prinzipien erfolgen.Den Polen könnte nach seiner Ansicht auch der Weg zum Meer geöffnet werden,um die Produktivität seiner Nationalwirtschaft zu fördern. Das Wichtigste bleibt,die Verständigung Deutschlands und Österr.untereinander sofort anzubahnen,sei es amtlich durch die Regierungen oder durch berufene nichtamtliche Personen(?)

Prof.Strack,Geh.Konsistorialrat:Er sagte,das allgemeine Ziel der Deutschen ist,sich militärisch vor einem Einfall aus den Osten und Westen zu sichern. Polen müsste ein unabhängiger Staat unter einen öst.oder deutschen Fürsten werden,wobei aber die Festungen in den Händen der Zentralbehörde bleiben müssten.Die äussere Politik müsste durch Garantien an die Zentralbehörde gebunden sein,damit ein Anschluss an Russland ausgeschlossen bleibe.Eine Zurückgabe Polens an Russland sei ausgeschlossen,die kompetente Stelle im Reich habe sich dezidiert gegenüber den Reichspolen verpflichtet,Polen vom russischen Joche zu befreien(Siehe die Kanzlerrede!)

Dr.A.Grabowski,Freikonservativer,eine sehr gut informierte und dem Kanzleramte sehr nahestehende Persönlichkeit;hat die bekannte Broschüre über ein Kondominium Deutschlands und Österr.in Polen geschrieben.Er schliesst in seinem Projekten ein Anheimfallen Polens an Österr.Deutschland könne die Form eines Trialismus mit oder ohne Galizien nicht akzeptieren.Der diesbezügliche Plan Stürgkhs sei unannehmbar.Er habe genaue Nachricht über diesen Plan bekommen.Wenn man sich auf ein Versprechen des Reichskanzlers zu Beginn des Krieges beruft,so kann in einem solchen Gespräch keine Verbindlichkeit begründet sein-übrigens kann dazwischen die Befreiung Galiziens durch die Deutschen,ein Polenreich Öst.bei dieser Idee müsste zu Konflikten mit Deutschl.führen.Es verbleibt daher nur das Kondominium.Deutschland würde sich nicht als Polen [illegible]

K. und k. österr.-ungar. Botschaft
Konstantinopel.
Cs. és. kir. osztrák-magyar Nagykövetség
Konstantinápoly.

Konstantinopel, am 20. März 1916.

№ 23 B.
P.

Armenier-Verfolgung.

zum Bericht Nr.22 D,
P
vom 17.März 1916.

1 Beilage.

AN SEINE EXZELLENZ DEN HERRN MINISTER DES K. U. K. HAUSES UND DES AEUSSERN, BARON BURIÁN!

Im Nachhange zu meinem obbezogenen Bericht unterbreite ich Eurer Exzellenz anruhend die Abschrift eines einschlägigen Nachtragsberichtes des k.und k. Konsulates in Adrianopel vom 16.d.Mts., Nr.25/P.

Vorgestern Abend telegraphierte des weiteren Herr von Nadamlenzki, dass die Ausweisung aller Armenier bevorstehen soll.

Der k.und k.Botschafter:

Pallavicini

Durch Kurier.

189

Beilage zu Bericht No. 29 C. d.d. Cos-pel 20.III.1916

K. u. k. oesterr.-ungar Konsulat
Adrianopel

Cs. és. kir. osztrák-magyar Konzulátus
Drinápoly

Abschrift.

Adrianopel, am 16. März 1916.

Z. 25/Politisch.

Gegenstand: Widerruf des Religionswechsels der Armenier.

B.Nr: h.ä. Bericht vom 8.l.Mts. Nr: 21, und h.ä. Depesche Nr: 24 vom 13.l.Mts. -

An Seine Excellenz
den Herrn k.u.k. Botschafter
Markgrafen Pallavicini
in
Konstantinopel.

Wie ich bereits Euer Excellenz gemeldet, berief am 12. der Mérkes - Kaimakam MEHMED ALI, die Notabeln der zu Mohammedanern gewordenen Armenier zu sich und teilte Ihnen mit, dass da sie nicht mit dem Herzen und voller Überzeugung Islams geworden seien, alle mit ihnen bisher diesbezüglich unternommenen Schritte, wie neu ausgestellten Dokumente, Namensänderungen, Kleidungswechsel bei den Frauen, etc. null und nichtig seien, dass sie sohin wieder Armenier seien wie früher. Die in Betracht kommenden Individuen trauten ihren Ohren nicht als sie diese Eröffnung hörten und vermuteten in derselben eine Falle der Regierung, um sie so nunmehr als " Armenier " ausweisen zu können. Diese Vermutung wurde für diese gepeinigten Opfer zur Gewissheit, als der Kaimakam der die Angst und Furcht der

so » Befreiten » wahrnahm, einigen unter ihnen , die er bei sich zurückbehielt, » vertraulich » eröffnete „ dass der einzige Weg zu ihrer Rettung der sei, im Namen der armenischen Nation ein Kollektivtelegramm nach Konstantinopel abzuschicken, in welchem sie im Namen der Scheris erklärten, Mohammedaner bleiben zu wollen, darin aber von den hiesigen Lokalbehörden verhindert werden."

Die Armenier liessen sich einschüchtern und wandten sich noch an Gany Bey um Rat. Dieser bestätigte die Eröffnung des Kaimakams und riet ihnen die von ihm selbst verfassten zwei Depeschen - eine an das Ministerium des Innern, eine an jenes des Kultus - abzuschicken. Nach einer stürmischen Beratung unter sich sandten die eingeschüchterten und für ihr Leben fürchtenden Armenier, die über Anraten Gany Bey's von circa 20 Personen gezeichneten Depeschen im Namen aller gewaltsam konvertierten (laut der letzten Schätzung waren es 700 Personen)ab

So beschafften sich die hiesigen Regierungskreise und das Komité ein » glänzendes Entlastungsdokument, das beide natürlich reichlich ausnützen werden !

Als unmittelbarer Anlass für diesen Gesinnungswechsel der leitenden Kreise wurde folgender Vorfall angegeben. Seit der Drangsalierung der hiesigen christlichen Bevölkerung im Allgemeinen und der armenischen im Speziellen, hatte ein Grieche eine Art Unternehmen zur Flucht nach Bulgarien ins Leben gerufen, das ihm und den beteiligten türkischen Sicherheitsorganen reichen Gewinn abwarf. Am 111.L. Mts. wurde eine grössere Expedition von zu Mohammedanern gewordenen Armenier im Momente

ertappt als sie die Flucht ergreifen wollten. Der » Unter - nehmer » und zwei Armenier wurden hiebei erschossen, die anderen circa 12 Personen verhaftet. In diesem Vorfall erklärte der Kaimakam den Beweis zu finden, dass die Armenier nicht gute Moslims seien ! -

Auch die als Soldaten in der Armee dienenden Armenier hatten über Rat der Vorgesetzten Eingaben zum Übertritt ein - gereicht. Auch ihnen wurde erklärt, dass dies nicht notwendig sei und Sonntag wurde, zum ersten Male , ihnen und den anderen Christen im Heere der Vormittag freigegeben, damit sie ihre Kirche besuchen und an dem Gottesdienst teilnehmen. Die arme - nische Kirche war wieder geöffnet und der hier verhaftet gewe - sene armenische Priester freigelassen worden, er konnte aber nicht celebrieren, da Alles aus der Kirche - entfernt worden war

Die Stimmung in den armenischen Kreisen ist jetzt gedrückter denn je, da sie heute noch keine Antwort auf die erpressten Depeschen haben und die Ausweisung befürchten.

Ich berichte nicht nach Wien.

Der k.u.k. Konsul:

Kadamczyk m.p.

2. Beilage ad Bericht aus Konstantinopel, ddo. 31. März 1916, Nr. 26/P. — C.

Kopie.

Brief des Dr. Straubinger an den Reichsratsabgeordneten Erzberger.

Pera (St. Anton), 18. Jänner 1916.

Euer Hochwohlgeboren!

Ihr Brief vom 5. Jänner gibt mir Gelegenheit zu einer gründlichen Aussprache.

Ich verstehe vollständig, daß die katholischen Kreise Deutschlands und Österreichs ungeduldig werden und mich, vielleicht auch Sie mit Vorwürfen überhäufen. Was wir aber hier erreichten (Entsendung von Geistlichen, Schwestern, Schulbrüdern), ist tatsächlich nicht groß; was wir nicht erreichten, ist bei weitem größer. Um das Mißverhältnis, das zwischen Gewolltem und Erreichtem liegt, verstehen zu lernen, würden Sie am besten persönlich hieher kommen und der bitteren Wirklichkeit Aug in Aug gegenübertreten. Im Folgenden gebe ich einen kurzen Überblick über Stand und Aussichten unserer Unternehmungen.

Stand im allgemeinen.

In Deutschland macht man sich von der neuesten Türkei eine falsche Vorstellung, insofern man sie für abendländische Einflüsse empfänglich hält. Das ist auf dem Gebiet der Religion und Schule ganz und gar nicht der Fall. Im Gegenteil, die türkische Regierung tut alles — bewußt oder unbewußt — um aus der Türkei, die bis vor kurzem ein national und religiös sehr gemischtes Land war, einen türkischen muslimischen Einheitsstaat zu bilden. Es mag ja sein, daß manche der verantwortlichen Leiter von rein nationalen Gesichtspunkten ausgehen, in Wirklichkeit greifen aber die Türkisierungsbestrebungen stets auf das religiöse Gebiet über, da im Orient zwischen Nation und Religion nicht geschieden wird. Vertürkung, nationale Wiedergeburt der Türken, für die man in Deutschland so sehr schwärmt, bedeutet daher im Grunde Islamisierung. Protektionslos, wie die große Mehrheit der Christen jetzt ist, unterliegen sie jetzt einem rücksichtslosen Türkisierungsprozeß und verlieren dabei großenteils, selbst wenn sie sich nicht zur Wehr setzen, Gut und Leben.

Stand der katholischen Kirche im besonderen.

1. Kirchen und Seelsorge: Kirchen besitzen die Katholiken, von der Hauptstadt und dem Libanon abgesehen, nur mehr ganz wenige. Die meisten sind geschlossen, gewöhnlich auch geplündert, manche in Wohnungen, andere zu Moscheen verwandelt. Selbst in Konstantinopel erlitten mehrere Kirchen und Kapellen unter den Augen der europäischen Bevölkerung dasselbe Los.

Geistliche befinden sich trotz der Kirchenschließungen noch mancherorts und halten Gottesdienst in Privathäusern. (So auch Dr. David in Eskischehir und P. Liebl in Ismidt.)

Erstrebenswertes Ziel ist natürlich, überall wieder Seelsorge und Kultus einzuführen. Das Ziel ist aber unerreichbar. Ziehen Sie eine Linie Konstantinopel—Eskischehir—Konia—Adana—Marasch—Aleppo—Mossul, so finden Sie nördlich dieser Linie höchstens noch einige Tausend Katholiken verschiedener Riten (gegenüber 100.000 zu Friedenszeiten). Sie aufzusuchen, ist bei der gegenwärtigen Lage so gut wie ausgeschlossen, da sie vollständig versprengt sind. Südlich der angegebenen Linie haben wir eine kompakte katholische Bevölkerung im Libanon, die aber vollständig von der Umwelt abgeschnitten wurde und daher für uns unerreichbar ist. Danken wir Gott, wenn sie nur abgeschnitten bleibt. Bleiben für uns noch die Katholiken der europäischen Türkei, einiger Orte an der Bagdadbahn, von Smyrna, den syrischen und mesopotamischen Hauptorten.

Bisher Erreichtes: Mit Hilfe der kaiserlichen Botschaft haben wir unter dem Titel „Seelsorge für die deutschen Katholiken" die europäische Türkei, die Orte der Bagdadbahn bis Adana, sowie Syrien mit deutschen Geistlichen besetzt, 11 an der Zahl, wovon 6 (Franziskaner) in Syrien, 2 an der Bagdadbahn (Dr. David und P. Liebl?), 3 in Konstantinopel.

Vorschläge: Betreff Smyrna sind Verhandlungen im Gang und wird nur noch die Antwort des kaiserlichen Generalkonsuls abgewartet. Betreff Bagdad darf ich jetzt einen Geistlichen vorschlagen. Bagdad besitzt deutsche Schule, Konsulat, deutsche Bank, deutsches Lazarett. Bis zum Ausbruch des Krieges wurde es von französischen Karmelitern pastoriert, die aber das Land verlassen haben. Als Ersatz kommen daher in erster Linie deutsche Karmeliter in Betracht. Falls diese nicht wollen oder nicht können, Dominikaner, da die Missionen in und um Mossul in Händen der französischen Dominikaner lagen und Mossul und Bagdad leicht nach Herstellung der Bahn zu einem Sprengel vereinigt werden können. Für Nordsyrien, d. h. Aleppo, Alexandrette, Marasch, Aintab, schlage ich Besetzung durch die deutschen Franziskaner vor, die für die Kustodie angeordnet wurden. Genannte Orte sind nämlich bis jetzt von der Kustodie pastoriert. Durchführen kann aber den Vorschlag weder ich noch die Franziskaner in Syrien, sondern nur der deutsche Provinzial, der sie geschickt hat. Er oder einer der anderen Provinziale muß mit Nachdruck bei der Kustodie diese Forderung vertreten. Nur dann wird das für den deutschen Einfluß so wichtige Nordsyrien deutsches Missionsgebiet. Definitive Regelung natürlich nach dem Krieg. Ordensgeistliche müssen in Zukunft in Zivil kommen.

Die Öffnung einer der geschlossenen Kirchen ist noch nicht gelungen, doch bemühen sich dafür in tatkräftiger Weise sowohl die deutsche als auch die österreichisch-ungarische Botschaft.

2. Schulen: Die Zahl der ausländischen katholischen Schulen sank in der europäischen Türkei von zirka 60 auf 3 (österreichische), in der asiatischen Türkei von 400 bis 500 auf zirka 20 (deutsche). Unter den Schulen befanden sich eine Universität, mehrere Fachschulen wissenschaftlicher Art, viele Kollegien mit guten Sammlungen und Bibliotheken, die

gewöhnlich verschleppt wurden. Die Schulen wurden noch mehr als die Kirchen geplündert und türkischen Zwecken zugeführt.

Erstrebenswertes Ziel wäre die Rückgewinnung der Schulen oder Gründung neuer. Beides ist bei der jetzigen Stimmung vollständig ausgeschlossen. Dagegen werden Sprachlehrer für türkische Schulen gesucht, für die ich aber nicht zuständig bin. Der Versuch, auf dem Umwege über die Chaldäer zu einer deutschen katholischen Schule zu kommen, ist bisher nicht geglückt.

Bisher Erreichtes: Zufuhr von Lehrkräften für das St. Georgskolleg in Galata und für die Schulen der Borromäerinnen in Syrien.

Vorschläge: Finanzielle Unterstützung der bestehenden katholischen Schulen, damit sie sich halten und vergrößern können.

Zurückweisung von Vorwürfen: Daß deutsche Militärbehörden aufs rücksichtsloseste gegen katholische Missionsschulen vorgegangen seien, stimmt nicht, vielmehr sind begangene Rücksichtslosigkeiten auf Kosten der türkischen Behörden zu setzen, die den deutschen Truppen und Sanitätsmissionen die Plätze anweisen. Der andere Vorwurf, daß katholische Kinder protestantisch konfirmiert worden seien, läßt sich für hier — soweit ich sehe — nicht verifizieren. Doch wäre es begreiflich, wenn im Innern bei dem Mangel an katholischen Schulen solche Fälle vorkämen.

3. Heilige Stätten: Bei meiner letzten Unterredung mit Seiner Exzellenz dem kaiserlichen Botschafter vor 10 Tagen lag über diesen Punkt nichts Neues vor.

4. Armenierfrage: Die katholischen Armenier, obwohl sie sich im Gegensatz zu ihren orthodoxen Volksgenossen auf Weisung ihrer Bischöfe an den nationalen Selbständigkeitsbestrebungen nicht beteiligten, wurden trotzdem in das Unglück, das ihre orthodoxen Stammesangehörigen ergriff, hineingerissen. Sie haben bis jetzt von 15 Diözesen 11 verloren, 2 sind gegenwärtig in größter Gefahr (Marasch und Aleppo), bestehen nur noch im halben Umfang. Die zwei übrigen (Konstantinopel und Brussa) sind geschwächt. Das Los, das die katholischen Armenier ohne ihre Schuld, wie übrigens auch einen Teil der katholischen Syrier und Chaldäer ereilte, war Massaker und Deportation, wobei aber zu bemerken ist, daß die Deportation mit allen ihren Folgen sich von dem Massaker nicht viel unterscheidet.

Die Güter der Deportierten und Massakrierten unterliegen dem Liquidationsgesetz, das, wenn es allerorts angewandt wird, den Unglücklichen die Heimat vollends raubt.

Erstrebenswertes Ziel: Hilfsaktion für die Armenier, da, wo sie jetzt sind, u. zw., da für die orthodoxen und protestantischen Armenier hauptsächlich durch die amerikanischen Missionäre und den „deutschen Hilfsbund für christliches Liebeswerk in Armenien“ gesorgt wird, Hilfsaktion speziell für die katholischen Armenier.

Bisher Erreichtes: Unterstützung der Armenier in Aleppo durch die von Köln angewiesene Summe, ferner Unterstützung des in äußerster Notlage sich befindlichen armenisch-katholischen Patriarchats, wofür Dankschreiben nächstens kommen wird.

Vorschläge: Das bisher von uns Geleistete ist ein Tropfen auf einen heißen Stein. Wir brauchen zur Linderung auch nur der fürchterlichsten Not einige hunderttausend Mark. Man halte, so wie man es für Polen gemacht hat, eine Kirchenkollekte, schieße uns aber jetzt schon (vielleicht aus den Missionskassen) Geld vor. Ohne Geld können wir nichts durchführen, gar nichts. Das Geld muß rasch kommen, sehr rasch. Sonst geht noch vieles zugrunde, was jetzt noch gerettet werden kann.

Das Hilfswerk für die Armenier überhaupt und für die katholischen Armenier im besonderen muß eine deutsche Organisation sein, damit die unsinnigen Gerüchte über uns und unseren Kaiser (als ob Seine Majestät der Urheber des Unglücks sei) endlich verstummen.

Ich schlage die Schaffung von vier Hilfszentren vor: Aleppo, Marasch, Angorah, Konia. In Aleppo übertragen wir die Hilfsaktion den Borromäerinnen, nach Marasch sollte einer der für die Kustodie entsandten Paters, da diese daselbst eine Pfarrei hat. Marasch zählte nämlich in Friedenszeiten über 5000 katholische Armenier, ist Sitz amerikanischer Missionäre und bekommt in den nächsten Wochen einen evangelischen Pfarrer aus Deutschland. Angora und Konia kann Dr. David, der gegenwärtig in Angora weilt, oder einer der hiesigen Herren versorgen. An die in den Deportiertenlagern untergebrachten Armenier läßt sich auf legalem Weg nicht herankommen, doch ist nicht ausgeschlossen, daß hierin ein Wandel eintritt.

Die Organisierung der Hilfsaktion in Deutschland überlasse ich Ihnen bezw. den katholischen Missionskreisen Deutschlands.

5. Charitas: Mit dem Vorhergehenden haben wir das Gebiet der Charitas beschritten. Bei der jetzigen Notlage der Christen, die noch durch Teuerung und Arbeitslosigkeit gesteigert wird, ist für die Charitas ein weites Feld vorhanden. Katholische Kinder, die ohne Schule herumlungern, weil sie „mohammedanische" Schulen nicht besuchen wollen und europäische wegen der Kosten nicht besuchen können, finden sich zahlreich. Man sollte diese herumtreibenden Kinder in einer Bewahranstalt sammeln. Waisenhäuser finden infolge des Krieges und der Not großen Zuspruch. Es existiert deren noch ein katholisches, nämlich das der österreichischen Vinzentinerinnen auf der Marmara-Insel Antigone. Hospitäler und Lazarette wären ebenfalls nötig.

Bisher Erreichtes: Vergrößerung des Waisenhauses auf Antigone, was jedoch der bischöflichen Initiative zu verdanken ist.

Vorschläge: Aufnahme von Waisen in die Schulen der Borromäerinnen in Syrien, wozu natürlich Unterstützung nötig ist; Gründung von eigenen Waisenhäusern, sobald Gründung solcher möglich ist. Auf der österreichisch-ungarischen Botschaft sagte man mir, daß in nächster Zukunft die Errichtung von Waisenhäusern unter türkischer Aufsicht möglich sein werde. Die für hier vorgeschlagenen Borromäerinnen könnten sich ganz wohl auch der Waisenpflege annehmen. Für Aleppo ist der Bau des von Baron von Fürstenberg geplanten deutschen Spitals sofort in die Wege zu leiten und ich bitte, diesorhalb mit dem Herrn Baron, der in Deutschland verweilt, zu verhandeln. Ärztliche Mission geht überhaupt am leichtesten.

6. Deutsche Propaganda: Gegenüber der Vorliebe für Frankreich, die hier unter den christlichen Kreisen immer noch herrscht, ist

eine zähe deutsche Propaganda notwendig. Namentlich muß auf die Erlernung der deutschen Sprache und Einfuhr deutschen Lesestoffs gedrungen werden.

Bisher Erreichtes: Die Aufklärungsschrift gegenüber den französischen Angriffen wurde hier und im Innern in 200 Exemplaren verbreitet. Deutscher Unterricht wurde in einigen einheimischen katholisch-armenischen Schulen eingeführt. (Die Wiener Mechitaristen hatten schon früher Deutsch im Lehrplan.)

Vorschläge: Ich brauche noch 50 Exemplare der Aufklärungsschrift, ferner brauche ich eine Anzahl kleiner deutscher Gramatiken oder des dazu notwendigen Geldes. Das armenisch-katholische Patriarchat sowie der bulgarisch-katholische Erzbischof sind bereit, einige Seminaristen sofort in deutsche, statt wie bisher in französische Seminarien zu schicken. Freiplatz Voraussetzung.

Nota: Über die Aleppoer Universitätsfrage erfuhr ich noch nichts Genaues.

Die gemachten Vorschläge besprach ich in der Hauptsache mit den anderen Herrn. P. Liebl wird vielleicht noch eigens berichten.

Seiner Eminenz dem Herrn Kardinal von Köln bitte ich von meinen Vorschlägen Kenntnis zu geben und mitzuteilen, daß Geld für Aleppo und Stipendium für Monsignore Dolci angekommen sind. Quittung werde ich selbst oder Monsignore Dolci schicken.

K. und k. österr.-ungar. Botschaft
Konstantinopel.
Cs. és kir. osztrák-magyar Nagykövetség
Konstantinápoly.

Konstantinopel, am 4. April 1916.

№ 27 D.
P.

Rückkehr armenischer Familien nach Rodosto.

zum Bericht Nr. 23 B,
P
vom 20.März 1916.

1 Beilage.

AN SEINE EXZELLENZ DEN HERRN MINISTER DES K. U. K. HAUSES UND DES AEUSSERN, BARON BURIÁN!

In der Anlage unterbreite ich Eurer Exzellenz die Abschrift eines gegenständlichen Berichtes der k.u.k. Konsularagentie in Rodosto vom 28.März 1916, Nr.4/Res.

Der k.und k.Botschafter:

Durch Kurier.

114

Beilage zu Abt. IIb No. 27 D dto. Constpel 4. IV 1916.
P.

A B S C H R I F T

des Berichtes dto. Rodosto, 28. März, No. 4/Res.

Am 21. d. Mts. sind fünf armenische Familien aus Ismid kommend hier eingetroffen. Die Rückgekehrten, die einen ganz kleinen Teil derjenigen Ausweisungen bilden, welche im November vorigen Jahres von hier stattgefunden haben, konnten - laut Angabe - seit ihrer Ausschiffung in Anatolien durch Zufall in Ismid zurückbleiben, während das Gros der Ausgewiesenen ins Innere Klein-Asiens abgeschafft wurde. Sie erklärten ferner, dass sie über Auftrag der Ismider Behörden den Rückweg nach Rodosto über Konstantinopel angetreten haben und dass die Rückkehr weiterer zahlreicher Familien bevorstehe. Es wurde ihnen gleichzeitig mitgeteilt, dass sie nach Ankunft in Rodosto die nötigen Schritte bei der Regierung einzuleiten hätten, um in den Rückbesitz des verlorenen Gutes zu gelangen.

Die Rückgekehrten verweilen in einem von der Regierung bezeichneten Hause, dürfen sich dagegen frei in der Stadt bewegen.

Das Eintreffen in Rodosto der genannten Familien bildete

./.

hierorts ein besonderes Ereignis, das speziell von der muselmanischen Bevölkerung kommentiert wird. Die Erklärung der Heimgekehrten betreffend die Rückgabe des beschlagnahmten Gutes scheint besonders beeinträchtigend auf sie gewirkt zu haben, denn sie bekunden öffentlich ihre Unzufriedenheit. Diese Misstimmung herrscht speziell unter derjenigen muselmanischen Bevölkerung, die das Einwanderungselement in Thrazien bildet und das aus den seitens Bulgarien, Serbien und Griechenland während des Balkankrieges okkupierten Gebieten stammt. Diesem Elemente wurde von der Regierung gestattet, die den ausgewiesenen Armeniern gehörenden Felder und Gemüsegärten zu bebauen; es ist fraglich, ob die muselmanische Bevölkerung zu der freiwilligen Rückgabe dieser Terrains einwilligen werde. Jedenfalls haben bisher die rückgekehrten Familien keine Forderung bezüglich der Rückerstattung ihres Eigentums bei der Lokalregierung erhoben.

Die Aussagen der Heimgekehrten betreffend die Rückkehr weiterer Familien aus Klein-Asien haben insoweit eine Bestätigung

./.

erfahren, als diejenigen Familien, welche mit jenen aus Adrianopel am 8.d.Mts. von hier nach Anatolien abgeschafft wurden, am 27.d.Mts. zurückgebracht worden sind (h.a. Bericht No.1/Res., vom 9. März 1916).

Auch diese Familien wurden im oberwähnten sogenannten Konzentrationslager für armenische Familien untergebracht. Die Adrianopler Familien sind in einem Sonderhause interniert. Der freie Verkehr in der Stadt ist ihnen gestattet.

Abschriftlich berichte ich nach Konstantinopel sub No.3/Res.

Prohaska m.p.

K. und k. österr.-ungar. Botschaft
Konstantinopel.
Cs. és. kir. osztrák-magyar Nagykövetség
Konstantinápoly.

Konstantinopel, am 8.April 1916

Streng vertraulich.

Druck

№ 28 A-S.
P.

Die Entwicklung des jungtürkischen Regimes.

AN SEINE EXZELLENZ DEN HERRN MINISTER DES K. U. K. HAUSES UND DES AEUSSERN, BARON BURIÁN!

Die Zukunft des osmanischen Reiches nach dem Weltkriege wird, soweit sich dieselbe heute voraussehen lässt, das Produkt der langjährigen Entwicklung und der vielfachen Wandlungen sein, welche das jungtürkische Regime durchgemacht hat. Während der Regierung des Sultans Abdul Hamid war das türkische Reich eine absolute Monarchie, die auf theokratischer Basis aufgebaut war; der Sultan war als Khalif anerkannter unumschränkter Herr-

./.

DURCH KURIER.

scher über alle Mohammedaner seines weiten Reiches, in welchem sich nationale Strömungen, soweit die islamitischen Elemente in Betracht kamen, kaum bemerkbar machten. Die nicht mohammedanischen Nationalitäten bildeten sozusagen Staaten im Staate, sie waren kirchlich organisirt unter ihrem Patriarchen und unterstanden demselben sogar vielfach in jurisdiktioneller Hinsicht. Das kirchliche Oberhaupt war selbst von den Türken bis zu einem gewissen Grade als Schirmherr seiner Konnationalen anerkannt und vertrat deren Interessen auf der Pforte. Gegen zu arge Uebergriffe wurden die nichtmohammedanischen Nationalitäten auch von aussen her geschützt.

Das osmanische Reich war bis zum Sturz Abdul Hamid's ein grosser islamitischer Staat, in dem die nichtmohammedanischen Nationalitäten, ein wenn auch durch periodische Verfolgungen gestörtes, so doch selbständiges Dasein führten, sie standen dem herrschenden islamitischen Volke als fremdes Element gegenüber und fanden trotz der Verfolgungen ihren Profit im Staate, sie hatten den Handel und das Gewerbe in der Hand, und wenn auch unterdrückt

./.

und hart arbeitend, ernteten sie die Früchte ihrer Arbeit.

Die Revolution vom Jahre 1908 inaugurirte eine neue Aera in der Türkei. Die jungtürkische Bewegung war ursprünglich eine durchaus liberale, der Sieg der Jungtürken wurde überall als Befreiung vom streng absolutistischen islamitischen Joch begrüsst und das Hauptlosungswort der Revolutionäre war Freiheit und Gleichheit für alle ottomanischen Staatsangehörigen ohne Unterschied der Religion, kurz die Abschaffung der scharfen Trennung zwischen dem herrschenden Islam und den unterdrückten Rajahs.

Unstreitig lag vom rein theoretischen Gesichtspunkte der Revolution eine gesunde Idee zu Grunde, man wollte durch Beseitigung der theokratischen Grundlage der Regierungsform und durch Einführung der Gleichberechtigung aller Religionen und Nationen einen modernen ottomanischen Staat schaffen, der im europaischen Völkerkonzert seinen Platz gefunden hätte. Der Versuch, aus dem grossen Reiche, das sich jahrhundertelang auf religiös - islamitischer Basis entwickelt hatte, einen modernen Rechtsstaat nach

./.

europaeischen Begriffen zu machen, konnte aber praktisch nicht gelingen, weil durch Einführung der Gleichberechtigung aller Nationen und durch Aufhebung der islamitischen Vorherrschaft in dem ausgedehnten Reiche zu viel zentrifugale Kräfte ausgelöst wurden. Den jungtürkischen Idealisten schwebte die Creirung einer neuen Nation ,der " ottomanischen " vor, doch bedachten sie nicht, dass die jahrhundertelang als Rajahs behandelten Völkerschaften sofort zu irredentistischen Elementen werden würden, die in der Angliederung an ihre ausserhalb des osmanischen Reiches lebenden Stammesbrüder die Realisirung ihrer nationalen Träume erblicken würden.

Heute kann man ruhig sagen, dass die Geschicke des osmanischen Reiches seit 1908 mit Naturnotwendigkeit sich vollzogen haben und die ganze Kette von Ereignissen die Folgen der jungtürkischen Revolution waren. Diese hat die Unabhängigkeitserklärung Bulgariens provozirt, hierauf folgte die italienische Aktion in Tripolis, und eine unmittelbare Folge des italienisch-türkischen Krieges, war der Balkankrieg. Durch diesen unglücklichen

./.

Feldzug wurden die Jungtürken aus ihrem idealistischen Traum gerissen und sie erkannten, freilich zu spät, dass aus den verschiedenen in der Türkei wohnenden Nationen ein Einheitsstaat nie und nimmermehr zusammen geschweisst werden könne. Jetzt sahen die Führer der jungtürkischen Bewegung, dass die Existenz des ganzen Reiches bedroht war, und den Abgrund, der sich vor ihnen öffnete. Sie erkannten, dass die nichtmohammedanischen Nationen im Innern gefährliche Feinde geworden waren, die auch noch von konnationalen Nachbarstaaten in ihren Sonderbestrebungen begünstigt wurden, und dass sogar die mohammedanische Welt im Reiche nicht mehr einig war.

Die Jungtürken mussten daher allen ihren Prinzipien untreu werden und den Aufbau eines dauernden Staatsgebildes auf anderer Grundlage versuchen. Die Rückkehr zum alten theokratischen Staate war nicht mehr möglich und so wurde ein neuer Versuch unternommen, den Staat auf türkisch - nationaler Basis zu reformiren und lebensfähig und mächtig zu machen. Natürlich mussten die früheren Ideale der Gleichheit und Freiheit über Bord

./.

geworfen werden und es wurde eine neue Aera der Unterdrückung der fremden Nationen inaugurirt, welche für dieselben umso gefährlicher ist, als die neue Bewegung die alte türkische Duldsamkeit alles dessen, was den Herrschenden nicht stört, vermissen liess.

Diese Wendung der Dinge hatte einen entscheidenden Einfluss auf die Haltung der Jungtürken in der äussern Politik. Die jetzigen Machthaber sahen im Ausbruche des Weltkrieges den günstigen Moment, die Neugestaltung der Dinge von den andern Staaten ungestört herbeiführen und einen national-türkischen Staat unter Unterdrückung aller andern Nationalitäten gründen zu können. Sie haben auch geglaubt in den Zentralmächten eine Stütze für ihre Politik zu finden, weil die Interessensphären und damit in weiterer Folge die Aufteilungspolitik gerade von Deutschland und Oesterreich-Ungarn bekämpft worden war und diese beiden Staaten das grösste Interesse an der Erhaltung der Integrität des ottomanischen Reiches hatte. Die Jungtürken hofften daher in uns und Deutschland in diesem grossen Kriege Stützen gegen die äussern, und

./.

damit auch gegen die inneren Feinde zu finden. Darin ist der Hauptgrund zu suchen, warum sich die Türkei im Herbst 1914 so leicht in den Kampf auf unserer Seite hinein - ziehen liess.

Leider haben die jungtürkischen Machthaber, welche sich unter dem Schutze dieser Allianz stark genug fühlten ihr Programm durchzuführen, die Situation ausgenützt, um gegen die nichttürkischen Nationalitäten in der schärfsten Weise aufzutreten. Talaat und Enver und ihr Anhang konnten nur während des Krieges so gegen die armenische Nation vorgehen und auch die andern Nationen so einschüchtern, dass heute ihr Ideal des türkischen Nationalstaates beinahe verwirklicht erscheint. Am liebsten hätten die Jungtürken auch gegen die Griechen dasselbe unmenschliche System angewendet, wie gegen die Armenier und sind sie nur durch Gründe der äussern Politik davon abgehalten worden. Ebenso sollen die Araber zu Vasallen der türkischen herrschenden Rasse herabgedrückt und durch Terrorismus niedergehalten werden.

Die Evolution des jungtürkischen Ideals

.1.

119

vom freien ottomanischen Staat zum national - türkischen, in welchem das türkische Element die herrschende Oligarchie und die anderen Nationen die unterdrückten mehr oder weniger rechtlosen Nationalitäten bilden sollen, könnte beinahe als eine reaktionäre Bewegung, als eine Rückkehr zu den alten Verhältnissen bezeichnet werden, wobei nur die Basis sich geändert hat und die herrschende Nation auf mehr als die Hälfte zusammengeschmolzen ist. Während früher das überwiegend starke mohamedanische Element die Grundlage des khalifischen Sultanates bildete, soll jetzt die numerisch schwache türkische Nation die Basis für die Oligarchie werden, welche das von zahlenmässig stärkeren und wenigstens teilweise kulturell höher stehenden Nationen bewohnte Reich regiren will.

Es mag Leuten à la Talaat und Enver eine gewisse Analogie mit Ungarn vorschweben, aber hier ist die magyarische Nation die in jeder Beziehung stärkste, und ausserdem ist das Land viel kleiner, während in der Türkei das türkische Element das numerisch schwächere und kulturell unter den Nationen, die das ausgedehnte

Reich bewohnen, eines der tiefstehendsten ist.

Unter dem Schutze dieses Weltkrieges, wenn ich so sagen darf, hat sich die Evolution des jungtürkischen Staates vollzogen und wurde die Grundlage zur türkisch-nationalen Oligarchie gelegt. Natürlich wurde der Moment auch benützt, um sich aller Fesseln der Kapitulationen zu entledigen und eine Reihe von Gesetzen zu schaffen, welche alle den Aufbau eines türkischen Nationalstaates bezwecken. Dabei ist die Tendenz ganz offenkundig, auch jede Bevormundung, ja jede Einmischung der Alliirten zu verhindern. Das vielleicht zu offene Hervortreten Deutschlands mit seinen Absichten auf die Türkei nach einem siegreichen Abschluss des Krieges, hat sogar eine Abneigung gegen Deutschland ausgelöst, welche bedenkliche Formen anzunehmen droht.

Es drängt sich nun die Frage auf, ob die jung-türkischen Staatsmänner jetzt das Rezept gefunden haben, nach welchem sich dieses grosse Reich regeneriren lässt.

Ob durch die Schaffung eines türkischen National-Staates und fortdauernde Terrorisirung der Nationalitäten

.1.

120

durch die jungtürkische Oligarchie ein die Stürme der Zeit überdauerndes Gebilde entstehen wird, lässt sich schwer voraussagen, aber es beschleicht einen unwillkürlich die Befürchtung, dass die zentrifugalen Kräfte, zu denen nach dem Krieg auch das mohammedanisch-arabische Element kommen wird, durch die Durchführung der jetzigen jungtürkischen Staatsidee erst recht ausgelöst werden könnten, und dass das Reich weiteren Evolutionen und vielleicht einem wieder von aussen begünstigtem Zerfall entgegengehe.

Wenn aber die jungtürkische Idee des nationaltürkischen Staates in der jetzigen Ausdehnung oder nach Abbröckelung einiger - vielleicht der armenischen und arabischen Provinzen - sich durchführen lässt, so fürchte ich, dass dies für die Türkei einen Rückschritt um Jahrhunderte bedeuten werde. Die Realisirung des jetzigen Regierungsprogrammes bedeutet die Abschliessung von Europa und den endgiltigen Verzicht auf die Schaffung eines Rechtsstaates im europäeischen Sinne.

Ich komme mehr und mehr zur Ueberzeugung; dass

./.

bei der ganz andern Mentalität des Türken von den türkischen Elementen das Heil für dieses Land nie zu erwarten ist. Deshalb sehe ich in der neuesten Evolution, die das jungtürkische Programm durchgemacht hat, die grösste Gefahr für die Zukunft des Reiches und für die wirtschaftliche Arbeit Europas in der Türkei.

Einen Einblick in die türkische Mentalität gestattet das Verhalten der Regierung in der Frage der Rückwirkung der Armenierverfolgungen auf die fremde Industrie und ganz besonders die Notiz der Pforte, welche ich heute ~~sub No.1899/ A Euer Exzellenz~~ vorlege. Darin wird direkt der Grundsatz ausgesprochen, dass der Fremde kein Recht auf bessere Behandlung habe, als der ottomanische Staatsangehörige, also mit andern Worten, er ist ebenso wie jeder nichttürkische Ottomane der Willkür der chauvinistischen türkischen Oligarchie ausgeliefert.

Nachdem ich, wie aus den vorstehenden Ausführungen hervorgeht, überzeugt bin, dass, solange dieses chauvinistisch-national-türkische Programm hier verfolgt

./.

wird, an eine Schaffung von Rechtszuständen im europaeischen Sinne nicht zu denken ist, muss ich dafür eintreten, dass vor unserer definitiven Zustimmung zur Aufhebung der Kapitulationen in den abzuschliessenden Verträgen möglichst grosse Kautelen zum Schutze unserer Staatsangehörigen in der Türkei und ihres Eigentums geschaffen werden, und dass auf jeden Fall die Meistbegünstigung ausbedungen werde. Vielleicht wird nach Friedensschluss unter dem gemeinsamen Drucke aller europaeischen Mächte hier soviel erreicht werden können, dass eine gedeihliche Arbeit in der Türkei für den Europaeer wieder möglich sein wird.

Der k.u.k.Botschafter:

Pallavicini

Als Manuſkript gedruckt!
Abdruck und Benutzung in der Preſſe verboten!
Streng vertraulich!

Bericht

über

die Lage des Armeniſchen Volkes in der Türkei

von

Dr. Johannes Lepſius
Vorſitzender der Deutſchen Orient-Miſſion
und der Deutſch-Armeniſchen-Geſellſchaft.

Tempelverlag.
Potsdam.
1916.

-1385-

1

HAUS-, HOF- u. STAATS-ARCHIV WIEN

Liebe Missionsfreunde!

Der folgende Bericht, den ich Ihnen *streng vertraulich* zugehen lasse, ist „*als Manuskript gedruckt*“. Er darf weder im Ganzen noch in Teilen der Öffentlichkeit zugänglich gemacht oder benutzt werden. Die Zensur kann während des Krieges Veröffentlichungen über die Vorgänge in der Türkei nicht gestatten. Unser politisches und militärisches Interesse zwingt uns gebieterische Rücksichten auf. Die Türkei ist unser Bundesgenosse. Sie hat nächst der Verteidigung ihres eignen Landes auch uns durch die tapfere Behauptung der Dardanellen Dienste geleistet. Die beherrschende Stellung, die der Vierbund gegenwärtig auf dem Balkan einnimmt, ist nächst den deutsch-österreichischen und bulgarischen Waffentaten auch den territorialen Zugeständnissen der Türkei an Bulgarien zu danken.

Legt uns so die Waffenbrüderschaft mit der Türkei Verpflichtungen auf, so darf sie uns doch nicht hindern, die Gebote der Menschlichkeit zu erfüllen. Müssen wir auch in der Öffentlichkeit schweigen, so hört doch unser Gewissen nicht auf zu reden.

Das älteste Volk der Christenheit ist, soweit es unter türkischer Herrschaft steht, in Gefahr vernichtet zu werden. Sechs Siebentel des armenischen Volkes wurden ihrer Habe beraubt, von Haus und Hof vertrieben und, soweit sie nicht zum Islam übertraten, entweder ge-

tötet oder in die Wüste geschickt. Nur ein Siebentel des Volkes blieb von der Deportation verschont. Wie die Armenier, so sind auch die syrischen Nestorianer und zum Teil auch die griechischen Christen heimgesucht worden. Die deutsche Reichsregierung, der die Tatsachen bekannt sind, hat getan, was sie konnte, um das Verderben aufzuhalten.

Eine Eingabe von etwa fünfzig angesehenen Vertretern der evangelischen Kirche, der theologischen Wissenschaft und der Mission und eine entsprechende Eingabe von katholischer Seite an den Reichskanzler haben den Sorgen und Wünschen der deutschen Christen Ausdruck gegeben. Der Reichskanzler hat darauf folgende Antwort erteilt:

> Die Kaiserliche Regierung wird wie bisher, so auch in Zukunft es stets als eine ihrer vornehmsten Pflichten ansehen, ihren Einfluß dahin geltend zu machen, daß christliche Völker nicht ihres Glaubens wegen verfolgt werden. Die deutschen Christen können darauf vertrauen, daß ich alles, was in meiner Macht steht, tun werde, um den mir von Ihnen vorgetragenen Sorgen und Wünschen Rechnung zu tragen."

Dazu ist von amtlicher Seite ausdrücklich versichert worden, daß die Bestrebungen zur Linderung der Not von seiten der Reichsregierung nachdrückliche Unterstützung finden werden.

HAUS-, HOF- u. STAATS-ARCHIV WIEN

Mein Bericht soll ausschließlich dazu dienen, die Überzeugung wachzurufen, daß uns deutschen Christen die Pflicht einer umfassenden Hilfeleistung obliegt, damit wenigstens die noch überlebende Masse von Frauen und Kindern in den mesopotamischen Wüsten am Leben erhalten wird.

Von allen christlichen Völkern sind wir Deutschen die nächsten dazu, den Unglücklichen Samariterdienste zu leisten. Wir haben die Vernichtung der halben Nation nicht hindern können. Die Rettung der andern Hälfte liegt auf unserm Gewissen. Bisher konnte für die Notleidenden nichts geschehen. Jetzt muß etwas geschehen.

Wir bitten um Brot für hungernde Frauen und Kinder, um Hilfe für Kranke und Sterbende. Ein Volk von Witwen und Waisen streckt seine Arme aus nach dem deutschen Volke als dem einzigen, das in der Lage ist ihm zu helfen. Anderen christlichen Nationen, die hilfsbereit wären, ist der Weg zu den Unglücklichen versperrt.

Wir bitten nicht nur um einmalige, sondern um dauernde Hilfe. Soll auch nur ein Teil von den Zehntausenden verwaister Kinder, die niemand mehr haben, der für sie sorgen kann, am Leben erhalten werden, so kann dies nur in der Weise geschehen, daß einzelne Wohltäter, Gemeinden oder Vereine die Bürgschaft für dauernde Zahlung von Pflegegeldern übernehmen. Ich bitte, sich dazu der folgenden Formulare zu bedienen.

Wir wissen, in welchem Maße die Kräfte aller Daheimgebliebenen angespannt sind, um die nächstliegenden Anforderungen, die der Kampf für das Vaterland stellt, zu erfüllen. Aber auch hier handelt es sich um eine

-1387-

Ehrenpflicht unseres Volkes und um den Beweis, daß wir über dem Willen zur Selbsterhaltung und zum Siege die Pflichten der Menschlichkeit und des christlichen Gewissens nicht verleugnen können.

Aus den dargelegten Gründen verpflichte ich die Empfänger, den ihnen hiermit übersandten Bericht streng vertraulich zu behandeln und nur soweit davon Gebrauch zu machen, als es erforderlich ist, die Überzeugung von der Notwendigkeit der Hilfe zu erwecken und das Recht der Unglücklichen auf Teilnahme zu begründen. In keinem Fall darf unser politisches Interesse durch eine Diskreditierung der Türkei geschädigt werden.

Möge der allmächtige Gott das furchtbare Ringen der Völker zu dem Ende führen, das er vorgesehen hat. Möchten auch unter den Schrecken des Krieges unsere Herzen nicht erkalten und wir nicht aufhören, uns an jedem, der unsrer Hilfe bedarf, als Menschen und Christen zu beweisen.

Im April 1916. Dr. Johannes Lepsius.

Potsdam,
Gr. Weinmeisterstr. 45.

Brot für Hungernde. — Hilfsfonds.

MUSEUM OF THE ARMENIAN ARCHIV WIEN

An Dr. Johannes Lepsius
Potsdam
Gr. Weinmeisterstr. 45.

Hiermit überweise(n) ich (wir) Ihnen den Betrag

von Mk.

zur Linderung der Not unter den deportierten armenischen Frauen und Kindern durch — Zahlkarte (Scheckkonto Nr. 24745 Postscheckamt Berlin) — Postanweisung — Geldbrief.

(Ort) ....., den ten 191

Vor- und Zuname:

Beruf: .....

Straße u. Hausnummer: .....

Hier abzutrennen.

An Dr. Johannes Lepsius
Potsdam
Gr. Weinmeisterstr. 45

Hierdurch erkläre(n) ich (wir) mich (uns) bereit, die jährlichen Verpflegungskosten von

Mk. 150.— jährlich

für ein armenisches Waisenkind aufzubringen und erbitten nähere Mitteilungen über erfolgte Aufnahme und Versorgung.

Die Zahlung des — halbjährlichen — vierteljährlichen Betrages erfolgt gleichzeitig per Postzahlkarte (Scheckkonto Nr. 24745 Postscheckkonto Berlin) — Postanweisung — Brief.

(Ort) ....., den ten 191

Vor und Zuname: .....

Beruf: ...

Straße u. Hausnummer:

3. Mai 1916

K. u. k. österreichisch-ungarische
Gesandtschaft.

SOFIA, am 2. Mai 1916.

Z. 27.
P.

12 MAI 1915

Gegenstand: Armeiergreuel seitens der Türken.

An Seine Exzellenz den Herrn Minister des k. u. k. Hauses und des Aeussern Baron BURIÁN!

Der mir mit letztem Courier zugekommene Bericht Herrn von Rakovszky's ddo Constantinopel v. 8. v.M. bildet die traurige Bestätigung der gegen die Armenier seitens der Türken verübten namenlosen Greueltaten, die auch Herr Radoslavoff schon des öfteren, unter Ausdrücken des Bedauern mit mir besprach, wobei er, wie natürlich, bei mir ein sympathisches Echo finden musste.

Wenn man auch den bulgarischen Ministerpräsidenten, nach all dem, wie die Bulgaren in Mazedonien gehaust, nicht gerade als competenten Richter in der Materie ansehen darf, so ist die Meinung des Ministerpräsidenten, das unmenschliche Vorgehen der Türken, zu dem sie sich in dem Bewusstsein der Macht, das ihnen ihre Verbindung mit den Zentralmächten gäbe, ermutigt gefühlt hätten, könnte auch auf letztere in der Zukunft seinen nicht erwünschten Abglanz werfen, immerhin registrierenswert.

Herr Radoslavoff sagte mir auch, die Türken trachteten jetzt durch Brochüren, von denen auch ihm ein Exemplar zugekommen, die Ansicht zu verbreiten, die Armenier begingen Grausamkeiten gegen die Mohammedaner; dies sei aber alles Lüge und die Türken beschränkten sich nicht nur auf die Verfolgung der Armenier in den kleinasiatischen Provinzen, sondern dehnten dieselben auch gegen die bulgarischen

Armenier sogar bis Adrianopel aus.

Einige bulgarische Armenier, die sich in letztere Stadt begeben hätten, seien spurlos verschwunden und trotz allen Bemühungen wäre es dem Ministerpräsidenten bisher nicht gelungen, über deren Los eine Nachricht zu erhalten.

Herr Radoslavoff will auch erfahren haben, dass der k. und k. Consul in Adrianopel sich um diese Unglücklichen bemüht hätte, doch seien seine Interventionen von den türkischen Behörden vollkommen unberücksichtigt gelassen worden.

Der k. und k. Gesandte:

Tarnowski

Arbeitsausschuß des Vereines v.d.Unbefl.Empfängnis Mariens.

Wien, am 3.Mai 1916.

An die hochwürdigsten Erzbischöflichen und Bischöflichen
Ordinariate Oesterreichs.

Der Arbeitsausschuß des Vereines von der Unbefleckten Empfängnis in Wien , welcher sich im Auftrage des hochwürdigsten Episkopates mit der Unterstützung der Katholischen Missionen im näheren Oriente zu befassen hat , erlaubt sich über den derzeitigen Stand dies r Angelegenheit nachstehenden Bericht ergebenst zu unterbreiten:

Gegenwärtiger Stand der Missionen:

Die verhängnisvollen Wirkungen des Weltkrieges für die katholischen Missionen zeigten sich besonders in der Türkei. Durch die Aufhebung der Kapitulationen und Ausweisung der meist französischen und italienischen Missionäre ist die Anzahl der katholischen Schulen nach einem Berichte vom Jänner 1916 in der europäischen Türkei von ca 60 auf 8 (österreichische) und in der asiatischen von ca 400-500 auf 80 (deutsche) gesunken. Die geschlossenen Anstalten wurden in der überwiegenden Mehrheit vom Staate konfisziert u. in türkische Kasernen ,Schulen u. Moscheen vielfach verwandelt. Die Verfolgung griff auch auf die einheimischen Kirchen,sowohl auf das lateinische Patriarchat, wie auf die unierten orientalischen Christen und Armenier über. Ob diese Anstalten nach dem Kriege wieder aufleben werden, läßt sich nicht sagen. Jedenfalls werden sie ihren früheren Besitzstand nicht mehr erreichen und von ihren Bibliotheken und Sammlungen ist sicher ein Teil für immer verloren. Ohne darüber zu urteilen, inwieweit die franz.und ital. Missionäre durch allzugroße fremdländische Propaganda diese

Aus-eisung selbst verursacht haben, so ist es doch nicht nur vom Standpunkte des Christentums, sondern auch der Kultur , Wissenschaft und Humanität der Untergang sovieler katholischer Werte auf das lebhafteste zu bedauern.

Prinzipielle Stellungnahme

Gewiß kann derzeit niemand besser dieser traurigen Lage abhelfen als die Katholiken der Zentralmächte. Von deutscher Seite wurde der Vorschlag gemacht,die von den Franzosen und Italienern verlassenen Missionsstationen und Schulen zu übernehmen. Dieser Vorschlag ist aber ,wie wohl informierte Kreise behaupten, derzeit unausführbar, nicht bloß wegen des Mangels an kath.Missionspersonale und finanziellen Mitteln, sondern hauptsächlich wegen der Haltung der Türken. Das neue Regime in der Türkei, hinter dem einflußreiche jungtürkische Kreise stehen, ist überaus chauvinistisch - national und direkt fremdenfeindlich. Der deutsche Botschaftskaplan in Konstantinopel Dr. Straubinger, schreibt diesbezüglich am 18.I.1916: Die türkische Regierung tut alles, bewußt oder unbewußt, um aus der Türkei, die bis vor kurzem ein national und religiös sehr gemischtes Land war, einen türkischen muslimischen Einheitsstaat zu machen ... Die Türkisierungsbestrebungen gehen aber über auf das religiöse Gebiet, da im Oriente zwischen Religion und Nation nicht geschieden wird. Verstärkung,nationale Wiedergeburt der Türken, für die man in Deutschland sosehr schwärmt, bedeutet daher im Grunde Islamisierung. Protektionslos, wie die große Mehrheit der Christen jetzt ist, unterliegen sie jetzt einem einem rücksichtslosen Türkisierungsprozeß und verlieren dabei großenteils, selbst wenn sie sich nicht zur Wehre setzen , Gut und Leben". Es muß daher alles vermieden werden, was bei den Türken den Anschein erwecken könnte, als geschehe die

./.

Entsendung von Missionären vom nationalen oder politischen Standpunkte aus, als Nachfolger der französischen und italienischen Missionäre. Die Türken müssen auf jede Weise die Ueberzeugung gewinnen, daß unsere Missionäre aus absatzlosem, rein seelsorglichen Interesse kommen.

Eine zweite Schwierigkeit bildet die noch ungeklärte kirchenpolitische Lage der Türkei nach dem Kriege. Laut einer offiziellen Mitteilung des Generalsekretärs des Kapuzinerordens P.Eligius an die Nordtiroler Kapuzinerordensprovinz hat der Heilig Stuhl dem Projekte der genannten Ordensprovinz , mehrere Missionäre nach dem nahen Oriente zu senden, die lobende Bewilligung erteilt, unter dem Vorbehalte, daß im Falle, wo die ehemaligen Missionäre im Oriente ihre Stationen nach dem Friedensschlusse wieder beanspruchen würden, die Nordtiroler Kapuziner bereit sein müßten , sich wieder zurückzuziehen. Insbesondere teilte P.Eligius mit, daß der Vatikan in keinem Falle eine ausdrückliche schriftliche Entscheidung in der Sache fällen werde, vielmehr gesonnen sei , sich in allen analogen Fällen auf eine mündliche allgemein gehaltene Erlaubnis zu beschränken (Min.des Aeußern an Erzbischof Varady). (Tatsächlich nimmt, wie Dr.Straubinger berichtet, der Apostolische Delegat in Konstantinopel jeden deutschen Seelsorger mit offenen Armen auf, man darf aber mit Rücksicht auf seine Neutralität nicht erwarten, daß er sie herbeiruft).

Trotz dieser Schwierigkeiten muß etwas geschehen. Denn die Katholiken Deutschlands und Oesterreich-Ungarns dürfen nicht den Vorwurf auf sich laden, daß sie hätten helfen können und nicht wollen. Bei der Abneigung der ottomanischen Regierung gegen das katholische Missionswesen überhaupt und mit Rücksicht auf das Verhalten der Römischen Kurie

scheint es sich aber zu empfehlen, nicht sosehr auf die Besetzung der leer gewordenen Plätze der Franzosen und Italiener bedacht zu sein als vielmehr darauf, neue unabhängige Stützpunkte zu gewinnen, die auch nach der eventuellen Rückkehr der Franzosen und Italiener bestehen bleiben könnten. In dankbarer Anerkennung muß hervorgehoben werden, daß seit der Missionskonferenz im November 1915 die österreichische Regierung einer intensiveren kultuspolitischen Tätigkeit insbesondere vom Standpunkte der zukünftigen Interessen der Monarchie in der Türkei zur Stärkung und Festigung unseres politischen und wirtschaftlichen Einflusses nicht abgeneigt ist; in der richtigen Erkenntnis, daß zur Sicherung dieses Einflusses nicht bloß der Sieg, sondern auch eine systematische Friedensarbeit nach allen Seiten des öffentlichen Lebens hin notwendig ist, und daß dies insbesondere durch nachhaltige und werktätige Unterstützung des Katholizismus in der Türkei geschehen könne.

Für die nächste Hilfstätigkeit dürften darum die nachfolgenden auch von der österreichischen Regierung festgehaltenen Richtlinien Geltung haben:

1) In den bereits unter österreichischem Schutze stehenden religiösen und humanitären Anstalten sind womöglich ausschließlich solche Geistliche in Verwendung zu nehmen, welche Angehörige der Monarchie sind.

2)Schaffung von Seelsorgsstationen an den österreichischen und deutschen Kolonien des türkischen Reiches, eventuell mit Kooperatoren, welche den Landsleuten in ihrer Muttersprache predigen könnten. Einen weiteren Ausbau könnten diese Anstalten dadurch erfahren,daß anschließend an dieselben bei sich ergebender Gelegenheit Kindergärten,Schulen (eventuell auch Gewerbe-oder Fachschulen) oder doch Spitäler Dispensarien für Mittellose,natürlich immer zunächst für die Kolonisten geschaffen würden .

3.) die systematische Weiterentwicklung und Ausgestaltung der bereits bestehenden Anstalten und Schulen und zwar sowohl am Balkan (Bulgarien) wie in der Türkei (Lazaristen,Schulbrüder,Vinzentinerinnen).

4) Laut Mitteilung des Ministers des Aeußern an würde er
Erzbischof Varady wäre eine entsprechende Vertretung der Ordenselemente der österreichisch-ungarischen Monarchie in den Niederlassungen der Terra santa und insbesondere eine Reform der Kustodie im Heiligen Lande auf internationaler Basis selbstredend mit großer Freude begrüßen und eben deshalb eine diesbezügliche Initiative des österreichisch-ungarischen Episkopates beim Heiligen Stuhle nicht nur willkommen heißen sondern auch auf das nachdrücklichste unterstützen.

5) Schaffung eines großen ,sprachenkundigen Missionspersonals (männlich und weiblich) und Ausbildung des einheimischen (türkischen) Klerus entweder in österreichischen Seminarien oder durch neu zu errichtende Priesterseminare in der Türkei.

Bis jetzt erreicht oder in nächster Zukunft notwendig:

Von diesem Plane wurde bis jetzt erreicht oder ist in nächster Zukunft als dringend notwendig zu verwirklichen:

1) Entsendung des Weltpriesters Karl Pöllinger (Erzdiözese Wien) als Seelsorger nach Jedikule-Konstantinopel. Derselbe fungiert zugleich als inoffizieller Vertrauensmann der k.und k. Botschaft in Konstantinopel ,wofür er jährlich eine Gratifikation von 4000 K erhält,während für seine sonstigen Auslagen der Maria Empfängnis Verein aufkommt. Der genannte hochwürdige Herr hat früher jahrelang im näheren Orient gewirkt, beherrscht in Wort und Schrift deutsch,türkisch,französisch u. englisch, spricht arabisch, armenisch, italienisch und etwas ungarisch.

Dringend benötigt wird noch je ein Weltpriester in der Nähe des Institutes St.Georg in Konstantinopel, in Ismith und Songuldak. Diesbezüglich wurde eine Anfrage an die hochwürdigsten Ordinariate Brünn und Olmütz gerichtet, welche je einen Priester angeboten hatten.

2) Entsendung 2 PP.Franziskaner aus Tirol, nach S.Maria in Draperis in Konstantinopel, von denen einer bereits am 3.5. abgegangen ist.

Außerdem wären noch dringend notwendig je ein Franziskaner Pater für Burnabad und Magesia.

3) Gesichert ist die Entsendung von 6 PP. Kapuziner aus Tirol u.zw. 2 Patres für Smyrna, ßß 2 für die Städte Messina,Tarsus,Adana,je 1 Pater für Beyruth u. Caiffa. Außerdem erklärte sich die Tiroler Kapuziner Provinz bereit, eventuell die Missionsstationen am schwarzen Meere zu übernehmen.

Es werden jedoch noch mehrere Kapuziner Patres für andere Stationen benötigt.

4) Entsendung von 6 Franziskanerinnen Missionärinnen Mariä nach Smyrna, zur Leitung des dortigen Spitales, welche am 19.6. 1915 abgegangen sind u. von der Regierung einen jährlichen Beitrag von 4000 K erhalten.

Für die übrigen Kosten, ie auch für die Ordenspriester und Weltpriester hat der Mariä Empfängnis Verein aufzukommen und es muß für eine Person ca 4000 K jährlich veranschlagt werden .

5) Dringend notwendig erweist sich auch eine Hilfe für die katholischen Armenier und hat der Ordinarius von Wien namens des hochwürdigsten Episkopates diesbezüglich persönlich beim Minister des Aeußern interveniert . Die kath.Armenier wurden nämlich, obwohl sie sich auf Weisung ihrer Bischöfe im Gegensatz zu den Orthodoxen nationaler Selbständigkeitsbestrebungen enthielten, ins

./.

Unglück mit diesen hineingerissen. Von 18 Diözesen haben sie bisher 11 verloren, 2 sind gegenwärtig in grösster Gefahr, 2 sehr geschwächt. Das Los der katholischen Armenier wie der Syrer und Chaldäer ist ein überaus trauriges; sie gehen durch Massakers und Deportationen zugrunde. Der Minister des Aeußern erklärte, die österreichische Regierung habe bereits alles versucht und würde nochmals intervenieren, eine Aussicht auf Beendigung dieser Gräuel bestehe aber leider nicht. Selbst die Zusendung von Geldunterstützungen könne nicht auf sicherem Wege erfolgen. Trotzdem wäre eine materielle Hilfe, wie P. Liebl O.Cap. im März aus Konstatinopel schrieb, sehr zu begrüßen.

II. Seitens des ungarischen Komitees wird, soweit hier bekannt ist, die Errichtung je eines Ungar. Hospizes in Jerusalem und Konstantinopel geplant. 4 Franziskaner sind bereits ins Heilige Land, 2 Geistliche Studien halber nach Konstantinopel abgegangen.

Ein Zusammenarbeiten mit dem ungarischen Komitee ist durchaus notwendig.

III. Seitens des deutschen Komitees wurde bis zum 9.II. 1916 folgendes erreicht:

1)Entsendung von 14 Geistlichen.

2) Zuführung von Lehrkräften an das St.Georgskolleg in Konstantinopel und für die Schule der Borromäerinnen in Syrien.

3) Einführung von Religionsunterricht an den deutschen Schulen in Haidar Pascha und Jedikule.

4) Gründung einer Schwesternniederlassung in Konstantinopel-Pera.

5) In der Frage der Heiligen Stätten ist kein definitives Resultat erzielt worden, aber der Erwerb des Coenaculums in Aussicht stehend.

6) Für die notleidenden Armenier wurden bis jetzt ca 15.000 K aufgebracht.

7) Für deutsche Propaganda würde durch ./ .

Verteilung von Flugschriften gesorgt.

6) in de Militärseelsorge wurden 8 Priester angestellt.

Im Werden sind ein Spital im Innern der Türkei, eine Schule und ein Lehrerseminar, und die Besetzung von Bagdad mit einem Geistlichen.

Bitten an die hochwürdigsten Ordinariate:

Nur die dringendsten Bedürfnisse wurden oben gemäß den Mitteilungen des Ministeriums des Aeußern skizziert. Viel Geld ist notwendig und das Geld ///// muß rasch kommen, sonst geht noch vieles zugrunde, was jetzt gerettet werden kann. Daher erlaubt sich der Arbeitsausschuß zunächst folgendes zu erbitten:

1) einen Bericht über die Arbeitsausschüsse der einzelnen Diözesen, welche in der Zuschrift des hochwürdigsten Präsidiums der Bischofskonferenz v.12.2.1916 beantragt wurden.

2) einen Bericht , welche Welt-oder Ordensgeistliche , bezw. Ordensschwestern bereit wären, im Oriente Missionen zu übernehmen. Zur Erlangung der Erlaubnis seitens des Generaloberen könnten von hier aus die nötigen Schritte unternommen werden.

3) einen Bericht, ob in der Diözese die Aufnahme lateinischer oder unierter Priesteramtskandidaten aus dem Oriente möglich wäre, bezw. die Aufnahme armer u. verwaister Kinder und der Lehramtskandidaten in kath.Anstalten.

4) Außerordentliche Kirchensammlungen und ehoste Anhersendung der gesammelten Gelder.

5) Propaganda für die Idee der Orientmission durch Konferenzen mit anderen Missionsvereinen,mit Ordensgenossenschaften,kath.Vereinen, und von der Kanzel aus.

Der Arbeitsausschuß von Wien erbittet sich die Mitwirkung der übrigen Arbeitsausschüsse und würde der Anregungen im Ministerium des Aeußern vermitteln. Auch beabsichtigt er ,durch periodisch erscheinende Mitteilungen über den jeweiligen Stand der Aktion Bericht zu erstatten.

Alle Zuschriften oder Beiträge mögen im Wege des hochwürdigsten f.e. Ordinariates Wien ~~oder direkt~~ an den Mariä Empfängnis -Verein(Wien,I.Rotenturmstraße 2) gesendet werden.

Gesteigertes Interesse aller Faktoren an der kath . Orientmission ist gerade in diesem Augenblicke für Oesterreich notwendig. Wie aus dem Berichte zu ersehen ist, arbeiten die deutschen Katholiken geeint, zielbewußt und nachdrücklich. Auch die Protestanten sind nicht untätig. Der deutsche Geh.Rat Prof.Schmidt ,der den Katholiken nicht freundlich gesinnt ist, wurde als Schulreferent ins türkische Unterrichtsministerium berufen und von den 17 an die Universität Konstantinopel berufenen deutschen Professoren ist ein einziger Katholik.

Oesterreich als katholische Großmacht hat gerade in dieser Frage eine providentielle Aufgabe. Mögen die Worte in Erfüllung gehen, die Univers.Prof.Schmidlin am Schlusse seiner Ausführungen bei der Missionskonferenz in Wien sagte: „Das kath.Oesterreich,das jahrhundertelang hindurch ein Bollwerk und Vorposten, ein Angriffs-und Abwehrtor der Christenheit gegen den Halbmond gewesen, werde so zum vermittelnden Triumphbogen, durch den Europa dem Oriente und damit auch dem Islam die friedenbringenden und segenspendenen Früchte der christlichen Religion und Zivilisation bringt.

8. Mai 1916

K. und k. österr.-ungar. Botschaft
Konstantinopel.
Cs. és. kir. osztrák-magyar Nagykövetség
Konstantinápoly.

№ 36 C
P.

Konstantinopel, am 6.Mai 1916

Armenier-Verfolgung.

Zum h.a.Bericht No.23/P/B
vom 20.März 1916.

1 Beilage.

AN SEINE EXZELLENZ DEN HERRN MINISTER DES K. U. K. HAUSES UND DES AEUSSERN, BARON BURIÁN!

Anruhend unterbreite ich Euer Exzellenz die Abschrift eines einschlägigen Berichtes des k.u.k.Konsulates in Adrianopel vom 28.v.M.No.48/P

Der k.u.k.Botschafter:

DURCH KURIER

158

Beilage zu Bericht No. 36 P/E ddo. Cos-pel 6. V. 1914.

K. u. k. oesterr.-ungar Konsulat
Adrianopel

Cs. és. kir. osztrák-magyar Konzulátus
Drinápoly

Adrianopel, am 28. April 1914.

Abschrift!

P 48/Politisch.

Gegenstand: Armenierkonversion.
B.Nä: h.ä. Bericht vom 15.III.1.Js. Nä: 25/P.

An Seine Excellenz
den Herrn k.u.k. Botschafter
MARKGRAFEN PALLAVICINI
in
Konstantinopel.

Die Frage der Konversion der Armenier ist erst in der letzten Woche zu Gunsten derselben geregelt worden. Sie erhielten ihre alten Dokumente zurück und können nunmehr sich frei bewegen und ihren Kultus ausüben.

Längere Zeit hindurch war die Entscheidung streitig. Es hatte sich darin ein Kampf zwischen dem Vertreter des Komités, der plötzlich für die Armenier eintrag und dem Vertreter der Regierung, der sie immer noch zu Mohammedanern machen wollte, entsponnen. Dieser Streit hatte natürlich mehrere Unannehmlich -

keiten zur Folge. Eine Behörde erkannte die einzelnen Individuen unter ihren früheren Namen an, während andere nur die neuen türkischen Namen gelten lassen wollte.

Von den ausgewiesenen Familien ist keine einzige zurückgekehrt. Die meisten sind in Rodosto untergebracht und dürften meiner Ansicht nach nicht mehr hieher kommen, da ihr Hab und Gut doch verkauft und beschlagnahmt wurde.

Nach Wien berichte ich nicht.

Der k.u.k. Konsul:

Vadanulenki m.p.

Nr. 5/P. *Aleppo, 3. Juli 1916.*

Armenische Revolutionäre in Aleppo.

CONTE DANDINI AN BARON BURIÁN.

Vor einigen Monaten wurde in Aleppo eine Bande zugereister armenischer Revolutionäre in der Stärke von zirka 70 Mann ausgehoben und dem Standgerichte ausgeliefert. Wie nunmehr gerüchtweise verlautet, sollen sich dieselben mit dem Plane getragen haben, als türkische Soldaten und Offiziere verkleidet Bombenanschläge auf dieses Konsulat sowie auf das deutsche zu verüben. Gleichzeitig sollten Angriffe auf die Staatsbürger der Mittelmächte sowie die christliche Bevölkerung erfolgen. Der Zweck dieses Planes soll gewesen sein, den Mittelmächten den Glauben beizubringen, daß vollste Unordnung im Lande herrsche und daß ein energisches Auftreten gegenüber der Türkei am Platze sei.

Von den hiesigen maßgebenden Stellen sind nähere Angaben über die Pläne dieser Bande nicht erhältlich. Es erscheint jedoch nicht unwahrscheinlich, daß die Angelegenheit wie geschildert sich verhalte. Das Bestreben der Entente, unter anderem durch geschickte Benützung der armenischen Bewegung, die Mittelmächte von der Türkei zu trennen, unterliegt keinem Zweifel und der ausgedachte Modus hätte bei Verwirklichung dem angestrebten Zwecke dienen können.

Den Revolutionären wurden türkische Militärgewehre, Bomben sowie Uniformen abgenommen. Der Prozeß gegen dieselben ist beendigt und eine Reihe von Todesurteilen gefällt.

Abschrift.

Kaiserl.Deutsche Botschaft. Therapia, den 10. Juli 1916.

Nr.388.

pp.

So sehr es auch - aus den verschiedenen Gründen - zu beklagen ist, daß es uns nicht gelungen ist, die Armenierpolitik der Pforte in mildere Bahnen zu lenken, so haben andererseits weder unsere Feinde noch die sogenannten Neutralen das geringste Recht, uns daraus einen Vorwurf zu machen, oder auch nur zu verlangen, daß wir unsere Mißbilligung öffentlich aussprechen. Wir haben nach besten Kräften das Los des unglücklichen armenischen Volksstammes in der Türkei zu mildern gesucht, sowohl durch Einwirkung auf die Regierung wie durch mildtätige Gaben.

Die namenlosen Greuel aller Art dagegen, die im Laufe des Weltkrieges von Engländern, Franzosen und Russen, von den drei Nationen, die sich als Vorkämpfer des protestantischen, katholischen und orthodoxen Glaubens hinstellen, an den deutschen Zivil- und Kriegsgefangenen verübt worden sind, sind niemals Gegenstand von Vorstellungen seitens einer der verbündeten Ententemächte bei der

der anderen geworden; ebensowenig hat je verlautet, daß sich in der feindlichen Presse eine Stimme für die mit Füßen getretenen Menschenrechte erhoben hätte. Wohl aber ist glaubwürdig berichtet worden, daß der Erzbischof von Canterbury sich nicht gescheut hat, die bekannten Taten der Besatzungen des Baralong und des King Stephen in seinen Predigten als gottgefällige Werke hinzustellen.

Dieser Sachverhalt ist auch der Pforte bekannt, und sie ist unseren Vorstellungen in der Armenierfrage wiederholt mit dem Hinweis hierauf begegnet. Nicht wir, wie so oft behauptet worden ist, sondern unsere Feinde haben den Türken die Wege gezeigt, wie man die verdächtigen Bevölkerungselemente ohne Rücksicht auf die Gebote der Menschlichkeit unschädlich macht.

— gez.Metternich.

Sr.Exzellenz dem Reichskanzler Herrn v.Bethmann Hollweg.

15. Juli 1916

4076./res.
M. E.

BEÉRKEZETT
18. JÚL. 1916

NAGYMÉLTÓSÁGÚ BÁRÓ, MINISTER UR !

Junius 28-án 3144. szám alatt kelt nagybecsü átirata kapcsán van szerencsém Nagyméltóságodnak a hercegprimásnak e tárgyban hozzám intézett levelét másolatban szivós tudomás végett azzal a kéréssel megküldeni, hogy a való tényállás felől a török nagykövet urat felvilágositani méltóztassék.

B U D A P E S T, 1 9 1 6. évi julius hó 9-én.

Nagyméltóságu

B Á R Ó B U R I Á N I S T V Á N

belső titkos tanácsos, császári és királyi közös külügyminister urnak

B É C S .

Nº 31444

1 - JUL. 1916

K.u.K. HOF- U. STAATS-ARCHIV WIEN

Ex Lugo

Fb. 28/VI 16

Ehrerbietigst

Kr. e. S.E. Hf Fogarásy
1. Rf I k.g. Hf

Bei/6: aus dem Inliegenden, von dem hies. fürstl. Botschafter persönlich übernommen Rotz gütigst entnehmen wollen, ~~wollen~~ beehrt sich man hierüberamts, dass es den Bemühungen eines armen. Priesters, der ~~der~~ Inanspruchnahme der hies Pfarrgeistlichkeit die Armenier als einen Anschluss der ~~Bande~~ religionsfeindl. Umtriebe

64

des gegenwärtigen
Regierungssystems
ohne Rücksicht,
gelingen könnte, den
Card. Pacca zu removiren,
u. den neuen Reichstag
der türk. Regierung eine Interpellation zu
unterbreiten
Gunsten der Armenier
u. der Pforte einzubringen
Der H. Cardinal sah-
nu die türk. Botschaft
kurz vor - Audienzen
mit mehreren Repräsen-
tanten Rücksprache genommen
haben, u. dem Verlauf
beschlossen worden sei, dass
die Abgeordneten der
Volksrepräsentation des neuen ung. Reichs
u. den Armeniern sorge zu

Infos sich
türk Bots
Informatione
Armeni

unterschieden sollen.

Überdies wäre der Journalist
Pelli-Bey
v Istanbul, v Tokio, ein Neffe
von Gerut, vom Corr. Bureau
nach Konstantinopel entsendet worden, um Informationen zu sammeln.

Ich stehe auf d. Standpunkt, für alle Fälle von dem Vorhandensein u. Benutzung solcher Kanäle Kenntnis zu haben. Ich [illegible] auf [illegible] Gebiete [illegible] Gegenstand, [illegible] Ich, die im Gegenstande gegebene Schritte persönlich zu unternehmen vermöge, wobei ich wohl wünschen kann,

Ich stehe auf d. Standpunkt, für alle Fälle von dem Vorhandensein u. Benutzung solcher Kanäle Kenntnis zu haben.

Auf Hochwürden
Ihr mit Ihnen der
Innsbr. Bezugnahme, dass
eine abermalige Inspi-
zierung in gegenwärtigen
Augenblicke äußerst
inopportun sein. -
Ihr ehrf. gütige
Mitteilung in Gegenstande,
der mir als Substrat für
die Beantwortung der
in Rede stehenden Frage
dienen würde, wäre bei-
bes. erwünscht -

Innsbr. 12 VII

ÜBERSETZUNG INS UNGARISCHE.

KEF.II.

Gróf Tisza m.kir.miniszterelnök

Budapest.

Wien,1916.évi junius hóm...

A mint az itteni török nagykövet által nekem személyesen átnyujtott ide mellékelt feljegyzésből látni méltóztatik,török részről attól tartanak, hogy néhány örmény lelkész abbeli fáradozásának hogy a török kormány részéről az örményekkel szemben foganatositott rendszabályokat a jelenlegi ottomán kormánynak tulajdonitott vallásellenes irányzat kifolyásaként tüntessék fel,sikerülhet arra inditani Csernoch bibornokot, hogy a magyar országgyülésen - a török kormányra nézve természetszerüleg kellemetlen - interpellációt terjesztessen elő a törökországi örmények érdekében.

A bibornok ur - a mint a török nagykövetség tudni véli - erre vonatkozólag több egyházfejedelemmel értekezett. és a megbeszélések során állitólag elhatározták,hogy a néppárt papképviselőnek az örmény kérdésben interpellálniok kell a magyar kormányt.Ezenfelül a biboros hercegprimás állitólag kiküldötte Konstantinápolyba Vákár Péter Artur örmény születésü hirlapirót és kö-

Certains prêtres arméniens, qui voient d'un maivais oeil les rapports sincèrement amicaux qui existent entre la Turquie et la Hongrie, se sont adressés au cardinal C s e r n o c h J a n o s , l'informant que les arméniens se trouvant en Turquie sont en butte aux pires persécutions et que ce système du Gouvernement Ottoman est dirigé plutôt contre le christianisme que contre la nation arménienne et ce, dans le but d'amener le cardinal à provoquer à la Chambre hongroise des interpellations en faveur des arméniens et dirigées contre la Turquie.

Le cardinal aurait discuté cette question avec d'autres dignitaire de l'Eglise et il aurait été décidé,qu'en manière de démonstration, les députés de la Volkspartei qui sont prêtres interpelleraient le Gouvernement à la Chambre.

Les arméniens s'étant souvent adressés à S·S.le Pape avec des plaintes de ce genre, il semble qu'il faut voir dans cette attitude du cardinal C.Janos l'influence du St.Siège.

Le journaliste et notaire d'origine arménienne Vakar Peter Arthur, de Gyergyos St.Miklos (comitat de Csik), a été envoyé par le cardinal à Constantinople pour y recueillir du matériel pour ces interpellations

jegyzőt,hogy adatokat gyűjtsön.

Van szerencsém mindenesetre nagybecsű tudomására hozni Excellenciádnak a fentieket,hogy az esetben,ha a török nagykövetség értesülése valónak bizonyulna , módjában legyen idejekorán megtenni az ügyben az alkalmasnak látszó lépéseket,a mire nézve feltehetőnek vélem, hogy Excellenciád osztani méltóztatik azt a felfogásomat,hogy az ilyen interpellácio a jelen pillanatban felette időszerűtlen volna.

Különös köszönettel venném annak idején Excellenciád idevonatkozó értesitését,a mely a kérdéses feljegyzésre adandó válasz alapjául szolgálnak.

Übers.St.28/VI.
Rev.v.M.28/VI.
Mund.v.B.28/VI.1916.

K. u. k. Ministerium des kaiserl. und königl. Hauses und des Äußern.

Ad Z. 191..

Deutsche Übersetzung

der ungarischen Note des königl. ungar.
..... Ministerpräsidenten Grafen Tisza
vom ..... 9./..VII..... 1916.

Zahl 4076/res. I.
M.E.

Mit Bezug auf die d.a.Note vom 28.Juni,Z.3144, beehre ich mich E.E.das im Gegenstande an mich gerichtete Schreiben zur Kenntnisnahme mit dem Ersuchen abschriftlich zu übermitteln,den Herrn türkischen Botschafter über den wahren Sachverhalt aufklären zu wollen.

In der Anlage:
Abschrift.

Euere Exzellenz !

Verehrter Freund !

Bei Rückschluss des Schreibens des Herrn Ministers des Aeussern sub ./. beeile ich mich zu erklären,dass die Note des türkischen Botschafters in Wien von Anfang bis zu Ende auf falschen Informationen beruht.

Seit Kriegsbeginn hat kein einziger armenischer Geistlicher mit mir,weder mündlich,noch schriftlich über die Verfolgung der Armenier verhandelt.Vom Heiligen Stuhle habe ich in der Armenierfrage niemals eine Weisung oder Auskunft erhalten.

Was ich im Gegenstande weiss,habe ich ausschliesslich von in der Türkei lebenden deutschen,österreichischen und ungarischen Untertanen erfahren,zum Teile in Zeitungen

70

und Brochuren gelesen.Namentlich las ich auch die im Gegenstande herausgegebenen beiden Hefte der türkischen Regierung.

Keinen Augenblick hat mich der Gedanke beschäftigt, die ungarische Regierung in der Armenierfrage zu interpellieren.Zu einer derartigen Taktlosigkeit fühle ich mich unfähig.Es ist selbstverständlich,dass ich auch mit den Mitgliedern der Volkspartei niemals über das Projekt einer solchen Interpellation verhandelt habe.Nach Empfang Deines Briefes schrieb ich sofort Johann Molnár,dass falls die Partei etwas derartiges planen sollte,ich dies entschiedenst missbilligen würde.

Dass ich Peter Arthur Vákár nach Konstantinopel entsendet hätte,ist ein Märchen.Vákár ist mir nicht einmal bekannt.

Es wolle Dir gefällig sein,den türkischen Botschafter im Wege des Ministers des Aeussern zu beruhigen, dass ich das gute ungarisch-türkische Verhältnis aufrichtig zu pflegen wünsche und hoffe,dass die türkische Regierung keinen ihrer Untertanen wegen seiner Religion verfolgt,sondern dieselben gegen den Fanatismus beschützt.

Empfange bitte den Ausdruck meiner vorzüglichen Hochachtung.

Bajcs,am 7.Juli 1916.

Dein ergebener

Johann Csernoch m.p.

5992

Druck

K.und K.österr.ung.Konsulat

Damaskus.

2. SEP. 1916.

Damaskus, am 4.August 1916.

No.21/P

Die Konversion der armenischen Auswanderer zum Islam.

Berlin
Konstantinopel
Bern
München
Dresden
Mainz

An Seine Excellenz den Herrn Minister
des K.und K.Hauses und des Aeussern
Stephan Baron Burián

In der Ansiedlungsfrage der armenischen Zwangsauswanderer, welche über alle Teile des Wilajets verteilt sind, ist ein bemerkenswertes neues Moment hervorgetreten. Nach zuverlässigen Nachrichten, welche keinen Zweifel zulassen, wird im ganzen Wilajet seitens der Behörden sowohl in den Städten als auch auf dem Lande ein starker Druck auf die Auswanderer geübt, den Islam anzunehmen. Jetzt wo die Auswanderungsbewegung so ziemlich zum Stillstand gekommen ist und die Ansiedler an ihren neuen Wohnstätten sich zu stabilisieren im

2557.

Begriffe sind,sucht man von ihnen durch die Konversion ein Aufgeben ihrer Nationalität,eine Verschmelzung mit der Bevölkerung zu erreichen.

In Hama,also dem Sitze eines Mutessarifs, sind schon vor einiger Zeit zahlreiche Konversionen dieser Art erfolgt.So manche der dort angesiedelten Armenier,welche durch den Aufenthalt in der Stadt ein verhältnismässig besseres Los haben und dort verschiedenen gewerblichen Berufen nachgehen können, haben sich durch die Androhung,dass sie nach den Dörfern abgeschoben werden würden,zu dem Religionswechsel bewegen lassen;für andere,welche bisher von der Regierung ein Zehrgeld erhalten haben,war die Entziehung dieses bestimmend.Die Armenier sind durch das furchtbare Schicksal,das über sie hereingebrochen ist,mürbe geworden und haben die moralische Kraft zum Widerstande grossenteils eingebüsst.

Gilt dies für die Städte,so sind die Konversionen am Lande, in den Dörfern noch zahlreicher, obwohl man nicht sagen kann,dass die mohammedanische Bevölkerung der betreffenden Gegenden damit sympatisiert.In den Dörfern ist die Lage der armenischen Auswanderer so schlimm,dass sie zumeist auf das Taggeld der Regierung angewiesen sind.Es ist daher begreiflich,dass einerseits die Entzie-

HAUS-, HOF- UND STAATS-ARCHIV WIEN

hung dieses,andererseits die Aussicht, im Falle des Uebertrittes eine Hütte und ein Stück Land zu eigen zu bekommen,sie mehr oder minder gefügig macht.Der Uebertritt ist umso leichter,als er in Ermangelung armenischer Priester lediglich durch die Erklärung vor dem Verwaltungsmedjlis des betreffenden Bezirkes vollzogen wird.

In Damaskus selbst und Umgebung hatte man bisher - vielleicht mit Rücksicht auf die fremden Konsulate,von ähnlichen Zwangsmitteln Abstand genommen.Auch hier war zwar die Konversion mehrerer Familien erfolgt,sie war aber mehr eine freiwillige,wegen zu gewärtigender materieller Vorteile.Nun hat man auch hier mit Zwangsmitteln begonnen;seit circa 1 Woche werden alle armenischen„Muhadjir"in der Stadt,deren man habhaft wird,aufgegriffen und in die gregorianische Kirche gesperrt.Die,welche den Islam anzunehmen erklären,werden freigelassen; jene,welche den Uebertritt rundweg verweigern, in die Dörfer abgeschoben.Eine ziemliche Anzahl hat sich zur Konversion verstanden,während allerdings eben so viele Standhaft blieben.

In Damaskus wurden diese Zwangsmassregeln bisher nur in Ansehung der gregorianischen Armenier angewendet,die katholischen und protestanti-

schen aber,welche freilich nur in geringer Zahl vorhanden sind,verschont,falls sie ihre Konfession durch Bescheinigungen der Heimatsbehörden nachweisen können.

Gleichlautend berichte ich unter gleichem Datum und sub No.25/P nach Konstantinopel.

Der K.und K.Generalconsul

1916. Präs. 47 - 1/39

...b. Nr. 1688 von 1916.

K. u. K. KRIEGSMINISTERIUM

Das armenische Nationalstatut.

Ein politisches Ereignis von grosser Bedeutung hat sich in diesen Tagen vollzogen: die türkische Regierung hat endlich die Konsequenzen aus der revolutionären Haltung der armenischen Nation gezogen und mit einem Schlage die privilegierte Stellung dieses Volkes innerhalb der TUERKEI zunichte gemacht.

In der Tat besassen die Armenier in der TUERKEI eine Vorzugsstellung unter den christlichen Einwohnern, da sie eine viel weitergehende Autonomie besassen als zum Beispiel die zahlreichste christliche Nation, die Griechen. Die christlichen Religionsgemeinschaften erfreuten sich seit der Eroberung KONSTANTINOPEL's durch die Türken sehr wertvoller Autonomierechte und waren in ihren religiösen Unterrichts- und Wohltätigkeitsinstitutionen fast gänzlich unabhängig. Insbesondere die Armenier besassen im Statut ihres Patriarchates ein Magna Charta von grosser Liberalität. Am Sitze des armenischen Patriarchates in KONSTANTINOPEL bestanden nicht nur eine geistliche und eine weltliche Kongregation zur Besorgung der Kirchen- und Vermögensverwaltung, sondern auch eine sogenannte Nationalversammlung von 140 aus Klerus und Laien gewählten Mitgliedern, welche sehr bald sich zu einer Art von Parlament ent-

47-1/39 R

F1-4

wickelte, in welchem die Berufspolitiker eine führende Rolle spielten. Diese Nationalversammlung war der Herd der revolutionären Agitationen, welche die gesamte armenische Nation auf die Bahn des Abfalls führte.

Die türkische Regierung hat nunmehr ein neues organisches Statut für das armenische Patriarchat ausgearbeitet ——— und zum Gesetz erhoben, welches wohl die geistliche und die Laien-Kongregation, ähnlich dem Statut des (griechischen) ökumenischen Patriarchates, bestehen lässt, sie aber unter die strenge Kontrolle der Regierung stellt, die Nationalversammlung jedoch vollständig abschafft. Dadurch wird der bisher in der armenischen Kirche vorwiegende Einfluss des Laienelements gebrochen und, ähnlich wie in den anderen christlichen Religionsgemeinschaften in der TUERKEI, durch den gemischten Einfluss von Geistlichen und Laien ersetzt, wobei in geistlichen Angelegenheiten der Klerus fast ausschliessliche Kompetenz haben wird.

Ein nicht minder reformbedürftiger Uebelstand war die bisher gesetzmässige Unterordnung der türkisch-armenischen Kirche ——— unter die geistliche Jurisdiktion des armenischen Patriarchen und Katholikos von ETSCHMIADZIN im KAUKASUS, welcher als das geistliche Oberhaupt der gesamten armenischen Kirche betrachtet wird. So lange die Armenier in RUSSLAND unzufrieden waren, lag in dieser Unterordnung für die TUERKEI keine Gefahr, im Gegenteil, der Katho-

likos von ETSCHMIADZIN konnte dank der Unterstützung durch die türkisch-armenische Kirche einen viel wirksameren Widerstand gegen die Assimilationsgelüste der russischen Regierung leisten. Seit der Neuorientierung der armenischen Politik änderte sich aber auch das Verhalten des Katholikos von ETSCHMIADZIN gegenüber der TUERKEI vollständig und gelang es RUSSLAND auch die ottomanischen Armenier auf die russische Seite zu bringen und sie gegen die TUERKEI auszuspielen. Es ist bekannt, dass im gegenwärtigen Krieg die Armenier mit Leib und Seele der russischen Sache ergeben sind. Es war daher nur ein Gebot der Selbsterhaltung, dass die türkische Regierung nunmehr jede Verbindung mit dem Patriarchat von ETSCHMIADZIN abschnitt und die türkisch-armenische Kirche als vollkommen autonom und autokephal erklärte.

Ausser dem Katholikos von ETSCHMIADZIN bestanden noch zwei Kirchenfürsten in der armenischen Kirche, welche traditioneller Weise den Titel " Katholikos " führten, ohne jedoch irgendwelche Prärogative zu besitzen: die Bischöfe von AHTHAMAR (einer Insel im VAN See) und von SIS (der alten Hauptstadt des ehemaligen KönigreichesKLEINARMENIEN, jetzt Vilajet ADANA). Diese beiden Titel wurden gänzlich abgeschafft.

Die beiden Patriarchate von KONSTANTINOPEL und JERUSALEM wurden in ein einziges - mit dem Sitz

in JERUSALEM - vereinigt, so dass die gesamte Kirchenverwaltung von KONSTANTINOPEL nach JERUSALEM verlegt wurde. Dies geschah zweifellos aus dem Grunde einer leichteren Ueberwachung und um der durch Reichtum und Einfluss mächtigen armenischen Gemeinde der Hauptstadt den Todesstoss zu versetzen. Der armenische Patriarch von JERUSALEM wurde dem Kultusministerium unterstellt und eine Reihe von Massregeln verfügt um die Wahlen der Mitglieder des geistlichen und des weltlichen Rates, sowie die Verhandlungen und Beschlüsse dieser Versammlungen einer strengen staatlichen Kontrolle zu unterwerfen.

Die armenische Nation wird diesen entscheidenden Schlag wortlos und widerstandslos hinnehmen müssen. Auch vom Standpunkte des europäischen Staatsrechtes kann gegen diese Massregel kaum ein ernstlicher Widerspruch erhoben werden, denn das alte Statut der armenischen Kirche hat tatsächlich einen Staat im Staate geschaffen und dieser Zustand war nur so lange erträglich, als die Armenier loyale Untertanen der TUERKEI geblieben waren.

Das armenische Patriarchat von KONSTANTINOPEL wurde übrigens gleich nach Promulgierung des neuen Gesetzes - am 16. August - polizeilich gesperrt.

KONSTANTINOPEL, am 15. August 1916.

Pomiankowski

Gyz

5882

K. und k. österr.-ungar. Botschaft
Konstantinopel.
Cs. és. kir. osztrák-magyar Nagykövetség
Konstantinápoly.

12. Jenikjöj, am 19. August 1916

Druck № 63 C
P.

Reform des armenischen Kirchenstatutes.

4 Beilagen.

AN SEINE EXZELLENZ DEN HERRN MINISTER DES K. U. K. HAUSES - UND DES AEUSSERN, BARON BURIÁN!

In der Verfolgung ihres seit Beginn des gegenwärtigen Krieges im Vordergrund stehenden Programmes, die Vorrechte, deren sich die Nichtmohammedaner hier erfreuten zu beseitigen, hat die hiesige Regierung jüngst einen bedeutenden Schritt nach vorwärts gemacht. Es ist dies die Aufhebung des bisherigen und Einführung eines neuen Statutes für das armenische (schismatische) Patriarchat, welche durch die im hiesigen Amtsblatt vom 10.August veröffentlichte Verordnung (vom 17.Juli/1.August l.J.)

.1.

ERICH KUNER

2549. PA XII, 110

304

" Reglement betreffend das armenische Katholikosat und Patriarchat " erfolgte.

Gleichzeitig mit dieser Verordnung erschien in der hiesigen "Agence Milli" ein Communiqué der Pforte, welches die Einführung des neuen Statutes erklären und rechtfertigen sollte, von den ganzen Neuerungen aber bloss der Aufhebung der Nationalversammlung gedachte; die Notwendigkeit der stattgefundenen Neuregelung des organischen Statutes des armenischen Patriarchates begründete das Communiqué indessen ganz geschickt. Es macht nämlich geltend, dass es auf das bisherige Statut - welches im Gegensatz zu jenem des ökumenischen Patriarchates auch eine National-Versammlung vorsah - zurückzuführen sei, dass die armenisch revolutionäre Organisation so gut funktionniren konnte, indem die geistlichen Organisationen den revolutionären Parteien unterstellt waren und solcher Art mit der Zeit jeder Geistliche ein Agent der Komitadjis wurde. Weiters dass die armenische Geistlichkeit der Jugend politische Grundsätze eingeimpft habe und diese in Erwartung

./.

englischer, und letzter Zeit russischer Hilfe, zum blinden Werkzeug politischer Umtriebe und Interessen wurde. Durch das neue Reglement, setzt das Communiqué fort, wurde die Nationalversammlung eliminirt und an deren Stelle - wie dies beim ökumenischen Patriarchat der Fall ist - je ein geistlicher und weltlicher Rat gesetzt. Die Kompetenz dieser beiden Ratskörper andeutend, schliesst das Communiqué damit, dass die Regierung die durch die Konstitution gewährleisteten Privilegien und religiösen Vorrechte in keiner Weise beeinträchtigt, sondern im Gegenteil bloss verhindert habe, dass das Patriarchat zum Spielball der Komitadjis werde...

Diese bis zu einem gewissen Grade begründete Erklärung ist indessen insofern nicht zutreffend, als das neue Reglement nicht bloss die Nationalversammlung beseitigt, sondern auch kanonische Fragen angeschnitten und bestandene Privilegien abgeschafft hat. Was die Aufhebung der " assemblé nationale " betrifft, so erscheint diese Massnahme auch von dem im Communiqué geltend gemachten Gravamen

./.

309

abgesehen, leicht verständlich. Diese Körperschaft, welche aus (140) Abgeordneten aller armenischer Diözesen bestand, hat nämlich mit der Zeit direkt den Charakter einer Art Landtages angenommen, hat sich mit innerpolitischen Fragen, so jener der armenischen Reformen, befasst und ist oft zum Schauplatz heftigster Parteikämpfe geworden. Gegen die Massnahme, welche diesen politischen Organismus beseitigte, wäre daher wohl kaum etwas einzuwenden gewesen, wenn sie nicht eben auch noch andere, weittragende Aenderungen im alten Statut herbeigeführt hätte. Selbst die angeordnete Lösung der türkisch-armenischen Kirche von der russischen (Edjmiadzin)- wiewohl dies bereits eine in das kanonische Recht gehörige Frage darstellt - lässt sich rechtfertigen, nur frägt es sich, ob es für die Regierung nicht praktischer gewesen wäre, diese Loslösung, eben wegen des starken türkischen und geistlichen Charakters der Sache, aus der armenischen Organisation heraus entstehen zu lassen, anstatt ein gewisses Odium auf sich zu laden.

Nebst diesen beiden Neuerungen führt das jüngst

./.

in Geltung getretene Statut auch Reformen in der armenischen kirchlichen Organisation ein, die zum Teil ganz kanonischen Charakter haben, zum Teil - wie schon erwähnt - von der Konstitution gewährleistete Privilegien aufheben. Zu den ersteren gehört, dass sub titulo der Vereinheitlichung der kirchlichen Verwaltung die beiden Katholikosate von Sis und Akhtamar vereint, mit dem bisherigen Konstantinopler und Jerusalemer Patriarchat verschmolzen wurden und das so entstandene einzige Katholikosat und Patriarchat seinen Sitz in Jerusalem angewiesen erhielt. In Konstantinopel bleibt daher bloss ein Bischof als Vikar des Katholikos und Patriarchen, der sich aber künftighin nur wegen rein religiöser Angelegenheiten und bloss an das Kultusministerium wenden darf. Eine Aufhebung bzw. Einschränkung der bestandenen Vorrechte stellt dar, dass der Patriarch über kaiserliches Iradé abgesetzt werden kann, dass alle Schulen unter die direkte Oberaufsicht und Kontrolle des Unterrichtsministeriums gestellt werden, geistliche Chefs (Bischöfe) und Priester von der Regierung abgesetzt werden

./.

können, und dass eine Neueinteilung der Bistümer und Vikariate erfolgen soll.

Ausser diesen Aenderungen ist noch zu bemerken, dass durch die eingeführte Reform das armenische Statut, besser gesagt der ganze Geist der armenischen kirchlichen Organisation eine Abänderung nach dem Muster des ökumenischen Patriarchates erhalten hat, indem die bisher auf dem Einfluss des Volkes basirende armenische kirchliche Organisation nunmehr ebenso wie die ökumenische Patriarchatskirche durch das geistliche Element beherrscht werden wird, was eine bedeutende Umwälzung darstellt.

Was die Stellungnahme der hiesigen Presse zur besprochenen Reform betrifft, so enthielt sich der nichttürkische Teil naturgemäss jedweden Kommentars bis ein einschlägiger Befehl an denselben erging, die Reform zu loben. Die hiesigen türkischen Blätter finden die neue Verordnung von dem Gedanken des Communiqués ausgehend sehr begründet, und benützen teilweise den Anlass, um die Toleranz der Türken jener der anderen Religionsgenossen und Völker - schaft gegenüberzustellen.

Pallavicini

Vortrag auf dem Tiroler Missionskurs
am 7. Sept. 1916.

2. Die Orientmission.

Von P. Dr. Leonhard Lemmens O. F. M. - Bonn.

Seit einigen Monaten ist viel über den Orient und seine Mission geschrieben worden. Die meisten Artikel sind von frohem Optimismus und starkem Vertrauen auf den Bundesgenossen getragen, rechnen aber weniger mit den tatsächlichen Verhältnissen, wie sie sich drüben im Weltkriege herausgebildet haben. Andere Stimmen raten ab: der Orient habe schon oft die Hoffnungen des Abendlandes getäuscht; die Orientmission lohne nicht die Opfer und Mühen; Pessimismus ist nie bei den Werken Gottes berechtigt. Das Gute liegt auch hier in der Mitte. Auf diesen Ton sind meine Worte gestimmt. Sie wollen den Stand der katholischen Orientmission vor dem Weltkriege, ihre schweren Geschicke in demselben und die Aussichten und Hoffnungen der Zukunft vorführen.

I.

Die Orientmission umfaßt den nähern Orient, vornehmlich die Provinzen des Türkenreiches in Europa, Kleinasien, Westarmenien, Syrien nebst Palästina und Mesopotamien: einst christliche Länder, Teile des Römer-, des Oströmerreiches, deren Stätten meist Erinnerungen aus den ersten Zeiten der Kirche wachrufen. Seit dem 7. Jahrhundert fielen diese Gebiete der Reihe nach an mohammedanische Machthaber, zunächst der Süden an die Araber, dann der Norden an türkische Stämme, Seldschuken und Osmanen, bis Sultan Selim I. vor genau 400 Jahren, im Herbst 1516, die Herrschaft der ägyptischen Mamelukensultane zertrümmerte und das nördliche und südliche Reich, wenigstens äußerlich, vereinte. Wer die Verhältnisse kennt, weiß, welche Kluft die Araber von den Türken trennt, und welchen Faktor sie in den Rechnungen unserer Feinde bildet.

Wenn nun auch das Wort Tschudis, der Islam sei „theoretisch die intoleranteste, praktisch die toleranteste Religion", wie alle Schlagwörter übertreibt, so ist noch mehr die häufig vertretene Ansicht übertrieben, der Islam habe das Christentum in den von ihm unterworfenen Ländern mit Stumpf und Stiel ausgerottet. Dem widerspricht schon die Tatsache, daß noch heute, nach vielhundertjähriger Herrschaft des Halbmondes, ein starker Bruchteil des Osmanenreiches christlich ist. Der Koran rechnet die Christen nicht zu den Götzendienern, deren Ausrottung heilige Pflicht sei; er begnügt sich mit ihrem Tribute. Nur die Predigt des christlichen Glaubens vor den Moslems und der Übertritt vom Islam zum Christentum waren bei Todesstrafe verboten, damit freilich jede eigentliche und direkte Missionsarbeit unter den Moslems in mohammedanischen Reichen ausgeschlossen. Die eigentliche Missionstätigkeit des Abendlandes galt in der Türkei den eingeborenen Christen, die bereits alle beim Einfall der Sarazenen von Rom getrennt waren. Von jeher hatte das Morgenland wenig Verständnis für ein allgemeines, katholisches Gottesreich; Nation und Kirche, Politik und Religion wurden und werden dort vermengt und vermischt; die Grenzen des Volkes werden Grenzen seiner Kirche. Daher die vielen Nationalkirchen — der Syrer, der Chaldäer, der Ägypter oder Kopten, der Armenier, der Griechen; daher die großen Schwierigkeiten, die sich allen Versuchen, dieselben mit der Herde Christi wieder zu vereinen, entgegenstellten. An diesen Versuchen hat es nicht gefehlt. Den Dominikanern und Franziskanern, die im 13. Jahrhundert ins Morgenland kamen, gesellten sich in neuerer Zeit die Jesuiten, Karmeliter, Kapuziner und Lazaristen zu und in den letzten Jahrzehnten so viele neue Gründungen, daß die Orientmission an Zahl der Stationen und Missionspersonen die erste Stelle unter den katholischen Missionen am Vorabend des Weltkrieges einnahm.

Beim ausgehenden Mittelalter war Italien im Morgenlande vorherrschend[1]; die Missionare und Kaufleute waren hauptsächlich Italiener, Venedig der tatsächliche Protektor der heiligen Stätten und Christen, bis die Republik sich weigerte, mit dem Großtürken einen Bund gegen Deutschland und Karl V. zu schließen. Jetzt mußte sie Frankreich den Platz räumen, dessen König Franz I. dieselben Interessen und Absichten gegen Deutschland wie Sultan Soliman hegte und kein Bedenken trug, ein Bündnis mit ihm gegen den

[1] Vgl. L. Lemmens, Die Franziskaner auf dem Sion, Münster 1916, 194, 210—212.

Kaiser zu schließen. Um den bösen Eindruck zu verwischen, den dieser Bund in Europa machte, erwirkte König Franz I. vom Sultan das Recht, die Kirchen des Orients zu schützen. Mit diesem Protektorate wurde Frankreich die christliche Vormacht im Morgenlande.

Es war ein Unglück für die Orientmission, daß ihr Gebiet seit dem Krimkriege in den Vordergrund der europäischen Politik trat und dort der Wettlauf abendländischer Mächte um Einfluß und Vorrechte begann. Einige Mächte schoben die Missionen und ihre Schulen vor. Trug dies auch den Missionaren materielle Hilfe ein, so brachte es die Gefahr, das Missionswerk zu verweltlichen und ins politische Getriebe zu ziehen; Missionare wurden bewußt oder unbewußt politische Agenten, der Same für nationale Eifersüchteleien unter die Glaubensboten gesäet, und ihre Arbeit den Orientalen, die überhaupt kaum Kirche und Staat zu scheiden wissen, als weltliche und politische Sache verdächtig, ein Umstand, der uns die schweren Geschicke der Orientmission in diesem Kriege erklärt und ihr noch länger Mißtrauen beschaffen wird. Ein Wettbewerb unter den Missionaren verschiedener Nationen in fremden Ländern kann anregen und fördern; er darf aber nur katholischen, nicht nationalen oder politischen Zielen und Aufgaben gelten und nie die Interessen des Missionslandes oder anderer Nationen verletzen. Missionare dürfen in fremdem Lande nur Glaubensboten und Träger christlicher Kultur, nicht Handlanger irgendeiner Politik sein.

Besonders war es Frankreich, dessen Prestige der Krimkrieg auf die höchste Stufe im Morgenlande gehoben hatte, das jetzt alles aufbot, sich den Orient, vornehmlich Syrien, zu sichern, und das Land mit französischen Anstalten, besonders mit Schulen aller Art, überzog, die mit tüchtigen Kräften und großen Mitteln ausgestattet waren. Die französischen Jesuiten leiteten seit 1875 die vorzügliche St. Josephsuniversität zu Beirut, französische Benediktiner das syrische Priesterseminar am Ölberge, französische Weiße Väter das griechische Priesterseminar bei St. Anna zu Jerusalem, französische Lazaristen und Schulbrüder höhere Schulen und Kollegien, die wie die zahlreichen Mädchenpensionate der französischen Ordensfrauen auch von den Kindern der vornehmsten türkischen Familien besucht wurden, französische Trappisten die landwirtschaftliche Musterfarm zu Latrun zwischen Jerusalem und Jaffa. Bei Ausbruch des Weltkrieges zählten die französischen Schulen des Orients nach Pinon[1] mehr als 110000 Schüler. Die französische Regierung soll jährlich für dieselben 800000 Franks gezahlt haben, auch noch, nachdem sie im eigenen Lande Staat und Kirche getrennt und in den eigenen Kolonien Nordafrikas die Missionsschulen der Weißen Väter aufgehoben hatte. Die französischen Missionare waren eben, wie der Akademiker Brunetière ihnen nachrühmt, „die besten Informatoren und zuverlässigsten Agenten" Frankreichs[2]. Ohne Frage haben die französischen Anstalten viel Gutes gewirkt und die französischen Missionare große Opfer gebracht. Leider war ihre Tätigkeit zu sehr auf das Axiom eingestellt, daß der Türke ein schwerkranker Mann sei, der beim nächsten Unwohlsein verscheiden und von den Franzosen beerbt werde; besonders galten ihnen Syrien und Palästina als sicheres Erbteil. Deshalb

[1] R. Pinon, L'Europe et l'Empire Ottoman, Paris 1913, S. 357.

[2] Vgl. F. Schwager, Missionstätigkeit und nationale Propaganda, Zeitschrift für Missionswissenschaft, VI (1916) 110.

-1432-

nahm man keine Rücksicht auf die Türkei, begeisterte in den türkischen Schulen für die „grande nation", statt gute ottomanische Untertanen heranzubilden, förderte das Selbständigkeitsgefühl der eingeborenen christlichen Nationen und betrachtete die Gründungen anderer Nationen wohl als Anmaßungen, denen man sich nach Kräften widersetzte. Nur bei den Fortschritten der russischen Bundesbrüder schloß man aus Liebe zur Revanche beide Augen.

An zweiter Stelle stand im Oriente unter den katholischen Völkern **Italien**, das sich nach seiner Einigung der glorreichen Vergangenheit des Mittelalters erinnerte und die Gründung von Schulen und Anstalten mit großen Kosten angelegen sein ließ.

Spanien und **Österreich** beteiligten sich an der Orientmission fast nur innerhalb der Franziskanerkustodie vom Hl. Lande. Außerdem unterhielt Österreich, bei dessen Missionsarbeit der politische Gesichtspunkt zurücktrat, das angesehene Kolleg der Lazaristen zum hl. Georg in Konstantinopel und zwei Krankenhäuser der Barmherzigen Brüder in Jerusalem.

Das katholische **Deutschland** beschränkte seine Missionstätigkeit im Oriente fast ganz auf das Hl. Land und auch dies lange Zeit nur durch Almosen: Bayern seit 1838 durch den Ludwigs-Missionsverein, Norddeutschland seit 1855 durch den Verein vom Hl. Grabe. Erst der Kulturkampf, der so manchem Missionswerke zum Segen wurde, brachte persönliche deutsche katholische Arbeit ins Hl. Land. Unter den Ordensleuten, die der Kulturkampf ins Ausland trieb, war der schlesische Franziskaner P. **Ladislaus Schneider**, der vor seinem Ordenseintritt Palästina bereist und warmes Interesse für das Land bewahrt hatte. Auf Veranlassung des Vereins vom Hl. Grabe sandten ihn seine Obern 1875 nach Palästina, wo er der Pionier der deutschen katholischen Orientmission wurde und „mit wahrhaft bewundernswerter Ausdauer trotz aller Schwierigkeit" Großes leistete. P. Ladislaus gründete 1877 das erste deutsche katholische Hospiz zu Jerusalem, rief die erste deutsche katholische Schule des Orients ins Leben, veranlaßte 1884 die Berufung der schlesischen **Borromäerinnen**, die dort seitdem sehr segensreich wirken, und bereitete durch unermüdliche Werbearbeit den Palästinaverein der Katholiken Deutschlands vor, der deutsche katholische Arbeit im Hl. Lande in sein Programm schrieb und 1895 mit dem Verein vom Hl. Grabe zum „Deutschen Verein vom Hl. Lande" verschmolzen wurde. P. Ladislaus stellte sein Werk und seine Leute unter den Schutz des deutschen Konsuls, was damals unerhört war, und begann die Gründung einer deutschen katholischen Kolonie in Emmaus, die erfreulich fortschritt, bis P. Ladislaus „dem Hochdruck der französischen Regierung" weichen mußte. „Nach menschlicher Berechnung", sagt der Lazarist P. Ernst Schmitz[1], „besäße ohne diesen Schlag das katholische Deutschtum in Palästina längst eine oder mehrere blühende Kolonien und eine Handwerkerschule". Seine Gründungen gingen auf den Palästinaverein über, da manche Ursachen deutsche Arbeit in der unter französischem Protektorate stehenden Franziskanerkustodie weniger zur Geltung kommen ließen. Als seinen Nachfolger empfahl P. Ladislaus den tüchtigen Lazaristen P. Wilhelm Schmidt, der das Werk sicherstellte und weiterführte. Beim Ausbruch dieses Krieges umfaßte die Orientmission der deutschen Katholiken in Palästina vornehmlich das Kloster der Benediktiner nebst dem Mariendom auf dem Sion, das von Lazaristen geleitete Lehrerseminar im St. Paulushospiz, zwei Mädchenschulen

[1] E. **Schmitz**, Das katholische Deutschtum in Palästina, Freiburg 1913, 12.

der Borromäerinnen zu Jerusalem und eine Mädchenschule nebst Krankenhaus derselben Genossenschaft in der Hafenstadt Haifa am Karmel. Außerdem hatten die Borromäerinnen in Syrien eine Schule zu Beirut und eine zu Aleppo; letztere war erst kurz vor Ausbruch des Krieges nach Überwindung großer Hindernisse durch den deutschen Franziskaner P. Eduard Fuhrmann gegründet worden und entwickelt sich prächtig.

Neben diesen katholischen Gründungen entstanden zahlreiche Schulen, Kranken- und Waisenhäuser anderer christlicher Konfessionen, besonders englischer und amerikanischer Missionsgesellschaften. Gewaltige Anstrengungen macht **Rußland**, sein Aktionskomité, seine „kaiserliche Palästinagesellschaft"; die großen russischen Pilgerzüge und Bauten und Schulen und die zielbewußte Propaganda unter den orthodoxen Mönchen Palästinas haben schon manchen Katholiken mit Bangen erfüllt.

Um am Schluß dieses ersten Teiles den Stand der christlichen Orientmissionen bei Ausbruch des Weltkrieges durch einige Zahlen zu veranschaulichen, hatten die französischen Schulen über 110000 Schüler, die amerikanischen 18000, die russischen 12000, die englischen 10000, die italienischen 5000 und die deutschen – katholische und andere – 3000 Schüler. Diese Zahlen zeigen uns den starken Vorsprung des Vierverbandes; sie sagen uns, daß ihm die Sympathien des größeren Teiles der orientalischen Christen gehören, und erklären zum Teil die traurige Verheerung, die der Krieg in der katholischen Orientmission anrichten konnte[1].

II.

Während der Weltkrieg im Abendlande Trümmer auf Trümmer, Jammer auf Jammer häuft, brach über die Orientmission eine **Katastrophe**, herein, die in der Missionsgeschichte ihresgleichen sucht, und über die eingeborenen Christen des Osmanenreiches eine Verfolgung, die in der langen Leidensgeschichte dieser Völker ohne Beispiel ist. Einstweilen laufen noch ungenaue Angaben unter, während auf andere Fragen die Antwort fehlt, weshalb man kein vollständiges und in allen Linien getreues Bild entwerfen kann[2]. Aber das ist bereits sicher: der **weitaus größte Teil der katholischen Orientmission ist zerstört**; mehr als zwei Drittel des Personals ist fort; ganze Provinzen zeigen nur noch Trümmer; ihre Gemeinden sind entführt; Kirchen und Kapellen profanen Zwecken übergeben, einzelne sogar Moscheen geworden; die Missionsstationen für einen Spottpreis verkauft; fast alle katholischen Unterrichtsanstalten geschlossen, ihre Gebäude als Kasernen oder türkische Schulen gebraucht; über 100000 Schüler ohne Unterricht; wertvolle Sammlungen verschleudert; katholische Kranken- und Waisenhäuser ihrer Schwestern beraubt; die Arbeiten von Jahrzehnten vernichtet; die Almosen vieler Jahre und Länder verloren. Ein Bericht aus Konstantinopel schätzt den materiellen Schaden, den die katholische Orientmission in diesem Kriege erlitten, auf 200 Millionen. Der geistige Schaden ist gar nicht zu berechnen. „Die katho-

[1] Vgl. außer die Monographien über die orientalischen Kirchenverhältnisse von **Mäkinen** (1903), Silbernagl (1904) und Lübeck (1911) besonders **Schwager**, Die katholische Heidenmission der Gegenwart III (Orientmission 1908).

[2] Die meisten der hier folgenden Angaben finden sich in der Rundschau „Die Missionen im gegenwärtigen Weltkrieg" von **Schmidlin** in dem 4., 5. und 6. Jahrgang der Zeitschrift für Missionswissenschaft.

-1433-

lischen Schulen waren fast die einzigen höheren Bildungsanstalten, die europäischen Ansprüchen genügten, türkische Beamte vertrauten ihre Kinder diesen Schulen an", denen gegenüber die Schulen der amerikanischen Missionsgesellschaften nicht aufkommen konnten. Nun können diese ohne Konkurrenz und ungestört weiter arbeiten und die Zahl ihrer Schüler verdreifachen, die amerikanische Hochschule zu Beirut die Studenten der St. Josephsuniversität in ihre Hallen aufnehmen und die Waisenhäuser der anderen Konfessionen Hunderte von Kindern gewinnen.

Zunächst nahm die französische Mobilmachung, die an 2000 Missionare aus allen Ländern unter die Waffen rief, den Schulen des Orientes tüchtige Kräfte. Was an französischen Missionaren zurückblieb, die vielen französischen Ordensfrauen sowie die Belgier, Polen und Engländer mußten nach Ausbruch des türkischen Krieges das Land verlassen; ihre Anstalten und Schulen wurden geschlossen, und damit über die schönen Missionen der Kapuziner, Dominikaner und Karmeliter in Mesopotamien und über die vielen Häuser der französischen Jesuiten, Lazaristen, Assumptionisten, Schulbrüder und Ordensfrauen in Syrien und Kleinasien das Urteil gesprochen. Gleichzeitig erfolgte die Schließung mancher katholischer Anstalten, die unter französischem Protektorate gestanden, z. B. des Gymnasiums und der Handelsschule der Franziskaner zu Aleppo und verschiedener Kirchen und Schulen des Patriarchates von Jerusalem im Ostjordanlande. Hatte auch die Türkei das Protektorat im September 1914 abgeschafft, so mußte es doch den Vorwand zu weiteren Maßregeln gegen katholische Anstalten hergeben.

Einzig Palästina, besonders die Kustodie der Franziskaner vom Hl. Lande, wurde weniger von diesen Maßnahmen berührt, da sie nur einige französische, belgische und englische Mitglieder gezählt hatte. Die wegen des französischen Protektorats über die Klöster Galiläas verhängte Schließung wurde später zurückgenommen; in Judäa begnügte man sich damit, die Pilgerhospize und einige leer gewordene Räume der Franziskanerklöster zu versiegeln. Als nach einigen Monaten Italien der Türkei den Krieg erklärte und diese die italienischen Missionare ausweisen wollte, erwirkte das großmütige Österreich durch nachdrückliche Vorstellungen, daß die Pforte diese Absicht aufgab. Daher haben die heiligen Stätten bisher kaum den Weltkrieg gespürt und die Sanktuarien den gleichen Gottesdienst wie früher; nur die französischen Konsuln sind mit ihren Ehrensitzen und Kawassen verschwunden. Wenn man bei den Funktionen in der Grabeskirche nicht die feldgrauen Landsleute oder die zur Gewährleistung der Ruhe des Libanon in der hl. Stadt internierten Maronitengeißeln sähe, würde man daselbst den Krieg kaum gewahren.

Das traurige Los der französischen Missionen und Missionare im Türkenreiche gibt eine ernste Mahnung und Lehre für die Zukunft. Sie rechneten nicht mit der Möglichkeit, daß auch andere Zeiten und Verhältnisse kommen könnten, und fühlten sich sicher unter dem Protektorate und ihren Konsuln. Auf die Interessen der Türkei und die Empfindlichkeit der ottomanischen Behörden wurde kaum Rücksicht genommen. Und diese sahen alles, beobachteten alles, ertrugen es, wie ein Beamter sagte, mit Knirschen und warteten auf die Stunde der Vergeltung, die für sie schlug, als sich die Mächte Europas einander zerfleischten.

Seit mehr als einem Jahre werden in Deutschland Pläne und Versuche gemacht, der katholischen Orientmission Hilfe zu bringen.

Naturgemäß kann es sich nur um provisorische Maßnahmen handeln. Manches ist geschehen. Etwa 20 deutsche und österreichische Priester sind in die Orientmission gegangen und an die Hauptorte verteilt worden; die deutschen Borromäerinnen, die schwere Opfer im Dienste der türkischen Truppen gebracht haben, konnten einige neue Werke und die Lazaristen in Galiläa weitere Volksschulen beginnen[1]. Größere Erfolge werden aber vorläufig nicht beschieden sein. Das neue türkische Schulgesetz, der Mangel an Priestern, die der Landessprache mächtig sind, der politische Argwohn der türkischen Behörden, mit dem unsere Beamten wohl oder übel während des Krieges rechnen müssen, und andere Hindernisse stehen im Wege. Erst der Friede kann bessere Tage und dauernde Hilfe bringen.

Weit schlimmer als das Los der ausgewiesenen Missionare ist das Geschick, von dem die eingeborenen Christen im Weltkriege getroffen wurden. Die Türkei vermag Länder zu erobern, aber nicht Völker; der Türke kann weite Gebiete seiner Herrschaft unterwerfen, aber seine Herrschaft beschränkt sich auf die Leiber; die Liebe der unterworfenen Menschen gewinnt er kaum. Er kann wohl nehmen, nicht geben; er hat keine eigene Kultur, die er bieten könnte. Daher sind die christlichen Völker mehr oder weniger Fremdkörper im ottomanischen Reiche geblieben und die Türkei ein Konglomerat von Völkern, die ihr gleichgültig gegenüberstehen.

Bald nach Ausbruch des Krieges zeigten sich die ersten Maßregeln der Pforte gegen alte Rechte der eingeborenen Christen, die von abendländischen Mächten sorgsam gehütet waren; so mußte der Patriarch der Maroniten zum ersten Male seine Bestätigung in Konstantinopel einholen, was 100000 Franks gekostet haben soll, und den orientalischen Bischöfen wurden einzelne Ehrenrechte genommen. Das durch den Bund mit den europäischen Großmächten und durch die kriegerischen Erfolge gesteigerte Selbstbewußtsein der Osmanen hielt jetzt den Augenblick für gekommen, die verhaßten Vorrechte der Christen zu vernichten. Hatten jene Maßregeln schon in manchen Kreisen Befürchtungen geweckt, so wurden diese noch mehr erschreckt und bestürzt durch die in Umlauf gebrachten Nachrichten über schwere Umtriebe der schismatischen Armenier, die seit langem durch englisches und russisches Gold bearbeitet und von den im Auslande gebildeten Landsleuten verhetzt waren. Ehe wir die Wahrheit dieser Anklagen erfahren konnten[2], waren wir in Tarsus bereits Zeugen der furchtbaren Strafgerichte, die über die Armenier verhängt wurden.

Dieses Mal änderte man — wohl aus Rücksicht auf die Bundesgenossen — das Verfahren. Während der entthronte Sultan Abdul Hamid noch vor wenigen Jahren Tausende von Armeniern in der Gegend von Adana niedermetzeln ließ, deportierte man jetzt die Armenier aus ihrer uralten Heimat, in der sie vielerorts geschlossene Gemeinden und eigene Bezirke gebildet hatten, in entlegene Gegenden; ihre ganze Habe wurde eingezogen und ihnen die viele Jahrhunderte hindurch tapfer gehütete Erde entrissen. Wie viele Armenier bei diesen Deportationen den Anstrengungen und Entbehrungen erlagen, wie viele Männer und Jünglinge hingeschlachtet wurden, wie viele in den

[1] Da das Noviziat in Alexandrien einstweilen geschlossen ist, haben die Borromäerinnen eine Pflanzschule für die Orientmission in Breslau (Breslau X, Mehlgasse 28) eingerichtet.

[2] Über die Schuld der Armenier hält man bei den widersprechenden Nachrichten am besten vorläufig sein Urteil zurück.

-1434-

Konzentrationslagern als Opfer des Hungers und der Seuchen starben, wird nie bekannt werden; deutsche Augenzeugen haben entsetzliche Einzelheiten berichtet.

Wie gewöhnlich mußten Unschuldige mit den Schuldigen büßen, die katholischen Armenier, die von ihren Bischöfen gemahnt treu und ruhig geblieben, mit den schismatischen. Von fünfzehn Bistümern der unierten Armenier sind elf vernichtet, die Gemeinden aufgelöst, die Christen zerstreut, entführt, getötet. Von einigen Bischöfen weiß man, daß sie deportiert wurden; von sechs fehlt jede Nachricht.

An Bemühungen, den armen Armeniern zu helfen, hat es im Abendlande nicht gefehlt. Der Heilige Vater schrieb an den Sultan; die deutsche und österreichische Regierung erhoben Vorstellungen bei der Pforte. Sie erhielten Versprechen; aber die Maßregeln sollen weiter gehen und hohe türkische Beamte erklärt haben, „die orthodoxen Armenier müßten allesamt verschwinden“[1].

Es ist für uns Deutsche ein schmerzliches Bewußtsein — und die französischen und italienischen Blätter weisen höhnend darauf hin —, daß diese Greuel während des Bundes verübt wurden, den die Türken mit uns geschlossen. Wir hegen inniges Mitleid mit dem begabten, sittenreinen und friedsamen Volke der Armenier, das viel besser ist als sein Ruf bei denen, die es nur kennen vom Hörensagen oder nach den aus dem Heimatlande ausgewanderten Kaufleuten und Geldwechslern der morgenländischen Großstädte, mit diesem Volke, dessen Güte und Wohlwollen den Abendländern gegenüber von manchen Pilgern früherer Zeiten gerühmt wird.

Die Maßregeln der türkischen Behörden haben sich gleichfalls auf die in den armenischen Grenzlanden, besonders in den Wilajets Wan und Diarbekir, wohnenden syrischen und chaldäischen Christen erstreckt, die schwer gelitten und viele Gemeinden verloren haben. Am besten scheint es den im Libanon wohnenden Maroniten ergangen zu sein; sollten bei ihnen Pläne gegen die Türkei bestanden haben, so sind sie durch die ottomanischen Maßnahmen glücklicherweise erstickt worden. Auch die Griechen litten weniger; man schonte sie aus Rücksicht auf Griechenland, das man nicht zum Kriege gegen die Pforte reizen wollte, soll aber für den Fall desselben zum strengsten Vorgehen entschlossen sein.

So ist der Orient in diesem Kriege wieder einmal ein Chaos, seine katholische Mission ein trauriges Trümmerfeld geworden.

III.

Wenn wir uns nun der Zukunft der Orientmission zuwenden, so sehen wir uns sofort vor eine Reihe Fragen gestellt, von deren Beantwortung alles andere abhängt. Wie wird der Krieg für die Türkei enden? Wie sich ihre Entwicklung gestalten? Wie ihr Verhältnis zu Deutschland, zu den anderen Mächten Europas sein? Werden die ausgewiesenen Missionare zurückkehren? Welche Verfügungen wird Rom nach dem Kriege treffen? Es ist ganz ausgeschlossen, daß der Hl. Stuhl vor dem Friedensschluß eine Änderung im Besitzstande der einzelnen Nationen und Missionsgesellschaften vornimmt; nur Rom kann aber die Anordnungen treffen, auf denen eine sichere und gesegnete Neuordnung der Dinge anheben kann. Wir dürfen hierin Rom nicht vorgreifen, weshalb ich alle diese Fragen ausschalte

[1] Zeitschrift für Missionswissenschaft, VI (1916) 237 Anm. 3.

und mich mit einem Ausblicke begnüge, wie ihn die Zeit- und Sachlage gestatten.

Wir setzen alle voraus, daß unserm Vaterlande und damit der Türkei der Sieg beschieden wird. Sollten die feindlichen Mächte, sollte Rußland siegen, dann ist nicht nur wenig für die deutsche katholische Mission zu hoffen, dann ist überhaupt das Missionswerk der katholischen Kirche in einem Teile jener Länder in Frage gestellt. „Se vince la Russia, vince lo scisma“, sagte Papst Pius X. wenige Tage nach Ausbruch dieses Krieges; siegt Rußland, dann muß die katholische Mission jene Länder räumen, die längst von Rußland als Siegestrophäe auserkoren sind. Für diesen Fall würden wir wenigstens hoffen, daß Frankreich Syrien und Palästina behauptet, daß es sich der russischen Vormundschaft entledigt, und in diesen Provinzen die katholischen Interessen rettet, vor allem dem Abendlande die heiligen Stätten bewahrt, die Rußland mit allen Kräften erstrebt. Unterliegt aber Rußland, dann wird dieser furchtbare Alp von der Orientmission, auf der er seit Jahrzehnten lastet, abgewälzt, dann wird der Union der in den russischen Bannkreis geschlossenen Völker eine frohe Aussicht eröffnet, dann wird Bulgarien sicher den Weg nach Rom beschreiten können: Aussichten, die uns berechtigen, unsere Sache als Gottes Sache zu betrachten und mit froher Zuversicht den Sieg unserer Fahnen zu erhoffen.

Diese Zurückdrängung des russischen Schismas ist der Hauptgewinn, den die katholische Orientmission aus dem Siege der Mittelmächte erhoffen kann. Andere Lichtpunkte bietet die in Aussicht stehende innere Erstarkung der Türkei. Sie wird der katholischen Mission die politischen und nationalen Fesseln nehmen, in die sie zum Teil geschlagen war, und ihr mit der übernatürlichen Absicht die Kraft und den Segen der Gotteswerke zurückgeben, sowie die Missionare vor Unklugheiten und die Mission vor ähnlichen Katastrophen fürder bewahren. Die innere Erstarkung der Türkei dürfte auch die Sonderbestrebungen und nationalen Hoffnungen der orientalischen Christen hemmen und diese dadurch der großen, internationalen Mutterkirche näherbringen. Den Hoffnungen aber, die man wohl für die Orientmission ob einer Wandlung in der Gesinnung der mohammedanischen Welt hegen möchte, fehlt der Boden. Der Islam ist weniger als früher für das Christentum begeistert. Der Krieg aller christlichen Völker Europas gegeneinander bedeutet vielen Moslems den Bankerott der christlichen Lehre und Welt. Der Hl. Krieg und die kriegerischen Erfolge haben das moslimische Bewußtsein gehoben. Die neuen Ideen der panislamischen und paniranischen Bewegung wollen den aus- und abendländischen Einfluß bannen. Die Jungtürken sind durch ihre freimaurerische und freigeistige Richtung allem Katholischen abhold, wie manche Erfahrungen der letzten Zeit dartun. Daher kommt eine eigentliche und direkte Missionstätigkeit unter den Moslems für die nächste Zukunft nicht in Frage; wir müssen uns auch weiter darauf beschränken, ihnen die Wohltaten des Christentums zu vermitteln, sie an den Segnungen der christlichen Kultur teilnehmen zu lassen.

Noch irriger wäre es, wenn wir glaubten, daß der Deutsche jetzt berufen sei, eine besondere Rolle in der Orientmission zu spielen wegen des deutsch-türkischen Bündnisses und der großen Sympathien, die man drüben für uns hege. In weiten Kreisen existieren diese Sympathien, zum großen Teile durch unsere Schuld, nicht. Der Türke ist freundlich und vornehm, erwartet

-1435-

aber auch eine vornehme Behandlung; der Orientale weiß seinen Zorn und seine Leidenschaft zu verbergen oder zu beherrschen, während in all diesem der Deutsche es oft fehlen läßt. Noch unglücklicher handeln jene, die glauben, sich mit Ausfällen gegen das Christentum bei den Mohammedanern empfehlen zu können. Der Mohammedaner liebt und achtet seinen Glauben und bekennt ihn frei und öffentlich ohne Menschenfurcht; er achtet aber auch jeden, der seinen Glauben in Ehren hält und mutig bekennt, und bringt dem kein Vertrauen entgegen, der diesen preisgibt. Er spottet nie über seine Religion, und wer vor ihm über die seinige spottet, spottet seiner selbst. Mit Freigeisterei und Freidenkern wird man nie die Türkei regenerieren, in der der Glaube mehr als in anderen Ländern die Grundlage des ganzen öffentlichen Lebens ist.

Hierin ist der Franzose klüger. Er trägt drüben nicht seinen Unglauben zur Schau und schickt nicht Männer in die Türkei, die das religiöse Empfinden des Volkes verletzen. Auch ist er höflicher und vornehmer und hat daher mehr Sympathien. Dazu kommt, daß er seit langem mit dem Orient verbunden ist und weiten Kreisen große Dienste erwiesen, Tausende von Männern und Frauen aus allen Ständen unterrichtet hat, daß die französische Sprache die Kultursprache des Orients ist und französische Mode und Literatur daselbst den Ton angibt. Daher muß man mit der Rückkehr der Franzosen in den Orient rechnen; auch die französischen Missionare werden aller Wahrscheinlichkeit nach zurückkehren und ihre Arbeit wieder aufnehmen. Die deutschen Missionare aber werden sie willkommen heißen, da Platz und Arbeit für alle und es nicht deutsche Art ist, in andere Rechte einzudringen; zudem reichen die deutschen Kräfte und Mittel nicht aus, alle verlassenen Posten zu übernehmen, um so mehr, als noch andere Missionen nach deutscher Hilfe rufen. Die französischen Missionare haben für ihre Fehler Buße getan; sie dürften ihren Chauvinismus gemäßigt und genug gelernt haben, um den veränderten politischen Verhältnissen Rechnung zu tragen.

Vor allem ist ihre Rückkehr im Interesse der katholischen Orientalen zu wünschen, deren Stimmung den Deutschen schon früher wenig günstig war und sich im Kriege nicht verbessert hat. Mit den Franzosen und Italienern sehen sie in dem Deutschen den Protestanten. Leider gibt ihnen der Schein recht, sind doch fast alle Beamten und Konsuln Deutschlands im Orient Protestanten, und die deutschen Kolonisten Palästinas, die Templer, sind auch nicht katholisch. Im Weltkriege ist ihre Abneigung noch gestiegen; die französische Presse, die in den ersten Monaten des Krieges ins Land kam, hat ihr Urteil geprägt: Wir tragen in ihren Augen die Schuld am Kriege, wir haben Belgien vergewaltigt, wir sind die Vandalen, Hunnen und „Boches", die Ursache aller Leiden, die über sie gekommen sind. „Solange Frankreich hier etwas zu sagen hatte," hört man öfter, „ging es uns gut." Daß wir jetzt trotz unseres Bündnisses mit der Türkei nichts für sie tun können, will ihnen nicht in den Sinn. Hoffentlich können die deutschen Diplomaten mit Erfolg für die Zurückgabe aller christlichen Anstalten, zu denen auch deutsche Almosen beigesteuert wurden, eintreten und so wenigstens manche orientalische Katholiken eines Bessern belehren.

Wir dürfen nicht fürchten, daß die Rückkehr der ausgewiesenen Missionare unseren Leuten die Arbeit vorwegnehme. Es bleibt ein Gebiet übrig, auf dem die Hilfe am meisten nottut, auf dem der Deutsche Meister ist und

die deutschen Katholiken drüben bereits mit gutem Griffe eingesetzt haben. Wie Sie wissen, hat der „Deutsche Verein vom Hl. Lande", der die Aufgabe übernommen hat, den deutschen Anteil an der katholischen Orientmission zu organisieren, seit Jahren die Gründung eines Lehrerseminars ausgeführt. Für die bessern Stände ist mancherorts überreich gesorgt und manche Anstalt in größern Städten mehr des Prestiges halber als aus einem wirklichen Bedürfnis entstanden. Aber das Volk ist über die Maßen vernachlässigt, die Hebung und Bildung des Landvolkes ist vor allem notwendig. Wie Prof. C. H. Becker, ein guter Orientkenner, mit Recht sagt[1], fehlt drüben besonders „ein leistungsfähiger Volksschullehrerstand! Lehrerseminarien sind für die Türkei wichtiger als die prächtigste Universität, der der Unterbau fehlt". Wir wollen hoffen, daß nicht nur das Lehrerseminar zu Jerusalem ausgebaut werden kann, sondern auch noch andere Seminarien vom Deutschen Verein gegründet werden, damit man dem Landvolke tüchtige Lehrer zu geben vermag. Daneben müssen der heranwachsenden Jugend landwirtschaftliche Unterweisungen über die „Bearbeitung des Bodens, Fruchtfolge, Bekämpfung der Schädlinge, Beschaffung der Mittel, bessere Verwertung der erzielten Erträge" gegeben und dem Landmanne die modernen Ackergeräte vorgeführt werden[2]. Seit Jahrhunderten hat die Landwirtschaft in manchen Gegenden der Türkei kaum Fortschritte gemacht; ihre Werkzeuge erinnern an die Zeiten von Adam und Eva; die Dörfer könnten im innern Afrika stehen. Auch darf die weibliche Jugend auf dem Lande, die so wenig Beachtung im Morgenlande erfährt, von der christlichen Liebe nicht vergessen werden; die arabischen Rosenkranzschwestern und die italienischen Franziskanerinnen haben ein Beispiel gegeben, das alle Nachahmung verdient. Wenn in den kleineren Landstädten Häuser katholischer Schwestern entstehen, die Frauen und Mädchen in häuslichen Dingen unterrichten und in den Krankheiten die erste Pflege erweisen, wenn eine Abtei oder eine deutsche katholische Kolonie dem Landvolke praktische Arbeit zeigen, wenn Volks- und landwirtschaftliche Schulen die Grundlage geben, dann wird die stille Arbeit auf dem Lande mehr für die Ehre Gottes und das Wohl des Nächsten erreichen als manche vornehme und geräuschvolle Anstalt in der Stadt. Dort braucht die deutsche Tätigkeit weder die Konkurrenz oder den Neid anderer Nationen, noch den Argwohn ottomanischer Behörden zu fürchten, da sie dem Reiche gesunde und tüchtige Untertanen erzieht; dort wird sie der Wirtschaft und Industrie der Heimat große Dienste leisten: wenn irgendwo und irgendwie die katholische Mission vorläufig etwas unter den Moslems hoffen kann, dann ist es unter dem vielfach unverdorbenen Landvolke, das von der mohammedanischen Religion manchmal kaum mehr als den Namen hat.

Bleibt sodann das Bündnis mit der Türkei in Kraft, so wird unserm Vaterlande eine Fülle von Arbeiten und Unternehmungen zufallen, die viele Deutsche in das ottomanische Reich führen werden und große Erfolge versprechen. Es ist notwendig, daß sich daran auch katholische Gelder und katholische Kräfte beteiligen und wir uns nicht von den anderen Konfessionen an die Seite drücken lassen. Katholische Techniker, Kaufleute

[1] C. H. Becker, Das türkische Bildungsproblem, Bonn 1916, 26.

[2] Vgl. Graf Blome, Die Aussichten der Missionen bei einer Erstarkung der Türkei. In K. V. 1916 Nr. 145.

und Ärzte werden der katholischen Orientmission den Hintergrund und den Missionaren eine willkommene Stütze bieten. An den Hauptorten müssen deutsche katholische Seelsorgsposten und deutsche Schwesternhäuser für die verschiedenen Werke der Liebe entstehen, die im Auslande noch wichtiger und fruchtbarer sind als in der Heimat, an einzelnen Mittelpunkten deutsche höhere Schulen gegründet werden. Wir erwarten von der deutschen Regierung, daß sie den katholischen Unternehmungen dieselbe Fürsorge zuteil werden und sie in der gleichen Weise an den gemeinsamen Mitteln Anteil nehmen läßt wie die anderen.

Das neue türkische Schulgesetz, das so gefährlich klingt, wird gewiß von unserer Diplomatie so geändert werden können, daß man mit demselben auskommen kann. Die Türkei soll wissen, daß der deutsche Missionar in der Schule nicht Politik treiben und die Jugend dem Heimatstaate entfremden, sondern gute Untertanen des ottomanischen Reiches erziehen will. Die türkische Regierung erkennt gut, daß sie ihr Gesetz nicht durchführen kann, daß ihr die nötigen Lehrkräfte fehlen; einen neuen Schulorganismus kann man nicht aus dem Boden stampfen, sondern nur in Jahrzehnten heranbilden. Es ist eine alte Gepflogenheit orientalischer Politik, Gesetze zu machen, um Kompromisse zu schließen, in denen sie gibt und nimmt; mit einem Kompromiß wird auch das jungtürkische Schulgesetz abgeändert werden. Ganz dasselbe gilt in einer andern Frage. Die deutschen Missionare erwarten alle, die protestantischen wie die katholischen in gleicher Weise, daß ihre Rechtsstellung in der Türkei gesichert werde. Die Missionare können und dürfen nicht von der Willkür türkischer Lokalbehörden abhängen. Diese haben in den letzten zwei Jahren den Nachweis geliefert, daß der Ausländer in der Türkei eines besondern Rechtsschutzes bedarf, mag dieser Kapitulationen oder Garantie oder wie immer heißen. Es ist so wie ein deutscher Beamter in der Türkei sagte: „Nach dem Kriege muß es doppelte Kapitulationen geben."

* * *

So schauen wir Wolken und helle Streifen am östlichen Himmel. Schon oft hat die Orientmission, das Schmerzenskind der katholischen Kirche, die Hoffnungen und Erwartungen des Abendlandes geweckt und getäuscht. Auch heute richten sich wieder die Blicke fragend, hoffend und fürchtend nach Osten. Wird die Fülle der Prüfungen und Leiden den christlichen Kirchen des Orientes die Stunde des Heiles beschleunigen? Bleibt das Bündnis, das uns in diesem Weltkriege — das erste Mal in unserer Geschichte — an die Seite der Türkei geführt hat, nach dem Kriege bestehen, oder wird dieses Land aufs neue der Tummelplatz eifersüchtiger Mächte? Wird dem deutschen Volke die ruhmvolle Aufgabe zufallen, christliche Kultur in die Heimat der Kultur und des Christentums zurückzutragen, oder wird der sorglose Fatalismus des Islams nach glücklich abgewehrter Gefahr alles beim Alten lassen? Von jeher war es dem Abendländer schwer, die ganz andere Welt des Orients richtig zu beurteilen; nicht mit Unrecht hat man ihn „das Land der unbegrenzten Möglichkeiten" genannt; mehr als anderswo müssen hier Optimismus und Furcht, froher Eifer und ruhige Erwägung walten. Wir hoffen, wir fürchten, wir beten, wir tun mit. Die deutschen Katholiken stellen ihren Mann und füllen den Platz aus, den ihnen die göttliche

Vorsehung durch den Nachfolger Petri anweist. Warten unser auch andere Aufgaben und Pflichten, das deutsche Volk hat im Weltkriege erfahren, daß es mehr kann, als es wußte. Auf den Ruf Petri wird seine Antwort sein: „Gott will es"![1]

[1] Vgl. Schmidlin, Krisis und Rettung der Orientmission, ZM VI (1916) 15 ff.; derf., Die Aufgaben der deutschen Katholiken im türkischen Orient, Allgem. Rundschau 1916. Dazu Hoffmann, Lebensfragen der Orientmission, Katholik 1915 II 401 ff. und die verschiedenen Artikel von Lübeck.

-1437-

Konstantinopel, 18 September 1916.

Euere Eminenz

Hochwürdigster Herr

Als ich Anfangs August in Einvernehmen mit der K. u. K. Botschaft zum mündlichen Bericht nach Wien reisen sollte, übergab mir Msgr. Terzian, Patriarch der Katholischen Armenier, ein Schreiben welches ich persönlich Euerer Eminenz übergeben wollte. Da aber meine Reise nicht stattfand, und das Patriarchat den Wunsch nicht ausdrückte dass das Schreiben per Kurrier befördert werde, hielt ich es zurück. Gestern kam der Patriarch selbst zu mir und bat mich, ich möge seinen Brief so schnell als möglich Euerer Eminenz zu kommen lassen da er und seine Priester sich in der größten Not befinden.

Gleichzeitig übergab mir Msgr. Tumajan, Sekretär des Patriarchen, folgendes Projekt. Es ist selbstverständlich nur als Informationsdokument dass ich mir erlaube Euerer Eminenz davon mitzuteilen. Der Vorschlag ist auch interessant in der Hinsicht dass er einen tiefen Einblick in die Mentalität der Hiesigen gewährt.

Msgr. Tumayan schreibt:

Bezugnehmend auf das Schreiben des hochw. Herrn arm. kathol. Patriarchen Msgr. Terzian will ich den Inhalt desselben bestätigen und befürworten.

Der Patriarch bittet Seine Eminenz in seinem Schreiben dass der hochwürdigste Herr Kardinal und die Katholischen Kreise und besonders die österreichische Regierung und das Ministerium des Äußern veranlassen möchten, dem armen. kathol. Patriarch nicht nur in moralischer sondern auch in materieller Hinsicht zu Hilfe zu eilen.

Die jetzigen Verhältnisse sind aber der Art ausgestaltet dass die österr. und ungar. Regierungen nicht in der Lage sind das arm. kathol. Patriarchat offiziell und direkt zu unterstützen selbst in materieller Beziehung.

Es ist uns durch Zufall eine Kombination in Aussicht gestellt worden, deren Ausführung Seine Eminenz durch den österreichischen Ministerpräsidenten

inoffiziel erwirken könnte.

Es sind in Österreich manche Handelsartikel deren Ausfuhr ohne Bewilligung der Kompetenten Ministerien nicht erlaubt ist. Für Wohltätigkeitszwecke aber und bei verschiedenen anderen Gelegenheiten, hat die österreichische Regierung öfters solche Bewilligungen erteilt.

Eine gewisse Firma Tasarlez und Bazilai in Konstantinopel, eine sehr anständige Firma, Kapitals Kräftig, hier am Platze sehr bekannt, mit sehr guten Referenzen bei allen hiesigen Banken, selbst im österreich-ungarischen Konsulate bekannt, möchte für den Ausfuhr mancher in der beiliegenden Liste vorhandenen Artikel die Bewilligung der österreichischen Behörden erwirken und sie wäre bereit nicht nur dem arm. Kathol. Patriarchat einen namhaften Betrag zu widmen, welcher dessen kritische Lage erleichtern würde, sondern auch für österreichische Kriegswohltätigkeitszwecke ebenfalls eine größere Summe zur Verfügung stellen.

Selbstverständlich wird die Kais. ött. Regierung nicht in der Lage sein, für alle genannten Artikel die Bewilligung zu erteilen, aber je mehr, desto größer wird die Widmung für obenerwähnten Zweck.

Exzell. Graf Stürgk kann diese Bewilligung sehr leicht erteilen lassen; dadurch wird das armenisch Katholische Patriarchat gerettet, ohne aber etwas von der österreich'schen Regierung selbst zu bekommen.

Bis hieher schreibt M^gr Tumayan in seinem Entwurf.

Folgt dann die Liste der verlangten Artikel:

Zucker	20 bis 50	Waggons
Schwedische Zündhölzer	3	"
Alimentos Labaneas	3	"
Sohlenleder	1	"
Treibriemen	1	"
Stahlstifte (Pointes de Paris et fines divers)	2	"
Tuch und verschiedene Stoffe für Männer, (phantaisie et unis, verschiedene Farben Khaky und grau).	100.000	Meter
Männer u. Damenschuhe	5000	Paar
Medizinische Glyzerine	10000	Kilo
Manufakturwaren in Baumwolle, verschied. Stücke	100000	Stücke
" " in Schafwolle, " "	50000	Stücke

Apollo und Schiffkerzen	so viel als möglich
Nachtlichter	
Kristallisirte Soda	5 Waggons
Soda carbonatè	5 "
Soda caustique	5 "

Adresse Tasarlez et Barzilai

Konstantinopel Stambul.

Nach Aussagen des Mgr. Terzayans wäre die Firma Tasarlez und Barzilai bereit dem Patriarchat eine Spende von 2000 türkischen Pfund zu machen. Österreichische wohltätige Zwecke bekämen auch 2000 Lg. zugeteilt.

Dass die Katholiken Armenier in grosser Not sind ist zweifellos. Aber dass sie daran glauben können dass man in Österreich mit Juden (die Firma Tasarlez & Cie ist nämlich israelitisch) durch die Vermittlung eines Erzbischofes von Wien solche Geschäfte unternehmen wird, zeigt eben, wie weit verschieden die Geistesauffassung der besten hiesigen Leute ist.

Die Not der Katholischen Armenier ist durch den grossen Brand in Angora noch vermehrt: beiläufig 4000 Häuser sind zerstört: und das Patriarchat besitzt keine Mittel den Obdachlosen zu Hilfe zu kommen.

Indem ich Euere Eminenz um Ihren väterlichen Segen bitte verbleibe ich ergebenst

Eminentiae Vestrae

servus in Christo

Karl Fellinger

Konstantinopel, 18. September 1915.

6722

Nr. 102 P

Berlin, am 18. September 1916.

Streng vertraulich.

5. OKT. 1916

Gegenstand: Botschafter Graf Metternich.

An Seine Excellenz den Herrn Minister des k.u.k. Hauses und des Aeussern Stephan Baron Burian.

Sowol Enver als Halil Bey haben bei ihren Besuchen in Pless und in Berlin in unzweideutiger Weise geäussert, wie erwünscht es der türkischen Regierung wäre, wenn die deutsche Regierung sich entschlösse, ihren Botschafter in Constantinopel Grafen Metternich durch jemand andern zu ersetzen.

Auch Herrn Zimmermann, der nach seinem Urlaube einen Tag im Hauptquartiere war, hat Enver auseinandergesetzt, wie sehr man in Constantinopel einen derartigen Wechsel wünsche; auf die Frage des Unterstaatssekretärs, was man Metternich denn vorwerfe, erwiderte Enver " que le comte Metternich est trop catholique" ! Auf die erstaunte Frage Herrn Zimmermanns, was denn dies mit seiner Tätigkeit als Botschafter zu tun habe, führte Enver aus, Graf Metternich bringe die türkische Regierung mit

Pk. III/12

103

seinen unausgesetzten Vorstellungen über die Haltung der Türkei in der armenischen Frage zur Verzweiflung: "Il a complètement épousé la cause des Arméniens." Dann dränge er immer wieder auf die Herausgabe einer bestimmten heiligen Stätte in Jerusalem, auf die man türkischerseits wegen eines daselbst befindlichen Türkengrabes sehr halte und daher schon wiederholt erklärt habe, diesem Wunsche ... nicht nachkommen zu können und schliesslich drangsaliere er die Regierung immer wieder wegen Aufrechterhaltung der deutschen Schulen und Kirchen und komme, wenn ihm auch heute erklärt werde, die Regierung könne auf diese Wünsche nicht eingehen, bereits morgen mit demselben Nachdrucke wieder darauf zurück. Talaat habe erklärt, er könne mit Metternich absolut nicht mehr unterhandeln und so werde die türkische Regierung dem Berliner Cabinet zu grossem Danke verbunden sein, wenn sie so freundlich wäre, den Grafen Metternich durch jemand anderen zu ersetzen.

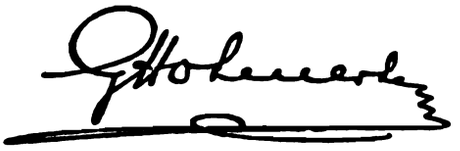
Herr Zimmermann bemerkte lächelnd, dass die griefs die man von türkischer Seite gegen den Grafen Metternich vorbringe, eigentlich nur in der Ausführung ihm von hier aus erteilter Aufträge beständen; allerdings scheine Metternich nicht immer den richtigen Ton gefunden zu haben, denn diese Aufträge hätten zum grossen Teile nur deshalb gegeben werden müssen " ut aliquid fecisse vidcatur" und Graf Metternich hätte recht gut wissen können, dass es nicht nötig wäre "d'épouser toutes ces causes" und sie mit einer derartigen Hartnäckigkeit zu vertreten.

Graf Metternich, der ganz zurückgezogen lebt, scheint sich übrigens auch sonst gar keine Stellung in Konstantinopel zu machen gewusst zu haben und so wird seine Abberufung von dort wohl demnächst erfolgen.

Herr Zimmermann wünscht sich diesen Posten sehnlichst, doch ist hievon, da der Unterstaatssekretär in keinem Falle hier entbehrlich ist, hievon dermalen gar keine Rede.

Aller Wahrscheinlichkeit wird vorerst ein Geschäftsträger mit der Leitung der Botschaft betraut werden; soviel ich erfahre, ist hiezu Herr v. Kühlmann ausersehen. Derselbe war schon einmal für kurze Zeit Botschaftsrat Herrn von Wangenheims und ist gegenwärtig deutscher Gesandter im Haag.

Der k.u.k. Botschafter:



6784

K. und k. österr.-ungar. Botschaft
Konstantinopel.

Cs. és kir. osztrák-magyar Nagykövetség
Konstantinápoly.

Jenikjöj, am 19. September 1916 .

EINGELANGT
29. SEP. 1916

No.3501/A.

Liste der ausgewiesenen Armenier.

Zum Erlass No.488, vom
9. Februar 1916.

9 Beilagen .

An das k. und k. Ministerium des k. und k. Hauses und des Aeussern !

In der Anlage werden dem k. und k. Ministerium des Aeussern die vom k. und k. Konsulate in Aleppo vorgelegten Listen der aus dem dortigen Amtsbezirke ausgewiesenen armenischen Kaufleute in je 3 Exemplaren vorgelegt .

Der k. und k. Botschafter

Durch Kurier !

167

Ausgewiesene Armenische Kaufleute. 6784

Firma	Sitz	Branche	Bemerkungen
Jussufian & Tüssufian	Messina	Eisen, Dragant Jute, Eisen	
Johannes Scherchian	"	Commissions Manufactures	
Türker Bachtarian	"	Commissions Manufactures	
Chazes Terzakian	"	Manufactures	
Dikran Kazerian	"	Manufactures	
Kaspé Jourdikian	"	Bademäntel Handlicher	
M. Mouradian & fils	"	Commissions Manufactures	
Serkis Derderian	"	Eisen, Jute Dragant	
Chamuchian & Balian	"	Commissions	
Darbalian & Bedjakdjian	"	Handlung in alten Kleidern	
Oseph Kalfakian	"	Commissions	
Djiwan Kazazian	"	Manufactures	
Kazazian & Balian	Smyrna	Manufactures	Succursale Messine
S. Mardikian & fils	Konstantinopel	Manufactures	Do. Do.
Krant Kargandjian	Messina	Modeartikel	
Kupen Kirikdjian	"	Passementerie	
Nichan Eroyan	"	Commissions	

Firma	Sitz	Branche	Bemerkungen
Schakah Chatschikjan	Mersina	Kommissions	Zuckerimport von Oesterreich
Benjamin Levon Bakkajan	"	Manufactures	
Abraham Merakjan	"	Manufactures	
Artin Evagjan & Sib	"	Modeartikel	
Ipranossian Frères	Konstantinopel Sitz Mersina	Manufactures	Der Besitzer ist zum Lieb. Glauben übergetreten, worauf alle Zweigniederlassungen löschend werden
Ruben Selian	Mersina	Export & Importen	
Vahan Margosian	"	Bernsteinwaren	
Garabet Kalusakalian	"	Commissions	
Johannes Jazarian & Co.	"	Bernsteinwaren	
Dikran Balian	"	Manufactures	
Oseph Oseplan	"	Decors	
Oseph & Garabet Oseplan	"	Manufactures	
Oseph Kekidjan & Sib	"	Manufactures	
M. & K. Z. Zeloglan	"	diese Geschäfte	
Bedros Abadjian	"	werden geschlossen	
Oseph Manolian	"	es sind jedoch	
Moses Serafian	"	bisher noch nicht	
Kechichian & Bakkazian	"	ausgeführten	
Onik Lazarian	"	worden.	

6784

Ausgewiesene armenische Kaufleute

Firma		Sitz	Branche	Bemerkungen
Jovanian	& Kasapian	Mersin	Bau Bauprod. Eisen Fab.	
Ohannes	Tchetchian	"	Commissions Manufactures	
Kiscor	Bachlavian	"	Commissions Manufactures	
Ohannes	Porsakian	"	Manufactures	
Dikran	Kazanian	"	Manufactures	
Kasapo	Jostdikian	"	Badeanstalt Handlung	
M.	Manoukian & fils	"	Commissions Manufactures	
Sarkis	Dedetian	"	Eisen Fab. Bauprod.	
Manoukian	& Babian	"	Commissions	
Bosfalian	& Bidjikdjian	"	Bäcker u. Conditor	
Osep	Kalfakian	"	Commissions	
Djanan	Kazanjian	"	Manufactures	
Kazanjian	& Babian	Lagosa	Manufactures	Succursale Mersin
T.	Mardikian & fils	Konstantinopel	Manufactures	2te 2te
Krand	Aungurdjian	Mersin	Modewaren	
Bedros	Kenikdjian	"	Glaswaaren	
Nikan	Evadjan	"	Commissions	

Fa.	Sitz	Branche	Bemerkungen
Erlich Chmchierjian	Mersina	Kommissions	Tabakexport von Oesterreich
Benjamin Leon Baklajan	"	Manufactures	
Abraham Mirakjan	"	Manufactures	
Arlin Evajan & Fils	"	Modeartikel	
Ipranossian Freres	Konstantinopel Succ. Mersina	Manufactures	Der Besitzer ist zum Teil Skonto übergetreten, worauf alle Zusprüche sistiert wurden
Rapon Selian	Mersina	Export, Diverses	
Wahan Margossian	"	Kommande	
Garabet Kabasakalian	"	Commissions	
Chamus Jazarian & Cie	"	Kommande	
Sebran Balian	"	Manufactures	
Aspp Agopian	"	Divers	
Aspp & Garabet Agopian	"	Manufactures	
Aspp Kabajan & Fils	"	Manufactures	
M. d. K. Z. Zelbejan	"	diese Geschäfte	
Bedros Abadjian	"	wurden geschlossen	
Aspp Manolian	"	es sind jedoch	
Hoven Sarafian	"	die Konti noch nicht	
Tschuchian et Chakhazian	"	ausgeglichen	
Erik Jazcarian	"	worden	

Liste

Firma de négociants du Vilayet d'Alep 6784

Alexandrette

Firma	
Agob Kechian & fils	:tran.man.
Agob Palolian & fils	:épi.
Agob Serafian	:qun.
Kework & Agob Schamelian	:qun.
Mosses Ardjian	:tran.

Antab

Firma	
Naoum Mougaz	:com.exp.
S.Sahagian & fils	:ban.
Bedrus Achedjian	:com.agr.pro.
Djibedjian Frerès	:com.exp.imp .
K.Barsomian frerès	:imp.exp.
Ohanes Beradjikian	:exp.prd-agr.
Nazaret Manouchadjian	:com.ban.
A.N.Nazaretian	:pro.com.sav-hi
Sarkis.Kradjian	:com.exp.br-py.
Mosses Demirdjian	:nég.com.
Naoum Dacho	:nég.com.
Manouel Topachian	:nég.com.
Hanna Kurkedjian	:pro.agr.com.
Nazar Beradjikian	:com.prd-agr.

Marache

Firma	
Herlakian Hosep	:ban.man.com.agr.pro.DB.
Herlakian Avedis	:ban.man.com.agr.pro.
Herlakian Arutin Abrah	:ban.man.com.agr.pro.ent.
Herlakian Krekor Bogos	:ban.man.com.agr.pro.
Herlakian Issay	:ban.pro.nég-dro.
Belazikian Nazaret	:tis.sav-hi
Zerun Tautundjian	:ban.prd-agr
Hachir Pamboukian	:nég-drg.agr.ent.
Leon Amerlian	:nég-drg.prd-agr.
Hadji Tchardjian	:nég-drg.prd-agr.
Babikian Melkon	:man.
Manouk Samelian	:man.
Otchaw Nazaret	:man.
Nazar Payaslian	:man.
Agob G.Tchorbadjian	:man.
Kework Messrobian	:nég-drg.pro-agr.
Nazaret Messrobian	:nég-drg.pro-agr.
Derapos Enoffian	:nég-drg.pro-agr,
Hossép Aramanian	:com.pro-agr.
Aghig Kundjian	:com.pro-agr.
Ohanes Kahia Astour	:man.com.pro-agr.
Sahadji Nichan	:ban.pro.
Sahadji Bogos	:tis.
Yertchanek Messrobian	:tis.
Philip Kredjian	:man.
Krekor Kzeikian	:man.
Melkon Azarabetian	:man.
Choukri Saboundjian	:agr.ent.
Arutin Nulpatian	:man.

Antioche

Firma	
Zaki Sukias	:ban.sav-hi.co-s.com.exp.agr.
Garabed Kundakdjian	:av.
Setrak Kardilian	:agr.co-s.tis.

Killis

Firma	
Aghig Aga Iani Kusuchian	:Com.pro-agr.
Abodji Attarian	:com.pro-agr.
Arutin Neptian	:com.pro-agr.
Agob Kaltchian	:com.pro-agr.

Signes & Abreviations

:tran.	(transite)
:man.	(manifacture)
:épi.	(épicerie)
:qun.	(quincaillerie)
:com.	(commisson)
:exp.	(exportation)
:imp.	(importation)
:ban.	(banquier)
:agr.	(agriculture)
:nég.	(négociant)
:nég-drg	(Nég.en drogues)
:nég-agr	(produit-agricoles
:tis.	(nég.en tissus)
:co-s.	(nég.en cocon-soie)
:sav-hi	(nég.ensavons& huiles)
:pro.	(proprietaire)
:br-py.	(nég.en.broderies du pay
:ent.	(entrepreneur)
:av.	(avocat)
:DB.	(Agent-Deutche-Oriant-Banq)

6784

Liste der aus der Stadt Adana verbannten armenischen Kaufleute und Händler.

Ayanian	Nazaret	Manufakturwarenhändler
Avédikian	Haroutoun	Kupferhändler
Achikian	Dicran	Fabrikant
Atéchlian	Nazaret	Manufakturwarenhändler
Ainedjian	Zabel	Kommissionär
Adalian	Bédros	Manufakturwarenhändler
Arakélian	Sarabet	do.
Adalian	Boghos	do.
Ayanian	Guiragos	do.
Avédian	Dihran	Schneider & Tuchhändler
Adayian Sarabed & Nichan		Manufakturwarenhändler
Aivazian	Bédros	Schuster & Lederhändler
Aghazarian & Kazandjian		Kolonial-& Landesprodukte
Avédissian & Kéchichian		Eisenwarenhändler
Alticezalian	Vahan	Manufakturwarenhändler
Avakian & Cie.		Spitzenhändler
Avédissian & Aivasian		Manufakturwarenhändler
Achikian	Mourad	Fabrikant
Adalian	Kirkor	Manufakturwarenhändler
Avédian	Missak	Ingenieur
Avédissian	Avédis	Landesprodukte
Aléghesian	Hayghas	Manufakturwarenhändler
Arabian Frères		Photograph & Bedarfsart.
Asirian [illegible]	S. & Fils	Kolonial-& Landesprodukte

Bezadjian	Dicran	Kolonial-& Landesprodukte
Babikian	Dihran	Advokat & Kommissionär
Boyadjian	Mihran	Landesprodukte
Bedrossian	Dihran	Kurzwarenhändler
[illegible]	Boghos	do.
[illegible]	[illegible]	

187

- II. -

Bédrossian	H. & A.	Kurzwarenhändler
Bakalian	Dicran	Kleinwarenhändler
Bedoyan	Mihran	Manufakturwarenhändler
Bedoyan	Ohanes	do.
Bozadjian	Mihran	Kolonialwaren & Landesprod.
Boyadjian	Chiragos	Manufakturwarenhändler
Bédrossian	Bédros	Apotheker
Bédrossian	Vahan	Manufakturwarenhändler
Bakalian	Sarkis	Mühlenbesitzer
Berberian	P. & S.	Manufakturwarenhändler
Bozadjian	M & D.	Kolonial- & Landesprodukt
Boyadjian	Garabed	do.
Bedoyan	Garabed & Vartan	Manufakturwarenhändler
Balian Bédros		Schneider & Tuchhändler
Babahikian	Garabed	Kurzwarenhändler
Baghtchedjian	Kévork	Manufakturwarenhändler
Baltayan	M.	do.
Bédrossian	Agop	Apotheker
Bédrossian	Kricor	Manufakturwarenhändler
Chahpazian & Kéchichian		Landesprodukte
Costanian	Garabed	Kurzwarenhändler
Chahmirian	Yervant	Kleinwarenhändler
Deragopian	Garabed	Schneider & Tuchhändler
Djiérian	Léon	Kolonial- & Landesprodukt
Donabetian	Vahan & Cie.	Manufakturwarenhändler
Derderian	Artin	Kolonial-& Landesprodukte
Demirdjian	Agop	Schneider & Tuchhändler
Djambazian	Stepan	Uhrenhändler
Damlamayan	Haygazoun	Kleinwarenhändler
Demirdjian	Oxen	Manufakturwarenhändler
Djéridian	Manouk	do.
Djéridian & Teughladjian		do.
Djéridian	Roupen	do.
Djéridian	Kricor	do.

Djirian	Ephrem	Manufakturwarenhändler
Djiguerian	H. Garabed	do.
Khmekdjian	Stepan	Schneider & Tuchhändler
Knichteyan	Hazarat	Manufakturwarenhändler
Knichteyan	Guiragos	do.
Kohiayan	Sarkis & Fils	do.
Kronkian	Vahan	Kolonial-& Landesprodukte
Garabetian & Kouyoumdjian		Manufakturwarenhändler
Gazarian	Mihran	Kurzwaren & Nouveautés
Hovnanian	Mihran	Schuster & Lederhändler
Hairabetian	Bedros	Manufakturwarenhändler
Hanessian	Krikor	do.
Hairabetian	A. & M.	Schuster& Lederhändler
Halvadjian & Kurdjian		Kurzwarenhändler
Hairabetian	Krikor	Kolonial-& Landesprodukte
Hatemian	Ohannes	Manufakturwarenhändler
Israbian	Garabed & Vahan	Schneider & Tuchhändler
Kouyoumdjian	Artin	Manufakturwarenhändler
Kazandjian Ohannes & Kedérian Roupen		Kupferhändler
Kurdjian	Kiragos	Kleinwarenhändler
Kilindjian	Krikor	Papierwarenhändler
Kheubesserian	Agop	Manufakturwarenhändler
Kalebdjian	Siméon & Kriker	do.
Kertmenian Frères & O.Pileyan		do.
Keklikian	Agop	do.
Katchadourian	Sarkis	do.
Kherozian	Krikor	Schuster & Lederhändler
Kouyoumdjian	S.M.K.N. frères	Manufakturwarenhändler
Kalousdian	Kaloust	Kolonial-& Landesprodukte
Kalousdian	Hi. Asdour	do.
Kalousdian	A.A. & Cie.	do.

Kehyaayan Kirboyan	Bophos	Schneider & Tuchhändler
Kouchkérian	Parikian	Kolonial-& Landesprodukte
Khoubesserian	Loutfi	Manufakturwarenhändler
Karaoglanian	Yehjia	Schuster & Lederhändler
Khoubesserian	Léon	Manufakturwarenhändler
Kehyayan	Kiragos & Fils	Manufakturwarenhändler
Kechichian	Arsen	do.
Kechichian	Mihran	do.
Kechichian	Sarkis	do.
Kechichian	Kevork	do.
Kertmenian	Avedis & Abraham	do.
Kalcpdian	Kevork	Kolonial-& Landesprodukte
Luledjian	Agop	Kurzwarenhändler
Luledjian	Artin & Cie.	do.
Mardikian	Donnik	Fabrikant
Mendikian	T. & Fils	Manufakturwarenhändler
Melémétian	Haiguzoun	do.
Marcarian	Nazaret	Kommissionär
Midayounian	Garabed	Manufakturwarenhändler
Makinadjian	Siméon	Manufakturwaren & Nouveautés
Nadjarian	Harcutoun	Kurzwarenhändler
Nadjarian	Hageup	do.
Nadjarian	Ohannes	Fabrikant
Nercessian	Eprem	Photograph & Bedarfsartikel
Nadjarian Nercessian	Artin	Kurzwarenhändler
Oundjian	Samuel	Manufakturwarenhändler
Oundjian	Garabed	do.
Oundjian	Artin	do.
Ourfalian	Oxen	Kurzwarenhändler
Oskianian	Oskian	do.
Pampoukdjian	Margaros	Fabrikant
Pampoukdjian	Léofet	do.
Patepanian	Garabet	Kurzwarenhändler

190

- V. -

Partapanian	Nercess	Manufakturwarenhändler
Piloyan	Ohannes	do.
Piloyan	Ohanes & A.Fermanian	do.
Papazian	Ohannes	Apotheker
Paklayan	Setrak	Kleinwarenhändler
Pirédjian	K. Fils	Manufakturwarenhändler
Parikian	Boghos	do.
Simikian	Artine	Landesprodukte & Fabrikant
Sousmadjian	M. & V.	Kolonial-& Landesprodukte
Sarafian	Mihran & Haigharcum	Manufakturwarenhändler
Sislian	K.	Kolonial-& Landesprodukte
Simonian	Agop	Kurzwarenhändler
Séférian	Sarkis	Manufakturwarenhändler
Sayabelian	S. & Cie.	Schuster & Lederhändler
Suyabelian	Avédis	Schuster & Lederhändler
Telalian	Sayabalian	Manufakturwarenhändler
Tellalian	S. & T.	do.
Topalian	Socrate & Cie.	Schuster & Lederhändler
Tchiftgueuvertchinian	Agop	Kupferhändler
Teughladjian	A.K.	Kurzwarenhändler
Tutundjian	Frères	Schneider & Tuchhändler
Tatirossian	Roupen	Manufakturwarenhändler
Tachdjian	Artin	Kurzwarenhändler
Tutundjian	Kevork	Schneider & Tuchhändler
Tchilinguirian	Apraham	Manufakturwarenhändler
Terzian	Garabed	Schneider & Tuchhändler
Tchertchian	Oh. & B.	Kolonial-& Landesprodukte
Tchalakian	Leon	Manufakturwarenhändler
Tchalakian	Samuél	do.
Topalian	Sarkis	Schuster & Lederhändler
Tchadirdjian	Karnik	Manufakturwarenhändler
Terikian & Markarian		do.

- VI. -

Vouravcurian	Artin	Manufakturwarenhändler
Warin	Frères	do.
Yétérian	Léon	do.
Yaghlian	Diran	do.
Yaghdjian	Bedros	do.
Yétérian	Vahan	do.
Youssoufian Kassapian & Cie.		Kolonial-& Landesprodukte
Yéménidjian	Léon	Kurz- & Eisenwarenhändler
Yétérian	Arsen	Glaswarenhändler
Yirikian	Artin	do.

Adana, am 19. Juli 1908

K.u.K. Vice-Konsul
Richard Stöckel

K. U. K. ÖSTERR.-UNGAR. VICE-KONSULAT
M. KIR. OSZTR.-MAGY. ALKONZULÁTUS
ADANA

Nr. 76/P. — C. *Konstantinopel, 7. Oktober 1916.*

Deutscher Botschafter Graf Metternich.
Zu bericht Nr. 74/P. — B vom 29. September 1916.

MARKGRAF PALLAVICINI AN BARON BURIÁN.

Der deutsche Botschafter Graf Metternich hat am 3. d. M. Konstantinopel verlassen; offiziell hat er sich auf Urlaub nach Deutschland begeben. Da aber das Wolffbureau hieher telegraphiert hatte, daß der deutsche Gesandte im Haag, Herr von Kühlmann, ihn vertreten werde, wo doch erst kürzlich der Botschaftsrat Herr von Radowitz gewissermaßen als Vertrauensmann hieher gesandt worden war, da überdies die Ernennung Herrn von Rosen als Nachfolger Herrn von Kühlmanns im Haag publiziert wurde, zweifelt niemand in Konstantinopel, daß Graf Metternich abberufen wurde und nicht mehr auf den hiesigen Botschafterposten zurückkehrt. Seine Abreise gestaltete sich denn auch zu einem förmlichen Abschiede, indem sehr zahlreiche Deutsche aus den Kreisen der Zivilbeamten und Militärs, ein großer Teil des diplomatischen Korps, aber auch ein Vertreter des Sultans, des Großveziers u.a.w. auf dem Bahnhofe anwesend waren.

Graf Metternich hat mir über seinen Abgang kein Wort gesagt und nur zugegeben, daß er auf unbestimmten Urlaub gehe.

Selbst der Großvezier scheint mir überrascht und erstaunt, daß Graf Metternich so schnell vom hiesigen Schauplatze verschwindet und wiederholte mir, was er mir schon neulich einmal gesagt hatte, daß die Beziehungen des deutschen Botschafters zu ihm und auch zu den anderen Ministern sich in letzter Zeit sehr gebessert hätten. Andererseits sprach er sich aber diesmal offener über die Fehler des Grafen Metternich aus als neulich und meinte, dieser wäre nicht der gegebene Mann für den hiesigen Posten, er hätte es nicht verstanden, mit den hiesigen Leuten umzugehen und hätte sich so mit den meisten von allem Anfang an schlecht gestellt. Der Großvezier warf Graf Metternich — vielleicht mit Recht — vor, daß er in der allerersten Begegnung, die er nach seiner Ankunft in Konstantinopel mit ihm hatte, die armenische Frage zur Sprache gebracht und der türkischen Regierung wegen ihres Vorgehens schwere Vorwürfe gemacht hätte. Ganz besonders nimmt aber Said Halim Pascha dem Grafen Metternich seine Haltung in der Schulfrage übel. Gewisse, wahrscheinlich auf Grund erhaltener Instruktionen vom deutschen Botschafter gemachte Andeutungen, daß diese Frage so ernst sei, weil die Zentrumspartei auf eine günstige Erledigung derselben sehr halte und deshalb der deutschen Regierung an einer solchen Lösung sehr daran liegen müsse, sind hier an manchen Orten dahin ausgelegt worden, daß Graf Metternich hier die Politik des Zentrums vertreten wolle. Man begegnet jetzt oft die Bemerkung: „il était trop catholique". Dieser Eindruck, daß Graf Metternich eine katholische Politik treibe, ist bei den türkischen Ministern noch durch eine Unterredung vertieft worden, die dieser mit Talaat Bey hatte und in welcher er der türkischen Regierung die Überlassung des Consulum in

l c.

469

Jerusalem nahelegte. Er begründete diese Suggerierung damit, daß dadurch die Zentrumspartei günstiger gestimmt werden könnte, was wieder der deutschen Regierung es leichter machen würde, in der Schulfrage nachzugeben.

Es ist interessant, festzuhalten, wie die Türken in Fragen des Katholizismus empfindlich geworden sind und wie sehr sie gegen die von Seite Deutschlands etwas plump und gewalttätig in Szene gesetzte katholische Propaganda-Aktion mißtrauisch sind. Es muß uns dies ein Fingerzeig sein, daß auch wir bei unserer verhältnismäßig bescheidenen Aktion uns diese Stimmung vor Augen halten und mit äußerster Vorsicht vorgehen müssen.

Der angeblich als zeitweiliger Vertreter des Grafen Metternich und als Geschäftsträger nach Konstantinopel entsandte Herr von Kühlmann war, wie Ew. erinnerlich sein dürfte, zu Anfang des Krieges hier Botschaftsrat unter dem Botschafter Baron Wangenheim. Er unterhielt damals sehr gute Beziehungen zu den maßgebenden türkischen Staatsmännern und unter diesen mit Halil Bey, der um jene Zeit noch nicht Minister des Äußern war.

Ich habe Herrn von Kühlmann viel gesehen damals und habe von ihm einen guten Eindruck gewonnen. Es ist mir heute nicht bekannt, für wie lange Zeit diese Geschäftsträgerschaft in Aussicht genommen ist und was für Absichten die deutsche Regierung betreffs der Wiederbesetzung des Postens hegt. Ich glaube aber, daß es kein glücklicher Gedanke wäre und es hier auch nicht gerne gesehen würde, wenn der Posten eines deutschen Botschafters zu lange unbesetzt bleiben sollte.

(P.d.Nr.5176.)

Wien, am 20. Oktober 1916.

Der türkische Minister des Aeußern hat mir bei seinem heutigen Besuche folgende Wünsche vorgebracht:

1. Umwandlung unseres bisher nur in der Form einer Beitrittserklärung zum deutsch-türkischen Bündnisvertrag bestehenden Verhältnisses zur Türkei in einen förmlichen Bündnisvertrag.

2. Zustimmende Beantwortung der Note, die Halil Bey in Berlin übergeben hat und nunmehr auch an uns richten will und in welcher die türkische Regierung den Standpunkt vertritt, daß infolge des Kriegszustandes alle alten die Türkei bindenden Verträge hinfällig geworden sind und die Türkei ihre Handlungsfreiheit zurückgewonnen hat.

3. Unverzüglicher Beginn der Verhandlungen mit uns über die Abschaffung der Kapitulationen.

Zu der Frage des Abschlusses eines formellen Vertrages habe ich dem Minister bemerkt, daß ich derselben wohl keine

./.

aktuelle Bedeutung zuzuerkennen vermöge, daß ich aber, da es sich um einen wiederholt vorgebrachten Wunsch unseres Verbündeten handle, die Sache in Erwägung ziehen und ihm meinen Standpunkt durch unseren Botschafter bekanntgeben werde.

Bezüglich der angekündigten Note behalte ich mir vor, deren Inhalt sorgfältig zu prüfen und dieselbe im Einvernehmen mit Deutschland in bundesfreundlichem Sinne und mit dem tunlichsten Entgegenkommen zu beantworten, müsse aber sofort betonen, daß von einem Hinfälligwerden der Verträge den verbündeten Mächten gegenüber selbstverständlich nicht ohne weiteres die Rede sein könne.

In die Verhandlungen bezüglich des Abschlusses der juridischen Verträge, welche an die Stelle der Kapitulationen zu treten hätten, seien wir bereit einzugehen, sobald die einschlägigen Verträge der Türkei mit Deutschland perfekt werden. Die letzteren seien wohl paraphiert, aber noch nicht unterfertigt.

Halil Bey gab sich mit den erhaltenen vorläufigen Auskünften zufrieden.

deutsche Regierung gegenüber dem türkischen Memorandum einnimmt, vertraulich zu erfragen und mir einzuberichten.

Die Note der türkischen Botschaft wird inzwischen hieramts einer eingehenden Prüfung unterzogen.

Bericht

K. u. k. Ministerium des kaiserl. und königl.
Hauses und des Äußern.

Wien, am 27.Oktober 1916

Nr.5259.

Vertraulich.

Kündigung des Pariser Vertrages 1856 und des Berliner Vertrages 1878 durch die türkische Regierung.

388 p.-C

1 Beilage.

An Seine Durchlaucht den Herrn k.u.k.Botschafter
Gottfried Prinzen zu H o h e n l o h e ,
BERLIN.

Tel. 301 p.A.

Aus der Euer Durchlaucht zur streng vertraulichen Kenntnisnahme mitgeteilten Notiz vom 20.l.M. haben Hochdieselben die Wünsche ersehen, welche der türkische Minister des Aeußern Halil Bey anläßlich des Besuches, den er mir abstattete, vorgebracht hat.

In Uebereinstimmung mit dem an zweiter Stelle angeführten Wunsche hat der hiesige türkische Botschafter die in Abschrift anverwahrte Note an mich gerichtet, in welcher er namens seiner Regierung den Pariser Vertrag vom Jahre 1856 und den Berliner Vertrag vom Jahre 1878 kündigt, die Außerkraftsetzung der Libanonstatute aus den Jahren 1861 und 1864 notifiziert, gleichzeitig aber in etwas unklarer Weise betont, „daß die türkische Regierung nicht verfehlen

./.

wird, sich die Grundsätze des internationalen Rechtes zunutze zu machen, um den in den genannten Verträgen zugunsten der Türkei stipulierten und bisher verkannten Rechten Geltung zu verschaffen".

Dem Telegramme des Grafen Larisch vom 8.Oktober l.J., Nr.301, habe ich entnommen, daß Halil Bey im Berliner Auswärtigen Amte ein Memorandum mit anscheinend analogem Inhalte übergeben hat.

Ich würde Wert darauf legen, in Erfahrung zu bringen, ob diese Schriftstücke - abgesehen von dem Unterschiede der formellen Behandlung als Note beziehungsweise Memorandum - den gleichen Inhalt haben, beziehungsweise gegebenen Falles inwieweit sie von einander abweichen, und ersuche Euer Durchlaucht, mir hierüber zu berichten.

Da ich ferner in dieser für unsere Interessen in der Türkei wichtigen Frage mit der Regierung des verbündeten Deutschen Reiches im Einvernehmen vorgehen und eventuellen türkischen Versuchen, uns gegen einander auszuspielen, von vorneherein begegnen möchte, ersuche ich Sie weiters, den Standpunkt, welchen die kaiserlich

Copie

d'une Note de l'Ambassade Impériale Ottomane, en date de Vienne, 21 octobre 1916, No.47231/218

Monsieur le Ministre,

D'ordre de mon Gouvernement, j'ai l'honneur de porter à la connaissance de Votre Excellence ce qui suit:

Le Gouvernement Impérial Ottoman a été amené, au cours des événements de la seconde moitié du siècle passé, à signer, dans des circonstances diverses, deux Traités importants, celui de Paris du 30 mars 1856 et celui de Berlin du 3 août 1878.

Le premier établissait un état de choses, un équilibre que le second a détruit en très grande partie, mais tous deux ont été méconnus par des Puissances signataires mêmes, qui ont violé leurs engagements soit ouvertement, soit par voie occulte, de façon qu'après avoir obtenu l'exécution des clauses défavorables à l'Empire Ottoman, elles ne se sont pas souciées

./

de celles qui étaient stipulées à son avantage, bien plus, elles s'y sont opposées sans discontinuité.

Le Traité de Paris avait imposé l'engagement „de respecter l'indépendance et l'intégrité territoriale de l'Empire Ottoman" et de garantir „en commun la stricte observation de cet engagement". Puis il avait exclu toute immixtion dans les rapports du Gouvernement Impérial „avec ses sujets et dans l'administration intérieure de l'Empire".

Ceci n'a pas empêché le Gouvernement Français d'exercer, dans l'Empire Ottoman, une intervention appuyée par les armes, et d'exiger l'établissement d'un régime nouveau au Liban. Les Puissances co-signataires durent alors s'associer diplomatiquement à cet acte en vue de ne pas laisser la France libre dans ses desseins qui allaient à l'encontre des stipulations précitées du Traité de Paris et faisaient craindre des visées annexionnistes.

D'autre part, le Gouvernement Russe s'engagea dans une voie analogue en retenant, par un ultimatum, la Sublime Porte dans son action contre

les Principautés de Serbie et du Monténégro qu'il avait soulevées et auxquelles il ne manquait pas de fournir des armes, des subsides, des officiers, même des soldats, et d'entrer finalement en guerre avec l'Empire Ottoman, après avoir exigé qu'une nouvelle administration intérieure vînt à être établie en certaines provinces Ottomanes et qu'une ingérence étrangère intervînt dans la gestion de leurs affaires publiques.

De même, les clauses susmentionnées du Traité de Paris n'ont pas empêché le Gouvernement Français d'occuper la Tunisie et d'établir son protectorat sur cette dépendance de l'Empire, ni le Gouvernement Anglais d'occuper l'Egypte pour y installer sa domination effective, et de faire subir une série d'empiètements à la Souveraineté Ottomane au sud du Yemen, à Nedjd, à Koweit, à el Katr, ainsi que dans le Golfe Persique. Ces mêmes clauses n'ont pas, non plus, gêné les quatre Gouvernements, actuellement en guerre avec la Turquie, de modifier, par la force, l'état de choses existant dans l'Ile de Crête et d'y créer une situation nouvelle en contradiction flagrante avec l'intégrité qu'ils s'étaient engagés à respecter.

./

Enfin, l'Italie ne s'est pas fait scrupule de déclarer la guerre à l'Empire Ottoman sans aucun motif sérieux, dans un simple but de conquête, uniquement en vue de se créer des compensations à la suite de l'état de choses politique nouveau survenu alors dans le nord de l'Afrique, et elle n'a guère pris même la peine de se conformer à son engagement d'après lequel, en cas de dissentiment avec la Turquie, elle doit, avant de recourir à l'emploi de la force, mettre les Parties contractantes en mesure de prévenir cette extrémité par leur médiation.

Ce qui précède rend inutile d'énumérer encore d'autres circonstances, où l'intervention dans les affaires intérieures de l'Empire Ottoman s'est produite.

Le Traité de Berlin qui fut conclu à la suite des événements de 1877 - 78, modifia considérablement celui de Paris en créant des situations nouvelles dans la Turquie d'Europe; ces situations ont été, par la suite, changées par des conventions ultérieures qui ont rendu caduques les stipulations y relatives de l'acte international susvisé.

Mais pas pour bien longtemps après la conclusion de ce dernier, le Gouvernement Russe a donné la mesure de son respect à l'égard de ses propres engagements. N'ayant point conquis Batoum, il n'avait pu s'adjuger cette place forte qu'en déclarant, par une clause solennelle internationale, son intention de l'ériger en port franc essentiellement commercial. Le Gouvernement anglais avait, sur cette base, consenti à renouveler certains engagements.

Cependant, le Cabinet de Saint-Pétersbourg, après avoir réalisé ses intentions, a simplement dénoncé l'article y relatif du Traité et a fait de la ville précitée une place de guerre; le Gouvernement anglais ne prit aucune mesure de la sanction qu'il avait fait entrevoir, ce qui dénote le degré d'importance qu'il attribuait au système établi par le Traité de Berlin.

Le Gouvernement Impérial Ottoman a exécuté très scrupuleusement les clauses, onéreuses pour lui, du Traité, mais les quelques dispositions à lui favorables y insérées, sont restées à l'état de lettre morte, malgré son insistance, ainsi que celle de ses créanciers, grâce à l'intérêt qu'avait

./

certaine Puissance à entraver toute amélioration du sort de l'Empire Ottoman.

Les développements exposés plus haut établissent que les Traités de Paris et de Berlin ont été constamment violés dans leurs clauses essentielles et générales pour l'Empire Ottoman, par certains des Etats qui y ont apposé leurs signatures. Or, on ne saurait concevoir qu'un même acte international soit valable dans ses charges à l'égard d'une des parties contractantes, alors que les dispositions avantageuses à celle-ci seraient invariablement méconnues. Cet état de choses le rend déjà caduc par lui-même et de nul effet pour ladite Partie.

Mais, il y a plus, la situation dans laquelle les deux Traités susvisés sont intervenus a complètement changé. Le Gouvernement Impérial Ottoman se trouve en état de guerre avec quatre des Puissances co-signataires, celles sur l'initiative, sur l'insistance et dans l'intérêt desquelles lesdits actes ont été conclus, ce qui les annule irrémédiablement dans les relations entre la Turquie et elles.

Puis, le Gouvernement Impérial s'est allié

avec les deux autres de ces Puissances sur le pied de parfaite égalité.

Dès lors, l'Empire Ottoman s'est dégagé à titre définitif de sa situation en quelque sorte subordonnée, de la tutelle collective des Grandes Puissances dans laquelle certaines de ces dernières avaient intérêt à le maintenir; il entre donc dans le groupe des Puissances européennes avec tous les droits et prérogatives d'un Gouvernement entièrement indépendant. Cette situation nouvelle fait aussi perdre toute raison d'être aux actes susmentionnés.

L'ensemble de ces diverses considérations rend lesdits actes complètement nuls et sans aucune valeur contractuelle. Néanmoins, à l'effet de ne pas laisser planer quelques doutes sur ce point, dans l'esprit de ceux des Etats contractants qui ont transformé leurs relations d'amitié en relations d'alliance, le Gouvernement Impérial a l'honneur de porter à la connaissance du Gouvernement Impérial et Royal d'Autriche-Hongrie, qu'il dénonce lesdits Traités de 1856 et 1878.

Cependant, il croit utile de relever qu'il ne manquera pas de se prévaloir des principes

./

du droit international, en vue de faire respecter les droits stipulés à son avantage par les Traités susmentionnée, et qui ont été méconnus jusqu'ici.

D'autre part, le Gouvernement Impérial, sous la pression de la France, a dû octroyer au Liva du Liban, une organisation d'autonomie purement administrative et limitée, qui y donnait une certaine ingérence aux Grandes Puissances.

Quoique cet état de choses ait été créé par la voie des règlements intérieurs de 1861 et 1864, et non par un Traité conclu en due forme, cependant, en vue de dissiper tout malentendu à ce sujet, le Gouvernement Impérial croit devoir déclarer que, pour les motifs exposés plus haut, il y a mis fin, en établissant dans le Liva précité, le même mécanisme administratif qui existe dans les autres parties de l'Empire.

K. K. [illegible]KONSULAT
[illegible]

Nr.82/P

Armenier Verfolgung.

1 Blg.

Druck

Smyrna, den 12.November 1916.

Vertraulich.

Seiner Exzellenz
der Herrn k.und k. Botschafter
Markgrafen Pallavicini,
Konstantinopel.

In einer seit zka 30 Jahren aufgelassenen Gruft « Foscolo » des hiesigen katholischen Friedhofs sind, ~~wie telegrafisch gemeldet,~~ Bomben und Gewehre armenischer Provenienz gefunden worden. Die Angaben des in Haft genommenen armenischen Totengräbers haben auch zur Entdeckung von Bomben in einem neben der armenischen Kirche in Karatasch gelegenen Brunnen geführt.

Alle diese Waffen sind älteren Datums und stammen angeblich noch aus der hamidischen Zeit ~~(siehe hg. Bericht Nr. 30/P v.d. 21.V.915.)~~.

Im Laufe der Enquete soll nun ein junger Armenier, der aus seinem Versteck zum Militärdienst herangezogen wurde, aus Rache eine Reihe seiner Korreligionäre als Revolutionäre denunziert und hinzugefügt haben, dass in der hiesigen armenischen Gemeinde noch eine Menge Waffen versteckt gehalten werden

Nachdem die daraufhin eingeleiteten Recherchen zu keinem befriedigenden Resultate geführt haben, forderte Rahmy Bey den armenischen Erzbischof auf, ihm ungesäumt

./.

194

3514

alle Revolutionäre anzugeben, da er andernfalls d i e g a n z e N a t i o n m i t M s g r E n d j i an a n d e r t ê t e in's Landesinnere verbannen werde.

Weder der Erzbischof noch die Gemeinde waren jedoch im Stande, Rahmy Bey irgend welche Revolutionäre zu nennen, worauf hin am 8.d.Mts. ca 200 Armenier verhaftet und 180 sofort als erste Staffel - angeblich nach Angora - expediert wurden. ~~Zu gleicher Zeit erschien auch das beiliegende Communiqué des Vizekönigs~~ in allen hiesigen Zeitungen.

Dieser odiosen Massnahme des Generalgouverneurs, - die hier v i e l b ö s e s B l u t gemacht hat, - wurde dank der energischen Eingreifen des hier glücklicherweise anwesenden Marschalls Liman Pascha Einhalt gemacht: die Arretierungen wurden gestoppt und die bereits Verbannten sollen zurückbefördert werden....

Liman Pascha reiste am 11.d.Mts. von hier nach Konstantinopel ab, wo er über die vorstehende Angelegenheit dem deutschen Botschafter referieren wird.

Gleichlautend berichte ich nach Wien.

Der k.u.k.Konsul & Gerent:

Radimsky m.p.

8452

K. und k. österr.-ungar. Botschaft
Konstantinopel.
Cs. és. kir. osztrák-magyar Nagykövetség
Konstantinápoly.

Konstantinopel, am 21. November 1916

Druck № 89 A-D.
P.

Amerikanische Demarchen
zugunsten der Armenier.

AN SEINE EXZELLENZ DEN HERRN MINISTER DES K. U. K. HAUSES UND DES AEUSSERN, BARON BURIÁN !

Die deutsche Botschaft hat den Auftrag erhalten, die Schritte, welche die amerikanische Regierung zur Verhinderung weiterer Armenier-Verfolgungen auf der Pforte macht, ihrerseits zu unterstützen.

Herr von Kühlmann sagt mir, dass er es jedenfalls vermeiden werde, seine Tätigkeit in Konstantinopel und seine Konversationen mit den türkischen Ministern damit zu beginnen, dass er sich für die Armenier einsetze.

./.

DURCH KURIER

198

Er müsse mit Recht befürchten, dass er sich dadurch hier - ebenso wie es bei Graf Metternich der Fall war - in höchstem Grade unbeliebt machen würde, worunter die ohnehin schon sehr heiklen Verhandlungen, die gegenwärtig in anderen wichtigen Fragen zwischen der deutschen und der türkischen Regierung geführt werden, notwendiger Weise ungünstig beeinflusst wären und sich noch schwieriger gestalten müssten. Herr von Kühlmann beabsichtigt daher, die amerikanischen Schritte vorläufig nur durch einen Dragoman auf der Pforte zu unterstützen.

Ueberdies wird Herr von Radowitz, der gegenwärtig noch Geschäftsträger ist, aber dieser Tage abreist, heute gelegentlich eines Abschiedsbesuches bei Halil Bey in freundschaftlicher Weise die armenische Frage berühren, und vor Akten weiterer Verfolgung warnen.

Die armenische Frage ist dadurch neuerlich wieder akut geworden, dass sich die türkischen Behörden in Smyrna wieder einmal eines recht groben Uebergriffes gegen die Armenier schuldig gemacht haben. Eine grosse

./.

Anzahl Armenier sind aus Smyrna ausgewiesen worden, angeblich, weil auf einem armenischen Friedhof vergrabene Bomben und Explosivstoffe gefunden worden waren. Da diese aus der Abdul Hamidischen Zeit stammen, und die meisten der verschickten Armenier reiche Leute waren, ist wohl mit Sicherheit anzunehmen, dass es sich den Behörden in erster Linie um eine Erpressung gehandelt hat.

Wie das k.u.k.Generalkonsulat in Smyrna berichtet, und wie mir Marschall Liman auch selbst erzählte, hat dieser auf das energischeste gegen die vom Vali verfügte Verschickung protestirt und deren sofortige Rückgängigmachung gefordert. Der Marschall erklärte Rahmy Bey unumwunden, dass er ein solches Vorgehen, solange er Kommandant der V. Armee sei, nicht dulden werde und drohte damit, er werde die Polizisten, falls sie gegen die Armenier vorgehen, durch das Militär einfach verhaften lassen. Rahmy Bey hat schliesslich nachgegeben, und so kann es der Energie Marschall Limans gedankt werden,

./.

dass diesmal Verschickungen von Armeniern in Smyrna verhütet worden sind.

Es beweist dieser Vorfall aber deutlich, welchen Chikanen und Gefahren die armenische Bevölkerung in der Türkei fortwährend ausgesetzt ist.

Der k.u.k. Botschafter:

Pallavicini

8993

151

23 DEZ.

K.und K.österr,ung.Konsulat

Druck Damaskus. Damaskus,28.November 1916.

No.32/P

Die Besserung der Lage der armenischen Zwangsauswanderer.

An Seine Excellenz den Herrn Minister
des K.und K.Hauses und des Aeussern
Stephan Baron Burián.

Die mit Bericht vom 4.August d.J. No.21/P gemeldete Zwangskonversion der Armenier zum Islam ist anerkennenswerterweise nach kurzer Zeit wieder aufgegeben worden.Die Einstellung fällt mit dem Amtsantritte des neuen Wali von Damaskus Tahsin Bey zusammen,und ist es somit naheliegend,sie seiner Initiative zuzuschreiben. Ob dies zutrifft oder ob es sich um eine allgemeine Massregel handelt,wäre nur durch einen Ver-

207

gleich mit dem in anderen Wilajeten beobachteten Vorgange sicher zu beurteilen.

Nunmehr ist seit kurzem auch sonst eine wirkliche Besserung des Loses der Armenier zu verzeichnen,welche einen völligen Systemwechsel in ihrer Behandlung zu bedeuten scheint.Man schafft alle früher nach dem Hauran und Kerak verschickten Armenier,soweit sie nicht in den Dörfern bereits sesshaft geworden sind,nach den Städten Syriens,um daselbst für ihre Ansiedlung Sorge zu tragen.Ihrer Mehrzahl nach sind es Frauen und Kinder,wie ja im allgemeinen bei der Deportierung die Männer von ihren Familien getrennt wurden.Von den nach dem Hauran und Kerak Verschickten sind seither allerdings ungefähr 3/4 den Seuchen und dem Hunger erlegen,aber wenigstens der Rest wird,wenn die Massregel allgemein durchgeführt wird,dem Verderben entgehen können.

In Damaskus ist eine Anzahl grosser Häuser,die von der Regierung requiriert wurden,für die Unterkunft solcher zurückgeholter armenischer Familien angewiesen und in jedem derselben eine ziemliche Menge von ihnen untergebracht worden. Für ihren Lebensunterhalt sorgt die Behörde,indem sie ihnen ein Taggeld gewährt und sie mit dem Notwendigsten an Kleidern beteilt.Den Frauen

und erwachseneren Kindern wird Arbeitsgelegenheit verschafft,andere Kinder werden zum Schulbesuche angehalten.Mit der Aufsicht über diese Häuser wurden eigene Vertrauensmänner beauftragt.

Gegenüber der Tatsache der Besserung des Loses der Armenier ist es wohl von geringerer Bedeutung,welche Motive hiefür bestimmend waren und ob insbesonders Gründe administrativer Natur den Ausschlag gaben.Jedenfalls kamen unter anderen auch sanitäre Gesichtspunkte in Betracht,da das grenzenlose Elend dieser Familien der gefährlichste Krankheitserzeuger war.Nebenbei dürfte auch das Moment der Heranziehung des kulturell im allgemeinen auf höherer Stufe stehenden armenischen Elements zur Hebung des Niveaus der syrischen Bevölkerung eine Rolle spielen.Durch die Ansiedlung der Armenier in Syrien sind daselbst teils neue früher hierzulande unbekannte Erwerbszweige entstanden,teils die bestehenden verbessert worden.Dieser Einsicht ist durch ihre Ansiedlung hauptsächlich in den Städten Rechnung getragen worden, wo sich ihnen auch bessere Erwerbsgelegenheiten bieten.

Ein,so sehr man auch politische Notwendigkeiten ins Treffen führen mag,schreiendes Un-

recht an der Menschlichkeit ist damit im Begriffe, soweit dies noch möglich ist, teilweise wieder gut gemacht zu werden.

Gleichlautend berichte ich unter gleichem Datum und sub No.37/P nach Konstantinopel.

Der K.und K.Generalconsul

Fasc. XLVII .3

8992

Nr.90/P

Smyrna, den 3.Dezember 1916.

Armenierverfolgung.

Druck

Streng vertraulich.

Seiner Exzellenz
dem Herrn k.und k. Botschafter
Markgrafen Pallavicini,
Konstantinopel.

Die seinerzeit - vide hz.Bericht Zl.89/P vom 12.v.Mts. - in's Landesinnere verbannten Armenier sollen bis auf ca 70 - 75 Personen welche die Reise in's Exil fortsetzen müssen, zurückgekommen sein.

Inzwischen hat Rahmy Bey sein mit schweren Drohungen verbundenes Verlangen nach Angabe von armenischen Revolutionären an die Nation wiederholt, worauf hin diese schliesslich 46 Personen (die zwar - nach dem Dafürhalten der Gemeinde - unschuldig sind jedoch ev. » verdächtig » erscheinen könnten) angab.

Der Generalgouverneur begnügte sich nicht damit, sondern er legte der Gemeinde eine neue von der hiesigen Polizei zusammengestellte » schwarze Liste » von 150 Personen » zur Ueberprüfung » vor.....

Diese Vorgänge haben begreiflicherweise den armenischen Conseil des Anciens in grosse Angst versetzt: nachdem ihnen die armenischen Revolutionäre nicht bekannt sind können sie trotz bestem Willen dem Wunsche des Vali nicht entsprechen und vollends U n s c h u l d i g e anzeigen; andererseits befürchten sie aber neue Vexationen seitens der Lokalbehörden, wenn sie die » Liste » nicht approbieren.

./.

Durch Kurier.

203

3462.

In ihrer grossen Bestürzung wandten sich einige Mitglieder der Gemeinde - v e r t r a u l i c h - auch hieher mit der Anfrage, ob die k.u.k.Botschaft durch v o r s i c h t i g e Intervention (d.h.ohne zu erwähnen, dass einige Armenier ha. vorsprachen) zu ihren Gunsten nicht etwas tun könnte. Ihr bisheriger Protektor Liwan Pascha ist momentan von Smyrna abwesend.

Gleichlautend berichte ich nach Wien.

Der k.u.k.Konsul & Gerent:

Radimsky r.p.

k. und k. Militärbevollmächtigter in KONSTANTINOPEL.
No. 2/10 von 1917.

1917 Präs. 47 - 1/4

Zustände in ANATOLIEN.

An

das k. und k. K R I E G S M I N I S T E R I U M
in

W I E N .

KONSTANTINOPEL, am 10. Jänner 1917.

Nachfolgende Schilderungen der Zustände in ANATOLIEN sind Berichten des k. und k. Konsulates SAMSUN entnommen:

Für das kommende Jahr sind wegen Mangel an Arbeitskräften in den Gegenden zwischen SAMSUN und SIVAS kaum 10% der Anbaufläche bestellt, Tausende von Flüchtlingen aus dem KAUKASUS und den östlichen Vilajets bevölkern die Ortschaften und richten an den Feldern, Obst- und Weinpflanzungen erheblichen Schaden an.

Infolge völlig ungenügender Obsorge der Behörden herrscht unter den Ausgewanderten unbeschreibliches Elend und tiefe Unzufriedenheit, die aus RUSSLAND stammenden sehnen sich dorthin zurück. Für die öffentliche Gesundheitspflege geschieht fast nichts, ebenso läßt die Sicherheit viel zu wünschen übrig.

Ein Deutscher, der die Gegend TRAPEZUNT -MERZIFUN bereiste, berichtet desgleichen über das viele Elend, welches ihm in jeder Form begegnete; die Behörden versagen, die von den Armeniern im Innern des Landes betriebene

F1-2 1
47-11
3
KRIEGSARCHIV WIEN

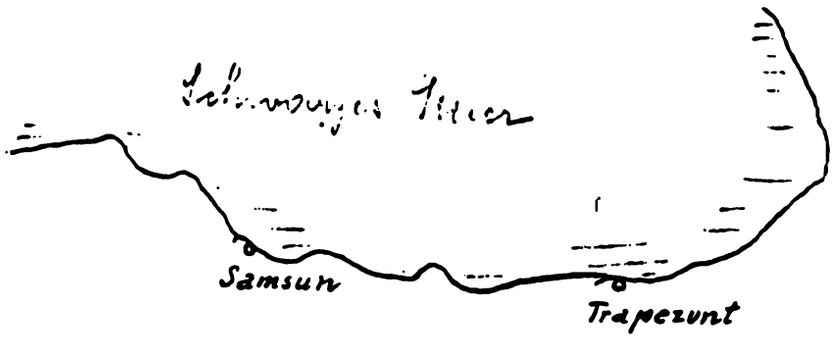
Seidenzucht, der Obst- und Weinbau, scheinen verloren, die Strassen sind im kläglichsten Zustande. Dabei hat die Corruption der Beamten seit den Armenier Massacres im Vorjahre an Umfang noch zugenommen, wer stehlen konnte, tat es, am meisten die politische Behörde, die Polizei und Gendarmerie. So wird z.B. jetzt das Vermögen des Kaimakams von MERZIFUN, eines Günstlings des Valis von SIVAS, auf 10 - 15.000 Ltq geschätzt.

Ein Agent des österr. LLOYDS in TRAPEZUNT beschreibt die Zustände und Stimmungen in dieser Stadt während seiner Abreise, kurz vor der Einnahme durch die Russen: Die Behörden hatten vollständig den Kopf verloren, niemand fand an ihnen Unterstützung; die Leute wandten sich, alles im Stich lassend, zu regelloser Flucht. In TSCHAUSCHLI wurde er von der erregten Menge, hauptsächlich türkischen Frauen, mit „ DEUTSCHES SCHWEIN" etz. beschimpft und konnte er sich nur dadurch von Tätlichkeiten schützen, daß er sein ganzes Kleingeld hergab.

Ein mit dem Einkauf von Hanf und Hanfsamen betrauter Vertreter einer Budapester Firma berichtet über die schlimmen Erfahrungen, die er während einer mehr als viermonatigen Anwesenheit in SAMSUN und Umgebung bezüglich seines Berufes mit den türkischen Behörden dortselbst gemacht hat. Trotzdem ihm T a l a a t B e y bei seiner Abreise von KONSTANTINOPEL versichert hatte, er solle nur ruhig nach SAMSUN fahren, es sei dort alles für ihn vorbereitet, fand er nicht nur nicht das geringste Entgegenkommen bei den betreffenden amtlichen Stellen, sondern stieß überall und immer auf eine Verschleppungspolitik, so daß er noch nach Monaten seine Aufträge nicht erledigen konnte.

Für den k. und k. Militärbevollmächtigten:

Präs. d. k. k. Kriegsministeriums
Wien, 17. JAN. 1917
Präs. Nr. 1478
..... Beilagen
..... Kouvert
..... Übersetzung



Sivas

Dient zur Kenntnis.

Ad acta

/1.1917.

KRIEGSARCHIV WIEN

VERSCHLUSS!
16. Jan. 1917

860

Zl. 3
pol.

Samsun, am 13. Jänner 1917.

Verhaftung und Ausweisung von Griechen.

An Seine Exzellenz

den Herrn k. und k. Minister des kaiserl. und königl. Hauses und des Aeussern, Ottokar Grafen Czernin von Chudenitz

in

Wien.

Der gegen die hiesigen Griechen längst geplante Schlag wurde am 9. dieses Monats geführt, indem über 100, verschiedenen Klassen angehörige Männer, darunter auch Hellenen, verhaftet und hievon 64 am gleichen oder nächsten Tage in das Innere verschickt wurden; gegen einige schwebt das militärgerichtliche Verfahren wegen Hochverrats (Verbindung mit Russland und den Banden).

Nach den mir und dem deutschen Kollegen Dr. Bergfeld seitens des Mutessarifs gegebenen Aufklärungen, handelt es sich um eine Einschüchterungs-Massregel, weitere Verhaftungen stehen in Aussicht, Frauen und Kinder sollen verschont bleiben, die Behandlung der Griechen nach Art der Armenier (1915) sei nicht beabsichtigt. In Kenntnis der türkischen Volks-Stimmung, welche die möglichste Beseitigung des griechischen Elementes fordert, vermag ich den gedachten Zusagen nicht volle Glaubwürdigkeit zu schenken.

Am selben Tage wurden die zu Samsun gehörigen Dörfer Ailas-Kjöi und Kadi-kjöi militärisch besetzt, die Einwohner (3 – 4000), unter dem Vorwande, dass der Mutessarif

d.

342.

an sie eine Ansprache zu halten wünsche, zusammenberufen und des Nachts, ohne dass ihnen die Mitnahme von Nahrungsmitteln und Kleidung gestattet worden wäre, in das Innere getrieben. Bei der gegenwärtigen rauhen Jahreszeit, dem Mangel an Unterkunft und Verpflegung, steht vielen dieser Unglücklichen der baldige Tod bevor.

So bedauerlich auch, insbesondere vom menschlichen Standpunkte, die geschilderten Vorgänge sind, so kann denn doch der türkischen Regierung die grundsätzliche Berechtigung zu nachdrücklichen Eindämmungs- und Vergeltungsmassregeln nicht abgesprochen werden, denn sie befindet sich, namentlich seit dem Zusammenwirken der Banden mit der russischen Flotte, in Kriegszeiten und im Kriegsgebiete inmitten einer ihr zum Teile feindselig gesinnten Bevölkerung, deren Niederhaltung ein beträchtliches Truppen-Aufgebot (7 - 8000 Mann) erfordert.

Für dessen Unterhalt wurde der hiesigen griechischen Gemeinde ein Beitrag von 2000 Ltq. auferlegt.

Gleichlautend berichte ich nach Konstantinopel.

Der k.u.k. Konsul:

Zmurkowski

No.14. Konstantinopel, 18/1.1917.

Aus der Türkei.

Les Turcs, non contents de confisquer les immeubles communaux et particuliers des Arméniens dans les provinces anatoliennes, s'emparent aussi, quand ils trouvent un prétexte, des immeubles nationaux à Constantinople.- Par exemple, l'orphelinat arménien, qui avait été fondé par feu le notable arménien Karaghenzian, fut confisqué il y a quelques mois. Maintenant on a confisqué aussi le grand édifice à bureaux de négociants et de commissionnaires, sis aux environs de la gare de Sirkedji, Stamboul, et nommé Sanassasian Han, sous le prétexte qu'il est tombé en déshérence. Le titre de propriété, fait en due forme en son temps dit que, quoique cette bâtisse soit construite par Sanassasian, fondateur du grand lycée arménien de ce nom à Erzeroum comme immeuble de rapport de cette école, elle passera à la nation arménienne comme propriété nationale, dès que l'école cesserait d'exister. Cependant aucune valeur n'a été reconnue à ce titre légal.

xxxxxxxx

K. und k. österr.-ungar. Botschaft
Konstantinopel
Cs. és. kir. osztrák-magyar Nagykövetség
Konstantinápoly.

Konstantinopel, am 20. Jänner 1917

Nr. 6 P. B.

Die armenische Frage in der Antwortnote der Entente.

AN SEINE EXZELLENZ

DEN HERRN MINISTER DES K. UND K. HAUSES UND DES AEUSSERN

OTTOKAR GRAFEN CZERNIN !

Die türkische Regierung hat den die armenische Frage betreffenden Passus in der Antwortnote der Entente bei der Publikation derselben unterdrückt, und haben auch die Minister mir gegenüber mit keinem Worte diesen Punkt berührt.

Wie ich nun erfahre, sind die türkischen Machthaber über die Behandlung der armenischen Frage in der Ententenote ebenso aufgebracht, wie über das Verlangen

DURCH KURIER

./.

205

dass die Türkei aus Europa verschwinde. Sie können aber erstere nicht so zu ihren politischen Zwecken ausnützen, wie das letztere und sind sogar genötigt gewesen, diese Bemerkungen der Note zu unterdrücken, da sie doch das Gefühl haben, dass selbst in mohammedanischen Kreisen ihre auf die Extermination der armenischen Bevölkerung hinzielenden Massnahmen nicht gebilligt werden. Das rücksichtslose und unmenschliche Vorgehen gegen die Armenier hat doch nur bei den fanatisirten Anhängern des Komités und bei den Leuten Anklang gefunden, welche sich durch die Liquidation der Vermögen der deportirten und ermordeten Armenier bereichert haben, während die ruhiger denkenden Elemente in der Bevölkerung und zwar auch unter den Mohammedanern, in der Extermination dieser arbeitsamsten Nation im türkischen Reiche eine grosse ökonomische Gefahr für die Zukunft sehen.

Die Besprechung der armenischen Frage in der Antwortnote der Entente scheint nun im Komité ein Wiederaufleben des Hasses gegen die Armenier ausgelöst

zu haben. Diese selbst sagen, dass die Entente ihnen einen sehr schlechten Dienst erwiesen habe, indem sie der türkischen Regierung die armenischen Massakres vorgehalten hat. Sie befürchten, dass die Folge dieses Vorgehens der Entente, die Inszenirung von neuen Verfolgungen sein werde, und behaupten sie dafür sichere Anzeichen zu haben.

Vor Allem haben sie konstatirt, dass die hiezu kompetenten Behörden den Auftrag erhalten haben, jede Vermögensübertragung von Gütern, welche Armeniern gehören, zu verweigern. Derartige geheime Befehle sind in den letzten Jahren stets die Vorläufer der armenischen Massakres oder Deportationen gewesen, weil man dadurch verhindern wollte, dass die Güter der Deportirten der Zwangsliquidation, dem besten Mittel zur Bereicherung der Türken auf Kosten der Armenier entzogen werden.

Ausserdem konnten die Armenier konstatiren, dass sich seit Uebergabe der Antwortnote bei den türkischen Machthabern wieder ein leidenschaftlicher Hass gegen die Armenier bemerkbar macht, welche sie als die Urheber des Aufrollens dieser Frage betrachten. Es würde nun ganz der

türkischen Mentalität entsprechen, wenn die Regierung durch eine neuerliche Armenierhetze den Rest dieser Nation in der Türkei vernichten und dadurch die ganze armenische Frage in radikalster Weise aus der Welt schaffen wollte.

Die hiesigen Armenier sind namentlich seit den letzten Massakres und Deportationen sehr nervös und furchtsam, aber ich halte es auch nicht für ausgeschlossen, dass die impulsiven und fanatischen türkischen Staatsmänner auch noch die Dummheit begehen, durch eine gross angelegte neuerliche Verfolgung der Armenier sich nicht bloss bei ihren Feinden, sondern in der ganzen civilisirten Welt jede Symphatie zu verscherzen.

Obige Nachrichten sind mir erst in letzter Stunde zugekommen, ich werde aber noch Gelegenheit haben meinen deutschen Kollegen zu sehen, und die Angelegenheit mit ihm zu besprechen.

Der k.u.k. Botschafter:

Pallavicini

13.

Nr. 9 / P. — A. *Konstantinopel, 30. Jänner 1917.*

Äußerung des Großveziers zur armenischen und syrischen Frage.

GRAF TRAUTTMANSDORFF AN GRAF CZERNIN.

Als ich kürzlich mit dem Großvezier die Botschaft Mr. Wilsons an den Senat erörterte, kamen wir auch auf die Note zu sprechen, welche die türkische Regierung im Zusammenhange mit der Antwortnote der Entente an den Präsidenten der Vereinigten Staaten, an die Neutralen gerichtet hat.

Ich sagte unter anderem, daß der ruhige und sachliche Ton der Note sicherlich einen günstigen Eindruck gemacht haben müsse. Said Halim Pascha antwortete, er wäre mit der Note selbst auch einverstanden gewesen, wenn er sie auch noch immer zu lange gefunden hätte. Der erste Entwurf sei noch länger gewesen und er habe darauf bestanden, daß Anwürfe über die Bedrückung der Finnländer, der Buren und der Irländer, wie solche den Noten Österreich-Ungarns und Deutschlands entlehnt worden waren, gestrichen werden, da, wie er sich ausdrückte, diese Fragen die Türkei gar nichts angingen und er auf dem Standpunkte stehe, daß man sich nicht zu sehr um das kümmern solle, was fremde und feindliche Staaten mit ihren eigenen Staatsangehörigen machen, wenn man doch nicht zugeben wolle, daß sich die Fremden in die eigenen Angelegenheiten einmengen.

Der Großvezier sagte mir dann weiter, er bedauere es eigentlich, sich mit der Redigierung der Note nicht eingehender beschäftigt und sich bloß auf den Wunsch nach Streichung einiger überflüssiger Phrasen des Entwurfes beschränkt zu haben. Er sei nämlich der Ansicht, daß die Türkei einmal in unzweideutiger Weise vor der ganzen Welt auf die fortwährenden Vorwürfe der Feinde wegen der Behandlung der Armenier und wegen der Strafmaßnahmen in Syrien reagieren müsse. Es müsse einmal angenagelt werden, daß die Maßnahmen, zu welchen die Türkei nicht nur berechtigt, sondern durch die Umstände gezwungen war, ihren Grund in den Machinationen der Russen, bezw. Engländer und Franzosen haben, so daß auf jene die Schuld für alles Geschehene zurückfalle. Die fragliche Note wäre vielleicht die günstigste Gelegenheit gewesen; er werde aber einen nächsten Anlaß benützen.

Ich habe dem Großvezier zu seinem Vorhaben nicht zugeredet. Denn so wahr sein Standpunkt auch sein möge, so ist doch nicht anzunehmen, daß sich die Türkei von der Schuld dadurch freimachen werde, daß sie diese auf andere zu schieben versucht; auch wird es der Türkei doch nie gelingen, darüber hinauszukommen, daß die Art und Weise der Durchführung der gegen die armenische Bevölkerung getroffenen Maßnahmen, selbst wenn man diese letzteren an sich als bis zu einem gewissen Grade begründet anerkennen sollte, einen Beweis unerhörter Roheit und asiatischer Unkultur darstellt.

1267

Zl. 2/Pol. 1917 Samsun, am 30. Jänner 1917.

Deutsche Konsulate Erzerum (Siwas), Trapezunt (Samsun).

An Seine Exzellenz

den Herrn k. und k. Minister des kaiserl. und königl. Hauses und des Aeussern,

OTTOKAR GRAFEN CZERNIN von CHUDENITZ

in

Wien.

Der Deutsche Konsul, Dr. Bergfeld aus Trapezunt, wurde zur zeitweiligen Leitung des Konsulates Erzerum - jetzt in Siwas - berufen, um die Behandlung der dorthin ausgewiesenen Griechen zu überwachen und dieselben im Bedarfsfalle auch durch Geld-Zuwendungen zu unterstützen, zu welchem Zwekke ihm ein vorläufiger Kredit von 10.000 Mark eingeräumt wurde.

Wie ich aus hiesigen deutschen Kreisen höre, entspringt diese, vom Reichskanzler getroffene Verfügung, dem hohen Interesse, das Seine Majestät, der Deutsche Kaiser, allen griechischen Angelegenheiten entgegenbringt.

Mit der Leitung des Deutschen Konsulates Trapezunt - jetzt hier - wurde der hiesige Deutsche Wahl-Vize-Konsul, Herr Kuckhoff, betraut, und ihm der bisherige 1. Vertrauensmann der Deutschen Botschaft bei der deutsch-georgischen Mission, Herr Ludwig Mosel, durch seine Balkan-Tätigkeit bekannt, zugeteilt.

Gleichlautend berichte ich nach Konstantinopel.

Der k.u.k. Konsul:

Durch die k.u.k. Botschaft in Konstantinopel.

No.28. Konstantinopel,4/2.1917.

Aus der Türkei.

Namik Bey,qui se trouvait en inspection dans le Vilayet de Sivas lors des dernières expulsions et massacres des Arméniens,avait reçu l'ordre d'écrire dans son rapport ce qu'il avait constaté au sujet de l'attitude des autorités locales dans ces affaires.

Dans un passage de son rapport qui a été déposé tout bonnement dans les archives du bureau de l'inspection,Namik Bey dit:

„ 700.000 Arméniens traversèrent Ak-Kyschla partant en exil pour le Sandjak de Zor dans un état on ne peut plus lamentable; des bandes,avec le Kaimakam d'Amasié en tête,les dévalisaient littéralement à leur passage.- Pas une maison turque dans le Vilayet de Syvas,qui n'ait des filles mineures arméniennes enlevées à leurs parents,et des biens qui appartenaient aux Arméniens."-

x xxxxxx

KA Präs.

47 - 1
13

sss Pera au 327 4/2 9 hm: 6. Februar 1917 +)

mb no 327: an stelle des prinzen said halim welcher demission gegeben hat, wurde talaat bey zum großvesir ernannt.- talaat bleibt gleichzeitig minister des inneren und provisorisch auch finanzminister, bisheriger minister desäusseren halil bey wurde bautenminister,an seine stelle kam bisheriger handlesminister ahmed nessimi bey.- enver pascha bleibt auf seinem posten. ursache des wechsels ist einerseits krisis in ernährungsfragen und diesbezüglicher fortwährender konflikt zwischen generalintendanten und ressortminister, welche zu schlichten said halim pascha nicht genügend energie besass. andreseits gegensatz in der reformfrage, über welche ich mich mbno 252,-von 27/1,-berichtet habe.- talaat ist in der inneren politik der man der rücksichtslosen brutalen energie, vertreter der extremen modernisierungsideen und gleichzeitig der schowinistischen nationaltürkischen richtung, nach aussen ist er überzeugter anhänger der zentralmächte und als solcher verlässlicher und entschiedener als der bisherige großwesir.

pomiankowski gm

+) Abschrift vom Herausgeber, da Original in Kopie unleserlich!

№ 1436 **Telegramm** Ref.I.

Otto Graf Czernin,

ddto. Sofia, 12. Februar 1917.

№ 58

aufg. 2 U. --- M. p.m.
einget. 9 „ -- „ a.m.
13./2.

Chiffre.

K.und k. Konsulat Adrianopel meldet, daß laut vertraulichen Informationen gewisser „türkischer Kreise" die in Bulgarien ansässigen, dem Vierbund feindlichen armenischen Elemente Attentate gegen Seine Majestät König Ferdinand, Talaat Bey und Enver Pascha planen.

Wiewohl ich sicher keine Gefahr sehe und vielmehr der Ansicht bin, daß die Nachricht von türkischer Seite dazu bestimmt ist, um hier gegen die Armenier Stimmung zu machen, beabsichtige ich, vorausgesetzt, daß Euer Exzellenz mich nicht gegenteilig instruieren, dieselbe Herrn Radoslawow mit aller Reserve zu übermitteln. Dies dürfte auf alle Fälle günstigen Eindruck machen.

478

No.34. Konstantinopel,14/2.1917.

Talaat Pascha und die Armenier.

Au cours de la visite de félicitations que lui a faite le Député arménien,Natanian Effendi,Talaat Pacha a dit,que dès son arrivée au pouvoir de Grand Vézir sa toute première pensée est de s'occuper sincèrement d'adoucir le sort de tous les peuples ottomans sans distinction.Pour ce qui concerne les Arméniens,il fera son possible afin de les contenter; il permettra le retour des Arméniens éloignés,dans celles des provinces où ce retour sera possible; il leur procurera les moyens de commercer,de voyager pour affaires,autant que cela se pourra dans les circonstances actuelles; enfin,il n'épargnera rien pour leur assurer une vie paisible et heureuse.- Il a autorisé Natanian à raconter ses paroles aux Arméniens.

Rien n'a été publié ni dans les journaux arméniens ni dans les journaux turcs de ces promesses faites à Natanian Effendi.- On prétend que cette volte-face de Talaat est due en première ligne à Djavid Bey,qui n'aurait accepté d'entrer dans le Cabinet qu'à cette condition.

xxxxxxx

No.39. Konstantinopel,17/3.1917.

Aus der Türkei.

Talaat Pacha,tout en proclamant dans son programme la justice pour tout Ottoman,fait avancer ceux,qui ont contribué à l'expulsion ou à l'anéantissement des Arméniens,conformément à ses ordres.Ainsi,le Vali d'Alep,Moustafa Abdul-Halik Bey, (Alep était l'office central,par où devaient passer tous les Arméniens qui se rendaient en exil dans le Sandjak de Zor) sera nommé Sous-Sécretaire au Ministère de l'Intérieur. Ensuite,Nandi Bey,Directeur- Général- Adjoint de l'office central des émigrations à Constantinople, son intime et facteur des plus importants dans l'anéantissement des Arméniens,est promu Directeur Général de ce service.

xxxxxxx

1615

K. und k. österr.-ungar. Botschaft
Konstantinopel
Ca. és. kir. osztrák-magyar Nagykövetség
Konstantinápoly.

Konstantinopel, am 24.Februar 1917

Nr. 16 P. D

Spionage und Attentatspläne der Armenier in Odrin.

Zum Telegramm des Grafen O. Czernin dd.Sofia 12.Februar 1917 No.58.

AN SEINE EXZELLENZ

DEN HERRN MINISTER DES K. UND K. HAUSES UND DES AEUSSERN

OTTOKAR GRAFEN CZERNIN

Konsul Hadamlenzki hatte Abschriften seiner Meldungen an die k.u.k.Gesandtschaft in Sofia über Spionage-Tätigkeit und Attentatspläne der Armenier in Odrin auch mir seinerzeit mit dem Auftrage übermittelt, hievon an hiesiger zuständiger Stelle sowie dem k.u.k.Militärbevollmächtigten

./.

DURCH KURIER

P A XI, 211

Kenntnis zu geben.

Ich habe hievon abgesehen, weil ich mir dachte, dass es genügen dürfte, wenn die k.u.k. Gesandtschaft in Sofia ihr notwendig erscheinende Mitteilungen an zuständiger bulgarischer Stelle macht, und weil es mir rätlicher erschien, dass die türkische Regierung durch die Bulgaren auf diese angeblichen Treibereien der Armenier in Odrin aufmerksam gemacht werde, als durch uns.

Ich halte es nämlich nicht für ausgeschlossen, dass sich die Türken nur zu leicht dazu entschliessen, gegen Armenier sehr strenge Massnahmen zu ergreifen, und würde es lieber vermeiden, dass die Türken durch uns aufmerksam gemacht worden wären, wodurch uns vor der Oeffentlichkeit für eventuelles übertriebenes Vorgehen die Schuld aufgehalst würde. Ich habe von diesem Gesichtspunkte ausgehend vor einiger Zeit bereits Konsul Nadamlenzki telegrafiert, in der Angelegenheit mit grösster Vorsicht vorzugehen, weil es mir nicht ausgeschlossen schiene, dass die Türken einen blossen Verdacht gegen

./.

einzelne Armenier zum Vorwand nehmen könnten, für allgemeine und unerwünschte Massnahmen gegen die ganze armenische Bevölkerung von Adrianopel und der Umgebung.

Der k.u.k.Geschäftsträger:

Trauttmansdorff

No.47. Konstantinopel, 27/2.1917.

Aus der Türkei.

Die jungtürkische Partei lässt sich nicht nur in politischen und Nationalitätenfragen, sondern auch in wirtschaftlicher Hinsicht vom extremsten Chauvinismus leiten. Der Krieg diente den Türken als günstige Gelegenheit dazu, um namentlich in Anatolien und Syrien den Handel und die Industrie den Händen der Armenier und Griechen zu entreissen, in Konstantinopel aber die Tätigkeit der europäischen Missionäre lahmzulegen. Der Impuls hiezu ist von der Regierung, beziehungsweise vom Zentralkomitee der jungtürkischen Partei ausgegangen. Die Valis und Mutessarifs der einzelnen Provinzen gingen umso eifriger an die Verwirklichung der Pläne der Regierung, als ihnen die "Nationalisierung" des Handels Gelegenheit bot, grosse Vermögen zusammenzuraffen.- Dass die Valis tatsächlich instruktionsgemäss vorgehen, erhellt aus einem in meine Hände gelangten Jahresberichte des Gouverneurs von Aleppo an das türkische Handelsministerium, worin folgender Passus vorkommt:

"Mit Genugtuung kann ich melden, dass es, den Intentionen der Regierung gemäss, gelungen ist, sowohl hier als auch im Sandžak Marash eine völlige Aenderung der Verhältnisse herbeizuführen. Mein Vilayet ist von christlichen Elementen gesäubert. Während noch vor 2 Jahren mehr als 80 % der Kaufleute und Gewerbetreibenden aus Christen bestanden, entfallen derzeit 95 % auf die Mohammedaner und nur 5 % auf die Christen."

Nach dieser Einleitung wird detailliert aufgezählt, welche Gewerbezweige in verlässliche muselmanische Hände übergegangen seien.- Beachtenswert ist, dass der Bericht nicht von Griechen, Armeniern oder Arabern, sondern kollektiv von Christen spricht.

Für uns erscheint eine solche Gestaltung der Verhältnisse

überaus bedenklich, da jene muselmanischen Elemente, die sich jetzt, dank der Gnade der einzelnen Gouverneure und Bezirkschefs, in den Geschäften und Unternehmungen der teils vertriebenen, teils zugrundegerichteten Armenier und Griechen etabliert haben, zum überwiegenden Teile nicht die geringste kommerzielle oder industrielle Bildung besitzen; abgesehen davon, dass ihre Verlässlichkeit mehr als zweifelhaft ist, muss auch berücksichtigt werden, dass sie, als Kreaturen, der Lokalbehörde, beziehungsweise dem Lokalausschusse des Komitees blinden Gehorsam schulden. Daraus folgt nun, dass sie nur mit den von diesen designierten Ex- und Importeuren in Verbindung treten wollen. Der Vali wird nach seinem Gutdünken heute die Deutschen favorisieren, morgen vielleicht die Ungarn oder Oesterreicher. Wer garantiert aber dafür, dass sich seine Sympathien nach dem Frieden nicht den Franzosen, Engländern oder Amerikanern zuwenden werden?- Es wäre daher verfehlt, wenn die Kaufleute und Fabrikanten der Monarchie auf Grund der gegenwärtigen Waffenbrüderschaft sich in rosigen Illusionen bezüglich der Expansion in der Türkei wiegen würden. Die jungtürkische Generation kennt nicht den Begriff der Dankbarkeit, und da im Grunde jeder Muselman xenophob ist, nimmt er keinen Anstand, aus materiellen Gründen demjenigen den Rücken zu kehren, der noch gestern sein Freund war und sich demjenigen anzubiedern, mit dem er vorgestern im Kampfe stand.- Ein vorzügliches Beispiel für diesen Typus eines modernen Türken bietet der Vali von Smyrna, Rahmi Bey, welcher enge Beziehungen mit den Engländern unterhält und darauf rechnet, nach dem Kriege mit englischen und französischen Kapitalien industrielle Unternehmungen ins Leben rufen zu können. Darauf kann es zurückgeführt werden, dass er gegenüber dem Vizepräsidenten der ungarischen Oelzentrale, der vom Ministerium um Abgabe eines Fachgutachtens angegangen wurde, und der die Oelfelder des Vilayets auf eigene Kosten bereiste,

./.

die schroffste Haltung bekundete und erklärte, dass sich das Ministerium eine überflüssige Mühe gab, eine Studienkommission zu entsenden; das Notwendige werde er ohnehin nach seinem eigenen Ermessen veranlassen.

Es ist Tatsache, dass die meisten Valis die Verfügungen der Zentralregierung nicht sehr respektieren, wenn es sich nicht um politische oder militärische Angelegenheiten handelt.- Das vor 3 Jahren eingeführte Vilayet-Gesetz hat die Gouverneure mit weitgehenden Vollmachten ausgestattet, und daher erscheint es empfehlenswert, dass unsere Unternehmer ihre Zeit nicht in Stambul verlieren, sondern trachten mögen, mit den einzelnen Valis selbst zu einer Vereinbarung zu gelangen.

xxxxxxxxxxx

-1506-

Auskunfts-Nr.

Jahr 191 7.

Präsidium des k. k. Ministeriums des Innern.

Protokoll Nr. 3 2 1 0 ex 1917.
M. I.

Vorakten: 16294/3-17

Datum: 23. 2 *191 7, Z.* ---

Präs.: 26. 2

Eingelangt von

Kaiserlich ottomanische Gesandtschaft.

Anhängig: { *bei den Unterbehörden seit* 191
im Ministerium des Innern seit 191 _

Nachzahl: 4417/4.3.-17

Gegenstandsbezeichnung:

Unterdrückung eines Berichtes über die Armenierverfolgungen.

z. Z. *vom* *191*

Mitzulöschen Z.

Zur Einsicht:
ante expeditionem
der St.P.Z.E.Si.

Zur Registratur am 6/3. 17

Aktenbeschreibung:

Faszikulatur: 16 / 2

Datum der Approbation 28/2. *1917*

Zum Expedit am

Reingeschrieben

Verglichen *mit*

Bestellt am

Form. L.

In einer als „nicht amtlich" bezeichneten und nur von einem Dragoman unterfertigten Zuschrift teilt die kaiserlich ottomanische Gesandtschaft mit, daß 3 an der Schule in Aleppo wirkende deutsche Lehrer nach ihrer Rückkehr nach Deutschland dem Auswärtigen Amte in Berlin einen Bericht über die Lage erstattet haben, worin sie unter anderem die türkische Regierung für die Armenierverfolgungen verantwortlich machen. Dieser Bericht sei von schweizerischen Blättern veröffentlicht worden unddiene zu bekannten Propagandazwecken. Die zuständigen Stellen in Konstantinopel glauben annehmen zu können, daß die hiesige Zensurbehörde eine etwaige Veröffentlichung dieser schweizerischen Hetzartikel durch die Wiener Presse nicht dulden w werde. Dies werde nicht amtlich zur h.o. Kenntnis gebracht.

Da im Kr.Ue.A. auch das Min. d. Aeußern durch einen Funktionär vertreten ist, wäre das Geschäftsstück dem Kr.Ue.A. zur weiteren Veranlassung abzutreten.

(Auf Umschlag über das Exhibit).

Wird dem

k.u.k. Kriegsministerium(Kr.Ue.A.)

zur weiteren geeignet erscheinenden Veranlassung übermittelt.

Wien, am Februar 1917.

PATRIARCAT
ARMÉNIEN CATHOLIQUE

Constantinople, le _____ 191

No.

Euere Eminenz,

Hochwürdigster Herr Kardinal-Fürsterzbischof!

S. Hochwürden, Herr Pfarrer Karl Pöllinger, von seiner anatolischen Reise soeben zurückgekehrt, erfuhr ich mit besonderer Freude, dass er in den nächsten Tagen eine Reise nach Wien unternehmen wolle, um Eurer Eminenz Bericht über seine segensreiche Tätigkeit zu erstatten. Ich erachte mir diese günstige Gelegenheit als passenden Anlass, Eurer Eminenz einige Zeilen ergebenst zu richten.

Ich danke Eurer Eminenz besonders für die gnädige Fürsprache bei dem Vereine des Unbefleckten Empfängnis Mariae und bei dem Missionsvereine der katholischen Frauen und Jungfrauen Österreichs, welche zusammen eine milde Gabe von 3000 Kronen für die Bedürfnisse des arm. kath. Patriarchats großherzig großherzig gespendet haben.

Eminenz, die heutigen Verhältnisse sind fast unerträglich geworden; Not und Armut, Elend, exorbitante

Seiner Eminenz, dem hochw. Herrn Herrn
Dr. Friedrich Gustl
Kardinal-Fürsterzbischof, etc, etc, etc,
Wien

Teuerung der Lebensmittel ohne Ausnahme erschweren das Leben hundertfach. Die hiesige Bevölkerung teils in Ermangelung ihrer Ernährer, teils wegen der herrschenden Armut, Priester, Nonnen, Witwen, Waisen, Kranke, hier und in Anatolien, rufen tagtäglich um Hilfe und Beistand; meine Seminaristen, Priester und Missionäre sind ebenfalls hilfsbedürftig. Ich und unser Patriarchat, wir können diesem allgemeinen Elend nicht helfen; wir besitzen keine Mittel dazu und müssen selbst in äußerster Armut leben. Manche milde Gaben der gutherzigen Wohltäter genügen kaum für eine kurze Zeit. In solch einem Zustande befinden wir uns.

Eminenz, mein väterliches Herz verblutet bei all dem Elend, und da ich persönlich nicht in der Lage bin, diesem herzzerreißenden Zustande beizukommen, so wende ich mich wieder an den Wohltätigkeitssinn Eurer Eminenz mit der inständigsten Bitte, daß Eure Eminenz geruhen mögen, die katholischen Vereine und Wohltäter Oesterreichs auf die mißliche Lage des arm. kath. Patriarchats wiederum aufmerksam zu machen und dieselben zu einem baldigen tatkräftigen Beistande zu veranlassen.

Se Hochwürden, Herr Pfarrer Karl Pollinger wird nicht ermangeln, so glaube ich sicher, Eurer Eminenz die authentischen Einzelheiten über unsere Lage zu berichten.

Indem ich Eurer Eminenz meinen verbindlichsten Dank für Ihre warmempfun-

dene Fürsorge zu Gunsten des armenisch katholischen Patriarchats nochmals ausdrücke und für den baldigen siegreichen Erfolg der k. und k. österr. ungar. Heere inbrünstigst bete, verharre ich mit dem Ausdrucke meiner vorzüglichen Hochachtung,

Euer Eminenz

Konstantinopel, den 19. März 1917

ganz ergebener Bruder
in Christo

+ Paulus Petrus XIII Terzian
Patriarcha arm. cath. Ciliciae.

Nr. 25/P. — B.

Konstantinopel, 24. März 1917.

Djavid Bey im türkischen Kabinett.

MARKGRAF PALLAVICINI AN GRAF CZERNIN.

Ich habe schon in meinen letzten Berichten über das neue türkische Kabinett hervorgehoben, daß Djavid Bey demselben das Gepräge gibt. Nun hat mir dieser selbst sein politisches Programm auseinandergesetzt und einiges über seinen Eintritt ins Kabinett erzählt, was meinen Eindruck bestärkt, daß der Finanzminister mehr und mehr die Richtlinien der inneren und der äußeren Politik angibt.

Djavid Bey erzählte mir, daß er für seinen Eintritt in das Kabinett Talaat Paschas die Bedingung gestellt habe, daß man ihm in wirtschaftlichen Fragen vollkommen freie Hand lasse. Außerdem habe er eine vollständige Änderung der Politik der Regierung in der armenischen, griechischen und arabischen Frage verlangt und sogar ausbedungen, daß die Entscheidung über das Vermögen der Deportierten in höchster Instanz dem Finanzministerium zugewiesen werde. Er habe jetzt alle die Vermögensliquidierungsangelegenheiten dort konzentriert, wolle für eine schonende und gerechte Abwicklung der Liquidationen sorgen und den Armeniern, soweit als möglich, ihr Vermögen rückerstatten lassen.

Der Minister bezeichnete mir gegenüber die Verfolgungen der Armenier, Griechen und Araber als größten Mißgriff des früheren Kabinettes. Vom politischen Standpunkt sei es ein großer Fehler gewesen, ganze Nationen zu verfolgen und ausrotten zu wollen und vom wirtschaftlichen Standpunkte wäre die Vernichtung arbeitsamer Völkerschaften in der Türkei ein Verbrechen gewesen. Die heutige Regierung sei aber fest entschlossen, nicht nur diese Politik aufzugeben, sondern sogar gut zu machen, was möglich sei.

Die Tendenz, welche Djavid Bey bei dieser Politik verfolgt, ist ganz klar; er weiß, daß die Türkei den Krieg nicht mehr lange wird fortsetzen können und er rechnet mit dem Beginn der Friedensverhandlungen im Laufe dieses Jahres. Nun will er nicht vor einer Situation stehen, wie sie die früher verfolgte türkische Politik herbeiführen mußte, nämlich daß die Türkei ganz von dem guten Willen der Zentralmächte abhänge, welche sie vor der anklagenden feindlichen Welt in Schutz nehmen müßten. Er will sich bei der Friedenskonferenz nicht ganz den Zentralmächten ausliefern, die doch ihre eigenen Interessen denen des türkischen Verbündeten voraussetzen werden; wahrscheinlich fürchtet er auch, daß uns und Deutschland das Fallenlassen der Türkei sehr erleichtert würde, wenn von gegnerischer Seite die armenischen und arabischen Atrozitäten zur Sprache gebracht würden. Deshalb galt es für Djavid, rechtzeitig Umkehr zu halten und ein für die Friedensverhandlungen günstigeres Terrain zu schaffen, indem die Schuld für die Massakers der früheren Regierung in die Schuhe geschoben werden. Talaat Bey, der populärste Mann des früheren Kabi-

nettes und einer der Hauptschuldigen an der unseligen Politik der Verfolgung der nichttürkischen Elemente hat die Logik der Argumente Djavids anerkannt. Er hat sich rasch gehäutet und folgt gerne den klugen, staatsmännischen Ratschlägen Djavids, diesen wieder mit dem Gewicht seiner Stellung und seiner großen Beliebtheit im Volke unterstützend.

Im Laufe der Unterredung frug ich den Finanzminister, warum sein Freund Hussein Djahid Bey nicht in das Kabinett eingetreten wäre. Djavid Bey antwortete mir, die Zeit für ihn wäre noch nicht gekommen, er sei zu radikal in seinen reformistischen Bestrebungen und hätte er unter anderem als Bedingung seines Eintrittes in das Kabinett die Annahme des lateinischen Alphabets für die türkische Sprache verlangt.

Duplikat aus AOK NA Nr.3979 /1917.

Streng geheim!

K.u.k. Kriegsministerium.

Abgetreten.

1 Dupl. an QuAbt AOK

abgetreten.

Original zirk. an :

LK SM

OpAbt AOK

K.u.k. Kriegsministerium
Präs. 8018

K. M.

Verschluss
Streng geheim

Situation des Kabinets Talaat Pascha.

******

Dient zur Kenntnis.

Vid.a.m.Sekt.Chef F.M.L.R.v.Urban: 30.3

" " " Chef der ökon.Sektion:
30. MÄRZ 1917

sodann a d a c t a.
29./3.1917.

28/3

Duplikat-Exemplar

k. u. k. Militärbevollmächtigter in Konstantinopel
Zahl 913 vom 1917

1917 PAS. 47-1

Lion des Kabinets
a a t P a s c h a.

AOK. Nr. 3979/95
—/— 1917.

Streng geheim!

An
den k. u. k. C h e f des Generalstabes
in

Konstantinopel am 18. März 1917. Feldpost 11.

Das Ministerium T a l a a t P a s c h a wurde bei allen Anhängern der jungtürkischen Partei mit überschwänglichen Hoffnungen begrüsst. Man erwartete von ihm die baldige Verwirklichung der grossen Reformen im öffentlichen und privaten Leben, die Ueberwindung der Krisis in der Lebensmittelversorgung und Teuerung und indirekt als Folge dieser erhofften Massnahmen einen günstigen Einfluss auf die Führung des Krieges.

Alle diese Hoffnungen haben sich jedoch vorläufig nicht erfüllt. Die daraus resultierenden Enttäuschungen haben die Stellung des neuen Kabinets sowohl in der Kammer als auch in der öffentlichen Meinung merklich geschwächt.

Begreiflicherweise spiegelt sich im Parlamente die missliche Kriegslage durch deutliche Unzufriedenheit der Abgeordneten wieder. Das am 10. März von E n v e r P a s c h a in der Kammer gehaltene Exposé - eine sowohl inhaltlich als oratorisch sehr schwache Leistung - wurde mit auffallender Kälte aufgenommen. Der unmittelbar bevorstehende Fall B a g d a d s und die immerhin kritische Lage in P a l ä s t i n a dämpften die Stimmung in der Kammer tief hinab.

Ich habe bereits in anderen Berichten den Einfluss des Falles von B a g d a d und die eventuelle Räu-

KRIEGSARCHIV WIEN

47-1/26

mung des ganzen H e d s c h a z auf die innere Lage der Türkei dargelegt. Wenn auch diese Ereignisse auf die Kriegführung keinen unmittelbaren Einfluss nehmen dürften, so ist doch der gewaltige Eindruck, den der Verlust von B a g d a d in mohammedanischen Kreisen gemacht hat, nicht zu unterschätzen. Ganz abgesehen von dem Widerhall, den die Besetzung der volkreichen Hauptstadt einer der wichtigsten Provinzen des türkischen Reiches im feindlichen und neutralen Ausland naturgemäss hervorrufen muss, und abgesehen von der geographischen Bedeutung dieses wichtigen Verkehrsknotenpunktes, besitzt der Name B a g d a d im islamitischen Orient als Erinnerung an die Blütezeit des alten Khalifats einen Klang, der es erklärlich macht, dass des Verlust dieser Stadt einen so peinlichen, ja tief schmerzlichen Eindruck auf jeden Türken hervorrufen muss.

Ebenso peinlich müsste auch die Räumung des H e d s c h a z und die Preisgabe M e d i n a s wirken. Die sogenannten Heiligtümer M e d i n a s wurden bereits von den Türken in Sicherheit gebracht. Wenn es auch allgemein bekannt ist, dass die Grabstätte des Propheten schon öfter, zum letztenmale Anfangs 1804 durch die W a h h a b i t e n, zerstört und profaniert wurde und dass die sterblichen Ueberreste M o h a m m e d s gar nicht existieren, so ist doch die Grabstätte des Religionsstifters für alle Mohammedaner ein geheiligter Boden, dessen Besetzung durch ententefreundliche Streitkräfte ein schwerer Schlag für das türkische Khalifat sein würde. Der Titel eines „Dieners der beiden Heiligtümer" (d.i. der Kaaba in M e k k a und des Prophetengrabes in M e d i n a) ist die eigentliche, konkrete Rechtsgrundlage der im Hause O s m a n erblichen Khalifenwürde.

Eine unmittelbare Gefahr für den Bestand des Kabinets T a l a a t kann ich zwar in diesen Tatsa-

OSMANCIK WIEN

chen und Befürchtungen nicht erblicken, aber es ist zweifellos, dass das Prestige des Kabinets und besonders E n v e r P a s c h a s durch den Fall B a g d a d s und den drohenden Verlust E d i n a s eine schwere Einbusse erlitten hat.

Die wirkliche Gefahr für T a l a a t P a s c h a liegt auf einem anderen Gebiete, nämlich in der steigenden Missstimmung über die schrankenlos wuchernde Korruption. Die jungtürkischen Kreise wurden während des Krieges von einem wahren Bereicherungstaumel erfasst; wie ich schon wiederholt zu melden in der Lage war, hat diese rücksichtslose Bereicherungssucht hauptsächlich in der Approvisionierung und im Geldwesen ganz unerträgliche Zustände geschaffen. Es wurde geradezu als patriotische Pflicht der Mohammedaner proklamiert, sich zu bereichern, unter der stillschweigenden Voraussetzung: „auf Kosten der christlichen Geschäftsleute." Aber die jungtürkischen Führer hatten bei der Proklamierung dieses Schlagwortes nicht bedacht, dass diese Bereicherung in erster Linie auf Kosten der konsumierenden Bevölkerung, in zweiter Linie auf Kosten des Staatssäckels und nur in den seltensten Fällen auf Kosten ihrer geschäftskundigeren christlichen Konkurrenten durchführbar sei.

Diese offen eingestandenen Tendenzen der Komitépartei erhielten sogar eine amtliche Gutheissung durch die unvorsichtigen Worte des Finanzministers in seiner Kammerrede vom 3. März, in welcher er wörtlich sagte:

„Die Leute, welche wir protegiert und bevorzugt haben, haben Geschmack an Handelsgeschäften gewonnen. Selbst wenn wir annehmen, dass diese Protektion gesetzwidrig war, wie es manche behaupten, so sind die Resultate doch so bedeutend gewesen, dass sie sogar die Gesetzwidrigkeit der angewandten Mittel auszulöschen vermögen."

KRIEGSARCHIV WIEN

Es ist begreiflich, dass dieses zynische Eingeständnis der illegalen Unterstützung, welche die mohammedanischen Lebensmittelwucherer bei der Regierung gefunden haben, selbst in türkischen Kreisen missbilligt wurde. Eine direkte Gefahr dieser Missstimmung liegt jedoch darin, dass naturgemäss nur ein enger Kreis unbedingter Anhänger des komités zu diesen gewinnbringenden Manipulationen zugelassen werden konnte, die Mehrzahl der Händler aber und die Bevölkerung unter der durch die unlauteren Spekulationen der Regierungsleute verursachten, immer unerträglicher werdenden Teuerung schwer zu leiden hat. Der natürliche Neid der Ausgeschlossenen christlichen und nichtchristlichen Händler ist ein nicht zu unterschätzender Faktor in den Wühlereien gegen das Komite. Es wird ganz unverhohlen erklärt, dass alle innerpolitischen Massnahmen der Regierung von der Geldgier der führenden Männer diktiert wurden und werden, wie z.B. der seinerzeitige Boykott österr.ungarischer, dann griechischer Waren, die Armenierverfolgungen, das Vorgehen gegen die ausländischen Reeder, die Approvisionierungsmassregeln, das Gesetz über die Ausfuhrskommission, die Einberufung der bisher gegen Erlag der Militärtaxe Befreiten, etz., dass dagegen aus denselben Motiven die dringendsten Reformen, wie Festsetzung von Höchstpreisen und Einschränkung der Luxuskonsumtion unausgeführt bleiben.

In der Oeffentlichkeit kann sich begreiflicherweise die wachsende Unzufriedenheit heute nicht Luft machen; aber es ist ein deutliches Symptom dieser Stimmungen, dass im Parlamente die Angriffe gegen die Regierung immer unverhüllter zu Tage treten. T a l a a t P a s c h a verfügt über die Kammerfraktion des Komités, welche die erdrückende Mehrheit bildet, nicht mehr wie früher unter allen Umständen; die widersprechenden Meinungen der Oppositionsmänner werden nicht mehr niedergeschrien und unmöglich gemacht und auch sonst getreue Anhänger scheuen sich nicht,

schonungslose Kritik an der Regierung zu üben. Die Stimmung der Regierungspartei macht sich auch in den sinkenden Majoritätsziffern bei den Abstimmungen bemerkbar. Nach der Programmrede des Grossveziers vor einem Monat wurde der neuen Regierung das Vertrauen mit 189 Stimmen votiert; bei der Schluss-Abstimmung über das Budget waren es aber nur mehr 159 Deputierte, welche für die Regierung stimmten.

Eine unmittelbare Gefahr für die Regierung kann aus diesen parlamentarischen Schwierigkeiten allerdings kaum entstehen; die Session ist schon zu Ende und wurde nur um einige Tage verlängert, um die Budgetdebatte zu beendigen und einige, Staatsnotwendigkeiten betreffende Gesetzvorlagen zu verabschieden. Alle diese Vorlagen sind nach langwierigen Ausschussberatungen vom Komite gutgeheissen worden und werden - vorbehaltlich unvorherzusehender Zwischenfälle - auch vom Plenum akzeptiert werden, worauf das Parlament, spätestens Ende März, bis zum nächsten Jahre auf Urlaub geschickt wird.

Viel ernster ist die Situation des Kabinets gegenüber dem Problem der Lebensmittelteuerung, schon darum, weil die Schuld an diesen skandalösen Zuständen die Regierung unmittelbar trifft. Die Landbevölkerung wird gezwungen, das Getreide der Regierung zu den von letzterer vorgeschriebenen Spottpreisen zu verkaufen, während die privilegierten Händler dasselbe Getreide zu unerschwinglichen Wucherpreisen an die Konsumenten weiterverkaufen. Ueber diese und ähnliche unlautere Machinationen wurden in der Kammerdebatte vom 10. März geradezu skandalöse Details vorgebracht, die allerdings im offiziellen Sitzungsprotokoll nicht enthalten sein werden.

Der Gesamteindruck der in der Kammer vorgebrachten Beschwerden ist, dass die Regierungsorgane heute ganz ebenso bestechlich und gewissenlos sind, wie in früheren Zeiten.

HEERESARCHIV WIEN

Das Ausfuhrgesetz hat sich, wie zu erwarten war, als ein blosses Mittel zur Bereicherung der Kommissionsmitglieder und ihrer Hintermänner entpuppt und ausserdem wesentlich zum sprunghaften Hinaufschnellen der Preise beigetragen. Hierüber machte der Abgeordnete S c h e f i B e y, Präsident des türkischen Flottenvereines, in derselben Sitzung vom 10. März, einige interessante Mitteilungen. Die willkürliche Hinaufsetzung der Ausfuhrpreise durch die Kommission bewirkten nämlich sofortiges Steigen der Inlandpreise bis auf die Höhe der für den Export festgesetzten Preise. Es ist unbegreiflich, dass die Regierung diese Rückwirkung auf die Inlandpreise nicht vorausgesehen und nichts getan hat, um diese desaströsen Wirkungen auf das einheimische konsumierende Publikum zu verhindern. Heute kostet beispielsweise, dank der Tätigkeit der Exportkommission, eine Oka (1 -1/4 kg) Oel 70 Piaster (nach heutigem Kurse 22-3/4 Kr) statt früher 12 Piaster. So sind es - abgesehen von den Kommissionsmitgliedern und ihrem Anhang - hauptsächlich die Lebensmittelhändler, die unerhörte Gewinne gewissermassen über Nacht aus dem Exportgesetz erzielen; die Folge davon ist, wie D s c h a w i d B e y behauptet, eine Steigerung der Finanzkraft des Landes, sondern eine Verelendung der breiten, mittleren und unteren Volksklassen und eine Konzentration von unglaublichen Gewinnen in den Händen einiger, weniger, weder durch moralische noch sonstige Qualitäten ausgezeichneter Mitglieder der Lebensmittelbranche.

Aehnliche Erscheinungen sind auch auf dem Geldmarkt zu verzeichnen. Das vollkommene Verschwinden des Hartgeldes und der Scheidemünze aus der Hauptstadt mit allen seinen, die ärmere Bevölkerung schwerbedrückenden Begleiterscheinungen, ist nur durch die Konnivenz, bezeichnungsweise aktive Mitwirkung der Regierungsorgane möglich geworden. Die versprochene Bestrafung der schuldigen Geldwechsler wurde

ARCHIV

nicht durchgeführt;im Gegenteile,der Finanzminister gab in seiner Budgetrede offen zu,dass für ein Goldpfund bis zu drei Papierpfunde gezahlt würden,vergass aber darauf hinzuweisen,dass ein vor kurzem promulgiertes Gesetz solche Operationen unter schwerste Strafe stellt.Es müsste doch ein leichtes sein,bei der Häufigkeit solcher Transaktionen, einen dieser Uebeltäter zu eruieren und als warnendes Exempel strenge zu bestrafen.Aber diese Uebeltäter sind meist zu hoch gestellt oder zu gut beschützt,um dem Strafrichter erreichbar zu sein.

Die Unfähigkeit der Regierung,selbst den schreiendsten Uebelständen abzuhelfen,wird am besten durch die Zustände im L i b a n o n -Gebiete illustriert.Der Deputierte dieses Kreises,E m i r A l i B e y,hat von der Tribüne des Parlaments herab einige erschreckende Details mitgeteilt.Er berechnet die Anzahl der im L i b a n o n an Hunger gestorbenen Personen auf 80000; gegenwärtig koste dort ein Hektoliter Saatkorn 1000 Kronen.Er fügte hinzu,dass nicht nur die Zivilbevölkerung,sondern auch die Truppen im L i b a n o n hungern und schloss seine Anklagen mit den Worten, dass die Bevölkerung allen Ernstes glaube,die Regierung lasse sie mit Vorbedacht Hungers sterben.

Schliesslich bildet die Reformtätigkeit der Regierung ein weiteres Schwächemoment derselben.Zweifellos ist der Standpunkt T a l a a t P a s c h a s richtig,dass eine Gesundung des türkischen Staatswesens nur durch energische Reformarbeiten möglich ist.Aber die Reformfreunde schiessen in ihrem Eifer weit über das Ziel.So hat sich T a l a a t P a s c h a gelegentlich der gewiss sehr notwendigen Kalenderreform durch sein Verlangen nach Annahme der christlichen Jahreszahl ganz überflüssigerweise einen Echec geholt.Der Standpunkt des Senats,der die Kalenderreform vollinhaltlich akzeptierte,aber die alte Jahreszählung beibehielt,um nicht

ARCHIV

berechtigte Empfindungen zu verletzen, war jedenfalls staatsmännischer und vernünftiger.

Ebenso unbedacht war das Verhalten der Regierung in der Schriftfrage. Sie liess anfänglich den undurchführbaren Phantastereien einiger radikaler Reformer freies Spiel, musste aber dann eiligst den Rückzug antreten, als sie den ernstlichen und sachlich berechtigten Widerstand der Konservativen verspürte.

Einen ähnlich schwankenden Standpunkt hat die Regierung in ihrer Stellungnahme zur Frauenemanzipation eingenommen. Sie ermutigte durch Gewährenlassen die Freunde dieser Reform, und hat trotzdem in dem kürzlich vorgelegten Gesetzentwurf über Reisen in das Ausland hinsichtlich der Frauen so ultrareaktionäre Tendenzen vertreten, dass sie die höhnischen Bemerkungen konservativer Senatoren über sich ergehen lassen musste.

Die Regierung hat also einerseits die Reformisten nicht befriedigt, anderseits aber das Misstrauen und den Widerstand der Konservativen wachgerufen. Die Situation hat sich derart zugespitzt, dass die Regierung in der Kammer nur mehr die kleine Gruppe der Korruptionisten als unbedingte Anhänger hinter sich hat. Aber diese Gruppe skrupelloser Ausbeuter, die jetzt durch die finanziellen Mittel, über die sie verfügt, sehr mächtig geworden ist, kann nicht als eine verlässliche Stütze der Regierung bezeichnet werden. Trotz des Enthusiasmus, mit welchem T a l a a t P a s c h a bei seinem ersten Auftreten als Grossvezier im Parlamente empfangen wurde, kann man schon heute konstatieren, dass die Mehrheit sowohl der jungtürkischen Partei als auch der Bevölkerung dem Grossvezier enttäuscht und skeptisch gegenüberateht.

Im Hinblick auf den Umstand, dass das Parlament in wenigen Tagen geschlossen wird, kann man die Stellung des

FES-ARCHIV WIEN

Kabinets vorläufig noch nicht als gefährdet bezeichnen. Während des Kriegszustandes ist die freie Meinungsäusserung in der Presse und im Publikum fast unmöglich gemacht und kann nach Bedarf noch weiter geknebelt werden. Jedenfalls muss aber festgestellt werden, dass der Nimbus, welcher bisher die jungtürkischen Parteiführer umgab, schon heute stark verblasst ist, und damit auch das Ansehen der Partei selbst im Lande.

Angesichts dieser Erscheinungen ist wohl die Frage berechtigt, ob es nicht ein Fehler der jungtürkischen Partei war, schon jetzt, in dieser schwierigen Zeit, das Staatsruder selbst in die Hand zu nehmen. Die Erfahrung hat gezeigt, dass die jungtürkische Partei auch unter der Führung von dem Komité nicht angehörenden Staatsmännern ihr Programm verwirklichen konnte, hiebei aber nicht Gefahr lief, durch die Ungeschicklichkeit ihrer jungen, unerfahrenen Politiker ihre ganze Existenz aufs Spiel zu setzen.

K. und k. österr.-ungar. Botschaft
Konstantinopel
Cs. és. kir. osztrák-magyar Nagykövetség
Konstantinápoly.

Konstantinopel, am 7. April 1917.

Eingelangt
18. APR. 1917

Nr. 19 E
P.

Armenische Banden-
bewegungen.

1 Beilage.

AN SEINE EXZELLENZ DEN HERRN MINISTER DES K. U. K. HAUSES
UND DES AEUSSERN OTTOKAR GRAFEN CZERNIN!

Ueber Wunsch des kaiserlich ottomanischen Auswärtigen Amtes unterbreite ich Euer Exzellenz anruhend eine Note desselben, betreffend armenische Bandenumtriebe in dem Kaza von Khochab und im Vilayet von Van.

Der k. und k. Geschäftsträger:

Durch Kurier!

Beilage zu Bericht No. 29-E ddo. Cos-pel 7. IV 1917

SUBLIME PORTE

Ministère des Affaires Etrangères

N. G. 9451
N. S. 22

A. 1. C

P

Le 20 Mars 1917.

N° 192/pol.

Präs: am 22. III. 1917.

Note verbale

Il résulte des renseignements officiels parvenus à la Sublime Porte que des bandes arméniennes se sont attaqués aux tribus du Caza Khochab du Vilayet de Van. Un détachement de deux cents soldats russes muni de deux canons ayant prêté main forte à ces bandes, les tribus précitées furent chassées de Khochab et un grand nombre d'entre eux massacré.

Des cinq milles musulmans résidant dans cette localité deux milles dont cinq cents blessés se réfugièrent aux villages dépendant de Chatak et de Servari.

D'après les mêmes informations, les troupes russes ne se gênent nullement de pousser à outrance leurs actes d'atrocité et de sauvagerie qu'elles poursuivent avec un acharnement inouï. La complicité flagrante desdites troupes avec les bandes arméniennes pour exterminer les musulmans paisibles et inoffensifs dépourvus de tous moyens de défense, sert à démontrer une fois de plus de quelle façon inhumaine et barbare elles conduisent la guerre.

./.

A l'Ambassade de Sa Majesté Impériale et Royale Apostolique

La Sublime Porte a donc l'honneur de protester énergiquement contre les actes susindiqués et de prier l'Ambassade de Sa Majesté Impériale et Royale Apostolique de vouloir bien en informer son Gouvernement pour les fins que de droit.

Nr. 16/P. *Samsun (Trapezunt), 7. April 1917.*

Mohadjir-Elend.

HERR VON KWIATKOWSKI AN GRAF CZERNIN.

Das traurige Schicksal der Abwanderer aus den ostanatolischen Vilajets verdient besondere Beachtung.

Der Beginn der russischen Offensive im Jänner 1916 setzte den Großteil der mohammedanischen Bevölkerung dieser Vilajets, durch die Behörden und die Furcht vor armenischen Banden beeinflußt, in Bewegung, wobei Kerasunt und Samsun, dann auch die Vilajets Angora und Siwas das Ziel vieler Tausender Flüchtlinge waren; Wohlhabendere wandten sich nach Konstantinopel.

Da die Not bald zur Veräußerung der geringen Habe trieb, die behördliche Unterstützung sich in der Folge auf bloße Zuweisung leerer armenischer Häuser und Brotverteilung beschränkte, gestaltete sich die Lage der Flüchtlinge bei der fortschreitenden Abnahme und Verteuerung der Nahrungsmittel im Laufe des heurigen, auch hier strengen Winters immer trostloser.

Infolge der unbegründet hohen Mehlpreise durch wucherische Preissteigerungen — hier der Sack Mehl 16 bis 18, im Innern hingegen 5 bis 6 Ltq. — und Mangel an Zufuhren, fehlt dem Großteil der darbenden Bevölkerung seit Wochen das Brot, Verhungerungsfälle, namentlich unter Frauen und Kindern, werden immer zahlreicher.

Die begreifliche Verzweiflung äußert sich in häufigen Angriffen auf fremdes Eigentum, Zusammenrottungen und aufrührerischen Reden gegen die Behörden, in der letzten Woche auch in wiederholten Vorsprachen von Abordnungen türkischer Frauen beim hiesigen deutschen Konsulate.

Die geschilderten Zustände, zum großen Teile durch die Indolenz der Behörden hervorgerufen, gestalten sich in letzter Zeit gemeingefährlich.

l c.

3387

K. und k. österr.-ungar. Botschaft
Konstantinopel
Cs. és. kir. osztrák-magyar Nagykövetség
Konstantinápoly.

- 8. MAI 1917

Konstantinopel, am 14. April 1917

Druck

Nr. 31 B.
P.

Das Regime Djemal Pascha's in Syrien und Palästina.

AN SEINE EXZELLENZ DEN HERRN MINISTER DES K. U. K. HAUSES UND DES AEUSSERN OTTOKAR GRAFEN CZERNIN!

Generalkonsul von Kwiatkowski hat unter No.1/pol am 16.März l.J. an Euer Exzellenz einen Bericht gerichtet, auf welchen ich speziell aufmerksam machen möchte. Er schildert darin sehr interessant die politische und die wirtschaftliche Lage Syriens und Palästinas und bezeichnet diese als in jeder Beziehung ziemlich trostlos.

Es entspricht den Tatsachen, dass in der türkischen, aber auch in der deutschen Presse, immer wieder von einer

./.

DURCH KURIER.

straffen militärischen Organisation, von einer Konsolidirung der politischen Verhältnisse und von einem Aufschwung auf wirtschaftlichem und industriellen Gebiete in Syrien gesprochen wird. Das Verdienst dafür wird allgemein dem Oberkommandierenden der IV.Armee Djemal Pascha zugeschrieben. Ich habe solche Auffassungen wiederholt von deutscher und auch von österreichisch-ungarischer militärischer Seite gehört.

Nach allem, was unsere konsularischen Vertreter und sonstige aus jener Gegend kommende oder nach Syrien gereiste intensivere Beobachter zu erzählen wissen, kann ich der Ansicht Generalkonsuls von Kwiatkowski nur zustimmen, dass es sich hier um eine zum Teil oberflächliche, zum Teil tendenziöse, ganz ungerechtfertigte Verhimmelung Djemal Paschas handelt. Ich will gewiss nicht leugnen, dass Djemal Pascha ein fleissiger und energischer Organisator ist, dass er eine etwas straffere Verwaltung eingeführt, so manche Uebelstände eingestellt hat, auf dem Gebiete des Kommunikationswesens, speziell des Strassenbaues hervor-

ragendes leistet, kurz sowohl militärisch, als administrativ ein reformatorisches Regime führt. Er hat aber schwere politische Fehler begangen, und durch diese das Land auch wirtschaftlich zugrunde gerichtet.

Djemal Pascha leidet, wie übrigens die meisten seiner Zeitgenossen der jungtürkischen Aera, an einem sehr übertriebenen Grössenwahn. Als zu Beginn des Krieges die Pläne wegen eines Vorstosses an und über den Suez-Kanal auftauchten, mag ihn die Idee vielleicht angezogen haben, an der Spitze einer türkischen Armee als Eroberer in Egypten einzuziehen, und eventuell selbst dort die Nachfolgerschaft des Khediven anzutreten. Als es sich dann bald zeigte, dass diese Pläne unerfüllbar sind, konzentrirte er seine Tätigkeit auf die Organisation der Verwaltung Syriens. Syrien und Palästina waren von jeher immer in einem, bis zu einem gewissen Grade, loseren Zusammenhang mit der Zentralregierung in Konstantinopel. Dies gilt natürlich in noch höherem Masse vom Libanon, und von den südöstlichen, von arabischen Stämmen bewohnten

Territorien des türkischen Reiches. In erster Linie, um die Kriegführung zu sichern, trachtete Djemal Pascha das ganze Land fester in die Hand zu bekommen, und intensiver zu regieren. Damit beginnen aber auch die groben Fehler, die er in politischer Beziehung begangen hat. Djemal Pascha ist, ebenso wie Talaat, oder Enver Pascha vor Allem ein Gewaltmensch, der nur als Tyrann regieren kann, und nicht die Kultur und Erziehung besitzt, um eine so wichtige Frage, wie die arabische von einem höheren Standpunkte aus zu beurteilen und zu behandeln. Man kann, glaube ich, die Lösung der armenischen Frage durch Talaat, und die Lösung der arabischen Frage durch Djemal so ziemlich auf eine Stufe stellen.

Wie Generalkonsul von Kwiatkowski sehr richtig sagt, wäre es für die Türkei zu Beginn des Krieges ein Leichtes gewesen, durch eine Politik kluger Mässigung und durch Berücksichtigung arabischer Eigenart sich die arabischen Elemente dauernd zu sichern. Djemal Pascha hat aber mit einer rücksichtslosen Verfolgung des arabischen Elementes

./.

eingesetzt, die Kriegsgerichte gingen in schärfster Weise gegen alle jene vor, welche der Sympatien mit Frankreich oder England überwiesen, oder auch nur verdächtigt waren. Türkische Elemente wurden in die arabischen Elemente verpflanzt, der von den Drusen bewohnte Hauran brüskirt, die dem Libanon-Gebiete gewährten autonomen Rechte mit Füssen getreten. Es ist zweifellos zum grossen Teile den vielen vexatorischen Massnahmen der Regierung Djemal Paschas zuzuschreiben, dass es den Engländern gelungen ist, den Cherif von Mekka von der Türkei abtrünnig zu machen, und ihn ganz in ihre Gewalt zu bekommen.

Djemal Pascha hasst seinem Naturell nach alles, was nicht türkisch ist. Ein neuer eklatanter Beweis seiner Politik sind die Massnahmen gegen das arabische und das jüdische Element in Jaffa und Jerusalem anlässlich der Durchführung der aus militärischen Gründen angeblich nunmehr notwendigen Evakuirung. Wie Konsul Kraus (vide mein Telegramm No.224 vom 9.1.M.) meldet, benützt der Ober-Kommandirende der IV.Armee diese Gelegenheit, um einen

./.

schweren Schlag gegen Araber und Juden zu führen, von welchen eine grosse Zahl bei der Evakuirung mangels aller Kommunikations- und Transportmittel elend zugrunde gehen wird.

Djemal Pascha hat es durch sein Regime erreicht, dass jeder Araber in Palästina und Syrien, ohne Ausnahme, heute die Franzosen und Engländer mit offenen Armen empfängt, weil er während des Krieges und unter der Verwaltung Djemal Paschas erst so recht einsehen gelernt hat, wie fraglich die Segnungen der Zugehörigkeit zum türkischen Reiche sind.

Es ist aber anderseits seiner Regierungsweise zuzuschreiben, dass auch die ruhig denkenden und einsichtigen Türken zur Ueberzeugung gelangt sind, dass infolge der türkenfeindlichen Stimmung in Palästina, Syrien und den arabischen Gebieten, sowie infolge des wirtschaftlichen Niederganges dieser reichen Provinzen, die Türkei aus diesem Kriege um weite Territorien ärmer wird herausgehen müssen.

Der k.u.k. Geschäftsträger:

Trautmannsdorff

5338
EINGELANGT
18. JUN. 1917

Zl. 21
pol.

Samsun, am 26. Mai 1917.

Viscount Bryce: The treatment of the Armenians in the Ottoman Empire 1915/16.

An Seine Exzellenz

den Herrn k. und k. Minister des kaiserl. und königl. Hauses und des Aeussern,
OTTOKAR, GRAFEN CZERNIN von CHUDENITZ,
in
Wien

So weit ich bisher in dies Buch Einsicht nehmen konnte, beruht dessen Inhalt, meinen Wahrnehmungen und Erkundigungen nach, zum grossen Teil auf Wahrheit.

Schon von Trapezunt aus hatte ich Gelegenheit, die offenbar auftragsgemässe Abschwächung der türkischerseits an den Armeniern begangenen Grausamkeiten, durch die Kaiserlich Deutschen Konsuln Grafen von der Schulenburg (Erzerum) und Dr. Bergfeld (Trapezunt) zu beleuchten.

Nachträglich erfuhr ich noch, dass das Eintreten Herrn Scheubner's, Deutschen Amtsleiters in Erzerum, zugunsten der Armenier, nicht die Billigung der Deutschen Botschaft und der Militär-Mission fand, und Graf von der Schulenburg von dieser Stelle und auch von General Bronssart beauftragt wurde, eine andere Haltung einzunehmen.

Erst persönliche Wahrnehmungen, u.a. auf der Akropolis von Kara-Hissar, wo Graf Schulenburg noch im Mai v.J. halbverweste Frauen- und Kinderleichen vorfand, veranlassten ihn zur Aenderung seiner Anschauung und Berichterstattung. -

Der der Deutsch-Georgischen Mission zugeteilt ge-

wesene Stabsarzt Dr. H. Stoffels teilte mir erst kürzlich mit, dass er im Herbste 1915, zwischen Musch und Saert, in einer grösseren Anzahl früher armenischer Ortschaften in Kirchen und Häusern verkohlte und verweste Frauen- und Kinderleichen gesehen habe.

Gleichlautend berichte ich nach Konstantinopel.

Der k.u.k. Konsul:

Zwiatkowski

Durch die k.u.k. Botschaft
in Konstantinopel.

No.131.

Konstantinopel, 21/6.1917.

Aus der Türkei.

L'agitation que mènent à Stockholm les socialistes arméniens, en faisant publier par la presse les massacres et les anéantissements des Arméniens en Asie, a très désagréablement impressionné le Gouvernement turc et le Comité. Des descriptions documentaires seront envoyées aux représentants ottomans dans les pays neutres pour rectifier également par la presse les publications des socialistes arméniens.

xxxxxxxx

ՄԻԱԲԱՆՈՒԹԻՒՆ
ԻՐՒ ԱՆԱՐԱՏ ՑՂՈՒԻՔԵԱՆ
Ի Կ. ՊՕԼԻՍ, ԲԵՐԱ
ԱԼԵՔՍ ՑՂՈՒԻՔ ԲԵՅ ՏԷ

Bern, le 17 Juin 191 7

17
500

Eminence Illustrissime et Révérendissime.

L'écho des bienfaits de Votre Eminence Ill. Révérendissime étant parvenu jusqu'à nous, je prends la respectueuse liberté de recourir par ces lignes à Votre généreuse sollicitude pour une bonne Oeuvre à laquelle j'ose espérer que Vous daignerez Vous intéresser avec cette haute et sublime charité que caractérise Votre cœur paternel. Dans ma détresse le ciel m'a donné la consolante idée de m'adresser à Votre Eminence Ill. et Révérendissime, c'est parceque, je viens déposer aujourd'hui pour la première fois aux pieds de Votre Eminence Ill. et Révérendissime, en mon nom et au nom de mes pieuses compagnes l'ardente prière que renferme ma présente supplique.

A Son Eminence Illust. et Révérendissime
Le Cardinal Piffl
Vienne

Les temps malheureux que traverse l'univers entier m'ont fait hésiter longtemps avant de Vous adresser ma demande, mais l'extrême nécessité dont la Congrégation se trouve, m'impose le pénible devoir de frapper à la porte de Votre coeur. Em. Ill. et Rev., nos ressources de tous temps maigres et devenues nulles au coeurs des malheurs actuels me plongent dans une désolation d'autant plus grande que je ne vois aucun moyen d'y remédier. L'Institut à force de payer des impôts est criblé de dettes. Outre les Religieuses et le Noviciat, nous avons encore un grand nombre d'orphelines que s'accroît de jour en jour, fruit de cette guerre dévastatrice et dont il faut entretenir, dont il faut pourvoir à tous leurs besoins. La misère, la cherté, le manque des moyens pécuniaires tout cela me jette dans une prostration morale, à mesure que les besoins se multiplient, les secours se raréfient plus. 25 de nos Religieuses exilées, sauvées par la main de Dieu, nous sont

arrivées semblables à des mendiantes, méconnaissables, n'ayant que les habits qui les couvraient. Il a fallu leur fournir complètement le nécessaire. Nos sœurs de Maracheivent sans espoir du lendemain. Nos sœurs de Panderma souffrent la faim et la misère.

A Son Em. Ill. et Rév. dont les bienfaits sont immenses, je viens lui tendre simplement la main et lui dire: Donnez, Eminence, l'aumône est sœur de la prière, donnez! La voix des orphelines se mêle à la nôtre et nous vous crions toutes unanimement Ill. Rév. secourez-nous! Eminence versez-nous Votre obole!

Em. Ill. et Rév., s'il s'agissait simplement pour nous d'un secours pour assurer l'avenir de nos écoles, je n'oserais Vous importuner dans ces circonstances, mais c'est un pressant besoin, le plus absolu qui m'enhardit à faire cette démarche. En présence d'une si impérieuse nécessité l'hésitation n'est plus possible, aussi j'ose espérer que Votre Em. Ill. et Rév. ne sera pas insensible à ma demande et qu'Elle voudra bien lui

sures venir en aide à détresse. Elle fait en notre faveur une exception.

Eminence Illustrissime et Révérendissime, j'ose espérer que Vous daignerez venir confirmer par un prompt et abondant secours, la respectueuse et vive confiance avec laquelle nous recourons nos sœurs et moi aux sentiments généreux de Votre noble et sublime charité.

Comme les veilleurs de nuit, les regards tournés vers l'Orient, attendent avec anxiété l'heureux moment de salut l'aurore qui les relèvera de leur pénible labeur, ainsi nos yeux tournés vers l'occident attendent anxieusement une heureuse et favorable réponse. La reconnaissance émue des Religieuses Missre. Cath. de l'Imm. Conception Vous est déjà acquise et nos prières ardentes se joindront à celles de nos chères orphelines confiées à nos soins.

Prosternée à Vos pieds, j'implore pour moi et pour mes Sœurs Votre paternelle bénédiction.

De Votre Eminence Illustrissime et Révérendissime

La très humble fille et servante

Mère Brigitte Gaglakdjian

Sup. Générale des Religieuses Mi. Catho. de

l'Imm. Conception.

Nr. 56/P. — A.

Innerpolitisches.

Jeniköj, 10. Juli 1917.

Streng vertraulich.

MARKGRAF PALLAVICINI AN GRAF CZERNIN.

Wie Ew. aus meiner Berichterstattung bekannt, unterhielt ich mit dem früheren Großvezier, Said Halim Pascha, stets sehr gute Beziehungen. Dieselben haben sich seit seiner Demission nicht geändert und werden während des Sommeraufenthaltes in Jeniköj, wo er mein Nachbar ist, reger.

Said Halim Pascha ist durch die Art, wie er vom Staatsruder verdrängt wurde, in seiner Eitelkeit verletzt und verstimmt. Er übt daher an der jetzigen Regierung eine sehr scharfe Kritik und beurteilt die innerpolitische Situation sehr pessimistisch. Er ist der Ansicht, daß das jetzige System der Komiteewirtschaft, bei welchem eine kleine Clique das Volk ausbeutet und sich durch Lebensmittelwucher bereichert, bald Schiffbruch leiden müsse. Die allgemeine Unzufriedenheit über die Willkürherrschaft dieser aus ganz kleinen Verhältnissen rasch emporgestiegenen Oligarchen, denen er auch jede staatsmännische Klugheit abspricht, sei so groß, daß sie bald völlig abwirtschaften und einer anderen Regierung würden platzmachen müssen. Er glaubt, daß die Zeit für die heute abseits stehenden Oppositionellen bald wieder kommen werde; dabei denkt er durchaus nicht an die Leute aus der Hamidischen Ära, sondern an die gebildeteren, mit der jetzigen Regierung unzufriedenen Elemente unter den Jungtürken. In erster Linie schwebt ihm natürlich die eigene Wiedererlangung der Macht vor.

Wenn nun auch das vernichtende Urteil des früheren Großveziers über die heutigen Oligarchen und seine scharfe Geiselung der inneren Verhältnisse in erster Linie in persönlichen Momenten ihren Ursprung haben, so hat er sachlich sicher Recht und kann die heutige innerpolitische Lage des Reiches nur als eine höchst prekäre bezeichnet werden. Die Nachrichten, welche mir von den verschiedensten Seiten zukommen, lassen alle auf eine stets zunehmende Unzufriedenheit und Kriegsmüdigkeit in der Bevölkerung schließen.

Die Stellung Talaat Paschas ist noch unerschüttert und ist er nach wie vor der mächtigste Mann in der Türkei. Er wirkt auch persönlich sympathisch und hat das eine große Atout in seinem Spiele, daß er allgemein als persönlich integer und als großer Patriot gilt. Aber er hat, um sich emporzuschwingen und um sich in seiner Stellung zu erhalten, den Heißhunger der gewissenlosen mächtigen Komiteeleute stillen müssen, er hat nicht nur beide Augen zu ihrem schamlosen Treiben, durch das sie sich zum Nachteile der Bevölkerung bereichert haben, schließen müssen, sondern er mußte auch ruhig zusehen, wie seine im Interesse der Kriegführung und der Volksernährung geschaffenen Organisationen von einer Clique im Komitee zum Mittel schneller Bereicherung herabgewürdigt wurden.

I d.

765

Der Großvezir hat, sicherlich von den besten Absichten beseelt, das türkische Ernährungsamt ins Leben gerufen, hat aber dabei den großen Fehler begangen, die Leitung desselben den Leuten anzuvertrauen, welche als Gründer des berüchtigten Djemiets verhaßt waren und von denen er selbst eine Umkehr zu Ehrlichkeit und Redlichkeit nicht erwarten konnte. Er hat einen weiteren, für ihn noch verhängnisvolleren ungeschickten Schritt gemacht, indem er selbst die Präsidentschaft des Ernährungsamtes übernahm.

Die Ausbeutung des Volkes zum Zwecke der Bereicherung weniger an der Krippe stehender ist unter den sehenden Augen Talaats ungestört weitergegangen und ist es unter diesen Umständen begreiflich, wenn heute ihm, der alle Macht im Staate verkörpert und der auch an der Spitze des Ernährungsamtes steht, die Schuld an der enormen Teuerung und dem völligen Mangel an gewissen Lebensmitteln in die Schuhe geschoben wird. Das Volk konstatiert täglich, daß je weiter die staatlichen Organisationen greifen, desto größer der Mangel an Lebensmitteln und desto höher die Preise werden; ja man sieht, daß sogar die aus dem Auslande eingeführten Nahrungsmittel, wie Zucker, deren Bezug und Verkauf vom Ernährungsamt monopolisiert sind, mit 500%igem Gewinn verkauft werden. Es liegt auf der Hand, daß der dem Getriebe der staatlichen Organisation ferne Stehende zwei Schlußfolgerungen aus diesen Zuständen zieht, erstens, daß die Regierung nicht fähig sei, gute Organisationen zu schaffen und zweitens, daß bei denselben in schamlosester Weise gestohlen wird.

Freunde der Regierung behaupten allerdings, daß die meisten der Oligarchen absolut ehrliche Leute seien und daß die auch von ihnen zugegebenen enormen Gewinne aus dem Handel mit den inländischen Rohprodukten und aus den Importwaren zu gemeinnützigen Zwecken verwendet werden, wie Bau von Eisenbahnen, Gründung nationaltürkischer Banken und Gesellschaften. Die hungernde Bevölkerung frägt wenig darnach, wohin die aus dem Lebensmittelwucher erzielten Gewinne fließen und ist immer geneigt anzunehmen, daß die jeweiligen Machthaber sich daraus bereichern, was im konkreten Falle wohl dem faktischen Zustande entsprechen dürfte.

Es kann daher niemand Wunder nehmen, wenn durch die ganz abnorme Teuerung, die für die ärmeren Volksschichten einer Hungersnot gleichkommt, die Kriegsstimmung auch dort, wo sie noch vorhanden war, vollständig einer stumpfen Verzweiflung Platz gemacht und wenn selbst die Popularität einer so imponierenden Persönlichkeit wie die Talaats darunter sehr gelitten hat. Leute, welche viel in Komiteekreisen verkehren, sagen mir, daß der Großvezier sich der Gefahr der Situation bewußt ist und daß der Moment nicht ferne ist, in dem er sich werde entscheiden müssen, ob er auch weiterhin zu seiner bisherigen Clique halten wolle oder ob er dieselbe über Bord werfen müsse, um seine eigene Stellung zu retten. Ich halte den Großvezier für klug genug, sich der hinter ihm stehenden, durch die bisherige Ausbeutungspolitik stigmatisierten Leute zu entledigen, wenn er fühlt, daß er dieselben nicht mehr halten kann. Freilich wird er dann seine mächtigsten Stützen im Komitee verlieren und wird es sich fragen, ob es noch Zeit zur Umkehr war oder ob seine eigene Position nicht schon zu sehr untergraben ist.

Noch schlechter wird allgemein die Stellung des Kriegsministers beurteilt. Auch er wird als einer der Hauptschuldigen an der enormen Teuerung angesehen und kommt bei ihm noch hinzu, daß er auch persönlich nicht als integer gilt. Es ist hier allgemein bekannt, daß Enver Pascha seinen Schwager, Nazim Bey, den Skodawerken als Vertreter aufgezwungen und daß er unlängst einen anderen Verwandten in die Vertretung Krupps hineingebracht hat. Es wird nun behauptet, daß er sich durch Teilung der Provisionen mit diesen Verwandten ein großes Vermögen gemacht habe. Diesen Verdächtigungen gibt er selbst durch Ankäufe großer Landgüter Nahrung. Dem Kriegsminister werden auch die durch den Generalintendanten durchgeführten rücksichtslosen Requisitionen angerechnet. Außerdem hat er sich im ganzen Lande durch sein höchst unkluges Vorgehen bei den Einberufungen zum Militärdienste verhaßt gemacht, indem er durchsetzte, daß die Einziehungen zum aktiven Dienste auch auf diejenigen ausgedehnt wurden, welche die hohen Militärbefreiungstaxen gezahlt hatten und gesetzlich vom Militärdienste befreit waren, wobei eine Rückerstattung der Taxen aus fiskalischen Gründen unmöglich war. Zu allem übrigen fehlt Enver Pascha auch die imponierende Persönlichkeit eines Talaat. Seine Stellung ist auch dadurch schwieriger als die des Großveziers, daß er als blindes Werkzeug der Deutschen gilt, die hier so ziemlich alle Sympathien eingebüßt haben.

Sogar von militärischer deutscher und österreichisch-ungarischer Seite wird mir bestätigt, daß Enver Pascha seit einiger Zeit den Eindruck eines Menschen macht, der sich nicht mehr ganz sicher fühlt.

Zu den oben geschilderten inneren Schwierigkeiten gesellt sich noch die immer größer werdende finanzielle Deroute. Solange der Krieg dauert, ist allerdings die Geldflüssigkeit der Regierung infolge der nie versiegenden deutschen Hilfe und der auf dieser Basis prompt arbeitenden Notenpresse der Dette Publique eine große. Aber mit jeder neuen Notenemission wächst das Mißtrauen der Bevölkerung gegen das Papiergeld und mit dem Zunehmen der Infiltration mit Noten, verlieren dieselben mehr und mehr an Kaufkraft. Der hiesige Produzent nimmt entweder Papiergeld überhaupt nicht an (wie in Syrien, Mesopotamien und einigen Gegenden Kleinasiens) oder er berechnet den Wert der Produkte in klingender Münze und verkauft sie nur gegen Papier zu einem der Entwertung desselben entsprechenden höheren Preise. Das Disagio des Papiers beträgt heute schon in der Hauptstadt 300%, in den Provinzen 500 bis 600% und steht es zu befürchten, daß dasselbe mit der neuen bevorstehenden Notenemission so hoch steige, daß die Regierung infolge der verminderten Kaufkraft desselben, mit dem bisherigen Aufwande von 7 Millionen Pfund monatlich nicht mehr das Auslangen finden werde. Nachdem nun der Finanzminister der Ansicht ist, daß interne Anleihen in der Türkei nicht möglich seien und er angesichts des einem Fiasko gleichkommenden geringen zu erwartenden Ergebnisses nicht einmal den Versuch unternehmen will, eine interne Anleihe aufzulegen, wird immer nur das eine Mittel zur Geldbeschaffung erübrigen, Noten auf Grund deutscher Schatzscheine durch die Dette Publique emittieren zu lassen.

Für den ruhig denkenden, gebildeten Mann ist es allerdings klar, daß trotz der stets zunehmenden Notenzirkulation, das türkische Papiergeld

absolut genommen, sogar besser ist als das deutsche, da ersteres durch befristete Goldwechsel der deutschen Regierung gedeckt ist. Es muß daher zum Fälligkeitstermin in metallischem Golde eingelöst werden, während niemand weiß, wann in Deutschland selbst nach dem Kriege die Goldzahlungen wieder aufgenommen werden. Dabei ist es ausgeschlossen, daß Deutschland, selbst bei ungünstigem Ausgange des Krieges, die Verpflichtung der Goldzahlung an die Türkei, die sich auf 6 Millionen Pfund im Jahre belaufen wird, nicht werde einhalten können.

Aber leider spielen hier während der Dauer des Krieges Argumente in Finanzfragen gar keine Rolle, sondern regelt sich der Kurs der Noten lediglich nach dem Maß an Vertrauen, das die Bevölkerung denselben entgegenbringt. Und nachdem das Mißtrauen gegen Papier unter den ungebildeten türkisch-mohammedanischen und arabischen Massen ein tiefeingewurzeltes ist und die durchwegs staatsfeindlichen nichtmohammedanischen Elemente dieses Mißtrauen noch schüren, muß man sich auf eine in der nächsten Zukunft noch bedenklich steigenden Entwertung des Papiergeldes gefaßt machen.

Wenn man sich nun diese ziemlich trostlosen Verhältnisse in der Türkei, die allgemeine Unzufriedenheit in der Bevölkerung und die Gefahr eines totalen finanziellen Zusammenbruches vor Augen hält und dabei an die geradezu glänzenden Anbote denkt, welche von ententistischer Seite fortwährend der Türkei gemacht werden und für deren Bekanntwerden in der Bevölkerung England und Frankreich sicher sorgen werden, so frägt es sich, ob bei noch langer Dauer des Krieges nicht der Moment kommen könnte, in dem die türkischen Machthaber entweder den englisch-französischen Propositionen unter dem Drucke der Verhältnisse Gehör schenken oder der allgemeinen Unzufriedenheit und Friedenssehnsucht weichen werden, um einer anderen uns nicht mehr so treuen Regierung Platz zu machen.

7093

K. und k. österr.-ungar. Botschaft
Konstantinopel.
Cs. és kir. osztrák-magyar Nagykövetség
Konstantinápoly.

Nr. 60 / B
P.

Yeniköj, am 24. Juli 1917.

Rückerstattung des beschlagnahmnten Eigenthums an Armenier.

2 Beilagen.

AN SEINE EXZELLENZ DEN HERRN MINISTER DES K. U. K. HAUSES
UND DES AEUSSERN OTTOKAR GRAFEN CZERNIN!

Anruhend unterbreite ich Euer Excellenz die Abschrift eines gegenständlichen Berichtes der k.u.k. Konsularagentie in Rodosto vom 30.Juni d.J.Nr.22/res.

Gleichzeitig lege ich auch die Abschrift jenes Berichtes vor, auf welchen sich Herr Prochaska im Schlussabschnitt seiner obenerwähnten Relation bezieht.

Der k.u.k.Botschafter :

DURCH KURIER.

21 VII 1911

Nº 22/Res. Abschrift. Rodosto, am 30. Juni 1917.

Gegenstand: Rückerstattung
beschlagnahmten Eigentums
an Armenier Beilage zu Bericht No. 60 P. ddo. Constp. 24. Juli 1917

An das k.u.k. österr. ungar. Konsulat

Adrianopel.

Der Mutessarif hat mehrere derjenigen Armenier, welche im verflossenen Jahre von hier abgeschafft wurden, nach einiger Zeit aber hieher zurückkehrten und seither obdachlos in der Stadt umherirrten, zu sich berufen und ihnen mitgeteilt, dass sie ihre Häuser unbehindert beziehen können; die Türken, die diese Häuser besetzt hielten, seien von der Regierung angewiesen worden, dieselben sofort zu räumen.

Diese Verfügung der Regierung entspricht der Wahrheit und wurde bereits teilweise durchgeführt. Sie erstreckt sich jedoch bloss auf die im obbezeichneten h.a. Berichte erwähnten Rodosto'er Familien; bezüglich der Adrianopler Familien, die zu gleicher Zeit zur Ausweisung gelangten, würde bisher keine Bestimmung getroffen.

Wie einerseits versichert wird, hat die Lokalregierung unter dem Einflusse der öffentlichen Meinung die Rückerstattung dieser Häuser beschlossen. Die h.o. ansässigen Muhammedaner sollen stets gegen diese Beschlagnahme gewesen sein. Auch die eingewanderten muhammedanischen Flüchtlinge hätten den Standpunkt ihrer hiesigen Glaubensgenossen vertreten. Tatsächlich sollen muhammedanische Flüchtlinge die Beziehung der ihnen von der Regierung zur Verfügung gestellten armenischen Häuser mit Bezug darauf, dass die Eigentümer derselben in der Stadt anwesend seien, verweigert haben. Trotz dieser Sympathiekunggebungen wird dagegen mit Nach-

./. 409

drücklichkeit behauptet, dass seinerzeit sowohl die hiesige muhammedanische Bevölkerung als auch die in Rede stehenden Eingewanderten während der Ausweisung des armenischen Elementes an den Plünderungen der Häuser teilgenommen haben.

Die Regierung sah sich veranlasst gesehen die unbezogen gebliebenen Häuser an türkische Offiziere in Miete zu vergeben.

Andererseits verlautet wiederum, dass das Entgegenkommen der Regierung sich bloss auf einzelne armenische Familien erstreckt Es sollen dies derartige Familien sein, die im Laufe der Zeit ihre Beziehungen zum türkischen Elemente wieder herzustellen in der Lage waren, indem sie die Agenten der Handel treibenden Regierungsbeamten wurden und für sie Handelsoperationen mit besonderem Erfolg vornahmen.

Hiedurch erwarben sie sich die Gunst der offiziellen hiesigen Kreise. In Belohnung ihrer Tätigkeit hätten sich ihre Beschützer für die Rückerstattung der beschlagnahmten Häuser bei der Regierung verwendet. Unter den erwähnten Beamten soll sich auch der Schwager des Mutessarifs von Rodosto befinden.

Bei dieser Gelegenheit wird im Nachhange zu dem h.a. Berichte Zahl: 8/Res vom 20. Januar d.J. gemeldet, dass die beiden armenischen Notabeln in den Besitz ihrer Wohnhäuser gelangt sind.

Der Gerent der k.u.k. Konsularagentie:

Prohaska m/p.

Konsularagentie Abschrift. Rodosto, am 20. Januar 1917.

Rodosto.

Nº 8/Res. *Beilage zu Bericht No. 60 P. ddo. Cos-pel 24. Fn. 1917*

Seiner Hochwohlgeboren dem Herrn Dr. Arthur Ritter
von Nadamlenzki
k.u.k. Konsul etc. etc. etc.
Adrianopel.

HAUS-HOF- U. STAATS-ARCHIV WIEN

Der h.ó. ansässige Notable Sepetian, welcher zusammen mit den im h.a. Berichte vom 9. März 1916 Nº 1/Res. erwähnten Deportierten von hier abgeschafft wurde und nach einer 20 tägigen Fahrt am Marmarameer wieder nach Rodosto zurückgekehrt ist, hat vor Kurzem an die hiesige Kommission Enwali-Metrukie-Tasfie, ein Gesuch gerichtet, mittelst welchen er die Rückerstattung seines Wohnhauses und der beschlagnahmten Wohnungseinrichtung bittet.

Das in rede stehende Gesuch wurde nach Konstantinopel zur weiteren Verfügung übermittelt, während der vor der genannten Kommission vorgeladene Sepetian von dieser die Verständigung erhielt, dass laut Aufzeichnung in den amtlichen Registern, der reine Ertrag der Feilbietung seiner hier zurückgelassenen Effekten 48 Ltqs. ergeben habe, welchen Betrag er jederzeit beheben könne.

Sepetian hat die Annahme dieses Betrages verweigert: sein Wohnhaus, das nach seiner Ausweisung in ein „Waisenhaus" umgewandelt worden ist, wurde ihm nicht rückerstattet und ist noch immer besetzt.

Sepetian, der als hiesiger Notable gilt, war vermögend.

./.

Sein Gesamtvermögen wird auf ungefähr 5-60000 Ltqs. geschätzt. Er war ausserdem Leiter eines Ledergeschäftes, das er gesellschaftlich mit seinem Bruder dem Namen „Sepetian frères" führte. Wie nun Sepetian versichert, befanden sich in seinem Laden allein Waren im Werte von 3000 Ltqs.: die Wohnungseinrichtung schätzt er auf rund 700 Ltqs..

Der Mehrgenannte hat, gestützt auf die seinerzeitungee Aufforderung der Behörden in Konstantinopel, die den im h.a. Berichte Z. 5/Res. vom 28. III. 1916 erwähnten ausgewiesenen jedoch wieder zurückbeförderten armenischen ~~in~~ Familien anlässlich ihrer Anwesenheit in der Hauptstadt, den Rat erteilten, sich nach erfolgter Rückkehr in Rodosto an die Regierung behufs Rückerstattung des beschlagnahmten Eigentums zu wenden, das obangeführte Gesuch an die Emwali-Kommission gerichtet.

Die Antwort aus Konstantinopel ist noch ausständig.

Ein analoger Fall ereignete sich unlängst, als ein Armenier dessen Gesamtvermögen seinerzeit beschlagnahmt worden ist, sich an die Regierung behufs Rückgabe seines Wohnhauses, wendete. Die Regierung trat dieses Gesuch dem statistischen Bureau zur weiteren Amtshandlung ab, worauf der Bittsteller die mündliche Verständigung erhielt, dass ein derartiges Haus auf seinem Namen in den Katasteregistern nicht eingetragen erscheine.

Der Gerent der k.u.k. Konsularagentie:

Prohaska m/p.

Nr. 63/P. — A. *Jeniköj, 4. August 1917.*

Innerpolitische Situation. *Streng vertraulich.*

HAUS-, HOF- U. STAATS-ARCHIV WIEN

MARKGRAF PALLAVICINI AN GRAF CZERNIN.

Ich hatte vorgestern mit dem früheren Großvezier. Said Halim Pascha, ein längeres Gespräch über die innerpolitische Situation der Türkei. Er sieht, wie ich Ew. bereits zu melden Gelegenheit hatte, die Lage als sehr kritisch an und stellt dem gegenwärtigen Kabinette ein sehr ungünstiges Horoskop. Seiner Ansicht nach, haben sich die Zustände durch den stets zunehmenden Mangel an Lebensmittel. die enorme Teuerung und die unter den Augen der Regierung sich vollziehenden Diebstähle so zugespitzt, daß eine Umwälzung in der Regierung nur mehr Frage von Tagen oder höchstens einiger Wochen wäre. Said Halim Pascha gibt zu, daß Talaat Pascha versucht, nach außen hin die Dinge zu verschleiern und daß er macht, als fühle er sich jetzt sicherer. Er glaubt aber nicht, daß seine Stellung sich irgendwie gefestigt habe und er behauptet sogar zu wissen, daß Talaat selbst die Lage noch immer für sehr gefährlich hält und sich dessen bewußt sei, daß er sich nicht mehr lange auf seinem Posten behaupten könne.

Der Grund der unsicheren Stellung des Großveziers liegt, wie er sagt, nicht nur in den großen Ernährungsschwierigkeiten und in der durch diese und die unlautere Wirtschaft der herrschenden Clique ausgelösten Unzufriedenheit und Erregtheit der Bevölkerung, sondern auch im Antagonismus zwischen Talaat und Enver, der sich immer mehr verschärfe. Die Stellung des Kriegsministers sei auch keine gute. aber heute stehe er immerhin noch fester als der Großvezier, der durch sein Fiasko als Präsident des Ernährungsamtes den allgemeinen Haß auf sich gezogen habe. Er sei ja persönlich vielleicht unschuldig am Elend des Volkes: aber er habe die ihn umgebende Räuberbande. an deren Spitze der berüchtigte Kemal Bey stehe, stehlen und mit den Lebensmitteln den unerhörtesten Wucher treiben lassen und jetzt. wo durch diese Wirtschaft die Zustände sich derart verschlechtert hätten, daß hunderte von Leuten täglich Hungers sterben, falle das ganze Odium auf den Chef der Regierung, der sich zu schwach gezeigt hätte. dem Unfug zu steuern und der noch obendrein den Fehler begangen habe, selbst an die Spitze des Volksernährungswesens zu treten.

Wie die Verhältnisse hier liegen, meint Said Halim Pascha, könnte die Herrschaft Talaats nicht von langer Dauer sein, wie er selbst sich auch nicht als Großvezier halten könnte. Er würde es auch ablehnen, wieder an die Spitze der Regierung zu treten. Er will seinem Nachfolger, als er sein Amt antrat, prophezeit haben, daß auch er bald gezwungen sein werde, zurückzutreten, denn wo eine Räuberbande die Macht in Händen habe, könne sich kein anständiger Mensch halten. Seiner Ansicht nach gäbe es nur ein Mittel für Talaat Pascha, sich zu behaupten und zwar, wenn es ihm gelingen würde, Kemal und seine Anhänger zu beseitigen. Da dies heute,

1 d.

wo diese eine furchtbare Oligarchie bilden, nicht möglich sei, bleibe nichts anderes übrig, als ihnen das Feld vollständig zu räumen. Freilich würde durch eine Demission Talaats die Situation noch ärger werden, denn Kemal Bey würde dann einen seiner ihm blind ergebenen Anhänger zum Großvezier machen und die Aussaugung des Landes weiter betreiben.

Auf meine Frage, ob die gegenwärtige Situation nicht insoferne auf die auswärtige Politik einen Rückschlag ausüben könnte, als Talaat, um seine Stellung zu retten, mit der jetzigen Regierung von uns abschwenken und eine Verständigung mit der Entente suchen könnte, antwortete mir Said Halim Pascha, er halte dies für ausgeschlossen, weil das Kabinett und speziell der Großvezier und der Kriegsminister zu sehr kompromittiert wären und England mit ihnen keinen Frieden schließen würde.

Nachdem ich erfahren hatte, daß Djavid Bey vor einigen Tagen dem früheren Großvezier in Jeniköj einen langen Besuch gemacht hatte, suchte ich von ihm auch den Zweck dieser Entrevue zu erfahren. Said Halim Pascha wich einer direkten Antwort aus, sagte mir aber, daß der Finanzminister heute nicht aus dem Kabinett austreten könne, weil das Komitee dies nicht zulassen würde. Djavid Bey fühle sich aber auch nicht wohl in seiner Umgebung und sehe ebenfalls die Situation als sehr kritisch an. Er sei auch der Ansicht, daß dieselbe nur durch einen Gewaltstreich gegen die Clique Kemal Beys gerettet werden könnte, dazu sei aber keine Aussicht vorhanden.

Was die Stimmung in der Armee anlange, sagte mir mein Mitredner, daß sie ungefährlich sei, solange sich die Truppen an der Front befinden. Es wäre aber unter den gegenwärtigen Verhältnissen sehr gefährlich, wenn dieselben hieher zurückkehren würden. Denn die Offiziere könnten dann leicht die bestehende große Erregtheit in der Bevölkerung benützen, um ein Komplott gegen die Regierung und die herrschende Clique zu organisieren. Das Volk allein könne keine ernste Revolution machen, da es keine Organisation habe und so glaube er, daß die Mißstimmung in der Bevölkerung sich höchstens in Hungerrevolten und Tumulten Luft machen könne, welche leicht zu unterdrücken seien.

Der Generaldirektor der Dette Publique, Herr Aslan, ein sehr vertrauenswürdiger österreichischer Levantiner, der besonders gute Beziehungen zu Djavid Bey und dem Vizepräsidenten der Kammer, Hussein Djahid Bey unterhält, sagte mir ebenfalls, daß die Stellung des Großveziers eine sehr prekäre sei. Derselbe sei ganz in der Hand Kemal Beys und seiner Clique. Diese Leute hätten Talaat in die Höhe gebracht und zum Großvezier gemacht, um unter seiner Firma auf Kosten des Landes und des hungernden Volkes stehlen und sich bereichern zu können; sie verlangen aber von ihm, daß er treu zu ihnen halte. Der Großvezier fühle, daß er, auf diese Räuberbande gestützt, nicht weiterregieren könne, weil er seine ganze Popularität einbüße und einfach zu ihrem Werkzeug herabsinke. Nachdem er aber seine Leute kennt und weiß, daß er sofort supprimiert wird, wie er Miene macht, sich von ihnen zu trennen oder gar gegen sie aufzutreten, fühle er sich machtlos und müsse weiter zusehen, wie sie ihre schamlosen Wuchergeschäfte betreiben oder vom Schauplatze abtreten.

Djavid Bey und Djahid Bey, welche die Lage richtig beurteilen, hätten vor einiger Zeit Talaat beschworen, das Ernährungswesen Kemal

Bey zu entreißen und hätten sie ihm vorgeschlagen, den Generalintendanten Ismail Hakki Pascha, zum Ernährungsminister mit Sitz und Stimme im Kabinett zu machen. Talaat hat, wie Djahid Bey selbst Herrn Aslan erzählte, diesen Vorschlag abgelehnt, weil er gegen Kemal nicht auftreten kann. Außerdem soll er dem Generalintendanten nicht trauen und erweckt dessen in letzter Zeit erfolgte Annäherung an Djavid Bey sein Mißtrauen.

Herr Aslan sagt mir auch, daß der Finanzminister von diesen Zuständen sehr degoutiert sei und sich von Talaat Pascha in letzter Zeit stark zurückziehe. Er kümmere sich nur mehr um sein Ressort und mache den Eindruck, daß ihn die Politik kaum mehr interessiere.

HAUS- HOF- U. STAATS-ARCHIV WIEN

Der Generaldirektor der Dette ist ebenso wie Said Halim Pascha der Ansicht, daß Talaat und Enver nicht von uns abfallen können, weil sie zu sehr mit der Politik der Allianz mit den Zentralmächten verwoben sind und weil die Entente ihnen nicht traut und mit ihnen nicht paktieren würde.

Im Widerspruche zum früheren Großvezier glaubt er, daß, wenn es zu einer Kabinettskrise kommt, dieselbe in einer Volkserhebung ihren Ursprung hätte und daß dann das ganze Komitee gesprengt würde und ententefreundliche Elemente ans Ruder kämen. Als bezeichnend für die Lage führt er einen Ausspruch an, den ein einflußreiches, aber nicht der Kemalclique gehörendes Komiteemitglied, der Abgeordnete Djundjoz Bey im Klub in Prinkipo vor einigen Tagen getan hat. Derselbe geißelte in den schärfsten Ausdrücken das Räuberunwesen Kemal Beys und seines Anhanges und sagte, diese Leute werden es noch so weit bringen, daß eine Revolution ausbrechen und die Regierung gestürzt werden würde. Dann würde aber auch das ganze Komitee in die Luft fliegen, denn das Volk könne den Unterschied zwischen denjenigen, die es ausbeuten und den anständigen Elementen nicht machen.

Wie ich aus verschiedenen zuverlässigen Quellen erfahre, haben vor einigen Tagen türkische Frauen in Stambul eine Hungerrevolte arrangiert.

Diese Bewegung soll in Verbindung mit einem gegen die Regierung gerichteten Komplott gestanden sein. Dasselbe wurde rechtzeitig entdeckt und die Rädelsführer verhaftet. Das Faktum der Verhaftung mehrerer Leute, die gegen die Regierung aufgewiegelt hätten, hat mir auch der Minister des Äußern zugegeben.

In den letzten Tagen wurden in Stambul auch außergewöhnliche Sicherheitsmaßnahmen getroffen. Alle Posten wurden verdoppelt und verstärkte Gendarmeriepatrouillen durchziehen die Stadt.

Ich möchte nicht unerwähnt lassen, daß die Schuld an der enormen Teuerung und an dem Mangel an Lebensmitteln von dem unwissenden Volke vielfach den Deutschen in die Schuhe geschoben wird und daß durch die unglaublichsten Erfindungen, wie z. B. großer Getreideexport nach Deutschland, der ohnehin sehr große Haß gegen Deutschland geschürt wird.

In habe in vorstehenden Zeilen versucht, ein Stimmungsbild über die jetzige innerpolitische Situation in der Türkei zu entwerfen. Natürlich muß ich mich darauf beschränken, das zu wiederholen, was mir vertrauenswürdige Gewährsleute erzählen, da es in diesem Lande der Überraschungen sehr gewagt wäre, ein zu dezidiertes persönliches Urteil zu fällen oder gar prophezeien zu wollen, wie die latente Krise sich lösen werde. Soviel kann ich selbst konstatieren, daß die Unzufriedenheit und Erregung in allen

Schichten der Bevölkerung groß ist und daß Talaat Pascha von schweren Sorgen geplagt ist. Im Laufe einer Unterredung mit dem deutschen Geschäftsträger sagte er demselben, daß die Sorgen um die Volksernährung ihm schlaflose Nächte bereiten. Ich kann mich des Gefühls nicht erwehren, daß wir hier auf einem Vulkan leben, ob eine Eruption erfolgen wird oder nicht und welche Folgen dieselbe haben könnte, kann niemand wissen.

8074

EINGELANGT
29. AUG. 1917

Zl. 30
Pol.

Samsun, am 6. August 1917.

Refet Pascha, Divisionär, Abberufung.

Vergl. Berichte Z. 10 u. 26/pol. 1917.

An Seine Exzellenz

den Herrn k. und k. Minister des kaiserl.
und königl. Hauses und des Aeussern,
OTTOKAR, GRAFEN CZERNIN von CHUDENITZ
in
Wien.

Nachdem vor 6 Wochen Behar-Eddin Bey plötzlich nach Konstantinopel berufen, bald darauf der Mutessarif Mustak Bey, angeblich über Ansuchen versetzt wurde, erfogte am 4. d.M. ebenso unerwartet die Abberufung Refet Pascha's, der auch sofort mit Wehib Pascha die Reise antrat.

Refet Pascha's Name ist unauslöschlich mit der grausamen Verfolgung eines Teiles der Griechen des Küsten-Gebietes verbunden.

Während, wie schon wiederholt erwähnt, die Griechen Samsun's fast unbehelligt blieben, da die beiläufig 230, später zum Teile noch gemilderten Ausweisungen als ernste Sühne der zahllosen Unbesonnenheiten der hiesigen Griechen nicht in Betracht kommen, ja mehrere Reiche - kaum zufällig - von jeder Massregelung verschont blieben, auch zahlreiche Griechen Militärbegünstigungen erhielten, wütete Refet Pascha förmlich mit Feuer und Schwert gegen die griechischen Dörfer der Umgebung.

./.

Statt der ernsten Verfolgung der immer zahlreicher und verwegener auftretenden Banden nachzugehen, befasste sich Refet Pascha seit Monaten mit Musik und gab sich mit seinem Stabe Gelagen und schweren sittlichen Ausschreitungen hin, wozu ihm übrigens von griechischer Seite bereitwilligst Vorschub geleistet wurde.

Allem Anscheine nach veranlassten die bei Izzet Pascha vor zwei Monaten wegen der Behandlung der Griechen vorgebrachten Klagen, dann aber auch Beschwerden hiesiger türkischer Notabeln, deren Geiz Refet Pascha öffentlich getadelt hatte, seine Abberufung.

Ob hinsichtlich der Griechen ein System-Wechsel vorliegt, ist derzeit nicht erkennbar; die weitere Haltung Griechenlands im Weltkriege und das Mass seines Eingreifens werden auf das Schicksal der ottomanischen Griechen nicht ohne Einfluss bleiben.

Gleichlautend berichte ich nach Konstantinopel.

Der k.u.k. Konsul:

Ghiviat Rowski

Durch die k.u.k. Botschaft
in Konstantinopel.

1

400

Seiner Excellenz Herrn Baron von Biegeleben!

Unsere Klosterfrauen traten mit einer dringenden Bitte an Sie heran: Wir wissen in Konstantinopel d. sind der Kongregation der Schwestern von der Unbefleckten Empfängnis angegliedert. - In Bamatia fehlen wir eine Mittelschule. Hier wie überall macht sich der Krieg immer fühlbarer die Lebensmittel haben einen unerschwinglichen Preis, d. seit einigen Monaten können wir unsere Zöglinge nicht mehr pflegen

Jetzt aber ist der größte Mangel über uns gekommen, denn unsere einzige Hilfsquelle besteht

Briefe an Präsid. Baron Lingelsheim.

1. Von Exc. M. Sarkisian, Syr. Kath. Bischof v. Aleppo, Ehrenmitgl. d. Inst. v. Lond.: wünscht armenische Asyle in d. Heimat u. bittet sie nicht zu vergessen.

2. Hochw. Rahmani, Patriarch v. Antiochien, bittet für die Mission des Patriarchates; sehr große Bedürftigkeit d. Lage!

3. Abbé Joseph Hours - Lyon, 18. IV. 16, bittet um 2. mal um eine Zuwendung.

4. Erzbischof Mawa, Kirche Armen. 5. III 16 erbittet Hilfe für Christen in Kurdistan, sagt daß 6 Priester Kurdistans nach ihrer Residenz seinem Sitze 3 Jahre, sind 20 arme Kinder, mit Waisen zu erhalten, bittet um Hilfe

5. Erzbischof v. Antivari - Mitr. M. Dobrečić sendet Übersicht über Stand der Mission, verspricht die schönen Fortschritte seit 6 Ausgaben seines Bittbriefes, bittet um Gaben, erbittet Gelder durch die Präs. Lindenlaub f. Erzbischof Langiewicz

6. P. Clemens - Kadi Köy - Izmir - Smyrna - Kapuziner Mission bittet um 200 K. in sehr dringlicher Weise.

monatlich 600 Piaster. Wir sind 6 Klosterfrauen, wir können wir davon leben!
Wir kennen die Wohltätigkeit Ihres Herzens. Bei seinem Tode haben wir mit Ihnen, Exzellenz, die Hinfälligkeit seines Wirkens gefühlt. Wir haben viel gebetet für seine Seelenruhe u. für Eure Exzellenz den Trost des Himmels in dieser schweren Prüfung. [illegible]
Wir haben Ihnen in aller Einfachheit unsere Bitte vorgetragen, Exzellenz, u. wissen, daß Sie so groß, mitleidig Herz uns zu Hilfe kommen wird, damit wir vor Hunger erhalten sind
Ihnen im voraus dankend u. Gott anflehend, Sie u. Ihre Familie zu segnen

Ihre
ergebenste Dienerin
Schwester Thérèse
Oberin der Klosterfrauen von den Schmerzen
von der Unbefleckten Empfängnis

Konstantinopel, den 6. August 1917

1
405

A son Excellence le Baron de Beegeleben.

Excellence ! ce sont de pauvres Religieuses qui viennent Vous adresser une supplique. Nous habitons Constantinople et faisons partie de la congrégation des Sœurs de l'Immaculée Conception.
A Psamatia nous avons une école de filles Ici comme ailleurs la guerre se fait sentir de plus en plus Les vivres sont à un prix inabordable et depuis quelques mois nous ne mangeons plus à notre faim.

Mais maintenant c'est la misère la plus noire qui nous guette, car pour toute ressource nous n'avons que 600 piastres par mois. Nous sommes 6 religieuses et avec cette somme comment vivre.?

Nous connaissions la bienfaisance de Monsieur Votre Fils. A sa mort nous avons senti avec Vous Excellence, l'immensité de cette perte. Nous avons beaucoup prié pour le repos de son âme et demandé pour Votre Excellence, la consolation dans cette grande épreuve.

Simplement nous avons exposé notre état, Excellence, nous savons que Votre cœur si généreux nous viendra en aide afin de nous

sauver de la faim

D'avance nous Vous remercions en implorant Dieu de Vous bénir Vous et Votre famille

Votre très humble servante
Sœur Prapion
Supérieure des Religieuses des Ss=rs de
l'Immaculée Conception

COLLÈGE DE FILLES
DES SŒURS ARM. - CATHOLIQUES

Constantinople, le 6 Août 1917.

Konstantinopel, den 16. August 1917.

4

Excellenz sehr geehrter Herr Präsident!

Das Wohlwollen welches Ihre Excellenz unserem Patriarchat entgegenbringt, ist mir unvergesslich, u. ich erinnere mich dankbar der zahlreichen Beweise, mit denen Sie uns stets überrascht. Ja, Herr Baron, wir sind Ihnen Allen für die kostbare Unterstützung, die uns in den schwersten Tagen immer zuteil wurde, aufrichtig dankbar u. bitten den Herrn, Ihr Dasein recht glücklich zu gestalten u. seinen Segen über alle Bestrebungen, welche Ihre u. jene, die den Armen mit selbst Aufopferung u. Nächstenliebe leisten, reichlich zufließen.

Die Fortsetzung des Weltkrieges u. dessen verhängnisvolle Folgenerscheinungen mahnen uns die peinliche Notwendigkeit, der besonderen Wohlwollen Ihrer geschätzten Gesellschaft für

mein Patriarchat, meine Geistlichkeit, meine Gläubigen u. die sich täglich unseren Armen zu erbitten. Mein Herz ist tief betrübt, Excellenz, wenn ich sehe, wie das Elend u. die Leiden täglich wachsen; die zunehmende Teuerung bedeutet für jedermann eine sehr ernste Besorgniß u. wenn täglich die Armen, die wir unseren Arm Hilfe sehen. Der u. Rest danke ich nur diese Unglücklichen; ich suche nach Mitteln, ihr Elend zu lindern, das mir peinlich Kummer u. Herzenspein verursacht, weil ich nicht imstande bin, ihrem Elend mehr als die geringste Hilfe bringen zu können, wenn der König, Gott [illegible] verhüte, auf die fer Meinung fortbeharrt. Dieser Gedanke allein macht mich erbeben das ist, Herr Baron, der Kummer, der mich niederdrückt, u. der mich in die traurige Notwendigkeit versetzt, Ihnen Ihre Entlassung u. jenen Ihre verehrten Herren Kollegen in Riga nahezulegen.

Ich bitte deshalb von meinem tiefen Schmerz u. bitte um Ihr gütiges Herz u. ersuche Ihnen besonders unser Collegium S. Grégoire, wo wir lange Jahre unseren Zöglingen den

3

äffte Sprache lesen, unser Examen, welches ein Zeichen unsrer
gnädigsten Examinatoren ausfällt, unsere verschiedenen gütigen
Werke, unsere guten Priester u. Missionäre u. unsere Re-
gierung in allgemeinen.
haben Sie Mitleid mit unserer Lage u. die nöthigen Mittel
für Gute, und durch Verbreitung u. viele Werke der Barm-
herzigkeit zu ermöglichen, daß wir unsere oben ange-
führten guten Werke fortsetzen, unsere Priester unterstützen
u. unseren Armen zu Hilfe kommen können; sie wer-
den alle für Ihr Glück beten. das lb. Herz wird Ihnen
Ihre Freigebigkeit in so schweren Lage reichlich vergelten
u. die heiligsten Engel werden um den Altar stehen der
so vielen Armen verschaffen Erleichterung
Ich bin fester Erwartung, daß Ihre gütige Unterstützung
u. Ihre wirksame Empfehlung uns die so notwendi-
ge Hilfe verschaffen wird; unser Dankgefühl gegen Sie
u. Ihre Frau Gemahlin vermehrt sich stets.
In der angenehmen Erwartung Ihrer gütigen Entgegen-
kommens, verbleibe ich Ihnen, Herr Baron, u. verehrter Herr

Präsident, sowie auf Ihren eifrigen u. rücksichtsvollen
Ihren Vorgesetzten meinen lebhaften u. rückhaltigen
Dank u. meine besten Glück- u. Segenswünsche
Mit dem Ausdruck tiefster Hochachtung u. Verehrung

Euer Excellenz

ergebenster u. dankbarster Diener

+ Paul Pierre XIII

Erz-Patriarch der vereinigten Katholiken.

PATRIARCAT
ARMÉNIEN CATHOLIQUE

Constantinople, le ~~10 AOUT 1917~~ *191*

14

N°

Excellence et très Honoré Président,

Je ne puis oublier un seul instantl la bienveillante sollicitude que Votre Hon.Association daigne porter envers mon Patriarcat et je garde le plus reconnaissant souvenir des bienfaits sans nombre dont elle ne cesse de le combler.Oui,Monsieur le Baron,nous sommes pleins de reconnaissance à Votre Sainte Oeuvre pour la précieuse assistance qu'elle nous prête dans les plus difficiles circonstances et nous prions le Seigneur d'accorder des jours heureux et ses plus abondantes bPnédictions à tous les bienfaiteurs qui la soutiennent et à ceux qui la dirigent avec tant de sagesse et de dévouement.

La continuation de la guerre générale et les malheureuses conséquences qui en résultent ,me mettent dans la pénible nécessité de recourir de nouveau à la bienveillance spéciale de Votre Hon.Association pour solliciter sa ch rité envers mon Patriarcat,mon clergé,mes fidèles et les pauvres dont le nombre s'accroit journellement.

Mon coeur est navré,Excellence ,en voyant la misère et les souffrances augmenter chaque jour;la cherté croissante des vivres constitue

A Son Excellence
Monsieur le Baron de B I E G E L E B E N
Président de l'Association de l'Imm.Conc.
&. &. &. VIENNE.

pour tout le monde une très grave préoccupation et conduit tous les jours à nos portes un bon nombre de pauvres .Nuit et jour je pense à ces malheurs;je cherche des moyens pour soulager ces misèresqui me causent de grands chagrins,et me tourmentent le coeur en me voyant dans l'impossibilité de pouvoir porter le moindre secours à ces misères qui augmenteront nécessairement si la guerre doit,à Dieu ne plaise,continuer encore cet hiver .Cette seule pensée me fait frémir déjà!

Voilà Monsieur le Baron les graves soucis qui me préoccupent et me mettent dans la pénible nécessité de les exposer brièvement,comme je le fais,à Votre charitéet à celle de Vos Hon.Coopérateurs .Je me vois obligé de faire ainsi un nouvel et pressant appel à Votre bon coeur pour lui recommander tout particulièrement notre Collège S.Grégoire l'Illuminateur où nous faisons apprendre déjà la langue allemande à tous les élèves;notre petit Séminaire qui abrite une trentaine d'excellents sémianaristes,nos diverses oeuvres de charité,nos bons prêtres et missionnaires et nos pauvres en général.-Veuillez bien compatir à notre situation;ayez l'extrême bonté de nous procurer par des bienfaiteurs et par Votre Oeuvre charitable des secours abondants qui me permettent de soutenir nos susdites bonnes oeuvres.assister nos prêtres et secourir nos pauvres,qui tous Vous tendent leurs mains suppliantes et prient pour Votre bonheur.

Le Bon Dieu tiendra compte de Vos libéralités faites dans des circonstances si difficiles et Vous participerez aux mérites du soulagement procuré à tant de malheureux.

Je suis sûr, Excellence, que Votre puissant appui et Vos recommandations bien efficaces nous procureront les secours dont nous avons un si grand besoin et ajouteront ainsi une nouvelle dette de reconnaissance envers Vous et envers Vos très estimables Coopérateurs.

Dans cette douce attente je Vous offre mes plus vifs et sincères remerciements et Vous renouvelle, Monsieur le Baron et Honoré Président ainsi qu'à Vos zélés et dévoués Coopérateurs mes meilleurs souhaits de bonheur et prospérité.

Veuillez agréer les sentiments de haute estime et considération avec lesquels j'ai l'honneur d'être,

De Votre Excellence

le dévoué et reconnaissant serviteur

+ Paul Pierre XIII Cerejeira

Patriarche des arm. Catholiques

No.179.

Konstantinopel,22/8.1917.

Die Pforte und die armenische Frage.

Das Erscheinen armenischer Sozialisten in Stockholm und ihre heftige Kampagne gegen die Türkei wird auf der Pforte sehr unangenehm empfunden."an befürchtet schwierige Auseinandersetzungen in der armenischen Frage auf der künftigen Friedenskonferenz,umsomehr als die Armenier ihre Angriffe nicht nur gegen die Türken,sondern auch gegen die Deutschen richten.Als erstes Opfer der armenischen Kampagne in Stockholm ist der dortige türkisch. Gesandte Peschambolat Bey gefallen,der infolge der geharnischten Angriffe der dortigen sozialistischen Presse die schwedische Hauptstadt ~~[illegible]~~ verlassen mußte.

Ein Zeichen der Besorgnis der Pforte vor der Erörterung der armenischen Frage ist die Vorbereitung neuer Dokumente über die armenischen Ereignisse im ersten Kriegsjahre.Eine Sammlung solcher Dokumente ist bereits vor zwei Jahren erschienen.Sie enthält insbesondere photographische Aufnahmen gefundener Waffen und Explosivstoffe sowie Bilder armenischer Revolutionäre,außerdem Karten Anatoliens mit den Grenzen des von den armenischen Patrioten geträumten großen Armeniens.Aber alle diese Dokumente liefern nicht hinreichende Beweise für die These,welche die Pforte zu vertreten sucht:daß nämlich die ganze armenische Nation eine aufständische Bewegung in Anatolien vorbereitet und eine revolutionäre Armee mit dem Standorte Sivas organisiert hätte,welche der türkischen Armee in den Rücken fallen sollte."an weiß aber auf der Pforte,daß diese Dokumente nicht be-

weiskräftig waren,daher werden jetzt neue vorbereitet.

Die Pforte fürchtet insbesondere das in den Händen der armenischen Komitees befindliche Material,welches viel überzeugender sein soll als das türkische.

xxxxxx

8905

BIBLIOTHEK

K. und k. österr.-ungar. Botschaft
Konstantinopel
Cs. és. kir. osztrák-magyar Nagykövetség
Konstantinápoly.

Pera-Jenikjöj, am 15.September 1917.

Nr. 75 / D.
P.

Behandlung der Griechen
in der Türkei

AN SEINE EXZELLENZ DEN HERRN MINISTER DES K. U. K. HAUSES
UND DES AEUSSERN OTTOKAR GRAFEN CZERNIN!

Die türkische Regierung hat seit Abbruch der Beziehungen mit Griechenland die in der Türkei lebenden Griechen,und zwar sowohl ottomanischer als hellenischer Staatsangehörigkeit über alle Erwartung gut behandelt. Die ottomanischen Griechen wurden mehr als früher zum Kriegsdienst herangezogen und diejenigen griechischer Staatsangehörigkeit wurden zum grössten Teile aus den zum Kriegsgebiete gehörenden Küstenstrichen ausgewiesen;es ist aber durch KURIER

. / .

sonst nirgends gegen die Griechen aus dem alleinigen Grunde vorgegangen worden, dass sie Christen und dazu Griechen wären.

Man hat hier eingesehen, dass es nach der ganzen Lage der Dinge für die Türkei gegenwärtig kein Interesse sei, dass sich das Verhältnis der abgebrochenen Beziehungen mit Griechenland in einen Kriegszustand verwandle und man will es daher vermeiden, der griechischen Regierung ernstlichen Anlass zu Rekriminationen zu geben. Der weitere und hauptsächlichste Grund liegt aber darin, dass man hier zur Einsicht gekommen ist, dass das seinerzeitige Vorgehen gegen die Armenier nicht nur die Türkei in den Augen der ganzen Welt tief herabgesetzt hat, sondern auch sonst ein grosser Fehler war. Wäre es vor einem oder 1 ½ Jahren zu einem Kriegszustande zwischen der Türkei und Griechenland gekommen, so wäre hier vielleicht in noch ärgerer Weise gegen das griechische Element gewütet worden als seinerzeit gegen die Armenier.

Je näher das Ende des Krieges kommt,desto deutlicher zeigt es sich,wie schwer die türkische Regierung unter dem Eindrucke und unter den Konsequenzen der an den Armeniern verübten Greueltaten zu leiden hat.Dieser nicht gut zu machende Fehler wird den damals am Ruder gestandenen und heute noch regierenden Männern von den unzufriedenen Elementen in der Türkei mit immer grösserer Wirkung vorgeworfen und gegen sie ausgenützt.Die türkische Regierung selbst sieht sich aber auch bei allen Friedens-Plänen und Kombinationen durch die armenische Frage in ihrer Bewegungsfreiheit gehemmt.Es ist nicht so sehr die Angst,die armenischen Provinzen zu verlieren, - man würde diesen Verlust vielleicht sogar verhältnismässig leicht verschmerzen - es ist vielmehr das Gefühl, dass die armenische Frage von allen Mächten (Freund und Feind) zum Anlass genommen werden wird.um sich wie früher in die inneren Fragen der Türkei einzumengen und so die Türkei die Errungenschaft des gegenwärtigen Krieges

. / .

217

- das Kapitulations-Regime abgeschüttelt zu haben - auf der seinerzeitigen Friedens-Konferenz wieder einbüssen könnte.

Der k. u. k. Geschäftsträger :

Trautmannsdorff

Nr. 77/P.—A. *Jenikōj, 22. September 1917.*

Unterredung mit Naby Bey. *Streng vertraulich.*

GRAF TRAUTTMANSDORFF AN GRAF CZERNIN.

Ich hatte dieser Tage eine längere Konversation mit dem gewesenen Botschafter in Rom, Naby Bey, welche sich auf die allgemeine Situation und auf die meisten aktuellen Fragen in der Türkei erstreckte.

Naby Bey arbeitet im Ministerium des Äußern an der Aufstellung von Memoranden über alle Fragen, die sich auf Mesopotamien, Syrien, Arabien, Ägypten und Tripolis beziehen, wodurch er auch Gelegenheit hat, über alle laufenden Angelegenheiten orientiert zu sein. Er gilt allgemein als Ententophile und es ist tatsächlich war, daß seine Sympathien für Deutschland, dessen Politik und Diplomatie er auch mir gegenüber schon öfters scharf kritisiert hat, nicht sehr groß sind. Er ist aber, wie er mir sagt, infolge des Studiums der mesopotamischen und arabischen Fragen, welches ihm über die auf Dezennien zurückreichende antitürkische Politik Englands erst so recht die Augen geöffnet hat, nunmehr ein Gegner Englands und überzeugt, daß dieses der gefährlichste Feind der Türkei war und ist.

Naby Bey ist zweifellos liberal aber kein Chauvinist und daher auch kein intimer Anhänger Talaat Paschas und Enver Paschas. Er neigt mehr zu Said Halim Pascha und ist ein großer Verehrer und Freund des seinerzeitigen langjährigen Großveziers und zuletzt Botschafters in London, Tewfik Pascha.

Ich glaube daher einiges Interessantes aus meiner Konversation mit Naby Bey zu Papier bringen zu sollen.

Über die Friedensnote des Papstes sprechend, meinte Naby Bey, dem der Text der türkischen Antwort bekannt war, daß er mit dem Gedankengang und der Fassung derselben einverstanden sei. Nur wäre es — seiner Ansicht nach — genügend gewesen, die Unabhängigkeit und die Sicherheit der freien Entwicklung zu betonen, ohne in weiteren Sätzen die Integrität des Territoriums und die Nichteinmischung in innere Angelegenheiten so sehr zu unterstreichen, wie es in der türkischen Textierung geschieht. Talaat und Enver Pascha, aber ebenso auch Achmed Nessimi Bey stünden in ihrem übertriebenen und blinden Chauvinismus auf dem starren Standpunkte des territorialen status quo ante bellum, welcher nach ihrer Auffassung auch die Inseln, Ägypten und sogar Tripolis umfasse. Ganz abgesehen davon, daß die Engländer Basra und Bagdad, die Russen den größten Teil von Armenien erobert haben und die arabischen Stämme bis nahe an das Tote Meer heran mehr weniger unter englischem Einflusse stehen, sei er der Ansicht, daß der Friede nicht ohne Konzessionen zustande kommen könne. Er denke hiebei in erster Linie an Konzessionen an England. Mit solchen Gedanken dürfe man aber heute den genannten Ministern gar nicht kommen, ohne als Hochverräter zu gelten. Djavid Bey sei ein Mann, der einen weiten Blick habe und es verstehe, daß für das

l c.

Zustandekommen des Friedens Nachgiebigkeit bei allen Kriegführenden ohne Ausnahme erforderlich sei. Er wisse, das Djavid Bey es ambitioniere, das Ministerium des Äußern zu übernehmen und er würde es mit großer Freude begrüßen, wenn es dazu käme, umsomehr als Achmed Nessimi Bey — was den Tatsachen entspricht — nicht der richtige Mann wäre. Er sei kleinlich, engherzig und es fehle ihm an Autorität sowohl im Komitee als noch vielmehr im Auslande, wo er ganz unbekannt sei. Gerade das Letztere müßte aber, sollte es einmal tatsächlich zu Friedensverhandlungen kommen, ein großer Nachteil sein.

Naby Bey erzählte mir in diesem Zusammenhange, daß er kürzlich den Auftrag erhalten hätte, auch über die Frage von Cypern ein ausführliches Memorandum auszuarbeiten. Er will dem Minister des Äußern geantwortet haben, daß ein solches Memorandum doch nicht viel praktischen Wert haben könne, worauf Achmed Nessimi Bey ihm zu verstehen gegeben hätte, daß man den Besitz von Cypern vielleicht reklamieren könnte, falls England in der Herausgabe von Mesopotamien Schwierigkeiten machen sollte. Naby sieht in dieser Äußerung einen gwissen Fortschritt in der Denkungsweise des Ministers, weil er nun doch wenigstens mit der Möglichkeit der Eventualität des Verlustes von Mesopotamien zu rechnen scheint.

Einen ähnlichen Standpunkt nimmt Naby Bey in der armenischen Frage ein. Er hält es für chauvinistische Verblendung, daß eine Besprechung der Geschehnisse in Armenien auf der seinerzeitigen Konferenz vermieden oder gar ausgeschlossen werden könnte. Der Fehler, den die leitenden Männer begangen haben, sei nicht gut zu machen und werde notgedrungen bei den Friedensverhandlungen seine schweren Folgen haben. Djavid Bey habe den Mut, dies offen heraus zu sagen.

Wir kamen dann auch auf die Verträge und im besonderen auf den in Schwebe befindlichen Artikel der Konsular-Konvention über die Immunität der Konsularbeamten zu sprechen. Ich setzte Naby Bey unseren Standpunkt und die prinzipiellen Gründe auseinander, aus welchen wir nicht nachzugeben in der Lage waren und als er gelegentlich die Worte fallen ließ, „ils (die heutigen maßgeben Minister) sont hantés par la question de l'abolition du régime capitulaire", sagte ich ihm, daß die Frage der Immunität der Konsularbeamten, wie so manche Fragen, auf die sich die türkische Regierung versteife, doch gar nichts mit den Kapitulationen zu tun habe und daß es mir daher notwendig schiene, daß gerade maßgebende Leute, wie er selbst, in dieser Richtung das Komitee und die öffentliche Meinung aufklären sollten. Naby Bey glaubt, daß die türkische Regierung nicht nachgeben werde und will seinerseits den Rat erteilt haben, daß, falls auch die k. und k. Regierung nicht nachgebe, man den Abschluß der Verträge auf einen günstigeren Zeitpunkt aufschieben solle. Ich versicherte Naby Bey, daß unserseits auf einen Abschluß sicherlich nicht gedrängt werden würde. Ich machte ihn aber gleichzeitig darauf aufmerksam, daß — meiner Ansicht nach — die Türkei den Franzosen und Engländern zweifellos die Immunität der Konsularbeamten werde zugestehen müssen, wenn sie mit diesen Staaten, welche durch keine Allianzrücksichten gebunden sein werden, Verträge abschließen wolle. Ich hielte es daher im Interesse der

Türkei, vorher mit uns Verträge zu besitzen, welche von den anderen Staaten ohne meritorische Änderung angenommen werden würden.

Über die Gesamtsituation der Türkei sprechend, meinte Naby Bey, daß die Autorität Talaat Paschas und Enver Paschas entschieden gelitten habe. Er glaubt nicht, daß es in absehbarer Zeit zu tiefgehenden Änderungen kommen würde, wenn auch z. B. Djavid Bey, wie das Gerücht geht, das Ministerium des Äußern übernehme; er ist aber überzeugt, daß die heutige Regierung schon wegen ihrer übertriebenen chauvinistischen Haltung den Frieden zu machen nicht imstande sei.

Die wachsende Antipathie gegen die Deutschen bereitet Naby Bey große Sorgen. Die zahlreichen groben Fehler (Ägypten, Persien, heiliger Krieg), die schlechte Politik Berlins vor dem Kriege und während desselben, das taktlose Auftreten deutscher Regierungsleute und jedes einzelnen Deutschen, sowie der Haß, der Deutschland von der ganzen Welt entgegengebracht wird, haben im ganzen Lande Unmut und Mißtrauen in die Zukunft erzeugt, ein Zustand, der sich immer mehr verschlechtern wird, je länger der Krieg dauert. Dies sei neben vielen anderen ein Grund, aus welchem Naby Bey den Frieden je eher herbeisehnt.

Er ist aber in dieser Hinsicht nicht optimistisch, wenn er auch das Gefühl hat, daß wir dem Frieden allmählich näherkommen. Er rechnet mit einem Zusammenbruch Italiens, welcher auf die Stimmung in Frankreich nicht ohne weitgehende Konsequenzen bleiben könnte.

9437

K. und k. österr.-ungar. Botschaft
Konstantinopel
Cs. és. kir. osztrák-magyar Nagykövetség
Konstantinápoly.

Jenikjöj, am 29. September 1917.

INDIZIERT
5. OKT. 1917

Nr. 79 / A-C.
P.

Rede des Grossvezir im Kongress des Komité.

1 Beilage

HAUS-, HOF- U. STAATS-ARCHIV WIEN

AN SEINE EXZELLENZ DEN HERRN MINISTER DES K. U. K. HAUSES UND DES AEUSSERN OTTOKAR GRAFEN CZERNIN!

Am letzten Sitzungstage des Kongresses des Komités " Einheit und Fortschritt " verlas der Grossvezir vor Abschluss der Verhandlungen ein langes Exposé dessen französische Uebersetzung ich im Anbuge vorlege.

Talaat Pascha wirft zuerst einen Rückblick auf die Entstehung des Krieges, welche die Türkei gezwungen habe, an die Seite der Centralmächte zu treten, um gegenüber den

durch KURIER

. / .

Moskovitischen Invasionstendenzen für ihre Existenz, für ihre Unabhängigkeit und für ihre freie Entwicklung zu kämpfen. Dies sei auch heute noch der Kriegszweck der Türkei und sie sei bereit in Friedensverhandlungen einzutreten, sobald die Feinde diese Prinzipien als zu Recht bestehend anerkennen.

Der Grossvezir tritt dann den vielfachen Verleumdungen entgegen, welche von den Entente-Mächten insbesondere von England ausgehen, und sich auf die Behandlung der feindlichen Staatsangehörigen, der Armenier und der Juden beziehen. Bezüglich der feindlichen Staatsangehörigen konnte Talaat Pascha mit Recht darauf hinweisen, dass diese in keinem kriegführenden Lande so gut behandelt werden wie in der Türkei, wo die meisten ungehindert ihrem Erwerbe nachgehen. Die Massnahmen gegen die Armenier bespricht der Grossvezir sehr ausführlich; er weist in seiner Erklärung nach, dass die subversive Agitation unter den Armeniern, welche nach dem Einmarsche der russischen

Truppen in die östlichen Provinzen in eine bewaffnete Teilnahme an den Operationen der Feinde in und hinter der Front ausartete,der türkischen Regierung keine Wahl liessen,durch Entfernung der staatsgefährlichen Elemente aus dem Frontbereiche für die Sicherheit der Armee die energischesten Massnahmen zu ergreifen.Talaat Pascha gibt zu, dass bei Durchführung dieser Massnahmen übertriebene Härten vorgekommen sind,wofür die Schuldigen übrigens strenge bestraft worden wären,er bestreitet aber gleichzeitig einem jeden fremden Staate das Recht,Massnahmen,welche eine reine innere Angelegenheit der Türkei darstellen, einer noch dazu ungerechten und ungerechtfertigten Kritik zu unterziehen.Am allerwenigstens dürfe dies England tun, welches in der Frage der Behandlung eigener Staatsangehörigen in Irland,in Transvaal und in Indien so manches auf dem Kerbholz habe.

Was die Juden betrifft,so seien Ghaza und Jaffa aus militärischen Gründen evakuiert worden.

./.

Denuntiationen der Juden selbst, des Grossrabbinates und sogar der neutralen Journalisten und diplomatischen Vertreter in Constantinopel hätten am besten die verleumderischen Lügennachrichten der Entente widerlegt, nach welchen aus Anlass der erwähnten Evakuierung an der dortigen jüdischen Bevölkerung angeblich unerhörte Greueltaten verübt worden wären. Der Grossvezir brandmarkt bei dieser Gelegenheit auch die verleumderische Tätigkeit der Reuter-Agentur, welche kürzlich die Nachricht von einer zionistischen Aktion des gewesenen amerikanischen Botschafters Morgenthau lanzierte, welche dieser von Aegypten aus in Palästina in Scene setzte. Diese Nachricht sei von Amerika durch die hiesige schwedische Gesandtschaft offiziell dementiert worden.

Der Grossvezir erwähnt dann auch die Note des Papstes, welche die Abrüstung und das obligatorische Schiedsgericht als Grundlagen proponiert, um die Menschheit in der Zukunft vor der Gefahr eines Krieges

HAUS-, HOF- U. STAATS-ARCHIV WIEN

zu sichern.Talaat Pascha erklärt hiezu:Die Türkei verfolge kein anderes Ziel als alle ihre natürlichen und moralischen Reichtümer innerhalb der Grenzen des Reiches frei entwickeln zu können.Die Türkei sei daher mehr als jeder andere Staat für die Einsetzung eines Schiedsgerichtes, welches bei Fällung eines Urteiles sich auf die Gleichheit aller Völker,ob grosse oder kleine,stützen werde.Die Türkei werde sich auch keiner Lösung der Frage der Abrüstung widersetzen,welche mit ihren vitalen Interessen vereinbar wäre.

Unter Betonung der günstigen militärischen Lage der Verbündeten und mit der Erklärung,dass die finanzielle und wirtschaftliche Situation der Türkei keineswegs unüberwindlichen Schwierigkeiten gegenüberstehe,schloss der Grossvezir sein Exposé mit der Versicherung,dass die Türkei,mit Ausdauer und geeinigt,das herannahende Ende des Krieges abwarten werde.

Vom politischen Gesichtspunkte aus hat die-

./.

W18

ses Exposé des Grossvezirs nichts neues gebracht.Der wichtigste Teil desselben sind die Ausführungen über die Armenier.Ich weiss,dass man sich hier schon seit langer Zeit mit dem Gedanken trug,einmal von autoritativer Stelle aus und in offizieller Weise der Verleumdungs-Propaganda der Feinde entgegenzutreten und die wenn auch strengen Massnahmen gegen die Armenier mit Gründen der Staatsnotwendigkeit zu rechtfertigen.Man will damit erreichen,dass die Vorgangsweise der Türken von der öffentlichen Meinung der ganzen Welt nicht so vernichtend beurteilt werde,wie dies jetzt dank der Verhetzung durch die Entente und Amerika der Fall ist;man hofft aber überdies es durchsetzen zu können,dass die armenische Frage als solche nicht auf die Tagesordnung der seinerzeitigen Friedens-Konferenz komme,weil dies eine Einmischung in die inneren Angelegenheiten der Türkei bedeuten würde. Man fürchtet wohl mit Recht,dass die Lage der Armenier von allen Teilnehmern an der Konferenz zum Anlass genommen

HAUS- HOF- U. STAATS-ARCHIV WIEN

werden könnte,um gemeinsam der Türkei innerpolitische Massnahmen aufzuzwingen,wodurch es gewissermassen zum Wiederaufleben eines Kapitulations-Regimes käme.

Es ist nicht zu leugnen,dass alles,was Talaat Pascha gesagt hat,der Wahrheit entspricht und es kann niemand leugnen,dass die türkische Regierung gezwungen war,angesichts der offen zutage tretenden subversiven Tendenzen der Armenier strenge Massregeln zu ergreifen.Es wird sich aber nicht darum handeln,ob strenge Massregeln gerechtfertigt waren oder nicht,sondern um die Art und Weise, wie die türkischen Staatsmänner die armenische Gefahr zu beschwören für gut befunden haben.

Aus diesem Grunde scheint es mir aber auch zweifelhaft,ob das vorliegende Exposé des Grossvezirs seinen Zweck erreichen wird.Meiner Ansicht nach wird es nicht zu umgehen sein,dass sich eine Friedens-Konferenz mit der armenischen Frage befasst und das Schicksal der armenischen Bevölkerung bespricht.Ich muss mich sogar

. / .

619

fragen, ob die türkische Regierung unter diesen Umständen nicht besser daran täte, über diese Geschehnisse möglichst wenig zu reden.

Der k.u.k. Geschäftsträger:

Trauttmansdorff

No.148/pol.-A-C

Memorandum des Nationalkomités
der Georgier.
zu E.No.5491 v.18.Okt.1917

S.E.Grafen Czernin

Wien

in Frledigg ihrer
im obigen Gegenstde
anher gerichteten
Anfrage

Die kais.deutsche Reg.hat der kgl.bulg.Reg. im Wege der h.bulg.Ges. eine analoge Note die dt beiliegde Aufzeichnung über ihre den Georgiern erteilte Antwort übermittelt.

Wie ich im AA noch erfahren habe, soll die georgische Bewegung in den letzten Wochen bedeutend zugenommen haben u. sollen alle Vorbereitungen für eine Revolution getroffen sein. Mit dem Beginn der Bewegg will das Nationalkomité in Tiflis jedoch noch zuwarten u. zunächst die ~~Zusicherung seitens der Zentralmächte wegen~~ Garantie der Anerkennung der selbständigen, aus Georgien, Norkaukasien u. Dagistan zu schaffenden föderativen Republik seitens der Zentralmächte erwirken. Insbes. will das Komité gegen eine Besitzergreifung des Landes durch die Türkei Sicherheit erhalten.

Wie aus den Nachrichten Meldungen, die einer aus Tiflis in Stockholm eingetroffenen Mitglieder des georg. Nationalkomités hervorgeht, ist die in Armenien stehende russ. Armee durch revolutionäre Propaganda stark durchsetzt u. ihre Stärke durch immer zunehmende Desertionen sehr herabgemindert

Das Gelingen eines georg. Aufstandes im Vereine mit einer türk. Offensive läge somit im Bereiche der Möglichkeit.

Ebenso seien die Gründung einer autokephalen georg. Kirche sowie die Erklärung der Georgier auf d. Nationalitätenkongress in Kiew, dass sie ihre Selbständigkeit vorbereiten, Anzeichen für das Erstarken der kaukas. Freiheitsbewegg.

Die deutsche Reg. hat daher dem h. georg. Nationalkomités, dessen Vertreter (in Stockholm) mit dem genannten Mitgliede des Tifliser Komités zusammengetroffen waren, auf Grund seines neuerl. Einschreitens wegen Anerkennung der künftigen Republik die in der beilgden Aufzeichnung erwähnte Erklärung abgegeben, wonach sie bereit sei ein kaukasisches Staatswesen anzuerkennen u. sich für dessen Anerkennung bei den Bundesgenossen zu verwenden.

Die deutsche Reg. hat sich bereits mit der türk. Reg. ins Einvernehmen gesetzt, welche der in Rede stehenden Erklärung durch mündl. Zusage beigetreten ist. Derzeit wurde die deutsche Botschaft in Cospoli beauftragt bei der türk. Reg. auf eine schriftl. Zustimmungserklärung zu dringen.

Die deutsche Reg. beabsichtigte nach Einlangen der türk. Zustimmungserklärung an die k.u.k. Reg. mit der Bitte heranzutreten der deutschen Erklärung zuzustimmen u. dem Georg. Nationalkomité eine analoge Mitteilung zukommen zu lassen.

Das Gelingen eines georg. Aufstandes im Vereine mit einer türk. Offensive läge somit im Bereiche der Möglichkeit.

enso seien die
ündung einer auto-
phalen georg. Kirche
wie die Erklärung
r Georgier auf d.
tionalitätenkon-
ess in Kiew, dass
e ihre Selbstän-
gkeit vorbereiten,
zeichen für das
starken der kaukas.
eiheitsbewegg.

Die deutsche Reg. hat daher dem h. georg. Nationalkomité, dessen Vertreter in Stockholm mit dem genannten Mitgliede des Tifliser Komités zusammengetroffen waren, auf Grund seines neuerl. Einschreitens wegen Anerkennung der künftigen Republik die in der beilgden Aufzeichnung erwähnte Erklärung abgegeben, wonach sie bereit sei ein kaukasisches Staatswesens anzuerkennen u. sich für dessen Anerkennung bei den Bundesgenossen zu verwenden.

Die deutsche Reg. hat sich bereits mit der türk. Reg. ins Einvernehmen gesetzt, welche der in Rede stehenden Erklärung durch mündl. Zusage beigetreten ist. Derzeit wurde die deutsche Botschaft in Cospoli beauftragt bei der türk. Reg. auf eine schriftl. Zustimmungserklärung zu dringen.

~~Die deutsche Reg. wäre der k.u.k. Reg. dankbar, wenn sie der k.u.k. Reg. bekanntgeben würde, dass die Georgier den deutscherseits abgegebenen Erklärung im Einvernehmen mit der k.u.k. Reg. erfolgt ist.~~

Die deutsche Reg. beabsichtigte nach Einlangen der türk. Zustimmungserklärung an die k.u.k. Reg. mit der Bitte heranzutreten der deutschen Erklärung zuzustimmen u. der Georg. Nationalkomité eine analoge Mitteilung kommen zu lassen.

Auf Grund meines in Befolgg
Eb obzit.Erl.nunmehr erfolgten Schrittes
bittet deutsche Reg.unsere Zustimmung bereits
ihr
jetzt bekanntgeben u.dem georg.Komité die
vorerwähnte Erklärung zukommen lassen
zu wollen.

Betreffs der unserseits der bulg.Reg.zu
erteilenden Antwort würde die deutsche
Reg. denkbar, wenn die K.u.K.Reg.Bulgarien er-
klären würde, dass sie den Georgiern
nach vorherigem Einvernehmen
deutscherseits abgegebenen Erklärung bereits ihre Zustimmung er-
teilt hat.

Hausabschrift.-1589-

Am 26. Juli d.J. hat das georgische Nationalkomitee der deutschen, öst. ung. ,bulg.,und türkischen Regierung eine Denkschrift über die Errichtung eines unabhängigen georgischen Staatswesens zugehen lassen. Im Laufe des Monats August sind Vertreter der Georgier ,der Tataren und der kaukasischen Bergvölker aus dem Kaukasusgebiet nach Stockholm gekommen und haben dort erklärt, dass im Kaukasus eine ernste Bewegung vorhanden ist, die die Schaffung einer unabhängigen föderativen Republik anstrebt ,die aus drei verschiedenen Staaten bestehen soll ,nämlich aus Georgien, dem vereinigten tatarischen Kantonen und dem Nordkaukasus. Die kaukasischen Vertreter haben die deutsche Regierung um Förderung ihres Unternehmens gebeten.

Die deutsche Regierung hat den kaukasischen Abgeordneten mitteilen lassen "dass sie bereit sei ,ein kaukasisches Staatswesen anzuerkennen ,das sich innerhalb der Grenzen des ehemaligen russischen Gebietes als unabhängiger Staat bilden und in amtliche Beziehungen zu der kaisl. Regierung treten würde. Die beziehungen dieses Staates zu seinen Nachbarn würden spätestens bei den Friedensverhandlungen zu regeln sein." Die Türkische Regierung hat dem kaisl. Botschafter in Konstantinopel erklärt ,dass sie mit der von der kaisl. Regierung den kaukasischen Kaukasiern erteilten Antwort durchaus einverstanden sei.

ooo

Aufgezeichnet des Amb. Andes.
(Geh. Rat Hadelung)
20/V 19

Geheim XLVII 10377

Nr. 150 /P

Berlin, am 26. Oktober 1917.

Streng geheim.

Gegenstand: türkisches Verlangen einer largeren Interpretierung der geheimen Bündnisverträge und bulgarische Wünsche bezüglich der Dobrudscha anlässlich des Besuches S.M. des deutschen Kaisers in Constantinopel und Sofia.

An Seine Excellenz den Herrn Minister des k.u.k. Hauses und des Aeussern Ottokar Grafen Czernin !

Ueber die Verhandlungen, die während des Aufenthaltes Kaiser Wilhelms in Constantinopel mit der türkischen Regierung geführt wurden, teilt mir Herr von Kühlmann Folgendes mit.

Bekanntlich stipulierte der Artikel I des geheimen deutsch-türkischen Bündnisvertrages vom Januar 1915 den Eintritt des casus foederis, sobald eines von den beiden Ländern von Seiten Englands, Frankreichs, Russlands oder der Balkanconfoederation angegriffen wird. Auf türkischen Wunsch wird nunmehr der casus foederis auch auf Italien ausgedehnt.

Ebenso hat sich Deutschland bereit erklärt, dem Verlangen der Pforte nachzugeben, den für sie nachteiligen Artikel II des geheimen Vertrages ganz fallen zu lassen -- wonach die Türkei zwar verpflichtet wäre, Deutschland Waffendienste zu leisten, sobald dieses von England angegriffen wird, sie selbst aber erst bei einem gleichzeitigen

Angriffe Englands und einer Continentalmacht von Deutschland di bewaffnete Hilfe fordern könnte..

Im sogenannten geheimen Vertrage, der im September 1916 von der deutschen und der osmanischen Regierung "über die Bedingungen bei Friedensschluss" abgeschlossen wurde, hatten die beiden Staaten sich gegenseitig die territoriale Integrität ihrer Gebiete garantiert. Dem unmittelbar vor dem Besuche Kaiser Wilhelms in Constantinopel türkischerseits ausgesprochenen Verlangen, diesen geheimen Vertrag noch durch die formelle Zusage zu erweitern, dass der Türkei keine Bedingungen auferlegt werden, welche einer Loslösung einzelner Provinzen vom Reiche gleichkämen (Autonomie von Mesopotamien, Kaukasus, Arabien, Hedjas) , wird ebenfalls deutscherseits entsprochen werden (vide Bericht Botschafters Markgrafen Pallavicini vom 20. d.M. Nr. 35 /P), und zwar durch folgenden Zusatz: "L'Empire Ottoman et l'Empire Allemand s'engagent à s'opposer toute proposition qui serait formulée , lors des négociations de la paix, de façon à introduire de quelque manière que ce soit , une restriction ou limitation du droit de souverain-té absolue de l'un des deux Empires sur toute le territoire qui en fait partie intégrante et à ne pas conclure la paix tant que cette proposition ne sera pas écartée définitivement." Die etwaige Nichterfüllung eines solchen Verlangens deutscherseits hätte wohl unbedingt den Bruch der geheimen Verträge zur Folge haben müssen, was, wie mir Herr von Kühlmann sagt, der hiesige türkische Botschafter Hakki Pascha durch die Worte charakterisierte " que poser une telle question

MAUS, KÖLN, BILDARCHIV

veut dire en même temps la résoudre favorablement."

Der Wortlaut dieser geheimen Zusatzverträge, welche die drei Wünsche der Türkei enthalten, wurde nunmehr anläßlich der Anwesenheit des deutschen Staatssekretärs des Aeussern in Constantinopel -- vorbehaltlich der Genehmigung Kaiser Wilhelms und des Reichskanzlers, die ehestens erteilt wird -- paraphiert.

Herr von Kühlmann ersucht mich, Euer Excellenz von Vorstehendem Mitteilung zu machen und Hochdieselbe zu bitten, die k.u.k. Regierung möge auch ihrerseits den deutschen Wünschen erfüllten, nicht zu umgehenden Wünschen der Türkei ihre Zustimmung erteilen, sobald dieselbe mit dieser Bitte an uns herantreten wird.

In Sofia wurde, wie mir der Staatssekretär sagt, auf sehr eindringliche Art und Weise die Ueberlassung der Dobrudscha an Bulgarien urgiert, worauf aber deutscherseits immer wieder ausweichend geantwortet wurde. Um die Gemüter zu beruhigen, wurde den Bulgaren die Ueberlassung zweier Kreise, die dermalen unter deutscher Militärverwaltung stehen, in Aussicht gestellt, wozu die Oberste Heeresleitung nunmehr auch ihre Zustimmung erteilt hat.

Der k.u.k. Botschafter:

K.U.K. BOTSCHAFT ... HAUS

195

Nr. 89/P. *Konstantinopel, 8. November 1917.*

Die Türkei jetzt und beim letzten Besuche Kaiser Wilhelms. Die Aussichten für die Zukunft. *Vertraulich.*

HAUS-, HOF- U. STAATS-ARCHIV WIEN

MARKGRAF PALLAVICINI AN GRAF CZERNIN.

Kaiser Wilhelm hat nun die Türkei zum dritten Mal aufgesucht. Von diesen drei Besuchen kommt bis jetzt — und so weit man bisher urteilen kann — dem zweiten die größte politische Bedeutung zu.

Jener Besuch vor 18 Jahren fiel eben in eine der völkerpsychologisch interessantesten und wichtigsten Epochen der ottomanischen Geschichte. Der kluge Abdul Hamid hatte den Anachronismus anerkannt, welchen das rein auf militärischer Okkupation basierte türkische Reich in dieser Zeit des Nationalitätenprinzipes und der liberalen Ideen bildete. Da er aber seine Gewaltherrschaft nicht aufgeben wollte, suchte er in der Religion, in dem ganz eigenartigen Brüderlichkeitsgefühle, welches der Islam unter seinen Anhängern auszulösen vermag, ein festes Band zwischen seinen Ländern und die Grundlage seiner Macht zu schaffen. Es kann nicht geleugnet werden, daß, wenn auch diese Hervorkehrung des Kalifates, dieses Panislamismus — weil vielleicht zu spät und in einer Zeit der grausamsten Weltkonkurrenz kommend — nicht jene Früchte getragen hat, welche von demselben erhofft wurden, doch der Türkei einen Zeitraum Ruhe und seinem Herrscher ein lang nicht dagewesenes Ansehen weit über die Grenzen des Reiches verschafft hat.

Als also Kaiser Wilhelm sich damals in Damaskus zum Freunde von 300 Millionen Mohammedanern bekannte, war dies ein Ausspruch von wirklich welthistorischer Bedeutung. Es war dies aber auch deshalb, weil — und der zukünftige Geschichtsschreiber wird in jenem denkwürdigen Besuche eine wichtige Etappe in den Kämpfen für das Imperium mundi ersehen — der Kaiser durch diese Worte die Inaugurierung der aktiven deutschen Politik im Oriente ankündigte, jenes Kurses, welcher für die deutsche Macht den Einfluß von Hamburg bis zum Persischen Meerbusen vindizierte.

Diese Politik, welche reich an Folgen war, wurde von Deutschland konsequent durchgeführt. Kaiser Wilhelm wurde der Unterstützer des Panislamismus und der Freund Abdul Hamids bis zu dessen Falle. Dann schwenkte die deutsche Regierung sehr geschickt und stellte sich bald auf den besten Fuß mit den Jungtürken.

Allerdings muß bemerkt werden, daß das Insticheluassen der Türkei während des Balkankrieges einen gewissen Mangel an Logik seitens der deutschen Regierung, bezw. ihrer Orientpolitik, aufwies, aber nach diesem Feldzuge widmete wieder Deutschland sein ganzes Augenmerk dem Ottomanischen Reiche und befolgte den erwähnten Kurs mit größerer Energie denn je. Es wurde die deutsche Militärmission hierher entsendet und militärischer Einfluß auf die Türkei ausgeübt, mit einem Worte eine Situation geschaffen, welche jedenfalls zum Ausbruche des Weltkrieges mächtig beitrug.

1 a.

Was den jetzigen Besuch Kaiser Wilhelms anlangt, so erscheint es noch unsicher, ob dessen Bedeutung über den üblichen Rahmen von Herrscherbesuchen hervorragen wird. Die Folge wird es erst zeigen.

Wie ich bereits gemeldet habe, war Seine Majestät mit Seinem hiesigen Aufenthalte sehr zufrieden und geneigt, die türkischen Zustände in einem besonders rosigen Lichte zu sehen. Ich konnte aber aus Höchstseinen Äußerungen entnehmen, daß der Herrscher über die wirkliche Situation sich nicht Rechenschaft gibt und namentlich nicht über die Wandlungen, welche die Türkei seit seinem letzten Besuche hier durchgemacht hat. Damals konnte der Kaiser von Seiner Freundschaft für 300 Millionen Mohammedaner sprechen. Heutzutage wäre eine solche Rede in Seinem Munde ein anachronistischer Widersinn. Damals reichte die Autorität des Sultan-Khalifen weit über die Reichsgrenzen hinaus, man betete für ihn in arabischen, indischen und chinesischen Moscheen; heute ist das Ansehen des osmanischen Sultans kaum in der Hauptstadt und in den türkischen Provinzen ein effektives und noch weniger bei den Arabern des Reiches.

Es hat sich eben seither diese, von Kaiser Wilhelm zu wenig beachtete, von mir oft vermeldete, grundlegende Änderung in den Geschicken der Türkei vollzogen. Anstatt des Panislamismus hat die jetzige freidenkende, durch moderne Halbbildung verblendete kleine Clique, welche die Türkei beherrscht, eine gekünstelte nationale Basis schaffen wollen. An Stelle eines Khalifen ein Komitee!

Als ich mir erlaubte, Kaiser Wilhelm auf diese Umstände aufmerksam zu machen, ließ mein hoher Mitredner meine Einwendungen nicht gelten und nannte mich einen Pessimisten. Er fügte hinzu, die österreichischen Diplomaten seien es immer gewesen und schon einer zur Zeit Maria Theresias habe den Niedergang der Türkei prophezeit, die Welt werde aber noch in Erstaunen gesetzt werden über die große Rolle, welche das Ottomanische Reich spielen werde.

Die Umstände erlaubten mir nicht, in eine Diskussion mit dem Kaiser zu treten, sonst hätte ich ihm leicht erwidern können, daß der von unserer Diplomatie längst vorausgesehene Zusammenbruch der europäischen Türkei — denn darum handelte es sich ja immer in der orientalischen Frage — bereits vollzogene Tatsache sei. Ich hätte aber beigefügt, daß ich auch ein gleiches Schicksal für die asiatische Türkei voraussehe.

In der Tat glaube ich nicht, daß letzteres Gebiet in seiner dermaligen Gestalt sich lange wird halten können und muß alle derlei politische Kalküls als, meiner Ansicht nach, Utopie bezeichnen. Freilich würde die Sache anders liegen, wenn es statt 8 Millionen 20 oder mehr Millionen Osmanen geben würde. Ich glaube, daß selbst, wenn die bereits in diesem Kriege verlorenen Provinzen wiedergewonnen werden, dies nur von momentaner Dauer sein werde. Denn es ist undenkbar, daß die türkische Minderzahl ein derartig ausgebreitetes und verzweigtes Reich mit seinen vielen, meist kompakt lebenden Nationen — gegen die Konkurrenz der ganzen Welt — auf die Dauer beherrschen solle, seitdem das einzige, diese Völker zusammenhaltende Band verschwunden ist.

Allerdings ist, meiner Ansicht nach, wenigstens eine physische Möglichkeit vorhanden, die asiatische Türkei zusammenzuhalten. Dies wäre,

wenn nach dem Kriege Deutschland die Türkei vollständig in seine Verwaltung übernimmt, die türkische Armee in ein Werkzeug der deutschen Macht umwandelt und wenn neben dem Schattensultan am Goldenen Horn der deutsche Kaiser herrscht und die vielen Völker des Reiches mit seiner Faust zusammenhält. Dann würde eben deutsche Kultur und deutsche Militärmacht wieder das fehlende Band abgeben, welches trotz vielfachen landesüblichen Sympathien für Westeuropa die Völker des Sultans zusammenhalten würde.

Wenn es einerseits einleuchtend ist, daß — wie die Verhältnisse heute liegen — nur Deutschland — unsere tatkräftige Mitwirkung vorausgesetzt — dieser riesigen Aufgabe gewachsen wäre, so wäre hiefür die unerläßliche Voraussetzung, daß Deutschland nicht nur siegreich aus dem Weltkriege hervorgeht. sondern aber mit einer Übermacht, welche ihm gestattet. seinen Willen der Welt zu diktieren.

Vielleicht schwebte Kaiser Wilhelm, als Er der glänzenden Zukunft der Türkei gedachte, dieser Traum vor! Sollte Er sich verwirklichen, so käme allerdings Höchstseinem jetzigen Besuche eine alle anderen weit übersteigende Bedeutung zu.

K.u.K.österr.ungarische Botschaft
beim Heiligen Stuhle.

Bern, 13. November 1917.

Nr. 89/P.

Gegenstand: Aufzeichnung über ein Gespräch mit einem türkischen Diplomaten.

EINGEGANGEN
16. DEZ. 1917

1 Beilage.

Seiner Excellenz

dem Herrn k.u.k. Minister des k.u.k. Hauses und des Aeussern

Grafen Czernin von Chudenitz,

In der Anlage beehre ich mich eine Aufzeichnung eines Gespräches vorzulegen, welches ein Mitglied meiner Botschaft mit einem Sekretär der Berner türkischen Gesandtschaft dieser Tage zufällig gehabt hat.

Der k. und k. Botschafter

Schönburg

181

Aufzeichnung.

Anläßlich einer Konversation, die ich vor wenigen Tagen mit einem Sekretär der hiesigen türkischen Gesandtschaft hatte, kamen wir auf die gegenwärtige politische Situation zu sprechen. Er erzählte mir unter anderem, er habe vor kurzem einen italienischen Freimaurer den er schon seit Jahren kenne, hier in Bern getroffen, welcher ihm von einer beginnenden pacifistischen Strömung unter den Freimaurern Italiens gesprochen habe. Dieselbe ginge insbesondere von einigen ziemlich einflussreichen Brüdern der Genueser- und Turiner-Loge aus. Die unlängst in den italienischen Zeitungen gemeldete Ermordung eines hohen freimaurischen Funktionärs in Rom sei nach Aussage des obgenannten Gewährsmannes auf Veranlassung seiner Logenbrüder erfolgt, die ihn wegen seiner etwas zu offen zur Schau getragenen pacifistischen Gesinnung verfolgten. Auch Nathan, der bekanntlich früher Grossmeister einer Loge war und noch heute eine grosse Rolle unter den italienischen Freimaurern spielt, neige zum Pacifismus, wage aber im gegenwärtigen Moment noch nicht, dieser seiner Ueberzeugung offenen Ausdruck zu verleihen. Der Ursprung dieser, wenn auch erst im Keime befindlichen pacifistischen Regung unter den italienischen Freimaurern sei in der stätig wachsenden Misstimmung gegen England zu suchen

welches Italien heute vollkommen in der Hand habe und das Land dabei wirtschaftlich verkommen lasse. Gar mancher, enttäuscht über die Nichterfüllung der Erwartungen, die er auf England gesetzt hatte, sehe heute ein, dass die Teilnahme Italiens an dem Kriege ein schwerer Irrtum gewesen. Die Mehrheit der italienischen Logenbrüder sei allerdings noch immer entschieden für eine Fortsetzung des Krieges, schon aus dem Grunde, weil sie ja selbst seinerzeit dem Lande den Krieg aufgedrängt haben und ihnen daher ein plötzliches Umschwenken zu schwer fallen würde; nicht zuletzt wirke aber auch dabei der tiefwurzelnde Hass gegen Kirche und Klerus mit: die vom Heiligen Vater gemachten Friedenspropositionen hätten naturgemäss die heftigste Opposition bei den Freimaurern geweckt und ihre kriegsfreundliche Stimmung noch erhöht.

Im weiteren Verlaufe des Gespräches kamen wir auch auf die Türkei und ihre Rolle nach dem Kriege zu sprechen. Mein Mitredner meinte, dass Deutschland und vor allem unsere Monarchie aus diesem Kriege, wie immer er auch ausgehen möge, nicht schlecht herauskommen würden, fürchte aber sehr, dass dies bei seinem Vaterlande nicht der Fall sein werde. Er sei sich wohl bewusst, dass es sich für die Türkei in diesem Kriege mehr wie für jedes andere kriegführende Land um einen Existenzkampf handle. Darum sei auch jeder Türke entschlossen, sich bis zum letzten Blutstropfen zu wehren, da sich keiner einer Täuschung hingibt, was für sein Vaterland auf dem Spiele steht. Man würde ja ohne Zweifel bei einem Friedensschluss gewisse Opfer brin-

gen müssen. Darüber sei man sich in Constantinopel im Klaren. Auf Armenien, meinte mein Vitredner, würde man gerne verzichten. Die armenische Rasse habe von jeher ein staatsgefährdendes Element im Reiche dargestellt, und man würde froh sein, dieses den Türken so heterogene Volk ein für allemal loszuwerden. Nie könnte man dagegen in eine Abtretung Syriens und Palästinas einwilligen. Man wisse wohl in der Türkei, dass die Erwerbung dieser Provinzen das Hauptziel Englands in diesem Kriege sei, und dass letzteres seine strategischen Pläne darauf richte, die Linie Jaffa-Bagdad zu erreichen. Erst wenn England dies gelungen, würde es - nach seiner Ueberzeugung - bereit sein, Frieden zu schliessen, denn dann wäre die deutsche Gefahr in Kleinasien für immer beseitigt und der direkte Zugang nach Indien gesichert.- Er hoffe allerdings, so fuhr mein Vitredner fort, dass England bei Verwirklichung dieser seiner Absicht auf den Widerstand seiner eigenen Bundesgenossen stossen werde; denn sowohl Frankreich wie Amerika verfolgen eigene Pläne in Syrien und Palästina, und es sei anzunehmen, dass letztere die beiden Provinzen noch lieber im Besitze der Türkei sehen würden als in der Hand England, womit ihnen jede weitere, sei es wirtschaftliche sei es politische Aspiration auf diese Gebiete für alle Zukunft abgeschnitten wäre.

Zum Schlusse erwähnte er noch, er habe aus zuverlässiger Quelle gehört, die Vereinigten Staaten beabsichtigten in nächster Zeit eine Landungsaktion in Syrien auszuführen, und meinte, dieselbe habe wohl den Zweck, den Amerikanern beim kommenden Friedensschluss das Recht

zu geben, bei Lösung der Syrischen- und der Palästina-Frage mitreden zu können. Nicht umsonst hätten die Amerikaner schon seit Jahren in diesen Gebieten Propaganda zu Gunsten eines selbstständigen zionistischen Staates gemacht.

Pallavicini

K. u. k. Ministerium des kaiserl. und königl. Hauses und des Äußern.

Wien, am 16.November 1917.

Nr.5965.

Memorandum des Nationalkomitees der Georgier.

Zum d.a.Bericht Nr.148/P-A vom 22.Oktober 1917.

1 Beilage.

Polit: No 555
Pracs: 19.XI.
B.

An Seine Durchlaucht den Herrn k.u.k.Botschafter
Gottfried Prinzen zu Hohenlohe,
BERLIN.

Im Sinne der Ausführungen des zitierten Berichtes ersuche ich Euer Durchlaucht, das Nationalkomitee der Georgier in meinem Namen zu verständigen, daß die k.u.k.Regierung gegenüber den Wünschen des Komitees denselben Standpunkt einnimmt, wie die kaiserlich deutsche Regierung. Wir seien daher ebenfalls bereit, ein kaukasisches Staatswesen anzuerkennen, das sich innerhalb der Grenzen des ehemaligen russischen Gebietes als unabhängiger Staat bilden und in amtliche Beziehungen zu uns treten würde. Die Beziehungen dieses Staates

./.

Mit Leg.Rat Nadolny, A.A. besprochen u. Wortlaut der Beilage brieflich übermittelt.

zu seinen Nachbarn wären spätestens bei den Friedensverhandlungen zu regeln.

Euer Durchlaucht wollen ferner dem Auswärtigen Amte mitteilen, daß wir das Mémoire
2) des Komitees im vorstehenden Sinne den deutschen Wünschen entsprechend beantworten und
./. daß wir die hiesige bulgarische Gesandtschaft hievon durch die in Kopie mitfolgende Notiz unterrichtet haben.

Es wird mich interessieren zu erfahren,
3) ob es dem Berliner Kabinett gelungen ist, die Pforte zu einer schriftlichen Zustimmungserklärung zu unserem Standpunkte zu veranlassen.

Für den Minister:

1193

K. und k. österr.-ungar. Botschaft
Konstantinopel.
Cs. és kir. osztrák-magyar Nagykövetség
Konstantinápoly.

Konstantinopel, am 17. November 1917.

Nr. 93
P.

STRENG GEHEIM !

Türkisches Desideratum nach einer largeren Interpretierung des Bündnisvertrages.

zum Bericht de dto Berlin, 26.X.1917.
Nr. 150/P.

1 Beilage

AN SEINE EXZELLENZ DEN HERRN MINISTER DES K. U. K. HAUSES
UND DES AEUSSERN OTTOKAR GRAFEN CZERNIN!

In meinem Berichte Nr.85/P.vom 20.Oktober d.Js.besprach ich den türkischen Wunsch, dass die Centralmächte in einem Zusatzartikel zu unserem geheimen Vertrage dafür Gewähr leisten, dass beim Friedensschluss keine Bedingungen der Türkei auferlegt werden, welche der Loslösung einzelner Provinzen vom Reiche gleichkämen.

Wie Euer Excellenz wissen, hatte mir Herr von Kühlmann gesagt, er glaube, man könnte durch irgend

. / .

197

durch KURIER

eine vage Zusage diesem Verlangen wohl nachkommen.

Nun entnehme ich aus dem mir gütigst mitgeteilten Berichte des Prinzen Hohenlohe, dass die deutsche Regierung in dieser Angelegenheit in weitgehendster und preciser Form die Wünsche der Pforte berücksichtigen wird. Der mir mitgeteilte Text des Zusatzartikels erscheint eine nahmhafte Erweiterung des Artikels 2. des heurigen Ergänzungsvertrages, namentlich durch die zu übernehmende Verpflichtung " de ne pas conclure la paix tant que cette proposition ne sera pas écartée définitivement. "

Unter solchen Umständen glaube ich auf diesen Gegenstand zurückkommen und Euer Excellenz besondere Aufmerksamkeit auf die der Türkei hiedurch eingeräumten allzu grossen Befugnisse lenken zu wollen, welche ihr seinerzeit eventuell möglich machen würden, den Friedenschluss zu verzögern.

Mein deutscher Kollege, welcher persönlich meine diesbezüglichen Bedenken teilt, sagte mir, Herr von Kühlmann sei der Meinung, dass wenn es zum Friedenschlusse

tatsächlich kommen sollte und das einzige Hindernis hiezu im Wunsche der Entente liegen würde, dass in den heute okkupierten türkischen Provinzen die Souveränität der Pforte in gewisser Beziehung eingeschränkt werde, die türkische Regierung im eigenen Interesse nicht auf ihrer Ablehnung verharren würde. Hiedurch würde die Frage vom praktischen Werte wesentlich verlieren.

Ich möchte meinerseits aber die Sache nicht im Voraus schon als so sicher hinstellen. Alles wird seinerzeit von den allgemeinen und insbesondere von den Machtverhältnissen der Regierung und des Komités abhängen. Lag es momentan in der Absicht der Pforte, aus dem Kaiser-Besuche hauptsächlich Kapital zu schlagen, so kann man doch nicht verkennen, dass die förmliche oder verschleierte Losreissung von Armenien, Mesopotamien, Syrien und Arabien das politische Todesurteil der jetzigen Machthaber wäre.

Dieses deutsche Entgegenkommen der Türkei gegenüber wird übrigens durch weitere Aeuszerungen des Grafen Bernstorff an mich noch in recht merkwürdiger Weise

beleuchtet.

Der Botschafter erzählte mir, dass in Deutschland viele Politiker der Ansicht seien, dass die Türkei für diesen Krieg die pots cassés werde bezahlen müssen. So habe der gewesene Reichskanzler, Doktor Michaelis, als er ihm den hiesigen Botschafterposten antrug, dem Grafen Bernstorff gesagt, dass er eine recht schwere und undankbare Aufgabe übernehme, da der Friede wohl auf Kosten der Türkei geschlossen werden dürfte. Aber nicht nur auf Kosten der Türkei - welche Ansicht ich übrigens seit Kriegsausbruch vertrat - sondern auch auf Kosten Russlands wollen manche politische Kreise Deutschlands das Einverständnis mit England und so den Frieden herbeiführen. Deutschland würde hiebei die Ostsee-Provinzen und England Mesopotamien erhalten.

Endlich erlaube ich mir noch zu bemerken, dass die Streichung des Artikel 2. des Hauptvertrages vom Jänner 1915 mir auch nicht unbedenklich erscheint, indem diese Verfügung die Mitkontrahenten der Türkei ganz ohne Sinn in einen von der Pforte, vielleicht in einem Momente der politischen Verzweiflung mit Grossbritannien leichtfertig vom Zaun gebrochenen Streit verwickeln kann.

Allerdings müsste man in dieser ganzen Frage sich über den zu verfolgenden Zweck im Klaren sein, sowie namentlich darüber, ob Verträgen auch juridische oder nur rein politische Bedeutung zukommt.

Der k.u.k. Botschafter

Pallavicini

Pol. 1 Gabinett XLII n.f.

Markgraf Pallavicini an Grafen Czernin.

Nr.98/D. Konstantinopel, 1.Dezember 1917.

Ich hatte neulich Gelegenheit, über die Frage der Errichtung eines kaukasischen Staates mit Nessimi Bey zu sprechen und konnte konstatieren, daß die türkische Regierung grundsätzlich das Memorandum des georgischen Komitees in derselben Weise wie wir und Deutschland zu beantworten beabsichtigt.

Der Minister des Aeußern sagte mir aber, man hege hier gegen den Satz „reconnaître un Etat Caucase qui serait constitué comme Etat indépendant dans les limites du territoire ci-devant russe" ein sehr natürliches Bedenken, denn dieses Präzedens würde den Ententemächten eine gar zu willkommene Handhabe für die von ihnen beabsichtigte Errichtung autonomer Staaten auf türkischem Gebiete bieten; daher werde das Wort „reconnaître" umgangen werden müssen. Auch bezüglich des Zeitpunktes, wo offizielle Beziehungen zwischen der Türkei und Kaukasien angeknüpft werden sollen, würde Nessimi Bey dem Satze „au plus tard lors des pourparlers de paix" die einfachen Worte „en son temps" vorziehen.

K. u. k. Ministerium des kaiserl. und königl.
Hauses und des Äußern.

Wien, am 7.Dezember 1917.

Nr. 6384.

Memorandum des georgischen Komitees; Errichtung eines kaukasischen Staates.

Zum Berichte Nr.166/E vom 3.Dezember 1917.

1 Beilage.

Pol. No. 590
Präs: 8.XII
B.

An Seine Durchlaucht den Herrn k.u.k.Botschafter
Gottfried Prinzen zu H o h e n l o h e ,
BERLIN.

Unter Bezugnahme auf den obzitierten Bericht beehre ich mich, Euer Durchlaucht zu Ihrer
./. Information anliegend eine Meldung des k.u.k. Botschafters in Konstantinopel, betreffend die Errichtung eines kaukasischen Staates, zu übersenden.

Für den Minister:

Abschrift.

A 40907 Berlin.5. Dezember 1917

Sehr geehrter Herr Baron von Wesendonk,

Das Georgische Komitee hat die Ehre, hiedurch der Deutschen Regierung für alle Förderung und Unterstützung der georgischen Bestrebungen während dieser drei Jahre seinen aufrichtigsten Dank auszusprechen.

Ganz besonders gilt dies für die Erklärung der Deutschen Regierung, dass sie im Falle einer Selbständigmachung Georgiens die Unabhängigkeit des Landes anerkennen und bei den Friedensverhandlungen dafür eintreten werde.

Diese Erklärung der deutschen Regierung ist uns um so mehr von höchster Werte, als auch die verbündeten Mächte sich inzwischen ihr angeschlossen haben.

Das Georgische Komitee wäre Ihnen zu besonderem Dank verpflichtet, wenn Sie die Güte haben wollten, ihm die ebenerwähnte Erklärung des Deutschen Regierung sowie die Zustimmungsäusserung der verbündeten Mächte im Wortlaute bekannt zu geben. Es ist dabei keine andere Verwendung beabsichtigt, als unseren Freunden in Georgien auf Grund des authentischen Materiale Mitteilungen machen zu können, die dort jedenfalls dazu dienen würden, unsere Sache wesentlich zu fördern.

Indem wir Ihnen nochmals für alle uns gezeigte Entgegenkommen unsere Dankbarkeit aussprechen, zeichnen wir

in vorzüglicher Hochachtung

Im Namen des Georgischen Komitees:

gez. Fürst Georg Matchabelli

Vorsitzender

gez. Georg v. Keresselidze

Sekretär

An das Auswärtige Amt,

Berlin

Abschrift.

Auswärtiges Amt.

A 40907/J.Nr.31336 Berlin.17.Dezember 1917

Dem Georgischen Komitee bestätige ich auf das gefällige Schreiben vom 5. d.M. ergebenst die im August d.J. Ihren Vertretern in Stockholm mündlich abgegebene Erklärung, dass die kaiserliche Regierung bereit ist, falls sich im Kaukasus innerhalb der Grenzen des Russischen Reiches ein unabhängiger Staat bilden und mit ihr in offizieller Weise in Beziehungen treten sollte, diesen Staat anzuerkennen. Die Beziehungen dieses Staates zu seinen Nachbarn wären spätestens bei den Friedensverhandlungen zu regeln.

gez.Freiherr von der Busesche

An das

Georgische Komitee,

Berlin

№ 13213 **Telegramm** Ref.I.

21 DEZ 1917

Graf Demblin,

K.U.K. STAATS-ARCHIV WIEN

ddto. Hofzug, 18.Dezember 1917.

№ 32 aufg. 2 U. 20 M. p.m.
eingel. 3 „ 45 „ p.m.

Chiffre.

Seine Majestät hat von „Delegierten" der Bevölkerung von Batum, Ardahan und Kars ein Telegramm erhalten, in welchem dieselben um Intervention behufs Wiedervereinigung ihrer Gebiete mit der Türkei bitten. Text des Telegrammes telegrafiere ich unter einem in claris.

Im Allerhöchsten Auftrage bitte ich Euer Exzellenz, dieses Telegramm namens Seiner Majestät in einer unserem eventuellen späteren Standpunkte möglichst unpräjudizierlichen Weise (eventuell mit dem allgemeinen Hinweise auf das den Völkern Russlands eingeräumte Selbstbestimmungsrecht) beantworten zu lassen.

— —

Telegramm.

Graf Demblin,

ddto. Hofzug, 18.Dezember 1917.

K.U.K. KRIEGS-ARCHIV WIEN

Nr. --

aufg. 2 U. 20 M. p.m.
einget. ~~6~~ " ~~15~~ " ~~p.m.~~

Telegramm aus Pera vom 17.Dezember:

A Sa Majesté Impériale et Royale l'Empereur d'Autriche, Roi de Hongrie.

Nous soussignés, délégués des populations de Batoum, Ardahan, Kars, dont les territoires ont été arrachés à l'Empire ottoman en compensation d'une partie de l'indemnité de guerre qui lui fut imposée alors, prenons la liberté de soumettre à Votre Majesté ce qui suit:

Des liens plusieurs fois séculaires et indissolubles, la foi réligieux et de race, nous rattachent à la Turquie, dont nous nous sommes toujours montrés les bons et loyaux citoyens. En 1878 nos populations formant des milices nationales, combattirent avec succès contre les forces ennemies. La paix nous ayant livrés à la Russie, nous continuâmes la lutte pour repousser le joug étranger. Par ailleurs au congrès de Berlin, nous avons fait entendre nos vives protestations contre les combinaisons financières qui disposaient de nous et de nos territoires malgré notre volonté si solennellement exprimée. Depuis, une partie

./.

773

de la population a émigré en Turquie et ceux qui sont restés dans leur foyer ont gardé leur indéfectible attachement à la mère-patrie et pendant près d'un demi siècle nos populations qui n'ont jamais été russifiées ont gémi sous le joug d'un despotisme aujourd'hui écrasé grâce aux efforts du peuple russe libéré maintenant. Confiants dans la justesse de notre cause et dans les sentiments de haute équité dont s'inspire Votre Majesté Impériale, nous sollicitons Sa généreuse intervention pour le rétablissement de notre droit à l'existence par le retour de notre pays à la Turquie, notre mère-patrie. Signé Ali Riza de Livane; Ali Haidar de Livane; Ahmed de Tchuruk-Sou; Mahmoud de Tchuruk-Sou; Behdjet de Ardahan; Riza de Ardahan; Zia de Batoum; Hassan Fehmi de Adjara; Hachim de Kars; Mehed Ali de Kars; Ahmed Tevfik de Chavehett; Tevfik Isan Khamyl de Livane; Fouad de Batoum; Djevad de Ardahan; Djemyl de Batoum; Sureya de Chavehett; Ali Arslan de Ardahan; Savfet de Mourgoul; Yumni de Chavehett.

---

ad Telegraphenamt Berlin

PATRIARCAT
ARMÉNIEN CATHOLIQUE

Constantinople, le 20 Décembre 1917

V°

Eminence Révérendissime,

Je saisis avec un joyeux empressement l'heureuse occasion des fêtes prochaines de la Noël et du Jour de l'An pour offrir à Votre Eminence les souhaits sincères et les voeux ardents que je forme pour Son plus grand bonheur. Que le Seigneur conserve pour de longues années les jours précieux de Votre Eminence, qu'il bénisse tous Ses travaux et entreprises et Lui accorde l'accomplissement de tous Ses pieux désirs et desseins. Je prie et je fais prier en même temps pour que le Bon Dieu fasse cesser le plus tôt la guerre et accorde la paix au monde entier

Je profite de cette occasion pour réitérer à Votre Eminence les sentiments de la très profonde et vive gratitude dont mon coeur est pénétré envers Elle pour les bienfaits rendus à mon Patriarcat et pour recommander très respectueusement à sa bienveillance paternelle ce même Patriarcat qui est heureux de compter en Sa vénérable personne un de Ses nobles et illustres Bienfaiteurs.

J'ai l'honneur d'être, Eminentissime Prince, avec les plus respectueux sentiments de vénération,

De Votre Eminence Révme.

le très dévoué et reconnaissant servit

A Son Eminence Révme et Illme.
Mgr. le Cardinal GUSTAVE P I F F L
Archevêque de Vienne.
&. &. &. VIENNE.

+ Paul Pierre XIII Terzian
Patriarche des arm. catholiques

№ 13326 **Telegramm**

Sekretiert.
Ref.I,
Ref.IV.

Markgraf Pallavicini,

ddto. Pera, 21.December 1917.

№ 737

aufg. -- U. -- M. (fehlt)
einget. 5 „ -- „ p.m.

Chiffre.

~~Mein Telegramm No.736 vom 17 d.M.~~

Großvezier bestätigt mir heute, daß eine der hauptsächlichsten Friedensbedingungen, welche die Türkei an Russland stellen werde, die Räumung des von Russen okkupierten türkischen Gebietes sei.

Ich habe Talaat Pascha bemerkt, daß meiner Ansicht nach Hauptsache sei, möglichst rasch mit Russland Frieden zu schließen. Nun könnte es sich, fuhr ich fort, ereignen, daß die jetzigen russischen Machthaber sich mehr durch theoretische Prinzipien als durch konkrete Konsiderationen leiten lassen, und wäre sehr möglich, daß sie speziell in Territorialfragen Standpunkt vertreten, daß den Bevölkerungen der beiderseits okkupierten Territorien freie Wahl gelassen werden soll, sich für die eine oder die andere Partei zu entscheiden. Dies könnte für die von den Russen besetzten Gebiete der Türkei der Fall sein.

Großvezier antwortete mir hierauf, daß dieses Prinzip für die okkupierten ottomanischen Gebiete keine Anwendung finden könnte, da sich dort jetzt nur mehr Türken befänden, Armenier gäbe es keine mehr und die Kurden hätten sich vor der russischen Invasion ins Innere zurückgezogen.

33

12551

K. und k. österr.-ungar. Botschaft
Konstantinopel.
Cs. és kir. osztrák-magyar Nagykövetség
Konstantinápoly.

Konstantinopel, am 22. Dezember 1917.

Nr. 105 P.

EINGELANGT
19. FEB. 1918.

2 Briefe des arm.kathol. Patriarchen.

Zum Erlass Z.6485, vom 13. Dezember 1917.

2 Beilagen.

AN SEINE EXZELLENZ DEN HERRN MINISTER DES K. U. K. HAUSES

UND DES AEUSSERN OTTOKAR GRAFEN CZERNIN!

Der mit obbezogenem Erlass eingelangte Brief und Betrag von 500 K wurde dem armenisch-katholischen Patriarchen Peter Paul Terzian von hier aus zugestellt.

In der Anlage unterbreite ich ein vom Genannten daraufhin mit der Bitte um Weiterleitung vorgelegtes, an den Herrn Erzbischof von Kalocsa gerichtetes Dankschreiben samt einem analogen an Kardinal Dr. Czernoch adressierten Schreiben zur hochgeneigten weiteren Veranlassung.

Der k. und k. Botschafter :

Durch Kurier !

17

K. und k. österr.-ungar. Botschaft
Konstantinopel.
Cs. és kir. osztrák-magyar Nagykövetség
Konstantinápoly.

Konstantinopel, am 28.Dezember 1917

18. JAN. 1918

Nr. 106 A-G.
P.

Geheim.

Die trostlose militärische Situation der Türkei - Die Frage der Entsendung von Hilfstruppen.

AN SEINE EXZELLENZ DEN HERRN MINISTER DES K. U. K. HAUSES

UND DES AEUSSERN OTTOKAR GRAFEN CZERNIN!

Ich habe schon wiederholt in meiner Berichterstattung hervorgehoben, dass die Türkei am Ende ihrer Kräfte angelangt ist und dass ihre durch die vielen Kriegsjahre geschwächte Armee nicht mehr als ernster Faktor im Weltkriege in Betracht kommt.

Aus von verschiedenen sicheren, zum Teil geheimen Seiten mir zukommenden Informationen gewinne ich folgendes Bild über die militärische Situation der Türkei.

Gegenwärtig befinden sich im Osmanischen Reiche

durch KURIER

circa 300.000 Deserteure. Die desertierenden Mannschaften gehen nicht zum Feinde über, sondern sie verlassen ihre Truppenteile, namentlich auf Märschen, und zwar immer mit ihren Waffen, einfach um ihre Freiheit wiederzugewinnen. Der Mangel an Organisation und die langen Märsche zu den entlegenen Kriegsschauplätzen machen diese Desertionen leicht.

Heute ist Anatolien voll von solchen aus desertierten Soldaten gebildeten Banden, es herrscht dort eine Unsicherheit wie niemals früher, Kämpfe zwischen diesen Banden und dem Militär beziehungsweise Gendarmerie sind an der Tagesordnung, ja es müssen grosse Expeditionen gegen diese Räuberbanden veranstaltet werden.

Die von den türkischen Truppen auf den entlegenen asiatischen Kriegsschauplätzen erlittenen Verluste waren unverhältnismässig gross. Die III.Armee zählte am Anfange des Kaukasusfeldzuges 1914-15, 90.000 Mann guter Truppen. Von diesen sind nur etwa 12.000 Mann zurückgekehrt, die Uebrigen sind teils gefallen, teils gefangen, teils an Kälte, Krankheit

und Hunger zugrunde gegangen. Ebenso gieng von der im Jahre 1916 auf der Linie Van-Musch operierenden II. Armee mindestens 60.000 Mann verloren.

Desgleichen erlitten das gegen Persien im Jahre 1916 operierende XIII.Armeekorps - dessen Niederlage den Verlust Bagdads zur mittelbaren Folge hatte - sowie die unglückselige Expedition gegen Aegypten ungeheuere Verluste.

Die effektive Stärke der ottomanischen Streitkräfte stellt sich gegenwärtig etwa wie folgt dar:

Die I.Armee (Konstantinopel) besteht nur aus vorübergehend zugeteilten Divisionen und Ersatztruppen - zählt daher eigentlich nicht.

Die II.und III.Armee (Kaukasus) haben nicht mehr als 20.000 Gewehre.

Die V.Armee,welche den Küstenschutz von der bulgarischen Küste bis Alaya versieht,zählt etwa 26.000 ,

die VI.Armee (Mossul) 18.000 Gewehre.

Die IV. und VII. Armee (Palästina und Syrien)

dürften nicht mehr als 30.000 bis 40.000 Kombattanten haben.

Alles in Allem dürfte also die Anzahl der türkischen Kombattanten Hunderttausend kaum übersteigen. Freilich ist der Verpflegsstand ein erheblich grösserer und wird sogar auf eine Million geschätzt. Bei der ungeheueren Ausdehnung des Reiches und der grossen Entfernung zu den zahlreichen Fronten nehmen die Etappenstationen viele Truppen in Anspruch. Ausserdem werden die zahlreichen zum Frontdienste unbrauchbaren Elemente als Arbeiterbataillone im ganzen Reiche verteilt.

Aber nicht nur quantitativ, sondern auch qualitativ hat die türkische Armee in den vielen Kriegsjahren grosse Einbusse erlitten. Sowohl Offiziere wie Mannschaften sind - wie ich von verschiedenen Seiten höre - kriegsmüde und besitzen nicht mehr die traditionelle Widerstandskraft des türkischen Soldaten.

Dann fehlt es schon ganz beträchtlich an Ersatz für die vielen Abgänge.

Ich glaube daher als Conclusion behaupten

zu können, dass die türkische Armee höchstens noch für die Defensive in Betracht kommen kann; dass sie aber keinesfalls in der Lage wäre, eine Offensive zur Wiedereroberung der verlorenen Reichsprovinzen erfolgreich durchzuführen.

Man muss sich daher, glaube ich, darüber im Klaren sein dass eine solche Wiedereroberung der vom Feinde besetzten Gebiete nur dann möglich wäre, wenn die Zentralmächte hiezu namhafte Truppenmassen nach Asien schicken würden.

Die technischen Schwierigkeiten aber, welche sich einer solchen Expedition entgegenstellen, wissen Euer Exzellenz aus meiner Berichterstattung und namentlich aus meiner kürzlich stattgehabten Unterredung mit General von Seeckt. Die gegenwärtig zur Verfügung stehenden Transportmittel sind so mangelhaft, dass sie nicht einmal zur Beförderung der bereits in Asien befindlichen Truppen ausreichen. Dabei sind die erheblichen Ernährungsschwierigkeiten im steten wachsen begriffen.

Ich hielte es daher für einen grossen Fehler, wenn

man eine umfangreiche militärische Expedition zur Wiedereroberung der verlorenen türkischen Provinzen ins Auge fassen sollte. Die Entsendung von 1 oder 2 Divisionen aber würde, meiner Ueberzeugung nach, an der misslichen Lage gar nichts ändern und diese würden, ohne jedes greifbare Resultat, wahrscheinlich zum grossen Teile vor Erreichung der Fronten an Krankheit zugrunde gehen.

Ich würde daher eine weitere Absendung oesterr.-ungarischer Truppen nur aus politischen Gründen verstehen, nämlich wenn es sich darum handeln sollte, in Konstantinopel den Eindruck zu erwecken, dass wir die Türkei nicht im Stiche lassen wollen. Eine Sendung deutscher Truppen könnte sehr wohl überdies den Zweck verfolgen, die militärische Penetration noch intensiver zu gestalten.

Der k.u.k. Botschafter

Pallavicini

23.

K. und k. österr.-ungar. Botschaft
Konstantinopel.
Cs. és kir. osztrák-magyar Nagykövetség
Konstantinápoly.

Konstantinopel, am 29. Dezember 1917

Nr. 106 / P. 1918

Ansuchen des Ap.Delegaten um Erkundigungen über deportierte katholische Armenier.

2 Beilagen

1. 2/II.

AN SEINE EXZELLENZ DEN HERRN MINISTER DES K. U. K. HAUSES UND DES AEUSSERN OTTOKAR GRAFEN CZERNIN!

Mit dem abschriftlich mitfolgenden Schreiben hat mich der hiesige Apostolische Delegat gebeten, über das Schiksal etwa 5000 aus dem Bistum Erzerum stammender und angeblich ins Landesinnere deportierter katholischer Armenier durch die k.u.k. Konsularaemter Erkundigungen einziehen zu lassen, da in Russland lebende Armenier sich diesbezüglich an den Heiligen Stuhl

./.

durch KURIER

gewendet haben.

Da in diesem Belange bloss die von jenen Gebieten weit entfernten Konsularämter in Samsun und Mossul in Betracht kämen, habe ich dieser Bitte nicht nachkommen können und dem Apostolischen Delegaten dies im gleichfalls abschriftlich anverwahrten Schreiben mitteilen zu sollen geglaubt.

Es erschiene mir nicht unmöglich, dass diese humanitäre Aktion politische Zwecke verbirgt und, dass es sich hiebei für die russischen Armenier darum handelt, festzustellen, dass - trotz der türkischen Behauptung, es existieren nunmehr in Anatolien keine Armenier mehr - sich tatsächlich dort noch zahlreiche Armenier befinden. Auf Grund solcher Konstatierungen wird dann vielleicht russischerseits eine Autonomie für Armenien gefordert werden.

Der k.u.k. Botschafter

Pallavicini

Beilage zu Bericht No. 1069 ddo. Cosp[illegible] 29 XII 17
P Abschrift

DELEGAZIONE APOSTOLICA
di
CONSTANTINOPOLI

Constantinopoli, 24 Décembre 19[illegible]

Excellence,

Il parait qu'un nombre d'environ cinq mille catholiques arméniens, de la province de Cotorcioun, diocèse d'Erzéroum, ont été déportés en différentes régions de cet Empire. On ignore l'endroit précis, mais on croit qu'ils se trouvent à Eghine, Malatia, Karpout, Aghabir. Leurs parents qui ont réussi à gagner la Russie avant la guerre, se sont adressés au Saint Siège pour faire des recherches sur ces familles, auxquelles ils veulent envoyer des secours par cette affreuse misère.

En ce but humanitaire, je viens demander le concour des consuls de Votre Empire, afin qu'ils me dressent dans

A Son Excellence le Marquis Pallavicini
Ambassadeur d' Autriche-Hongrie
Constantinople

74

leur amabilité, s'il est possible, une liste des familles arméniennes catholiques de Cotorciur, qui pourraient se trouver dans les dites villes, ou partout ailleurs, d'après leur connaissance.

Je prie Votre Excellence d'agréer l'expression de ma reconnaissance et de ma considération la plus distinguée.

Ange Marie DOLCI

Délégué Apostolique

m. p.

Beilage zu Bericht No. 1063 P ddo. Cos-pol 29.XII. 1917

A B S C H R I F T !

Ko[illegible]

Constantinople, le 28 Décembre 1917.

Nr.836/Pol.

M o n s e i g n e u r ,,

En réponse à la lettre de Votre Excellence du 24 Décembre, j'ai l'honneur de ~~Vous~~ l'informer qu'il n'existe pas d'office consulaire austro-hongrois dans les régions où, d'après vos renseignements, de nombreux Arméniens Catholiques se trouveraient actuellement. Les quelques Consulats I. et R. d'Anatolie en sont fort éloignés et ils ne pourraient d'ailleurs, pour des raisons évidentes, s'adresser aux Autorités locales au sujet des recherches que préconise le Saint Siège.

Je me vois par conséquent et à

t. /

A Son Excellence

Monseigneur Ange Marie Dolci

Délégué Apostolique

mon grand regret dans l'impossibilité de donner suite à la demande dont Votre Excellence a bien voulu m'entretenir.

Veuillez agréer, Monseigneur, l'assurance de ma [redacted] considération très distinguée

Pallavicini m.p.

№ 13944 Ref.I.

Telegramm

Infolge Wiederholungsbefehlen verspätet vorgelegt.

Markgraf Pallavicini,

ddto. Pera, 30. Dezember 1917.

№ 786 aufg. 2 U. - M.
eingel. 3 „ -

Chiffre.

Erlaß vom 25.d.Mts. No. 6088.

Igne Achmed Pascha ist Bruder des Senators und gewesenen Ministers Mahmud Pascha.

Tausgirdli Hassan Fehmi Effendi ist Abgeordneter.

Tewfik Kiamil Bey ist ein Beamter des Auswärtigen Amtes.

Die Genannten stammen aus Familien kaukasischen Ursprungs.

Wie mir von mehrfacher Seite bestätigt wird, steht hinter der ganzen Sache das Komitee, beziehungsweise die Regierung.

Es dürfte sich bei letzterer um den Versuch handeln, einen echt türkischen Prestigeerfolg zu erlangen. Ich bin daher der Ansicht, daß diese inopportune und wenig taktvolle Manifestation keine Antwort verd

---

BÉCSI MAGYAR LEVÉLTÁRI KIRENDELTSÉG
Ungarische Archivdelegation
1010 Wien, Minoritenplatz 1.
Staatsarchiv
Telephon: 66-15/25-20

72/1986 Wien,2 Juni 1986

An Herrn
Artem Ohandjanian
Rainergasse 26/3/14
1o4o Wien

Sehr geehrter Herr Ohandjanian !

Bezüglich Ihrer Anfrage beehre ich mich Folgendes mitzuteilen:

Im Erzbischöflichen Archiv zu Esztergom sind keine nennenswerten Akten über die Armenierfrage in der Türkei während des ersten Weltkriegs vorhanden.Der zuständige Archivar nimmt an,dass es in dieser Frage sehr viel mündlich abgesprochen wurde,deshalb sind keine schriftlichen Unterlagen erhaltengeblieben.So konnte man weder das Konzept des Briefs von János Csernoch, das Sie unter den Akten des österreichisch-ungarischen Aussenministeriums gefunden haben, eruieren,noch eine Korrespondenz zwischen dem Erzbischof Csernoch und Abt Molnár,die in dem obengenannten Schriftstück erwähnt wird,erschliessen. Durch die intensive Forschungsarbeit wurde nur ein einziges neues Schriftstück entdeckt; a uf Ansuchen des Armenier-Patriarch von Konstantinopel,Peter Paul Terzian hat die Ungarische Bischofskonferenz im Jahre 1917 2 2ooo Krone als Hilfe für die Armenier in der Türkei zur Verfügung gestellt. Die Signatur dieser Archivalien lautet: Esztergomi Primási Levéltár,
Akten des Erzbischofs János Csernoch
D/a- 6199/1917

Ich hoffe, Ihnen gedient zu haben und verbleibe

mit freundlichen Grüssen

/Dr. Imre Ress/
Ung.Archivdelegierter im HHStA

Fnyv 4 83 8834

A R C H I V E :

Österreichisches Staatsarchiv, Wien:
Haus,-Hof-und Staatsarchiv
Allgemeines Verwaltungsarchiv
Kriegsarchiv

Diözesanarchiv, Wien
Magyar Orszagos Levéltár (Ungarisches Staatsarchiv),Budapest
Artem Ohandjanian Sammlung, Wien

Abkürzungen:

AOK NA	=	Armeeoberkommando Nachrichtenabteilung
AOS	=	Artem Ohandjanian Sammlung
AVA	=	Allgemeines Verwaltungsarchiv
BA	=	Botschaftsarchiv
Fasz.	=	Faszikel
HHStA	=	Haus,-Hof-und Staatsarchiv
KA	=	Kriegsarchiv
Konst.	=	Konstantinopel
MEV II	=	Maria Empfängnis-Verein II
NPA	=	Neues Politisches Archiv
PA	=	Politisches Archiv
PL	=	Presseleitung
Präs.	=	Präsidial Akten
USTA	=	Ungarisches Staatsarchiv

I N D E X

1915

Dokument		Seite
227)	HHStA PA XII 462,Konstantinopel,14.Jän.1915 Z.4/P-G	8o9
228)	HHStA PA I 521, Konstantinopel,16.Jän.1915 Nr 6/P	811
229)	Beilage zu Bericht Nr 6/P	813
23o)	Beilage zu Bericht Nr 6/P (11.Jän.1914)	815
231)	Beilage zu Bericht Nr 6/P	816
232)	HHStA PA XL 272,Konstantinopel,18.Jän. 1915 Nr 38	817
233)	HHStA PA XL 272,Konstnatinopel,22.Jän. 1915 Nr 46	818
234)	HHStA PA XL 272,Konstantinopel,26.Jän. 1915 Nr 5o	819
235)	HHStA PA XII 2o9,Konstantinopel,28.Jän.1915 Nr 9/P.A-K	82o
236)	HHStA PA XL 272,Konstantinopel, 2.Feb.1915 Nr 56	823
237)	HHStA PA XL 272,Konstantinopel, 7.Feb.1915 Nr 69	824
238)	HHStA PA I 943,Konstantinopel, 11.Feb.1915 Nr 1	825
239)	HHStA PA XL 272,Konstantinopel, 23.Feb.1915 Nr 8o	834
24o)	Diözesanarchiv M E V II, Berlin, 28.Feb.1916	835
241)	HHStA PA XL 272,Konstantinopel, 3.März 1915 Nr 93	837
242)	HHStA PA I 521,Konstantinopel,25.März 1915 Nr 25/P.A-B	838
243)	Beilage zu Bericht Nr 25/P.A-B (21.März 1913)	84o
244)	Beilage zu Bericht Nr 25/P.A-B (21.März 1915)	842
245)	Beilage zu Bericht Nr 25/P.A-B (5.Aug.1914)	844
246)	HHStA PA I 521,Konstantinopel,25.März 1915 Nr 25/P-B	846
247)	HHStA PA XL 272,Konstantinopel,4.Apr. 1915 Nr 131	85o
248)	HHStA PA XII 2o9,Konstantinopel,29.Apr. 1915 Nr 32/P-D	852
249)	HHStA PA XL 272,Konstantinopel,29.Apr. 1915 Nr 165	856
25o)	HHStA PL 245, Konstantinopel,29.Apr. 1915 Nr 36	857
251)	HHStA PA XII 2o9, Pera, 1.Mai 1915 Nr 347	86o
252)	HHStA PA XL 272,Konstantinopel,2.Mai 1915 Nr 169	862
253)	HHStA PA XII 2o9, Pera, 2.Mai 1915 Nr 352	863
254)	HHStA PA XXXVIII 368,Smyrna, 3.Mai 1915 Nr 25/P	864
255)	HHStA PA XL 273,Konstantinopel,5.Mai 1915 Nr 174	866
256)	HHStA PA I 944, Trapezunt, 5.Mai 1915 Z. 23/P	867
257)	HHStA PL 19o,Konstantinopel,9.Mai 1915 Nr 53	869
258)	HHStA PA XII 2o9,Konstantinopel,2o.Mai 1915 Nr 37/P-C	87o
259)	HHStA PA XXXVIII 368,Smyrna,21.Mai 1915 Nr 3o/P	872
26o)	HHStA PA XXXVIII 368,Trapezunt,31.Mai 1915 Z.3o/P	874

Dokument		Seite
261)	HHStA PA XXXVIII 368, Trapezunt,9.Juni 1915 Z.31/P	875
262)	HHStA PA XL 272,Konstantinopel,1o.Juni 1915 Nr 216	878
263)	HHStA PA XXXVIII 368,Trapezunt,12.Juni 1915 Z.32/P	879
264)	HHStA PA XII 2o9,Konstantinopel,18.Juni 1915 Nr47/P-E	883
265)	HHStA PA XXXVIII 366, Aleppo, 24.Juni 1915 Z.7/P	885
266)	HHStA PA XII 2o9,Konstantinopel,24.Juni 1915 Nr 49/P-E	887
267)	HHStA PA XII 2o9,Konstantinopel,24.Juni 1915 Nr 49/P-F	891
268)	HHStA PA XXXVIII 366, Aleppo, 25.Juni 1915 Z.8/P	894
269)	HHStA PA XII 2o9,Konstantinopel,27.Juni 1915 Nr 5o/P-C	897
27o)	Beilage zu Bericht Nr 5o/P-C (26.Juni 1915)	899
271)	Beilage zu Bericht Nr 5o/P-C (26.Juni 1915)	9oo
272)	HHStA PA XL 272,Konstantinopel,28.Juni 1915 Nr 239	9o1
273)	HHStA PA XXXVIII 366, Aleppo,28.Juni 1915 Z.9/P	9o2
274)	HHStA PA XII 2o9,Konstantinopel,1.Juli 1915 Nr 51/P-E	9o4
275)	Beilage zu Bericht Nr 51/P-C (29.Juni 1915)	9o7
276)	Beilage zu Bericht Nr 51/P-C (29.Juni 1915)	9o8
277)	HHStA PA XII 2o9,Konstantinopel,8.Juli 1915 Nr 54/P-C	9o9
278)	HHStA PA XL 272,Konstantinopel,1o.Juli 1915 Nr 249	912
279)	HHStA PA XXXVIII 368,Trapezunt,2o.Juli 1915 Nr 42/P	913
28o)	HHStA PA XXXVIII 368,Trapezunt,2o.Juli 1915 Nr 43/P	916
281)	HHStA PA XXXVIII 368,Trapezunt,28.Juli 1915 Nr 44/P	917
282)	HHStA PA XXXVIII 368,Smyrna, 29.Juli 1915 Nr 5o/P	919
283)	Beilage zu Bericht Nr 5o/P (29.Juli 1915)	921
284)	HHStA PA XXXVIII 368,Trapezunt,31.Juli 1915 Nr 46/P	926
285)	HHStA PA I 944,Marinenevidenzbüro,2.Aug.1915 Nr 5583	927
286)	HHStA PA XXXVIII 366, Aleppo,8.August 1915 Z.1o/P	942
287)	HHStA PA XL 272,Konstantinopel,9.August 1915 Nr 29o	945
288)	HHStA PA XII 2o9, Jeniköj,13.August 1915 Nr 66/P-B	946
289)	HHStA PA XL 272,Konstantinopel,15.Aug. 1915 Nr 293	952
29o)	HHStA PA XL 272,Konstantinopel,19.Aug. 1915 Nr 3oo	954
291)	HHStA PA XII 2o9, Jeniköj,21.Aug. 1915 Nr 68/P-E	957
292)	HHStA PL 246, Konstantinopel, 21.Aug. 1915 Nr 116	961
293)	HHStA PA XXXVIII 368,Smyrna,24.Aug. 1915 Nr 6o/P	962
294)	Beilage zu Bericht Nr 6o/P (23.Aug.1915)	963
295)	HHStA PA XII 2o9, Jeniköj,24.Aug. 1915 Nr 69/P-D	964
296)	Beilage zu Bericht Nr 69/P-D (16.Aug.1915)	965

Dokument		Seite
297)	HHStA PA I 944, Konstantinopel,24.Aug. 1915 Nr 298-3o1	967
298)	HHStA PA XII 2o9,Jeniköj,27!August 1915 Nr 7o/P-B	977
299)	Beilage zu Bericht Nr 7o/P-B (19.Aug.1915)	979
3oo)	Beilage zu Bericht Nr 7o/P-B (2o.Aug.1915)	983
3o1)	HHStA PA XXXVIII 366,Aleppo,27.August 1915 Z.12/P	984
3o2)	HHStA PA XL 273, Konstantinopel,27.Aug. 1915 Nr 312	986
3o3)	HHStA PA XXXVIII 366,Damaskus,28.Aug. 1915 Nr 54/P	988
3o4)	HHStA PA XXXVIII 368,Smyrna, 3o.August 1915 Nr 62/P	991
3o5)	HHStA PA XII 2o9, Jeniköj, 31.August 1915 Nr 71/P-B	994
3o6)	Beilage zu Bericht Nr 71/P-B (23.Aug.1915)	997
3o7)	HHStA PA XL 273,Konstantinopel,2.September 1915 Nr 318	1ooo
3o8)	HHStA PA XII 2o9, Jeniköj,3.September 1915 Nr 72/P-H	1oo1
3o9)	HHStA PA XXXVIII 368,Trapezunt,4.Sept. 1915 Z.54/P	1oo4
31o)	HHStA PL 246, Konstantinopel,6.Sept. 1915 Nr 3o3	1oo7
311)	HHStA PA XL 273,Konstantinopel,8.Sept. 1915 Nr 327	1oo9
312)	HHStA PA XII 2o9, Jeniköj,8.September 1915 Nr 73/P.A-B	1o1o
313)	KA AOK NA 1915 Fasz.5632,Konst.,12.Sept.1915 Knr 15366	1o14
314)	HHStA PA XL 272,Konstantinopel,12.Sept. 1915 Nr 336	1o15
315)	HHStA PA XII 2o8, Moskau,14.September 1915 Nr 66	1o17
316)	HHStA PA XXXVIII 366,Damaskus,24.Sept. 1915 Nr 62/P	1o19
317)	HHStA PA XII 464,Trapezunt,24.September 1915 Z.63/P	1o23
318)	Beilage zu Bericht Z.63/P (31.Aug.1915)	1o24
319)	HHStA PL 246, Konstantinopel,25.Sept. 1915 Nr312	1o27
32o)	HHStA PA XL 272,Konstantinopel,26.Sept. 1915 Nr 352	1o3o
321)	HHStA PA XII 2o9,Konstantinopel,3o.Sept.1915 Nr 79/P-A	1o32
322)	HHStA PA XXXVIII 368,Smyrna,6.Oktober 1915 Nr 68/P	1o34
323)	Beilage zu Bericht Nr 68/p	1o35
324)	HHStA PA XL 272,Konstantinopel,6.Okt. 1915 Nr 372	1o42
325)	KA AOK NA 1915 Fas.5633,Konst.,8.Okt. 1915 Knr 17o11	1o43
326)	HHStA PA XII 2o9,Konstantinopel,9.Okt. 1915 Nr 83/P-C	1o45
327)	HHStA PA XII 463, "Frankfurter Zeit",12.Okt.1915 Nr 41	1o5o
328)	HHStA PA XII 463,Konstantinopel,13.Okt. 1915 Nr 87/P.A-B	1o51
329)	HHStA PA XII 463, Pera, 15.Oktober 1915 Nr 2359	1o55
33o)	HHStA PA I 947,Konstantinopel,15.Okt. 1915 Nr 87/P-B	1o56
331)	HHStA PL 246,Konstantinopel,19.Okt. 1915 Nr 139	1o61
332)	HHStA PA XL 272,Konstantinopel,22.Okt. 1915 Nr 386	1o63

Dokument	Seite
333) HHStA PA XII 463, Trapezunt,22.Oktober 1915 Nr 7o/P	1o64
334) HHStA PL 246, Konstantinopel,24.Okt. 1915 Nr 313-317	1o65
335) HHStA PA XII 464, Wien,24.Oktober 1915 Nr 4946	1o73
336) HHStA PA XL 272,Konstantinopel,24.Okt. 1915 Nr 388	1o75
337) HHStA PA XII 463, Aleppo,25.Oktober 1915 Z.15/P	1o76
338) HHStA PA XII 464, Wien,26.Okt. 1915 Note zu Pater N.Hofer	1o79
339) Beilage: Memoire von Pater Norbert Hofer aus Erzerum	1o82
34o) HHStA PA XII 464, Pera, 29.Oktober 1915 Nr 819	1o87
341) HHStA PA XII 463, Pera, 1. November 1915 Nr 83o	1o88
342) HHStA PA XII 463,Konstantinopel,2.Nov.1915 Nr 92/P-C	1o89
343) Beilage zu Bericht Nr 92/P-C (13.Okt.1915)	1o92
344) Beilage zu Bericht Nr 92/P-C (22.Okt.1915)	1o95
345) HHStA PA XII 463,Konstantinopel,7.Nov. 1915 Nr 93/P-B	1o97
346) Beilage zu Bericht Nr 93/P-B (29.Okt.1915)	11o4
347) Beilage zu Bericht Nr 93/P-B (2.Nov.1915)	111o
348) HHStA PA XII 463,Damaskus, 7.November 1915 Nr 75/P	1113
349) HHStA PA XII 463, Pera, 8.November 1915 Nr 842	1117
35o) HHStA PA XII 463, Smyrna,9.November 1915 Nr 76/P	1118
351) HHStA PA XII 463,Konstantinopel,1o.Nov.1915 Nr 94/P-B	112o
352) Beilage zu Bericht Nr 94/P-B (6.Nov.1915)	1123
353) Beilage zu Bericht Nr 94/P-B (Procès verbal)	1124
354) HHStA PA XII 2o9, Adrianopel,1o.Nov. 1915 Z.1oo/P	1133
355) HHStA PA XII 463, Pera, 1o.November 1915 Nr 845	1136
356) HHStA PA I 944,Konstantinopel,12.Nov. 1915 Nr 95/P.A-B	1137
357) HHStA PA XII 463, Pera, 13.November 1915 Nr 853	1149
358) HHStA PA XL 272,Konstantinopel,13.Nov.1915 Nr 422	115o
359) HHStA PA XII 463,Konstantinopel,2o.Nov.1915 Nr 97/P-G	1151
36o) Beilage zu Bericht Nr 97/P-G (15.Nov.1915)	1153
361) HHStA PA XL 272,Konstantinopel,22.Nov.1915 Nr 432	1155
362) HHStA PL 246, Konstantinopel,22.Nov 1915 Nr 318	1156
363) HHStA PA XII 464, Wien, 24.November 1915 Nr5327	116o
364) Beilage zu Bericht Nr 5327 (24.Nov.1915)	1163
365) Diözesanarchiv M E V II, Wien,16./25. Nov.1915	1167
366) Beilage zu 16./25.Nov. 1915 (25.Nov.1915)	1168
367) Beilage zu 16./25.Nov. 1915 (25.Nov.1915)	118o
368) Beilage zu 16./25.Nov. 1915	1194
369) Beilage zu 16./25.Nov 1915 (29.Okt.1915)	1228
37o) HHStA PA XII 463, Aleppo,3o.Nov. 1915 Z.17/P	1248

Dokument				Seite
371)	HHStA PA XL 272,Konstantinopel,31.Nov. 1915	Nr 397		125o
372)	HHStA PA XII 464,Konstantinopel,1.Dez. 1915			1251
373)	HHStA PA XL 272, Konstantinopel,2.Dez. 1915	Nr 444		1252
374)	HHStA PA XII 463,Konstantinopel,7.Dez. 1915	Nr 1o1/P-B		1255
375)	HHStA PA XII 464,Konstantinopel,7.Dez. 1915	Nr 1o1/P-C		1259
376)	Beilage zu Bericht Nr 1o1/P-C (7.Dez.1915)			1264
377)	HHStA PA XII 464, Trapezunt,1o.Dezember 1915	Nr 83/P		1265
378)	HHStA PA XII 463, Trapezunt,17.Dezember 1915	Nr84/P		1266
379)	HHStA PA XXXVIII 368,Trapezunt,21.Dez. 1915	Z.85/P		1267
38o)	HHStA PA XXXVIII 368,Trapezunt,28.Dez. 1915	Z.9o/P		1268
381)	AOS , Aleppo, 11.Juni 1984			127o

Dokument	Seite
382) HHStA PA XL 274,Konstantinopel,6.Jän.1916 Nr 14	1271
383) HHStA PA XII 464,Konstantinopel,8.Jän.1916 Nr 2/P-G	1272
384) Beilage zu Bericht Nr 2/P-G	1274
385) HHStA PA XL 274,Konstantinopel,14.Jän.1916 Nr 23	1275
386) HHStA PA XII 463, Damaskus, 15.Februar 1916 Nr 4/P	1277
387) Diözesanarchiv M E V II,Konst.,4.März 1916 Nr 65/P	1281
388) Diözesanarchiv M E V II,Berlin,7.März 1916	1284
389) Beilage zu Bericht: Berlin,3.März 1916	1285
39o) AVA Präs.1916, Wien,1o.März 1916 Nr 5835 ex 1916	1311
391) Beilage zu Bericht Nr 5835 ex 1916 (2o.3.1916)	1313
392) Beilage zu Bericht Nr 5835 ex 1916 (VERITÉ)	1314
393) HHStA PA XII 463,Konstantinopel,1o.März 1916 Nr 21/P-B	1328
394) Beilage zu Bericht Nr 21/P-B (3.März 1916)	1333
395) Beilage zu Bericht Nr 21/P-B	1335
396) HHStA PA XII 463,Konstantinopel,17.März 1916 Nr 22/P-D	1338
397) Beilage zu Bericht Nr 22/P-D (8.März 1916)	1341
398) Beilage zu Bericht Nr 22/P-D (9.März 1916)	1345
399) HHStA PA XII 464, Wien, Prag, März 1916	1348
4oo) KA AOK NA 1918 Fasz.567o,Lemberg,13.März 1916 Na 1621	1354
4o1) HHStA PA XII 463,Konstantinopel,2o.März 1916 Nr 23/P-B	136o
4o2) Beilage zu Bericht Nr 23/P-B (16.März 1916)	1361
4o3) Diözesanarchiv M E V II,Konst.,31.März 1916 Nr 26/P-C	1364
4o4) HHStA PA XII 463,Konstantinopel,4.April 1916 Nr 27/P-D	1369
4o5) Beilage zu Bericht Nr 27/P-D (28.März 1916)	137o
4o6) HHStA PA XII 21o,Konstantinopel,8.April 1916 Nr 28/P.A-G	1373
4o7) HHStA PA X 157, Lepsius, April 1916	1385
4o8) HHStA PA XII 463, Sofia,2.Mai 1916 Z.27/P	1389
4o9) Diözesanarchiv M E V II,Wien,3.Mai 1916	1392
41o) HHStA PA XII 463,Konstantinopel,6.Mai 1916 Nr 36/P-E	14o1
411) Beilage zu Bericht Nr 36/P-E (28.Apr.1916)	14o2
412) HHStA PA XXXVIII 369,Aleppo,3.Juli 1916 Nr 5/P	14o4
413) HHStA PA XII 463, Therapia,1o.Juli 1916 Nr 368	14o5
414) HHStA PA XII 464,Budapest, 17.Juli 1916 Nr 4o76/res	1415
415) HHStA PA XII 463,Damaskus, 4.August 1916 Nr 21/P	1417
416) KA Präas 1916, Konstantinopel,15.Aug.1916 47-1 R	1421

Dokument		Seite
417)	HHStA PA XII 21o, Jeniköj, 19.August 1916 Nr 63/P-C	1425
418)	Diözesanarchiv M E V II,Bonn,7.Sept. 1916	1431
419)	Diözesanarchiv M E V II,Konst.,18.Sept.1916	1438
42o)	HHStA PA III 172, Berlin,18.Sept. 1916 Nr 1o2/P-D	1441
421)	HHStA PA XII 463, Jeniköj,19.Sept. 1916 Nr 35o1/A	1444
422)	Beilage zu Bericht Nr 35o1/A	1445
423)	HHStA PA XII 21o, Konstantinopel,7.Okt.1916 Nr 76/P-C	1456
424)	HHStA BA Berlin 2o2, Wien, 2o.Oktober 1918 Nr 5176	1458
425)	HHStA BA Berlin 2o2, Wien, 27.Oktober 1918 Nr 5259	1461
426)	Beilage zu Bericht Nr 5259 (21.Okt.1916)	1461
427)	HHStA PA XII 463, Smyrna, 12.Nov. 1916 Nr 82/P	1471
428)	HHStA PA XII 463,Konstantinopel,21.Nov.1916 Nr 89/P.A-D	1473
429)	HHStA PA XII 463, Damaskus,28.Nov. 1916 Nr 32/P	1477
43o)	HHStA PA XII 463, Smyrna,3.Dezember 1916 Nr 9o/P	1481

Dokument				Seite
431)	KA Präs.1917, Konstantinopel,1o.Jän.1917	KA Präs 47-1/4		1483
432)	HHStA PA XXXVIII 37o,Samsun,13.Jän. 1917	Z.3/P		1486
433)	HHStA PA XL 275, Konstantinopel,18.Jän.1917	Nr 14		1488
434)	HHStA PA XII 463,Konstantinopel,2o.Jän.1917	Nr 6/P-B		1489
435)	HHStA PA XII 211,Konstantinopel,3o.Jän.1917	Nr 9/P-A		1493
436)	HHStA PA XXXVIII 37o,Samsun, 3o.Jän. 1917	Z.8/P		1494
437)	HHStA PA XL 275, Konstantinopel,4.Feb. 1917	Nr 26		1495
438)	KA Präs.1917, Pera, 6.Feb. 1917	KA Präs.47-1/13	Nr 327	1496
439)	HHStA PA XII 211, Sofia, 12.Februar 1917	Nr 58		1497
44o)	HHStA PA XL 275,Konstantinopel,14.Feb. 1917	Nr 34		1498
441)	HHStA PA XL 275,Konstantinopel,17.Feb. 1917	Nr 39		1499
442)	HHStA PA XII 211,Konstantinopel,24.Feb.1917	Nr 16/P-D		15oo
443)	HHStA PA XL 275,Konstantinopel,27.Feb. 1917	Nr 47		15o3
444)	AVA Inn.Präs.1917,Wien, 28.Februar 1917	Nr 321o ex 1917.		15o6
445)	Diözesanarchiv M E V II,Konst.,3.März 1917			15o8
446)	HHStA PA XII 211, Konstantinopel,24.März 1917	Nr25/P-B		1511
447)	KA Präs.1917,Konstantinopel,3o.März 1917	AOKNA Nr3979		1513
448)	HHStA PA I 945,Konstantinopel,7.April 1917	Nr 29/P-E		1523
449)	Beilage zu Bericht Nr 29/P-E (26.März 1917)			1524
45o)	HHStA PA I 945, Samsun,7.April 1917	Nr 16/P		1526
451)	HHStA PA XII 211,Konstantinopel,14.Apr.1917	Nr 31/P-B		1527
452)	HHStA PA XII 463, Samsun, 26.Mai 1917	Z.21/P		1533
453)	HHStA PA XL 275,Konstantinopel,21.Juni 1917	Nr 131		1535
454)	Diözesanarchiv M E V II,Konst.,7.Juli 1917			1536
455)	HHStA PA XII 211, Jeniköj, 1o.Juli 1917	Nr 56/P-A		154o
456)	HHStA PA XII 211, Jeniköj, 24.Juli 1917	Nr 6o/P-B		1544
457)	Beilage zu Bericht Nr 6o/P-B (3o.Juni 1917)			1545
458)	Beilage zu Bericht Nr 6o/P-B (2o.Jän.1917)			1547
459)	HHStA PA XII 211, Jeniköj, 4.August 1917	Nr 63/P-A		1549
46o)	HHStA PA XXXVIII 37o,Samsun, 6.Aug. 1917	Z.3o/P		1553
461)	Diözesanarchiv M E V II,Konst.,6.Aug. 1917	Nr 4oo		1555
462)	Beilage zu Bericht Nr 4oo (6.Aug.1917)			1558
463)	Diözesanarchiv M E V II, Konst.,1o.Aug.1917	Nr 4		1561
464)	Beilage zu Bericht Nr 4			1565

Dokument		Seite
465)	HHStA PA XL 275,Konstantinopel,22.Aug. 1917 Nr 179	1568
466)	HHStA PA XII 463, Jeniköj,15.September 1917 Nr 75/P-D	157o
467)	HHStA PA I 947, Jeniköj,22.September 1917 Nr 77/P-A	1574
468)	HHStA PA XII 211, Jeniköj,29.September 1917 Nr 79/P.A-C	1577
469)	HHStA BA Berlin 2o2,Wien,18.Oktober 1917 Nr 148/P.A-C	1585
47o)	Beilage zu Bericht (22.Okt.1917)	1589
471)	HHStA PA I 522, Berlin,26.Oktober 1917 Nr 15o/P	159o
472)	HHStA PA XII 211,Konstantinopel,3.Nov. 1917 Nr 89/P	1593
473)	HHStA PA XI 255, Bern, 13.November 1917 Nr 89/P	1596
474)	Beilage zu Bericht Nr 89/P (Aufzeichnung)	1597
475)	HHStA BA Berlin 2o2, Wien,16.November 1917 Nr 5965	16o1
476)	HHStA PA I 522,Konstantinopel,17.Nov. 1917 Nr 93/P	16o3
477)	HHStA BA Berlin 2o2,Konstantinopel,1.Dez.1917 Nr 98/D	16o7
478)	HHStA BA Berlin 2o2, Wien, 7.Dezember 1917 Nr 6384	16o8
479)	Beilage zu Bericht Nr 6384 (5.Dez.1917)	16o9
48o)	Beilage zu Bericht Nr 6384 (17.Dez.1917)	161o
481)	HHStA PA III 175, Hofzug,18.Dezember 1917 Nr 32	1611
482)	HHStA PA III 175, Hofzug,18.Dezember 1917	1612
483)	Diözesanarchiv M E V II,Konst.,2o.Dez. 1917	1614
484)	HHStA PA I 1o53, Pera,21.Dezember 1917 Nr 737	1615
485)	HHStA PA XII 211,Konstantinopel,22.Dez. 1917 Nr 1o5/P-H	1616
486)	HHStA PA I 945, Konstantinopel,28.Dez.1917 Nr 1o6/P.A-G	1617
487)	HHStA PA XII 464, Konst.,29.Dezember 1917 Nr 1o6/P-G	1623
488)	Beilage zu Bericht Nr 1o6/P-G (24.Dez.1917)	1625
489)	Beilage zu Bericht Nr 1o6/P-G (28.Dez.1917)	1627
49o)	HHStA PA III 175, Pera,3o.Dezember 1917 Nr 766	1629
491)	UStA Esztergomi Primási Levéltár, Akten des Erzbischofs János Csernoch D/a 6199/1917), Wien,2.Juni 1986 Nr 72	163o